



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

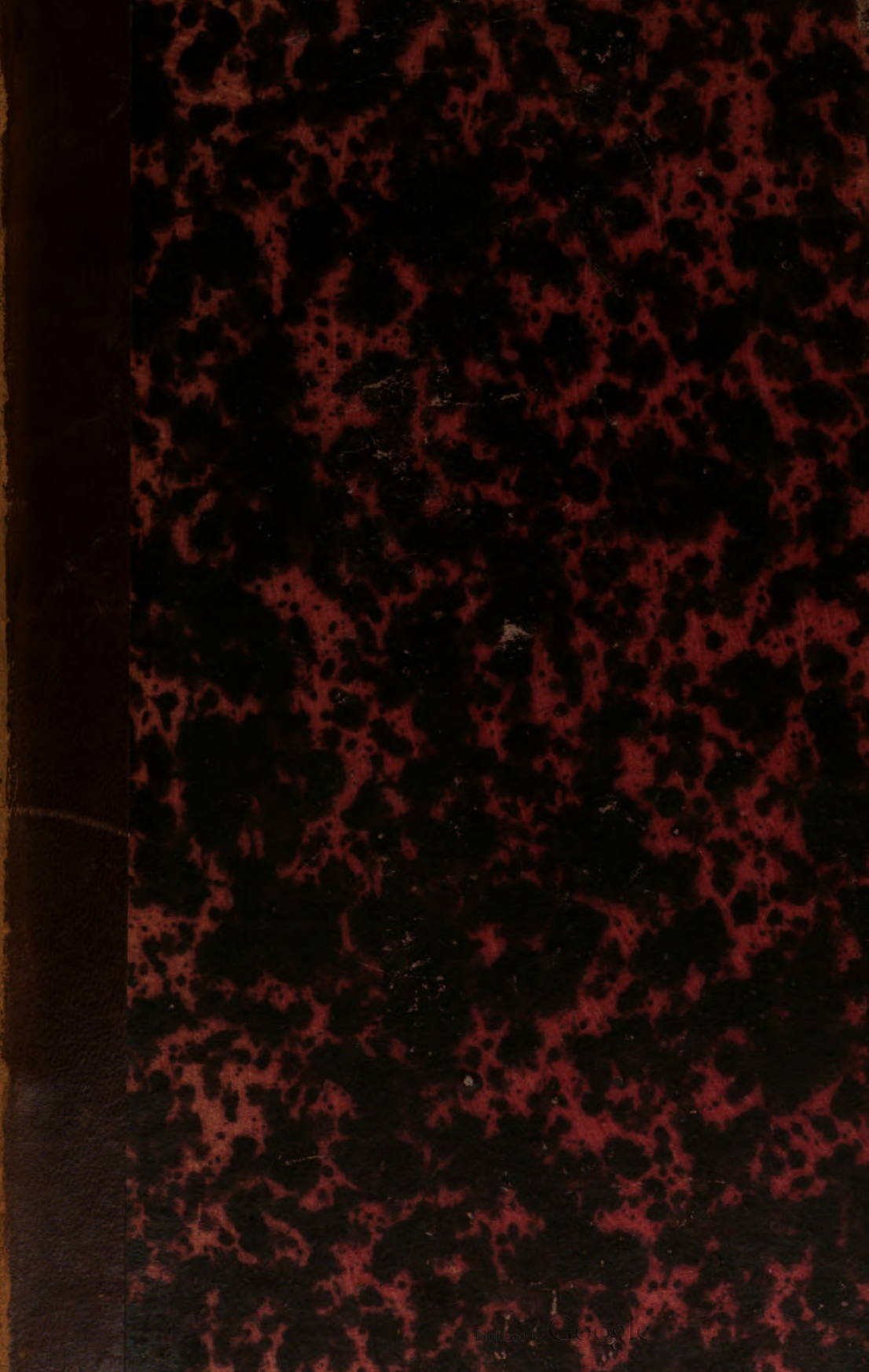
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

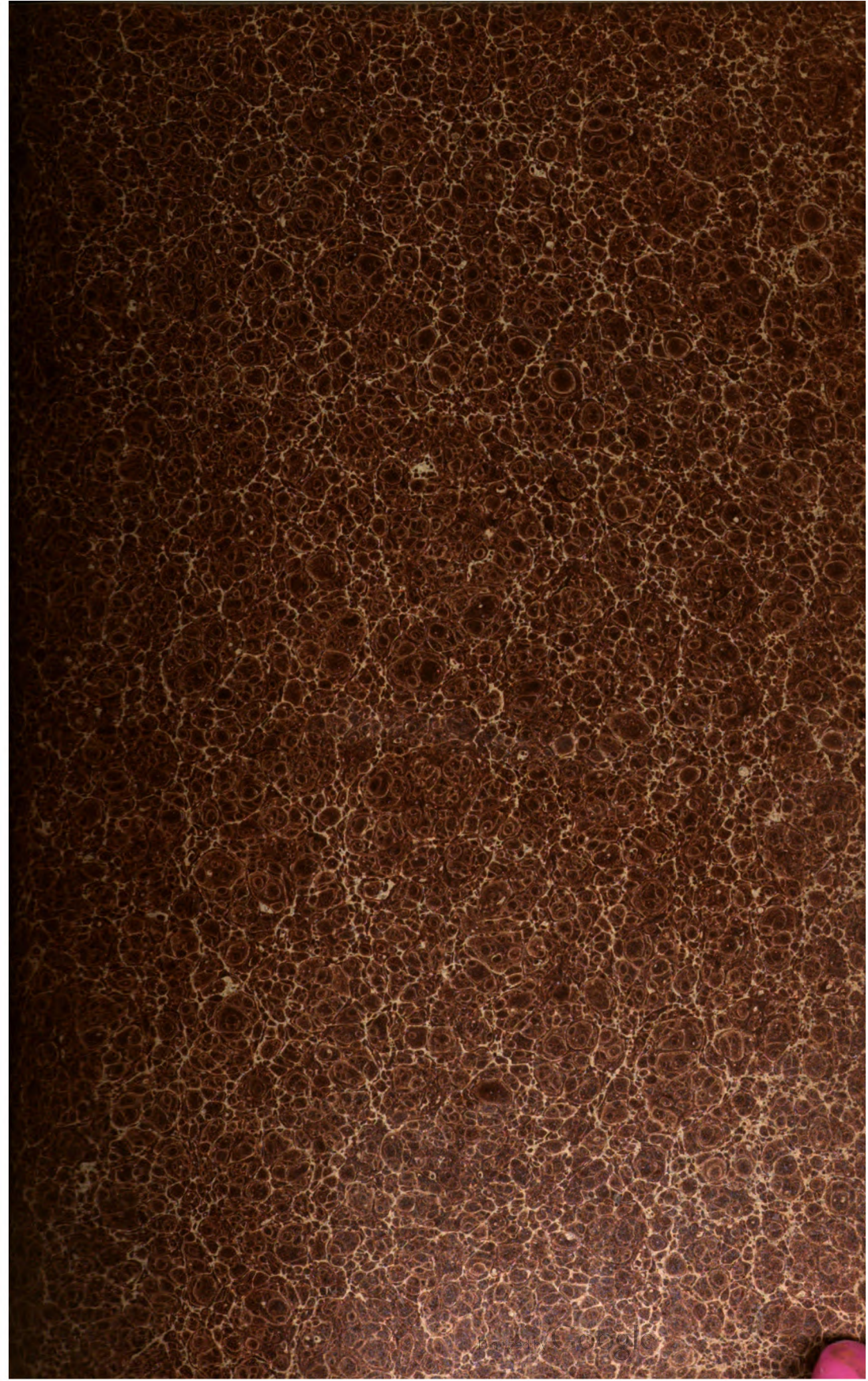




UNIVERSITEITSBIBLIOTHEEK GE



oogte



148C1

REVUE
GERMANIQUE ET FRANÇAISE

TOME VINGT-SIXIÈME



SAINT-GERMAIN. — TYPOGRAPHIE DE L. TOINON ET C^o

80, RUE DE PARIS



REVUE

GERMANIQUE ET FRANÇAISE

TOME VINGT-SIXIÈME



PARIS
BUREAUX DE LA REVUE GERMANIQUE ET FRANÇAISE
41, RUE DE TRÉVISE
—
1863

L'ÉGLISE LIBRE DU CANTON DE VAUD

Il se passe, depuis plus de quatorze ans, aux portes de la France, dans le canton de Vaud, un fait de haute signification : la séparation absolue de l'Église et de l'État s'y est partiellement accomplie, et s'y maintient, après quelques années d'une lutte regrettable sans doute, mais qui, heureusement, n'a rien eu de bien tragique.

L'établissement de l'Église libre du canton de Vaud est un chapitre instructif de l'histoire de la liberté des cultes et du droit public des nations.

Nous allons raconter la lutte qui précéda cet établissement, lutte dont le résultat est à inscrire désormais à l'actif de la liberté religieuse en Europe.

On s'apercevra facilement que ce fragment de l'histoire civile et religieuse du canton de Vaud a été écrit au moment même des événements. Nous n'avons pas cru devoir lui ôter ce cachet d'actualité. Il suffit qu'on sache dès maintenant que le parti qui méritait alors le blâme est revenu à résipiscence, puisqu'il reconnaît lui-même, dans le projet de constitution qu'il a soumis en ces derniers temps au vote populaire, le droit de se séparer de l'Église nationale et l'indépendance légale de l'Église libre.

I

Au **xvi^e** siècle, on ne comprenait pas comme de nos jours la liberté des cultes ; le besoin en était incomparablement moins vif et moins étendu.

Les réformateurs eux-mêmes étaient trop habitués à l'unité de doctrine et de liturgie; ils confondaient trop la foi et la bonne foi, la vérité religieuse absolue et la croyance qui peut moralement en tenir lieu; ils attachaient trop d'importance aux confessions, ils les voulaient trop détaillées, trop explicites, pour laisser aux consciences individuelles tout l'essor que comporte le principe fondamental de la Réforme, celui de l'examen personnel.

En passant du catholicisme au protestantisme, on changeait tout simplement de direction spirituelle et de culte. Quelques points dogmatiques étaient modifiés sans doute, mais celui de l'autorité était plutôt renversé de droit que de fait. Les premiers pasteurs protestants trouvaient commode de recueillir à peu près en entier l'héritage laissé vacant par les dernières autorités catholiques. Il y a plus : ils durent le recueillir puisqu'il leur était abandonné, offert même, et qu'il serait retourné à ses premiers possesseurs s'il n'était tombé en d'autres mains.

Quant à la position de l'Église vis-à-vis de l'État, il faut reconnaître que les réformateurs croyaient avoir trop besoin de lui, et pensaient même lui être trop obligés déjà pour ne pas l'associer profondément à leur mission et à leur destinée. Ils comptaient d'ailleurs conserver facilement la direction ecclésiastique, garder indirectement la part d'autorité spirituelle qu'ils semblaient abandonner au pouvoir, et l'exercer encore par voie d'influence. L'État, en se mettant d'abord à leur suite ou à leur disposition, ne leur inspirait aucune crainte.

C'était le moment de s'organiser ecclésiastiquement, de façon à respecter les droits de l'autorité temporelle, et à laisser aux consciences individuelles toute la liberté qu'elles pourraient souhaiter. L'Église de Zurich le comprit, et prévint par là des conflits toujours funestes. L'Église de Berne, sans avoir la même sagesse, avait cependant stipulé dans sa confession de foi des garanties d'indépendance qui ne furent pas accordées par le gouvernement bernois à l'Église vaudoise. Cette Église reconnut même à l'autorité civile le droit de régler la doctrine, et se trouva ainsi virtuellement détachée de la confession de foi helvétique. Le grand Conseil ¹ put modifier à son gré les livres symboliques alors admis ².

¹ Le grand Conseil est le Corps législatif du pays, le conseil d'État en est le pouvoir exécutif.

² V. *Coup d'œil historique sur l'organisation de l'Église dans le canton de Vaud*, p. 12, 19, 24; Lausanne, 1847. — *Précis des faits qui ont amené et suivi la démission de la majorité des pasteurs et ministres de l'Évangile, etc.*, Lausanne, 1848, p. 3. — *Semeur*, t. XIII, 1844, p. 74 et suiv.

Pour contenir le pouvoir dans l'exercice mesuré de droits exorbitants, il aurait fallu tout au moins que l'Église vaudoise eût été fortement organisée. Elle ne l'était pas du tout. Les membres du corps ecclésiastique étaient dispersés, sans lien, sans unité visible et agissante. Ils ne trouvaient de point d'union que dans l'État; mais l'État n'était pas les pasteurs; il n'avait pas, ou pouvait, d'un moment à l'autre, n'avoir pas leur esprit. Il pouvait même avoir un esprit contraire.

Que l'esprit de Welesley franchisse les montagnes du Jura, qu'il pénètre dans le canton de Vaud avec quelques touristes à tendance mystique, qu'il cherche à s'établir dans ces charmantes contrées, que sa présence se signale (en 1816) par quelques excentricités peu à craindre cependant, si toutefois l'autorité ne s'en occupe qu'à la dernière extrémité et seulement au point de vue d'une police toute humaine, et voilà le pouvoir lui-même en émoi; il se croit obligé d'épier tous les mouvements, toutes les paroles qui pourraient s'écarter des habitudes de repos et de silence du pays. Sa vigilance est bien autrement excitée, dès qu'il s'aperçoit (en 1818) que les citoyens eux-mêmes se préoccupent de ce qu'ils voient faire, de ce qu'ils entendent dire au nom de la religion par quelques hommes dont les pratiques pieuses ou soi-disant telles leur paraissent assez étranges pour mériter le nom de *momeries*¹.

Cependant le gouvernement vaudois se contente encore d'observer, mais toujours inquiet, toujours disposé à sévir. A la fin, il prend le ridicule au sérieux, et, loin de l'attaquer avec l'arme qui en fait naturellement justice, le bon sens public, il se fâche et promulgue la malheureuse loi du 20 mai 1824. Sous prétexte de frapper les *momiers*, on s'attaque à tout ce qu'il plaît à un peuple ignorant ou prévenu d'appeler de ce nom, c'est-à-dire à tout ce qui aspire à vivre d'une vie propre et spontanée en matière religieuse, cause de scandale pour les faibles. Tout était momerie et momiers en dehors des habitudes et du personnel de l'Église nationale.

Les sévérités dont on usa contre ce qu'on appelait en bonne compagnie les sectaires, les dissidents, les séparatistes, les wesleyens, les puritains, les piétistes, les méthodistes, etc., eurent l'effet qu'ont toujours de pareilles mesures, elles accrurent le mal au lieu de le diminuer; car ce prétendu mal n'était pas autre chose que la liberté de conscience, la liberté religieuse avec le sentiment de tous ses droits. Genève, mieux

¹ V. *Histoire véritable des momiers de Genève*, Paris, 1824. — *Histoire des momiers*, Bâle, 1825 (en allemand). — Bressneider, *Base du piétisme*, Leipzig, 1833 (en allemand).

avisée, laissa faire, et les momiers n'eurent qu'un modeste et paisible succès dans la cité de Calvin. Dans le canton de Vaud, cependant, les mesures de l'autorité eurent cet heureux effet, qu'elles firent réfléchir. On s'éclaira et l'on comprit que le temps de faire des martyrs était passé; la loi de 1824 fut modifiée, mitigée. Des peines sévères n'en furent pas moins maintenues contre le prosélytisme qui s'exercerait sur des mineurs, et le caractère d'intolérance de la loi fut assez marqué pour qu'on puisse justement la regarder comme une des causes de la révolution qui eut lieu dans le canton, en 1830.

Enfin, la liberté religieuse fut proclamée. Les méthodistes purent s'assembler librement. Mais on avait compté sans l'esprit de prosélytisme. A la liberté du culte, les méthodistes ou ceux qu'on appelait de ce nom voulurent joindre celle de répandre leurs opinions. Rien de plus naturel ni de plus légitime. Le mal fut que certains pasteurs virent leurs troupeaux se réduire et se fondre. Pour parer à cet inconvénient, ils se prirent à rivaliser de zèle. Ils eurent aussi leurs réunions particulières en dehors des offices religieux ordinaires, et même hors des temples. Ils firent tout ce qu'ils jugèrent nécessaire pour répondre au besoin religieux qui travaillait les populations. De là les réunions extraordinaires, connues sous le nom d'oratoires. « Dans ces » oratoires, on se bornait à des sermons, à des prières : jamais » aucun sacrement n'y fut administré; des pasteurs, fonctionnant » encore aujourd'hui dans l'Église nationale, y prêchaient régulièrement. Ce n'était donc pas des assemblées dissidentes, un culte » de séparatistes; on y trouvait les mêmes hommes, les mêmes prédicateurs qu'on avait rencontrés le matin à l'Église nationale¹. »

Le moyen imaginé pour retenir les fidèles dans le giron de l'Église nationale et dans les temples réussit au delà de toute espérance. Cet état de choses dura de 1834 à 1845, sans inconvénient sensible pour le bon ordre, et sans doute avec quelque avantage pour le bien public et privé. Le peuple laissait faire; il apprenait la tolérance, en usant lui-même de la liberté religieuse comme il l'entendait. Les oratoires avaient donc pris un caractère doublement national, en ce sens qu'ils étaient manifestement autorisés par le retrait de la loi de 1824, et en cet autre sens qu'ils étaient conformes aux besoins et aux mœurs du pays.

Ce n'est pas cependant que la liberté religieuse n'eût reçu aucun

¹ *Compte rendu des débats concernant l'affaire de l'oratoire de Mauborget, etc.*, p. 123; Lausanne, 1846. — *Coup d'œil, etc.*, p. 23.

échec de la part du gouvernement, depuis l'abrogation de la loi de 1824. La loi ecclésiastique de 1839 enlevait à l'Église, par l'abolition de la confession de foi, la seule garantie qui lui était laissée contre l'altération possible de ses doctrines par l'État, et pour le maintien de son indépendance et de son intégrité. Cette loi, en conférant au gouvernement le pouvoir de régler en dernier ressort tout ce qui concerne la doctrine et le culte, préparait la ruine de l'Église¹. Il est vrai qu'un synode doit délibérer d'abord; mais ce synode doit être convoqué par le gouvernement, et quand celui-ci le juge convenable; il doit être saisi par le gouvernement des questions à traiter; de plus, ses délibérations n'ont de valeur que comme préavis, et le conseil d'État prend seul des arrêtés, ou soumet des propositions au grand Conseil.

II

Le clergé vaudois ne comprit sans doute pas tout ce qu'il y avait de dangereux pour lui dans la loi de 1839. Il était d'ailleurs habitué de longue main à la subordination envers l'État; un degré de servitude de plus ou de moins, une chaîne un peu plus longue ou un peu plus courte n'était pas pour lui une telle affaire qu'il dût en pousser des cris de douleur. Il fallait, pour qu'il sentit l'excès de sa dépendance et de son humiliation, qu'il fût conduit, par la déduction pratique de la loi, jusqu'aux actes d'intolérance et de persécution sous lesquels il s'est dignement relevé depuis.

Dès que les pasteurs eurent vu le droit se traduire en fait, dès qu'on leur eut dit nettement que l'union de l'Église et de l'État ne pouvait être que la subordination de la première au second, qu'il n'y avait plus pour elle d'autonomie, plus d'indépendance; que l'Église nationale, « c'était le peuple politique déléguant, en matière religieuse, toute sa souveraineté aux conseils de la nation, lesquels, à leur tour, agissant comme Église, délèguent des pouvoirs spirituels au clergé, qui aura de son côté à leur rendre compte²; » oh! alors le clergé comprit toute l'étendue de son opprobre et de son néant, comme puissance propre. Il comprit qu'il était fonctionnaire civil pur

¹ Art. 82 et 87. V. *Précis des faits*, etc., p. 4.

² *Considérations présentées à MM. les ministres démissionnaires par un ministre démissionnaire* (M. A. Vinet), p. 9, 2^e édit., Lausanne, 1845.

et simple, qu'il avait mission d'enseigner l'Évangile de l'État, ou celui de Christ, mais tel que l'entendrait le gouvernement.

Cependant la liberté des oratoires, attaquée judiciairement, fut judiciairement reconnue. Un pasteur fut accusé d'avoir lu la Bible et prié Dieu avec ses anciens paroissiens, auxquels il avait fait une visite ; ce pasteur ne fut pas seulement renvoyé de la plainte ; des dommages et intérêts lui furent encore adjugés ¹.

On pouvait espérer que le pouvoir exécutif ne serait pas d'un autre avis que les tribunaux, et qu'il saurait, lui aussi, faire respecter les personnes et protéger la liberté du culte. Ce n'est pas ainsi cependant que l'entendirent les persécuteurs. Les oratoires, malgré leur caractère national, furent en butte à de nouvelles attaques, tout autant et même plus que les réunions dissidentes ². Le peuple égaré va plus loin encore ; il ne se contente pas d'entraver l'exercice d'un droit, il pétitionne pour le faire révoquer ; il demande que la liberté des cultes soit interdite.

Les pasteurs et les ministres, justement alarmés de ce mouvement hostile des esprits, de la mollesse, on pourrait presque dire de la connivence du gouvernement, se réunissent à Vevay en conférence générale, et rédigent à leur tour une pétition en faveur de la liberté des cultes, adressée au grand Conseil. Les ennemis de la liberté religieuse avaient semblé vouloir faire de la religion nationale ou établie un instrument d'oppression ; ils voyaient en elle, disaient-ils, « un moyen de » contenir le sentiment religieux dans de sages limites ³. » Les pasteurs et les ministres attachés à cette Église comprirent tout le danger, pour ne pas dire toute la noirceur de l'insinuation. Aussi répondirent-ils dans leur pétition, en disant : « Quoi qu'il arrive, nous vous » supplions, messieurs, que notre Église ne puisse jamais être accusée » d'avoir pris part à la persécution ou d'en avoir tiré profit... Nous » déclarons, au nom de l'Église nationale, pour autant que nous pou- » vons nous considérer comme ses représentants, que la persécution, » bien loin de lui profiter, la ruinerait ; nous protestons en faveur de la » liberté ⁴. »

A qui le gouvernement donnera-t-il gain de cause ? De quel côté fera-t-il pencher la balance ? Sera-t-il pour ou contre la liberté ? Le conseil d'État va nous l'apprendre par sa circulaire du 15 mai, à

¹ *La crise ecclésiastique du canton de Vaud*, par Fréd. Chavanne, p. 10 ; Lausanne, 1846.

² *La crise*, etc., p. 11.

³ *Courrier suisse*, 23 mai 1848.

⁴ *La crise*, etc., p. 11. — *Précis des faits*, etc., p. 76-81.

MM. les pasteurs de l'Église nationale. Nous y lisons que le meilleur moyen de prévenir les injustes agressions dirigées contre le libre exercice des cultes, c'est tout simplement de renoncer à cette liberté ; que la tranquillité publique et la liberté religieuse elle-même ont tout à gagner à cet oubli du droit ; qu'il est, par conséquent, du devoir des pasteurs, comme ministres de l'Église nationale, de ne plus diriger ni favoriser des réunions qui tendent à la dissidence et à la séparation ¹.

Il était difficile que des hommes d'intelligence et de cœur acceptassent une semblable accusation, et se soumissent sans mot dire à une mesure aussi oppressive. D'ailleurs, le conseil d'État ne se fondait sur aucune loi, tout en rappelant les pasteurs à ce qu'il appelait leur devoir. A la suite d'une conférence particulière, des pasteurs adressent donc au conseil d'État une réponse dans laquelle ils disent que « si on ne leur eût demandé qu'une suspension momentanée des réunions incriminées, ils n'auraient pas eu de peine à obéir ; mais qu'ils ne peuvent reconnaître, en principe, que les ministres de l'Église nationale soient tenus à s'abstenir, comme on le prétend. Ils rappellent que les réunions religieuses sont demandées par le peuple, qu'elles n'ont rien de contraire à l'esprit de l'Église nationale, qu'elles sont dirigées de manière à prévenir une scission, qu'elles sont publiques, etc. Ils fondent leur droit sur la loi ecclésiastique de 1839 (art. 106, 30 e.), et demandent à ce titre la protection du pouvoir exécutif ². Ils auraient pu se prévaloir même, à titre de précédent du moins, d'une législation du xvi^e siècle, d'après laquelle des réunions religieuses peuvent avoir lieu dans les temples ou ailleurs, aux heures des exercices ordinaires ou à d'autres ³. Mais ils avaient mieux qu'un acte du synode de Berne, datant de plus de trois siècles ; ils avaient pour eux le droit public du pays, et le droit plus respectable encore de la nature. C'était trop, à ce qu'il paraît, pour être écouté.

Une discussion fameuse, celle du 20 mai 1845, laisse peu de doute sur les sentiments du grand Conseil. A la vérité, tous les membres de ce corps politique ne furent pas du même avis ; le rapport de l'un d'eux, M. Tavel, le prouve suffisamment ⁴. L'auteur de cette pièce voit et fait voir nettement l'esprit de ceux qui veulent faire de l'Église nationale un instrument de compression contre la liberté

¹ *La crise, etc.*, p. 12. — *Précis des faits, etc.*, p. 11.

² *La crise, etc.*, p. 13.

³ *Acte du synode de Berne, 1532, c. 42 et 43.*

⁴ Voir ce rapport dans le *Précis des faits, etc.*, p. 81-85.

religieuse; il regarde la pétition des pasteurs comme digne d'un sérieux examen, et opine pour qu'elle soit renvoyée au conseil d'État, avec charge d'aviser. Le grand Conseil, saisi d'un amendement en faveur de la liberté religieuse, le rejette et se décide pour les conclusions du rapport. A cette même séance, on entendit débiter des assertions telles que celles-ci : « La liberté des cultes n'existe dans aucun pays ; elle n'est pas admissible ; le méthodisme a été oppresseur jusqu'au 14 février 1845 (époque de la dernière révolution). » Enfin, malgré d'éloquents paroles en faveur de la liberté des cultes, le principe n'en fut pas consacré dans le projet de constitution.

Dans la discussion de l'article 12 relatif au clergé, des discours offensants pour lui avaient été prononcés ; le corps ecclésiastique en fut vivement blessé ! Les ministres se réunissent donc à Lausanne au nombre de cent quarante ; ils décident à l'unanimité qu'un mémoire sera de nouveau adressé au grand Conseil, en faveur de la liberté des cultes¹. Le clergé trouvera sa force dans sa faiblesse même : ne pouvant plus compter sur les hommes, il se réfugiera dans sa conscience, dans son droit, et le revendiquera à la face du monde². Il protestera en faveur de ce droit, méconnu par l'autorité même qui devrait le proclamer et le défendre. Il fera entrevoir au législateur tous les inconvénients qui devront découler d'une mesure aussi désastreuse : la désunion entre l'Église et l'État, la division parmi les citoyens, leur désaffection pour la chose publique, l'affaiblissement de l'Église et de la cité, le triomphe de la dissidence et des cultes rivaux, l'avilissement du ministère ecclésiastique ou l'impossibilité de s'y maintenir. Qu'on ne croie pas cependant que le clergé soit bien exigeant cette fois ; il ne demande provisoirement qu'une chose : qu'on suive dans les changements projetés la marche tracée par la loi ecclésiastique (art. 74 et 75), qui veut que les Classes³ soient d'abord consultées, que leur avis soit transmis au conseil d'État, qui les adresse au grand Conseil. Certes, on ne pouvait se montrer plus modeste. Il s'agit d'une question fondamentale du plus haut intérêt, et l'on ne demande que la protection de la forme légale⁴.

Le rapport de ce mémoire se fit attendre longtemps ; il fut enfin présenté au grand Conseil, qui répondit par l'ordre du jour, le 30 janvier 1846.

Mais revenons aux événements politiques de 1845. Nous sommes

¹ *La crise*, etc. p. 16.

² Dans son Mémoire du 26 mai, revêtu de 221 signatures et adressé au grand Conseil.

³ C'est ainsi qu'on appelle les circonscriptions disciplinaires ecclésiastiques.

⁴ *Précis*, etc., p. 92-104.

toujours sous l'empire de la circulaire du 15 mai ¹, dont nous avons fait connaître l'esprit et la lettre.

III

La révolution de Février, dont tout le monde connaît les prétextes, les causes et les agents, était accomplie depuis plusieurs mois déjà. Une nouvelle constitution avait été élaborée par le pouvoir du jour, et la liberté des cultes n'y avait pu trouver franchement sa place. Les actes et les principes du pouvoir n'étaient cependant pas des plus rassurants; tout indiquait que la reconnaissance formelle du droit n'était pas inutile dans un temps où le fait était loin d'être satisfaisant. Et cependant, chose inouïe! le pouvoir exécutif donne ordre à tous les pasteurs de lire en chaire, à l'heure du service divin, le dimanche, 3 août, la nouvelle constitution!

Il est donc évident pour tout le monde, cette fois, que le ministère religieux n'est plus qu'un ministère civil; qu'entre le temple et l'hôtel de ville, la différence n'est pas grande, s'il en reste une; que la loi civile a le même rang que la loi évangélique, ou plutôt qu'elle lui est supérieure.

Au moins si cet ordre avait été dans les usages; s'il n'avait pas eu contre lui la loi du 23 mai 1832, qui interdisait aux pasteurs cette espèce de profanation.

Quelques-uns lurent cependant la constitution, soit pendant, soit après le service religieux, et protestèrent ensuite auprès du conseil d'État contre l'illégalité de l'ordre reçu. D'autres remirent la proclamation aux régents ou instituteurs pour en faire lecture. Environ quarante pasteurs et ministres eurent le temps de prévenir le pouvoir exécutif avant le 3 août, et de lui faire connaître les motifs de leur refus. Le conseil d'État prit le parti de faire monter en chaire ses agents pour donner aux fidèles lecture d'un acte purement civil. Cette mesure scandalisa le public, plus encore que la lecture même. Dans plusieurs localités, les temples restèrent presque déserts pendant cette opération. Ailleurs, aux Croisettes, un pasteur repousse avec indignation l'agent qui veut s'emparer de la chaire évangélique. Plutôt que de s'incliner devant cette usurpation, et, voulant néanmoins éviter l'em-

¹ *Bulletin du Grand Conseil*, p. 649-668.

ploi de la force, il sort du temple, invite les fidèles à le suivre, et va célébrer l'office en plein air.

L'opinion publique, quoique partagée, paraissait se prononcer dans le sens des pasteurs qui avaient refusé de lire en chaire la proclamation. Le conseil d'État comprit le danger. Il chercha bien vite à mettre le public de son côté. Dans une circulaire, en date du 6 août, adressée aux préfets et aux municipalités, il débute par l'étonnement, feint le scandale, reproche aux pasteurs l'oubli de leur devoir, torture la loi de 1832 pour l'amener à son sens, prétend que la constitution n'est pas étrangère à la religion, fait appel à l'usage, et finit par accuser les pasteurs récalcitrants d'insubordination déclarée; en conséquence, il les juge passibles des peines portées par l'article 127 de la loi du 14 décembre 1839, et les dénonce à la commission ecclésiastique ¹.

En attendant, cet appel aux passions du pays est entendu; de toutes parts arrivent au grand Conseil des adresses dans lesquelles on blâme la conduite des pasteurs réfractaires. Le grand Conseil abonde lui-même dans cette manière de voir, et déclare qu'il a vu avec peine la conduite des quarante pasteurs.

En présence de cette tempête populaire soulevée contre eux, les pasteurs s'appuient sur la partie du public qui leur est demeurée fidèle; ils comptent sur la justice de la sentence provoquée par le conseil d'État de la part du tribunal disciplinaire des Classes. Mais ils ont été cités aussi devant le tribunal de l'opinion publique; il faut qu'ils s'y défendent également. C'est devant ce dernier tribunal qu'ils plaident d'abord leur cause par une adresse dans laquelle ils établissent que leur conduite a été conforme à leur droit et à leur devoir. A l'appui de cette adresse se trouvait jointe une consultation fort bien motivée et signée de dix-neuf avocats ².

Les Classes, que le conseil d'État se presse peu de convoquer (elles ne le furent que le 22 octobre!), se prononcent toutes en faveur des inculpés. En les convoquant chacune dans le chef-lieu de son arrondissement : à Lausanne, à Payerne, à Yverdon et à Morges, le gouvernement avait eu la maladresse de leur communiquer une circulaire du 8 octobre, par laquelle il retirait aux pasteurs la faculté dont ils avaient joui jusque-là de se faire remplacer par des personnes (ministres de l'Évangile) qui ne seraient pas membres du clergé vaudois ³. C'était les isoler encore davantage de l'Église nationale.

¹ *La crise*, etc., p. 21-25. — *Précis*, etc., p. 26, 27, 116-121.

² *Précis*, etc., p. 28-32, 121-123. — *La crise*, etc., p. 25-30.

³ *Ibid.*, etc., p. 33.

Les Classes, celle de Lausanne surtout, motivèrent fortement leur sentence de renvoi¹.

Le conseil d'État succombait donc dans cette affaire, d'autant plus que l'art. 148 de la loi ecclésiastique précitée ne lui laissait que le droit « ou de libérer l'accusé, ou de maintenir, d'étendre ou de réduire la peine prononcée par la Commission ecclésiastique. » Il ne put se résoudre à cet échec : il n'y avait lieu ni à restreindre, ni à étendre la peine, ni à la confirmer, et moins encore à la remettre, puisqu'il n'y en avait pas eu de prononcée. Pour éviter de citer les pasteurs devant leurs Classes respectives, le conseil d'État se donna le tort bien autrement grave de les condamner : le 3 novembre, il prononce la suspension de quarante-trois d'entre eux pour un temps plus ou moins long. Les considérants de cet arrêté forment une sorte de mémoire qui est la contre-partie de celui des dix-neuf avocats consultants en faveur des pasteurs inculpés, et des considérants de la sentence de renvoi par les Classes².

Cette suspension, dont la plus longue était d'une année, entraînait la cessation des fonctions et du traitement ; mais elle laissait la jouissance du logement. Elle était applicable à partir du 10 novembre. Le dimanche, 9, un grand nombre de pasteurs firent de touchants adieux à leurs paroissiens : l'émotion fut générale.

Mais le clergé, qui s'était réuni pour aviser dans des circonstances moins critiques, ne pouvait manquer de chercher à s'entendre sur la conduite à tenir en face de l'illégalité nouvelle qui venait de l'atteindre. Il comprit qu'il était menacé tout entier. Une réunion a donc lieu à Lausanne, le 14 novembre. La délibération ne dure pas moins de deux jours entiers. Trois partis sont proposés : s'abstenir de toute démarche ; — s'adresser au grand Conseil, pour faire rentrer le pouvoir exécutif dans les voies de la légalité ; — ou bien, enfin, si l'on désespère d'obtenir justice, se démettre des fonctions de ministre officiel, et ne retenir que le caractère de ministre ecclésiastique, sauf à l'exercer en dehors de la tutelle de l'État.

Le parti le plus sage était évidemment le dernier. Un nouveau et bien puissant motif à l'appui de cette détermination extrême, c'était de repousser victorieusement l'odieuse imputation de *ministres d'argent*, qui avait été dirigée naguère contre les pasteurs au sein du grand Conseil.

¹ *Précis*, p. 138-142. On peut voir aussi la défense isolée de quelques pasteurs, celle de M. Vulliet entre autres. *Ib.*, p. 129-138. V. les jugements des Classes d'Orbe et d'Yverdon, etc., p. 275-284.

² *Ibid.*, p. 142-153, 35 et 38. — *La crise*, etc., p. 32, 33, 35-38.

Si quarante et un pasteurs avaient refusé de lire en chaire la proclamation du gouvernement, s'ils avaient été suspendus de leurs fonctions pour les avoir exercées avec un scrupuleux respect, cent quatre-vingt-cinq pasteurs donnent cette fois leur démission, et en signent l'acte adressé au conseil d'État et communiqué au grand Conseil. Cet acte fut accompagné d'une adresse au pays tout entier, afin de lui faire connaître la situation sous son véritable jour ¹.

Au surplus, la démission n'était que conditionnelle. Les signataires déclaraient qu'ils étaient prêts à la retirer s'ils obtenaient les garanties qui leur étaient nécessaires pour le repos de leur conscience et le succès de l'œuvre évangélique. Du reste, ainsi qu'on l'a déjà dit, ils ne renonçaient nullement au ministère. Bien loin de là, ils disaient dans leur adresse au peuple : « Quelle que soit la différence de vos opinions en matière politique, vous tous qui aimez encore » l'Église nationale, qui voulez le culte chrétien et l'instruction religieuse pour vos enfants, qui craignez l'envahissement des sectes et » de la dissidence; vous, paroisses, et nous, pasteurs, serrons-nous avec » un nouveau zèle et une foi inébranlable autour du chef de l'Église, » Jésus-Christ. Que l'esprit de dévouement à Dieu, de renoncement » à nos intérêts particuliers nous anime tous dans cette heure » solennelle ². »

Le conseil d'État, loin d'accorder aux pasteurs aucune des garanties demandées, leur répond par une proclamation dans laquelle il déclare « qu'il saura prendre les mesures les plus énergiques pour maintenir l'union constitutionnelle de l'Église et de l'État ³. »

Cette position extra-légale ne pouvait se maintenir que par des mesures peut-être plus arbitraires encore que celles qui avaient été prises. Le conseil d'État, voyant l'étendue de sa responsabilité, voulut la couvrir de l'autorité du législateur. Celui-ci, à son tour, ne fut point fâché de pouvoir alléguer la volonté même du peuple.

Des pétitions arrivaient de tous côtés au grand Conseil, les unes en faveur du clergé, les autres dans le sens du pouvoir exécutif; mais beaucoup plus des secondes que des premières ⁴.

Le grand Conseil accorda donc au conseil d'État les pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été demandés. La loi de 1839 fut suspendue, ainsi que toutes les autres dispositions législatives concernant l'Église, sauf le respect des doctrines, des formes du culte, et des livres

¹ *Précis*, etc., p. 38-48. — *La crise*, etc., p. 37-43.

² *Précis*, etc., p. 47.

³ *Ibid.*, p. 153-162.

⁴ Proportion, 15,200 à 11,400 (dont 5,384 étaient des signatures de femmes).

liturgiques et dogmatiques. Le Conseil d'État fut donc formellement investi de pleins pouvoirs touchant les oratoires et les autres assemblées religieuses en dehors de l'Église nationale, jusqu'au 31 décembre 1846, à charge par lui de rendre compte de l'usage qu'il aurait fait de ces pouvoirs extraordinaires ¹.

En conséquence, le conseil d'État commence par inviter les pasteurs démissionnaires à revenir de leur décision, leur en offrant, disait-il, une *occasion honorable*. Cette occasion honorable, c'était sans doute la concession des garanties qui avaient été demandées et qui semblaient de toute justice? — c'était si peu cela, qu'on voulait au contraire une rétraction *pure et simple, sans condition ni réserves*, dans le délai de deux jours ². Encore, cette faculté de rentrer dans l'Église politique ne s'étendait-elle pas à tous les pasteurs démissionnaires.

Quelques-uns d'entre eux, ayant cru, sans doute, manquer à leurs devoirs de ministres ou de citoyens, n'avaient pas attendu les prévenances du conseil d'État pour retirer leur démission; d'autres crurent pouvoir aussi repasser par la porte qui venait de leur être ouverte, si étroite qu'elle fût. Mais la très-grande majorité des démissionnaires demeura ferme dans sa résolution. En vain le conseil d'État prorogea la faculté de profiter du bénéfice de rentrée jusqu'au 4 décembre ³; trente-six pasteurs seulement répondirent à cet appel. Ce qui contribua sans doute à retenir les démissionnaires, fut l'arrêté rendu par le conseil d'État à la suite de quelques désordres qui eurent lieu contre les réunions de l'oratoire de Lausanne. Cet arrêté interdisait toute assemblée religieuse en dehors des temples, non-seulement à Lausanne, mais partout ailleurs si c'était nécessaire ⁴.

Le nombre total des démissionnaires était, au 24 décembre, de cent quarante-sept; il ne restait de pasteurs employés que quatre-vingt-dix-neuf, dont dix étaient empêchés. Un certain nombre motivèrent de nouveau leur refus de rentrer dans l'Église officielle. Leurs lettres sont remarquables d'énergie, sans manquer cependant de la mesure nécessaire. Celle de M. Berthoud se distingue par un caractère piquant d'ironie et de dialectique tempérées par l'esprit chrétien ⁵.

Il s'agissait cependant de faire face aux besoins spirituels du pays. Le conseil d'État combla d'éloges les ministres non signataires de l'acte du 12 novembre, et félicita ceux qui avaient changé de résolution ⁶; mais il fallait momentanément surcharger de travail les uns et les autres. La circon-

¹ *Précis*, etc., p. 162, 163. — *La crise*, etc., p. 48 et 49. — *Semeur*, p. 33-47.

² *Ibid.*, etc., p. 164-167. — ³ *Ibid.*, p. 168 et 169. — ⁴ *Ibid.*, p. 209 et 210. — ⁵ *Ibid.*, p. 169-190. — ⁶ *Ibid.*, p. 191-193.

scription des paroisses dut être provisoirement changée et agrandie¹, et cependant les pasteurs officiels ne pouvaient suffire encore. C'était, ce semble, le moment d'accorder à ceux-ci les garanties qu'ils réclamaient de nouveau²; rien ne leur fut concédé³. Ils ne reçurent que des compliments et des instructions. Je me trompe; ils furent dispensés facultativement de la tenue des registres de l'état civil⁴. Les pasteurs insistent; ils se plaignent d'avoir été trompés dans leurs espérances, et parlent du danger où se trouve l'Église nationale, et des moyens de la sauver. En refusant de se charger pour longtemps d'un fardeau qu'ils auraient difficilement porté, en disant : *Nous ne pouvons*, ils espéraient sans doute mettre le gouvernement dans la nécessité de rappeler leurs collègues démissionnaires, et d'accorder au clergé tout entier une liberté sans laquelle il ne croyait plus pouvoir remplir convenablement son ministère⁵. Vain espoir; le Conseil ne craint pas d'expliquer son refus systématique : « Il n'entend pas que l'Église soit indépendante de l'État; les principes fondamentaux de la loi ecclésiastique ont toujours été les mêmes, savoir : la *subordination de l'Église à l'État, le gouvernement de l'Église par le pouvoir civil*. Il s'étonne cependant, et avec douleur, que le clergé ne puisse accepter la nouvelle tâche qui lui est imposée. Il n'est pas moins surpris que son refus soit motivé comme il l'est, surtout après le retrait de la démission⁶. »

Malgré toute l'activité déployée par le gouvernement pour subvenir aux besoins du culte, malgré le zèle des pasteurs, le service religieux fut en souffrance dans plusieurs paroisses. Il était réellement *impossible* aux pasteurs non démissionnaires de suffire à la tâche, et cette déclaration d'impuissance n'était pas moins motivée sur les nécessités de la religion que sur le désir fort légitime d'obtenir du gouvernement ce que le clergé désirait unanimement.

Il y avait encore pour le gouvernement un moyen de sortir d'embarras : c'était de laisser faire. Plusieurs paroisses lui avaient demandé l'autorisation de garder leur pasteur démissionnaire, au moins provisoirement, et sans que l'État fût tenu à salarier des services qui n'avaient plus cette fois de caractère officiel. C'était demander les germes d'une Église libre, et l'État n'en voulait point. Aussi répondit-il à ces sortes de demandes par sa circulaire du 24 décembre : « Si ces ministres (démissionnaires) n'ont pas profité des facilités qui leur étaient accordées pour retirer leur démission, c'est qu'ils l'ont voulu

¹ *Précis*, p. 84. — ² *Ibid.*, p. 193-197. — ³ *Ibid.*, p. 193-194. — ⁴ *Ibid.*, p. 198-200. — ⁵ *Ibid.*, etc., p. 201-202. — ⁶ *Ibid.*, p. 203-209.

ainsi, et qu'ils se sont placés de leur plein gré dans l'impossibilité de remplir des fonctions religieuses dans l'Église nationale; on ne peut pas officier, même temporairement, dans une Église dont on a résigné les fonctions officielles;... les lois mêmes s'y opposent;... les anciens pasteurs ou ministres qui ont fonctionné dans l'Église nationale et dans ses temples, malgré l'ordre qu'ils avaient reçu du conseil d'État de cesser immédiatement leurs fonctions, ont donc encouru les peines portées par les articles 129 et 359 du Code pénal;... ceux qui concourent à l'infraction de la loi, en favorisant ou en aidant les démissionnaires dans leurs entreprises à cet égard, sont complices du délit et punissables comme tels;... ainsi, les pasteurs et ministres démissionnaires ne peuvent désormais remplir aucun acte de leur ministère dans l'Église nationale;... ils cessent de faire partie des commissions d'école;... d'être chargés de la tenue des registres de l'état civil;... les temples ne peuvent servir à des assemblées religieuses autres que celles de l'Église nationale et autorisée par la loi;... il en est de même des autres édifices publics;... du reste, les réunions religieuses en dehors des temples et des édifices publics ne doivent pas être troublées, les citoyens sont engagés à les respecter;... mais les autorités locales ne doivent cependant accorder aucun appui officiel à la formation de l'Église soi-disant libre ou indépendante, dont l'établissement a été projeté et annoncé par quelques pasteurs ou ministres démissionnaires;... une pareille Église ne peut être qu'hostile à l'Église nationale ou à l'État;... si elle ne professe pas les mêmes doctrines que l'Église nationale, ce ne peut être que le méthodisme, religion envahissante, exclusive, orgueilleuse, égoïste, qui jette le trouble dans la société et dans les familles, et qui a déjà fait assez de mal au pays; si cette Église libre professe au contraire les mêmes doctrines que l'Église nationale, la liberté qu'elle demande n'est autre chose que celle d'asservir l'État au clergé¹. »

Le clergé démissionnaire conçut de nouvelles craintes, et quelques-uns de ses membres crurent devoir s'adresser cette fois, non plus à l'autorité, mais à leurs paroissiens, pour s'assurer si, en réalité, ils devaient perdre tout espoir de former désormais une Église libre, Église non salariée par l'État, mais qui ne cesserait pas d'être nationale, pas plus qu'elle ne cesserait d'être évangélique réformée. « En attendant, disaient-ils, nous profiterons du droit qui nous est laissé de nous réunir pour rendre à Dieu un culte selon sa parole;...

¹ *Précis*, etc., p. 214-219.

nous continuerons le ministère que Dieu nous a ordonné de remplir au milieu de vous. Nous ne nous sommes point séparés de vous, et nous ne voulons point nous en séparer ¹... »

On verra bientôt quelle fut l'issue de cette tentative.

IV

Nous voici arrivés au moment décisif : nous savons que le gouvernement prétend que l'Église soit subordonnée à l'État, qu'aucun ministre non reconnu par le pouvoir civil, c'est-à-dire qui n'aurait pas reçu de lui sa mission, qui n'en serait pas salarié, ne peut remplir aucune des fonctions ecclésiastiques dans les temples ou dans quelque autre édifice national ou communal. Mais il reste à savoir si le ministère ecclésiastique sera décidément libre, au moins en dehors de cette restriction ; si son droit sera respecté, et, par conséquent, si l'exercice de ce droit sera protégé. Y aura-t-il ou n'y aura-t-il pas une Église libre dans le canton de Vaud ? Telle est la grande question du moment. Déjà elle est résolue provisoirement pour Lausanne, depuis le 2 décembre 1845, et ce provisoire peut durer indéfiniment. Si de pareilles mesures s'étendaient aux autres localités, la liberté religieuse pourrait à la fin se trouver anéantie sur toute la surface du pays, sous prétexte d'ordre public. Il suffirait d'un mouvement présumé ou prétexté, dût-il être provoqué par des instigations étrangères, ou exécuté par des émissaires d'un parti religieux ou politique, pour priver toute une population paisible de l'un de ses droits les plus importants et les plus incontestables. On va voir si ce danger est chimérique.

Reprenons les choses d'un peu plus haut, afin de mieux comprendre la situation présente et les mesures ultérieures.

Nous trouvons le nouveau gouvernement si bien disposé à se soumettre le clergé, qu'il commence par destituer deux pasteurs suffragants, pour n'avoir pas donné à la révolution de Février une adhésion qui ne leur avait pas même été demandée. Il ne tient aucun compte du vœu des populations : envain deux cent vingt-six membres de la commune de Lutry pétitionnent en faveur de leurs suffragants ; ils ne sont pas écoutés. La Classe n'est pas plus heureuse dans ses représentations : elle demandait qu'une invitation générale fût adressée aux suffragants, ou que

¹ *Précis*, etc., p. 225-229.

la mesure sévère qui venait de frapper deux d'entre eux fût révoquée. Le conseil d'État confirme la mesure prise par le gouvernement provisoire ¹. Ailleurs, un pasteur démissionnaire, qui n'était rentré que sur la demande de ses paroissiens, et non sur l'invitation du gouvernement, est envoyé dans une autre paroisse; il doit quitter Payerne pour Lonay. Il allègue que sa rentrée n'a été que conditionnelle, qu'il n'a repris rang dans l'Église nationale qu'à cause de ses anciens paroissiens, qu'il n'y reste que pour eux, qu'il ne peut consentir à les quitter. Il est destitué ². A Lausanne, un pasteur qui faisait le plus charitable emploi d'une belle fortune, M. Marquis, est également révoqué, parce qu'il ne pouvait approuver le principe de la révolution, parce qu'il la regardait comme un malheur, tout en se soumettant aux faits accomplis. On ne saurait méconnaître, du reste, la légitimité de cette dernière mesure, dès qu'il est posé en principe que le ministère ecclésiastique est un service purement civil.

Mais ce qui est bien autrement grave, c'est la lettre du président du conseil d'État au préfet du district de Laveaux, relativement à des violences exercées contre des séparatistes. Ce magistrat, au lieu de faire sévir contre les coupables, invite en son nom, et au nom du corps dont il est le chef, le représentant du pouvoir exécutif de Laveaux à faire connaître aux séparatistes qu'ils sont, eux aussi, *amicalement invités à s'abstenir de leurs réunions*, qui troublent l'ordre public. Ils sont, en outre, prévenus que s'ils s'obstinent à continuer ces réunions, objet de la réprobation de la grande majorité du peuple, dit-on, c'est à *leurs périls et risques*, attendu que le culte de l'Église nationale est *seul garanti* par l'État, et que *l'État ne doit aucune protection* à ces assemblées, et qu'il doit *encore moins user de mesures préventives* en leur faveur.

Or, de quoi s'agissait-il dans l'espèce? Il s'agissait de la violation du domicile et d'un attentat contre des personnes. Le citoyen Parizot, qui avait eu chez lui dans la journée une réunion religieuse, avait été assailli dans sa maison, où il venait de passer la soirée en compagnie de quelques voisins, par une bande furieuse, qui, après avoir brisé les contrevents à coups de pierres, s'était introduite dans l'appartement, avait mis en pièces et détruit une partie du mobilier, et maltraité indignement les personnes présentes. Le fils de la maison avait été traîné par terre et foulé aux pieds; une jeune fille, sa sœur, avait

¹ *Courrier suisse*, 21 mars 1845.

² *Ibid.*, 28 mars 1845. — *Ibid.*, 16 décembre 1845.

reçu un coup de bâton dans la poitrine ; le père, en cherchant à protéger ses enfants, avait été accablé de coups. Voilà les coupables, ceux qui sont invités à s'abstenir, ceux qui sont menacés d'être abandonnés aux passions brutales d'une population fanatique ; ceux enfin qui ne peuvent compter ni sur des mesures protectrices en leur faveur, ni sur un juste châtiment infligé à ceux qui les outragent. C'est ainsi du moins qu'ils devaient l'entendre ; car c'est là tout ce qu'ils ont su d'abord des intentions de l'autorité à leur égard.

Mais, grâce à l'indignation que de pareils principes avaient de toute part soulevée, une seconde partie de la lettre du président au préfet, peu d'accord avec la première, est livrée aux intéressés et au public : on y recommande à ce magistrat d'engager les citoyens à s'abstenir d'actes illégaux à l'égard de ces *fanatiques*, parce qu'après tout, s'il y avait désordre, il faudrait bien que la justice eût son cours, puisque les lois sont positives. Ces instructions supplémentaires, et en *post-scriptum*, sont-elles bien de la même date que la lettre notifiée par le préfet, et certifiée par lui conforme ? Oui, si l'on en croit le conseil d'État. Quoi qu'il en soit, des désordres, et d'assez graves, comme on a vu, avaient eu lieu ; l'autorité aime cependant mieux solliciter, acheter même un désistement de la part du plaignant, que de laisser la justice suivre son cours¹.

Cependant des pétitions en faveur de la liberté religieuse arrivent de plusieurs points au grand Conseil, et les autorités locales empêchent en plusieurs endroits les vexations dont les assemblées religieuses sont menacées. A Nyon, à Lausanne, force reste à la loi. A Morges, un perturbateur de l'ordre public est condamné. A Yverdon, c'est le peuple lui-même qui se charge de la police, et qui empêche les désordres².

Toutefois les vrais principes sont loin de triompher : le grand Conseil repousse la liberté religieuse ; le service religieux extraordinaire, même dans le temple, est suspendu à Vallorbes par ordre municipal, d'après la circulaire du conseil d'État, qui rappelle aux pasteurs que leur devoir est de s'abstenir de provoquer, de diriger ou de favoriser ces sortes de réunions³. Un professeur de premier mérite, mais qui est suspect de méthodisme, et dont un sermon en faveur de la liberté religieuse avait fait du bruit à Lausanne, M. Vinet, se croit

¹ *Courrier suisse*, 11, 15, 18, 20, 22, 23, 29 avril. — *Nouvelliste vaudois*, 22, 25 avril, 6 juin.

² *Courrier suisse*, 2, 6, 8, 10, 13, 16, 20 mai.

³ *Courrier suisse*, 23 mai. — *Précis*, etc., p. 11.

dans la nécessité de donner sa démission. Le directeur de l'école normale est attaqué dans une séance publique du grand Conseil, comme favorable au méthodisme, et comme exerçant une influence abusive en ce sens sur les jeunes régents. L'accusation est repoussée victorieusement par le maître et par ses anciens élèves¹. Au grand Conseil, on propose d'expulser de toutes fonctions dans l'instruction publique les pasteurs démissionnaires. Les communes n'ont pas même la liberté d'offrir un asile à ceux de leurs pasteurs qui sont dans le même cas².

Peu de temps auparavant, le 4 décembre, le président du conseil d'État, répondant à quelques pasteurs, leur disait, tout en leur refusant les garanties de liberté qu'ils avaient demandées : « Le conseil » d'État peut vous assurer qu'il est fort éloigné de vouloir persécuter » qui que ce soit, en matière religieuse ou autrement. Il verrait avec » plaisir que la liberté religieuse la plus complète pût fleurir dans le » canton de Vaud, liberté qui devrait être accordée à toutes les opi- » nions religieuses sans distinction pour être juste. Mais³... » Ici viennent les considérations d'impossibilité, d'ordre public, d'intérêts religieux, de liberté religieuse même, qui motivent l'interdiction des assemblées, et la nécessité de se contenter du culte public national, sauf à ceux qui ne le trouveraient pas suffisant à se dédommager par le culte *domestique et de famille*⁴. Ainsi, le conseil d'État veut bien encore qu'on puisse vaquer chez soi à des actes de religion, mais il semble exclure de la participation à ces actes toute personne étrangère à la famille. Il ne dit pas à quel degré de parenté cette interdiction commence. Il se déclare donc impuissant à protéger le culte public extraordinaire, et même le domicile des citoyens. Il subit la loi des mauvaises passions; il abdique devant leurs exigences; il remet pour ainsi dire le pouvoir entre leurs mains; ou, plutôt, il gouverne à leur profit et suivant leurs inspirations.

Comment expliquer autrement, en effet, les mesures qu'il a prises déjà, et celles qu'il va prendre encore? Prétendant toujours l'ordre public, ne faisant aucune distinction entre la position juridique des assemblées religieuses et ceux qui leur sont hostiles, ne voyant dans les premières que l'occasion des actes commis par les seconds, il raisonne comme un physicien ou un médecin, qui n'aurait affaire qu'à des causes et à des

¹ *Nouvelliste vaudois*, 9, 16, 23, 25, 27, 30 mai. — *Courrier suisse*, 27 mai, 10 et 24 juin.

² *Courrier suisse*, 30 déc. 1845.

³ *Réponse du conseil d'État*, 4 décembre 1845.

⁴ *Ibid.*,

effets purement matériels ; il s'en prend aux causes occasionnelles, et veut les empêcher de se produire pour n'avoir pas à s'occuper de leurs effets.

Ce point de vue d'un matérialisme irréprochable est une idée fixe dans le pouvoir exécutif : il s'en est prévalu, je ne sais combien de fois ; il s'en prévaut encore lorsqu'il veut interdire les réunions religieuses en dehors de l'Eglise nationale dans la paroisse de Montreux. Elles seront dissoutes au besoin par la force, et ceux qui les composeraient, traduits devant les tribunaux pour être punis selon les lois ¹. Évidemment, dès qu'une défense est faite, elle doit avoir une sanction ; le malheur est que si la défense est illégitime, en punissant les transgresseurs, on frappe des innocents. Le mal se trouve aggravé, si la défense n'a lieu que pour constituer au profit des méchants le droit d'opprimer les gens de bien.

Ces réflexions s'appliquent aux arrêtés du 13 février, du 6 et du 26 mars, des 8, 10 et 23 avril, du 9 mai, du 17 juin 1845 ; du 15 septembre, du 8 octobre, du 16 et du 31 novembre, du 28 décembre 1846, etc. ; arrêtés qui interdisent les assemblées religieuses dites extra-légales dans la paroisse d'Orbe, dans les cercles de Cully et de Saint-Saphorin, dans les paroisses de Château-d'Oex, de Vallorbes, de Romainmotier, de Villarzel, d'Echallens, d'Aigle, de Pâquier, de Bex, de Vuarrens, d'Aubonne, etc.

Il y a cependant quelque différence qu'il est juste de noter. Ainsi, à Orbe, ville de treize cents âmes, cent vingt-quatre citoyens demandent à la municipalité de faire cesser ces réunions, dans l'intérêt de la tranquillité publique. Dans les cercles de Cully et de Saint-Saphorin, il n'y a pas de pétitions de ce genre ; le gouvernement central en croit la municipalité sur parole. A Château-d'Oex, cent trente-six citoyens, y compris les membres de la municipalité, sollicitent la mesure. En ce qui concerne Vallorbe, on ne parle que de la demande d'un certain nombre de citoyens et de la municipalité. A Romainmotier, la municipalité seule est mise en avant. Il en est de même pour Villarzel. Pour toutes les autres communes, la mesure n'est prise que sur le rapport des agents du gouvernement, tels que préfets, syndics, juges de paix.

Il y avait un moyen plus simple d'en finir avec le culte public, en dehors des édifices nationaux, c'était de l'interdire d'une manière

¹ Arrêté du 24 janvier 1840. *Recueil des lois et autres actes du canton de Vaud*, t. XLIII, 1846.

absolue pour tout le canton. Aussi le gouvernement arrêta, le 24 novembre 1847, que les assemblées religieuses, en dehors des cultes garantis par la constitution ou autorisés par la loi, notamment de l'Église dite indépendante, seraient interdites jusqu'à nouvel ordre dans le canton de Vaud. Cet arrêté fut renouvelé le 23 décembre, toujours pour un temps indéfini.

Le grand Conseil pensait comme le conseil d'État, puisqu'il lui avait conféré et maintenu de pleins pouvoirs à cet égard, par les décrets du 19 novembre 1845, du 5 février 1847, du 7 janvier 1848.

Malgré cet accord des deux Conseils, la conscience semble n'avoir pas entièrement perdu ses droits. Le besoin de se justifier au dehors se fit si vivement sentir, grâce à l'étonnement et au blâme que le gouvernement vaudois suscitait dans tout le monde civilisé, que le conseil d'État conçut l'humble idée d'envoyer à toutes ou à presque toutes les cours de l'Europe, et en Amérique même, copie de ses arrêts et de ses circulaires relativement aux affaires religieuses. C'était en quelque sorte provoquer un éloge ou un blâme officiel, ou solliciter des lettres de grâce. Il en fut quitte pour le blâme. Il est vrai qu'avant de juger, quelques ministres des puissances étrangères se montrèrent désireux d'avoir sous les yeux toutes les pièces de ce grand procès.

Le gouvernement a-t-il confessé aux puissances amies tous ses péchés, tous ceux de ses agents? Leur a-t-il dit, par exemple, que le préfet de Cossonay avait assisté comme spectateur à un charivari donné aux méthodistes, qu'il était même allé jusqu'à proclamer la révocation de l'arrêté ordonnant le respect des assemblées religieuses; que la municipalité de Lausanne était tenue d'autoriser les agents de police à disperser les réunions religieuses, sans attendre d'ordre spécial; que le gouvernement n'avait pas même osé protéger de pauvres femmes, vouées au soulagement des malades, les sœurs hospitalières du protestantisme, les diaconesses d'Echallens; que l'hospice avait été fermé par la volonté de quelques turbulents; que le conseil d'État avait interdit l'enquête sur ces actes déplorables? Leur a-t-il déclaré qu'à Payerne, un préfet avait empêché la paroisse de se réunir; que des ministres démissionnaires, non inscrits sur les rôles, avaient été condamnés pour avoir manqué aux exercices militaires, auxquels ils n'avaient pas été requis d'assister; que le grand Conseil avait décidé que tout régent qui assisterait à des assemblées religieuses serait destitué; que défense était faite aux juges de paix de viser les signatures émanant de l'Église libre; que l'on cessait d'être propre à l'enseignement du grec, du latin, de la littérature, des sciences

physiques et mathématiques, etc., du moment qu'on était ministre démissionnaire, et que des hommes du mérite de Mill-Collomb et A. Vinet, par exemple, pouvaient être facilement remplacés dans un collège ou à l'académie; qu'on ne pouvait même rester inspecteur des forêts, si l'on tenait dans sa maison des assemblées religieuses? Leur a-t-il confessé, enfin, que les pasteurs étaient bannis de leurs anciennes paroisses et exilés dans la commune de leur origine; que l'Eglise libre était poursuivie jusque dans les cantons voisins; que la police portait le zèle jusqu'à dissoudre les conférences des pasteurs; que des tribunaux avaient condamné des dames pour avoir mis leur salon à la disposition de quelques personnes pieuses; que les communes qui demandent la liberté des cultes dans leur sein n'éprouvent que des refus; que la même demande de la part des Classes n'a pas un autre sort; qu'on n'est favorable qu'à ceux qui pétitionnent contre la tolérance, ne fussent-ils qu'en très-faible minorité; que des étrangers sont expulsés du canton pour délit de prière en commun¹? Le gouvernement vaudois a-t-il exposé pleinement cette conduite aux représentants des puissances étrangères dont il recherchait l'assentiment? Et, s'il ne l'a pas fait, que peut signifier sa démarche, puisqu'elle n'a pas même le faible mérite de la sincérité! Tous ces faits, nous le savons, n'étaient pas accomplis lors de la communication diplomatique; mais ceux qui sont postérieurs sont-ils plus excusables? Comprend-on, d'ailleurs, un concile, un pape, des évêques qui soumettent leurs décisions et leur conduite à un jugement étranger! Qu'on ne s'étonne pas, si nous parlons d'évêques, de papes et de conciles, car c'est un principe aux yeux du gouvernement vaudois, que l'autorité religieuse réside dans l'autorité civile; que c'est en cette dernière qualité qu'elle est revêtue des pouvoirs spirituels; que le pouvoir exécutif est par lui littéralement assimilé aux évêques catholiques, et le grand Conseil au concile².

Aussi transmet-il aux pasteurs les prières qu'ils auront à réciter dans les fêtes civiles, après avoir entendu le synode, il est vrai, mais aussi après avoir lui-même proposé aux synodes un formulaire qu'il devrait, ce semble, lui laisser le soin de composer, sauf à juger ensuite

¹ *Courrier suisse*, 23 janvier; 1, 8, 12 mai; 4, 11 août; 20 octobre; 3 novembre; 15 décembre 1846; 24 août, 10 septembre 1847; 4, 11, 18 et 21 janvier; 1^{er} février; 3 et 21 mars; 4, 14, 20 et 28 avril; 2, 9, 30 mai; 9 et 23 juin; 4, 15, 22 août; 1, 5, 8, 15, 19 septembre 1848.

² *Lettre du président du conseil d'État au Courrier suisse*, n° du 17 février 1846. — *Lettre de M. Recordon, ibid.*, 29 février 1847. — *Ibid.*, 29 août 1848. — *Loi ecclésiastique* du 14 décembre 1848, art. 74, 75, 87, 103, 175.

si ce formulaire ne renferme rien de contraire à l'ordre public ¹. Il fixe le jour du jeûne fédéral, l'adresse même aux curés catholiques, ainsi qu'aux ministres protestants, avec ordre aux uns comme aux autres d'en donner lecture en chaire ². C'est là sans doute un usage qui n'est pas particulier au canton de Vaud, du moins en ce qui regarde la communication aux pasteurs protestants, sauf peut-être certaines formes ; mais il ne nous semble pas moins contraire aux principes. Qu'en est-il résulté ? c'est que la politique, avec ses passions, s'est introduite dans les temples, et que la chaire évangélique se trouve momentanément convertie en tribune politique, du haut de laquelle le gouvernement harangue les populations par l'organe des ministres de la religion, ce qui n'est salubre ni à la religion ni à la politique ³. Faut-il s'étonner, après cela, que des pasteurs aient été d'avis de ne pas donner lecture de certaines élucubrations de ce genre, d'autres de ne les lire qu'en partie, d'autres de les commenter à leur manière ⁴ ? Faut-il être surpris que des curés catholiques aient refusé de lire la prière et l'instruction du gouvernement relatives à une fête et à un jeûne qui ne font point partie de leur liturgie ? Et, dès lors, est-ce avec raison que l'un d'eux a été pour ce refus suspendu de ses fonctions par le pouvoir civil ⁵ ? Faut-il trouver étrange qu'aucun ministre ne se soucie de prononcer le sermon de consécration, surtout, lorsqu'on sait que la commission désignée pour vaquer à cette opération toute religieuse est composée en majorité de laïques, et que le choix en est laissé au conseil d'État ⁶ ? Aussi, quelques ministres ont-ils cru devoir cesser de faire partie de cette commission. On peut voir leurs motifs, dans la lettre de M. Herzog ⁷.

On se tromperait cependant si l'on croyait que les corps constitués ont été unanimes dans leur manière de voir et d'agir à l'égard des religionnaires. La Cour de cassation s'est montrée peu disposée à consacrer les abus de pouvoir et les illégalités de cette nature, toutes les fois qu'elle a été appelée à se prononcer en cette matière. Au grand Conseil, d'excellents discours ont été prononcés dans le sens de la liberté : nous ne mentionnerons ici que celui de M. Dapples ⁸ ; des rap-

¹ *Recueil des lois*, etc., circulaire du 31 juillet 1846.

² *Ibid.*, p. 480 ; *Ibid.*, 1847, p. 580.

³ *Courrier suisse*, 18 août 1846 ; sept. 1847.

⁴ *Courrier suisse*, 14 septembre 1847.

⁵ M. Rossiaud, qui desservait la chapelle catholique de Nyon depuis 14 ans. Ses paroissiens ont en vain réclamé auprès du conseil d'État. V. *Courrier suisse*, 1^{er} décembre 1848.

⁶ *Courrier suisse*, 10 mars 1846. — Décret du grand Conseil, 23 janvier 1846.

⁷ *Précis*, etc., p. 229-237.

⁸ *Courrier suisse*, 27 janvier 1848.

ports favorables ont été faits, tels que celui de M. Tavel, dont nous avons déjà parlé. Et, si l'on nous oppose que M. Dapples est ministre, qu'il a même été frappé d'une suspension comme pasteur à Pully, nous rappellerons que M. Bory, qui n'est ni pasteur ni ministre, n'a pas cru devoir garder le silence sur la marche injuste et pernicieuse dans laquelle le pouvoir législatif lui-même s'engageait de plus en plus. Il parle, on pourrait dire qu'il proteste au nom de la minorité d'une commission chargée par le grand Conseil d'examiner le projet de décret concernant les réunions religieuses. Cette minorité motive son dire par la reproduction de quelques passages des considérations à l'appui du projet; elle fait voir que le conseil d'État abuse outre mesure des pouvoirs qui lui sont confiés : « Profitant, dit-elle, de ce que l'ordre public » a été troublé à Lausanne et à Rougemont, il interdit de son chef les » réunions religieuses dans tout le canton, même dans les districts où » les populations ont de tout temps été assez sages pour ne s'être » livrées à aucun désordre. Des citoyens vaudois domiciliés dans leurs » cantons sont expulsés, sans droit ni loi, de leurs domiciles; ils sont » renvoyés et confinés sans jugement dans leurs communes comme les » mendiants vagabonds. Non content d'agrandir ainsi ses pouvoirs » quant à leur étendue, il les augmente encore quant à leur durée. ¹ » Ce rapport de la minorité va beaucoup plus loin; il déclare en toutes lettres que le conseil d'État professe un tel mépris pour la justice, qu'il punit les innocents pour les coupables, qu'il encourage les auteurs du désordre, etc. ². Mais au moins le gouvernement aurait-il l'excuse de la nécessité? A-t-il eu la main forcée par la majorité du pays? le salut de l'Église nationale exigeait-il impérieusement ces mesures? Non. « Les membres vraiment chrétiens de l'Église ne leur témoignent (aux religionnaires) aucun mauvais vouloir; ce sont précisément les hommes qui vivent en dehors de l'Église, qui les injurient et les maltraitent; le clergé national prêche à sa grande gloire la tolérance, l'impartialité et le respect des convictions religieuses... Le rapprochement est plus voisin entre les dissidents et les vrais chrétiens de l'Église nationale, qu'entre les premiers et ceux qui ne s'occupent guère de la religion que par haine pour ceux qui la professent ³. » Sont-ils mauvais citoyens, ont-ils sacrifié leurs devoirs envers la patrie à des sympathies politiques en désaccord avec les ordres du souverain? Pas davantage. « Les

¹ *Rapport de la minorité*, p. 1-3, Lausanne, 1848.

² *Ibid.*, p. 4.

³ *Ibid.*, p. 5.

hommes de l'Église libre ont au contraire subordonné leurs opinions religieuses à leurs devoirs de citoyens : ils se sont sentis soldats, et, en conséquence, obligés d'obéir à leur chef, ainsi qu'au conseil d'État, chef supérieur des forces militaires. Ils ont compris qu'ils devaient faire, et ils ont fait une guerre (celle du Sonderbund) en faveur d'une cause qu'ils avaient combattue et qui leur paraissait injuste... N'y a-t-il pas quelque chose d'odieux à oublier une telle abnégation, et à les frapper à leur retour d'une loi oppressive, qui leur interdit de servir Dieu selon leur confiance et sous la direction de personnes de leur choix ? Ils ont contribué à délivrer la Suisse des jésuites, et on veut les soumettre à une oppression pire que celle des jésuites !... Le pouvoir ne refuse pas au père de famille le droit de destiner ses fils à l'Église romaine, et il l'empêcherait de les faire instruire par des hommes qui professent la même morale, le même dogme que nos pasteurs nationaux ! ¹ »

On vient de voir que des personnes avaient été expulsées de leurs domiciles, de leurs paroisses même, sans forme de procès : c'est ce qui était arrivé, peu de jours avant le rapport de M. Bory, à M. Testuz, pasteur démissionnaire de Sainte-Croix. Il n'avait pas été entendu ; on l'avait condamné sur de simples soupçons, sur de pures suppositions. Le vagabond est renvoyé dans sa commune sur la preuve de son état de vagabondage ; le pasteur est renvoyé dans la sienne sans qu'il soit besoin d'établir le fait dont on l'accuse ². Si, fort de son innocence et de son droit, il n'obtempère pas immédiatement à des ordres arbitraires, illégaux, il est alors arraché de son domicile par une nouvelle illégalité, et conduit à sa destination comme un malfaiteur ³.

Hâtons-nous de le dire, quoique les populations du canton aient été trompées sur le méthodisme, quoique les pétitions contre la liberté des cultes aient été plus nombreuses que les pétitions en faveur de cette liberté, grâce à certaines manœuvres dont nous parlerons peut-être par la suite, les assemblées religieuses n'ont en général été troublées et outragées dans chaque localité que par un bien petit nombre d'individus ; presque tous les autres, il est vrai, avaient le tort de laisser faire ; mais il n'est guère douteux que si l'autorité avait voulu le respect de la liberté des cultes, si elle l'avait enseigné, si elle avait dissipé de

¹ *Rapport de la minorité*, etc., p. 5, 6, 8. — *L'Église libre est-elle une Église politique ?* p. 18. — *Courrier suisse*, discours de M. Dapples au grand Conseil, n° 28, janvier 1848.

² *Courrier suisse*, 7 janvier 1848.

³ *Ibid.*, 3 octobre 1848, où se trouve un excellent mémoire de M. Esprandieu, victime de cette illégalité.

fâcheuses préventions dans l'esprit du peuple, si elle s'était montrée résolue à prendre en mains la cause de la justice, les scandales et les persécutions qui ont affligé et déshonoré le canton de Vaud pendant plusieurs années n'auraient pas eu lieu, ou du moins le nombre en eût été incomparablement plus restreint.

V

Nous avons déjà vu et nous verrons plus tard encore quelle est cette religion que le peuple appelle *momerie*, *jésuitisme*, etc. Ici, comme dans beaucoup d'autres cas, l'accusation était peu nette dans l'esprit de ceux qui l'élevaient. Les momiers passaient encore pour être cause de la guerre. Ils étaient accusés de se mêler beaucoup de politique, et de favoriser secrètement le Sonderbund. Leur culte secret déplaisait au peuple, qui n'entend pas qu'on se distingue de lui ou qu'on s'en éloigne.

Il est assez bizarre que les méthodistes, qui se piquent d'être fidèles à la pure doctrine évangélique, et dont l'un des principaux crimes aux yeux du monde est la sévérité de leurs maximes, aient pu être confondus avec la corporation religieuse la plus éminemment romaine ou catholique, et qui passe généralement pour n'être pas d'un rigorisme excessif, avec les jésuites, qui furent créés pour combattre l'évangélisme protestant, et qui ont toujours été une milice aussi fidèle à la Rome du pape qu'hostile à la Genève de Calvin.

Le peuple croyait pourtant que le méthodisme faisait cause commune avec le Sonderbund, et cela sans doute parce qu'il réclamait en principe la liberté religieuse pour en profiter personnellement, mais aussi sans vouloir en priver personne. Dès lors, Lucerne devait sembler dans son droit; et c'est ce que l'intolérance ne pouvait ni reconnaître, ni supporter.

Quant au prétendu culte secret des religionnaires, il était facile de s'entendre. Ce culte n'est point sorti volontairement des temples, il en a été violemment chassé. Il s'est réfugié d'abord dans des maisons communales, d'où l'autorité l'a fait sortir encore. Il s'est donc trouvé dans la nécessité de chercher un asile au sein des familles ou dans des maisons particulières. Là, il était chez lui; on l'a cependant poursuivi jusque dans cette dernière retraite. On lui a fait un crime de la nécessité même à laquelle on l'avait réduit; on lui a reproché de se soustraire à la persécution; on lui a reproché d'être.

Être, pour lui, c'était être dissident, et l'on ne pouvait souffrir la dissidence. Mais qu'est-ce donc que la dissidence? « C'est un mot, rien de plus. La dissidence! eh bien, quel est ce nouveau crime? Le crime d'avoir d'autres opinions que vous; rien de plus ni de moins. Mais s'ils ont d'autres opinions que vous, vous avez donc d'autres opinions qu'eux; vous êtes dissidents à leur égard. Vous êtes coupables à leur égard du même crime dont vous les accusez. Ils pourraient aussi vous haïr et vous persécuter ¹. »

Le grand Conseil lui-même n'a pas reculé devant l'accusation de tendances politiques, dirigée contre l'Église libre. Mais où est la preuve? Nous l'avons inutilement cherchée. Il est donc permis d'en croire cette Église sur parole. Or, que répond-elle sur ce point? « Nous le déclarons devant Dieu et devant les hommes : l'Église évangélique libre du canton de Vaud n'a rien de politique, ni dans son but, ni dans sa marche, ni dans son culte. Elle ne s'informe nullement des opinions politiques de ses membres. C'est assez dire qu'elle accueille également bien les hommes de toutes les opinions ². »

Ne sachant plus qu'imputer aux religionnaires, on les accuse d'être en opposition avec la volonté du peuple. Mais depuis quand cette volonté, si elle est injuste, doit-elle être si fort respectée? Depuis quand la volonté générale a-t-elle le pouvoir de changer la nature des choses, de convertir la justice en injustice? Le peuple aurait-il donc des pouvoirs et des privilèges que nous ne concevons même pas dans la Divinité?

Mais est-il bien vrai que le peuple, la majorité du pays, ait d'aussi étranges prétentions? Cette volonté s'est-elle manifestée, et comment? C'est ici le lieu d'apprécier la valeur des pétitions qu'on a fait valoir pour justifier la politique dans sa conduite à l'égard des cultes. Le vœu du peuple, pour avoir une valeur imposante, doit être éclairé, juste et spontané. Or, on a vu si les idées du peuple à l'endroit du méthodisme étaient saines; on le verra mieux encore lorsqu'on connaîtra l'esprit et la lettre de la constitution de l'Église libre.

Un vœu qui n'est pas éclairé peut difficilement être juste. Ceux qui croyaient que les religionnaires étaient des jésuites, des hommes ambitieux, ennemis du protestantisme, de la confession de foi helvétique, de l'Église nationale, de la République, auraient-ils demandé l'oppression, l'étouffement du méthodisme, s'ils avaient su ce qu'il est,

¹ *Pétition du peuple vaudois*, p. 11 et suiv.

² *L'Église libre est-elle une Église politique?* p. 4, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 18, 21. Voir aussi le 14 Février, etc., p. 7, 8, 14, 17, 40, 43.

ce qu'il veut être, ses intentions pieuses et pacifiques? Certes, on peut au moins en douter. On le peut d'autant plus que, malgré les idées fausses des populations sur le méthodisme et les oratoires, le peuple ne s'empressait nullement de pétitionner.

VI

Ceux que le gouvernement et le peuple appellent dissidents ont toujours affirmé qu'ils ne l'étaient point, en ce sens du moins qu'ils ne cessaient pas d'être protestants, attachés d'esprit et de cœur à l'Église nationale du canton, en ce sens même qu'ils ne demandaient pas la séparation de l'Église et de l'État.

Ils ne désiraient qu'une chose, la liberté de suivre les maximes de l'Évangile, comme ils les comprennent, comme leur conscience leur en fait un devoir; la liberté de professer et de pratiquer hautement la religion chrétienne, de l'enseigner à ceux qui veulent l'apprendre de leur bouche, de la répandre en tout temps et en tout lieu, suivant le besoin des populations; la liberté de distribuer les autres secours spirituels à tous ceux qui les réclament; la liberté pour l'Église de former ses ministres et de les consacrer, sauf à l'État, s'il trouve cette liberté exorbitante, à cesser d'envisager le ministère religieux comme un service public et de le rétribuer à ce titre. Ils ne reconnaissent, en leur qualité de chrétiens, qu'un docteur et un maître, le Christ.

Consultons plutôt la constitution de l'Église libre. Qu'y voyons-nous? « La revendication des droits du Christ sur son Église; le retour à la pureté du ministère évangélique, à la liberté religieuse et aux plus saines doctrines. Cette Église se rattache par l'unité de la foi à l'Église apostolique, aux Églises de tous les temps qui ont professé la doctrine du salut gratuit par le sang de Christ, aux Eglises évangéliques, qui, au xvi^e siècle, ont exprimé leur foi avec un accord si admirable dans leurs livres symboliques, et, en particulier, dans la confession de foi helvétique. Elle proclame avec ces Églises l'inspiration divine, l'autorité et l'entière suffisance des saintes Écritures, de l'Ancien et du Nouveau Testament. Elle professe la foi en un seul Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit. Elle croit à la Chute de l'homme, à la Rédemption par la foi en Jésus-Christ, à l'Incarnation, à la Résurrection, à la Sanctification, etc., etc. Elle a ses assemblées générales, ses conseils, ses synodes et ses commissions, ses fonctionnaires, sa discipline, etc.¹. »

¹ *Courrier suisse*, 16 mars 1847.

Rien, dans cette constitution, ne peut raisonnablement porter ombrage à aucun pouvoir, soit temporel, soit spirituel. C'est une affaire toute d'intérieur, et, pour ainsi dire, de famille.

Voilà donc cette Église qui a inspiré tant de préventions et d'effroi, qui a suscité tant de haines et de vexations ! Tout son crime est d'avoir voulu être évangélique, d'avoir voulu établir et faire reconnaître son droit comme telle. Elle sentait que l'Église officielle tournait de plus en plus à l'institution humaine. L'Église libre s'est arrêtée tout à coup sur cette pente, et a déclaré qu'elle entendait rester une institution divine. Voilà son crime.

A nos yeux, c'était son droit, c'était son devoir ; il faut la féliciter de l'avoir compris et d'avoir su rester fidèle à l'honneur et à la conscience.

Elle a repoussé simplement, mais victorieusement, tous les reproches par lesquels on a tenté de la déconsidérer aux yeux du pays ¹. Il lui restait à souffrir dignement pour sa foi. Elle n'y a pas manqué.

Le clergé vaudois a été admirable dans ses rapports avec le gouvernement et les populations ; il s'est montré ferme, éclairé, charitable et plein de foi. On ne sait ce qu'il faut louer davantage en lui, ou de la modération de son langage, ou du juste respect qu'il ne cessa de témoigner pour l'autorité civile, ou de son inébranlable attachement à ses convictions religieuses. Mal jugé par un peuple égaré, mal vu du pouvoir, persécuté de tout le monde, il a su tout sacrifier pour suivre sa conscience.

Une chose remarquable, entre beaucoup d'autres, c'est qu'il a bien plus insisté sur les droits de l'Église que sur les siens propres. Il aurait pu dire au pouvoir : « Vous avez manqué à vos engagements » envers nous ; quand nous avons accepté la mission du sacerdoce, au » sein des populations vaudoises, nous avons dû compter que les droits » de l'Église nationale, si faibles qu'ils fussent, seraient par vous res- » pectés et maintenus. Vous n'avez pu croire raisonnablement que nos » engagements fussent étrangers à cette condition tacite. Aujourd'hui, » cependant, que nous sommes engagés dans les travaux du ministère, » que notre carrière est irrévocable, et, pour un grand nombre d'entre » nous, très-avancée déjà ; aujourd'hui que, sur la foi des traités, nous » avons arrangé notre vie pour remplir les fonctions du saint ministère, » comme nos consciences nous en faisaient un devoir, comme les lois

¹ Voir l'excellent petit livre intitulé : *Conversation sur la question de la démission des pasteurs vaudois*, etc.

» nous y autorisaient, comme la liberté bien entendue nous le promet-
 » tait ; aujourd'hui que le présent et l'avenir de nos parents, de nos
 » femmes et de nos enfants se trouvent indissolublement attachés à
 » notre destinée ecclésiastique, vous venez tout à coup changer les
 » bases d'un contrat consommé entre vous et nous ; vous nous ravissez
 » de la façon la plus cruelle et la plus injuste des droits acquis ; vous
 » nous placez entre notre conscience de pasteurs et nos intérêts les plus
 » chers, nos droits les plus sacrés ! »

Tel est le langage sévère quoique juste, que les ministres démissionnaires auraient pu tenir à l'État. Il s'en sont abstenus. Ils n'ont vu que les droits de l'Église dans leurs droits, les intérêts de la religion dans leurs intérêts. « La plupart cependant étaient sans foyers assurés, » sans avenir certain, et presque sans patrie. Un grand nombre d'entre » eux traînent encore en ce moment une vie chétive, non loin du » presbytère qu'ils ont abandonné, du presbytère habité, là par un ami » d'enfance, devenu un adversaire, et ailleurs par un étranger. Le » pain de la charité a remplacé pour eux le salaire annuel, auquel de » coûteuses études leur avaient donné quelque droit. Plusieurs ont dû » se séparer de leurs enfants, et les confier à des mains bienfaisantes, » mais étrangères. Encore, s'ils étaient en paix dans la ville où ils ont » cherché leur refuge ; mais il en est beaucoup qui s'y voient traqués, » poursuivis, insultés journellement, et qui le sont par des citoyens » auxquels ils s'étaient toujours montrés dévoués. Toute plainte leur » est interdite. La loi commune à tous n'existe pas pour eux. Ce qui » serait un crime envers tout autre ne l'est pas lorsqu'ils en sont » l'objet... Tel d'entre eux, naguère l'objet de votre haute estime, et » qui en a reçu des témoignages publics, quitte aujourd'hui dans le » deuil la terre de ses pères, pour prendre avec une famille nombreuse » le chemin de l'exil. D'autres l'ont précédé, et beaucoup le sui- » vent ¹. »

Il faut remarquer encore à l'avantage des pasteurs démissionnaires l'extrême réserve, la bienveillance même avec laquelle ils ont parlé de ceux de leurs collègues restés attachés à l'Église officielle, ou qui sont venus de l'étranger occuper les postes qu'ils ont dû abandonner. En général, ils ne les jugent point, ou, s'ils le font, c'est toujours avec les plus grands égards. Ceux-là, sans doute, n'ont pas plus manqué à leur conscience, qui sont restés dans le sein de l'Église officielle, que ceux qui s'en sont séparés. Il est certain même que quelques-uns ont

¹ Lettre adressée à M. Fazy-Pasteur, etc., p. 4-5. — Voir aussi *Considérations*, etc., p. 5-7. — *La crise*, etc., p. 47. — *L'Église libre est-elle une Église politique ?* p. 13.

examiné la question au point de vue religieux, avec une érudition et un talent remarquables¹.

Mais, si l'on s'en rapporte à l'opinion générale, au sens commun, ce qu'il en a pu coûter à ces derniers pour rester dans l'Église officielle n'a cependant pas surpassé les sacrifices qu'ont dû faire ceux qui en sont sortis. La sympathie générale et l'admiration publique se sont prononcées presque exclusivement en faveur de ceux-ci. De toutes parts, ils reçoivent des félicitations, des encouragements, des conseils et des promesses de secours. Il est beau de voir les Églises libres d'Écosse, d'Angleterre, d'Amérique et d'Allemagne dire à leur sœur encore au berceau dans les vallées d'un petit canton de la Suisse : « Courage, ma sœur ! courage ! vous traverserez comme nous de cruelles épreuves ; mais, comme nous aussi, vous triompherez, et vous vivrez alors de la vie brillante et forte de la jeunesse pour ne mourir jamais². »

Dès le mois de novembre 1845, les adresses de ce genre n'ont cessé d'arriver à cette Église naissante. Elles sont parties successivement de l'Écosse, de la Suisse, de la France, de la Hollande, de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Allemagne, de la Prusse, de l'Inde, de l'Irlande, etc. Tout récemment encore, le synode du clergé bernois a cru devoir s'adresser au gouvernement même du canton de Vaud, dans l'intérêt de la liberté religieuse³.

VII

Si la meilleure des religions possibles n'est pas une affaire d'évidence ; si des religions moins pures que d'autres peuvent cependant valoir mieux à cause des dispositions de ceux qui les professent ; si la religion à laquelle on croit et qu'on aime est toujours la meilleure à certains égards ; si elle est moralement la plus efficace ; si elle est, en tous cas, un droit, et l'un des plus sacrés que l'homme puisse avoir ; si ce droit a son fondement dans la nature humaine, dans les rapports juridiques de citoyen à citoyen, dans les rapports des citoyens avec l'État, dans ceux de peuple à peuple, dans la charte évangélique même, il faut reconnaître les points suivants :

¹ Lettre à M. F. de Ginginz-la-Sarraz, par M. Dufournet.

² Lettres adressées aux pasteurs et ministres, etc.

³ Courrier suisse, n° du 10 novembre 1848.

1° L'État n'a qu'un simple droit de police en matière religieuse ;

2° Il est rigoureusement tenu, au nom de tous les droits possibles, de protéger dans tous les citoyens la liberté des cultes, sans qu'il puisse justement en favoriser aucun ;

3° Favoriser l'un d'eux, c'est faire acte de sectaire ; c'est tourner contre une partie de la population les avantages du pouvoir, avantages qui doivent être au profit de tous, parce qu'ils sont le fruit de sacrifices communs ; c'est donner à tout pouvoir le droit d'opprimer les particuliers qui ne partagent pas ses croyances ; c'est faire de la religion un *instrumentum regni*, avec toutes les chances de l'erreur, de la passion, de l'injustice et de la division intérieure ; c'est, sous le prétexte banal de l'utilité publique, en violer la première condition, la justice ; c'est, sous le prétexte de servir la religion, l'avilir, la faire détester et l'anéantir autant que possible.

La violation d'un droit aussi respectable et aussi important que celui de la conscience religieuse ne peut manquer d'avoir les plus funestes conséquences pour les particuliers et pour la chose publique. Elle engendre la haine du pouvoir parmi les citoyens ; elle affaiblit aussi l'autorité, relâche le lien social au point parfois de le briser et de jeter les peuples dans la pire des guerres civiles, celle qu'allume le fanatisme religieux. La religion elle-même ne peut qu'en souffrir ; elle en est comme empoisonnée dans son essence, puisque la charité a fait place à l'exécration. La religion qui persécute, ou du moins au nom de laquelle on exerce la persécution, devient détestable. Elle n'est plus qu'une passion antisociale chez les uns, et une peste publique aux yeux des autres. Si la faiblesse cède à la menace, l'hypocrisie, la fausse conscience, le mépris de soi-même sont les premiers fruits de la tyrannie religieuse. On n'y échappe que par le martyre, ou par une indifférence sceptique qui est la mort du sentiment religieux. Je me trompe, l'abrutissement ou l'exil sont encore des conséquences possibles de la persécution.

L'intolérance religieuse, si l'on entend par là une foi si ferme qu'elle ne puisse pactiser avec l'erreur, est la conséquence toute naturelle des convictions, et ne saurait être blâmée. Bien au contraire, cette intolérance sera d'autant plus naturelle que la foi sera plus pure et plus vive. De là l'insociabilité des religions vraies, ou plutôt des religions sûres d'elles-mêmes. De là une différence entre les religions païennes et le christianisme. Mais l'inflexibilité dans les principes ou l'intolérance de ce qui est regardé comme l'erreur ne doit pas aller jusqu'à l'intolérance des personnes, ni même jusqu'à l'interdiction de la controverse.

Il y a plus : l'intolérance des doctrines ne peut être exercée que de la part des croyants, à titre de croyants et de docteurs, et encore en ce qui les concerne personnellement, ou pour se garantir de ce qu'ils regardent comme l'erreur, pour la combattre par la discussion orale ou écrite ; mais cette intolérance ne peut être pratiquée par le citoyen ou le souverain en cette double qualité. C'est ce qui a fait dire depuis longtemps qu'il y a deux sortes d'intolérance, la religieuse et la civile, et que la première seule est permise.

Cette distinction légitime a été trop peu respectée. L'Église a persécuté par elle-même, ou fait persécuter par le pouvoir civil, et ce pouvoir s'est fait juge des doctrines religieuses comme telles, a favorisé les unes et poursuivi les autres, guidé en cela soit par une communion religieuse, soit par des considérations toutes temporelles.

Mais la persécution religieuse ou civile est particulièrement répréhensible sous le double régime du protestantisme et de la démocratie, parce qu'elle est alors doublement inconséquente. Elle pèche contre le principe du libre examen et contre celui de la liberté civile, dont les républiques doivent être plus spécialement jalouses. La faute se trouve encore aggravée si la population est instruite et naturellement modérée.

Telle est la situation morale du canton de Vaud. Et c'est là, cependant, que le pouvoir, méconnaissant ce qu'il doit à la vraie liberté, à la justice, à la moralité publique et privée, à la bonne harmonie des citoyens, à l'honneur et à la prospérité matérielle du pays, à la cause du protestantisme et au progrès de la civilisation, a semblé un instant vouloir régner sur les consciences et marcher sur les traces du despotisme clérical d'un autre âge et d'une autre communion. Et, cependant, les hommes aux mains desquels les destinées de ce beau pays étaient remises ne manquaient ni de lumières, ni d'amour de la liberté, ni surtout de patriotisme ; ils se déclaraient ennemis de toute persécution, singulièrement de la persécution religieuse. Il faut donc que le salut public leur parût incompatible avec la liberté des cultes, avec l'indépendance absolue de toute religion digne de ce nom ; car, à coup sûr, ils devaient gémir de leurs propres actes.

Cette incompatibilité, loin d'être visible à tous les yeux, ne semble avoir frappé que ceux du pouvoir. En vain, il a essayé de la mettre en lumière ; il n'est parvenu qu'à convaincre le public éclairé qu'il était sous l'empire d'une illusion, d'une crainte parfaitement chimérique. Depuis qu'il a osé s'abandonner à ses instincts généreux, qu'il a rendu à toutes les consciences une liberté qui n'aurait jamais dû leur être ravie ;

qu'il s'est proclamé hautement, résolûment, le protecteur de tous les cultes qui pourront désormais s'établir au sein du pays, sans préjudice pour la justice et les mœurs publiques; depuis qu'il s'est posé surtout en défenseur de l'inviolabilité du foyer et du culte domestique, une preuve nouvelle et décisive de l'alliance naturelle de la liberté religieuse et de l'ordre public a été donnée au monde. Cette autre ligne de conduite, en mettant le pouvoir en dehors des sectes religieuses, l'a placé en même temps au-dessus d'elles, à l'abri de leurs atteintes, et a rendu au pays la paix, l'union et la prospérité. Elle a rendu au gouvernement du canton de Vaud sa place parmi ceux qui entendent le mieux les besoins et les droits des peuples au XIX^e siècle, et qui comprennent le plus sagement les rapports des cultes avec l'État, et le rôle des religions dans la marche progressive de l'humanité.

VIII

En 1848, les choses n'étaient pas arrivées à ce point; ce qui est aujourd'hui un fait établi n'était encore pour nous qu'un vœu et une espérance. Grâce à Dieu, l'Église libre vit aujourd'hui de sa propre vie, d'une vie paisible et honorée. Si elle ne s'est pas beaucoup étendue depuis treize ans, elle s'est du moins suffisamment affermie pour qu'il soit permis d'espérer que c'est là un de ces établissements où la fantaisie et le goût du moment ne sont pour rien, et qui, reposant sur des convictions profondes et fortes, ont pour eux l'avenir réservé aux principes devenus des croyances populaires. Au reste, si l'Église a peu gagné en nombre, ses conquêtes, opérées sans enthousiasme, comme sans violence, n'en seront que plus stables. Il est à présumer aussi que les douze mille personnes, qui, sans adhérer encore à la constitution de cette Église, en suivent le culte avec intérêt, avec persévérance, et par une sorte de prédilection, viendront peu à peu s'ajouter aux six mille fidèles qui constituent comme l'assise vivante de cette libre communion chrétienne. On peut donc les regarder comme appartenant à l'Église par des liens plus ou moins étroits ou par des sympathies plus ou moins prononcées.

Telle est la situation religieuse du canton de Vaud, et celle en particulier de son Église libre, qui comprend aujourd'hui une population d'environ dix-huit mille âmes, c'est-à-dire plus d'un dixième de la

population totale du pays. La prospérité matérielle de cette communauté religieuse est d'ailleurs manifeste. Elle compte plus de quarante églises ou paroisses ; elle construit des chapelles ; elle fait un traitement fixe de quinze cents francs à chacun de ses pasteurs, et dispose, en outre, d'un fonds de dix mille francs à répartir entre eux, selon les besoins. Elle a sa faculté de théologie, composée de cinq professeurs et dont les cours sont suivis par quinze ou vingt élèves. Une école préparatoire, analogue à nos petits séminaires, dispose les jeunes gens à recevoir l'enseignement supérieur de la Faculté. Des écoles primaires ont été créées et sont fréquentées, non-seulement par les enfants de parents appartenant à l'Église libre, mais encore par ceux de parents appartenant à l'Église nationale, et même au culte catholique. C'est là l'une des preuves les plus sensibles de l'esprit de tolérance et de bonne union qui règne entre les membres des diverses communions dans le canton de Vaud.

Les relations des pasteurs des deux communions protestantes, de l'Église libre et de l'Église nationale, n'ont pas été tout d'abord aussi pacifiques qu'on eût pu le désirer et que l'exige l'esprit du christianisme. Mais, on le sait, plus la foi est vive, plus le zèle est exposé à devenir brûlant. C'est surtout en religion qu'il est vrai de dire : *Rara concordia fratrum* ; plus on est rapproché de croyance, plus en réalité les dissidences paraissent intolérables. Et quand à cela vient se mêler l'ambition plus ou moins pure de régner sur les esprits et sur les cœurs, d'obtenir la sympathie des masses, de faire triompher la cause de la vérité ou de ce qu'on prend pour elle, de donner à sa propre communion l'avantage sur une communion rivale, ou tout au moins de l'empêcher de succomber sous une influence opposée : alors les passions humaines se réveillent et peuvent devenir d'autant plus ardentes qu'elles se croient plus pures. Elles prennent facilement à leurs propres yeux la couleur d'un zèle méritoire ; c'est celui de la maison du Seigneur, à laquelle, il est vrai, se trouve appuyé le modeste abri de son ministre ; mais c'est si peu de chose en vérité, qu'il convient toujours de n'en point parler, encore bien qu'il soit permis de n'y être pas tout à fait insensible. Ce serait donc une sorte de miracle que l'intérêt de l'homme et l'intérêt de la religion fussent ici tellement distincts, que le premier, si étroitement lié au second et par tant de points, restât sans émotion quand l'autre est puissamment agité. Ce qu'il faut admirer, ce n'est donc pas qu'il y ait eu d'abord entre les pasteurs des deux Églises une légère hostilité, mais bien que l'esprit de justice et de charité ait fini, depuis quelques années déjà, par l'emporter à un tel point que les

relations sont devenues amicales, et que la bonne harmonie va même jusqu'à une entente cordiale pour opérer en commun des œuvres qui demandent l'union combinée des deux forces.

Le nombre des pasteurs de l'Église libre s'est accru en raison des besoins, mais pas très-sensiblement : dans les localités où la population appartenant à cette communion n'est pas assez considérable pour qu'il y ait un pasteur, il n'y a que des évangélistes, espèce de desservants de second ordre.

L'Église libre n'est pas dotée et ne reçoit pas de ces donations qui pourraient à la fin devenir une dotation. Elle ne perçoit que des dons annuels destinés à la faire vivre au jour le jour. Elle ne s'inquiète pas du lendemain ; tout est libre, et le fruit de la foi du moment ; qu'elle vienne à défaillir ou à changer cette foi, l'Église libre n'aura rien à regretter ; elle n'aura pas engagé l'avenir ; elle s'abstiendra, ou bien elle agira sous une inspiration nouvelle, avec toutes les ressources qui lui auront été ménagées par la délicatesse de conducteurs spirituels qui ne voudraient point profiter d'un élan de zèle. Et cependant la piété ne se lasse point : chaque année, elle réalise un tribut de 130 à 140,000 fr., qu'une administration centrale affecte aux besoins de chaque Église, à des constructions de chapelles, au soulagement des pauvres, etc.

Chaque année, il y a un synode où chaque Église envoie trois représentants ecclésiastiques et laïques. Une commission synodale en est comme le pouvoir exécutif. L'organisation complète de l'Église libre comprend en outre trois commissions : l'une d'évangélisation, une autre qui s'occupe des finances, une troisième qui a pour objet les études, depuis les écoles primaires jusqu'à la Faculté de théologie.

On pense bien qu'avec l'esprit de liberté inséparable, en droit, du principe protestant en général, et qui est d'autant plus libre ici que la tutelle de l'État a été rejetée, parce qu'elle impliquait un droit de nature à répandre l'alarme dans des consciences très-jalouses de leur indépendance ; on pense bien, disons-nous, que la formule de foi qui relie l'Église libre ne peut être entendue d'une manière entièrement identique. Aussi ne peut-on l'exiger ; il est convenu que les tendances diverses seront abandonnées aux consciences individuelles, qu'on saura les supporter dans autrui pour en être supporté à son tour ; les nuances qui se dessinent sur le fond commun n'amènent aucune rupture. L'esprit religieux y est éclairé, efficace, et partant très-indulgent. Il y a plus, cette indulgence n'en est une aux yeux de personne : c'est un devoir pour celui qui l'accorde, et un droit pour celui qui l'obtient. Les fidèles de tout ordre sont instruits dans ces sentiments par les pas-

teurs. La manière dont ils remplissent cette partie de leur ministère est le fruit naturel des savantes leçons qu'ils ont reçues à la Faculté de théologie. Là, des maîtres éprouvés les ont initiés aux doctrines diverses qui se partagent le monde religieux, et leur ont fait comprendre la nécessité de la tolérance, même en matière dogmatique.

On s'abuserait cependant si l'on croyait que leur foi et leur zèle dussent en souffrir; il est constant, au contraire, que la piété et l'esprit de sacrifice ont été croissant; pasteurs et fidèles sont aujourd'hui plus que jamais persuadés que le christianisme est une religion essentiellement libérale, et que cette religion est particulièrement destinée à l'union par le sentiment, par l'amour, malgré les différences possibles sur le dogme ou sur la croyance. C'est précisément pour échapper à toute autorité étrangère à celle de l'Écriture et à celle de la raison appelée à recevoir et à entendre celle de l'Écriture, que les membres de cette Église restent de plus en plus persuadés que la société religieuse doit, pour conserver toute la liberté d'allure indispensable à une foi vivante et personnelle, ne dépendre en aucune manière de la société civile; les intérêts de l'une sont tout différents de ceux de l'autre, et s'ils s'y rattachent à certains égards, ce n'est qu'indirectement et par des accessoires qu'il faut se garder de confondre avec le fond même de la religion.

Une autre preuve de l'abondance de vie qui circule dans les veines de l'Église libre, c'est le travail de la pensée qui s'y accomplit. Elle publie deux journaux, le *Chrétien évangélique*, qui paraît deux fois par mois, et les *Études évangéliques* qui paraissent à divers intervalles, mais qui forment cinq cahiers par an. Ce qui semble distinguer plus particulièrement ces deux publications, c'est que la première aurait une tendance plus marquée pour le caractère personnel de la pratique religieuse, tandis que la seconde insisterait davantage sur le caractère social. Les deux tendances sont vraies, mais elles ne s'excluent pas: si l'homme est essentiellement sociable, il n'est pas moins essentiellement personnel. Il a besoin d'être soi, de se recueillir, de s'appartenir, d'avoir ses sentiments et ses vues propres, de se conduire même en conséquence, sauf à se trouver en cela d'accord avec un plus ou moins grand nombre de ses semblables, et à s'unir à eux dans un but commun, mais sans rien perdre de sa personnalité, ni des droits qui en sont inséparables. Il ne s'unit point pour s'affaiblir et s'effacer, mais au contraire pour être plus fort et plus véritablement indépendant. L'association religieuse, plus encore que l'association civile, n'est point destinée à réduire l'individu, à l'amoindrir, à l'absorber, à l'anéantir, mais bien

à lui donner toute la valeur qu'il est capable d'acquérir, à le réaliser pour ainsi dire pleinement. La société est le moyen, l'individu est la fin.

En 1847, la nouvelle Église, pour s'affranchir plus sûrement de la dépendance où l'État prétendait la maintenir, fit appel à l'opinion publique; elle cita devant le tribunal des deux mondes l'esprit, un instant rétrograde, qui prétendait l'empêcher d'être et de grandir; elle ouvrit un concours où elle demandait l'examen loyal de sa situation et des conclusions à l'appui de son droit, qui est et sera toujours le droit de tout homme qui a une conscience religieuse et qui prétend la suivre, laissant chacun libre d'en faire autant. Cet appel fut entendu. Des écrits importants furent publiés. Et comme, en définitive, on avait affaire à un gouvernement et à un peuple intelligents et de sens droit, la liberté réclamée devint bientôt une liberté reconnue. L'autorité civile renonça aux vellétés de contrainte ou de persécution qu'elle avait montrées d'abord; elle laissa faire et s'en trouva parfaitement. La partie du public qui s'était livrée aux scènes de désordre dont nous avons parlé, ou moins sûre de l'impunité, ou faisant un retour salutaire sur l'iniquité de sa conduite, revint aux sentiments de respect qu'elle n'aurait jamais dû abandonner. Sans doute, il existait encore, dans l'arsenal des lois, des dispositions dont un pouvoir mal intentionné aurait pu s'armer contre la liberté des cultes; mais elles ont sommeillé depuis 1848 jusqu'en 1861. Aujourd'hui, grâce à la nouvelle constitution (art. 10), le droit d'être est reconnu à l'Église libre; son existence est plus qu'un fait, sa liberté plus qu'une tolérance. Le canton de Vaud a su montrer à l'Europe que, dans son sein, la religion n'a besoin pour fleurir que d'être libre, et que les charges du culte public peuvent être couvertes en contributions volontaires de la part des fidèles, sans aucun préjudice, ni pour la religion, ni pour la dignité de ses ministres.

C.-J. TISSOT.

ÉTUDES CRITIQUES SUR LES ÉVANGILES

QUATRIÈME ARTICLE ¹

L'ÉVANGILE DE SAINT JEAN

III

Les analogies que présente le quatrième Évangile avec le gnosticisme, le caractère mystique qui lui est propre et qui ne se retrouve dans aucun des documents de l'âge apostolique, pas même dans les écrits de saint Paul, du moins ni sous cette forme ni au même degré, d'autres circonstances encore ne permettent pas, aux yeux d'un grand nombre de critiques, de le prendre pour une œuvre du premier siècle de l'ère chrétienne et, par conséquent, d'en admettre l'authenticité. L'école de Tubingue, entre autres, tient ce livre pour inexplicable, si l'on n'en place la composition au milieu du second siècle².

Baur a surtout été frappé des analogies que ce livre présente avec le gnosticisme. Il est incontestable, en effet, et je l'ai déjà fait remarquer, que par l'emploi de termes qui appartiennent au langage des écoles gnostiques et surtout par une tendance très-significative, sinon à transformer l'histoire de Jésus-Christ en une pure théosophie, du moins à montrer sous le fait l'idée dont il n'est presque

¹ Voir la *Revue germanique* des 1^{er} septembre, 1^{er} décembre 1862 et 1^{er} avril 1863.

² BAUR, *Krit. Untersuchung. über die kanon. Evangelien*, p. 379-389. SCHWEGLER, *Das nachapostol. Zeitalter*, t. II, p. 291-293, 346-374.

que le symbole, le quatrième Évangile présente un certain air de parenté avec la gnose. Faut-il en conclure qu'il n'a été écrit que pour adapter le christianisme au gnosticisme, ou pour absorber le gnosticisme dans le christianisme? qu'ayant, dans tous les cas, subi, en un certain degré, l'influence de la gnose, il n'a pu être écrit qu'au milieu du second siècle, c'est-à-dire au moment où le christianisme et le gnosticisme se disputaient l'empire des consciences? Je suis d'autant moins disposé à l'accorder que, dans le cas même où une influence gnostique se serait exercée sur la rédaction de ce livre, il ne serait pas nécessaire de descendre jusqu'au milieu du second siècle pour en constater la possibilité.

Que le milieu du second siècle ait été le moment où le gnosticisme a jeté son plus brillant éclat, je le veux bien; mais il y a là déjà une preuve qu'il ne date pas de cette époque, et qu'il n'a pas attendu cette heure pour se donner pour la religion véritable, pour le vrai christianisme. J'ai montré ailleurs qu'il est contemporain du christianisme, qu'il lui est peut-être quelque peu antérieur, qu'il a toujours cherché à l'absorber à son profit. On refuserait toute espèce de fond historique aux traditions relatives à Simon le Magicien, même à ce que le livre des Actes des Apôtres dit de ce personnage, on prouverait jusqu'à l'évidence, ce qu'on n'a pas cependant encore fait, que l'épître aux Colossiens n'est pas du premier siècle de l'ère chrétienne, qu'il faudrait bien encore accorder que la gnose remonte plus haut que le milieu du second siècle de l'ère chrétienne. A cette époque, elle a atteint son apogée, elle jette son plus brillant éclat; elle est divisée en sectes nombreuses, elle s'est étendue de l'Asie Mineure jusqu'à Rome. Elle est donc déjà loin du moment où elle a pris naissance; elle n'en est plus à ses premiers pas. N'est-on pas autorisé à en placer l'origine au moins à un siècle plus haut?

Il est tout à fait probable que l'auteur de cet Évangile, quel qu'il soit d'ailleurs, vécut dans un milieu où la gnose jouait un rôle considérable, où elle se trouvait en présence du christianisme, cherchant soit à s'insinuer dans l'Église, soit peut-être même à y dominer. Mais ces conditions se trouvent déjà réunies dès la seconde moitié du premier siècle, dans quelques-unes des contrées occidentales de l'Asie Mineure. Éphèse, entre autres, était à cette époque le centre d'un mouvement théosophique très-prononcé. Nous en avons pour preuve les épîtres de Paul aux Colossiens, aux Éphésiens et à Timothée, et si l'on récuse l'authenticité de ces écrits, on peut en appeler à la présence de Cérinthe dans cette ville, à l'action qu'il y exerça, aux disciples qu'il y laissa

après lui. Or, c'est précisément à Éphèse que la tradition est unanime à placer la composition du quatrième Évangile ¹.

Tout en reconnaissant, avec Baur, que cet Évangile offre des rapports avec le gnosticisme, principalement avec le système de Valentin, dont l'auteur de cet écrit semble avoir voulu introduire la doctrine des éons dans le christianisme ², Schwegler appelle plus particulièrement l'attention sur un autre ordre de faits. A ses yeux, le quatrième Évangile est le dernier mot du développement du christianisme dans l'Asie Mineure, le dernier mot surtout en ce sens qu'il ne représente pas seulement le plus haut degré de ce développement, mais encore qu'il embrasse dans une vue supérieure, synthétique en quelque sorte, les différents éléments en présence dans les Églises de ce pays. De bonne heure, le judéo-christianisme, se rattachant dans l'Asie Mineure au nom de Jean, auteur de l'Apocalypse, comme à Rome il se rattachait au nom de Pierre, appela une opposition qui, ici, comme partout ailleurs, trouva dans Paul son plus éloquent interprète. De là une lutte dans laquelle on vit, d'un côté, le montanisme, forme particulière de l'ébionitisme d'après Schwegler, Cérinthe, pour lequel le christianisme était un judaïsme pneumatique, Ἰουδαϊσμός πνευματικός, sorte d'ébionitisme gnostique, Papias, Meliton, les presbytres mentionnés par Irénée, etc., et de l'autre, les auteurs inconnus des différents écrits dans lesquels la doctrine du Logos est exposée dans des proportions croissantes et avec une précision de plus en plus grande, écrits qui sont l'Épître aux Hébreux, celle aux Colossiens, celle aux Éphésiens, enfin le quatrième Évangile. Ce dernier ouvrage cependant aurait clos l'ère des discussions, et cimenté la paix en combinant, en conciliant des opinions jusqu'alors opposées. C'est à cette absence d'esprit de parti, à ce caractère universel, que le quatrième Évangile devrait, s'il faut en croire Schwegler, cette éternelle jeunesse qui le distingue des synoptiques, documents écrits au point de vue d'une tendance spéciale ³. Cet Évangile n'est pas cependant à ce point une œuvre de conciliation, qu'il ne fasse prédominer la tendance universaliste sur la tendance contraire. Sous ce rapport, on peut le comparer au livre des Actes des Apôtres, qui fut aussi composé dans une intention de conciliation, tout en donnant gain de cause au principe paulinien.

Dans cette hypothèse, il ne saurait être question d'attribuer ce

¹ EUSÈBE, *Hist. eccles.*, lib. v, cap. 40.

² SCHWEGLER, *Das nachapostol. Zeitalter*, t. II, p. 371-372.

³ SCHWEGLER, *ibid.*, t. II, p. 347.

livre à l'Apôtre dont il porte le nom. Il aurait été écrit longtemps après la mort de Jean, vraisemblablement vers le commencement des discussions des Églises de l'Asie Mineure et de celles de l'Occident sur le jour où la Pâque devait être célébrée.

L'érudition et la finesse d'esprit qu'a déployées Schwegler dans l'exposition de cette hypothèse sur l'origine du quatrième Évangile, exercent sur l'esprit du lecteur un prestige auquel il est difficile de se soustraire. Mais quand on cherche dans l'Évangile lui-même le caractère que lui assigne cette hypothèse, le charme est bien vite rompu, et l'on s'aperçoit que le monde dans lequel vous a transporté Schwegler est quelque peu imaginaire. Qu'il y ait eu dans l'Asie Mineure, comme ailleurs, des dissensions et des luttes d'opinions parmi les premiers chrétiens, que ces oppositions aient fini par s'user elles-mêmes et par disparaître devant le besoin d'unir et d'organiser les Églises, c'est ce qui ne peut plus être mis en question. Mais on ne saurait trouver, dans le quatrième Évangile, cette intention que Schwegler prête à son auteur de concilier les différends qui agitérent les Églises de l'Asie Mineure; aussi bien avoue-t-il lui-même que c'est vers un des côtés qu'il penche d'une manière très-sensible. Le parallèle qu'il faudrait voir dans cet écrit entre Jean et Pierre ne correspond, en aucune façon, à celui qu'on trouve dans le livre des Actes entre Pierre et Paul. Ici les représentants des deux opinions contraires, du christianisme universaliste et du judéo-christianisme, sont bien en effet Paul et Pierre; mais dans l'Asie Mineure, Pierre et Jean représentent si peu, au point de vue de Schwegler, les deux tendances opposées, qu'il nous dit lui-même que le judéo-christianisme marchait dans ces Églises sous la protection du nom de Jean, comme il s'appuyait à Rome du nom de Pierre.

Laissons cependant de côté cette critique de détail, pour nous en tenir à quelques faits généraux qui me paraissent ruiner cette hypothèse.

Je me demande d'abord comment le quatrième Évangile pourrait être le dernier mot des discussions qui divisèrent les chrétiens de l'Asie Mineure dans la première moitié du second siècle, quand cet Évangile est en cause dans ces discussions elles-mêmes. Les montanistes en invoquent certains passages en faveur de leurs doctrines, les aloges en repoussent l'autorité en l'attribuant à Cérinthe. Comprend-on que les adversaires des montanistes, si ce livre avait été nouveau, n'eussent pas trouvé d'autre moyen d'en invalider l'autorité qu'en lui donnant pour auteur un gnostique de la fin du premier siècle? Je

n'ignore pas avec quelle facilité on répandait et on acceptait, à cette époque, des pièces supposées; mais c'était toujours dans des conditions bien différentes de celles dans lesquelles se trouvaient alors les partis en lutte dans l'Asie Mineure, que ces fraudes pieuses se commettaient et réussissaient. Des pièces apocryphes n'ont pris naissance dans des écoles religieuses ou philosophiques, que dans des moments où ces écoles ne soulevaient pas d'opposition, où elles n'attiraient pas même encore sur elles l'attention publique.

Ajoutez que nous connaissons assez bien la littérature chrétienne du milieu et de la seconde moitié du second siècle pour pouvoir affirmer qu'elle n'offre pas la moindre ressemblance ni pour le fond, ni pour la forme, avec le quatrième Évangile. Un récit de la vie du Sauveur, écrit à cette époque, aurait fait une bien autre place à la légende. D'ailleurs, les préoccupations qui assiégeaient alors les esprits s'y seraient glissées en quelque manière. Que l'on compare cet Évangile avec les Épîtres d'Ignace, et l'on restera convaincu qu'il a été composé en un autre temps que celles-ci.

On se trouve en présence d'une difficulté bien autrement considérable, du moins à ce qu'il semble au premier abord, quand on considère que rien n'est plus contraire à l'esprit qui respire dans le quatrième Évangile, que la conception religieuse que l'on sait avoir été celle de l'apôtre Jean. L'Épître aux Galates le représente comme faisant cause commune avec les apôtres Jacques et Pierre¹; son nom ne se présente jamais dans le livre des Actes des Apôtres qu'uni à celui de ce dernier²; il partageait évidemment leurs opinions, comme eux, il enfermait le christianisme dans le cadre du judaïsme, et n'en permettait l'accès aux païens qu'autant qu'ils s'étaient fait d'abord agréger à la famille d'Israël.

Il ne saurait rester le moindre doute sur les sentiments judéo-chrétiens de Jean, si, comme la tradition l'assure, il est l'auteur de l'Apocalypse, de tous les documents du recueil de la Nouvelle-Alliance, celui qui exprime le plus clairement, le plus explicitement le judéo-christianisme. Il y a une opposition complète entre les deux types d'enseignement chrétien qui se présentent dans le quatrième Évangile et dans le livre de la Révélation. De tous les écrits compris dans le Nouveau Testament, il n'en est point qui ait laissé plus loin derrière lui la ligne du judaïsme que le premier de ces deux ouvrages. Son auteur s'est élevé

¹ *Galates*, II, 9.

² *Actes*, III, 1, 4, 11; IV, 10, 13, 19; VIII, 14.

à un point de vue idéal, du haut duquel il ne voit dans toutes les religions antérieures, sans en excepter le judaïsme, que des essais imparfaits. Celui-ci apparaît même à l'évangéliste, non pas seulement comme un ensemble d'institutions absolument étrangères à la foi chrétienne, mais encore comme un obstacle au nouvel ordre de choses religieuses, pour lequel il semble même disposé à trouver chez les païens des dispositions plus favorables. Dans l'Apocalypse, c'est tout le contraire : le nom des Juifs y est réhabilité ; il est considéré comme un titre d'honneur pour les véritables disciples du Christ. L'ennemi réel de l'Évangile, c'est le paganisme ; il est un objet d'exécration pour les fidèles. Sans doute, les païens sont aussi appelés au christianisme, mais d'après ce livre, ce n'est qu'autant qu'ils entrent d'abord dans les rangs du peuple élu. Le Christ lui-même est l'enfant d'une mère, qu'à sa couronne aux douze étoiles, on reconnaît immédiatement pour l'image de la famille d'Israël¹, et le temple de Sion, dont Jésus, dans le quatrième Évangile, proclame la déchéance², est glorifié ici comme la demeure indestructible des élus³.

Cette comparaison pourrait s'étendre sur tous les autres points qui divisèrent les judéo-chrétiens et les chrétiens universalistes ; elle conduirait constamment au même résultat⁴, en nous montrant d'un côté dans l'auteur de l'Apocalypse un judéo-chrétien accompli, et de l'autre, dans l'auteur du quatrième Évangile, un écrivain qui, poussant aussi loin que Paul la conviction que le christianisme ne fait point de distinction entre le juif et le grec⁵, s'est dépouillé plus complètement encore que l'Apôtre des Gentils des préjugés juifs, et a rompu radicalement avec la famille d'Israël⁶.

Comment pourrait-on admettre qu'un Apôtre qui, dans l'Apocalypse, a soutenu, jusque dans ses dernières conséquences, une conception entièrement judaïque du christianisme, eût écrit un livre tel que le quatrième Évangile, un livre qui forme le contraste le plus prononcé avec cette conception, et qui en est la négation, ou pour mieux dire, la condamnation la plus explicite ?

Cette difficulté n'est pas insurmontable, nous disent d'autres critiques. Sans doute, ces deux conceptions opposées n'ont pu exister

¹ *Apocal.*, xii, 1.

² *Jean*, iv, 21.

³ REUSS, *Histoire de la théologie chrétienne au siècle apostolique*, t. II, p. 469 et suiv.

⁴ REUSS, *Ibid.*, t. II, p. 471 et suiv., 517 et suiv.

⁵ *Romains*, x, 12 ; *1 Corinth.*, i, 24 ; *Galates*, i, 16, n, 9.

⁶ Comparez, *Romains*, i, 16 ; ii, 9 ; xi, 1-3, 11-15, 23-31, avec *Jean*, iv, 21-24 ; viii, 33-47 ; x, 26 ; xv, 13-23.

simultanément dans le même esprit ; mais ne peut-on pas admettre qu'elles s'y sont succédé ? L'Apocalypse et le quatrième Évangile ne sont pas de la même époque ; celui-ci ne fut écrit que longtemps après celle-là, n'est-il pas possible que dans cet intervalle, un complet revirement se soit accompli dans les idées religieuses de l'Apôtre ? Est-ce que Paul ne subit pas un changement plus considérable encore, quand d'étroit pharisien qu'il était, il devint l'Apôtre des Gentils ?

Cette révolution religieuse et morale n'a pas été seulement possible ; les circonstances au milieu desquelles s'écoula la dernière partie de la vie de l'Apôtre la rendirent nécessaire ; il ne put se faire qu'elle ne s'accomplît en lui. Il survécut à tous les apôtres ; on sait qu'il parvint aux limites extrêmes de la vieillesse. Il assista, par conséquent, à la chute de toutes ses espérances. Jérusalem détruite ne se releva pas ; les Juifs dispersés ne furent pas rétablis, et, loin d'être amenés par l'infortune au pied de la croix, ils devinrent des ennemis de plus en plus prononcés de la foi chrétienne ; le second avènement du Christ n'eut pas lieu ; rien n'annonçait, même de loin, le renouvellement des choses. Ainsi se trouvait démentie par les événements la conception judaïsante que l'Apôtre s'était faite du christianisme.

Que faire au milieu de ce grand naufrage ? Abjurer toute confiance dans les paroles de Jésus ? Jean ne pouvait renoncer au souvenir du maître dont il avait été le disciple de prédilection. Dans ces perplexités, une seule pensée pouvait le sauver ; il était impossible qu'elle ne se présentât pas à son esprit. Ne pouvait-il pas se faire qu'il eût mal compris l'enseignement du Christ ? Une fois cet horizon ouvert devant lui, il soumit à un nouvel examen les paroles du maître qui étaient profondément gravées autant dans son cœur que dans sa mémoire, et le résultat de ce travail fut que ce qu'il avait pris à la lettre, dans un sens concret, devait s'entendre dans un sens spirituel ; que le royaume de Dieu n'était pas une monarchie messianique à Jérusalem, mais le triomphe d'un idéal divin dans l'âme des fidèles ; que ce n'était ni sur le mont Garizim, ni dans le sanctuaire de Sion que Dieu voulait être adoré, mais qu'il demandait un culte en esprit et en vérité ; que la religion nouvelle, en un mot, était une vie spirituelle et non point un vain formalisme. Dès ce moment il entra dans le monde mystique, et l'auteur de l'Apocalypse devint l'auteur du quatrième Évangile ¹.

Telle est l'objection et telle est la réponse. Elles pourraient bien l'une et l'autre n'être que de brillants jeux d'esprit. Elles me semblent,

¹ *Revue de Théologie*, t. X, 1855, p. 3 et suiv.

dans tous les cas, manquer de base solide, en ce qu'elles se font chacune également un apôtre Jean fort différent de ce qu'il fut en réalité. Il ne me paraît pas avoir été un judéo-chrétien aussi décidé qu'on le suppose d'un côté, ni une de ces âmes fougueuses ouvertes aux grandes crises, comme on le suppose de l'autre.

Laissons de côté l'Apocalypse dont il faut dire, comme Origène si je ne me trompe le disait de l'Épître aux Hébreux : « Dieu seul sait quel en est l'auteur, » et c'est à peine ensuite si l'on voit un judaïsant dans l'apôtre Jean. En un certain sens, il compte dans ce parti ; mais il ne le conduit ni ne le défend ; il le suit, rien de plus ; tous les autres apôtres immédiats de Jésus-Christ marchent dans ce sens. Autant qu'on en peut juger par les quelques traits que nous ont transmis de lui les livres saints et la tradition, il inclinait au mysticisme, et comme les esprits méditatifs, il n'était ni un homme d'action, comme Pierre, ni un homme de dévotion pratique, comme Jacques. Jeune, il s'attacha à Jean-Baptiste, ascète et, par conséquent aussi, en un certain sens, mystique. L'austère prédicateur, qui traitait les pharisiens de race de vipères¹, ne dut pas lui inspirer un bien vif attachement pour le formalisme de la synagogue, et le disciple ne pouvait pas se faire une bien haute idée des prérogatives du juif, quand il entendait son maître dire aux Israélites qui se croyaient assurés du salut par le seul fait qu'ils faisaient partie du peuple élu : « Ne dites point en vous-mêmes : nous avons Abraham pour père, car Dieu peut faire naître de ces pierres mêmes des enfants à Abraham². » Ses qualités affectueuses l'avaient rendu cher à Jésus qui, en mourant, lui confia sa mère. Plus tard, il nous apparaît comme l'apôtre du sentiment, de la religion intérieure, si l'on peut ainsi dire. Ajoutez qu'aucun parti ne se réclama jamais de son nom, qu'aucun aussi ne l'attaqua. Dans le livre des Actes, il occupe peu de place ; quand il y figure, c'est au second rang, comme compagnon de Pierre ; il n'y est jamais présenté comme portant la parole. Je n'entends certes pas amoindrir cet apôtre. En faisant remarquer que le livre des Actes le laisse dans l'ombre, je veux seulement établir qu'il ne prit pas part aux dissensions de l'Église primitive, qui fut bien plus agitée qu'on ne le croit communément, et que, s'il n'y joua pas un rôle actif, c'est que son esprit naturellement méditatif le portait d'un autre côté.

Si Jean ne fut jamais un ardent judéo-chrétien, il n'eut pas besoin,

¹ *Luc*, III, 7.

² *Luc*, III, 8.

pour cesser de l'être tout à fait, d'une transformation radicale. Qu'il y ait eu dans ses idées religieuses un certain développement, je n'y vois rien d'impossible. Les Évangiles ne nous disent-ils pas que les apôtres ne comprirent pas d'abord toute la portée de l'enseignement de leur maître? Mais qu'il ait été un autre Paul, c'est une supposition contre laquelle proteste tout ce que nous connaissons de plus certain sur cet apôtre. La tradition nous le représente comme le type de la religion intime. Ce n'est pas dans ces âmes que s'accomplissent les révolutions du genre de celles dont on nous parle ici.

Il aurait été d'ailleurs tel qu'on peut se figurer l'auteur de l'Apocalypse, que la supposition d'une transformation radicale resterait d'une complète invraisemblance. Quoi ! à plus de soixante-dix ans, un homme qui n'aurait eu jusqu'alors, en fait de religion, que des notions passablement concrètes, se serait élevé tout à coup, par un travail intérieur, dans les régions les plus éthérées d'un mysticisme idéal? Qu'on n'allègue pas l'exemple de Paul ; il n'y a pas de parité entre les deux termes de la comparaison. Quand il ouvrit les yeux à la foi chrétienne, Paul était à cet âge où les révolutions violentes sont faciles au cœur humain, où les forces vives de l'esprit et de l'imagination se prêtent aux entraînements vers ce qu'on tient pour la vérité. Qu'on ne dise pas que l'apôtre Jean fut jeune longtemps d'idées et de caractère. Qu'en sait-on ? Voudrait-on le conclure de la boutade d'intolérance contre Cérinthe que lui attribue la tradition ? ou de ces courses après le jeune homme, que son affection paternelle voulait arracher à une perte imminente ? A ces traits, dont rien ne garantit la parfaite exactitude, il serait facile d'en opposer d'autres qui nous montrent en lui une vieillesse calme et sereine, ne fût-ce que la réponse qu'il fit à celui qui lui reprochait une honnête distraction, aussi bien que le fait qui lui attira cette censure imméritée.

Qu'on me permette encore une observation sur ce sujet ; Paul n'oublia jamais les erreurs de sa jeunesse ; ce souvenir lui pesait ; le regret qu'il en éprouvait perçait dans plus d'un passage de ses lettres. Rien de semblable, ni dans les écrits qui nous sont parvenus sous le nom de l'apôtre Jean, ni dans ce que nous savons de ses dernières années. Nous voyons toujours dans l'Apôtre une conscience sereine sur laquelle ne paraît avoir passé aucun orage du genre de celui dont on parle dans cette hypothèse. Il n'est pas jusqu'à la touchante recommandation qu'il adressa, sur son lit de mort, à ses disciples, qui ne témoigne contre la supposition d'une conversion radicale à un certain moment de la vie. Un

homme qui aurait passé par une crise semblable aurait eu, en mourant, d'autres paroles à la bouche.

Ce n'est pas toutefois que cette hypothèse ne pût être une réponse plus ou moins satisfaisante à l'objection qu'on prétend tirer de l'Apocalypse, contre l'authenticité du quatrième Évangile. Mais d'un côté, cette objection ne repose elle-même que sur l'hypothèse que le livre des Révélations est de Jean, hypothèse qui est loin d'être prouvée, et, d'un autre côté, elle n'est elle-même qu'un détail au milieu de difficultés bien autrement considérables, détail d'ailleurs dont l'école de Tübingue a certainement exagéré l'importance. Les difficultés réelles que soulève la question de l'authenticité du quatrième Évangile se trouvent dans cet Évangile lui-même.

C'est d'abord cette conception idéale du Sauveur, à la manière des gnostiques, et l'emploi d'une terminologie qui semble empruntée à la gnose. Ce caractère particulier du quatrième Évangile est d'autant plus étrange qu'il forme le plus étonnant contraste avec les vues religieuses et le langage des apôtres avec lesquels Jean passa une partie considérable de sa vie ; je veux parler de Jacques et de Pierre. Où aurait-il pris cette tendance métaphysique, et ce langage abstrait et philosophique ? On conçoit très-bien qu'il eût pu s'élever à considérer le Sauveur à un point de vue idéal ; là n'est pas la difficulté. Mais en parler comme on l'aurait fait dans les écoles théosophiques d'Alexandrie ou de l'Asie Mineure, voilà ce qu'on ne peut attendre d'un Juif de la Palestine, peu lettré¹ et tout à fait étranger aux choses du monde philosophique. Voudrait-on qu'il se fût formé et à ce langage et à une forme de penser abstraite et métaphysique, pendant qu'il habita Éphèse ? Mais il était déjà avancé en âge quand il passa dans l'Asie Mineure ; ce n'était plus le moment de prendre de nouvelles habitudes intellectuelles, et d'ailleurs le fond et la forme du quatrième Évangile trahissent un homme habitué de longue date à la manière dont les théosophes de cette époque pensaient et parlaient des choses religieuses. On a prétendu, il est vrai, que, bien avant de se fixer dans l'Asie Mineure, l'apôtre Jean avait eu, ou du moins pouvait avoir eu des relations avec les Esséniens, dans le commerce desquels il aurait pris cette tournure particulière d'esprit qui donne au quatrième Évangile un certain air de parenté avec le gnosticisme. Mais, d'un côté, il n'est pas une seule donnée historique sur laquelle on puisse asseoir cette sup-

¹ *Actes*, iv, 13.

position, et, d'un autre côté, ce n'est pas avec la théosophie essénienne, mais avec la théosophie gnostique que la forme générale sous laquelle l'œuvre du Sauveur est présentée dans cet écrit, offre une certaine analogie. Je ne prétends certes pas dire ni que cette manière de comprendre et d'exposer le christianisme ne soit pas légitime, ni encore moins qu'elle fût absolument une nouveauté au moment où le quatrième Évangile fut écrit. Elle se retrouve en partie dans l'Épître aux Colossiens. Mais Paul était un juif-helléniste de naissance; il était versé dans les lettres grecques; il avait eu de nombreuses relations avec les Alexandrins; quelques-uns des hommes qui l'aidaient dans son œuvre paraissent avoir connu la philosophie et les écrits de Philon. Ce qui s'explique très-bien dans Paul ne peut se comprendre dans l'apôtre Jean ¹.

C'est ensuite la profonde différence qui se remarque entre les récits du quatrième Évangile et ceux des synoptiques, différence qui, en certains points de la vie de Jésus-Christ, va jusqu'à une opposition manifeste. J'ai déjà signalé ces divergences et ces contradictions dans mon premier article sur les Évangiles; je n'y reviendrai pas; mais je ne puis ne pas faire remarquer que la difficulté qui se présente ici n'est nullement résolue par l'hypothèse que le quatrième Évangile n'est pas une biographie de Jésus-Christ, comme les synoptiques, mais un véritable traité théologique, dans lequel l'auteur s'est proposé d'établir ce qu'il faut penser de la nature et de l'œuvre du Sauveur, et n'a rapporté des actes de la vie de Jésus que comme des preuves de fait en faveur de sa thèse. Quand on admettrait cette hypothèse, sur laquelle cependant il y aurait beaucoup à dire, qu'y gagnerait-on? Tout simplement ceci, qu'on ne saurait attendre du quatrième Évangile un récit suivi de la vie du Sauveur tel que les synoptiques le donnent ou du moins croient le donner, et qu'il n'y a pas de raison valable de demander une concordance historique entre cet Évangile et les trois autres. Mais il n'y a pas seulement dans celui-ci des récits différents qui ne peuvent pas rentrer dans le cadre de ceux-là; il y a aussi des récits absolument contradictoires. Jésus-Christ est-il allé une seule fois à Jérusalem, comme le rapportent les synoptiques, ou plusieurs

¹ Meyer assure que les fréquents rapports de l'apôtre Jean avec les juifs-hellénistes expliquent comment il put se familiariser avec les idées de la philosophie alexandrine et les approprier à sa conception de la nature du Christ. *Krit. exeg. Pwendbuch über das Evangel. des Johannes, Einleitung*, § 2. Mais il ne cite pas un seul fait qui prouve que l'apôtre ait eu en effet des relations fréquentes avec les juifs hellénistes, et en vérité, il lui aurait été difficile d'en citer.

fois, comme le raconte le quatrième Évangile? A-t-il annoncé lui-même que, le temple étant renversé, il le relèverait en trois jours, comme le lui fait dire celui-ci ¹, ou bien ces paroles ne sont-elles qu'une invention de deux faux témoins, comme l'assurent Matthieu et Marc ². Que le quatrième Évangile soit une biographie ou un traité théologique, peu importe, ces oppositions, dont il serait facile d'augmenter la liste, n'en restent pas moins des oppositions, et il faut nécessairement ou que l'auteur de cet Évangile ait été mal renseigné, ou que ce soient les auteurs des synoptiques. Et quand il y a tant d'autres motifs de suspecter l'authenticité de celui-là, on est porté à le sacrifier sous ce rapport à ceux-ci, et par conséquent à douter qu'il soit l'œuvre d'un témoin oculaire ³.

A ces difficultés viennent s'en joindre bien d'autres qui, pour ne porter que sur des détails, ont cependant, pour la plupart du moins, une grande force. J'en citerai quelques-unes.

On a fait remarquer bien souvent que le grec de cet Évangile est infiniment moins coloré d'hébraïsmes que celui des synoptiques. Comment l'apôtre Jean, qui, comme les autres apôtres immédiats de Jésus-Christ, était un homme illettré et qui paraît n'avoir habité que dans un âge avancé des pays où le grec était la langue usuelle, aurait-il écrit d'un style plus pur que Marc, par exemple, qui voyagea presque constamment, dès sa jeunesse, dans des lieux où cette langue était parlée, et qui en avait une certaine pratique, puisqu'il fut pendant longtemps l'interprète de Pierre? Je n'attache cependant qu'une très-mince importance à cette objection, car il aurait pu se faire que Jean eût dicté son Évangile à un de ses disciples d'origine grecque, et que celui-ci, en l'écrivant, eût pris soin d'en faire disparaître les tournures trop fortement hébraïques.

Ce qui paraît plus grave, c'est que ce livre ne se présente en aucune façon comme l'œuvre d'un vieillard. Il y circule une sève de vie qui annonce un écrivain dans la force de l'âge. « On y reconnaît, dit Lücke, un esprit mûr, mais non un esprit vieux ⁴, » et c'est aussi le sentiment de tous les critiques.

Un fait qui est plus étrange encore, c'est que cet évangéliste fait

¹ Jean, II, 19.

² Matth., xxvi, 60 et 61; Marc, xiv, 57 et 58.

³ Je ne voudrais pas affirmer cependant que, dans les cas où ils sont en désaccord manifeste, le récit du quatrième Évangile doit céder le pas à celui des synoptiques. C'est bien plutôt le contraire que je serais disposé à admettre pour la plupart de ces discordances.

⁴ LÜCKE, *Comment. über die Schrift. Joannis*, t. I, p. 125.

toujours parler Jésus-Christ comme n'ayant avec les Juifs aucun lien de nationalité et comme étant absolument étranger à leur pays et à leur famille. « Il est écrit dans *votre* loi, leur dit-il, en parlant des institutions mosaïques ¹ désignées dans les autres Évangiles sous le nom de la Loi. » « Il est écrit dans *leur* loi (dans la loi des Juifs), » dit-il encore ailleurs ². Si Jésus-Christ, seul dans le quatrième Évangile, répudiait toute parenté avec la famille d'Israël, on pourrait croire que ce langage lui est attribué par suite de l'idée que l'évangéliste se fait de sa nature hyperphysique et divine. Mais le rédacteur ne parle pas des Juifs en d'autres termes que ne ferait un étranger ³. L'apôtre Jean, quelle que fût son opinion sur la déchéance des Israélites, aurait-il fait une si complète abstraction de sa nationalité? Il est permis d'en douter.

D'autres traits viennent se joindre à cette particularité pour nous indiquer dans l'auteur de cet Évangile, non un chrétien sorti de la famille de Jacob, mais un chrétien d'origine païenne, ou du moins d'origine judéo-alexandrine. Cet auteur n'est nullement au courant ni de l'histoire, ni des croyances des Juifs, ni même de la géographie de la Palestine. Au chapitre XI, verset 49, il est dit que Caïphe était souverain sacrificateur cette année-là ⁴ (l'année où Jésus fut crucifié). Cette expression indique que, dans la pensée de l'auteur, Anne et Caïphe alternaient par année dans la charge de grand prêtre. C'est là cependant une erreur : Caïphe resta souverain pontife jusqu'au moment où Vitellius arriva dans la Syrie ⁵. Un juif aurait été mieux informé. Cette expression s'explique cependant, si l'on suppose que l'auteur du quatrième Évangile tenait ses informations d'un Israélite palestinien qui, parlant mal le grec, s'était servi ici d'un terme vague, ou d'un mot défectueux.

Les lieux sont mal déterminés ; quelquefois leur dénomination est mal transcrite. Sichar au lieu de Sichem ne se rencontre sous cette forme que dans cet Évangile ⁶. Cette transcription vicieuse s'explique peut-être par une cause analogue à la précédente, la prononciation peu distincte de la dernière syllabe de Sichem ayant laissé dans l'oreille de l'écrivain grec le son de Sichar.

¹ Jean, VIII, 17.

² *Ibid.*, XV, 25.

³ *Ibid.*, II, 13 ; V, 45 ; VI, 4 ; VII, 2, 22, 51 ; XI, 55. REUSS, *Hist. de la théolog. chrét.*, t. II, p. 408.

⁴ Θεὸς ἐνταυτοῦ ἐταίρου, BRETSCHNEIDER, *Probabilia*, p. 93-94.

⁵ JOSEPHE, *Antiq. jud.*, lib. XVIII, ch. II, § 2 et ch. IV, § 3.

⁶ Jean, IV, 5-7. BRETSCHNEIDER, *Probabilia*, p. 97.

Œnon, où Jean baptisait ¹, est un lieu absolument inconnu. Si l'on rapproche ce mot d'un terme de la langue parlée à cette époque dans la Palestine, et qui signifie *sources*, on sera conduit à croire que le Juif auprès duquel l'écrivain grec se renseignait, ayant, faute du mot grec correspondant qu'il ignorait ou qui ne se présentait pas en ce moment à sa mémoire, employé le mot hébreu, ce mot fut pris pour le nom d'une localité, de sorte que la phrase : « Jean baptisait à Œnon, près de Saleim, » devrait être rétablie en celle-ci : « Jean baptisait aux sources qui sont aux environs de Saleim ². »

Une phrase mise dans la bouche des pharisiens, en réponse à une sorte de défense que Nicodème avait hasardée dans la Synagogue en faveur de Jésus-Christ ³, renferme une erreur qu'un Israélite n'aurait certainement pas commise, ou peut-être seulement un malentendu dont l'écrivain grec doit être seul responsable. Dans tous les cas, un auteur, Juif d'origine, n'aurait pas écrit cette phrase : « Informez-vous, dirent les pharisiens à Nicodème, et vous verrez qu'aucun prophète n'a été suscité de la Galilée. » C'est là une inexactitude ; les prophètes Jonas et Nahum étaient des Galiléens, et dans les temps anciens bien d'autres étaient nés dans la Galilée. Mais il est tout à fait vraisemblable que la réponse des pharisiens à Nicodème ne ressemblait en rien à ce que nous lisons dans le quatrième Évangile. Ce qu'ils lui dirent, c'est que le prophète (le prophète par excellence, le Messie) ne devait pas, d'après les croyances juives, venir de la Galilée. Par une méprise, qui aurait été impossible, non pas seulement à l'apôtre Jean, mais encore à tout Juif palestinien, mais qui s'explique sous la plume d'un écrivain étranger aux traditions de la Synagogue, le Nabi dont parlaient les pharisiens devint un Nabi quelconque.

La même ignorance des idées juives éclate d'une manière bien autrement sensible dans l'étonnement dans lequel l'évangéliste fait tomber Nicodème, à l'ouï des paroles de Jésus-Christ, qu'il faut qu'un homme naisse de nouveau, s'il veut voir le royaume de Dieu ⁴. L'expression figurée employée ici par le Sauveur, pour parler du changement de principe de vie dans le chrétien, était usitée dans la théologie juive, dans un sens complètement analogue. On appelait un prosélyte une nouvelle créature ⁵.

¹ Jean, III, 23.

² BRETSCHNEIDER, *Probabilia*, p. 96.

³ Jean, VII, 52. — ⁴ Jean, III, 3-5.

⁵ LIGHTFOOT, *Horæ hebr.* sur Jean, III, 3; SCHÖTTGEN, sur le même passage et BURTON, *Lexicon chald. talmud. et rabbin.*, col. 350, donnent des exemples de l'emploi de cette locution dans la littérature juive.

IV

Mais qu'est-il besoin de recourir à toutes ces inductions contre l'authenticité du quatrième Évangile, quand nous avons dans le Nouveau Testament lui-même une indication précise du véritable auteur de cet écrit ? J'ai déjà fait remarquer que cet Évangile et la première des Épitres qui nous sont parvenues sous le nom de Jean, sont de la même main. C'est là un fait contre lequel on ne peut élever la moindre objection valable. Il y a aussi deux autres Épitres très-courtes qui portent également, dans la collection du Nouveau Testament, le nom de l'apôtre Jean. Ces deux Épitres sont incontestablement du même auteur que la première et par conséquent aussi que le quatrième Évangile. Il suffit, pour en rester convaincu, de comparer ces trois Épitres.

C'est dans toutes les trois, non pas seulement les mêmes vues religieuses, mais encore les mêmes préoccupations au sujet de doctrines erronées, dont il s'agit de délivrer l'Église. Jésus-Christ y est également placé à côté de Dieu comme son *alter ego* ¹. La salutation est donnée dans la seconde, non point comme dans les épîtres de Paul, « au nom de Dieu et de Jésus-Christ, Notre-Seigneur, » mais, « de la part de Dieu le Père, et de la part du Seigneur Jésus-Christ, le fils du Père ². » Cette formule est la conséquence des paroles de Jésus-Christ dans le quatrième Évangile : « Moi et le Père sommes un ³. » La religion nouvelle est désignée dans les deux Épitres, comme dans la première et dans l'Évangile par le mot de Vérité ⁴. Marcher dans la vérité, c'est faire profession de la doctrine de Jésus-Christ ⁵. La charité est associée à la vérité ⁶, de même que dans la première Épître ⁷, et encore, ainsi que dans celle-ci, elle est représentée comme un commandement ancien ⁸.

L'auteur de ces deux Épitres met également en garde les personnes auxquelles il écrit contre les deux mêmes erreurs qui sont combattues dans la première Épître. Il s'élève d'un côté contre « les séducteurs qui ne confessent point que Jésus venu en chair soit le Christ, et ces

¹ 2 Jean, 9. — ² 2 Ibid., 3. — ³ Ibid., I, 30.

⁴ 2 Jean, 2, 4; 3 Jean, 3, 4, 8, 12; comp. 1 Jean, I, 7; II, 8-10.

⁵ 2 Jean, 4; 3 Jean, 3, 4; comp. Jean, VIII, 44; 1 Jean, I, 6; II, 21.

⁶ 2 Jean, 3, 5, 6; 3 Jean, 6.

⁷ 1 Jean, III, 18, 19; IV, 15-17.

⁸ 2 Jean, 5; comp. 1 Jean, II, 7 et 8.

séducteurs sont appelés ici, comme dans la première Épître des anté-christs ¹, et d'un autre côté, il condamne ceux qui prétendent que, dès qu'on fait profession de la doctrine de Jésus, on est affranchi de toute obligation morale, en répétant à plusieurs reprises que celui qui vit dans le péché est enfant du diable, et qu'au contraire celui qui est né de Dieu ne vit pas dans le péché ², idée qui revient si souvent dans la première Épître avec des expressions identiques ³.

Ajoutez enfin que les mêmes locutions se présentent dans les quatre écrits que la tradition attribue également à l'apôtre Jean, entre autres celle-ci qui mérite d'autant plus d'être signalée, qu'elle n'est pas l'expression consacrée d'une idée chrétienne fondamentale : « afin que votre joie soit parfaite ⁴. » Il n'est pas jusqu'à cette étonnante attestation de véracité et de compétence que j'ai signalée dans le quatrième Évangile et dans la première Épître ⁵, qui ne se reproduise dans l'un de ces deux petits écrits ⁶.

Telle est la ressemblance de ces deux Épîtres avec la première, que l'on a cru pouvoir les regarder, principalement la seconde, comme de simples extraits de celle-ci ⁷. Cette hypothèse me paraît inadmissible, les faits particuliers qui sont mentionnés dans ces deux petites Épîtres, prouvant, ce me semble, qu'elles sont des écrits originaux. Mais il est évident qu'elles sont de la même main que l'Épître plus considérable qui les précède et qu'elles ont été écrites dans les mêmes circonstances.

Qu'on remarque maintenant que de ces quatre écrits d'un même auteur, il en est deux, l'Évangile et la première Épître, qui sont anonymes, tandis que les deux autres portent, non pas le nom, mais du moins l'indication de la qualité de celui qui les a composés. Il se désigne sous le titre « de presbytre » ὁ πρεσβύτερος, sans doute, le presbytre de la circonscription à laquelle appartiennent les personnes auxquelles ces deux lettres sont envoyées; on peut d'autant mieux le croire, qu'il annonce lui-même, dans l'une et dans l'autre de ces deux missives, qu'il espère aller bientôt les visiter ⁸, et qu'il parle comme un homme qui est chargé de les instruire ⁹ et qui a quelques droits à la

¹ 2 Jean, 7-11; comp. 1 Jean, II, 18, 22; IV, 2, 3.

² 3 Jean, 11. — ³ 1 Jean, III, 8.

⁴ 2 Jean, 12; 3 Jean, 3; 1 Jean, I, 4; Jean, III, 29; XV, 11; XVI, 24; XVII, 13.

⁵ Jean, XIX, 35; XXI, 24; 1 Jean, IV, 14.

⁶ 3 Jean, 12.

⁷ HILGENFELD, *Das Evang. Johan.*, p. 498.

⁸ 2 Jean, 12; 3 Jean, 14.

⁹ 2 Jean, 8, 12; 3 Jean, 13.

surveillance de leurs Églises¹. Que conclure de là, sinon que les deux autres écrits sont également de ce presbytre ?

Qu'on ne se laisse pas arrêter par cette circonstance que le quatrième Évangile et la première Épître ne portent pas d'indication d'auteur, comme les deux petites Épîtres. Cette différence s'explique d'elle-même. Les deux grands ouvrages sont des écrits de doctrine, ayant une valeur générale, s'adressant à tous les chrétiens ou du moins pouvant être utiles à tous ; les deux petites Épîtres sont consacrées à des affaires presque personnelles. Le nom de l'auteur n'ajoutait rien à l'autorité des deux premiers ; il était au contraire indispensable dans les deux autres. D'ailleurs, dans le quatrième Évangile et dans la première Épître, l'auteur ne parle pas en son propre nom ; il transmet une doctrine qui s'appuie sur une autorité reconnue, consacrée ; il n'est en quelque sorte, ou pour mieux dire il ne se prend lui-même que pour l'interprète de l'apôtre dont il dit qu'il sait que le témoignage est digne de foi².

On a voulu, il est vrai, voir dans ces mots *ὁ πρεσβύτερος*, non un titre ecclésiastique, mais un simple qualificatif que l'apôtre Jean se serait appliqué à lui-même. Saint Jean, dit Michaëlis, prend dans ces deux Épîtres le titre d'ancien (*πρεσβύτερος*), parce que, depuis la mort de saint Pierre, il était à la lettre l'ancien ou le père de l'Église, et même avant la mort de Pierre, il pouvait prendre ce titre avec autant de droit que saint Pierre³.

Cette explication est entièrement arbitraire ; elle manque de toute vraisemblance. Le mot *πρεσβύτερος* (ancien) a un sens déterminé dans l'Église primitive ; il désigne le surveillant ou le président des diverses communautés chrétiennes ; il n'y a pas d'exemple qu'il ait été pris par un apôtre, et jamais l'explication donnée par Michaëlis n'aurait été même imaginée, si l'on n'était pas parti de l'idée préconçue que ces deux Épîtres aussi bien que le quatrième Évangile et la première Épître étaient de l'apôtre Jean, comme l'assurait la tradition ecclésiastique. Pour quiconque prend les choses pour ce qu'elles sont, pour ce qu'elles se donnent elles-mêmes, l'auteur de ces deux Épîtres est un presbytre, c'est-à-dire le surveillant ou le président d'une Église, et du fait que ces quatre écrits sont de la même main, il se croira en droit de conclure que le quatrième Évangile, aussi bien que les trois Épîtres, sont, non de l'apôtre Jean, mais de ce presbytre.

¹ 3 Jean, 4, 10, 12.

² Jean, XXI, 24.

³ MICHAELIS, *Introd. au Nouv. Testam.*, t. IV, p. 491 et 492.

Qui était ce presbytre ? on l'ignore ; bien des circonstances paraissent cependant se réunir pour nous montrer en lui le président de l'Eglise d'Ephèse et probablement un disciple de Jean qui, après la mort de cet apôtre, lui avait succédé dans la direction de cette communauté chrétienne. Nous n'avons aucune raison de douter que le quatrième Évangile n'ait pas été écrit à Ephèse, comme l'assure la tradition. Nous savons d'autre part que les deux erreurs, combattues aussi bien dans la première Épître que dans les deux autres, furent d'abord particulières aux contrées occidentales de l'Asie Mineure. Si ces écrits doivent être regardés comme composés dans cette ville, on peut supposer, avec quelque vraisemblance, que le presbytre qui en est l'auteur présidait l'Eglise d'Ephèse ; et comme, d'un autre côté, il est incontestable que ces livres remontent à la fin du premier siècle, on est conduit à voir dans ce personnage le successeur même de l'apôtre Jean.

V

Si le quatrième Évangile n'est pas de l'apôtre Jean, comment s'est-il fait qu'on le lui ait attribué ?

Ce que je viens de dire de l'auteur de cet écrit peut faire prévoir la solution qu'il convient de donner à cette question. Cet Évangile se rattache, en un certain sens, à l'apôtre Jean ; il est sorti, non pas seulement de ce qu'on pourrait appeler son école, mais encore de son enseignement. La tradition en a fait remonter la composition jusqu'à lui, parce qu'il est dans la nature de la tradition de ne pas s'arrêter aux termes moyens, d'omettre les intermédiaires, et de n'avoir égard qu'à la cause première, quelques modifications qui aient pu se produire dans l'intervalle qui sépare cette cause première de la cause seconde et efficiente. Si cet Évangile est l'œuvre d'un disciple de Jean parlant au nom de son maître, la tradition ne se sera pas occupée du disciple, elle n'aura considéré que le maître et elle aura dit que le quatrième Évangile est de l'apôtre Jean.

Ces généralités ne peuvent cependant pas suffire. Entrons dans l'examen de cette hypothèse ; nous trouverons sur notre route une foule de présomptions dont quelques-unes me semblent s'élever à la hauteur de preuves historiques. Nous verrons, entre autres, que seule elle est capable

de rendre un compte satisfaisant de tous les faits de détail de ce difficile problème.

Et d'abord il me semble impossible de ne pas admettre que cet Évangile ait pris naissance dans le cercle des chrétiens que l'apôtre Jean présida à Éphèse dans les dernières années de sa vie. On en a une incontestable indication dans ce fait que les opinions théologiques que l'on trouve dans les écrits de ceux des Pères apostoliques qui formèrent leur éducation chrétienne dans ce milieu, et qui nous sont connus comme des disciples de Jean, rappellent, dans leurs traits essentiels, le fond et même le langage du quatrième Évangile, tandis qu'on ne voit rien de semblable dans les autres écrivains ecclésiastiques de la première moitié du second siècle, c'est-à-dire dans Barnabas, dans Clément de Rome et dans Hermas.

Dans les écrits d'Ignace et de Polycarpe, ainsi que dans l'Épître à Diognète, qui appartient bien certainement à la même famille ¹, Jésus-Christ est désigné, comme dans le quatrième Évangile, par les noms de Vérité ², de Vie ³, de Verbe ⁴. Il est représenté comme existant avant l'origine des choses, et comme ayant donné l'être à toutes les créatures ⁵. C'est par lui que Dieu s'est fait connaître à nous ⁶. Aucun homme n'a jamais vu Dieu, est-il dit dans l'Épître à Diognète; mais il s'est manifesté lui-même, il s'est manifesté par la foi à laquelle seule il est donné de le voir ⁷, c'est par lui que Dieu nous a appelés au salut. De même qu'un roi qui veut traiter avec ses peuples, envoie auprès d'eux son fils, l'héritier de son trône, ainsi Dieu, est-il dit encore dans la même Épître, a envoyé aux hommes son Verbe qui est Dieu lui-même, comme le gage le plus précieux de son amour, pour les rap-
peler à lui ⁸.

La doctrine de l'incarnation du Verbe, particulière au quatrième

¹ L'auteur de l'*Épître à Diognète*, ch. II, se donne lui-même pour un disciple des apôtres. Desquels? Non sans doute des judaïsants dont il contredit sans cesse les principes, ni même de Paul, dont il dépasse le système, mais, autant qu'on en peut juger par les traits de ressemblance que son écrit offre avec la théologie d'Ignace et de Polycarpe, du même apôtre dont ceux-ci étaient les disciples, c'est-à-dire de Jean.

² *Epistola ad Diognetum*, cap. 7.

³ IGNACE, *Epist. ad Magnesios*, cap. 1; *ad Ephes.*, cap. 3; *ad Smyrn.*, cap. 4; *Epist. ad Diognet.*, cap. 9.

⁴ *Epist. ad Diognet.*, cap. 7; IGNACE, *ad Magnes.*, cap. 8, ζς (Jésus-Christ) ἵσθιν αὐτὸν λόγος αἰδίας.

⁵ Αὐτὸν νὸν τεχνίτην καὶ δημιουργόν τῶν ὄλων, *Epist. ad Diognet.*, cap. 7.

⁶ Θεὸς δὲ φανερώσας αὐτὸν διὰ Ἰησοῦ Χριστοῦ τοῦ υἱοῦ αὐτοῦ, IGNACE, *ad Magnes.*, cap. 8.

⁷ *Epist.*, *ad Diognet.*, cap. 8.

⁸ *Epist. ad Diognet.*, cap. 7 et 9.

Évangile, se retrouve dans Ignace, dans Polycarpe, dans l'Épître à Diognète; elle est inconnue à Hermas, à Barnabas et à Clément de Rome. « Attendez, dit Ignace à Polycarpe, celui qui est au delà de tous les temps, qui, étant éternel et invisible, s'est rendu visible pour nous, et qui, n'étant ni palpable ni passible, est devenu capable de souffrir et s'est livré pour nous à toutes sortes de tourments et d'outrages ¹. » Ailleurs le même écrivain appelle Jésus-Christ Dieu fait homme ².

Ces mêmes Pères ne sont pas moins préoccupés que l'auteur de la première Épître de saint Jean, de l'erreur de ceux qui niaient que Jésus-Christ eût revêtu un corps réel : c'est un thème sur lequel Ignace et Polycarpe reviennent sans cesse ³. Ils ne traitent pas les partisans de cette fausse doctrine avec plus de ménagement que l'auteur de cette épître. Celui-ci les qualifiait d'antéchrist; Ignace les appelle des bêtes furieuses, et des chiens enragés ⁴.

Jésus-Christ est représenté par ces Pères, comme étant venu détruire l'empire du prince de ce monde et abolir l'antique règne de l'erreur et du péché ⁵. On retrouve par conséquent ici cette lutte entre le principe divin et le principe du mal qui tient une place si considérable dans la métaphysique religieuse des écrits qui portent le nom de l'apôtre Jean.

Enfin Ignace ne professe pas pour le judaïsme des sentiments différents de ceux de l'auteur du quatrième Évangile. « Il est absurde, dit-il, de confesser Jésus-Christ et de judaïser. Ce n'est pas, ajoute-t-il, le christianisme qui doit croire au judaïsme, mais le judaïsme au christianisme, afin que les hommes de tous les pays puissent par la foi être réunis en Dieu ⁶. Vivre selon la loi des Juifs, dit-il encore, c'est avouer que nous n'avons pas reçu la grâce ⁷. »

Si maintenant l'on considère que ces idées ne sont le fait ni d'Ignace ni de Polycarpe, hommes peu portés à la métaphysique et au mysticisme et plus préoccupés du besoin d'organiser l'Église que de formuler des dogmes, ni de l'auteur de l'Épître à Diognète, esprit infiniment plus ouvert et plus compréhensif que les deux précédents, mais plus

¹ IGNACE, *Epist. ad Polycarpum*, cap. 3.

² Θεός ἀνθρώπινος φανερούμενος, IGNACE, *ad Ephes.*, cap. 19; ἐν σαρκὶ γινόμενος θεός, IGNACE, *Ibid.*, cap. 7.

³ IGNACE, *ad Ephes.*, cap. 7; *ad Trallian.*, cap. 10 et 11; *ad Smyrn.*, cap. 2-6; POLYCARPE, *ad Philip.*, cap. 7.

⁴ IGNACE, *ad Ephes.*, cap. 7.

⁵ IGNACE, *ad Ephes.*, cap. 19; *ad Roman.*, cap. 7.

⁶ IGNACE, *ad Magnes.*, cap. 10.

⁷ IGNACE, *ibid.*, cap. 8; *ad Philadelph.*, cap. 6 et 9.

accessible au sentiment qu'à la science ; qu'elles ne sont mentionnées dans leurs écrits que comme des croyances reçues, déjà établies et presque du ressort de la tradition ; qu'elles sont, non les éléments épars d'une doctrine future et non encore arrêtée, mais bien plutôt les souvenirs d'un enseignement plus ou moins bien compris, on n'hésitera pas à en chercher l'origine à Éphèse, dans le groupe de fidèles qui se pressaient autour de Jean, et dont avaient fait partie Ignace, Polycarpe et vraisemblablement aussi l'auteur de l'Épître à Diognète, et l'on ne pourra s'empêcher de faire remonter jusqu'à l'Apôtre lui-même, non sans doute le système tout entier, mais du moins les principes premiers, à la fois le germe et le prétexte des développements et des additions qui s'y juxtaposèrent comme des compléments légitimes.

Quel est ce premier fond ? Il ne peut consister que dans la conception du Sauveur comme être hyperphysique et divin, conception qui est évidemment le point de départ de tout le système. Il n'est pas besoin de supposer dans Jean la révolution religieuse dont on parle, pour s'expliquer comment le Messie des judéo-chrétiens devint aussi pour lui le Verbe de Dieu. Le culte des souvenirs aurait suffi pour opérer cette transformation, quand bien même une foule d'autres causes ne seraient pas venues y contribuer. Jésus-Christ devait se présenter enfin sous une forme idéale au cœur d'un apôtre tel que Jean.

Une fois le Sauveur compris dans ce sens, comment sa mort pouvait-elle être envisagée sinon comme l'effet d'une conspiration des puissances du mal contre le saint et le juste ? son œuvre tout entière, sinon comme une lutte contre ces puissances du mal, lutte qui devait nécessairement se terminer par leur défaite ? et les rapports des croyants avec lui, sinon comme une union mystique ?

Je ne dis pas que cet ensemble de conceptions ne pût, entendu dans un certain sens, offrir quelque apparence gnostique ; mais il ne dérivait pas du gnosticisme ; il était le produit d'un travail spirituel qui s'était opéré dans l'Apôtre et dont il est possible de se rendre compte, quand on a égard et à sa nature, dans laquelle dominaient les sentiments affectueux et par conséquent aussi une tendance mystique, et les circonstances particulières dans lesquelles il se trouva placé, ayant survécu, et pendant longtemps, aux autres apôtres, et n'ayant plus autour de lui, pour s'entretenir d'un maître dont il gardait de si profonds souvenirs, que des hommes qui ne l'avaient pas connu personnellement.

Telles furent les conceptions, — peut-être serait-il plus exact de dire, tels furent les sentiments, — qu'il apporta dans l'Asie Mineure.

Là, il fut entouré de fidèles qui avaient ce qui vraisemblablement lui manquait, je veux dire l'habitude des notions métaphysiques. Ce fut entre leurs mains que les vues religieuses de l'Apôtre prirent ce caractère abstrait et spéculatif, sous lequel elles se présentent dans le quatrième Évangile.

Peut-être y avait-il parmi les chrétiens d'Éphèse un homme qui avait cherché d'abord la satisfaction des besoins de son âme dans quelque école gnostique, sans pouvoir l'y trouver. Le christianisme avait parlé plus vivement à son cœur ; mais il avait apporté dans sa foi nouvelle une invincible tendance à considérer les choses religieuses d'un point de vue métaphysique, en même temps que l'habitude d'un langage abstrait. Cet homme d'un esprit plus cultivé que le commun des fidèles, put donner à la conception chrétienne de Jean la forme en apparence gnostique, sous laquelle elle nous est parvenue. Quand tant de chrétiens se laissaient séduire par le gnosticisme ¹, il serait étrange que des gnostiques ne fussent jamais passés du côté du christianisme. Dans une époque de fermentation spirituelle telle que les deux premiers siècles de l'ère chrétienne, ces revirements d'opinions religieuses ne devaient pas être rares.

La supposition d'un gnostique converti au christianisme n'est pas même nécessaire pour se rendre compte des développements que les conceptions chrétiennes de l'Apôtre reçurent à Éphèse. Il suffit d'admettre que dans le cercle des fidèles qu'il présidait, il se trouvait des hommes qui, Juifs-hellénistes de naissance, avaient quelque connaissance de la philosophie alexandrine, ou encore quelques-uns de ces nombreux païens qui, à cette époque de décadence universelle, cherchaient un refuge dans les spéculations mystiques. Et ce n'est pas là une hypothèse dénuée de vraisemblance, car c'était parmi ces hommes, juifs ou païens, travaillés par des besoins religieux, que le christianisme trouvait des cœurs ouverts aux principes qu'il annonçait.

Un des membres de cette société chrétienne d'Éphèse composa, en prenant l'enseignement de l'apôtre Jean pour guide, un tableau de l'œuvre de Jésus-Christ. Ce travail, auquel peut-être plusieurs autres prirent part, n'était destiné dans le principe, selon toutes les vraisemblances, qu'à l'édification du groupe des fidèles qui se réunissaient autour de l'Apôtre. Jean donna-t-il sa sanction à cet ouvrage ? C'est possible. Rien en effet ne pouvait lui sembler opposé à ses vues et à ses sentiments. Si Jésus-Christ y était désigné sous des termes métaphy-

¹ 1 *Timothée*, iv, 1-3; 2 *Timothée*, ii, 17 et 18; iii, 1-9; iv, 3-4; 1 *Jean*, ii, 18 et 19.

siques dont il ne s'était pas servi lui-même, qu'il ne connaissait peut-être même pas, avant d'avoir vécu, à Éphèse, au milieu d'hommes habitués au langage de la théosophie de ce temps, ces termes devaient lui paraître propres à exprimer l'idée mystique qu'il se faisait de son divin Maître. Il n'y avait pas de raison pour qu'il vit dans ce livre autre chose qu'une exposition savante de sa foi au Sauveur, et, en réalité, il n'avait été composé que pour reproduire son enseignement. Si les choses se passèrent ainsi, il dut nécessairement en résulter que cet écrit fut généralement regardé comme l'Évangile de l'apôtre Jean.

Mais les choses auraient suivi un autre cours, l'Apôtre n'aurait considéré ce livre que comme une œuvre personnelle à son auteur, il n'en aurait eu même qu'une connaissance vague, et, pour pousser les choses au pire, cet écrit n'aurait été composé que dans l'extrême vieillesse de Jean, trop tard pour qu'il pût lui être communiqué, ou encore aussitôt après sa mort, dans l'intention de suppléer à sa voix qui venait de s'éteindre, que le même résultat se serait produit et qu'on aurait rattaché au nom de l'apôtre Jean un Évangile qui sortait du sein de la société chrétienne dont il avait été le chef et le docteur.

Si maintenant nous appliquons cette hypothèse aux difficultés que soulève le quatrième Évangile, nous verrons qu'elle a pour toutes une solution satisfaisante. Sans doute, il n'est aucune des autres suppositions qui n'en expliquent heureusement quelques-unes; mais en outre qu'elles en laissent toutes un certain nombre de côté, souvent plus qu'elles n'en expliquent, elles ont cet inconvénient d'en faire naître, par leurs explications mêmes, de nouvelles, beaucoup plus graves encore.

On vient de voir comment, dans cette hypothèse, le quatrième Évangile, sans être toutefois un écrit de Jean, comme on est forcé d'en convenir, se rattache au nom de cet apôtre. Il n'en faut pas davantage pour rendre raison de la tradition ecclésiastique qui, depuis la fin du second siècle, ne lui reconnaît pas d'autre auteur, et dont l'origine reste inexplicable, dans toute autre supposition. L'antiquité de ce livre est en même temps sauvée, et par là s'expliquent et les citations plus ou moins précises qu'on en trouve dans des écrits du second siècle, et les traces bien marquées de la théologie qui lui est propre, dans les Épîtres d'Ignace et de Polycarpe et dans celle à Diognète, toutes choses qui restent absolument inconcevables dans le système de Baur et de Schweglér. Le silence de Papias sur cet Évangile n'a plus rien qui nous étonne. L'évêque de Hiéropolis avait vécu avec la plupart des chrétiens au milieu desquels cet Évangile avait été composé;

il en connaissait sans le moindre doute l'auteur, et comme cet auteur n'était pas un apôtre, et qu'il avait mis en œuvre l'enseignement de Jean, non en simple compilateur, ainsi qu'avait fait Marc pour la prédication de Pierre, mais en écrivain jusqu'à un certain point indépendant, Papias ne pouvait compter cet écrit au nombre de ceux qui dériveraient directement des apôtres.

D'un autre côté, l'origine première de cet écrit reste apostolique, et il n'est pas nécessaire de recourir à une fraude pieuse, qui se justifierait ici d'autant moins, qu'un livre composé dans le dessein de soutenir une doctrine, aurait été infiniment plus explicite dans le sens de cette doctrine, que ne l'est notre quatrième Évangile. On a vu comment l'apôtre Jean, qui ne fut jamais un ardent judéo-chrétien, ainsi qu'on le suppose d'ordinaire sans raisons suffisantes, fut amené à la conception chrétienne qui forme le fond général de cet écrit, et, quant aux éléments gnostiques qui s'y trouvent, ils ont, dans l'hypothèse proposée, une explication à la fois facile et naturelle, sans qu'il faille, pour en rendre compte, placer la composition de ce livre au milieu du second siècle, époque où ils auraient certainement été plus accentués, où ils auraient pris une place bien autrement considérable, et où ils se seraient mêlés à d'autres éléments.

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que la pureté de la langue grecque relativement plus grande dans cet Évangile que dans les trois précédents, ainsi que les erreurs topographiques et géographiques qu'on y rencontre, également incompréhensibles dans l'hypothèse qui, avec la tradition ecclésiastique, attribue cet écrit à l'apôtre Jean, n'ont plus rien qui puisse nous étonner, dès qu'on y voit l'œuvre d'un chrétien, d'origine païenne ou sorti du milieu des Juifs-hellénistes dont le grec était la langue usuelle, et qui étaient en général peu au courant de ce qui se passait parmi leurs coreligionnaires de la Palestine.

Les expressions sous lesquelles Jean est désigné dans cet Évangile, fort singulières si l'Apôtre en est l'auteur, prennent, dans notre hypothèse, un tout autre caractère. Elles furent dictées par un sentiment de délicatesse facile à comprendre. Parlant du maître, de son vivant, pour ainsi dire en sa présence, le rédacteur de cet écrit éprouva quelque scrupule à le mettre en scène nominativement; ne pouvant cependant ne pas lui donner une place dans le récit de la vie du Sauveur, il parla de lui en des termes que la discrétion lui commandait, mais que comprenaient tous ceux auxquels son ouvrage était destiné.

Il n'est pas jusqu'à ces attestations de compétence et de véracité, si

invraisemblables, si choquantes même sous la plume de l'Apôtre, qui ne prennent un sens naturel, très-acceptable, aussitôt que l'on voit, dans le quatrième Évangile, l'œuvre d'un disciple de Jean. Il était dans l'ordre des choses que l'auteur s'en référât au témoignage du maître, qu'il indiquât d'une manière ou d'une autre que les renseignements qu'il donnait venaient d'un témoin compétent. Ces passages seraient encore plus faciles à comprendre, si, comme d'ailleurs on peut le supposer avec quelque vraisemblance, ils n'avaient été ajoutés à cet écrit qu'au moment où, après la mort de l'Apôtre, on en étendit la publicité au delà du cercle étroit dans lequel il est probable qu'il avait été renfermé jusqu'alors.

Les différences et les contradictions qui se trouvent entre le quatrième Évangile et les synoptiques, ont fait penser que l'auteur de celui-là avait suivi une autre tradition que les auteurs de ceux-ci. Dans notre hypothèse, il ne peut guère y avoir d'autre tradition pour l'auteur du quatrième Évangile que l'apôtre Jean. Mais rien ne nous assure qu'il n'y ait eu ni malentendu ni confusion dans l'esprit et dans les souvenirs du rédacteur de cet écrit. Dans tous les cas, Jean peut être ici mis hors de cause, et les erreurs de fait, si toutefois elles sont du côté du quatrième Évangile et non du côté des synoptiques, doivent être imputées non à l'Apôtre, mais à celui de ses disciples qui a composé cet Évangile.

MICHEL NICOLAS.

DE LA PHYSIOLOGIE APPLIQUÉE A LA CRITIQUE

ou

ESSAI DE CRITIQUE NATURELLE

DEUXIÈME ARTICLE ¹

LE SEXE

Nous avons avancé que *le sexe* lui-même se reconnaît parfois dans le style.

Marivaux disait : « Le style a un sexe, et l'on reconnaîtrait les femmes à une phrase. »

Une phrase ! ce n'est guère. Mettons une demi-page, et presque toujours cela suffira.

Mais je parle d'une femme qui soit femme, et non d'une femme qui soit homme ; car on ne peut reconnaître que ce qui existe, et la première condition pour deviner le sexe d'un auteur, c'est que l'auteur ait un sexe. Dieu vous préserve, dans la littérature comme dans la vie, des êtres dont le sexe est douteux, des hommes qui sont femmes, des femmes qui sont hommes, et des gens qui ne sont ni hommes ni femmes,

¹ Voir la *Revue germanique* du 1^{er} mai 1863.

genre neutre, sans physionomie ! Ayez soin de les éviter ! Il n'y a de bon et d'aimable, comme de viable et de fécond, en toute chose, que ce qui est bien caractérisé, bien titré, bien *sexé*, pour parler comme lady Macbeth.

On reconnaît, en général, les écrits des vraies femmes à quelque chose de plus fin, de plus gracieux, et aussi de plus négligé ; à je ne sais quoi de plus vif, de plus passionné, et aussi de moins bien rangé, que ce qu'on trouve dans les ouvrages des hommes.

L'une d'elles, M^{me} de Maintenon, dit quelque part, — c'est dans une de ses lettres à l'abbé Gobelin, son directeur, qui la dirigea d'abord et qu'elle dirigea ensuite : — « Vous savez que, dans tout ce que les femmes écrivent, il y a toujours mille fautes contre la grammaire, mais, avec votre permission, un agrément qui est rare dans les écrits des hommes. »

On reconnaît donc une femme à ce je ne sais quoi et à mille autres choses : elle a plus de trait, et moins de méthode ; plus de passion, et moins d'arguments ; plus de flamme et moins de charpente ; plus de légèreté, de brillant, de flexibilité, de tour, de finesse, de sous-entendu, de malice et parfois de dissimulation, dans la pensée comme dans le style.

La reine Marguerite, celle qu'on appelle la reine Margot, première femme d'Henri IV, écrit ses *Mémoires*, et ils sont charmants ; mais elle a soin de ne s'y peindre qu'en buste : elle avait ses raisons pour cela. Et, dès le début, que fait-elle ? A propos de sa naissance, elle se rajeunit tout d'abord de deux ou trois ans. N'est-ce pas le trait d'une femme ?

Mademoiselle de Montpensier, qui a aussi écrit ses *Mémoires*, y parle de la mort subite de Madame, Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans. Elle rapporte que, pour couper court aux soupçons d'empoisonnement, on procéda, comme on dit aujourd'hui, à l'autopsie, et elle ajoute : « On questionna fort les médecins sur son corps, qu'ils dirent être effroyable, que rien au monde n'était si contrefait et si vilain. J'avoue que ce sujet me déplut, et qu'il me sembla qu'on ne devait point dire comme les gens étaient faits. On savait qu'elle était bossue, c'était assez. »

Comme ce passage, et surtout ce dernier trait, sont bien d'une femme ! On peut dire que c'est la nature féminine elle-même qui jaillit de source. Au moment où Mademoiselle paraît blâmer les médecins d'avoir dit que Madame était mal faite, elle ne peut s'empêcher, d'abord de le répéter et de le consigner dans ses *Mémoires*, ensuite de laisser

échapper ce dernier trait plus fort que tout ce qu'elle blâme : « On savait qu'elle était bossue, c'était assez. »

Au reste, folle et étourdie comme était la grande Mademoiselle, il est possible qu'elle n'y mette aucune malice. Et ce n'en serait que plus caractéristique.

Quelle autre personne qu'une femme encore a pu jeter sur le papier le croquis suivant, si pétillant d'esprit et de satire ?

« M^{me} de Brissac avait aujourd'hui la colique. Elle était au lit, belle et coiffée... à coiffer tout le monde. Je voudrais que vous eussiez vu l'usage qu'elle faisait de ses douleurs, et de ses yeux !... Et des cris, et des bras, et des mains qui traînaient sur la couverture ! Et les situations ! Et la compassion qu'elle voulait qu'on eût !... Chamarrée de tendresse et d'admiration, je regardais cette pièce, et je la trouvais si belle, que mon attention a dû paraître un saisissement dont je crois qu'on me saura fort bon gré. »

Qui ne reconnaîtrait encore une femme, et la même, charmante et adorable, dans ces deux autres petites scènes, si bien enlevées ? La première c'est la noce de M^{lle} de Louvois : « J'ai été à cette noce de M^{lle} de Louvois. Que vous dirai-je ? Magnificence, illumination ; toute la France ; habits rebattus et rebrochés d'or, pierreries, brasier de feu et de fleurs, embarras de carrosses, cris dans la rue, flambeaux allumés, reculements et gens roués ; enfin le tourbillon, la dissipation, les demandes sans réponses, les compliments sans savoir ce que l'on dit, les civilités sans savoir à qui l'on parle, les pieds entortillés dans les queues... Du milieu de tout cela il sortit quelques questions de votre santé, à quoi ne m'étant pas assez pressée de répondre, ceux qui les faisaient sont demeurés dans l'ignorance, et dans l'indifférence de ce qui en est. »

Le passage que voici est encore plus féminin, si c'est possible : « Je vis hier une chose, chez Mademoiselle, qui me fit plaisir. M^{me} de Gesvres arrive, belle, charmante et de bonne grâce ; M^{me} d'Arpajon était au-dessus de moi ; je pense que la duchesse (de Gesvres) s'attendait que je lui dusse offrir ma place ; ma foi ! je lui devais une incivilité de l'autre jour, je la lui payai comptant, et ne branlai pas. Mademoiselle était au lit : M^{me} de Gesvres a donc été contrainte de se mettre au-dessous de l'estrade ; cela est fâcheux. On apporte à boire à Mademoiselle, il faut donner la serviette ; je vois M^{me} de Gesvres qui dégante sa main maigre ; je pousse M^{me} d'Arpajon : elle m'entend et se dégante, et, d'une très-bonne grâce, avance un pas, coupe la duchesse et prend et donne la serviette ! La duchesse de Gesvres en a eu toute la honte : elle

était montée sur l'estrade, et elle avait ôté ses gants, et tout cela pour voir donner la serviette de plus près par M^{me} d'Arpajon. Ma fille, je suis méchante; cela m'a réjouie, c'est bien employé ! A-t-on jamais vu ? Accourir pour ôter à M^{me} d'Arpajon, qui est dans la ruelle, un petit bonheur qui lui vient tout naturellement ! M^{me} de Puisieux s'en est épanoui la rate ; Mademoiselle n'osait lever les yeux ; et moi, j'avais une mine... qui ne valait rien. »

Cette vivacité sur un petit fait, cette passion excessive, cet acharnement, ces redoublements, ces reprises, pour développer avec un instinct oratoire, quoique dans un cadre si étroit, cet incident qui fait sa joie, tout cela révèle une femme ; en même temps que l'art de mettre en scène, et de conter, et de peindre, et de faire voir les choses, révèle particulièrement celle qui, entre toutes les femmes, posséda au plus haut degré ces dons inimitables, cette magie de style !

Enfin, ne la reconnaissez-vous pas encore dans ces quelques lignes ?

« Le père Gaillard prêchait le jour de la Toussaint (1688) ; M. de Louvois vint apprendre que Philisbourg était pris ; le roi fit signe, le père Gaillard se tut ; et, après avoir dit tout haut sa nouvelle, le roi se jeta à genoux pour remercier Dieu ; et puis le prédicateur reprit son discours, avec tant d'adresse que, mêlant sur la fin Philisbourg, monseigneur, le bonheur du roi et les grâces de Dieu sur sa personne et sur tous ses desseins, il fit de tout cela une si bonne sauce, que tout le monde pleurait. Le roi et la cour l'ont loué et admiré ; il a reçu mille compliments ; enfin, l'humilité d'un jésuite a dû être pleinement contente. »

Quoique les romans de M^{me} de La Fayette fussent signés du nom de Segrais, à leurs délicatesses charmantes on reconnut bien vite le véritable auteur.

Ceux de M^{lle} de Scudéry, bien qu'ils fussent publiés sous le nom de son frère, ne trompèrent non plus personne. Si Boileau feignit de prendre le change, ce fut pour pouvoir dauber plus à l'aise sur le « Bienheureux Scudéry !... » Mais, à la fin, il n'y tint plus, et dauba aussi sur la sœur. On le lui reprocha.

Une femme qui écrit, fût-ce avec génie, n'écrit pas comme un homme : cela est évident. M^{me} de Staël et George Sand en sont d'autres exemples. Dans toutes les œuvres de l'une, et dans la première manière de l'autre, on peut noter l'exubérance de la phrase. En revanche, dans les œuvres de toutes les deux, on admire une qualité

que les hommes, même les mieux doués, possèdent rarement à un aussi haut degré, la fine et subtile analyse des passions.

C'est aussi par cette qualité que l'auteur de *la Princesse de Clèves* est admirable, autant que par un style exquis, où la conversation quotidienne de La Rochefoucauld a laissé son empreinte.

Car, quelquefois, derrière une femme qui écrit, il y a un homme qui l'inspire : les rôles d'Égérie et de Numa sont renversés, et alors l'œuvre de la femme (ce n'est pas pour M^{me} de La Fayette que je parle, malgré la petite observation que je viens de faire) trahit une influence masculine; ce qui faisait dire à M^{me} Delphine de Girardin, parodiant le mot de Buffon : « Le style est *l'homme*. »

Souvent aussi on pourrait dire dans le même sens, en parlant des écrits des hommes : Le style est *la femme*. Aux livres de tel écrivain, qui d'ailleurs peut être un grand écrivain, je sens qu'il n'a jamais connu que des femmes médiocres et vulgaires. Aux bonnes pages de tel autre, je sens l'influence, le rayon, de quelque femme distinguée, dont la grâce aura illuminé, ne fût-ce qu'un jour, la triste vie du poète. Tout est retombé dans la nuit; mais il reste un reflet, une auréole, — et l'aube

Semble toute la nuit errer au bas du ciel.

Voulez-vous un autre signe caractéristique à quoi on reconnaît, dit-on, les romans écrits par les femmes? Il se trouve presque toujours que c'est la femme qui a le beau rôle, et l'homme le rôle inférieur.

En effet, les romans de M^{me} de La Fayette, de M^{me} de Staël et de George Sand fourniraient de nombreux exemples à l'appui de cette observation.

Comme les femmes, dans chaque contrée, ont un caractère différent, comme celui de l'Anglaise, par exemple, n'est pas celui de la Française, de même leur style diffère aussi et se reconnaît tout d'abord.

Une actrice anglaise, mistress Bellamy, raconte dans ses *Mémoires* le fait suivant : « Un spectateur, qui était sur le théâtre, usa d'un moyen très-peu convenable pour me montrer sa satisfaction. Un peu pris de vin probablement, car sans cela j' imagine qu'il ne se fût pas laissé aller à une pareille témérité, au moment où je passais devant

lui, il baisa le derrière de mon cou. Irritée de cette insulte, oubliant la présence du lord-lieutenant et celle d'un si grand nombre de spectateurs, je me retournai sur-le-champ vers l'insolent et lui donnai un soufflet. Quelque déplacée que fût cette manière de ressentir un outrage, elle reçut l'approbation de lord Chesterfield, qui, se levant dans sa loge, m'applaudit des deux mains. Toute la salle suivit son exemple. A la fin de l'acte, le major Macartney vint, de la part du vice-roi, inviter M. Saint-Léger (c'était le nom de l'indiscret) à faire des excuses au public; ce qu'il fit aussitôt. Cette aventure contribua, je crois, à une réforme que désirait depuis longtemps M. Sheridan : on fit un règlement d'après lequel personne désormais ne pouvait être admis dans les coulisses. »

Ce récit est bien d'une Anglaise; une Française ne l'écrirait jamais ainsi. Notez que cette Anglaise-ci est une des plus sincères et des plus naturelles qu'il y ait; mais la prudoterie se sent toujours. A cent lieues à la ronde tout autour d'Albion, on flaire la tartine morale, le *cant*.

Ailleurs, mistress Bellamy nous raconte comme quoi un charmant jeune homme mourut d'amour pour elle, et voulut être enseveli avec un bout de ruban — qui venait d'elle, — mais qu'elle ne lui avait pas donné, grand Dieu ! — Ce qu'il y a de plaisant, c'est qu'elle se donnait très-aisément, elle-même et non ses rubans.

« Le pauvre jeune homme, mourant, dit à M. Mossop que, n'ayant pas été assez heureux pour pouvoir se procurer une tresse de mes cheveux, il avait obtenu de mon coiffeur cet inestimable trésor (*le ruban*); et tel était, dit-il, son attachement pour celle à qui il avait appartenu, que, s'il pensait qu'on ne dût pas l'enterrer avec lui, cette idée répandrait de l'amertume sur ses derniers moments. M. Mossop exécuta l'ordre de son ami. Après m'avoir raconté ces tristes particularités, il ajouta : « Et ainsi, Mistress, vous voyez que vous avez tué votre homme. » L'insensibilité qu'il montrait dans une occasion si touchante, loin de me prévenir en faveur de son esprit, excita en moi une espèce de mépris : nos âmes n'étaient pas à l'unisson. Je ne pus refuser un juste tribut de larmes à l'intéressant jeune homme dont la mort était en quelque sorte mon ouvrage. »

Sentez-vous cette gloriole à travers cette sensiblerie ?

A chaque instant, s'il faut en croire mistress Bellamy, quelque gentilhomme épris d'elle (une fois ne se met-elle pas en tête que c'est le roi de France Louis XV, lui-même, en personne ?) a voulu la faire enlever. Une Lucrèce anglaise est bien amusante !

Cependant mistress Bellamy, comme je l'ai conté ailleurs ¹ d'après ses propres Confessions, se laissait enlever sans trop de résistance.

On pourra me trouver sévère, n'importe! il faut en dire mon sentiment : la bégueulerie d'une Anglaise choque bien plus un esprit naturel que la franche liberté gauloise de la Française la plus vive.

Mistress Inchbald a fait quinze pièces de théâtre et deux romans, dont l'un passe pour un chef-d'œuvre; ne rappelons que celui-là. Il a pour titre : *Simple Histoire*. C'est de la morale à tort et à travers, de la vertu et de la sensiblerie à tout bout de champ. L'héroïne, miss Milner, se trouve mal quatre ou cinq fois par jour, et jouit d'ailleurs d'une santé parfaite.

Dans mistress Harriet Beecher Stowe (elle aussi est de race anglo-saxonne et protestante), que de sermons évangéliques! Je n'ai jamais pu m'en tirer, quelque intéressant que fût en lui-même le personnage du pauvre *Tom*.

On reconnaît donc quelquefois d'assez loin une Anglaise, à son style comme à sa toilette.

Hâtons-nous d'ajouter, pour être juste, que, plus souvent encore, on la reconnaît à l'indépendance, à la fermeté des idées. Grâce à la solidité de leur éducation première, et ensuite à la liberté de leur jeunesse, les Anglaises ont l'esprit décidé et vigoureux.

J'en connais une, jeune et jolie, qui est excellent journaliste.

Une autre, extrêmement spirituelle, et habitant depuis longtemps Paris, où elle reçoit dans son salon hospitalier une société cosmopolite, a écrit un livre très-remarquable sur M^{me} Récamier, qu'elle a connue intimement, et sur la conversation en France. Eh bien! M. Prévost-Paradol, analysant ce livre dans les *Débats*, disait : « Jamais la vie de M^{me} Récamier n'a été mieux racontée que dans les cent premières pages du livre original et spirituel que nous avons sous les yeux. » Mais il ajoutait : « Ce livre est d'une Anglaise, et il ne serait pas écrit en anglais ² qu'on le devinerait sans peine à l'indépendance un peu brusque des jugements, au ton sérieux qui y est soutenu dans les passages les plus agréables, à l'esprit pratique et réformateur qu'on y surprend de temps en temps, non parfois sans sourire. C'est bien une Anglaise qui, en rapportant qu'un grand nombre de femmes meurent dans l'Inde par suite des mariages précoces, se hâte d'ajouter : « Et c'est là un sujet qui mériterait qu'on fit une enquête. »

¹ Dans la *Vie des Comédiens*.

² La 2^e édition, entièrement refondue et considérablement augmentée, est en français.

Une enquête! En effet, cela est bien anglais. L'enquête est tellement dans leurs mœurs, et certes il faut les en féliciter, qu'à chaque instant elle passe dans leur littérature. Les plus beaux drames de Shakspeare, ses dénouements les plus tragiques, ne seraient pas complets sans une enquête.

Vite ! qu'on fasse venir le *coroner*, même si la scène est en Danemark, comme dans *Hamlet* ! Il s'agit de savoir si Ophélia s'est suicidée, ou non, et si elle est digne ou indigne d'être inhumée en terre chrétienne. A la fin de *Roméo et Juliette*, une enquête ! A la fin d'*Othello*, une enquête ! Pour des Français, cela ralentirait le dénouement ; pour des Anglais, cela complète la vérité et satisfait la conscience publique.

Notons en passant d'autres traits analogues. Dans *Richard III*, les deux assassins que ce monstre, le duc de Glocester, charge d'aller tuer son frère George, duc de Clarence, ont soin de se munir d'un *warrant*, et font bien : — autrement sir Robert Brakenbury, lieutenant-geôlier de la Tour de Londres, ne les laisserait pas pénétrer jusqu'auprès de ce prisonnier qui dort et qu'ils veulent assassiner pendant son sommeil ; mais, sur l'exhibition du *warrant*, le lieutenant-geôlier, Anglais et formaliste, constate que tout est bien en règle, et cède la place aux deux assassins en sûreté de conscience.

LE DEUXIÈME ASSASSIN.

Moutrons-lui notre *warrant*, et plus un mot. (Il remet un papier à Brakenbury, qui le lit.)

BRAKENBURY.

Je reçois ici l'ordre de remettre le noble duc de Clarence entre vos mains. Je ne veux pas discuter l'intention de ceci, car je veux en être innocent. Voici le duc, couché et endormi, et voici les clefs. Je vais trouver le roi et lui notifier que je vous ai ainsi remis mes fonctions.

LE PREMIER ASSASSIN.

Vous le pouvez, monsieur ; c'est un acte sage. Portez-vous bien.

Brakenbury sort. Au moment où les assassins vont frapper Clarence, il se réveille ; un dialogue s'engage, et, après quelque hésitation, les assassins avouent pourquoi ils sont venus et se disposent à en finir. Clarence proteste, et sa protestation est encore bien anglaise : « Quel est mon crime ? Où est la preuve qui m'accuse ? Quel jury légal a transmis son verdict au juge ? Qui a prononcé l'amère sentence ? Avant que je sois convaincu dans les formes de la loi, me menacer de la mort est chose illégale. »

Dans *Coriolan*, Romains et Volsques, toujours bien Anglais, ouvrent des paris, pour un oui, pour un non.

MARCIUS, voyant arriver un Messager.

Voici des nouvelles. Je gage qu'ils en sont venus aux mains.

LARTIUS.

Je parie que non ! Mon cheval contre le vôtre !

MARCIUS.

J'accepte la gageure.

LARTIUS.

Je la tiendrai.

MARCIUS, au Messager.

Dis-moi, notre général a-t-il joint l'ennemi ?

LE MESSAGER.

Les deux armées sont en présence, mais elles ne se sont encore rien dit.

LARTIUS.

Ainsi votre superbe cheval est à moi.

MARCIUS.

Je vous l'achèterai.

LARTIUS.

Moi, je ne veux ni le vendre ni le donner ; mais je vous le prête, pour cinquante ans.

Ainsi devisent ces *gentlemen* de Rome. — Souvent ils se donnent du *cher monsieur*. Les Volsques de même : *Dear Sir !* Coriolan jure *Sang-Dieu !* comme s'il disait : *Sang du Christ !* Et les Volsques disent de lui : « C'est le Démon ! »

Parfois on reconnaît au style, non-seulement une femme de telle ou telle nation, mais une femme de tel ou tel siècle. Par exemple, vous ouvrez un volume, et vous tombez sur ce passage :

« Il venait souvent sans être invité, et restait longtemps sans qu'on fit effort pour le retenir : d'où nous jugeâmes, M^{lle} de Silly et moi, qu'une de nous deux lui avait plu. Mais il n'était pas aisé de discerner sur qui tombait son choix. Je pariai pour elle, elle pour moi, et cela devint une affaire entre nous de découvrir à qui appartenait cette con-

quête. Elle était véritablement des plus minces; mais, dans la solitude, les objets se boursofflent, comme ce que l'on met dans la machine du vide. » (C'est-à-dire, dans *la machine pneumatique*, comme nous dirions aujourd'hui.)

Vous voyez bien que ce passage est non-seulement d'une femme, mais d'une femme écrivant dans un siècle où la mode était, même pour les femmes, de tâter des sciences. Supposé que vous hésitiez un peu entre le xviii^e siècle et le xvii^e, supposition bien gratuite et que je fais pour être beau joueur, cet autre passage un peu plus loin ne fera-t-il pas cesser votre hésitation?

« M. de Rey me témoignait toujours beaucoup d'attachement. Je découvris pourtant, sur de légers indices, quelque diminution de ses sentiments. J'allais souvent voir M^{lles} d'Épinay, chez qui il était presque toujours. Comme elles demeuraient fort près de mon couvent, je m'en retournais ordinairement à pied, et il ne manquait pas de me donner la main pour me conduire jusque chez moi. Il y avait une grande place à passer, et, dans les commencements de notre connaissance, il prenait son chemin par les côtés de cette place. Je vis, alors, qu'il la traversait par le milieu; d'où je jugeai que son amour était au moins diminué de la différence de la diagonale aux deux côtés du carré. »

Cette fois, vous n'hésitez plus, et vous vous écririez : « Dix-huitième siècle ! siècle de la géométrie ! siècle de M^{me} Du Châtelet ! » Et ceci pourrait être d'elle, si ce n'était de M^{lle} De Launay, en ses agréables *Mémoires*, écrits avec une netteté charmante et une précision délicieuse, mais où elle laisse percer, comme on voit, le petit bout d'oreille scientifique. Ces façons de parler, qui n'arrivent que par exception et par plaisanterie, n'empêchent pas qu'en général son style soit simple et gracieux. Elle démêle les sentiments avec une lucidité fine, et les exprime avec une précision exquise ou par de justes images légèrement touchées. Ce n'est point du tout un *bas-bleu*, comme on pourrait être tenté de le croire, si on ne lisait que ces deux passages.

L'ÂGE

Outre le sexe, nous avons prétendu que l'*âge* de l'auteur, du moins la saison de sa vie, se marquait ordinairement dans son ouvrage.

Les quatre saisons ou les quatre âges de la vie humaine ont été décrits tour à tour par Aristote, par Horace, par Regnier, par Boileau et par Buffon. Tout le monde connaît ces peintures d'une éternelle

vérité : je prie seulement le lecteur d'en rappeler les principaux traits dans sa mémoire. Or, si ces différentes saisons ont des caractères si distincts, comment ces caractères ne perceraient-ils pas dans les ouvrages de l'esprit ?

Laissons de côté le premier des quatre âges, quoique même pour celui-là la démonstration ne fût pas impossible : car il y a des enfants qui écrivent ce qu'ils ont vu ou ce qui leur passe par la tête, et qui ont des idées très-caractérisées et des expressions très-originales, révélant déjà tout une personnalité en cette primeur inimitable. Mais ne parlons que des âges de la vie dans lesquels on fait volontairement œuvre d'art.

Prenons l'*Iliade* et l'*Odyssée*. N'est-il pas évident que l'une, pleine de batailles et de fureur, est l'œuvre de la jeunesse du poète, ou, si vous voulez, de son âge viril ? Et n'est-il pas visible que l'autre, qui n'est en quelque sorte qu'un grand conte de fées, brodé par un divin génie, est l'œuvre de son âge plus mûr et de sa puissante vieillesse ? *Sed cruda Deo viridisque senectus !*

J'ai parlé de Montesquieu. Eh bien ! un homme qui ne saurait pas les dates s'aviserait-il cependant de croire que Montesquieu a composé l'*Esprit des Lois* dans sa jeunesse, et les *Lettres persanes* dans sa vieillesse ? Ce qui saute aux yeux, c'est le contraire. Dans les *Lettres persanes* pétille l'audace, la témérité, la licence, qualités et défauts de la jeunesse ; au lieu que dans l'*Esprit des Lois*, on admire la maturité de ce grand esprit en sa plénitude.

Lisez les *Satires* de Boileau et ses *Épîtres*, vous ne vous tromperez pas davantage. Dans les unes, on voit le jeune homme, — ardent, batailleur, intrépide, — qui entre résolument en guerre contre tous les mauvais poètes et qui se fait mille ennemis. Il ose même attaquer Chapelain, Chapelain qui est en possession de la renommée, et qui tient la feuille des bénéfices ! Il se met tout le monde à dos, et fait dire à M. de Montausier « qu'on devrait envoyer aux galères les satiriques, après les avoir couronnés de lauriers ; » ou bien, selon une autre version : « qu'il faudrait les envoyer rimer dans la rivière. » Dans la septième satire encore, délibérant avec lui-même au sujet des inconvénients qu'entraîne ce genre de poésie agressif et militant, il conclut à persévérer. Dans la neuvième, la plus brillante de toutes, il feint, par un tour agréable, de réprimander son esprit comme trop enclin à la satire, et se montre plus satirique que jamais : il redouble ses coups sur Chapelain, le personnage, l'oracle, le « roi des auteurs, » — « le mieux renté de tous les beaux esprits ! »

Mais, peu à peu, les années viennent. Le jeune homme met de l'eau dans son vin. On commence à réfléchir. Toujours batailler, toujours guerroyer, à la longue cela fatigue. On voit autour de soi les autres écrivains pourvus de pensions et de bénéfices : ne serait-il pas plus agréable de récolter des revenus que des querelles et des injures ? On regarde du côté des grands et des princes,

Querit opes et amicitias, inservit honori;

on cherche les honneurs et les honoraires, au lieu de ne songer qu'à l'honneur, comme on avait fait jusque-là. On était Alceste, on devient Philinte. On disait :

Je suis rustique et fier, et j'ai l'âme grossière !

on oublie ce beau vers, on devient courtisan. — Bref, on n'écrit plus que deux ou trois *Satires*, — les deux dernières très-faibles, en guise de pénitence ; — et on compose les *Épîtres*.

On y met l'éloge du roi. On le met aussi dans l'*Art poétique*, et, en rapprochant Louis d'Alexandre, on oublie que dans les *Satires* on avait qualifié durement celui-ci :

Quoi donc ? A votre avis, est-ce un fou qu'Alexandre ?
Qui ? cet écervelé qui mit l'Asie en cendre !

On amène encore l'éloge du roi dans le *Lutrin*, et on le place flatteusement dans la bouche d'un personnage fictif, inventé tout exprès, la Mollesse, qui se plaint de l'activité de Louis et regrette le temps des rois fainéants. On cherche et l'on trouve une occasion de lire ce morceau à M^{me} de Thianges, sœur de la favorite, M^{me} de Montespan. M^{me} de Thianges en demande copie, pour le faire entendre au roi. Le roi, content de la louange, se fait présenter le poète, qui lui lit les quatre premiers chants du *Lutrin* et la première *Épître*.

C'est là que le poète, après avoir fait mine encore de blâmer doucement l'amour des conquêtes, vante les bienfaits de la paix, et finit par offrir sa plume et demander une pension... Ah ! je reconnais l'âge mûr !

A la vérité, dès l'âge de vingt-quatre ans et dans sa première *Satire*, il avait déjà glissé quelques vers sur les gratifications du roi aux poètes ; mais dans la première *Épître* c'est bien autre chose ! Écoutez et jugez :

C'est par toi qu'on va voir les Muses enrichies,
De leur longue disette à jamais affranchies.

Grand Roi, poursuis toujours, assure leur repos.
 Sans elles un héros n'est pas longtemps héros :
 Bientôt, quoi qu'il ait fait, la Mort d'une ombre noire
 Enveloppe avec lui son nom et son histoire.
 En vain, pour s'exempter de l'oubli du cercueil,
 Achille mit vingt fois tout Ilion en deuil ;
 En vain, malgré les vents, aux bords de l'Hespérie,
 Enée enfin porta ses dieux et sa patrie ;
 Sans le secours des vers leurs noms tant publiés
 Seraient depuis mille ans avec eux oubliés.
 Non, à quelques hauts faits que ton destin t'appelle,
 Sans le secours soigneux d'une muse fidèle,
 Pour t'immortaliser tu fais de vains efforts.
 Apollon te la doit : ouvre-lui tes trésors.
 En poètes fameux rends nos climats fertiles.
 Un Auguste aisément peut faire des Virgiles.
 Que d'illustres témoins de ta vaste bonté
 Vont pour toi déposer à la postérité !

Pour moi, qui sur ton nom déjà brûlant d'écrire,
 Sens au bout de ma plume expirer la satire,
 Je n'ose de mes vers vanter ici le prix.
 Toutefois, si quelqu'un de mes faibles écrits
 Des ans injurieux peut éviter l'outrage,
 Peut-être pour ta gloire aura-t-il son usage.
 Et, comme tes exploits étonnant les lecteurs
 Seront à peine crus sur la foi des auteurs,
 Si quelque esprit malin veut les traiter de fables,
 On dira quelque jour, pour les rendre croyables :
 Boileau qui, dans ses vers pleins de sincérité,
 Jadis à tout son siècle a dit la vérité,
 Qui mit à tout blâmer son étude et sa gloire,
 A pourtant de ce roi parlé comme l'histoire !

Afin qu'il en parle encore mieux *comme l'histoire*, ou l'histoire comme lui, le roi le charge de faire l'histoire elle-même, et le nomme son historiographe. Il *ouvre ses trésors* à cette muse solliciteuse, c'est-à-dire qu'il la fait inscrire sur la feuille des bénéfices.

Dès lors le satirique est voué à l'éloge, et devient lui-même sujet à satire. Et Prior, le poète anglais, a lieu de se moquer de lui et de l'apostropher plaisamment :

Satirique flatteur ! toi qui pris tant de peine
 Pour chanter que Louis n'a point passé le Rhin !

Il est curieux, alors, d'observer notre poète moraliste, muni de ses

bonnes grosses maximes philosophiques traduites de l'antiquité, essayant de les accommoder avec ses progrès à la cour et avec ses obligations de poète courtisan et d'historiographe. Par exemple, dans la cinquième *Épître*, il développe cette idée, fort juste, que le vrai bonheur est en nous-mêmes, et que ceux qui le cherchent au dehors ne le trouvent point; mais la situation de l'auteur forme une disparate assez amusante; car, au fond, voici ce qu'il dit : Maintenant que je suis renté et pensionné, cherchons mon bonheur en moi-même :

Qui vit content de rien possède toute chose.

De rien !... Et d'une bonne pension, et d'une place d'historiographe, et d'une place d'Académicien... Allons, allons ! il n'est pas difficile de vivre ainsi content de rien, après qu'on a obtenu tout !

La quatrième et la huitième *Épître* sont, en quelque sorte, les remerciements du poète au roi. Il y soutient du mieux qu'il peut le personnage d'un satirique ennuyé de se voir obligé à louer, et par là trouve le moyen de s'en tirer passablement.

Toujours est-il que le moraliste des *Épîtres* et des *Satires* est gêné par sa position officielle, et ne réussit pas à se mettre d'aplomb, n'étant pas désormais d'accord avec lui-même. Ses maximes critiquent sa conduite. De là plusieurs contradictions, qu'il serait trop long de relever. Il devient un vivant exemple de ce que lui-même a si bien dit, d'après Horace, dans la description des quatre âges :

L'âge viril, plus mûr, inspire un air plus sage;
Se pousse auprès des grands, s'intrigue, se ménage;
Contre les coups du sort songe à se maintenir,
Et loin dans le présent regarde l'avenir.

On raconte que Louis XIV invitait Boileau à lui lire ses vers, à mesure qu'il les composait. Lorsque le poète vint à ce passage, le roi le lui fit répéter. Était-ce une malice du grand roi ?

Cela dit, n'exagérons rien, et n'allons pas flatter la morale elle-même, au préjudice de Boileau. Comme circonstance atténuante, rapelons et ne perdons pas de vue qu'en ces temps d'idolâtrie monarchique, la flatterie et la courtoisaneerie étaient dans l'air, et que tout le monde les respirait sans s'en douter. C'était une épidémie. Ce qui est aujourd'hui le vice et la honte de quelques personnes, était alors la maladie et le ridicule de toute une époque, un reste de l'antique

superstition. Comparé à la plupart de ses contemporains, Boileau était encore un des plus fiers, un des plus dignes. Plusieurs fois il osa être de son opinion contre le roi et contre le grand Condé, si terrible dans la dispute, et qui, comme sur les champs de bataille de Rocroy et de Lens, « étonnait de ses regards étincelants ceux qui échappaient à ses coups. » Boileau, devant le Père De la Chaise, fit l'éloge d'Arnauld disgracié. C'était donc, à tout prendre, un honnête homme ; mais enfin, il n'échappe point à l'atmosphère environnante. L'air qui s'exhale de la cour d'un despote ternit les vertus mêmes qui s'en approchent, comme les exhalaisons méphitiques oxydent les métaux les plus purs.

En tout cas, la différence des *Satires* aux *Épîtres* est incontestable et montre bien, à mon avis, la diversité des inspirations de la jeunesse ardente et téméraire — et de la maturité prudente et politique.

Trop souvent, en effet, il arrive qu'entre la trentaine et la quarantaine la jeunesse abdique, sous prétexte de se ranger. Peu à peu la préoccupation des besoins de la vie éteint l'enthousiasme, la cupidité ou l'ambition remplacent les illusions saintes et la foi désintéressée. A l'adoration de l'idée succède le culte du fait. On commence à croire au droit du plus fort et à parler du *doigt de Dieu*. Le cœur se refroidit ; l'âme baisse. Comment cela ne paraîtrait-il pas dans les écrits ?

A la vérité, l'âge mûr n'est pas toujours celui où l'homme prête l'oreille à l'intérêt. Si l'ambition s'accroît alors des forces que ne prodigue plus l'amour, l'ambition peut avoir un noble objet. L'âge mûr ne préfère pas toujours les honneurs à l'honneur, les dignités à la dignité. Il y a quelques exceptions. En général pourtant, il faut le reconnaître, ces grands observateurs de la nature humaine, Aristote, Horace, Regnier, Boileau, Buffon, n'ont que trop raison !

Eh bien ! lorsque le caractère change avec l'âge, est-il étonnant que les écrits des hommes se modifient avec leur humeur ? On trouve donc ordinairement dans les œuvres de l'âge mûr plus de calcul, plus d'art, plus de connaissance de la vie ; moins de passion, moins d'enthousiasme, moins d'ardeur, moins de foi. Les facultés et les puissances qui dominent à tel âge ne sont pas celles qui dominent à tel autre : les unes s'affaiblissent, d'autres s'élèvent.

Heureux les nobles cœurs et les rares esprits qui gagnent la maturité sans perdre le désintéressement ! qui, en acquérant la prudence de l'âge viril, conservent la générosité de la jeunesse ! qui ont la passion avec la réflexion, la conscience avec la science ! qui, sans trop estimer l'humanité, l'aiment quand même, et se dévouent à son bonheur, tout en comptant sur son ingratitude ! Ceux-là sont les élus, marqués du sceau

divin ! *Pauci quos æquus amavit Jupiter!*... Ceux-là sont dignes de toute sympathie ! de toute persécution, de toute calomnie ! La calomnie n'est-elle pas, souvent, la dernière récompense du devoir accompli, la suprême couronne de la conscience triomphante au sein de l'obscurité et de l'abnégation ?

On pourrait presque dire que chaque âge de la vie a tel ou tel genre littéraire qui lui convient ou qui l'exprime. La vieillesse est l'âge des Mémoires. La jeunesse est l'âge de la poésie. C'est Voltaire, je crois, qui a dit : « Un vieux poète, un vieil amant, un vieux chanteur, et un vieux cheval, ne valent rien. » L'âge viril est celui qui convient au journalisme et à la lutte. L'adolescence est l'âge des tragédies classiques. « Quel âge a-t-il, ton fils ? » dit un père à un autre. — « Il est en train de faire une tragédie. » Réponse qui peut se traduire ainsi : De seize à dix-huit ans. Il jette sa rhétorique.

Au reste, ici encore, rien d'absolu. Je connais tels rhétoriciens adultes, — j'en sais de classiques et de romantiques, — qui prendront éternellement les métaphores pour des idées, et qui avec cela s'imaginent que la rhétorique leur est en horreur. Attacher aux images plus de prix qu'aux pensées, c'est faire comme les enfants, qui dans un livre ne cherchent que les enluminures. Il y a quelque chose de puéril dans un esprit qui, passé vingt-cinq ans, sacrifie encore à la phrase. Mais certains esprits ne mûrissent jamais, notamment ceux qu'on a mis en serre chaude, et qui, ayant fleuri trop vite, ne portent point de fruits.

Tel écrivain était vieux dès l'enfance, tel autre est jeune jusque dans la vieillesse : aussitôt vous nommez Voltaire.

Et puis il y a toutes sortes de jeunesses : il en est quelques-unes dont les orages se continuent jusque dans l'âge mûr. Vous savez le mot qu'on attribue à Alexandre Dumas fils : « Mon père est un grand enfant que j'ai eu quand j'étais tout petit. »

Mais les exceptions confirment la règle. Ne dit-on pas pour chaque artiste : première, seconde, troisième manière ? — Naturellement, ces désignations se rapportent aux diverses saisons de sa vie.

Il faut aussi considérer l'âge et le temps dans les peuples comme dans les personnes. Chaque peuple, comme chaque individu, vaut plus ou moins, selon son âge, ou bien a des mérites différents. La Grèce moderne n'est pas l'Hellade antique. La Rome impériale n'est pas la Rome républicaine ; et celle des papes n'est pas celle des Césars, et celle de l'Italie moderne ressuscitée sera encore une autre Rome. Corneille, dans *Cinna*, a dit :

Il est vrai que du ciel la prudence infinie
 Départ à chaque peuple un différent génie;
 Mais il n'est pas moins vrai que cet ordre des cieux
 Change selon les temps comme selon les lieux.

Oui, ce que nous avons observé de chaque saison de la vie humaine peut se remarquer aussi, ou à peu près, de chaque saison de la vie d'un peuple. La poésie étant la langue de la jeunesse, tous les peuples parlent d'abord en vers ; partout les chants et les poèmes précèdent la prose, qui ne peut naître qu'avec l'esprit d'analyse, de réflexion et de critique. On ne commence à bien écrire l'histoire qu'après les révolutions ; on ne mesure bien les monarchies et les religions que quand elles sont à terre.

Ainsi chaque chose a son temps, et ce temps donne le cachet à chaque chose, et réciproquement. L'éloquence est le cachet de notre ^{xvii}^e siècle ; la philosophie est celui du ^{xviii}^e ; la critique et l'histoire, celui du ^{xix}^e.

Ensuite il y a les rhabilleurs qui commencent les décadences. Ovide, par exemple, malgré son talent, fut un Chateaubriand versificateur, qui écrivit, sous le nom de *Métamorphoses*, un ouvrage analogue au *Génie du Christianisme*. Il vit dans une religion défaillante une matière à poésie : témoignage irrespectueux, au fond, et compromettant.

C'est sur le terreau des mœurs corrompues et sous le fumier social qu'on fait pousser l'idylle, fleur d'arrière-saison, arrosée par l'art poétique. Églogues, sylves, bergeries, pastorales, bucoliques, berrichonades, — quelque nom qu'on leur donne, et même quand il s'y trouve de belles œuvres, comme dans Théocrite, dans Virgile et dans George Sand, — sont le régal des gens blasés, les plats sucrés et les fruits du dessert. Il arrive parfois que le poète ou l'artiste met un sentiment vrai dans un genre faux, choisi pour réveiller un public fatigué.

Outre le siècle, le climat, le pays, la race, le sexe même et l'âge de l'écrivain ou de l'artiste, l'œuvre nous révèle encore et surtout sa *complexion*, son *tempérament*. Elle en est l'expression directe. — C'est ici le cœur même de notre sujet : la Physiologie appliquée à la Critique. Je demande donc la permission d'entrer préalablement dans quelques explications physiologiques très-brèves et très-claires.

ÉMILE DESCHANEL.

(La suite au prochain numéro.)

VIE ET TRAVAUX DE M. DE MIRBEL

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE ET DES DOCUMENTS INÉDITS

PREMIER ARTICLE

La vie des savants illustres dont les tableaux persévérants ont jeté tant d'éclat sur la première partie du XIX^e siècle, nous offre plus d'un exemple à suivre, plus d'une leçon à méditer. Entraînés aujourd'hui avec une rapidité chaque jour croissante dans la voie des réalisations, nous oublions trop peut-être que les incessants progrès de l'industrie ne sont que la conséquence du merveilleux progrès des sciences, et nous oublions en même temps ceux qui consacrèrent à ce progrès leur vie tout entière, et qui eurent la gloire de préparer, au milieu des luttes d'une époque violemment troublée, la féconde activité d'une époque nouvelle, dont les générations futures admireront la grandeur et les prodigieux travaux.

M. de Mirbel mérite une place parmi les hommes éminents qui contribuèrent avec le plus d'ardeur à ce puissant mouvement scientifique et qui furent en même temps, par leurs fermes convictions et par leurs actes, les précurseurs de l'ère de paix et de liberté dont l'avènement suivra les dernières luttes que nous devons encore soutenir, pour fonder sur l'équité l'alliance des nations européennes.

Nous sommes heureux de pouvoir retracer ici une vie si utile, si bien remplie par l'étude et par le généreux désir de faire servir les découvertes de la science à l'accroissement du bien-être général.

Dans cette courte notice biographique nous ne nous arrêterons que sur les incidents qui peuvent mettre en relief l'élévation morale et l'énergie du caractère. Aussi souvent que l'intérêt du récit nous paraîtra le demander, nous choisirons des fragments de la correspondance qui nous a été confiée, et qui fait surtout connaître la jeunesse de M. de Mirbel, ses premières études de géologie et de botanique sous la ferme direction de Ramond. Nous profiterons aussi des documents que nous avons entre les mains pour faire apprécier les services rendus à l'agriculture, à l'industrie, aux sciences et aux arts par M. de Mirbel, durant le cours de sa carrière administrative, et pour rappeler les importants travaux, les belles découvertes qui ont jeté une si vive lumière sur les principes fondamentaux de la botanique.

Charles-François Brisseau de Mirbel naquit à Paris, le 27 mai 1776. Son père, juriste distingué, était attaché, comme un grand nombre de ses confrères, aux idées de Port-Royal. Il joignait à une grande rigidité de principes, à une parfaite loyauté, beaucoup de noblesse et de simplicité dans le caractère. Sérieusement instruit, il aimait aussi les arts, et il dut inspirer à son plus jeune fils, pour lequel il avait une prédilection, l'amour du travail et ce sentiment du beau qui le porta de préférence vers l'étude des sciences naturelles. Sa mère, pleine de bonté, d'un esprit très-fin et très-ordonné, lui transmit de son côté le tact délicat, le goût de l'ordre qui devaient plus tard présider à ses patientes recherches et les faciliter.

Ces favorables influences le préparèrent aux épreuves qu'il eut à traverser pendant la première période de la Révolution, et lui donnèrent ce caractère à la fois doux et ferme, plein d'ardeur et de constance, qui devait le conduire à être placé, bien jeune encore, dans l'élite des savants de son époque.

Il fit ses études au pensionnat de Picpus, sous la direction de l'abbé Chanteleau, digne ecclésiastique, fort instruit, qui l'aimait particulièrement et lui prédisait un bel avenir. Pour être bon écolier il manquait cependant de mémoire. Il était aussi éminemment raisonneur, et il arrivait à des déductions de morale et de conduite, à l'âge où d'ordinaire les enfants ne savent encore que des mots. De cette disposition résulta chez M. de Mirbel une individualité très-forte qu'il conserva toute sa vie. Rarement on trouva chez lui une idée de routine ou un préjugé ; toutes ses opinions étaient fondées sur le raisonnement. Par suite de cette habitude d'analyse, de cette justesse d'esprit, il traversa avec calme une époque d'extrême agitation, et, se préservant de tout excès au milieu du conflit désastreux des passions politiques, il resta

fidèle aux justes principes de la Révolution, et ne cessa pas de chercher leur réalisation dans un ordre social supérieur à celui qui venait d'être détruit.

C'est à Picpus qu'il connut M. Laroserie, auquel il resta lié toute sa vie par la plus sincère et la plus vive amitié.

Les rapides progrès de la Révolution le contraignirent à interrompre ses études. Ses parents, réduits par les événements à une existence fort restreinte, durent quitter Paris. Ils s'établirent à Versailles dans une petite maison où M. Brisseau habitait une chambrette donnant sur le jardin qu'il cultivait lui-même, et contenant une bonne bibliothèque sauvée du naufrage. Mais cette retraite tranquille où s'était abrité l'ancien jurisconsulte, ne pouvait suffire à un jeune homme qui, imbu dès l'enfance des idées jansénistes, avait depuis adopté les principes de la philosophie plus libre et plus hardie du XVIII^e siècle.

Son père s'occupait de lui trouver une position qui pût l'éloigner de Paris en lui assurant des moyens d'existence, et lui être une sauvegarde au milieu des périls que chaque jour multipliait, lorsqu'il fut appelé au service militaire avec tous les jeunes gens de son âge, et reçut l'ordre de partir pour Bayonne. C'était au moment où de sanglantes exécutions répandaient partout la terreur. Saisi d'indignation devant des actes odieux, partageant d'ailleurs les justes craintes que tant de déplorables excès inspiraient à tous, M. de Mirbel prit le parti de quitter Paris avec son ami Laroserie, et tous deux se tinrent quelque temps cachés à Toulouse, laissant passer la tourmente.

Grâce à la recommandation d'un ami de Laroserie, M. de Mirbel put bientôt revenir à Paris, pour y être attaché à la rédaction dans les bureaux du ministre de la guerre, Carnot. Chargé de la topographie et de l'histoire militaire, il fut remarqué par ses chefs, qui lui firent obtenir un rapide avancement et l'engagèrent à entrer dans la carrière des armes. Il s'y refusa obstinément, redoutant les servitudes de l'état militaire, et réservant pour d'autres périls sa rare énergie.

En 1796, M. de Mirbel fut choisi pour secrétaire, par le général Clarke, nommé directeur du bureau de topographie. Peu de temps après, le général lui communiquait une liste de proscription sur laquelle se trouvait le nom du comte de M..., proche parent d'un de ses meilleurs amis, qu'il courut informer de cet imminent danger. Averti à temps, le proscrit put se réfugier en Bretagne. Le général Clarke ordonna l'arrestation immédiate de son secrétaire, qui parvint à éviter une condamnation certaine en fuyant de nouveau Paris. Il se refusa à toutes les démarches que sa mère aurait voulu tenter, persis-

tant à juger, tout en reconnaissant ses torts envers le général, qu'il avait bien agi en préférant aux devoirs de sa position un devoir d'amitié et d'humanité.

Jugeant alors nécessaire de séjourner loin de Paris assez longtemps pour faire oublier sa faute, il prit la détermination de suivre sa vocation, et de se vouer entièrement à l'étude des sciences naturelles. Il écrivait à son père (Pau, 2 floréal an IV) :

« Mon intention en entrant dans les Pyrénées, n'est point de perdre un temps si précieux à mon âge. Je veux, au contraire, n'étant distrait par rien au monde, me livrer tout entier à l'étude. Il s'en faut que mon éducation soit finie. Il est des choses essentielles dont j'ignore les premières notions. Je veux étudier et me mettre à même en rentrant à Paris, non de solliciter, mais de mériter des places honorables.

« J'éprouve des difficultés incalculables, et telles que seul je puis les apprécier. Cependant je les vaincrai, je vous en réponds. Je ne me suis pas encore rebuté un instant, et je sens que mon zèle augmente loin de diminuer. Je crois que ce grand effort me servira infiniment dans tout ce que j'entreprendrai désormais. »

Enthousiaste et réfléchi, M. de Mirbel joignait à un poétique et vif sentiment d'admiration de la nature, l'esprit scientifique qui, par l'exacte observation des phénomènes, arrive à la découverte des lois et des harmonies que la beauté visible nous manifeste. Passionné pour l'étude, il poursuivait ses recherches au milieu de privations qui touchèrent parfois au dénûment, et, malgré sa santé délicate, son énergique volonté ne reculait devant aucune fatigue, devant aucun péril, pour recueillir dans les régions les plus abruptes des Pyrénées de nouveaux sujets d'observation.

Il étudiait la physique, la minéralogie, la botanique. Ces deux dernières sciences, principalement la botanique, l'attiraient surtout, et lui faisaient multiplier ses périlleuses excursions dans une contrée où, disait-il, « chaque pas que l'on fait donne l'occasion d'une recherche intéressante, d'une découverte nouvelle. »

Le récit suivant est extrait d'une lettre dans laquelle il disait à son père le vif attrait qui le portait vers l'étude et toute l'ardeur juvénile de ses premières herborisations :

« Il y a deux ou trois jours (messidor an V) que je parcourus une haute montagne aux environs de Luz. Après bien des fatigues, je renonçais à arriver au sommet, lorsque j'aperçus une plante formant un gazon du plus beau vert, parsemé de jolies fleurs roses. J'en fus ébloui ;

elle n'était qu'à quinze toises peut-être au-dessus de moi ; mais le chemin pour y arriver me faisait trembler. La montagne était à pic ; sa structure lamelleuse, dégradée en cent endroits, offrait des degrés qui, sans doute, auraient trompé un homme peu exercé à ce genre de promenade. Pour moi, je n'ignorais pas que ces degrés manquaient sous vous au moment où l'on s'y attendait le moins ; d'un autre côté, je ne pouvais pas renoncer à ma conquête, et, après avoir ôté mes souliers, je me mis en route, tenant mon bâton entre les dents, enfonçant mes pieds le plus avant qu'il m'était possible dans les crevasses, et m'aidant de mes ongles pour doubler le nombre de mes points d'appui. Enfin, je saisis la plante, je l'arrachai du roc, et, ne pouvant la mettre dans ma boîte, parce que l'usage de mes deux mains à la fois m'était interdit, je voulus la jeter sur un plateau qui se trouvait au-dessus de ma tête. J'étais en équilibre, je ne pouvais faire un grand effort sans m'exposer ; le gazon mal lancé n'atteignit pas le but. Il rebondit contre le rocher, passa au-dessus de ma tête, et, roulant sur la pente rapide, alla se perdre dans la plaine. Dans mon désespoir, je fus tenté de le suivre, mais, considérant que cela ne réparerait pas le mal, je pris mon parti, et gagnai le plateau qui était au-dessus de moi, plus heureusement que la plante que je venais de perdre. Cette belle plante était l'*arenaria*. Je n'oublierai ce nom de ma vie. »

Ramond avait été nommé professeur d'histoire naturelle à l'École centrale de Tarbes, pendant que M. de Mirbel commençait ainsi les études qu'il devait poursuivre avec tant de zèle et de persévérance.

Par la nature de ses remarquables travaux relatifs à la géologie, à la minéralogie et à la botanique, par l'énergie de son caractère, par la grandeur et la fermeté de ses convictions de savant et de philosophe, Ramond devait exercer la plus favorable influence sur M. de Mirbel, et donner à ce jeune esprit la forte impulsion qui lui était peut-être nécessaire pour suivre, au milieu de tant de circonstances contraires, la voie qu'il s'était tracée.

Ses parents, dont la fortune avait été réduite au strict nécessaire, l'aidaient cependant autant qu'ils le pouvaient. Son ami Laroserie partageait avec lui le peu d'argent qu'il recevait aussi de sa famille. Mais ces modiques ressources, malgré la plus sévère économie, étaient loin d'être suffisantes dans une vie si active. Presque toujours levé à l'aube, et passant au milieu des montagnes de fatigantes journées pendant lesquelles il vivait de laitage, il ne trouvait bien souvent en rentrant que du pain noir, des légumes et de l'eau.

Convaincu de la tendresse dévouée de ses parents, il n'avait recours

à eux que le plus rarement possible, et il subissait, non sans en souffrir, mais avec une rare patience, les dures privations qu'il s'imposait pour pouvoir continuer ses études et ses excursions. Plusieurs passages de ses lettres donnent de touchants détails sur ces années de sa jeunesse, et montrent une égalité d'humeur qu'il faut surtout attribuer aux justes espérances d'un esprit très-laborieux, très-persévérant, très-épris de la nature, et trouvant déjà dans l'étude, dans la science, la vive et sereine lumière au sein de laquelle disparaissent les vaines inquiétudes, les soucis égoïstes, les mauvais désirs qu'engendrent les passions dans une intelligence oisive.

Il écrivait alors à son père : « Déjà je m'aperçois que les leçons de Ramond ne m'ont point été inutiles ; la nature n'est plus morte à mes yeux ; mes moindres promenades me conduisent toujours à des découvertes instructives ; la plus petite plante fixe mon attention et me force à de nouvelles recherches. J'apprends la botanique sans peine et sans efforts ; en rentrant chez moi, je consulte mes livres, je compare les objets, je fais l'application des principes, et si je retourne le lendemain dans le lieu que j'ai parcouru la veille, je me trouve en pays de connaissance. »

Ramond avait pris son jeune élève en grande affection, retrouvant en lui, avec l'imagination et l'élan de sa propre jeunesse, l'indépendance d'esprit que nous devons à la philosophie du XVIII^e siècle, et qui a si puissamment contribué à rapprocher de nous la période de travail et de prospérité dans laquelle nous entrerons définitivement après la solution des problèmes politiques qui agitent encore l'Europe, et qui maintiennent ses formidables et ruineux armements. Le renouvellement des méthodes, le progrès de l'esprit scientifique auront aussi préparé cette ère nouvelle, entrevue par nos grands penseurs depuis le XVI^e siècle, et ouverte avec éclat par tant d'utiles applications des sciences, et par les brillants progrès de la philosophie naturelle dont Ramond fut un des zélés fondateurs.

A cette époque, il était principalement occupé des faits qui pouvaient appuyer son système relatif à la configuration géologique des Pyrénées. Un assez grand nombre de naturalistes croyaient que les roches calcaires formaient les premières assises de cette chaîne, tandis que Ramond, s'en rapportant aux lois générales énoncées par Saussure et Pallas, soutenait que les couches calcaires recouvraient les véritables assises de granit, de schiste argileux et de roches calcaires.

Deux des élèves qu'il affectionnait le plus, M. de Mirbel et M. Jules Pasquier, liés d'amitié, furent choisis par lui pour l'aider dans ses

recherches, en explorant les diverses parties de la chaîne qui pouvaient conduire à mieux reconnaître la constitution des terrains. Nous regrettons de ne pouvoir reproduire entièrement les relations très-attachantes de ces excursions, écrites par M. de Mirbel, et surtout le récit de celles qu'il fit avec son ami au Pic du Midi et à la Brèche de Roland. Nous avons dû nous borner à transcrire les pages qui nous paraissaient offrir le plus d'intérêt, l'ascension au Mont-Perdu, où Ramond espérait trouver des preuves irrécusables en faveur de son opinion, exposée dans de nombreux mémoires qu'il adressait à l'Académie des Sciences, depuis son premier voyage aux Pyrénées, en 1787.

FRAGMENT D'UN VOYAGE DANS LES PYRÉNÉES

.....Les Alpes sont les montagnes de l'Europe qui durent fixer d'abord l'attention des savants. Leur étendue, leur aspect, leur élévation qui surpasse celle des autres montagnes de l'ancien continent, la ligne de séparation qu'elles tracent entre les États les plus florissants de cette partie du monde, l'asile qu'elles donnent à un peuple sage, laborieux et libre, l'importance des phénomènes qu'elles présentent à l'observation, tout concourt à faire de ces montagnes un objet d'étude pour le savant et de méditation pour le philosophe.

De nos jours, Haller a décrit la flore des Alpes; Saussure a découvert les traces et a donné l'histoire de leurs révolutions. Dans sa traduction des *Lettres de Coxes sur la Suisse*, et dans les observations qui y sont jointes, Ramond a fait apprécier la politique et les mœurs du peuple qui les habite. Il était réservé à ce savant naturaliste de nous faire aussi connaître les Pyrénées, très-incomplètement explorées jusqu'à lui.

L'homme, par sa nature, incline si fort vers l'esprit systématique, que ni les erreurs des temps passés, ni les lumières du temps présent ne sauraient l'en garantir. C'est ainsi que, négligeant les faits et jugeant par analogie, on avait conclu de ce que le granit occupe le sommet de la chaîne dans les Alpes, qu'il devait aussi former la cime des autres montagnes où il entre comme partie constitutive. Cette idée, conséquence erronée de l'opinion des géologues sur la formation des montagnes, devient spécieuse dès l'instant où l'on admet que la charpente du globe est formée d'une masse irrégulière de granit; car il est naturel de penser que les terres délayées dans les eaux durent se déposer bientôt en couches horizontales et laisser à découvert les hautes crêtes granitiques. Mais il est aujourd'hui prouvé que des causes secondaires ont singulièrement altéré

la forme primitive de la terre, et c'est pour n'y avoir pas assez réfléchi, pour s'être trop hâté de conclure, qu'on a établi un système démenti par les faits.

Si l'on adopte une erreur sans examen, il n'en est pas de même quand il s'agit d'y renoncer. Alors les réclamations s'élèvent, et l'on veut, pour ainsi dire, transiger avec la vérité. C'est ce qui arriva lorsque les premières observations faites dans les Pyrénées démontrèrent jusqu'à l'évidence que la crête de ces montagnes est calcaire et non granitique. D'une part, forcé d'admettre des faits dont l'existence ne pouvait être révoquée en doute, de l'autre, voulant conserver, s'il était possible, le système dans son intégrité, on supposa que le sommet de la chaîne était composé de roches calcaires primitives, ce qui n'était au fond qu'une même erreur dans des termes différents.

Telle était cependant l'opinion de La Peyrouse, lorsqu'en 1787, Ramond vint dans les Pyrénées. Doué d'un remarquable talent d'observation, inaccessible aux préjugés, il parcourut le pays autant en naturaliste qu'en philosophe, et vit ce que d'autres, moins pénétrants, n'avaient pas su discerner avant lui.

Il avait conçu l'idée que le calcaire secondaire forme la crête des Pyrénées, dans son premier voyage à la Brèche de Roland. Mais ce point n'était pas le plus intéressant de la chaîne; il lui restait à voir le Mont-Perdu. Quelle route tenir pour y arriver? Les montagnards ne pouvaient lui servir de guide. Quelques-uns des plus intrépides passaient pour avoir entrepris ce voyage. Lorsqu'on les interrogeait, ils avouaient que leur réputation n'était point méritée. Il existait parmi eux quelques traditions vagues, qui ne prouaient rien, sinon leur parfaite ignorance des lieux dont il s'agissait. Ramond ne put donc tenter le voyage du Mont-Perdu en 1787; ce ne fut que dix ans après, quand il eut acquis une grande connaissance des localités, qu'il songea sérieusement à l'entreprendre.

La Peyrouse était venu le voir à Barèges; il saisit cette occasion pour lui faire partager la gloire d'une entreprise que lui seul avait conçue, et dont il avait préparé le succès par ses longs travaux et ses méditations.

La saison était très-avancée, nous touchions au commencement d'août, et l'instabilité du temps arrêtait Ramond, au moment de se mettre en route. Enfin il s'y détermina, pressé par ses élèves¹, dont les jeunes têtes ne pouvaient guère envisager de sang-froid une telle expédition.

Nous partîmes le soir du 11 août 1797, et allâmes coucher dans une grange placée sur l'un des sommets du Coumélle, qui domine Gèdre et dont les pâturages abondants font la richesse du pays. Nous devions nous remettre en route à la pointe du jour. Différentes circonstances retardèrent notre départ jusqu'à cinq heures, et il nous fut impossible d'arriver avant huit heures au fond de la vallée d'Estaubé.

¹ . . . J'étais accompagné de Mirbel et de Pasquier, qui venaient de faire le voyage de la Brèche, et de Corbin et Massey, de Tarbes, tous deux aussi mes élèves, et dont le dernier surtout sera souvent mentionné avec éloge dans l'énumération que je publierai des plantes des Hautes-Pyrénées. • RAMOND, *Voyages au Mont-Perdu*.

Nous avons aperçu du Coumélie la cime neigeuse du Mont-Perdu, dont les formes décèlent la nature calcaire et qui domine les sommités qui l'environnent. Mais à mesure qu'on en approche, il disparaît derrière un rempart de montagnes âpres et sauvages, ressemblant à celles de Gavarnie. Elles sont traversées en trois points par des sentiers étroits, rapides, d'un abord difficile et que les glaciers envahissent.

Aucune autre route ne se présentait, et ces montagnes s'élevaient entre le Mont-Perdu et nous comme un mur infranchissable. Le sentier du milieu, ou glacier de *Tuque-Rouye*, était le seul qu'on pût tenter. Mais les dangers auxquels il fallait s'exposer, l'incertitude du succès, l'ignorance où nous étions des lieux qui s'ouvraient devant nous, la crainte de ne pouvoir revenir sur nos pas, nous faisaient encore balancer à poursuivre notre entreprise.

Le désir de voir et de connaître, si naturel à l'homme, ce désir dont l'énergie augmente devant les obstacles, l'emporta sur la crainte des dangers.

Nous nous dirigions vers le défilé, lorsqu'un contrebandier espagnol attira notre attention. Il était impossible de n'être pas frappé par le caractère d'énergique indépendance qui éclatait dans toute sa personne. Le malheureux venait d'échouer sur la route que nous allions tenter de suivre ; il avait glissé d'environ trois cents pieds, et s'était vu contraint d'abandonner au milieu des neiges, bâton, veste, chapeau et quelques objets de contrebande qu'il emportait au péril de ses jours. Le désespoir l'accablait ; peignez-vous sa joie quand il nous vit prendre la route du glacier. Notre nombre et la précaution que nous avions eue de nous munir de cordes et de pioches lui faisaient espérer que notre tentative serait plus heureuse, et toutefois, encore épouvanté de sa chute, il ne suivait qu'en tremblant la trace de nos pas.

M. La Peyrouse s'aperçut bientôt que ce voyage était au-dessus de ses forces, et se vit contraint de nous abandonner. Il retourna au pied du glacier, où l'on convint qu'il attendrait notre retour.

Nous étions une douzaine à la suite l'un de l'autre. Les deux ou trois premiers frayaient la route à coups de pioche ; nous les suivions, gardant un silence profond, que la rencontre de quelques difficultés nouvelles faisait rompre de temps en temps. Le premier avançait d'un pas, le second s'emparait aussitôt de la place que celui-ci venait d'abandonner, et tous nous montions ainsi graduellement, restant immobiles dans les moments de repos, et appuyant la pointe de nos bâtons ferrés contre la pente supérieure du glacier pour nous tenir le plus possible dans une position perpendiculaire. Nous allâmes d'abord droit aux effets de notre contrebandier, non sans courir quelques dangers ; mais ces considérations s'effaçaient dans des lieux où les périls et les besoins étant égaux pour tous, les distinctions sociales disparaissent, la nature rentre dans ses droits, la pitié comprimée reprend son énergie, et où l'homme s'honore d'être utile à l'homme, seulement parce qu'il est son semblable.

Après trois heures de fatigues et d'inquiétudes, nous arrivâmes au haut du glacier, qui, en certains passages, présente une pente de plus de cinquante degrés.

Un spectacle nouveau s'offrit alors à nos regards, fatigués par la vue de la neige et des rochers stériles.

Nous fîmes d'abord surpris agréablement par la rencontre de quelques plantes rares et précieuses, fleurissant au milieu de ces affreux déserts. La renoncule glaciale¹ est répandue avec profusion sur les faces du roc exposées au nord ; à côté on voit l'arétie des Alpes dont la corolle est d'un rose tendre et les feuilles d'un vert vif. Plus loin, vers la face méridionale, la belle saxifrage du Groenland, qui rivalise de blancheur avec la neige, et la potentille nivale qui semble vouloir se mettre à l'abri des frimas en recouvrant de son calice ses pétales décorés. On trouve aussi la robuste saxifrage à cotylédones, et la campanule à feuilles rondes qui nous avait accompagnés depuis notre entrée dans la vallée d'Estaubé. Enfin nous vîmes pour la première fois, dans les hautes Pyrénées la renoncule à feuilles de parnassie ; mais faible, pâle, battue des vents, elle ne végétait qu'à regret.

Un spectacle plus grand captiva bientôt toute notre attention. — L'horizon était couvert de brouillards ; devant nous s'étendait le lac glacé qui baigne la base du Mont-Perdu, dont la cime allait se perdre dans les nues. Ses flancs étaient recouverts de trois vastes glaciers, semblables à des torrents congelés au moment où ils se précipitaient dans le lac. Nous vîmes une partie de ces glaces s'affaisser et s'entr'ouvrir avec un bruit égal à celui du tonnerre. — Nous arrachions aux roches des débris de coquilles, de zoophytes et d'ossements pétrifiés. Ce lieu semble le tombeau des générations passées ; il a je ne sais quoi de sombre et de fantastique qui va jusqu'à l'âme, et l'on n'y pénètre qu'en frémissant. Je ne pus contempler dans le calme de la raison tant d'objets extraordinaires ; des sensations inconnues, que sans doute je n'éprouverais plus désormais, avaient troublé mon esprit, et maintenant que je veux me les rappeler pour les faire comprendre, je ne m'en souviens que comme d'un songe vague et confus.

Le jour tirait vers sa fin ; les nuages s'accumulaient et annonçaient l'orage. Nous ne pouvions, sans nous exposer aux plus graves périls, retarder plus longtemps notre retour. Il était inutile de songer à redescendre par le glacier. Plusieurs de nos compagnons de voyage n'avaient aucune connaissance des montagnes, et, rebutés par ce premier essai, ils étaient à bout de forces et d'élan. Il fallait chercher un chemin plus sûr et plus facile, et nous n'avions autour de nous qu'abîmes et rochers à pic. Mais notre embarras dura peu. Le contrebandier espagnol avait indiqué la route à nos guides. Ils nous conduisirent vers l'est, et nous firent prendre un étroit sentier qui serpente autour d'une muraille de roc vif, et descend par une pente assez douce dans la vallée de Bielsa, en Espagne.

¹ La renoncule glaciale, si rare aux Pyrénées, était ici abondante et superbe, mais suspendue à des rochers si escarpés, suspendus eux-mêmes sur un si redoutable précipice, que pour l'atteindre ce n'était pas trop de tout le zèle de la science. Mirbel et Pasquier s'y accrochèrent les premiers. Leur exemple encouragea les autres : on n'avait pas encore franchi un aussi mauvais pas, et aucun n'avait été franchi d'aussi bonne grâce. — RAMOND, *Voyages au Mont-Perdu*.

Nous regagnâmes les frontières de France par le port de Pinède, formé de pierres coquillières qui attestent les antiques travaux de l'Océan.

Il était huit heures quand nous arrivâmes au pied du glacier de Tuque-Rouye, où nous retrouvâmes M. La Peyrouse. Le ciel se chargeait de plus en plus, et nous venions à peine de trouver un abri dans une cabane de pasteurs espagnols, quand l'orage éclata. La pluie inonda bientôt notre cabane ; le bruit de la foudre retentissait dans les rochers, et des torrents se précipitaient du haut des monts en roulant leurs eaux tumultueuses autour de notre abri chancelant. La nuit, la fatigue, le froid, l'inquiétude se réunissaient pour nous accabler. Aux approches du jour, l'orage se dissipa, et bientôt nous ne songeâmes plus qu'aux heureuses découvertes de la veille. A sept heures du soir nous étions de retour à Barèges.

Ramond avait trouvé dans ce voyage la preuve incontestable des faits qu'il avait avancés dans ses observations sur les Pyrénées ; il avouait même que ses découvertes surpassaient ses espérances, mais il n'était point encore satisfait. Les nuages lui avaient presque constamment caché la vue des sommités du Mont-Perdu, et il n'avait pu ni prendre une idée bien nette de sa position, ni reconnaître s'il était d'un facile accès. D'ailleurs, il ne se dissimulait pas que quelques heures d'observation étaient insuffisantes pour concevoir une juste idée des lieux que nous avions parcourus, ainsi que des choses rares et remarquables qui avaient attiré ses regards. Il se décida donc à entreprendre un second voyage.

SECOND VOYAGE AUTOUR DU MONT-PERDU

Le mauvais temps qui nous avait surpris au fond de la vallée d'Estaubé dura plusieurs jours. Il fallut suspendre nos courses et attendre des jours plus favorables. Ils se présentèrent bientôt, mais ce fut précisément pendant que nous faisions un voyage dans la vallée de Cauterets, lequel retarda pour quelques jours encore notre seconde expédition vers le Mont-Perdu.

Quelque beau qu'eût été le temps, et quelque diligence que nous eussions faite, il est certain que nos premières tentatives ne pouvaient avoir un plein succès. On ne marche qu'en tremblant dans ces régions inconnues. Entouré de précipices, on doit avoir les yeux fixés sur tous ses pas ; la plus légère faute aurait de funestes conséquences. Nous dûmes d'abord nous frayer une route. La chose n'était point aisée, et les circonstances augmentaient les difficultés. Plusieurs de nos compagnons de voyage, peu accoutumés à la fatigue et aux dangers des montagues, nous suivaient avec effroi, et, lorsque de nouveaux obstacles se présentaient, désespérant de les vaincre, ils s'arrêtaient et refusaient d'avancer. Nos

exhortations étaient vaines ; ne pouvant leur donner la force de nous suivre, il fallut bien nous régler sur leurs pas. Nous perdîmes ainsi un temps précieux, et l'orage qui survint acheva de rendre inutiles les fatigues de la journée.

Ramond sentit l'inconvénient d'un si nombreux cortège. Il ne voulut être accompagné dans son second voyage que de deux ou trois personnes, sur lesquelles il pouvait compter ¹. On convint de garder le silence sur cette expédition, jusqu'au moment du départ, afin d'empêcher que les curieux eussent la fantaisie de nous suivre. A dire vrai, cette précaution était inutile ; nous pouvions parler hautement de nos projets, sans que personne fût tenté de se joindre à nous. Nos compagnons de voyage, de retour à Barèges, racontaient des choses extraordinaires et allumaient ainsi la curiosité. Mais comme la peur avait doublé les obstacles à leurs yeux, ils entremêlaient leurs récits de faits si effroyables, qu'ils ôtaient l'envie d'aller vérifier leur dire.

Nous partîmes de Barèges le 7 septembre à cinq heures du matin, montés sur des chevaux, et nous faisant suivre d'un mulet chargé de provisions. Nous avions eu soin de nous munir d'amples couvertures pour nous couvrir durant les nuits qui commençaient à être froides dans les vallées, et qui le sont en tout temps sur les montagnes.

Nous allâmes d'abord à Gèdre ; mais nous ne passâmes point, comme la première fois, sur le Coumélle. Nous laissâmes cette montagne sur notre droite, et prîmes la vallée de Héas. Cette vallée est spacieuse, inculte, déchirée par les ravins, couverte de cailloux et brûlée par le soleil. Un torrent la parcourt ; il ne suit aucune route certaine, la plaine aride atteste ses ravages. Les montagnes des environs semblent être un monde en ruine. Leurs sommets sont àpres et dépouillés, leurs bases couvertes de débris. On nous fit remarquer un amoncellement de pierres éboulées, que les gens du pays nomment Peirade. C'est une étendue de deux cents toises environ, qui autrefois faisait partie d'un lac. A la suite d'un grand hiver, un pan de montagne s'écroula dans le bassin du lac, dont les murailles cédèrent et dont les eaux grossirent tout à coup le torrent, qui se répandit impétueusement dans la vallée, pendant la nuit, et causa les plus grands ravages. Le pont de Gèdre et plusieurs maisons furent emportés ; les riches pâturages disparurent. Les Gédrois racontent cette catastrophe aux voyageurs, en leur montrant les rives désolées du Gave, où jadis ils menaient paître leurs troupeaux.

Je vous ai parlé dans le récit de ma course à la Brèche de Roland, d'un éboulement de rochers qu'on rencontre sur la route de Gèdre à Gavarnie. Je ne pus me défendre alors d'un sentiment d'admiration en voyant ce désordre de la nature, parce qu'il y règne une sorte d'harmonie qui éloigne de l'esprit ces idées de destruction toujours affligeantes pour l'homme, dont la vie s'écoule si rapidement. Mais ici tout est sombre et triste. Représentez-vous une enceinte dont l'œil

¹ • Je n'eus pour compagnons que les citoyens Mirbel et Pasquier qui avaient fait leurs preuves d'adresse et de résolution dans le premier voyage, et le citoyen Dralet, agriculteur distingué, ami de l'histoire naturelle, et de la société duquel j'eus bien lieu de me louer. •
RAMOND, *Voyages au Mont-Perdu*.

aisait à peine les bornes, couverte de pierres grisâtres jetées confusément et qui réfléchissent avec force les rayons du soleil ; des rochers élevés, unis, rapides, desséchés, n'offrant aucun espoir au naturaliste ; des glaciers entourant les cimes aiguës, un torrent qui se précipite en grondant à travers ces lieux sauvages, telle est la vallée de Héas.

Nous n'allâmes point jusqu'au village. Nous prîmes le passage des Glouriettes, laissant derrière nous le Coumélle, qui ferme la vallée d'Estaubé. Après un quart d'heure de marche, nous aperçûmes les cimes blanches du Mont-Perdu qui s'élevaient majestueusement dans un ciel sans nuages, et la sombre enceinte des rochers de Tuque-Rouye. Le chemin du lac glacé était couvert de neige lors de notre premier voyage. Cette fois nous vîmes au fond du défilé de grandes taches brunes qui nous donnèrent à penser que le roc était à nu. Cette idée devint pour nous un sujet d'allégresse. Nous crûmes que la neige étant fondue, rien ne serait plus facile que d'arriver au bord du lac, de reconnaître les bases du mont, d'en déterminer la nature et l'exacte position, de découvrir les routes qui pouvaient nous conduire à ses sommités, et peut-être même d'en entreprendre l'ascension.

L'esprit plein de ces espérances, nous arrivâmes au pied des rochers de Tuque-Rouye. Les torrents avaient respecté la cabane des Espagnols ; nous en prîmes possession. Il était sept heures du soir, le soleil dorait encore le sommet des montagnes, mais le froid commençait déjà à se faire sentir, et, faute de bois, nous ne pouvions faire de feu.

Notre excellent guide, Rondo, l'un des hommes les plus adroits et les plus intrépides du pays, devait nous rejoindre à neuf heures. Nous étions convenus avec lui qu'il chargerait un cheval de quelques fagots en passant par le bois de Coumélle. L'heure s'écoulait et il n'arrivait pas. De temps en temps nous poussions des cris que l'écho répétait. D'abord abusés par ces sons, nous nous imaginâmes que notre compagnon nous répondait. Mais il ne nous joignit que vers onze heures. La nuit était obscure, il connaissait peu cette partie de la vallée, et il s'était plusieurs fois trompé de route.

Nous dormîmes fort peu ; nous attendions impatiemment le lever de l'aurore. Ce ne fut que vers quatre heures que nous pûmes commencer à distinguer les objets qui nous entouraient.

Nous nous dirigeâmes en premier lieu vers le flanc des rochers, puis, détournant sur la gauche, nous côtoyâmes le cirque et nous gagnâmes les rochers de Tuque-Rouye. Les taches brunes que nous avions aperçues la veille, loin d'être le rocher à nu, comme nous nous l'étions imaginé, n'étaient autre chose que le glacier dégarni de ses neiges. Cette découverte, sans ralentir notre zèle, diminua beaucoup nos espérances, et nous prîmes dès lors une partie des dangers auxquels nous allions être exposés.

Nos guides marchaient devant et brisaient la glace à coups de pioche. Nous les suivions à peu près dans le même ordre que la première fois, et cependant il y avait plus d'harmonie, plus de fermeté dans les dangers, parce que chacun de nous, fort de son propre courage, et ne pouvant douter de celui de ses compagnons, puisait au milieu d'eux une nouvelle vigueur. Quiconque a affronté des

périls au milieu de braves gens n'ignore pas de quel secours est l'exemple, et combien l'âme acquiert d'énergie quand tout ce qui nous entoure est étranger à la crainte.

Le défilé de Tuque-Rouye se resserre à mesure qu'il arrive vers son extrémité supérieure. Il est percé dans la direction du nord au sud; l'entrée peut avoir une douzaine de toises, et la sortie, au plus, trois. Le glacier commence un peu plus bas que le défilé; il s'élargit considérablement à sa base, où les rayons du soleil frappant obliquement sa surface presque horizontale, la fonte des glaces est lente, peu sensible. Mais dès que la pente augmente, les rayons plus directs accroissent la fonte, et comme cet accroissement est en proportion de l'inclinaison de la surface, il rapproche à la longue de l'horizontale le plan du glacier. Ce phénomène, qui doit avoir lieu dans tous les glaciers, est souvent modifié par la nature de leur exposition.

Les murailles de rochers qui bordent le défilé de Tuque-Rouye, se rapprochant peu à peu, la chaleur trouve moins d'accès, et bientôt elle n'agit que sur le centre où elle forme une rigole, dont la profondeur augmente chaque jour, tandis que les bords, abrités par les rochers, éprouvent une diminution bien moins sensible. Plus le défilé se resserre et moins la fonte est considérable. Certains passages n'étant que rarement éclairés par le soleil, sont toujours environnés d'une atmosphère glacée, même au milieu des jours les plus chauds. Là, un mois suffit à peine pour que la fonte des neiges soit apparente. Il en résulte une saillie, et les mêmes causes qui peuvent rendre quelques glaciers d'un abord plus facile vers la fin de l'été, loin de nous servir à Tuque-Rouye, n'avaient fait ainsi qu'accroître les difficultés.

Nos guides étaient épuisés de fatigue; la glace résistait à leurs efforts. Depuis près de deux heures nous étions en marche, et nous n'avions pas encore parcouru trente toises; les obstacles se multipliaient, les dangers étaient imminents. Nous nous arrêtâmes enfin, et nous tinmes conseil sur notre position et sur les moyens d'en sortir. Nous étions tous d'avis que le chemin que nous avions pris allait devenir impraticable, que si nous faisons quelques pas de plus il nous serait aussi difficile d'avancer que de reculer, qu'il fallait nécessairement changer de route.

Rondo était le plus expérimenté. Son opinion fut que nous devions nous jeter sur la droite, abandonner les glaces, gravir le mur comme nous pourrions, et nous frayer sur le roc une nouvelle route vers le lac. Ce projet eût paru extravagant dans toute autre position, mais ne pouvant en concevoir une plus périlleuse que la nôtre, nous l'adoptâmes unanimement.

En un quart d'heure nous gagnâmes le bord du glacier; Rondo fut envoyé à la découverte; il s'élança sur le roc et bientôt nous le perdîmes de vue. Il revint quelques minutes après et nous dit que la route projetée était inaccessible, qu'à chaque pas on rencontrait de nouveaux obstacles; qu'en admettant, chose fort incertaine, que nous pussions en sortir sains et saufs, il ne voyait guère où cela nous mènerait; qu'en résumé, le glacier était notre seule ressource.

Personne n'était tenté de reprendre l'ancienne route. On résolut de côtoyer le

mur de rochers, en s'avancant sur la crête du glacier, qui d'un côté s'enfonçait en pente vers la vallée d'Estaubé, et de l'autre était coupé à pic, séparé du roc de deux à trois pieds dans toute sa profondeur. Nous étions ainsi placés entre deux précipices : la moindre imprudence, le moindre accident malheureux, et nous étions perdus.

Nos guides brisaient le sommet tranchant de la crête et y pratiquaient un chemin d'environ neuf pouces de largeur. Nous gardions notre équilibre en appuyant la pointe de nos bâtons contre les rochers dont nous suivions les sinuosités. Le cœur serré, l'esprit tendu, l'œil attaché sur le sentier étroit et glissant, nous nous dirigions lentement vers le but de notre voyage. Arrêtés par des saillies de rochers, nous dûmes les franchir en nous hissant les uns après les autres, nous excitant mutuellement et nous prêtant une main secourable. Des pierres se détachaient sous les pas de ceux qui marchaient les premiers, et souvent ils se virent au moment d'être entraînés avec elles. Ceux qui les suivaient n'avaient pas moins de peine ; les pierres tombaient sur eux, et les mouvements faits pour les éviter eussent été plus dangereux que les coups mêmes. Ce fut à travers tous ces dangers que, vers midi, nous parvîmes au bord du lac.

Le ciel était sans nuages ; le soleil embrasait l'atmosphère et versait sur ces hautes régions les torrents d'une pure lumière. Les chaleurs de l'été avaient fondu les glaces du lac ; ses eaux tranquilles baignaient les bases du mont et le réfléchissaient. Des neiges d'une blancheur éblouissante descendaient des premières cimes sur les cimes inférieures, et se prolongeant comme un tapis sur les longues pentes du roc, en suivaient les détours et voilaient ses aspérités. Les glaciers étincelaient ; l'air était calme, aucun bruit ne troublait le silence. Nous respirions enfin après tant de fatigues, et nous admirions, dans un profond recueillement, la magnifique beauté de la nature.

Le Mont-Perdu est une immense masse qui s'élève au centre de la chaîne des Pyrénées, dont il est la plus haute cime. Il est lié au Cylindre du Marboré, au Cirque de Gavarnie, à la Brèche de Roland, à Vignemale, et sa position, la direction des couches de sa base, sa constitution calcaire, annoncent que son origine est due aux mêmes causes qui formèrent ces montagnes. On retrouve les traces de la chaîne primitive sur le Coumélie et dans les montagnes granitiques de Caunterets. Le Mont-Perdu et les sommets qui l'entourent appartiennent à la chaîne secondaire. On retrouve encore sur leurs flancs des amas de coquilles et des ossements fossiles, mêlés avec le ciment calcaire, et l'on ne peut douter que l'Océan ait autrefois recouvert ces terrains, soulevés par une impulsion dont le principe reste ignoré et dont la puissance est incalculable. Les couches, d'abord horizontales, ont changé de direction en se redressant soudainement, et ont pris la place qu'elles occupent aujourd'hui.

Lors de notre premier voyage nous avons pu traverser le lac couvert de glace, mais cette fois nous n'avions d'autre ressource que de côtoyer ses bords, pour gagner le sentier qui devait nous conduire dans la vallée de Bielsa. Il fallait traverser une pente très-rapide, couverte de neige, et qui plongeait dans le lac. Un de nos guides faillit y périr ; il glissa plusieurs toises, mais ayant eu la présence

d'esprit de ne point abandonner son bâton, qui sillonnait la neige, la pointe y entra si avant qu'il put s'arrêter et reprendre équilibre. S'il se fût précipité dans le lac, nous n'aurions pu l'en retirer, il portait les cordes qui faisaient la sûreté de notre petite troupe.

Je ne dois pas oublier l'excellent repas que nous fîmes sur les bords du lac. C'était le premier de la journée. Après tant de fatigues, nous ne manquions pas d'appétit, et je puis dire, sans blesser la vérité, que nous mangeâmes comme les grands hommes des temps héroïques.

Il y avait du danger à laisser nos chevaux seuls, durant la nuit, au milieu des rochers; il fallait qu'un de nos guides se rendît promptement à la cabane des Espagnols. Le chemin le plus court était le défilé de Tuque-Rouye; l'intrépide Rondo tenta l'aventure et en sortit heureusement. De notre côté, nous gagnâmes le port de Pinède, où la nuit nous surprit. Nous errâmes pendant plus d'une heure au milieu des précipices, et nous n'en fussions peut-être pas sortis si Rondo, averti par nos cris de l'embarras où nous nous trouvions, n'eût allumé un grand feu qui nous servit de signal. Il vint à notre rencontre, et nous conduisit à la cabane où nous passâmes la nuit. Nous étions excédés de fatigue, et nous dormîmes profondément. Le lendemain nous étions à Baréges.

Ce voyage, entrepris dans une saison trop avancée, ajouta peu aux découvertes du premier; mais il nous fit connaître toutes les difficultés que nous aurions à vaincre si les circonstances nous permettaient de donner suite à ces tentatives.

L'intrépide ardeur, le courage persévérant de Ramond et de ses jeunes élèves, devaient contribuer à fonder la géologie positive, en ajoutant de nouvelles et remarquables observations aux observations si importantes de Pallas et de Saussure, qui commençaient à découvrir, sous le désordre apparent des grandes chaînes de montagnes, les premiers indices d'une formation régulière et progressive. Les travaux plus récents de savants illustres, parmi lesquels il nous suffira de nommer Léopold de Buch et M. Élie de Beaumont, ont jeté sur ces hypothèses une vive lumière, et, les dégageant de leurs erreurs, nous ont permis de lire l'histoire des révolutions du globe dans la disposition relative des couches successives qui constituent l'écorce terrestre, depuis le granite et les roches cristallines jusqu'à nos terrains d'alluvion.

Ces vues nouvelles sont souvent indiquées dans les écrits de Ramond avec une rare éloquence et une grande élévation de pensées, qui prennent leur source dans la religieuse contemplation des lois de la

nature, dans la foi profonde d'un esprit éclairé par les révélations de la science, « qui ne distingue dans le monde entier qu'une tendance constante à perfectionner ses formes, et à passer des convulsions de sa naissance à un repos durable. »

Un très-vif et très-poétique sentiment de la beauté des hautes cimes anime aussi les descriptions du naturaliste éminent aux travaux duquel Cuvier, dans ses *Éloges historiques*, a rendu un juste hommage, et qu'un de nos meilleurs critiques, M. Sainte-Beuve, a jugé digne d'être placé à côté des grands écrivains de notre littérature scientifique ¹.

M. de Mirbel, heureux près d'un pareil maître, dans la libre activité de recherches qui l'intéressaient chaque jour plus vivement, en l'aidant à poursuivre ses études favorites, ne put quitter sans un profond regret les montagnes où il avait admiré tant de sublimes spectacles, et trouvé de si féconds enseignements. Il leur était d'ailleurs attaché autant pour leur majestueuse et calme beauté, que pour la douceur et la paix des hommes simples qu'il y rencontrait.

« Après de longues courses, disait-il à son père, quand sur le sommet des montagnes, la fatigue m'a forcé de chercher un asile, je l'ai trouvé au milieu des bergers ; j'ai partagé avec eux leur lait et leur pain grossier. Ils m'accueillaient avec cette simplicité, cette politesse du cœur qui donnent un nouveau prix au bienfait. Un remerciement était le seul salaire digne d'eux ; toute offre d'argent les aurait affligés et humiliés. »

En s'éloignant, il écrit encore qu'une de ses plus vives peines est de quitter « ces hommes aux mœurs pures et tranquilles, un des meilleurs peuples de la terre. » Il engageait alors ses parents à venir s'établir près de lui, à Bagnères ou à Tarbes, dans la paisible contrée où ils auraient trouvé un abri loin des graves événements qui bouleversaient la France. Mais il ne put les y décider, et continua sa vie laborieuse et retirée, encouragé dans ses persévérants efforts par les affectueuses leçons de Ramond, et par la fidèle affection de son ami Laroserie.

ÉLIE MARGOLLÉ.

(La fin à un prochain numéro.)

¹ *Ramond, le peintre des Pyrénées*; *Moniteur* du 4 septembre 1854.

LE ROMAN DE CÉLESTIN ¹

V

La maison habitée par Célestin était une de ces grandes maisons de province, froides et laides, où l'ennui comme l'humidité suinte à travers toutes les murailles. Elle était élevée de deux étages et coupée par un escalier en ardoise. Aucune des chambres n'avait de parquet, luxe commun à Paris, mais encore assez rare dans la plupart des chefs-lieux de département. Un long corridor séparait le rez-de-chaussée en deux portions à peu près égales et menait de la porte d'entrée à un affreux petit jardin orné d'un puits à l'aspect lugubre, de quelques arbres malades, de plusieurs plates-bandes veuves de fleurs et d'une treille tapissant insuffisamment des clôtures vermoulues. — Au mois de juin, on y grelottait.

A gauche du corridor, en entrant, se trouvait une pièce plus longue que large, avec une seule fenêtre sur la rue et une immense cheminée où l'on ne faisait jamais de feu. Quelques chaises de paille, une table ronde en sapin, recouverte d'une toile cirée couleur de vieil acajou, la meublaient sans la garnir. C'était la salle à manger. En face de la fenêtre, une porte ouvrait sur la cuisine éclairée par une lucarne à la hauteur du plafond.

A droite, s'étendait une grande pièce, presque sans meubles, remplie de vieux livres. Sur quelques planches achevaient de mûrir des pommes en rangées symétriques. Un arrosoir, une bêche, des cordes

¹ Voir la *Revue germanique* du 1^{er} mai 1863.

ayant servi pour le puits, s'épalaient piteusement sur le carreau jadis peint en rouge.

Au premier, la disposition et le nombre des pièces étaient les mêmes. Dans la chambre de gauche, le salon, des livres dissimulaient les lambeaux d'une tapisserie à bouquets éclatants. Un piano à queue, placé devant une des deux fenêtres qui se faisaient vis-à-vis, se demandait, sous sa poussière, pourquoi il était là. Depuis la mort de la mère de Célestin, il gardait le silence. A l'autre bout de ce salon, un fauteuil Voltaire semblait attendre le corps goutteux d'un vieillard. La chambre à coucher occupait la droite du palier. Un grand lit en noyer, avec des rideaux de calicot blanc, donnait envie de pleurer rien qu'à le voir, et l'aspect des autres meubles, armoire, commode, n'eût certes pas séché ces larmes.

Plusieurs petites mansardes, séjour habituel des araignées, un immense grenier, obscur, sale et sinistre, abrité sous les poutres branlantes d'un toit recouvert d'ardoises, composaient l'étage supérieur.

Des lucarnes dominant le jardin, on jouissait d'une vue assez belle et fort étendue. Cette maison, en effet, située à l'extrémité d'un des faubourgs de la ville, confinait à la campagne. Du regard, on suivait au loin les capricieux détours d'une rivière qui se jette, à quelque distance, dans la Loire, et, pendant les journées lumineuses de l'été, on distinguait sur l'horizon blanc le dos arrondi des coteaux bleus.

C'était là qu'allait vivre Marie. C'était là qu'était né, qu'avait vécu Célestin. Quand on considérait la maison, on s'étonnait moins d'y rencontrer le singulier personnage qu'on eût pris volontiers pour l'esprit familier de cette mesure.

Si nous avons clairement dépeint la nature de Célestin, on doit se rappeler que ses deux maladies morales étaient la timidité et l'orgueil. La timidité lui donnait de la gaucherie, et l'orgueil ajoutait à cette gaucherie un certain air raide et absolu qui éloignait toute idée de sympathie, qui arrêtait tout mouvement d'expansion.

Devant sa femme, Célestin resta tel qu'il se montrait devant la société. Il essaya bien de s'assouplir, il tenta d'aller vers elle, mais avec l'embarras et la contrainte qu'eût éprouvés Louis XIV à faire de la popularité. En réalité, il avait épousé Marie pour lui, non pour elle. Son cœur, sans doute, était rempli des meilleures intentions, son imagination bâtissait des rêves d'avenir magnifiques, mais il ne connaissait ni sa femme, ni les femmes, ni la nature humaine. Au lieu de suivre simplement l'impulsion de ses sentiments, au lieu d'être bienveillant pour sa compagne, au lieu de chercher à la rassurer, au lieu de l'accou-

tumer graduellement à cette vie nouvelle qui succédait si brusquement à une autre vie, au lieu de l'étudier et de l'aimer, en un mot, il songea à la manière dont il s'y prendrait pour se faire connaître et apprécier d'elle ! Célestin manquait de netteté dans les idées. Avant d'agir, il calculait, supputait, comparait et combinait tant de choses entre elles, qu'il embrouillait de la façon la plus inextricable les questions les plus faciles à résoudre. A force de chercher le pour et le contre, il créait le chaos dans son esprit, perdait le sens juste de la situation, et construisait laborieusement un système faux et compliqué qui lui paraissait le chef-d'œuvre de la sagacité et de la prudence humaines. Alors, sans s'inquiéter s'il répondait aux besoins du moment, il appliquait son système avec la persévérance et la raideur d'un fanatique.

Dès qu'il avait pensé au mariage, Célestin s'était demandé quelle ligne de conduite il adopterait vis-à-vis de sa femme. Pour se décider en connaissance de cause, il feuilleta tous les livres qui ont traité du mariage, de l'amour, de la famille. Il approfondit, sur cette grave matière, les opinions des philosophes de tous les temps, depuis l'antiquité la plus reculée jusqu'à nos jours. Il compulsa, analysa, annota les ouvrages les plus abstraits et les plus obscurs, afin d'y trouver quelque lumière pour éclairer son esprit : sa femme fut la seule personne qu'il ne songea pas à interroger.

Lorsqu'il eut la mémoire surchargée de lambeaux d'axiomes contradictoires et mal digérés, il composa de ces éléments disparates un système admirable auquel il ne manquait que d'avoir le sens commun et de convenir au patient pour qui on l'avait élaboré.

Pendant les premiers moments de son mariage, Célestin n'osa pas entamer la lutte ; il voulut accorder à Marie quelques jours de repos, afin de laisser au trouble où il la voyait le temps de se dissiper. Du reste, l'embarras de sa compagne achevait de le gêner ; il sentait qu'il aurait dû la rassurer, la mettre à son aise, lui montrer qu'elle était chez elle ; mais il n'avait rien prévu de tout cela, et ses livres n'en disaient mot. En circonstance aussi délicate, il n'y a que l'instinct du cœur et la simplicité qui sauvent.

D'ailleurs, les premiers pas lui coûtaient. Il craignait de s'y prendre de mauvaise grâce, d'être ridicule et maladroit ; il craignait d'être vulgaire surtout, et de se montrer sous un jour défavorable devant la femme qu'il n'avait pas encore *initiée*. Il aurait aimé que Marie vint à lui, qu'elle rompit la glace. Il attendait d'elle ce qu'elle était en droit d'attendre de lui, et, grâce à son ignorance de la vie et des hommes, il renversait à son profit leurs situations respectives.

De son côté, Marie s'effrayait de cette conduite étrange; cet homme silencieux, qui restait froid et contraint avec elle, rougissant et pâlisant tour à tour sous ses regards les plus candides, qui ne lui montrait aucune tendresse et semblait presque la redouter, lui devenait de plus en plus étranger. Il lui faisait peur; en sa présence, elle se sentait opprimée. Elle ne savait plus ce qu'elle devait faire, ni ce qu'elle devait dire. Elle se demandait si son mari la détestait, s'il regrettait leur union.

Cependant Marie et Célestin éprouvaient un égal besoin d'affection et de tendresse, besoin d'autant plus impérieux qu'il n'avait jamais pu se satisfaire. Célestin surtout subissait les ardeurs de la passion. Lui, l'ennemi de la société et des hommes, il avait soif d'un peu d'amour. Il entendait jaillir en lui-même les sources inconnues des sentiments les plus purs, les plus exaltés. Il rêvait une union idéale et profonde où les sens se cachaient derrière les nuages complaisants d'une sorte de platonisme destiné à rassurer son austérité. En se mariant, il avait goûté les joies du conquérant maître enfin du pays qu'il a convoité longtemps. Une femme le relevait de l'ostracisme volontaire dont il s'était frappé. Au lieu d'être seul et méconnu, il aurait désormais un disciple, un admirateur; il l'entraînerait dans le monde moral où il s'était retranché comme dans une forteresse inexpugnable. Ce n'était pas qu'il comptât descendre du ciel sur la terre, mais il espérait arracher sa compagne à la fange terrestre, pour l'élever avec lui jusqu'au sanctuaire qu'il remplissait de sa personne. Sans cesser d'être un dieu, il aurait un prêtre à son autel, et il croyait déjà sentir l'encens au parfum discret.

Dans Marie, du reste, il n'aimait pas Marie; il aimait la femme venant partager sa solitude, l'être encore ignorant qu'il allait pétrir et façonner à sa guise, où il allait, et pour toujours, imprimer son empreinte.

Une situation aussi tendue ne pouvait se prolonger davantage. Chaque instant augmentait l'embarras de Célestin, et lui rendait plus difficile un rapprochement devenu plus nécessaire. Marie, la jeune épouse ignorante et comprimée depuis son enfance, trouva la première en elle-même cette force d'expansion qui est le plus beau côté de la nature des femmes.

Peu de jours après son mariage, elle se rendit chez M^{me} de Roncoux. Là se rencontrèrent quelques vieilles amies de la mère adoptive de Marie. On la complimenta, sur un ton aigre-doux, du grand bonheur qui lui était advenu, de ce mariage auquel elle ne devait pas s'attendre.

Tout ce qui fut dit à la jeune femme surprise, présentait un caractère blessant et la frappa vivement. On la félicitait comme on l'eût félicitée d'un héritage inattendu, on parlait de Célestin comme d'un homme tout à fait exceptionnel. Marie rentra chez elle le cœur gros, mais le voile qui entourait son intelligence était déchiré :

— Oh ! se dit-elle, je comprends maintenant son silence, sa froideur. En m'épousant, il a accompli une action héroïque. En effet, suis-je de celles qu'on épouse ? Je n'ai pas de fortune, je n'ai pas même un nom ! Par délicatesse, il ne veut pas m'expliquer sa conduite ; il craint de m'humilier. M'humilier, lui ! est-ce possible ? Je dois lui paraître bien ingrate, bien sotté ! Ne m'a-t-il pas soustraite à la tutelle de M^{me} de Roncoux, cette tutelle si dure et que pourtant je bénissais ? Mais si M^{me} de Roncoux m'a nourrie, élevée, lui ne m'a-t-il pas donné son nom ? Son amour peut-être, ajouta-t-elle en rougissant, car ce mot amour dont elle ne comprenait pas encore bien exactement le sens, remplissait cependant son oreille d'une singulière mélodie. — Ce malentendu ne doit pas durer plus longtemps. Je veux me montrer digne de son affection, lui dire que j'ai senti tout le prix, toute la grandeur de sa générosité.

Le soir même, après le repas, elle entra dans le cabinet de Célestin, et vint à lui, le regard brillant d'émotion, la joue empourprée des premiers feux de son jeune sang circulant avec violence sous les battements précipités du cœur.

Célestin la regarda un instant avec étonnement. Elle lui tendit la main, il la prit d'un air contraint : au lieu de lire sur la figure de Marie, il cherchait en lui-même quel pouvait être le motif de cette transformation visible.

— Célestin, lui dit-elle d'une voix tremblante, vous m'en voulez, n'est-ce pas ?

— Moi, nullement. Pourquoi vous en voudrais-je ?

— Parce que je n'ai pas su, parce que je n'ai pas osé vous exprimer jusqu'à présent combien la reconnaissance remplit mon cœur.

Célestin devint très-rouge, tandis qu'un éclair de joie illuminait son œil noir.

— Enfin ! pensa-t-il.

— Il ne faut pas accuser trop sévèrement mon silence, continua-t-elle ; il faut me pardonner ma timidité. Jusqu'au jour où je vous ai connu, ma vie a été si triste, si monotone ! Je n'ai jamais joui d'aucune liberté. On ne m'a pas accoutumée à l'expression des sentiments affectueux. Et puis, ajouta-t-elle plus bas en cachant sa tête sur la poitrine de Célestin, vous me faisiez peur.

Célestin, fort troublé, la serra tendrement dans ses bras et ne sut que répondre. Du reste, cette pression caressante n'était-elle pas la meilleure des réponses ?

— Oui, continua Marie en cachant toujours son visage, je comprends tout ce que je vous dois, je sens tout ce que votre conduite a eu de noble et de grand. Vous m'avez arrachée à la plus humble, à la plus triste des positions. Vous avez épousé une pauvre orpheline, sans dot, sans protection, qui n'avait, en échange de votre sacrifice, que son dévouement à vous offrir. Eh bien, Célestin, j'ai voulu vous le dire : l'orpheline n'oubliera jamais ce que vous avez fait pour elle.

En entendant ces paroles, Célestin éprouva un moment de bonheur véritable. L'humilité de sa femme venant le remercier et s'avouer son obligée causa un doux épanouissement à l'orgueil de cet homme.

— Je suis heureux, s'écria-t-il, de la démarche que tu tentes aujourd'hui ; ne crois pas, Marie, qu'elle flatte ma vanité : loin de mon esprit de pareils sentiments. Je suis aise de te voir capable d'apprécier ma conduite, non parce que cette conduite me rend digne de quelques éloges, mais parce que ta démarche prouve chez toi l'existence d'un sens moral juste et profond. En t'épousant, Marie, cela est vrai, j'ai cédé à ce que j'appelle un devoir. Je t'ai vue dans une position déplorable, condamnée par les préjugés sociaux à végéter sous la tyrannie d'une personne égoïste, destinée un jour à la misère, aux souffrances de toute nature. J'ai vu que d'odieuses conventions t'interdisaient le mariage, que pour t'épouser il fallait avoir une âme plus élevée que les âmes vulgaires, un esprit plus libre et plus large que l'esprit étroit et calculateur des jeunes gens. J'ai vu que tu étais une victime, en un mot, et qu'il m'appartenait de réparer les torts de la Providence envers toi. Voilà pourquoi tu es ma femme !

Célestin prononça ces paroles avec force et repoussa doucement Marie pour suivre, sur sa figure, les traces de l'admiration que tant de grandeur d'âme devait lui inspirer.

Des larmes abondantes couvraient les joues de la jeune mariée, et elle baissa la tête.

— Pourquoi pleures-tu ? demanda Célestin, assez étonné et un peu désappointé.

— Je ne sais, sanglota-t-elle, mais j'ai le cœur bien gros.

— Est-ce que tu as des vapeurs ? reprit Célestin en essayant de rire de sa plaisanterie.

— Non, répondit Marie, et elle s'efforça de retenir ses larmes. C'est une indisposition qui n'appartient qu'aux femmes riches et... aimées.

Elle se tut un instant ; attendait-elle une réponse à ce dernier mot ?

— Je pleurais, reprit-elle, en songeant à l'immense dévouement dont vous avez fait preuve en me donnant votre nom. Ce dévouement, je ne le savais pas si complet.

— Tu ne me connais pas encore, Marie. Je n'ai pas ouvert mon âme sous tes yeux. Je me ferai une joie de t'initier au monde où je vis, où tu dois vivre avec moi.

Telle fut la première conversation intime entre Célestin et Marie, et dès cette première conversation commença le malentendu dont il nous reste à retracer les conséquences fatales.

Célestin était trop absorbé dans sa personnalité pour comprendre les sentiments de cette jeune fille sevrée d'affection et qui se jetait dans ses bras en implorant un peu d'amour. D'un seul mot, il pouvait donner la vie à une âme vierge ; qu'il dit à Marie : « Je t'aime, » et ce mot magique créait une femme : « Admire-moi, » avait-il dit. On l'admirait, mais on souffrait déjà.

Cependant Célestin, confirmé dans ses déplorables erreurs par le mouvement délicat de Marie, trouva le courage de tenter sur sa compagne une épreuve décisive. Il se décida à l'*initier*, suivant son expression, au monde où il vivait, où elle devait vivre avec lui.

Malheureusement, sa raideur et ce quelque chose d'étroit et d'absolu qui faisait le fond de sa nature l'égarèrent dès le premier pas. Il s'adressa à Marie comme un professeur qui donne une leçon, et, un beau soir, après leur repas, sans transition, sans préparation, il lui demanda quelles avaient été ses lectures habituelles chez M^{me} de Roncoux.

— Je ne lisais pas, répondit Marie un peu étonnée de cette brusque interrogation.

— Ah ! vraiment ! murmura Célestin qui garda un instant le silence.

— Est-ce que tu n'aimes pas la lecture ? reprit-il sans la regarder, mais d'une voix insinuante et contenue qui annonçait toute la gravité de cette question.

— Jamais on n'a mis de livres entre mes mains.

— Alors, M^{me} de Roncoux te défendait la lecture ?

— Non, mais je n'avais pas le temps même d'y songer. Je faisais le ménage et la cuisine dans la journée ; la nuit venue, ma mère adoptive parcourait le journal, tandis que je brodais.

Célestin plongeait son front dans ses mains et se tut. Il réfléchissait à la portée de ce qu'il entendait, et aux conséquences qu'il devait en tirer.

— Il s'est endormi, pensa la jeune femme, et elle continua son ouvrage de couture, avec un mélange d'ennui et d'irritation sourde.

Lorsque Célestin eût suffisamment approfondi la réponse de sa femme, ce qui lui prit environ un quart d'heure, il ajouta, sans relever la tête :

— Si je te donnais des livres, les lirais-tu ?

Marie fit un brusque mouvement en entendant cette voix que la position de l'orateur rendait tout à fait sourde.

— Mon Dieu ! s'écria-t-elle, j'ai eu peur. Je croyais que tu dormais !

Célestin se mit à rire, mais d'un rire qui n'avait rien de communicatif, je vous assure.

— Non, dit-il, je pensais !

— A quoi pensait-il ? se demanda Marie ; nous n'avons pas causé aujourd'hui.

— Tu n'as pas répondu à ma question. Je la répète : si je te donnais des livres, les lirais-tu ?

— Sans doute.

— L'acte le plus important de la vie, c'est la culture du fond intellectuel et moral que nous recevons tous du Créateur. Ce fond qu'il semble nous donner, et qu'il nous prête seulement, nous avons le devoir de l'augmenter sans relâche. Un jour vient où Dieu nous demande un compte sévère de l'emploi du trésor qu'il nous avait confié. Et celui qui l'a gaspillé, et celui qui l'a laissé improductif sont également coupables, ont également méconnu les lois essentielles de l'existence. Je crains que tu n'aies pas assez songé à cette lourde responsabilité.

Marie écoutait Célestin avec angoisse. Elle comprenait qu'il la blâmait, et pourtant elle sentait combien ce blâme était injuste. Lui reprocher son ignorance, n'était-ce pas cruel ? Pourquoi lui rappeler sans cesse la fatalité de sa naissance ?

Célestin s'était levé sur ces dernières paroles et se promenait lentement dans la chambre, tandis que la jeune femme inquiète n'osait ni questionner, ni répondre, et se désolait de l'infériorité morale dont elle se voyait convaincue.

Tout à coup Célestin s'arrêta, et, les mains croisées derrière le dos, il lui adressa de nouveau la parole, en fixant sur elle ses yeux noirs.

— Quand tu es seule, Marie, quel est le cercle habituel où tournent tes idées ?

— Dans quel cercle tournent mes idées ? répéta-t-elle machinalement.

— Tes pensées se portent-elles vers les hautes sphères ? Te sens-tu tourmentée par le besoin irrésistible d'interroger la nature, de lui arracher ses secrets ? Rêves-tu en plongeant ton regard dans l'azur du ciel ? Éprouves-tu un désir violent d'oublier la vie et ses douleurs pour te réfugier au sein de l'*infini* ? Es-tu révoltée des inégalités sociales et des injustices monstrueuses que le soleil éclaire chaque jour ? Regrettes-tu comme un bien perdu, et que tu aurais connu autrefois ?

— Non, répondit Marie, mais il me semble maintenant qu'autrefois je ne vivais pas. Je me sentais isolée ; je comprenais que personne ne songeait à moi pour moi-même ; toujours tremblante sous le regard de ma bienfaitrice, je cherchais le moyen de ne pas lui déplaire ; je m'efforçais de passer inaperçue, et je me condamnais à l'immobilité, de peur de gêner par mes mouvements ceux qui m'entouraient et dont je dépendais. Mais souvent j'avais des envies de pleurer, qui me prenaient sans motif, et souvent aussi j'ai regretté ma vraie mère, que pourtant je n'ai jamais connue.

Célestin eut un mouvement d'impatience.

— C'est toute une éducation à faire ! murmura-t-il entre ses dents. Il lui faudra longtemps avant de m'apprécier.

VI

Pendant la journée qui suivit cette conversation, Célestin ne quitta pas son cabinet de travail. Il allait de sa bibliothèque à son bureau, et de son bureau à sa bibliothèque, avec l'air affairé d'un homme perdu dans de hautes préoccupations. Il prit tous ses livres les uns après les autres, les considéra, les ouvrit, les parcourut du regard, mettant celui-ci à part, reportant celui-là sur son rayon poudreux. On eût dit un général passant la revue de ses troupes. Vers le soir il s'accorda un peu de repos : son choix était fait. Il prit sous son bras les volumes élus entre tous, et se rendit auprès de sa femme. Il les déposa lourdement sur la table, et se frotta les mains, tandis qu'un sourire de satisfaction plissait ses lèvres charnues.

— Je t'apporte les livres que je t'avais promis, dit-il à Marie. Quand tu auras fini de les étudier, tu m'en demanderas de nouveaux.

Il s'approcha de la jeune femme et l'embrassa sur le front. Marie sentit le baiser et ne regarda pas les livres.

— Ces volumes, reprit Célestin, contiennent quelques-unes des

œuvres les plus éclatantes du génie humain. Ils t'ouvriront un monde inconnu, tout rayonnant de vérité, de lumière et de passion; ils t'expliqueront mille problèmes admirables, et qui, sans leur secours, resteraient pour toi complètement insolubles. En quelques jours, avec ces amis précieux, tu parcourras la vie sous toutes ses faces; ils déchireront les voiles où se perd ta pensée. Ce sera une véritable révélation, et tu comprendras mieux la nature des gens près desquels tu dois passer ton existence.

Marie considéra les livres avec une sorte de respect craintif.

— Voici d'abord, continua Célestin, le *Discours sur la Méthode*, de Descartes. Tu feras bien de commencer tes lectures par l'étude approfondie de ce monument impérissable de logique et de raison. Je serai bien aise de savoir l'effet que produira sur toi cet opuscule si court et si rempli de choses! Je le sais, les femmes n'ont pas en général l'esprit philosophique, ajouta-t-il en riant; mais je ne dois pas influencer sur tes impressions; je me réserve d'en faire une étude sérieuse à mesure qu'elles se manifesteront. Voici ensuite la *Nouvelle Héloïse*, de Jean-Jacques Rousseau. C'est là que je t'attends! Je ne veux pas prévoir ce que tu éprouveras. C'est un fruit plein de saveur, mais qui a son danger. Il y a des notes en marge, au crayon; elles sont de moi. Pèse-les avec soin dans ton esprit. Elles t'empêcheront de t'égarer sur les chemins poétiques où Jean-Jacques répand à profusion les fleurs de son éloquence entraînant. Voici maintenant *André*, un roman de George Sand. Tu me diras ce que tu penses de Geneviève: peut-être la trouveras-tu bien sévère pour ce pauvre André. Je n'insiste pas. Chacune de tes impressions sera pour moi un trait de lumière. En lisant, tu me feras lire dans ton propre cœur, et je te connaîtrai bien mieux ainsi. — Les trois volumes suivants, reprit Célestin après une légère pause, sont frères par le sentiment qui les inspire. Ce sont trois cris sublimes arrachés à une seule et même douleur. Ces volumes portent trois noms: *Werther*, *René*, *Obermann*. Si ton cœur se brise au récit de leurs souffrances, ne résiste pas à ta sensibilité, car les larmes que tu verseras sur eux feront ton éloge et te compteront un jour. Seulement, Marie, pour ceux qui sont morts, n'oublie pas ceux qui vivent et qui leur ressemblent, ceux qui luttent et se taisent. Le monde flagelle les meilleurs d'entre les hommes. Toute supériorité le blesse et l'irrite. Pourtant, que de force se cache quelquefois dans ces êtres solitaires et délicats, qui fuient ses plaisirs, méprisent ses modes passagères, et savent se retirer loin de la foule, afin de rester plus purs et de contempler sans trouble le beau infini dont ils ont soif. Ah! ceux-là, Marie,

pour un cœur qui les devine et les aime, ils donneraient dix ans de leur vie, car un foyer brûlant les consume ; car sous la cuirasse épaisse dont ils sont couverts, ils cachent des trésors immenses de passion et de dévouement.

L'émotion arrêta la parole sur les lèvres de Célestin, mais il reprit son empire accoutumé sur lui-même, et ajouta d'une voix lente :

— Ces lectures, Marie, élèveront ton âme, et t'apprendront à reconnaître ces personnes d'élite lorsqu'elles s'approcheront de toi, à comprendre leur silence, à compatir à leurs douleurs, à les calmer.

A ces mots, Célestin, craignant de s'être désigné trop clairement, se leva et sortit en proie à une vive agitation.

Marie se plongea dans ses réflexions. Plus elle voyait, plus elle entendait Célestin, plus il lui semblait mystérieux. Cette vie n'était pas celle qu'elle avait désirée, en désirant le mariage ; ce mari ne ressemblait guère à l'être caressant qu'elle s'était plu à rêver. Heureusement pour Célestin, la nature loyale et tendre de la jeune femme ne pouvait pas s'appesantir sur les déceptions, et repoussait tout ce qui ressemblait à du dépit. Cependant, malgré son peu d'expérience de la vie, malgré le petit nombre de personnes qu'il lui avait été donné de connaître, elle voyait bien que Célestin différait des autres hommes. Elle avait un grand fond de bon sens, et de l'élévation dans les sentiments, quoiqu'elle n'eût jamais eu l'occasion d'appliquer son bon sens, et qu'on eût toujours refoulé la manifestation de ses sentiments. Depuis qu'elle était mariée, le besoin de plaire à son mari, instinct qui pourrait devenir si fécond chez toute jeune femme, éveillait la sagacité naturelle de son esprit bien plutôt engourdi qu'impuissant.

Elle prit les livres laissés par Célestin et les considéra :

— C'est donc là, ajouta-t-elle, que je trouverai le secret de son caractère, l'explication de son humeur sombre et désolée. Il semble malheureux ; mais pourquoi, et que lui manque-t-il ? Ma conduite l'irrite souvent : quand je lui parle, il me répond d'une façon pénible. S'il a des douleurs, il devrait me les confier, et je m'efforcerais de le consoler, ou de partager sa souffrance ; à deux, nous la supporterions mieux. Peut-être regrette-t-il de m'avoir épousée, puisqu'il m'a épousée sans amour... par dévouement.

Ici un soupir gonfla la poitrine de Marie.

— Sans amour, répéta-t-elle plus lentement. Comment donc se fait-il que personne ne m'aime, quand, moi, je suis disposée à aimer ceux qui me montrent un peu d'intérêt ?

— Oui, reprit-elle après un silence, je vous lirai, livres amis qui

contenez tant de choses et de si belles. Vous devez me révéler un monde nouveau, vous devez m'expliquer le problème que je cherche : puissiez-vous aussi, puissiez-vous surtout m'apprendre le moyen de lui plaire !

Du reste, chaque tentative de Marie pour arriver à ce résultat désiré n'aboutissait le plus souvent qu'à produire un choc désagréable entre ces deux esprits si contraires. La jeune femme, marchant au hasard dans cette vie à laquelle rien ne l'avait préparée, excitait à son insu la susceptibilité de Célestin.

Ainsi, elle voulut s'occuper de la toilette de son mari, et, ne sachant trop comment adoucir son caractère sombre, elle essaya du moins de combattre cette négligence affectée dont il était fier, et que la jeune femme prenait simplement pour de la négligence.

Ces tentatives de réforme irritèrent beaucoup Célestin. Il les prit pour l'indice d'un esprit frivole et sans élévation.

— Tu m'as bien peu compris, lui dit-il un jour, et tu me connais bien mal, si tu supposes que je songe à de pareils détails, et qu'ils sont faits pour occuper mon esprit. Non, certes, mon âme ne s'abaisse point jusque-là, et jamais, je m'en félicite, je ne sais quelle est la coupe de mes vêtements. Mon linge plus fin me rendra-t-il meilleur ? Si des chaussures vernies étrangent mes pieds, en vaudrai-je davantage ? Un homme qui se respecte ne peut que mépriser de semblables préoccupations. Laissons-les à ces malheureux sans idées et sans caractère, qui mettent leur gloire à subir le sot esclavage des préjugés, qui recherchent les faveurs et l'approbation du monde mesquin où nous vivons, et discutent sérieusement avec leur cordonnier. Laissons ces sentiments indignes à ceux qui ne sauraient s'élever à de plus hautes conceptions. Je regarde la coquetterie comme une des plus pernicieuses faiblesses de l'espèce humaine. J'ai remarqué que tu changeais souvent de robes, que tu modifiais l'arrangement de tes cheveux, que tu les garnissais tantôt de rubans bleus, tantôt de rubans blancs, ou de nœuds de velours noir.

— C'était pour te plaire, soupira la jeune femme.

— On ne me plait pas de la sorte, continua Célestin, parce qu'on prouve par ces niaiseries combien on est privé d'idées plus graves, de sentiments plus sérieux.

— J'ai entendu dire pourtant que le premier devoir d'une femme était de se faire aimer de son mari, et mon cœur me disait qu'on avait raison.

— En effet, c'est à te faire aimer de ton mari que tu dois t'appli-

quer. Mais, je te le demande, quelle influence des rubans verts ou rouges peuvent-ils exercer sur un homme de ma trempe ?

— Je n'en sais rien. Je me trompais.

— Ce sont de déplorables habitudes. Voilà pourtant les principes qu'on inculque aux jeunes filles dès le berceau. Oh ! vanité, vanité ! si je te sentais en moi, je t'écraserais sans pitié. Une robe de laine et de couleur sombre convient à l'épouse véritable, à celle qui dédaigne le miroir où se reproduisent ses traits, à celle qui fait son étude la plus constante de lire dans l'âme de son mari. Le cœur d'un homme vaut la peine qu'on y pénètre, car il s'y joue parfois des drames si lugubres, que le regard épouvanté s'en détourne avec effroi. Pour être aimée d'un homme, il faut être digne de lui.

— Hélas ! comment faire ?

— Deux choses fort simples : penser à lui et le comprendre.

Marie baissa la tête en silence et retint les larmes prêtes à s'échapper de ses yeux gonflés. Elle sentit de nouveau la lourde chaîne de l'esclavage serrer ses membres engourdis. Un peu d'amour l'eût créée femme en quelques jours et sans efforts, mais on ne songeait guère à elle. L'ignorance où elle était du caractère véritable de Célestin ne lui avait pas permis d'employer exactement les moyens les plus convenables pour parvenir à son but. Comment eût-elle débrouillé du premier coup le chaos dans lequel son compagnon se débattait en s'y complaisant ? Pourtant son bon sens l'avait guidée vers la vérité, en lui inspirant une coquetterie salubre, et que trop de femmes négligent dans leur intérieur. Aussi Marie commença-t-elle avec une sorte de curiosité fébrile la lecture des volumes choisis par Célestin.

Elle laissa d'abord de côté Descartes et son *Discours sur la méthode*, et courut aux romans. Que lui importait la philosophie ? Le problème dont elle cherchait la solution, était un problème d'amour, et les romans parlaient d'amour. Jean-Jacques Rousseau fut donc consulté le premier ; la jeune femme lut *la Nouvelle Héloïse* avec un étonnement mêlé d'intérêt et d'effroi. Au contact de cette passion souvent emphatique, et partant plus de la tête que du cœur, les sources de dévouement tendre et d'affection ardente qui murmuraient déjà dans l'âme de Marie débordèrent tout à coup. Comme un bourgeon gonflé de séve et qu'un rayon de soleil suffit à faire éclore, l'amour contenu dans ce cœur de vingt ans cessa d'être un vague instinct pour devenir un sentiment puissant et défini. Marie, en face de cette brusque révélation, eut peur, mais cette peur, loin de l'engager à fuir, l'attirait invinciblement vers l'objet de son effroi.

Cependant une double révolution s'opéra chez elle : en naissant à la vie morale et intellectuelle, elle sentit en même temps se développer sa personnalité longtemps étouffée et qui s'affirmait enfin ! Elle devenait femme, mais elle devenait une *certaine* femme.

Sous l'influence de cette lecture, la lumière se faisait dans l'esprit de Marie, et dès qu'elle vit clair autour d'elle et en elle-même, elle ne releva plus que de sa propre volonté. Elle existait. Le premier acte de son existence fut une protestation contre l'amour dépeint dans *la Nouvelle Héloïse*. Au nom de la simplicité, elle repoussa l'emphase, au nom du sentiment vrai, elle condamna les exaltations malsaines où nous jettent l'égoïsme et l'imagination malade.

André, Werther, René, Obermann, échos monotones de la même note, l'éclairèrent beaucoup moins sur elle-même, mais lui révélèrent enfin une partie du caractère de Célestin. Elle joignait à une grande douceur dans l'esprit une grande netteté dans les idées. D'une nature peu portée à la poésie spéculative, elle comprenait vite et voulait immédiatement appliquer ce qu'elle comprenait. Les rêves en l'air, la sentimentalité à vide lui répugnaient. Elle analysa les paroles prononcées par son mari, elle étudia attentivement les commentaires dont il avait enrichi le texte de Jean-Jacques, elle jugea les quatre héros dont elle venait de suivre les aventures douloureuses, et, forte de son bon sens vierge (l'isolement même où l'on avait maintenu la jeune femme le rendait plus droit et plus pur), elle crut enfin posséder la vérité.

Elle eut un moment de folle joie. Au lieu de tâtonner dans les ténèbres, au lieu de supposer, d'entrevoir, elle avait une certitude, elle voyait. Mille sensations confuses, à peine ressenties autrefois, revenaient maintenant claires et vives. Mille aspirations dont on s'étonnait jadis sans les expliquer, se transformaient comme par enchantement et disaient leur nom.

Pendant six semaines que durèrent ces lectures, Marie exerça sur son cœur un travail réellement merveilleux. Elle remonta le cours de son enfance et se raconta à elle-même sa propre vie, en la comprenant. En songeant aux premiers jours de son mariage, elle rougit de honte et de regret.

— Que j'étais sotte ! pensa-t-elle. Que j'étais ignorante, et qu'il sera fier bientôt de tous les progrès que je viens d'accomplir !

Avec l'enthousiasme des jeunes savants, elle crut tout savoir, et n'admit plus qu'un seul obstacle pût se dresser entre elle et le bonheur. Elle se sentait de taille à soulever des montagnes, et se prépa-

rait avec une ardeur impatiente à entamer sérieusement cette lutte sans fin, trop souvent sans résultat, qu'on appelle la vie.

Elle *savait* les sentiments, elle crut *savoir* les hommes !

Entre la vérité et la réalité s'étend un large précipice : de quelquel bord qu'on prenne son élan, l'autre bord est bien écarté ; plus d'un tombe au milieu de l'abîme pour ne pas se relever.

Une remarque la frappa d'abord : presque tous les héros dont elle venait de lire la romanesque histoire souffraient par une femme, se mouraient d'un amour. Sa fierté de femme s'en indigna. Elle trouvait que Geneviève aurait pu et dû relever André, le sauver de cette incurable faiblesse qui fit le malheur de Geneviève et d'André. La faiblesse ne lui inspirait pas cette horreur profonde, ce mépris impitoyable dont George Sand la poursuit. Marie était à un âge où la vie surabonde ; en face de tant de richesses morales dont on n'a pas encore usé, on croit volontiers son trésor inépuisable ; on éprouve le besoin de le répandre autour de soi.

Werther, René la touchèrent vivement, quoique, pour elle, ces deux malheureux fussent surtout deux malades. Évidemment Célestin se croyait de leur famille.

— Deux amours impossibles les ont perdus, se disait la jeune femme ; peut-être mon affection dévouée pourra-t-elle ramener le calme dans l'âme de Célestin. Werther s'est suicidé pour Charlotte, Célestin vivra par moi, sinon pour moi. Pourquoi Célestin se comparerait-il à Werther ? Leurs deux situations n'ont rien d'analogue... Pourquoi maudire la vie, quand on est jeune ? Mon enfance a été malheureuse, et j'ai subi les tristes conséquences d'événements que je n'avais pas créés, cependant je me sens pleine d'ardeur et prête à recommencer une nouvelle vie qui, celle-là du moins, sera l'œuvre de ma volonté ! Werther et René sont touchants, mais ils ont été malheureux par leur faute. Devaient-ils s'attacher à l'impossible ?

Célestin, de son côté, morne et silencieux, cherchait sur les traits de sa femme la trace des impressions produites par ces révélations successives. Sans deviner la nature des sentiments qui agitaient Marie, il la vit pâle et pensive, et fut heureux. Il la crut sous l'empire des plus fortes émotions et voulut ménager l'exquise sensibilité dont il étudiait les manifestations.

— Le germe est déposé, se disait-il, laissons-lui le temps de mûrir.

Cependant il ne put retenir un mouvement de tendresse, il prit Marie dans ses bras, la contempla un instant, et murmura d'une voix sourde :

— Pauvre Marie, tu souffres déjà ! c'est la vie qui s'éveille en toi.

— Tu te trompes, répondit Marie en levant sur lui des yeux humides, je suis heureuse.

— Heureuse ! répéta Célestin avec étonnement.

— Oui, bien heureuse, car la vie s'éveille en effet chez moi, et cette activité inconnue qui remplit mon cœur, me révèle enfin le bonheur.

— Le bonheur ? Tu y crois donc ?

— Est-ce que tu n'y crois pas ?

Un sourire amer plissa les lèvres de Célestin, et il répondit avec un ricanement fiévreux :

— Je crois au bonheur, certainement, et je connais des êtres fort heureux.

— Tu me dis cela d'un ton singulier, et qui semble démentir tes propres paroles.

— Tiens, continua Célestin en conduisant Marie vers la fenêtre, tu vois ce jeune monsieur qui passe, là, dans la rue ? Regarde cette démarche prétentieuse, regarde comme il porte la tête haut. Il sort de chez son coiffeur. Ses cheveux sont pommadés et frisés, une raie droite et blanche les sépare, quelques boucles ramenées en avant font ressortir l'éclat des yeux. Son paletot est à la dernière mode, des gants admirablement frais recouvrent ses mains, il agile une badine à pomme d'or ; il sourit pour montrer ses dents, il tourne la tête à droite et à gauche pour voir si on l'admire. « Dieu, que je suis beau ! pense-t-il en contemplant ses bottes vernies ; décidément, mon cordonnier et mon tailleur sont d'habiles gens. » Cet homme est heureux, mais c'est un sot.

— Tu as raison, ce jeune homme paraît très-content de sa personne.

— Maintenant, vois ce gros homme, à la face rouge et bouffie, aux vêtements sales, à la tournure lourde et insolente tout à la fois. Ses souliers ferrés font résonner le pavé ; ses mains, dans ses poches, semblent compter des sous et des liards. Je le connais : c'est un marchand. Il passe sa vie à chercher quelque procédé perfectionné pour vendre au poids de l'or ce qu'il achète à vil prix ! On l'accuse de prêter à usure, on le méprise, il le sait, en rit, et gagne des millions. Cet homme est heureux, mais c'est un misérable.

— Veux-tu me prouver que le bonheur existe seulement pour les sots et les misérables ?

— Parfaitement.

— Tu dois te tromper. Si le bonheur n'est pas la récompense du devoir, la vie est une chose épouvantable.

— Épouvantable ! répéta Célestin.

— Pour penser ainsi, il faut avoir beaucoup souffert. Que t'a-t-il manqué depuis le jour de ta naissance?

Célestin se promena avec agitation dans son cabinet, puis, revenant auprès de Marie, il lui dit :

— As-tu lu ces livres?

— Je les ai lus.

— Et ils ne t'ont rien appris?

— Ils m'ont appris à me rendre compte de mes propres pensées.

— Je l'admets. Mais ils ne semblent pas t'avoir appris à comprendre les pensées des autres.

— Peut-être. Dans ces livres, j'ai vu que certains êtres distingués souffraient jusqu'à en mourir, pour avoir rêvé l'impossible, pour avoir voulu le réaliser.

— Alors tu les condamnes?

— Je les plains, mais je les crois malheureux par leur faute.

— Est-ce leur faute, s'écria violemment Célestin, s'il se sentent plus grands que la cage où la société les a renfermés? Est-ce leur faute si, plus nobles et plus purs que leurs prétendus semblables, ils ne rencontrent nulle part à leur portée cet idéal dont le rêve les poursuit et les tue?

— Puisque c'est un rêve, pourquoi le poursuivre? Puisque nous sommes sur la terre, pourquoi la fuir et dédaigner ce qu'elle nous offre? Werther aimait Charlotte, mais n'y avait-il que Charlotte qui fût digne de cet amour?

— Est-on maître de son cœur?

— Je ne sais, mais peut-être vaudrait-il mieux aimer ceux qui nous aiment, que s'acharner après des amours défendues et coupables, ajouta-t-elle en baissant la voix.

— En un mot, tu trouves que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Sais-tu ce que cela prouve? C'est que tu es née pour ce monde parfait, et que ton esprit ne s'élèvera jamais au delà de l'horizon embrassé par ton regard.

— Écoute, reprit Marie, cachant la blessure que lui faisaient les paroles de Célestin; tu m'as confié ces livres pour éclairer mon esprit sur tes sentiments et les causes morales de l'amertume qui remplit ton cœur. Je les ai lus avec attention, j'y ai rencontré des pages éloquentes et de nobles aspirations vers ce que tu appelles l'idéal. J'ai compris que, pour certaines natures, il y avait des douleurs délicates et particulières qu'il n'est pas donné à tous les hommes de ressentir, mais j'ai vu aussi que les héros de tes romans se trouvaient tous dans

des conditions spéciales, et ces conditions justifiaient jusqu'à un certain point leur désespoir, leur dégoût de la vie et de la société.

Célestin s'arrêta brusquement pour écouter Marie avec plus d'attention.

— A toi, au contraire, qui sembles maudire la vie comme eux, à toi qui jettes, comme eux, un regard de haine et de mépris sur la société, je le demande encore une fois, que te manque-t-il ?

Un nuage passa sur le front de Célestin dont le regard s'assombrit, sa bouche prit une expression d'ironie mordante.

— Tu es jeune, continua Marie, tu es sinon riche, du moins indépendant. Tu as reçu de l'éducation, tu appartiens, par ta naissance, aux classes moyennes de la société, ton avenir sera ce que tu le voudras, tu n'as qu'à marcher devant toi, et je ne puis voir les motifs de ton amertume que dans une disposition de l'esprit, qui te porte à repousser ce que tu possèdes pour désirer ce qui n'existe pas.

Célestin fit un effort violent et contint son indignation.

— Ainsi, pourvu qu'on soit jeune, riche et bien portant, on est en possession du bonheur ?

— On peut le posséder, sans doute.

— Et le cœur n'entre pour rien dans tes calculs ?

— Le cœur ne vit que par l'amour, répondit Marie.

— Que veux-tu dire ?

La jeune femme rougit.

— Il te manque, peut-être, d'avoir rencontré la femme supérieure qui seule est digne de toi, qui seule est capable de répandre le calme et la joie dans ton existence. Mais, continua Marie, si je ne suis pas cette femme, prends patience, et laisse-moi le temps de me grandir jusqu'à toi. Depuis notre mariage, j'ai accompli des progrès, je le sens, j'en suis sûre. Bien des choses, autrefois dépourvues de sens pour moi, me parlent aujourd'hui un langage compréhensible. Tu m'interrogeais, j'ai dû te répondre en toute franchise, t'expliquer mes pensées les plus intimes. Je voudrais éloigner de toi les tristes idées qui assombrissent ton esprit, en te disant : Célestin, aucun malheur ne t'a frappé, aucun malheur ne te menace ; tu as eu des parents qui t'aimaient, tu ne dois ton pain à la charité de personne ; je suis là, quoique bien indigne, prête à t'adorer, si tu me le permits. Je n'en eusse pas tant demandé pour remercier la Providence. Tout ce qui m'a manqué, tu le possèdes, et je ne me plains pas. Te plaindre et mépriser la vie, comme tu le fais, n'est-ce pas de l'ingratitude ?

Célestin resta stupéfait et regarda un instant sa femme avec une

surprise naïve. Pour la première fois, peut-être, on lui parlait le langage de la raison, sans qu'il pût supposer que ce langage était dicté par l'envie ou de mauvaises passions. La voix, le regard de Marie annonçaient une conviction sincère jointe aux intentions les plus pures. Elle aimait Célestin, elle le lui disait, il ne pouvait en douter, et cet amour le flattait. Les dernières paroles prononcées par elle ne lui causèrent donc pas cette irritation qu'elles lui eussent inévitablement causé sortant de toute autre bouche. D'ailleurs, devant cette question directe : « Que te manque-t-il ? » il hésita, et ne trouva pas dès l'abord une réponse suffisante. Pouvait-il en effet répondre : « Je suis laid, gauche et orgueilleux, et je hais le monde parce que je ne saurais y briller ? »

Pouvait-il avouer que, dévoré par une activité sourde, sans but défini, comparant sans cesse ses rêves à la réalité et son besoin de domination à son infériorité relative, il donnait simplement de grands noms à de petites passions ?

Pouvait-il reconnaître que son inaction était de l'impuissance, son amertume de l'orgueil déçu, son mépris de la société une envie mal étouffée ?

Pour répondre selon la vérité, pour avouer sa faiblesse, pour reconnaître ses torts, il eût fallu connaître cette vérité, juger cette faiblesse, comprendre ces torts, et Célestin s'ignorait lui-même profondément.

Dans l'erreur, mais de bonne foi, il se plaisait au sein de son désespoir d'emprunt, et, cédant à une pente naturelle de l'esprit humain, condamnait les autres en s'appuyant avec une confiance inébranlable sur sa propre infaillibilité.

Cependant les paroles de Marie le troublèrent, le firent même hésiter. Un moment il se vit renversé de son piédestal d'aspirations sublimes ; un moment il baissa les yeux devant une lumière venue du dehors et dont l'éclat l'éblouissait ; son orgueil, pris à l'improviste, se laissa désarmer, et, en face de cette jeune fille qui devenait femme par le seul développement de ses facultés naturelles, il se sentit presque petit. Une vague intuition lui révéla que la force réside dans l'amour et non dans la haine, qu'il est plus beau et plus grand de lutter en bravant les blessures et de succomber sur le champ de bataille, que de dénigrer sans danger la vie et les hommes, et de siffler les acteurs de la pièce éternelle où tous nous devons jouer notre rôle.

— Ainsi, reprit-il lentement, tu trouves mes souffrances sans motif, mon amertume sans excuse ; tu penses que je puis être heureux si je le veux ?

— Je pense, répondit Marie, rassurée et encouragée par le ton de

Célestin, je pense que la vie est meilleure pour toi qu'elle ne le fut pour la plupart de ceux dont je viens de lire l'histoire. Je pense qu'avec ton intelligence, tu devrais savoir appliquer, pour ton bien et, pour celui des autres, tant de nobles sentiments qui remplissent ton cœur et te rendent trop sévère à l'égard des malheureux qui en sont privés.

— Mais ces malheureux, crois-tu donc qu'on puisse les arracher à leur néant ? Leur petitesse ne pardonnera jamais à la grandeur qui les protège.

— Quand tu fais l'aumône à un mendiant, tiens-tu à sa reconnaissance, y songes-tu même ?

— A un mendiant, je ne donne que de l'argent. En entrant dans la lutte que j'ai toujours fuie, en me mêlant à la foule de mes semblables, c'est le plus pur de mon sang que je leur donne, c'est mon âme, sanctuaire purifié, que j'ouvre à leurs regards stupides, que j'abandonne à leurs commentaires flétrissants.

— Pourtant, Célestin, ce que je demande, tu l'as fait déjà.

— Moi ?

— Oui, toi. N'est-tu pas descendu jusqu'à la pauvre orpheline, ne l'as-tu pas épousée, n'as-tu pas arraché ses jours à la misère, à la domesticité presque, son esprit à l'engourdissement où il était plongé, à l'ignorance qui le tuait ? As-tu si mal réussi dans ta première tentative ? Oh ! certes, je sens combien je suis loin de ton idéal, je sens qu'il me reste bien du chemin à parcourir avant d'être une femme moins indigne de toi. Toutefois, tu n'as pas rencontré l'ingratitude. Il t'a suffi de vouloir, pour créer à tes côtés une amie soumise qui te devra tout, et voudrait te devoir encore plus. Chaque jour, je ferai de nouveaux efforts pour me rapprocher du but où tu m'attends. Je ne me plains pas, moi, qui n'ai ni ta puissance, ni ta grandeur morale, et je suis heureuse, malgré mon passé, parce que je me sens vivre, et que je t'aime.

Célestin saisit Marie dans ses bras et la serra contre son cœur.

— Tu as raison, s'écria-t-il, et j'ai tort de me plaindre, de haïr et de mépriser les hommes. Si je vaux plus qu'eux, je dois être meilleur et plus indulgent. J'ai beaucoup d'imagination, et j'ai vécu seul. Je faisais sans doute de mauvais rêves.

— Oui, mon ami, tu rêvais, mais, crois-moi, tu n'es pas et tu ne seras jamais un Werther, ni un héros de roman. Hélas ! pourtant, que ne puis-je être quelques jours seulement Charlotte !

— Pourquoi cela ? pour faire mon malheur ?

— Non, pour être aimée autant qu'elle !

Cette conversation porta ses fruits, et Célestin subit l'influence bien-faisante dont Marie s'était emparée par surprise : la voix du bon sens couvrait la voix de l'orgueil, et, devant les arguments d'une raison saine, tempérés par des accents de tendresse, quelques-uns des fantômes qui peuplaient le cerveau du misanthrope s'enfuirent comme des oiseaux de nuit à l'approche du jour.

Ce succès enivra la jeune femme : dans tous les cœurs il y a un grain de vanité, le moindre rayon de soleil le fait éclore. D'esclave, devenir maîtresse ; après avoir obéi en courbant la tête, marcher le front haut en guidant les autres ; sortir de l'ignorance pour entrer dans le domaine de la vie active ; naître du même coup à la liberté, à la passion ; apprendre à la fois à penser, à aimer, n'est-ce pas de quoi troubler un esprit même supérieur et peu enclin aux enthousiasmes irréfléchis ?

Marie se trouvait au début dans une de ces positions difficiles dont on sort rarement avec avantage. Elle avait à lutter contre un adversaire terrible, et qui ne pardonne jamais, l'amour-propre. Forte de sa première victoire, elle ne pouvait en goûter les fruits qu'en usant d'une habileté merveilleuse et de ménagements infinis qu'elle ne soupçonnait pas. Elle crut Célestin simple et bon, comme elle était loyale et tendre ; elle se dit qu'elle allait le convertir, elle se lança, fière et hardie, dans la voie dangereuse ouverte à ses pas inexpérimentés.

Sa chaleur communicative avait pu un instant échauffer l'âme de son compagnon, mais le vieil homme n'était pas mort. Un nouveau malentendu séparait les deux époux : Célestin ne voulait être ni guidé, ni conseillé, il voulait régner, éblouir. Or, Marie, en s'émancipant, en cessant d'être inerte et ignorante, échappait de plus en plus à cette action envahissante et absolue que notre héros avait rêvé d'exercer sur sa femme.

Elle raisonnait avec lui au lieu de l'admirer ; elle discutait ses opinions, contredisait ses plus chers aphorismes, jugeait et voulait par elle-même. Elle osa parfois le railler doucement, elle osa plaisanter, d'une façon bien innocente pourtant, un ou deux petits ridicules auxquels Célestin tenait extrêmement.

Franche et sans détour, elle montrait ses impressions, blâmait ou approuvait suivant la loi de sa conscience ; elle se donnait le devoir d'avertir son mari, quand il lui paraissait dans l'erreur, et rougissait à la seule idée qu'elle pût le flatter.

La déception de Célestin fut grande et rapide : il cherchait un courtisan, il ne trouvait qu'un ami.

Du reste, Marie se conduisit avec une rare maladresse, et céda, quoi-

que à son insu, au désir vivace chez toute femme de modifier, de pétrir à sa guise l'esprit de l'homme près duquel elle doit vivre.

Célestin, d'abord heureux de la transformation à laquelle il assistait et dont il s'attribuait le mérite exclusif, frémit en voyant son œuvre. En créant une femme, il avait aussi créé une individualité qui se développait désormais en dehors de lui.

Dès qu'il s'aperçut de ce résultat si naturel, et qui l'eût réjoui s'il avait aimé Marie pour elle-même, la lutte recommença entre les deux époux.

Célestin se crut attaqué dans son indépendance; cette volonté, qui ne relevait plus de sa volonté à lui, le gêna et offusqua son orgueil maladif. Il lui sembla que cette grandeur étrangère le diminuait, que cette puissance libre était une révolte contre sa légitime domination. D'un autre côté, la petite guerre entamée par sa femme ne tarda pas à l'indigner. Elle avait d'une main audacieuse touché au sanctuaire où trônait son orgueil. Elle lui disait qu'il n'était pas malheureux, et Célestin avait besoin de se croire malheureux. Elle lui disait qu'il n'était point à plaindre, et Célestin vivait pour se plaindre. Elle lui disait que bien des individus avaient souffert et souffraient plus que lui, que pour beaucoup d'hommes le monde se montrait plus dur et plus cruel que pour lui, et Célestin se croyait une victime.

Mais s'il n'était pas malheureux, méconnu, victime de la société, en proie à des souffrances sublimes, qu'était-il donc? un homme comme la plupart des hommes, supérieur à quelques-uns, inférieur à quelques autres! Mais si l'univers n'avait pas d'immenses torts envers lui, c'était lui qui avait des torts envers l'univers, il était un *ingrat*, suivant la propre expression de Marie.

L'erreur, un moment vaincue par la vérité, se redressa exaltée du souvenir de sa défaite, avide d'une revanche éclatante. Le songe dissipé revint à la façon de ces cauchemars interrompus par le réveil, et que le sommeil ramène avec lui.

Célestin, profondément humilié de l'incrédulité avec laquelle on accueillait le récit de ses douleurs imaginaires, violemment irrité des velléités de réforme qui se manifestaient autour de lui, rappela à son secours ses paradoxes habituels, et, supposant sa grandeur atteinte, sa beauté morale compromise, rentra pour n'en plus sortir au milieu des ténèbres épaisses de l'égoïsme et de l'orgueil.

Après quelques mois d'efforts, lorsque Marie, fière de sa vitalité nouvelle, heureuse du succès qu'elle croyait tenir, se disait :

— Grâce à moi, tous les mauvais rêves auront bientôt quitté l'esprit

de Célestin. Hier il me plaignait, aujourd'hui il m'estime, demain il m'aimera.

Elle se trouva brusquement en face d'un ennemi qui lui répondit :

— Femme, tu n'es rien ; tu m'offenses, et tu ne me comprendras jamais.

La stupeur de Marie fut grande.

D'abord, elle essaya de lutter, mais, nature délicate et sensible, elle avait besoin qu'on la soutint, qu'on l'aidât dans la rude tâche qu'elle s'était imposée.

A l'engourdissement de ses facultés succéda un sorte de chaos fantastique. Un instant ses idées s'embrouillèrent, et son cerveau, peu préparé à comprendre un caractère aussi compliqué, aussi indéfinissable que celui de Célestin, cessa de poursuivre ce problème dont la solution lui échappait toujours.

D'ailleurs, Célestin, une fois blessé dans son orgueil, devenait inabordable et refoulait, par son seul maintien, l'expression des sentiments les plus tendres.

Marie, de son côté, écoutait son bon sens, seul ami qui lui restât. Ce bon sens lui disait que Célestin ne l'avait pas aimée en l'épousant, et l'aimait moins que jamais. Cette conviction ramena la timidité momentanément détruite par le premier enthousiasme de la première passion. Elle pressentait vaguement que la plus grande, l'unique force d'une femme réside dans l'amour qu'elle inspire ; elle devinait que les vertus de la femme sont inutiles toujours, méconnues et calomniées souvent, quand l'amour de celui à qui on les offre ne les embellit pas de son attrait.

Marie avait de la fierté ; en voyant le dédain avec lequel on accueillait ses élans de tendresse, elle se tût et renonça à une lutte sans résultat, où elle trouvait le désespoir tout en créant chez Célestin une violente animosité. Elle comprenait, enfin, que loin d'être joyeux des progrès de sa femme, de la rectitude de son jugement, Célestin en était presque humilié. Elle avait fait fausse route : à cet homme il fallait de l'encens, rien que de l'encens, et Marie l'aimait trop pour le corrompre par des flatteries ; ce rôle répugnait à sa nature loyale ; elle ne songea pas un instant à le remplir. Avec la résignation des âmes honnêtes et fortes, elle préféra endurer l'injustice de Célestin. Elle ne voulut ni l'encourager dans ses erreurs, ni les lui montrer sans ménagement. Elle espéra qu'à force de patience et de douceur, elle parviendrait peut-être à toucher cette âme où la personnalité régnait naïve et brutale. Hésitante, désespérée, elle baissa la tête devant son regard, et ne répondit pas lorsqu'il lui disait d'une voix ironique et mordante :

— Seul ! je suis toujours seul !

Célestin redoutait cependant les arguments de cette raison saine et dévouée ; il renonça vite à interroger, à écouter la compagne qu'il avait choisie. Avec une sauvage volupté, il se renferma de nouveau en lui-même, et ajouta quelques pierres de taille au rempart élevé entre l'humanité et lui. Il était malheureux, cela est vrai ; prisonnier volontaire, il maudissait néanmoins son cachot, et brisait son front contre les murs qu'il aurait pu franchir ; mais au fond de toute douleur il y a une compensation. Cette compensation pour Célestin, n'était-ce pas l'enivrement de sa personnalité ?

Il y avait dans sa nature un côté vindicatif dont il ne se rendait pas compte, car nul homme ne s'ignorait lui-même autant que Célestin. Sans le vouloir, sans le savoir peut-être, il se vengea sur Marie de la déception qu'elle lui avait causée.

Marie, douce et résignée, montrait encore à Célestin une sorte d'affection craintive, la seule qu'elle osât manifester. Elle cédait à tous ses caprices, s'astreignait à toutes ses manies, vivait loin du monde, privée de relations, sevrée des distractions les plus ordinaires.

Cette douceur, cette résignation achevaient de la perdre aux yeux de Célestin. Pour lui, ce n'était qu'impuissance et insensibilité. Il voyait bien qu'elle cédait sans être convaincue, et il en ressentait une vive irritation.

— Elle a peur, elle obéit, se disait-il, mais elle refuse de me croire, et pour elle je suis toujours un rêveur, un faux héros de roman, un ingrat. Elle me juge avec ses préjugés bourgeois, et n'atteindra pas la hauteur où il faut se placer pour comprendre ma valeur morale.

Quelques années s'écoulèrent ainsi. La nature de Célestin s'exagérât de plus en plus, comme il arrive chez tous ceux qui, pleins d'eux-mêmes, s'admirent au lieu de se surveiller. Jeune, bien portant, inactif et vivant exclusivement de ses propres pensées, il tomba presque dans la monomanie. Sa misanthropie prit les allures d'une maladie caractérisée, et le corps, subissant enfin le contre-coup de cette existence anormale, réagit sur l'esprit qu'il acheva de déranger. Célestin devint malade imaginaire. Il se découvrit une foule d'infirmités qu'il résolut de soigner d'après les lumières de son propre bon sens, et Dieu sait à quel régime impossible il se soumit ! Il fallait être de fer pour y résister, il y résista.

Il passait une partie de ses journées couché dans son lit, sans dormir, sans lire, réfléchissant.

— A quoi pense-t-il ? se demandait la jeune femme.

Célestin le savait sans doute, mais il gardait son secret. D'autres fois, il sortait dans la campagne en évitant, pour se rendre à ses promenades solitaires, de traverser les rues fréquentées. Ces jours-là, il rentrait tard et fatigué, morne et soucieux. Pendant des semaines entières, il n'adressait pas une parole à Marie, ou, s'il lui parlait, c'était par monosyllabes. Toute autre femme se fût enfuie ou serait devenue folle, mais la pauvre orpheline puisait en elle-même la force d'endurer cet enfer anticipé : elle en souffrait, sans en mourir.

C'était son enfance qui recommençait.

ARTHUR ARNOULD.

(La suite à un prochain numéro.)

AD MAJOREM DEI GLORIAM¹

NOUVELLE TRADUITE DE L'ALLEMAND DE ALFRED MEISSNER

XIV

UNE VISITE

Quelques jours s'étaient à peine écoulés depuis les funérailles de M. d'Ancier, que son nom n'était plus prononcé, comme si son souvenir avait été enterré avec lui. Et que l'on ne croie pas qu'il en fut ainsi parce que M. d'Ancier était un vieillard qui n'avait que peu de rapports avec la vie; c'est le cours des choses, et il ne se fait pas d'exceptions pour le plus juvénile, pour le plus aimé, quand il disparaît. Les amis se dispersent après l'enterrement, la bien-aimée cherche un nouvel amant; seule, la mère pleure longtemps encore, et quand elle sort pour la première fois on remarque qu'elle est plus ployée.

La notification du décès ainsi que le testament furent expédiés à Besançon. La Franche-Comté ou Haute Bourgogne, qui avait été un fief de l'empire d'Allemagne, faisait alors partie des Flandres et par conséquent appartenait à l'Espagne; les tribunaux y étaient plus expéditifs que de nos jours. Celui de Besançon examina les actes et les déclara en règle. Personne ne s'étonna que M. d'Ancier, étant mort dans les idées religieuses qu'on lui savait, eût pourvu les Jésuites d'une façon aussi large. On ne s'expliqua pas trop sa prédilection pour Denis Éverard, mais cela importait peu. Quinze jours après l'arrivée du testament, une sentence du tribunal mit les héritiers en possession de tous les biens. En même temps des messes furent lues à Besançon pour le salut de l'âme du défunt.

¹ A la plus grande gloire de Dieu. — Voir la *Revue germanique* des 1^{er} janvier, 1^{er} février, 1^{er} mars, 1^{er} avril et 1^{er} mai 1863.

Par un jour de novembre, comme Cabano était assis dans son laboratoire, à la piste de sa découverte qui ne lui réussissait toujours pas, il lui fut annoncé un étranger. Entra un officier jeune encore, à l'allure martiale, à la tenue militaire.

C'était Villiers Gauthiot.

Le père fut interloqué; il s'en fallut de peu qu'il ne laissât tomber le vase qu'il tenait en mains.

— Il y a si longtemps que vous ne m'avez vu, dit Villiers, et notre rencontre a été si fugitive alors, que vous ne me remettez peut-être pas.

— Non, en effet, marmotta Cabano.

— Je suis le neveu, reprit Villiers tandis que le père l'interrompit avec pétulance.

— De M. d'Ancier, certainement? Oui, s'écria-t-il avec une chaleur factice, je me souviens; — soyez le bienvenu!

— Enfin, dit Villiers, il m'est permis de revoir Rome et mon oncle. Il a sans doute changé de demeure, car il me répugne de croire que les scellés que je viens de voir sur la porte de sa chambre soient de triste augure.

— Prenez courage, dit Cabano à mi-voix, courage! Votre oncle, notre hôte bien-aimé, a changé de demeure en effet : depuis le jour de la Toussaint il repose là où nous allons tous lorsque le décret de Dieu nous appelle.

— Mon Dieu! s'écria Villiers. Et il devint muet.

On ne pouvait savoir s'il réfléchissait ou s'il était consterné.

— A la Toussaint! s'écria-t-il enfin. Depuis douze jours seulement! Cela fut-il donc si subit qu'on ne pût m'appeler?

— D'une part ce fut subit, répondit Cabano, de l'autre, nous étions préparés depuis longtemps, tant ses nerfs étaient ébranlés.

— Je lui ai écrit il y a un mois environ. Il était encore en vie alors? dit Villiers.

— Certainement, certainement, affirma Cabano.

— Ne pouvait-il plus écrire? demanda Villiers.

— Il le pouvait encore, mais il remettait de jour en jour, car il n'écrivait pas volontiers. Je me souviens que votre lettre lui a causé un grand contentement.

— Quelle fut sa fin? demanda Villiers avec instance. Dites-le-moi, où et comment mon pauvre oncle est-il mort?

— Il est mort doucement, répliqua le Jésuite, dans la chambre où vous l'avez vu, et il a été enterré ainsi qu'il convenait à son rang.

— A-t-il songé à moi à l'heure de sa mort? demanda Villiers avec émotion.

— Souvent, très-souvent! fut la réponse. Dans son testament vous trouverez un témoignage de son affection.

On se souvient de ce legs. Il consistait en un portrait et une somme à peine suffisante pour faire encadrer le portrait convenablement.

« Je lui en serai éternellement reconnaissant, répliqua Villiers, sur les traits duquel Cabano crut avoir lu de la surprise alors qu'il avait parlé de l'existence d'un testament.

— Ce testament, demanda Villiers, il l'a sans doute rédigé jadis et de sa propre main ?

— Nullement, assura Cabano, il l'a fait à son dernier jour, en pleine et entière connaissance.

— Pouvait-il donc écrire ?

— Y pensez-vous ? Le notaire a écrit sous sa dictée. Cet acte judiciaire s'est accompli avec solennité : M. de La Barre et M. de Coucy étaient présents en qualité de témoins ; peu de temps avant de s'aliter il les avait invités en personne ; ce fut, si je ne me trompe, sa dernière sortie. »

A ces mots, Villiers ne put garder la tranquillité avec laquelle il s'était efforcé d'écouter jusque-là. Agité, les yeux béants, il laissa dire les détails du testament ; sans répliquer un mot, il s'assit sur un siège, se couvrit les yeux de ses mains et resta quelque temps silencieux.

On connaît les soupçons qu'il inspirait aux Jésuites.

Après cette scène, Cabano ne douta plus de sa culpabilité et, en effet, le mutisme de Villiers était surprenant. « Hein ? pensa Cabano, tu ne t'y attendais pas, tu as pensé nous surprendre ! Tu avais prévu des défaites, des subterfuges, mais tu n'avais pas prévu un testament contre-signé par des témoins, pas prévu que nous saurions nous procurer l'oncle que tu as fait tuer ? Ton assurance agressive s'est changée en consternation et en abattement ! Notre invention humilie ton imagination de criminel, — tu entres en lice désarmé. »

Tels étaient les soupçons de Cabano ; ce qui suivit ne fit que les confirmer.

Villiers était toujours silencieux, Cabano le laissa tranquille, et, sous prétexte de respecter cette affliction muette, il observa avec complaisance son antagoniste dupé. Enfin il commença du ton d'une exhortation religieuse :

« Calmez-vous, monsieur Villiers, et croyez que nous lui fûmes dévoués comme à un frère. Si nous considérons le néant de cette vie, la mort n'est point un mal. Votre oncle est mort comme il convient à un pieux fils de l'Eglise, et il s'est assuré pour l'éternité des temps les prières des fidèles par les dispositions nobles et chrétiennes qu'il a prises en quittant ce monde. »

Villiers bondit de son siège. Ce genre de consolation, au lieu de le calmer, paraissait l'irriter. Du moins Cabano s'expliqua ainsi l'agitation avec laquelle il se promena de long en large. Soudain, il s'arrêta devant le Jésuite et lui dit les lèvres tremblantes :

« Que le ciel lui accorde la paix éternelle et vous rende, mes révérends pères, tout ce que vous avez fait pour lui ! L'Écriture nous apprend que nous nous revoyons ! Tenons-nous à cette consolation et croyons que les morts ne sont que des absents, lesquels nous manquent aujourd'hui et que nous retrouvons demain. »

Il sortit impétueusement, laissant le Jésuite abasourdi par ce discours tranchant, provoquant et à double sens.

Cabano, en proie à la plus grande agitation, se présenta chez Vitelleschi qui, informé par Ortiz de la visite, l'attendait avec impatience.

Il raconta, jusque dans le plus petit détail, le colloque qu'il avait eu avec le neveu et répéta mot pour mot la dernière phrase d'une si étrange ambigüité.

Le général et Ortiz partagèrent l'avis de Cabano.

Vitelleschi dit :

• Nous nous ferions illusion si nous doutions du sens des derniers mots : ils sont d'une clarté effrayante, d'une transparence qui touche au blasphème, d'un sarcasme féroce. Villiers Gauthiot sait fort bien que son oncle est mort sans testament, et que nous avons mis quelque chose en œuvre pour réaliser ses intentions. Je reviens à mes premiers soupçons : cet homme a envoyé les pommes empoisonnées, c'est lui qui est le machinateur de la catastrophe finale. Les paroles qu'il vient d'émettre, le billet qui accompagnait la relique et la lettre de Castellamare ont un singulier air de famille. Cependant c'est lui qui est dupé, car il est tellement enchevêtré dans le tissu de son œuvre criminelle, qu'il ne peut pas plus nous attaquer que nous ne pouvons le poursuivre ni rétracter la comédie de notre succession. Il peut attirer l'orage d'un scandale au-dessus de nos têtes, rien de plus ; mais je crois bon, dans l'intérêt de notre considération, d'aviser à le détruire. »

XV

IMPRÉVU

Le séjour de Villiers Gauthiot à Rome fut cette fois plus court encore que d'habitude. Il avait appris par toutes les personnes qu'il avait rencontrées que les choses s'étaient passées ainsi que le père Cabano les lui avait décrites. Nul n'avait émis l'ombre d'un doute.

Après quelques jours, les Jésuites étaient rentrés en possession de la tranquillité qui résulte d'un tour habilement joué. Sur l'âme du général seulement pesait une pression qui se faisait sentir aux rares instants que ses préoccupations multiples lui laissaient pour songer au défunt.

Il se disait alors comme pour se tranquilliser : « Pauvre mort, nous n'avons exécuté que ta volonté ! Ton désir s'est réalisé et la contre-mine de tes ennemis et des nôtres a été éventée. Tel est le monde, voilà les moyens dont il faut se servir pour obtenir son droit ; toujours il y faut faire triompher la justice par des armes injustes ! Enfin, c'est ainsi, il serait oiseux de s'en plaindre ! »

En ce même automne de l'année 1626, il était ~~survenu~~ maint événement de nature à assombrir l'esprit de Vitelleschi. D'après quelques indices, l'on pouvait prévoir que l'attitude du saint-siège serait très-réservée pour ne pas dire hostile à l'Ordre.

Urbain VIII fut parmi les princes de l'Église l'un des plus intelligents et des plus tolérants. Étant cardinal et supérieur du collège grec, il avait éloigné de ce collège les Jésuites, et en avait confié la direction aux bénédictins. Dans les derniers temps il avait froissé l'Ordre plus douloureusement encore. Un gentilhomme écossais était venu à Rome, et avait remarqué dans l'église *del Gesu*, parmi les saints et les martyrs, l'image des deux Jésuites Oldcorn et Garnet. Il demanda une audience et porta plainte au Pape de ce que des conspirateurs qui avaient tenté de faire sauter le palais du roi, qui avaient été condamnés et exécutés en qualité d'incendiaires, que ces coupables fussent exposés, à Rome, à la vénération des fidèles. Urbain ordonna qu'on éloignât les images. Vint un gentilhomme français porter plainte que Goignard aussi fût classé parmi les martyrs, Goignard, ce Jésuite qu'un arrêt du Parlement avait fait pendre pour avoir déclaré du haut de la chaire que Henri III avait été justement mis à mort par Clément, et intimé l'ordre de hâter la fin de Henri IV, si ce roi ne périssait durant la guerre. Là-dessus, Urbain fit l'injonction brève et catégorique de purifier les églises de tous les portraits de Jésuites, à l'exception de ceux de saint François-Xavier et de saint Ignace de Loyola ; ordre qui fut exécuté, mais qui porta au cœur.

Quand nous touchons au combat vers lequel la force des choses nous pousse depuis longtemps, une profonde tristesse s'empare de notre esprit. La nuit qui précède la bataille est de beaucoup ce qu'il y a de plus terrible. Les ombres des choses les précédant, apparaissent comme des fantômes et abattent le plus fort...

Après une longue audience au Vatican, Vitelleschi revint à sa résidence l'âme préoccupée. C'était par une de ces nuits de décembre, claires et froides, où le vent souffle des montagnes du Latium. Le général traversa les longs couloirs sonores et entra dans son cabinet sur le seuil duquel l'attendait son secrétaire. Vitelleschi lui dit de se mettre au lit, étant décidé à remettre au lendemain toutes les correspondances, quelque importantes qu'elles fussent.

Les cierges furent allumés. Vitelleschi demeura seul, avec son chat blanc qui, étendu sur le fauteuil, avait témoigné de sa joie en voyant entrer

son maître. Vitelleschi s'appuya longtemps sur la table où étaient les *Institutiones*, écrites sur parchemin depuis bientôt cent ans; ses yeux erraient avec distraction sur une liasse de lettres qui étaient arrivées pendant son absence. Machinalement il les prenait l'une après l'autre, jusqu'à ce qu'il fut frappé par l'une d'elles; il l'ouvrit et lut ce qui suit :

« Mon révérend père en Jésus-Christ !

» Vos inquiétudes à mon sujet doivent être aussi grandes que les épreuves que j'ai traversées. Les recherches que vous devez avoir faites sont restées vaines, j'en suis sûr. Les filets dans lesquels je suis tombé ont été si habilement tissés que je ne m'y reconnais pas même à présent. Le révérend aumônier du vice-roi de Naples, l'abbé Milesi, et Falconet, votre élève, ont été mes sauveurs; sans leur aide, votre malheureux ami était perdu pour ce monde, et le triomphe de la malice assuré. Vous apprendrez dans tous ses détails cette histoire criminelle; pour le moment, je vous annonce seulement que je suis dans le couvent des Jésuites, à Naples, où j'ai reçu une généreuse hospitalité et où je suis tombé malade. Une fièvre maligne m'a saisi; elle me laisse peu d'espoir de vous revoir, à moins que l'un des vôtres ne se hâte et ne vienne me trouver ici ! J'ai tout préparé, le cas de ma mort échéant. Ci-joint mon testament, vieille dette que je paye et sur laquelle vous n'avez plus compté sans doute. Puisse cette donation avoir quelque valeur, non à cause de son étendue, mais à cause des persécutions qu'elle m'a attirées et des souffrances au milieu desquelles je l'ai écrite !

» GAUTHIOT SIRE D'ANCIER.

• Naples, le 4^{er} dimanche de l'Avent. •

Longuement, longuement, Vitelleschi tint la lettre en main, debout à la fenêtre ouverte, les yeux fixés sur les étoiles de cette nuit froide, qui le regardaient avec une sévérité solennelle. Il caressa ses cheveux qui s'étaient dressés à la lecture, enfin ses lèvres contractées s'ouvrirent et il dit :

« Si tu vis, Gauthiot, tu me fais peine ! Je ne t'ai pas plaint alors que je t'ai cru immolé par des assassins; maintenant que tu as échappé à la mort, tu me fais pitié ! Je n'ai pas voulu te dépouiller, j'ai voulu nous assurer ce qui nous revenait; les moyens dont nous nous sommes servis se tournent subitement contre toi — et contre nous ! Nous ne pouvons rien restituer, rien avouer; il nous faut avancer, avancer; ce qui s'est effectué se doit soutenir, notre route est tracée !... »

Un frisson le parcourut. Le vent montait la garde en bas, le vent, ce coursier du diable qui l'attend. Ce cheval fantastique fond sur les rues,

et souffle et secoue sa crinière, bat avec impatience de porte en porte, s'éloigne en une rafale, et revient lentement comme s'il cherchait, et au général il semble qu'on frappe à la porte, qu'on frappe avec crainte et anxiété, que son ami, M. d'Ancier, est en bas malade, jauni par la fièvre, vêtu comme un mendiant, et qu'il ne peut pas lui ouvrir, qu'il ne doit pas le reconnaître!...

Son regard tomba sur le globe parsemé de croix rouges, et il dit :

« Je l'ai fait pour toi, pour l'éclat et la puissance de notre Ordre ! A moi qu'en revient-il?... »

Il ferma la fenêtre et se dirigea vers son alcôve; le chat théologue, inquiet de l'agitation de son maître, se retira jusqu'auprès du globe, regarda le général de ses yeux étranges et fouetta la mer du Sud de sa queue.

« En vérité, murmura Vitelleschi, il se passe des choses pour la gloire de Dieu qui glacent le sang dans les veines ! Si tu vis, Dieu tout-puissant pour lequel nous prétendons agir, sois-nous miséricordieux ! »

Les cheveux dressés, le corps en fièvre, tremblant et consterné, le vieil athée se mit au lit.

XVI

PLAN DE CAMPAGNE

Au matin qui suivit la nuit où son esprit avait été tellement ébranlé par la nouvelle de la réapparition de M. d'Ancier, le général de l'Ordre avait retrouvé son impassible tranquillité. Il était redevenu lui-même calme, pensif, mesuré, en un mot, Vitelleschi tout entier, l'*Ange de la paix*. Il dit la messe comme il avait coutume, choya son chat, reçut des pétitions, distribua des aumônes, et accorda quelques audiences brèves. Vers onze heures il fit venir Ortiz et Cabano et leur montra la lettre. Grand fut leur effroi, grande leur perplexité, surtout lorsqu'ils se furent convaincus, en comparant l'écriture à celle des lettres antérieures, que celle-ci provenait vraiment de M. d'Ancier.

« Maintenant seulement je comprends le terrible neveu ! s'écria Ortiz : « Les morts, dit-il, sont des absents que nous pouvons rencontrer « demain. » Sa sentence s'est accomplie.

— Et comme il doit être sûr de son fait, dit Cabano, puisqu'il dédaigne de se dérober à nous ! Mon Dieu, mon Dieu ! qu'y a-t-il à faire pour détourner l'orage qui gronde sur nos têtes !

— J'avoue, dit Ortiz, que je suis interdit. »

Le général avait gardé un profond silence ; plus d'une crainte s'était

marquée sur ses traits, mais aucune ne s'était manifestée par des paroles enfin il dit :

« Je suis loin d'atténuer la difficulté de notre situation ; on pourrait à peine se la figurer plus compliquée. Néanmoins nous ne serons perdus que lorsque nous aurons commis la première faute. Tout coup doit avoir un contre-coup. Nous demander ce que nous devons faire à présent, c'est aire une question oiseuse, car cette histoire ténébreuse est plutôt obscurcie encore par la dernière révélation, et la voilà plus énigmatique que jamais. Où le neveu avait-il enfoui son oncle que celui-ci paraît connaître à peine le lieu de son séjour ? Pourquoi Villiers l'a-t-il épargné, et comment dans sa violence a-t-il gardé le sang-froid de se convaincre que nous avançons un faux testament ? Ce qu'il y a de sûr, — ne nous abusons pas là-dessus, — c'est que cet individu est aussi fort que nous ! Nous avons justifié sa prudence et dépassé ses plus vives appréhensions. Non-seulement nous avons fabriqué un testament, mais nous avons substitué un oncle ; — là-dessus il lâche l'oncle, et fait d'une faible victime sans défense l'arme la plus terrible contre nous ! »

Cabano demanda à faire une remarque :

« Si l'écriture était contrefaite ! si M. d'Ancier était vraiment mort ! les pommes empoisonnées devaient agir immédiatement ; pourquoi un si lent calcul dans cet attentat ? Songeons-y afin de ne pas donner dans un panneau en dépit de toute notre sagacité !

— Nous ne savons rien, s'écria Vitelleschi ; l'opinion de Cabano peut aussi bien être juste et excellente qu'absurde. La force des choses a poussé notre vaisseau jusqu'à cet écueil où il paraît s'accrocher, — elle peut encore l'en détacher.

— Je ne désespère pas, dit le père Ortiz, mais toute la perspicacité et toute la finesse ne nous serviront de rien jusqu'à ce que nous ayons jeté un regard net sur l'état des choses. Si j'étais jugé capable de partir pour Naples et d'y observer la situation, il ne tiendrait pas à moi que je revinsse sans résultat. ♦

— Penses-tu ? demanda Vitelleschi en souriant. A la bonne heure, on peut dire que les difficultés ne t'effrayent pas ! Fort bien ; pars pour Naples, observe le terrain, commence la campagne ! Et d'abord je suis d'avis que nous sachions à quelles gens nous avons affaire. La lettre nomme l'abbé Milesi et Falconet, voyons ce que nos livres réfèrent. »

Il alla dans une chambre voisine qui contenait le registre des individus, et en rapporta deux in-folios qu'il ouvrit et d'où il marmotta ce qui suit :

« Abbé Milesi..... né en 1579..... dominicain..... confesseur du vice-roi de Naples et des Siciles..... bienveillant..... censé philanthrope..... adversaire inoffensif de l'ordre de Jésus..... très-distract..... oublieux. »

— C'est très-bon ! observa Ortiz sèchement.

— A Falconet à présent, dit Vitelleschi en ouvrant l'autre volume :
 « Falconet, Suisse, né en 1600, âme sensible et croyante, prompt, exalté, irréfléchi, volonté faible, trop communicatif. A surveiller. »

— C'est moins satisfaisant, dit Ortiz; mais un jeune homme comme cela, c'est peu important.... Il ne sera même pas nécessaire de lui faire entendre qu'un mot de Monseigneur le peut expédier en Chine ou au Japon.

— Voilà pour t'orienter, dit Vitelleschi; en outre, je t'engage à conférer avec notre avocat, le docteur Gattini. Je te donnerai quelques lignes pour lui. Tu peux te confier absolument à lui, mais ne le fais que lorsque tu le jugeras indispensable. Aie toujours deux points en vue : M. d'Ancier est mort à la Toussaint et il a été enterré le jour des morts; ainsi l'individu de Naples n'est qu'un imposteur; le second point consiste à paralyser le neveu, qui, d'après ce que j'ois dire de tous côtés, est énergique, fort de lui-même, jaloux de son honneur, enclin à des émotions violentes, passionné dans le bien comme dans le mal. Concilier ces deux points est difficile à l'extrême, car en poursuivant Villiers comme malfaiteur, on nie que M. d'Ancier soit mort de sa belle mort ici... Mais il suffit ! Pars, mon fils, ma bénédiction te suit ! Une grande mission t'est confiée, mais l'on n'impose beaucoup qu'à ceux qui savent beaucoup réaliser. »

Il quitta les deux pères, et quelques heures après Ortiz était sur la route de Naples.

XVII

LE CHEVALIER REZZONI

Nous interpolerons ici les événements qui marquèrent le laps de temps entre le départ de Rome de Villiers Gauthiot et l'arrivée à Naples du père Ortiz. Et puis nous remonterons aux faits antérieurs pour résoudre l'énigme de la disparition de M. d'Ancier.

A une heure assez avancée il parut un soir à l'*Osteria del Orso* (méchante auberge de Gaëte), un vieillard courbé et cassé qui demanda à parler à l'aubergiste. Il avait l'air misérable du lazzarone, et les diverses pièces de son ajustement composaient un bariolage incroyable : un vieux bonnet de pêcheur couvrait sa tête, les restes d'un costume de matelot espagnol formaient le pantalon et la veste; le manteau pendant très-bas, transparent de vétusté, semblait avoir appartenu à un lansquenet quelconque.

On pense que l'aubergiste ne fut réjoui qu'à moitié par l'arrivée d'un hôte pareil. Le vieux dut s'apercevoir de l'impression défavorable qu'il produisait, car il dit :

« Ne vous en tenez pas à ma mine, mais à ce que je suis. Le sort s'est

joué de moi d'une façon effroyable ! Maintenant je suis délivré. Venez avec moi dans une chambre, afin que je vous donne quelques renseignements. Je vous payerai princièrement les petits services que j'ai à vous demander. »

Cette entrée en matière fit croire à l'hôtelier que le vieux était fou, et il lui fit une réponse dérisoire.

« Raillez toujours ! dit le vieux, je ne vous en veux pas ! Ma destinée est si aventureuse que l'on pourrait en perdre la tête. Cependant je l'ai gardée ; je suis un gentilhomme considéré et possesseur de terres si étendues, que vous ne les pourriez parcourir en dix jours, je suis M. d'Ancier.

— Fort bien ! dit l'aubergiste du ton dont on parle à un fou, que voulez-vous de moi ?

— Pour aujourd'hui, je ne demande qu'un gîte pour la nuit ; pour demain, je vous demanderai un messenger qui se charge d'une lettre pour Naples. »

L'hôtelier ne prit pas la peine d'entrer plus avant dans les désirs qu'il prenait pour ceux d'un insensé, et il demanda :

« D'où venez-vous donc ?

— Je suis victime d'une machination infernale, répliqua le vieillard ; une force invisible a tenté de me détruire, une force invisible m'a délivré. Voilà des semaines que je languis dans la citadelle de Gaëte, privé d'air et de lumière, condamné au silence, n'obtenant de réponse ni à mes suppliques ni à mes plaintes, ignorant où je suis ! Le geôlier, auquel je racontai vainement toute mon histoire, qui ne sait pas ou prétend ne pas savoir comment je me nomme et qui je suis, m'a remis ces vêtements pour couvrir ma nudité au moment de ma délivrance, et sur le chemin de votre hôtellerie seulement, j'ai appris que j'étais à Gaëte, dans une ville où je ne connais âme qui vive. »

Le port de Gaëte était en effet la Bastille napolitaine, et contenait ces cellules que la langue du peuple nommait les tombes, et que tout le monde redoutait, car on y était jeté sans interrogatoire, sans condamnation, et maint innocent y avait péri. De nos jours où les Bastilles ont disparu partout, le royaume de Naples en possède encore une à Saint-Étienne (dans les Iles Pouza), dans laquelle, à la honte du siècle, on renferme ceux qui se sont rendus coupables d'opposition politique ou qui ont été dénoncés comme constitutionnels.

L'aubergiste, devenu pensif au commencement du récit, avait à la fin hoché de la tête avec incrédulité :

« Vous auriez passé des semaines, dans les tombes ? Écoutez, celui qui entre là-dedans, un ange seul peut l'en retirer, l'ange qui a rompu les liens de saint Pierre. Je me figure où vous avez été. »

Il s'arrêta ; il considérait son hôte comme un échappé de l'hospice des aliénés, et la réponse du vieux confirma cette idée.

« Vous avez raison, dit-il, la main invisible qui m'a sauvé a accompli un miracle semblable. Je crois connaître mon ange, je lui ai parlé, et bien qu'il ne m'ait pas répondu, il m'a délivré.

— Bien, bien, dit l'aubergiste en s'éloignant, vous aurez votre gîte ; pour ce qui est du messenger, je suppose que cela ne presse pas tant, nous verrons demain. »

Là-dessus, il quitta le vieillard et lui assigna une couche misérable. Exténué au moral comme au physique, M. d'Ancier se jeta sur ce lit court, étroit, malpropre, se couvrit les pieds de son manteau de lansquenet et s'endormit. Nous le laissons à son sommeil et remontons l'histoire de ses épreuves jusqu'au jour où il quitta le couvent des Jésuites pour rendre visite à ses compatriotes MM. de Coucy et de La Barre.

L'esprit chargé de vilains pressentiments, M. d'Ancier avait franchi le seuil du couvent. L'incident des pommes empoisonnées était présent à sa pensée ; cependant il s'expliquait son agitation, qui pouvait bien être l'avant-coureur des dangers qui l'attendaient, par l'inquiétude qui reste à l'âme après qu'on a échappé à un grand péril.

Au demeurant, il était incertain s'il devait attribuer, avec Vitelleschi, ce forfait à son neveu, au plus proche de ses parents ! Il voulait rédiger son testament le lendemain, dans lequel il désirait inclure un legs pour Villiers, et il ne savait toujours pas s'il le devait considérer comme un innocent injustement accusé, ou comme un misérable empoisonneur. Il s'y perdait et il lui semblait que jamais cette affaire ne serait éclaircie.

Dieu seul peut m'indiquer le droit chemin, pensa-t-il en se retournant du côté de l'église del Gesu. Il avança. Arrivé au coin de la rue *del Baboio*, il remarqua deux hommes appartenant à la plus basse classe du peuple, accroupis sur les degrés d'une fontaine. Leur attitude n'avait rien de surprenant ; ils le virent passer sans le dévisager particulièrement, et cependant leurs regards percèrent son cœur comme un poignard. Involontairement il hâta ses pas, sans oser se retourner ; après avoir marché assez longtemps, il le fit, les deux individus n'étaient plus à leur coin. « Tu as peur de fantômes ! » se dit-il en essayant de regagner de la fermeté et en se moquant de ses propres inquiétudes ; mais cela réussissait mal. Il se disposait à tourner dans une autre rue, lorsqu'il crut apercevoir les mêmes hommes debout, derrière deux chariots de bagages arrêtés devant une maison. Il s'arrêta comme paralysé. Cependant ces deux hommes s'étaient retournés en un clin d'œil et étaient entrés dans une maison, sans trahir la moindre précipitation qui pût indiquer qu'ils se soustrayaient à la vue de qui que ce fût. M. d'Ancier se prit à douter que ce fussent les mêmes, et avança sans se détourner usqu'à la maison de M. de La Barre, située sur la petite place di Pasquino.

Nous savons comment il exprima ses inquiétudes, et comment il fut raillé par M. de La Barre.

M. d'Ancier s'était approché de la fenêtre à plusieurs reprises, pour s'assurer si les deux individus ne le guettaient pas. Ne voyant rien, il se remit petit à petit et abrégé sa visite pour se rendre en hâte chez M. de Coucy et rentrer chez lui avant le soir.

M. de Coucy demeurait assez loin, près de la fontaine *di Trevi*. Il y avait bien pour un quart d'heure de route à travers les rues les plus enchevêtrées. Comme M. d'Ancier arrivait sur la place Colonna et passait devant la colonne d'Antonin, l'horloge sonnait six heures. Il doubla le pas. Parvenu à la porte de M. de Coucy, il se détourna pour voir si personne ne le suivait. Comme il n'en était rien, il monta et trouva le second de ses compatriotes chez lui. Il exposa la cause qui l'amenait, parla de ses anxiétés, mais en s'en moquant. Content d'avoir terminé son affaire, il se remit en marche vers sa demeure.

Comme M. d'Ancier avait passé la porte de M. de Coucy, il vit une voiture couverte, faisant halte à une maison contiguë; sur le marchepied un jeune homme distingué et élégant s'entretenait avec une dame qui venait de descendre ou qui était sur le point d'entrer dans la voiture. Lorsque M. d'Ancier les eut rejoints, la dame se retira et le jeune gentilhomme, au moment de sauter dans la voiture, saisit M. d'Ancier du regard, se retourna rapidement, le salua avec amabilité et lui dit :

« Je suis le chevalier Rezzoni ! »

— Je ne sais vraiment pas où j'ai pu avoir l'honneur de vous rencontrer, dit le vieux gentilhomme.

— Je ne vous connais que de vue, répondit le jeune homme, j'ai été par hasard votre voisin à la représentation des *Captifs* de Plaute, donnée par les élèves des Jésuites. Mais c'est indifférent, absolument indifférent. Est-ce que c'est vous qui êtes monté dans cette maison, il y a une demi-heure environ ? »

Monsieur d'Ancier affirma.

« C'est cela, dit le jeune homme, je vous ai vu regarder par les fenêtres de cette demeure. N'avez-vous pas remarqué que deux hommes vous suivaient ? »

M. d'Ancier tressaillit et dit :

« A deux reprises j'ai cru le remarquer, mais pas dans cette rue. »

— Prenez garde, dit le jeune homme, qu'il ne vous arrive malheur. Ces figures sont des faces de bandits ! Les rues sont désertes aujourd'hui, la fête du mont Testaccia a tout attiré hors la ville; bien que nous soyons en plein jour, faites-vous escorter par quelqu'un. »

Le jeune homme salua et grimpa dans sa voiture, laissant M. d'Ancier indécis et inquiet. « Celui-là, pensa-t-il, aurait bien pu faire davantage pour moi et me reconduire dans sa voiture. »

La voiture était déjà en mouvement; soudain elle s'arrêta, le jeune homme mit la tête à la portière et cria :

« Je suis très-pressé, il est vrai, cependant, s'il vous convient, je vous mènerai chez les Jésuites.

— Vous êtes trop bon, chevalier, » répliqua M. d'Ancier, qui entra sans sourciller.

La voiture roula rapidement, et les deux compagnons entamèrent une conversation. Le chevalier Rezzoni semblait très-renseigné sur les tenants et les aboutissants de M. d'Ancier, mais seulement comme quelqu'un qui connaît à fond la généalogie de toutes les grandes maisons. Il était au courant de sa situation politique d'autrefois, et dit au vieux gentilhomme plusieurs choses qui le flattèrent et lui donnèrent la meilleure opinion de sa nouvelle connaissance. Le chevalier avait les manières d'un homme du monde ; ses habits étaient d'un goût exquis ; au petit doigt de la main gauche, qui était blanche et effilée, brillait un diamant d'une valeur considérable. Son regard seul était désagréable. M. d'Ancier en éprouvait une impression singulière. En outre, mainte parole, maint accent, prouvait à un gentilhomme de la plus pure eau, tel que l'était M. d'Ancier, que le jeune homme ne s'était pas toujours trouvé dans la meilleure compagnie. Il se ressouvint aussi que la maison devant laquelle s'était arrêtée la voiture était une maison de jeu des plus malfamées, et que la dame avec laquelle son voisin s'était entretenu avait été une courtisane romaine renommée. Cependant les mœurs d'alors étaient moins sévères encore que les nôtres ; on pouvait sortir d'une maison de jeu et être vu en plein jour avec une courtisane, sans être pour cela un gentilhomme moins irréprochable et sans avoir l'honneur entaché.

Le chevalier dit en passant qu'il connaissait Villiers Gauthiot : « Je l'ai rencontré chez S. Ém. le cardinal Bentivoglio, il y a de cela quelques mois. De tous points un brave ! Où vit-il en ce moment ?

— A Castellamare, » répliqua M. d'Ancier d'un ton bref, car le souvenir de son neveu lui était désagréable.

Le chevalier n'insista pas et amena la conversation sur le chapitre des voyages et des compagnons de route. Durant ce colloque animé, M. d'Ancier ne se dit pas qu'ils mettaient un temps démesuré à atteindre le Corso.

« Le soleil nous éblouit, » dit le chevalier en baissant les stores. M. d'Ancier le laissa faire. Mais, enfin, le temps lui parut long, il jeta un regard hors la fenêtre et s'aperçut qu'ils étaient sortis de la ville et qu'ils se trouvaient en ce moment derrière la Porta Cavalleggieri.

« Qu'est-ce cela ? s'écria M. d'Ancier, où me conduisez-vous ?

— Eh ! mais, au couvent des Jésuites, sur la place de Venise...

— Non, je ne m'abuse pas, nous sommes sortis de Rome depuis longtemps ! Je ne comprends pas... laissez-moi descendre. »

La voiture s'arrêta, la portière s'ouvrit et deux hommes approchèrent ; c'étaient les mêmes que M. d'Ancier avait aperçus au coin de la rue de

Baboino. Ils entrèrent, forcèrent le vieux gentilhomme à se rasseoir et s'établirent vis-à-vis de lui. Le sang de M. d'Ancier se figea dans ses veines. Maintenant seulement il se disait qu'il avait donné dans un guet-apens. Depuis longtemps les deux bravi étaient grimpés derrière la voiture et n'avaient attendu pour entrer que le moment où le conflit aurait éclaté entre M. d'Ancier et Rezzoni. Celui-ci toujours, tranquille, dit, tandis que la voiture partait au galop :

« Ne vous inquiétez pas, monsieur d'Ancier, n'appellez pas les passants à votre secours, ne poussez aucun cri. Vous n'avez à craindre que dans le cas où vous opposeriez de la résistance. J'ai à régler avec vous une affaire personnelle ; cela fait, vous serez libre. »

Ces assurances n'étaient guère de nature à rassurer M. d'Ancier ; la peur le paralysa, il resta assis, s'attendant à tout. Dans cette situation désespérée, il n'était un peu rassuré que par l'extérieur et les manières de Rezzoni, qui tranchaient d'une façon avantageuse sur la mine et le ton des bandits, lesquels étaient en présence du chevalier comme des esclaves devant leur maître.

Sur ces entrefaites, la voiture était entrée dans un sentier rocailleux, et le crépuscule avait pris possession de l'horizon.

Enfin la voiture atteignit une maisonnette isolée et déserte, où l'on ne remarquait ni lumière ni âme vivante.

« Nous descendons ici ! dit Rezzoni, ne craignez rien. »

Le gentilhomme était brisé, il pouvait à peine bouger, et il lui semblait qu'on le menait au lieu du supplice. Rezzoni lui offrit le bras et lui fit monter un escalier en mauvais état. M. d'Ancier se dit que cette attention n'était qu'une mesure de précaution contre une tentative de fuite ; mais cela, joint à plusieurs choses qui avaient précédé, le fit penser : il se demanda pourquoi on prenait tant d'égards et se rassurait un peu pour ensuite retomber dans ses anxiétés. Il se croyait sûr d'une chose, c'est qu'il s'agissait, sinon d'une extorsion d'argent, du moins de son testament.

Une porte fut ouverte, une bougie allumée, et la petite compagnie entra dans une chambre abandonnée, qui avait pour tout mobilier une table et deux chaises. La lampe qui jetait un éclat sombre fut placée sur la table ; les deux bandits se postèrent à la porte, le gentilhomme et Rezzoni s'assirent l'un en face de l'autre. Rezzoni ôta son chapeau, caressa ses cheveux, et commença :

« Vous n'avez rien à redouter, monsieur d'Ancier. Je suis forcé de vous imposer l'anxiété où vous êtes ; il m'eût été impossible d'obtenir autrement une entrevue qui eût amené un résultat. Il y a environ vingt-six ans, vous eûtes une liaison avec Maria Malezzi. »

M. d'Ancier affirma, l'époque était exacte et il fut surpris.

« Vous avez ignominieusement abandonné cette femme, dit Rezzoni.

— Cela n'est pas vrai! répliqua M. d'Ancier, je l'ai aimée de la passion la plus ardente, et comme peu de femmes ont été aimées. Je ne l'ai pas épousée par égard pour ma mère. Nous fûmes séparés, je dus la quitter soudain, inopinément! Ses parents la forcèrent à se marier, elle se crut abandonnée par moi, crut que je ne lui étais pas fidèle; il n'y avait pas de ma faute.

— C'est facile à dire, interrompit Rezzoni. Vous savez comment cette dame est morte... Elle est morte subitement, d'une façon terrible.

— Je sais comment elle est morte! dit M. d'Ancier. Mais qui vous autorise à m'interroger là-dessus?

— Votre dureté, s'écria Rezzoni. Vous prétendez à la piété, vous vous enfermez dans un couvent, et vous négligez les premiers devoirs, ceux que l'instinct enseigne à la bête? Dona Maria a laissé un fils dont vous ne vous êtes jamais soucié, que vous avez impitoyablement délaissé.

— Vous êtes mal informé, dit M. d'Ancier. Oh! si je savais qu'elle avait eu un enfant de moi, ce serait la joie de ma vieillesse. Mais il n'en est rien... »

Rezzoni lui coupa la parole avec violence :

« Vous mentez! Elle l'a confié à ma mère adoptive sur son lit de mort, elle a désigné en vous le père de l'enfant, elle a révélé ses relations, — je vous cherche depuis cinq ans, j'étais à Besançon. — Enfin je vous ai trouvé à Rome. »

M. d'Ancier fit une objection. Le seul fait vrai de la révélation était que dona Maria s'était mariée à Venise, et que son mari l'avait mise à mort sur un soupçon. Sa réputation de jeune fille avait été intacte et son caractère était tel qu'elle n'aurait jamais chargé quelqu'un d'une responsabilité qui ne lui revenait pas.

Là-dessus Rezzoni perdit tout son sang-froid et s'écria avec rage :

« C'est indigne! Misérable! je rougis d'avoir à vous dire que je suis votre fils! Mais c'est bien, je vous oublierai, j'effacerai de mon cerveau la pensée que je vous dois la vie.

Il continua longtemps encore sur ce ton, jusqu'à ce que M. d'Ancier se méprit et le crut victime d'une erreur. Cette méprise et le désir de se libérer à tout prix lui inspirèrent la réponse suivante :

« La vie se complique souvent d'une façon si étrange, que nous perdons le fil de nos propres expériences. Je reprends volontiers mes doutes, et je laisse la chose en suspens jusqu'à ce que vous m'ayez montré une lettre ou un acte quelconque qui prouve ce que vous avancez.

— Belle défaite! s'écria Rezzoni en riant avec mépris. La morte l'a confié à une femme qui est devenue ma mère adoptive; peut-être ai-je des actes probants, mais de quoi me servent-ils? Vous direz qu'ils sont faux, ou qu'ils ont été dérobés. Chacun sait que vous avez rompu avec

le monde et que vous ne pensez qu'au ciel. L'Église héritera de vous. Loin de moi l'envie ou la pensée d'entraver vos désirs. Je n'ai point de droits à votre bien; je n'en appelle qu'à votre cœur, à votre générosité.

M. d'Ancier, confondu, garda le silence; il avait deviné le but de toute cette imposture: il s'agissait de son testament. Ces inventions devaient le détourner de ses héritiers et le déconcerter par leur adjonction à des faits véritables. On voulait savoir si son testament était déjà fait, et quelle en était la teneur. M. d'Ancier s'était déjà dit cela en voiture et avait résolu de mentir, la vérité devant, selon ses craintes, lui coûter la vie. Il répondit après quelques instants:

« Mon testament est conclu, il est entre les mains du général des Jésuites. J'ai pourvu mon neveu d'un legs. Si vous me prouvez que vous êtes le fils de Maria Malvezzi, je verrai à faire quelque chose pour vous par un codicile. »

M. d'Ancier crut remarquer qu'une surprise désagréable se marquait sur les traits de Rezzoni. Celui-ci coupa court et quitta la chambre, les bandits suivirent.

M. d'Ancier passa seul un quart d'heure, le plus effroyable de sa vie. Il se figurait qu'on concertait sa mort.

Enfin Rezzoni rentra:

« Vous êtes libre, lui dit-il, je vous ferai conduire à Rome. J'espère que vous n'appellerez personne à votre secours, sans quoi vous seriez perdu ! »

M. d'Ancier dut remonter en voiture avec la compagnie. La nuit était sombre, les stores baissés; il ignorait où on le conduisait. Il eut d'abord l'espérance fébrile d'être bientôt délivré de son équivoque société, mais bientôt il retomba en proie aux inquiétudes noires. La course lui parut de beaucoup plus longue que la précédente; enfin il fut convaincu qu'on l'éloignait toujours plus de Rome.

Soudain la voiture s'arrêta, M. d'Ancier entendit bruire un grand fleuve.

« Sommes-nous à Rome? demanda-t-il d'un accent où la joie et la crainte se combattaient.

— Pas encore! répliqua Rezzoni. Un peu de patience encore. C'est pour ma sécurité que nous faisons halte ici. Gtez vos babits et mettez ceux que nous avons apportés; pas de questions, nous avons peu de temps à perdre. »

M. d'Ancier tressaillit d'angoisse. Il crut qu'on allait le jeter dans la rivière après l'avoir rendu méconnaissable par des vêtements étrangers. Il refusa, mais menacé de mort, il dut se soumettre et se laissa déshabiller et rhabiller. Plus d'une fois, il voulut crier au secours, mais le silence morne qui régnait autour de lui lui fit penser que la voiture s'était arrêtée dans un lieu absolument désert.

Quand cela fut fait, l'un des bandits rassembla les habits et sauta hors de la voiture. M. d'Ancier remarqua alors qu'ils étaient près d'une cabane.

Rezzoni cria au bandit : « Garde-toi d'en rien emporter, vieux grigou, sans quoi tu nous perds toi et nous. Adieu ! »

C'étaient les mots que la pauvre vagabonde avait entendus et rapportés au Barghello.

La course reprit. Tout à coup tintèrent des cloches ; M. d'Ancier crut reconnaître la clochette des dominicains qui vers minuit appelle les frères au chœur. Une joyeuse espérance le remplit, la proximité du fleuve et le son des cloches lui faisaient croire qu'il était aux portes de la ville éternelle.

Mais quand un long espace de temps se fut écoulé, il s'abandonna au désespoir. La course continua durant des heures sans désespérer, et M. d'Ancier n'avait pas le cœur d'interroger Rezzoni, d'ailleurs il n'en attendait plus de réponse véridique.

Le matin parut. M. d'Ancier, brisé de fatigue, avait un peu dormi. La voiture montait un chemin escarpé au haut duquel elle fit halte. On jeta un fichu sur la tête de M. d'Ancier et on lui enjoignit de descendre. Il descendit.

Quand le fichu lui fut ôté, il se trouvait dans une petite et pauvre mansarde. La fenêtre donnait sur la cour, et la maison s'appuyait contre un rocher de couleur brune. M. d'Ancier ne put savoir si elle était isolée ou si elle faisait partie d'un village.

« Vous demeurerez quelques jours dans cette maison, dit Rezzoni, je pars pour chercher les actes. A mon retour, nous nous serons bien vite entendus, je me le persuade. »

M. d'Ancier voulut faire des objections, mais Rezzoni n'écouta pas et sortit. Quelques minutes plus tard on entendit rouler une voiture.

XVIII

DE CHARYBDE EN SCYLLA

M. d'Ancier était demeuré prisonnier ; le bandit qui l'avait escorté lui signifia qu'il avait à rester dans cette chambre et à ne faire aucune tentative de fuite. La pauvre victime n'y songeait guère.

Parfois la maison se remplissait de bruit : on entendait battre les portes jusque très-avant dans la nuit, on distinguait des voix et même des chants ; M. d'Ancier acquit la conviction qu'il était dans une auberge isolée. Cependant tout le bruit provenait du rez-de-chaussée, au premier

il ne venait personne, hormis, de temps à autre, un homme âgé mais robuste, qui apportait le manger et qui relayait le gardien. A toute question il opposait un silence opiniâtre.

Ainsi s'écoulèrent trois jours, trois horribles jours. M. d'Ancier avait eu du temps de reste pour réfléchir à sa situation. Il tenait Rezzoni pour l'instrument d'autrui, et plus il songeait à son colloque avec le chevalier, plus il était convaincu que le mensonge qu'il s'était cru autorisé à faire au sujet de son testament l'avait seul arraché à la mort. Rezzoni l'avait laissé en vie, parce qu'il n'avait pas d'instructions relativement à ce cas imprévu. Il avait dû retarder le forfait ordonné, et chercher des ordres de conduite après l'avoir enfermé, sous bonne garde, dans un lieu isolé. C'est ainsi que M. d'Ancier s'expliquait ces faits énigmatiques.

Au matin du quatrième jour, on entendit une voiture s'arrêter, il en sortit un homme enveloppé d'un manteau; c'était Rezzoni. M. d'Ancier tressaillit en le voyant entrer, comme s'il eût vu le bourreau.

« Monsieur, dit Rezzoni, je déplore ce que j'ai fait. Mes plans échouent devant votre dureté; vous ne voulez pas reconnaître le lien qui nous unit, et toutes les preuves que je vous remettrais ne vous ébranleraient pas. Si vous vouliez faire quelque chose pour moi, vous ne vous seriez pas retranché derrière l'invention que votre testament était fait. »

M. d'Ancier voulut protester, Rezzoni lui coupa la parole et continua :

« Il n'importe ! Fait ou non, il est sûr que vous ne voulez pas le rédiger en ma faveur, car je ne me fie guère à une parole extorquée par la force. Vous êtes libre, à la tombée de la nuit nous partirons. »

Rezzoni, sortit laissant M. d'Ancier dans une anxiété indescriptible. Les heures lui paraissaient interminables; tantôt il se défait et se livrait aux plus vilains pressentiments, tantôt il reprenait à l'espoir de se voir enfin délivré; tantôt il croyait aux paroles de Rezzoni, tantôt il leur prêtait une arrière-pensée maligne; c'est dans cette perplexe disposition d'âme que la nuit trouva le vieillard. Rezzoni entra et le pria de descendre. La même voiture qui les avait amenés attendait à la porte, ils y entrèrent et elle partit.

Après quelques heures d'une course accélérée, la confiance revint à M. d'Ancier, il se crut près de Rome. La nuit était froide, M. d'Ancier avait le frisson.

« Avez-vous froid ? demanda Rezzoni assis près de lui.

— Un peu, répondit M. d'Ancier qui prit cette demande pour un témoignage de sympathie.

— Mettez cela, dit Rezzoni; il faut s'arranger comme on peut. Il lui passa un vêtement de gros drap qu'il l'aida à endosser. Il faisait si noir, que M. d'Ancier ne sut pas ce qu'il mettait. Enfin le soleil jeta ses premières lueurs, la voiture fit halte.

— Descendez, dit Rezzoni, et allez droit devant vous; nous sommes quittes. »

M. d'Ancier descendit en chancelant ; la voiture tourna et partit comme le vent.

Le vieillard se trouva dans une contrée montueuse, qui ne ressemblait en rien aux environs de Rome. Nulle part il n'aperçut demeure humaine. Ressaisi par ses craintes, il n'osait faire un pas, comme si le sol n'était couvert que de guet-apens.

A la longue, après lente délibération, il se décida à avancer ; le soleil était levé, M. d'Ancier remarqua qu'il portait le froc d'un frère mendiant.

Une fois en marche, il hâta ses pas autant que le lui permirent ses forces épuisées par la captivité. Enfin il atteignit le sommet d'une colline ; il espérait avoir de là une vue étendue qui lui permettrait de reconnaître le lieu où il se trouvait.

Il avait à peine fait quelques pas sur la butte, qu'il entendit une rumeur singulière venant des broussailles. Il regarda timidement de ce côté, et en vit sortir un homme armé suivi d'un autre encore empêtré dans les buissons ; simultanément, des pas retentirent du côté opposé, et là aussi deux hommes armés se présentèrent.

Grand fut d'abord son effroi, mais il disparut aussi vite qu'il était venu ; les quatre individus portaient l'uniforme des carabiniers napolitains. Représentants de l'ordre public, leur vue fit du bien à M. d'Ancier ; il savait de plus où il avait été déposé, c'est-à-dire non loin de la frontière napolitaine.

Cependant il fut promptement cerné par les carabiniers, l'un d'eux le saisit par le bras et cria d'un ton railleur :

« Le voilà donc, le révérend frère ! » En vain, M. d'Ancier voulut s'expliquer et se disculper, on le réduisit au silence de la manière la plus brutale. Il se résigna, pensant que cette aventure devait bientôt se dénouer.

La petite troupe approcha d'un village ; bien qu'enchaîné, le pauvre vieillard respirait en se voyant gardé par des soldats et non par des bandits.

Arrivé dans le village, M. d'Ancier fut conduit dans une maison ; le capitaine du guet s'avança vers lui, déploya une feuille de papier et en lut le contenu, tandis que M. d'Ancier brûlait de se défendre.

De temps à autre le capitaine jetait un regard sur son interlocuteur, comme s'il vérifiait un signalement : « Soixante ans, — grand et grêle, — vêtu d'un froc. — Cela concorde, » furent ses derniers mots. Après avoir fait signe d'emmener le prisonnier, il voulut s'éloigner, mais M. d'Ancier s'avança et cria :

« Je demande à savoir pourquoi l'on me traite ainsi ; je suis M. d'Ancier.

— Silence ! dit d'une voix tonnante l'un des soldats ; comme si nous ne connaissions pas les artifices de vos pareils. »

M. d'Ancier fut poussé dans la salle du corps de garde. Il fut pris de

rage en se voyant encore une fois victime de Rezzoni. Ce n'était pas assez de l'avoir traité en prisonnier quatre jours durant, il l'avait encore, par un raffinement de cruauté, livré, sous un déguisement, à des agents à la recherche d'un malfaiteur ! Car il y avait là machination, non point hasard ! Et encore le pauvre homme n'était-il pas préparé à tout, encore croyait-il que le mystère allait s'éclaircir. Mais lorsqu'on apporta des fers pesants et qu'on les lui mit aux pieds, il s'évanouit. Bientôt arriva une charrette trainée par des bœufs. L'infortuné dut prendre place, et, escorté par trois soldats, il fut emmené ainsi que le plus bas malfaiteur.

Abasourdi, ayant comme perdu la pensée de sa situation, M. d'Ancier roula pendant plusieurs heures, jusqu'à ce que la charrette eut gagné une ville. Alors il vit la mer qu'il avait entendue de loin. Le ciel était serein, la surface des eaux calmes, mais son pauvre cœur était assombri et couvrait l'orage....

M. d'Ancier était à Gaëte; il ne le savait pas. La charrette fit halte devant la citadelle. Le prisonnier en descendit, le cœur plein de confiance; l'énigme de sa captivité allait enfin se résoudre. Après de longues heures d'attente et d'espoir, il se vit emmené par deux sbires et conduit dans un édifice sombre et sépulcral. Il ne lui fut plus possible de douter du lieu, lorsque, les chaînes aux pieds et aux mains, il fut traîné à travers les lugubres voûtes, et passa devant de nombreuses cellules. Enfin une porte s'ouvrit, il entendit encore le bruit de la clef qui la refermait, puis il perdit connaissance.

Le malheureux se réveilla dans une espèce de caveau obscur, humide et froid; un vrai tombeau de vivant. Il touchait à l'aliénation, cependant un faible espoir se glissait toujours dans son esprit. Alors seulement qu'il eut connu la rigueur de sa détention, il fut saisi de marasme et appela la mort comme une délivrance. L'air empesté de son cachot lui avait donné une fièvre qui le faisait frissonner jour et nuit.

Qui sait combien de temps le chétif vieillard aurait soutenu cette vie dans une tombe, si un hasard fortuné ne l'avait pris en pitié ? Un matin sa porte s'ouvrit; au lieu du geôlier à la mine dure, aux lèvres immobiles, il vit sur le seuil un groupe de personnes qui avaient l'air d'inspecteurs. Au milieu de ce groupe était un vieux dominicain auquel tous marquaient les plus grands égards. Il considérait le prisonnier tranquillement, tandis qu'un individu lui parlait à l'oreille.

M. d'Ancier attendit patiemment. La vue du prêtre aux traits nobles, aux grands yeux doux et compatissants avait comme illuminé son cœur; il s'avança vers la porte et exposa sa triste histoire.

Le prêtre lui permit de parler, mais ne répondit pas et demeura impassible; cependant M. d'Ancier avait remarqué qu'il avait fait signe à son entourage de le laisser dire.

Cette remarque le soutint alors que la porte se referma. Son cœur se

calmait lorsqu'il se rappelait la figure douce du dominicain. « Dans quel but, » se disait-il, un ministre de Dieu irait-il visiter les tombes des vivants, sinon pour consoler les prisonniers, ranimer les infortunés et délivrer les innocents, ainsi qu'il est dit dans la Bible? » L'espoir ne s'affaiblit pas en lui, aucun doute ne l'ébranla, et le lendemain il était libre!

Le geôlier lui fit présent des vêtements que nous lui avons vus dans l'auberge del Orso, et lui dit sur sa demande : « Le prêtre que vous avez vu hier est l'abbé Milesi, le confesseur du vice-roi et l'inspecteur en chef de la prison d'État. »

(La suite à un prochain numéro.)

CORRESPONDANCE DE LONDRES

24 mai 1863.

Mon cher Directeur,

Il y a si longtemps que je ne vous ai écrit que je me trouve embarrassé dans mes souvenirs : je m'attache de suite, pour ne pas le laisser échapper, à celui de la campagne que M. Gladstone vient d'entreprendre à la Chambre des communes ; dirai-je contre ? non, sur les institutions charitables. Jamais l'éloquent ministre n'a obtenu un plus grand succès oratoire ; mais de même qu'on ne bâtit plus de villes, comme au bon temps de la mythologie, au son de la musique, on ne remue pas avec la seule éloquence les intérêts et les préjugés d'une Chambre des communes anglaise. Le bill de M. Gladstone a été rejeté, mais tout le monde a été sous le charme de la parole de cet économiste dilettante, qui sait parer de toutes les fleurs de la rhétorique cette science que Carlisle a appelée *the dismal science*, la science ténébreuse.

Le sujet traité par M. Gladstone est une de ces questions d'économie spéculative et philosophique, qui ne peuvent être épuisées en un jour. Le chancelier de l'Échiquier se pique d'être une sorte d'initiateur politique ; son imagination sans cesse en mouvement a trouvé un nouveau sujet, et il l'a livré à la publicité des Chambres et de la presse. Il peut être singulier de voir un tel rôle, qui est plutôt celui de l'opposition que celui du gouvernement, laissé à un ministre de la couronne : mais quand un ministre présente des bills qu'il sait devoir être rejetés, et se résigne d'avance, qui voudrait le punir de tant de complaisance, en lui demandant de quitter les bancs ministériels ? Avec M. Gladstone, il ne faut, d'ailleurs, s'étonner de rien : lui qui jadis s'élevait avec tant d'ardeur contre l'*income-tax*, est aujourd'hui chargé de le prélever, et ne veut en exempter personne. Son nouveau bill avait précisément pour objet d'imposer la taxe du revenu à tous les établissements charitables, qui, aujourd'hui, sont privilégiés et ne payent rien au trésor. Voici quel est l'argument de M. Gladstone : exempter les institutions charitables de l'impôt du revenu, c'est faire don chaque année à ces institutions d'une somme égale à ce que serait cet impôt.

Estimant, dans le cas particulier qu'il traitait, à 6,250,000 fr. la taxe du revenu,

il affirmait que, sans le vouloir ou le savoir, l'État subventionnait de cette somme les établissements exempts de l'impôt. Dans le cas où l'État est lui-même le grand distributeur de la charité, le propriétaire et fondateur des hôpitaux, asiles, etc., il peut bien exempter de l'impôt ces diverses institutions ; il se donne alors à lui-même d'une main ce qu'il reprend de l'autre. Mais, en Angleterre, où toutes les institutions charitables sont des fondations privées, l'exemption de l'impôt devient un privilège, parce que la masse des contribuables est obligée de verser dans le trésor les sommes qui représentent la part des capitaux soustraits aux charges générales. Un Anglais qui, à son lit de mort, donne 1,000 livres sterling à un hôpital, enlève à l'impôt une fraction qui y serait demeurée s'il avait légué cette somme à ses enfants. Il diminue le capital imposable du pays, et, par conséquent, contribue indirectement à augmenter l'impôt.

Ces principes sont incontestables : mais on se laisserait sans doute aller volontiers à en retarder l'application rigoureuse, si toutes les institutions charitables avaient un vrai caractère d'utilité publique. Mais c'est ici que la critique de M. Gladstone a trouvé ample pâture : se plaçant au point de vue des principes généraux, il a divisé tous les établissements charitables en deux classes : 1^o ceux qui satisfont à des besoins permanents, indépendants de toute volonté ou de toute prévoyance humaine ; 2^o ceux qui satisfont à des besoins qu'ils créent eux-mêmes. Tous ces derniers, M. Gladstone les condamne impitoyablement ; il est certain que ce n'est pas l'hôpital qui crée la maladie, ni l'école, le besoin d'éducation ; mais le tour fait les enfants trouvés, ou du moins en augmente le nombre. Entre autres exemples, M. Gladstone a cité une fondation célèbre, qui porte le nom de *Harvis*, son fondateur, et qui avait pour objet de venir au secours des pauvres de certaines paroisses. Il en est résulté simplement que ces paroisses sont devenues des nids de paupérisme. Les principes rappelés en cette occasion par M. Gladstone avaient été posés pour la première fois, et avec la plus remarquable lucidité, par Turgot ; mais, bien qu'il y ait déjà longtemps que ces grandes vérités économiques aient été proclamées, il n'y a aucun pays qui les ait encore mises à profit. L'Angleterre, si avancée en ce qui concerne les questions commerciales, sera tôt ou tard obligée de réformer ses lois d'assistance publique : le pays est encombré de fondations sans objet ; le respect de la liberté individuelle sauvegarde les institutions les plus surannées ; l'État n'a ni le besoin, ni l'envie de toucher à aucune d'elles, mais il a du moins le droit de leur ôter des privilèges que rien ne justifie. Lord Palmerston, lui-même, a déclaré qu'il s'associait à la pensée de M. Gladstone, et l'on verra, sans doute, prochainement, revenir devant le Parlement le bill qui, cette année, a été rejeté par une immense majorité.

Les principes posés par M. Gladstone dépassent la portée des conséquences auxquelles il s'est arrêté : si l'on doit décourager l'établissement des institutions charitables qui créent les besoins mêmes qu'elles sont appelées à satisfaire, que faut-il donc penser de tous ces *workhouses* qu'on rencontre dans toutes les paroisses anglaises. L'étranger regarde avec étonnement ces vastes constructions, qui sont souvent semblables à des châteaux féodaux : c'est derrière leurs murs que vivent les pauvres *classés*, tombés sous le joug humiliant de la loi des pauvres. Les *workhouses* sont les asiles, les couvents de la misère anglaise ; mais est-on bien sûr qu'ils ne contribuent pas à l'entretenir ?

Outre le débat relatif à la proposition de M. Gladstone, je dois encore en signaler deux autres, dont l'importance dépasse celle des petits incidents quotidiens.

Un membre, nommé M. Walter, a cherché à porter atteinte à ce que l'on nomme le *Revised Code*, c'est-à-dire aux derniers règlements relatifs à l'éducation publique. Il a soumis au Parlement une résolution où il était déclaré « qu'exiger dans les écoles l'emploi de maîtres ou de tuteurs ayant des certificats, comme une condition indispensable de leur participation à la subvention de l'État, était une mesure mauvaise et injuste. » M. Lowe, qui a été le principal rédacteur du *Revised Code*, s'est contenté de répondre que « les certificats des maîtres étaient la pierre angulaire du système actuel, » et que ce système étant encore à l'essai, ne pouvait pas encore être jugé par ses fruits. La Chambre s'est associée à ce sentiment et a repoussé, par 152 voix contre 117, la proposition de M. Walter. La discussion a été cependant très-orageuse : sectaires, anglicans, conservateurs, se sont attaqués à l'envi au système qui a le grand défaut, à leurs yeux, d'être un acheminement vers l'enseignement laïque, indépendant des autorités religieuses et des influences aristocratiques :

Dans la même séance, M. Bouverie a fait une motion pour amender une partie de l'acte d'*Uniformité* relatif aux universités. Il a proposé d'annuler la huitième section de ces actes, en vertu de laquelle les doyens, les chanoines, les prébendaires, les professeurs, les maîtres des collèges et tous les *fellows*, doivent faire une *déclaration de conformité* à la liturgie de l'Église anglicane. Il y a quelque temps, et vous en verrez la preuve dans l'article sur l'Université d'Oxford, que la *Revue germanique* a publié dans son dernier numéro, que l'on sent le besoin de dégager l'enseignement dans les universités anglaises des liens où l'a enfermé l'orthodoxie anglicane. Le mouvement a commencé à Cambridge : un grand nombre d'élèves de cette université, sous la direction de M. W. G. Clark, orateur public (*public orator*) de l'Université, et de M. Henri Fawcett, se sont prononcés ouvertement en faveur du système qui ouvrirait aux non-conformistes le concours pour les fellowships. Dans le débat relatif à la motion de M. Bouverie, lord Stanley, avec l'indépendance habituelle de son caractère, s'est déclaré favorable à cette innovation, qui a aussi été défendue par M. Grant Duff, un jeune membre écossais, ancien élève d'Oxford. La motion a été attaquée par M. Walpole et lord Robert Cecil ; mais ce n'est qu'à la troisième lecture que l'opinion de la Chambre se prononcera sur le fond même de la question.

Les attaques faites en Angleterre, même contre l'Église anglicane, ne prennent pas encore l'importance d'une grande question politique ; mais en Irlande, elles se mêlent aux griefs et aux rancunes d'une nationalité qui se croit toujours opprimée. Les souvenirs du passé rendent la réconciliation bien lente et bien difficile, en dépit des efforts que fait sincèrement le gouvernement anglais pour améliorer, autant qu'il dépend de lui, la condition de cette île qu'ont ensanglantée et appauvrie tant de guerres civiles. Il y a des injustices que le temps ne réussit pas à prescrire : le paysan celtique, même aujourd'hui, ne reconnaît pas le Saxon comme le propriétaire légitime des terres que les ancêtres de ce dernier ont conquises et se sont distribuées : il se considère toujours comme spolié, et le fermier, qui, ne pouvant payer son loyer, est évincé, croit en toute sincérité qu'il est la victime d'une cruelle injustice. Les catholiques irlandais entretiennent l'Église anglicane d'Irlande : chaque année, en payant cet impôt à leurs vainqueurs, ils ressentent l'humiliation de la défaite dans ce qu'elle a de plus humiliant, de plus offensant pour leurs convictions religieuses et leurs passions nationales. Dans de semblables conditions, quand le titre même de la propriété pri-

vée est mis en suspicion, quand à l'Église vraiment populaire se superpose une Église étrangère, maîtresse de toutes les richesses enlevées à la première, que peut-on attendre de toutes les mesures qui ne touchent point aux fondements mêmes d'un équilibre si instable ? Dans d'autres pays, le bon gouvernement donne le contentement au peuple, la liberté du commerce imprime une grande impulsion à l'agriculture, et la bonne administration augmente la sécurité et la prospérité publiques. Mais, en Irlande, les effets et les causes ne se lient point de la même manière. A mesure que le gouvernement se montre plus humain, plus doux, la désaffection fait de nouveaux progrès. La liberté commerciale n'a en rien amélioré la condition des masses : la propriété ne jouit d'aucune sécurité, et ce qu'on nomme le *crime agraire*, c'est-à-dire le meurtre des propriétaires qui évincent les fermiers, vient de temps à autre rappeler aux conquérants saxons que leur titre n'est pas encore reconnu définitivement.

Ce n'est pas un Irlandais qui l'a dit, c'est un professeur d'Oxford, M. Goldwin Smith : « L'Église anglicane s'impose à l'affection du peuple irlandais au moyen d'une garnison de vingt mille hommes. » Il n'est pas d'homme d'État anglais clairvoyant qui n'ait réfléchi aux dangers d'une telle situation. M. Dilwyn, qui est venu récemment demander à la Chambre des communes d'ouvrir une enquête sur les biens de l'Église anglicane irlandaise, rappelait ces mots de M. Disraeli, le leader du parti tory : « Cette dense population irlandaise a une Église établie qui n'est pas son Église, une aristocratie territoriale, dont les membres les plus riches vivent dans une lointaine capitale ; l'Irlande a une population qui meurt de faim, une aristocratie absentéiste, une Église étrangère. » Lord John Russell, en 1835, disait qu'il n'y avait pas encore eu une époque où l'Irlande n'eût été soumise à la tyrannie et à l'injustice. M. Dillwyn a montré que l'existence d'une église établie en Irlande n'avait pas eu pour effet d'augmenter le nombre des anglicans : les seules sectes protestantes qui ont gagné un peu de terrain sont celles qui sont indépendantes de l'État et animées de l'esprit de prosélytisme. L'Église d'Angleterre n'est donc elle-même pas directement intéressée à conserver cette succursale irlandaise, qui ne lui recrute pas d'adhérents. Voici des chiffres concluants à cet égard : en 1834, on comptait en Irlande 11 % protestants, 81 % catholiques, 8 % presbytériens écossais, 13 % appartenaient à d'autres confessions.

En 1861, ces nombres étaient ainsi modifiés : 11 % protestants, 78 % catholiques, 9 % presbytériens, 1 1/8 % appartenant à d'autres confessions. Le nombre des wesleyens, des indépendants, des baptistes, qui a monté dans la proportion de 1/3 à 1 1/8, est donc le seul qui ait augmenté.

Les richesses de l'Église anglicane irlandaise entretiennent des églises sans fidèles, des pasteurs sans ouailles ; tandis que le clergé catholique est misérable et regarde d'un œil jaloux ces églises dont les conquérants l'ont chassé. Beaucoup d'Anglais sentent qu'il est temps d'apaiser les passions irlandaises et sont disposés à donner au clergé catholique une part au moins des richesses de l'Église irlandaise : mais comment arriver à ce but, sans violer les contrats scellés par la conquête même, sans toucher au principe même de la propriété ? Les trois Églises des trois royaumes sont, au fond, dans une situation identique. Elles détiennent toutes trois des richesses qui jadis appartenaient à l'Église catholique, et chacune d'elles vit au milieu de populations qui n'acceptent pas unanimement sa doctrine. L'Église anglicane ne diffère de ses sœurs, qu'en ce que les dissidents forment en Irlande l'immense majorité. Mais dira-t-on que le respect pour la propriété des

Églises doit être en raison inverse du nombre des dissidents ? A quel chiffre commencera la confiscation ? Question bien délicate et qu'il faudra cependant que l'avenir résolve ; car si une Église spirituelle peut prétendre qu'elle n'est pas faite pour le peuple, mais que le peuple est fait pour elle, on ne peut dire la même chose de ce qui constitue ce qu'on appelle ici les temporalités de l'Église. Quoi qu'il en soit, l'Église irlandaise est encore en sécurité : elle se soutient, non par ses propres forces, mais par la solidarité qui unit sa cause à celle de l'Église anglicane. On ne pourrait dépouiller l'Église anglicane, sans agiter profondément les trois royaumes. Ce qu'on cherchera peut-être à faire un jour, sera de salarier le clergé catholique en Irlande. Mais le catholicisme irlandais acceptera-t-il cette transaction ? et le fanatisme protestant ne lui viendra-t-il pas en aide pour le rejeter ?

L'Église, en attendant qu'on attaque son temporel, défend le spirituel de toutes ses forces : on vient de réunir, à Canterbury, la convocation de l'Église ; les deux Chambres haute et basse de ce concile ont condamné solennellement le livre de l'évêque Colenso ; on a déclaré ses doctrines « mauvaises et blâmables, » sans dire en quoi elles étaient mauvaises et blâmables. Faut-il s'étonner que M. Goldwin Smith, dans son livre récent sur « l'Empire britannique » dise textuellement, que l'Angleterre est encore en plein moyen âge ? M. Colenso, toutefois, ne sera point brûlé ; il vendra un grand nombre d'exemplaires de son livre, et si on ne lui permet plus d'aller évangéliser les habitants de Natal, il s'en consolera sans doute assez facilement. Le fanatisme reste encore dans les idées, quand il n'est plus dans les mœurs.

Je finis par la mention des livres les plus nouveaux : *The federal States*, par M. E. Dicey, récit d'un voyage récent fait dans les États-Unis, auquel la guerre civile actuelle donne un très-vif intérêt : l'auteur épouse chaleureusement la cause du Nord et prend ainsi courageusement place à côté de ceux qui comme John Mill, M. Milnes, Bright, Cobden, ont le courage de résister aux entraînements d'une aveugle passion nationale. — *Lost and Saved*, le dernier roman de mistress Norton, à laquelle des procès célèbres ont donné autant de notoriété que ses œuvres poétiques et littéraires. — *Lispings from the low Latitudes*, par lord Dufferin, ouvrage dans le genre comique, dont le titre rappelle un premier livre : *Letters from High Altitudes*, qui contenait un très-intéressant récit d'un voyage en Irlande. Le nouveau volume du jeune lord est l'histoire fantastique et bouffonne des aventures d'une jeune Anglaise, qu'anime la passion du pittoresque et de la nature, un bas-bleu élégant, enivré de la science qui veut tout savoir, tout admirer, et dont une série de mésaventures finit par corriger l'innocente folie.

PHILLIPS.

COURRIER D'ALLEMAGNE

LETTRE AU DIRECTEUR

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DE PRUSSE

Dans une de mes précédentes lettres, j'ai eu l'honneur de présenter à vos lecteurs M. le comte de Bismarck-Schœnhausen, président du conseil ; aujourd'hui, je les convie à me suivre à la Chambre des députés.

La salle des séances est mesquine et mal distribuée. A première vue, on s'aperçoit que la représentation nationale n'est pas là chez elle, qu'elle n'y loge qu'en garni. L'édifice a l'aspect précaire de la Constitution dont il est le temple. Cependant, si l'on n'y remarque ni le confort de la Chambre des communes, ni les pompes officielles du Palais-Bourbon, on n'est pas moins frappé de l'austère simplicité de la salle qui sied bien à la demeure de braves gens, appelés à accomplir à contre-cœur un rigoureux devoir. Des lambris dorés, de riches portières, d'élégants huissiers, des sièges plus moelleux jureraient avec la physionomie recueillie et triste de l'assemblée. Le cadre est en harmonie avec le tableau.

La Chambre des communes est un vaste cabinet de négociant où, après dîner, des hommes rompus au métier de contrôleur de la fortune publique confèrent entre eux, sans pose, sans se mettre en frais d'éloquence, des intérêts du pays. Le député anglais est avant tout, même lorsqu'il se nomme Wellington, un homme d'affaires. Plus d'une fois je me suis surpris en 48 à comparer nos assemblées républicaines à un camp, peu d'instants avant la bataille. Même agitation bruyante, même ardeur belliqueuse, même empressement des aides de camp à porter partout les derniers ordres de leurs chefs. Conscrits ou grognards, nos représentants d'alors étaient des soldats. Quant à nos législateurs d'hier, je ne crois pas qu'on puisse faire d'eux, de leur esprit d'ordre, de discipline, de leur dévouement à la dynastie, un plus bel éloge que de les comparer à une compagnie de la garde impériale.

Quel contraste à Berlin ! Nulle pompe officielle, nulle préoccupation mondaine des lognettes des tribunes ; chacun se rend à sa place comme un juré à son banc. Pas de bruit ; il règne dans la salle un grand calme, le calme solennel d'une cour d'assises pendant les débats d'un procès pouvant entraîner la peine capitale. Les députés prussiens sont des juges qui instruisent le procès de l'absolutisme. Ce qui distingue éminemment la Chambre, c'est le sang-froid qu'elle montre au milieu du tumulte des affaires et des passions du jour. Alors même qu'elle cesse d'être sereine, elle ne perd pas sa dignité magistrale. En dépit de tout ce qu'il y a dans nos mœurs d'ardeur révolutionnaire, il est impossible de ne pas être frappé, ému du spectacle qu'elle offre. Ses députés ne sont pas des tribuns, encore moins des girouettes parlementaires, tournant au gré de tous les vents ; ce sont d'honnêtes gens qui veulent fonder dans leur pays un état de choses stable, constant et largement libéral. Ils ne failliront pas à cette tâche. Que le toit s'écroule sur leurs têtes, comme l'homme d'Horace, ils s'enseveliront sous les ruines.

Cette conduite, tout à la fois ferme et modérée, n'a point rencontré chez nous l'approbation générale qu'elle méritait. Il s'est trouvé des Français qui se sont montrés plus impatients du joug qu'on tentait d'imposer à la Prusse que les Prussiens eux-mêmes. On s'est étonné en France de ne pas avoir vu la Chambre prendre des allures révolutionnaires, on l'a accusée de modérantisme. S'imaginerait-on, par hasard, parmi nous, que l'histoire de nos révolutions passées est bien faite pour encourager les autres peuples à choisir la voie où nous nous sommes fourvoyés ? Sûre d'elle-même, la Prusse puise dans l'unanimité du sentiment qui l'anime la force de résister à la tentation de briser l'obstacle qui s'oppose à sa marche. Il est hors de doute que si le pays était moins unanime, les partis seraient moins patients.

Le moment n'est pas encore venu de jeter un regard rétrospectif sur les travaux de cette Chambre : les événements qui se succèdent coup sur coup sollicitent trop vivement notre attention. Le dénouement du drame arrive à grands pas. Ce n'est pas dans l'entr'acte du quatrième acte qu'il faut se permettre de porter un jugement sur la pièce.

Jusque dans ces derniers temps, la Chambre avait donné à la lutte qu'elle soutenait contre le gouvernement un caractère essentiellement négatif. Lors des débats de l'adresse, elle s'était contentée de critiquer la conduite inconstitutionnelle du Cabinet ; à l'occasion du soulèvement de la Pologne, elle avait blâmé sa politique étrangère. Mais bien que la critique du mal soit un commencement du bien, cela ne devait pas suffire à un pays qui ne demande pas seulement à ses députés un contrôle sérieux des affaires publiques, mais qui entend aussi que ses mandataires lui fassent de bonnes lois. Il importait donc que la Chambre passât de la négation à l'affirmation.

Or, voici ce qu'il advint : dès le début de la session, elle s'est trouvée dans une position anormale, étrange, inouïe, comme tout ce qui se passe actuellement à Berlin, en présence d'une abstention complète d'initiative gouvernementale. Afin de discréditer les députés aux yeux de leurs commettants, afin de démontrer l'impunité du parlementarisme, le Cabinet avait organisé le complot du « dessèchement », de « l'échouement », comme s'exprimaient les officieux dans leur langage pittoresque. Le plan avait du moins un avantage, c'est de ne pas présenter de grandes difficultés à l'exécution ; il n'exigeait pas de vastes con-

naissances, de larges vues, un génie transcendant ; il était à la portée des collègues de M. de Bismarck. Il ne s'agissait que de faire le vide autour de la Chambre, de laisser la majorité dépérir peu à peu faute de recevoir la pâture quotidienne de projets de loi. Jusqu'à présent, on ne connaissait l'abstention que comme une manœuvre de parti aux abois, il était réservé à M. de Bismarck de la transformer en une machine de guerre contre la représentation nationale, d'inventer le gouvernement abstentionniste.

Mais là encore M. de Bismarck avait compté sans ses hôtes. Au lieu de se morfondre sur leurs chaises curules comme des collégiens à la table de pénitence, l'initiative parlementaire se substitua à l'initiative gouvernementale, des projets furent présentés et les commissions se mirent bravement à l'œuvre. Elles déployèrent d'autant plus d'autorité que le ministère en montrait moins.

Le mauvais vouloir du Cabinet ne connut aucune borne, pas même celles de la plus ordinaire bienséance : les ministres n'assistèrent pas aux discussions, et on alla même jusqu'à refuser aux commissaires les documents administratifs dont ils avaient besoin. Malgré cela, trois projets très-importants furent préparés. Le premier, le plus urgent incontestablement, qui portait sur la responsabilité ministérielle, a été voté à l'unanimité moins quelques voix ; le second, sur la réorganisation cantonale, fut proposé par le président Lette ; le troisième, enfin, qui était un contre-projet de la réforme militaire de S. M., émanait de l'initiative de M. de Forkenbeck.

On n'a point oublié que c'est la question militaire qui est la cause originelle de la crise politique que traverse la Prusse. C'est elle qui place le pays dans la cruelle alternative d'une révolution ou d'une contre-révolution. Dans un but louable, afin d'entr'ouvrir la porte à une solution pacifique du différend, M. de Forkenbeck proposa, tout en maintenant la durée de deux années pour le service de l'armée, d'accorder au gouvernement la faculté d'élever le contingent de quarante-trois mille à soixante mille hommes. Cette concession, hautement repoussée par la fraction Waldeck, la plus avancée du parti progressiste, eût dû par cela même rallier le ministère. Il n'en fut rien ; le Cabinet repoussa cavalièrement la main qu'on lui tendait. Le royal auteur du projet de réforme n'entendait pas qu'on touchât en quoi que ce fut à l'économie de son œuvre.

Enfin, le 7 mai, le projet gouvernemental et le contre-projet libéral furent soumis aux délibérations de la chambre. Bien que ce dernier fût repoussé par soixante-dix voix ultra-progressistes, la majorité lui semblait néanmoins acquise par l'appui du centre gauche, de la fraction catholique et de l'association parlementaire. Quant au projet royal, il ne paraissait pas devoir réunir vingt voix.

La discussion fut vive et brillante. Ce fut le général de Stavenhagen qui ouvrit le feu contre le gouvernement en rappelant les tentatives de conciliation des libéraux qui, toutes, se sont brisées contre le *non possumus* du pouvoir. Après lui, M. de Kirchmann combattit tout à la fois le projet ministériel et le contre projet des libéraux ; il proposa de les repousser tous deux et de leur substituer une déclaration par laquelle on reconnaîtrait la nécessité d'une réforme de la loi de 1814 et l'impossibilité de la confier au ministère actuel. M. Jaddel fit un appel chaleureux à la concorde des fractions libérales : *Concordia res crescant*, s'écria-t-il en terminant son discours. La petite escouade réactionnaire avait confié à M. le comte de Bethusy-Huc la mission d'exposer son point de vue : il le fit en termes assez convenables. Puis vinrent M. Parrisius, qui défendit l'œuvre de

la commission, et M. Meibauer, qui développa les motifs d'opposition des progressistes dissidents. Jusqu'alors, le débat ne s'était guère élevé, lorsque M. Gneist prit la parole et prononça un discours que j'appellerai volontiers le discours-ministre de l'opposition. Ce fut l'événement marquant de la première journée. Sur la demande de M. de Bismarck, la suite de la discussion fut remise au sur-lendemain.

La journée du 9 mai fut plus chaude. M. Iwesten, il est vrai, l'ouvrit par un discours d'une très-grande modération. Il défendit le projet de la Commission dont il avait été membre, et sembla faire assez bon marché de l'institution de la Landwehr. Cette sortie de M. Iwesten appela M. d'Unruh à la tribune, et sa vive réplique a été souvent interrompue par les applaudissements de la gauche. Enfin M. du Roon parut et exposa, dans un discours d'un goût littéraire douteux, les idées du gouvernement. Il s'efforça de rassurer les esprits au sujet de la Landwehr, et évoqua le spectre de l'invasion en agitant d'une main théâtrale aux yeux des députés « les chaînes de la domination étrangère. » M. de Waerst et M. de Sybel combattirent l'argumentation du ministre de la Guerre. Au moment où ce dernier descendait de la tribune, M. de Roon se leva et qualifia d'acte d'arrogance de la part de M. de Sybel, le fait de l'avoir accusé d'une violation de la Constitution. A ces mots, le président de l'assemblée, M. Bochum-Dollfs interrompit le ministre pour rectifier l'inexactitude de son assertion; mais celui-ci, entraîné par la colère, n'en continua pas moins à parler, malgré la sonnette, malgré les interruptions, déclarant que le pouvoir du président s'arrêtait à la table ministérielle, et qu'il passerait outre. Pour mettre un terme à un scandale inouï dans les annales parlementaires, M. Bochum-Dollfs se vit obligé de se couvrir et de suspendre la séance.

Depuis lors, MM. les ministres, élevant l'incident à la hauteur d'un conflit d'attribution, ont refusé de paraître à la Chambre, et ils ont même réussi à entraîner Guillaume à prendre fait et cause pour eux. Cela résulte d'un message royal que M. de Bismarck est venu en grande pompe lire à la tribune.

Après cela, il fallait tirer l'échelle. Il ne restait plus à la Chambre qu'à mettre les ministres en accusation; mais avant de recourir à cette *ultima ratio*, elle voulut tenter une dernière démarche auprès du roi. Une nouvelle adresse sur la situation intérieure et extérieure de la Prusse fut préparée par une Commission spéciale et elle a été adoptée à une très-forte majorité. Je la transcris littéralement, car c'est un document historique d'une très-grande valeur; sous plus d'un rapport, elle rappelle la fameuse adresse des 221, qui a été la préface de la Révolution de 1830 :

« Très-illustre, très-puissant roi ! Très-gracieux roi et seigneur,

I. Au commencement de la session actuelle, la Chambre des députés, accomplissant un grave devoir envers la couronne et le pays, a exposé ouvertement et respectueusement à Votre Majesté, sa manière de voir sur la situation du pays. En présence de cette situation, elle se vit obligée de déclarer solennellement que la paix intérieure et la force au dehors ne pouvaient être rendues au pays que par le retour aux règles constitutionnelles.

II. Depuis, il s'est écoulé plus de trois mois sans que la violation de la Consti-

tution ait cessé, sans qu'on ait acquis la garantie qu'elle ne se renouvelerait plus. Les ministres de Votre Majesté continuent, au contraire, à exprimer hautement des principes contraires à la Constitution et à les mettre en œuvre.

Ne se bornant pas à cela, ils ont refusé de participer, de concert avec la Chambre, à la délibération de la loi sur la responsabilité des ministres, promise par la Constitution ; ils n'ont pas même craint de déclarer devant la Chambre assemblée qu'ils ne pouvaient soumettre leur responsabilité au jugement de la cour judiciaire désignée par la Constitution.

Enfin, ils se sont soustraits, sous le prétexte le plus futile, aux délibérations de la Chambre, et contrairement à la disposition la plus claire de la Constitution, qui reconnaît aux deux Chambres le droit de réclamer la présence des ministres, ils ont subordonné leur apparition dans la Chambre à une condition qui n'a pour but que d'élever une nouvelle contestation sur notre droit constitutionnel.

III. Aux dissentiments intérieurs s'est joint, en croissant toujours, le danger extérieur. Sous le règne de Votre Majesté, la situation extérieure de la Prusse était devenue plus favorable qu'elle ne l'avait été depuis longtemps. L'espérance du rétablissement de la puissance et de l'unité de l'Allemagne, s'était ranimée de nouveau. A la place des tendances particularistes et de la défiance entre les divers peuples allemands, commence à se manifester un vif sentiment de coopération vers le seul et grand but national. Notre auguste maison royale paraissait appelée à réaliser les plus hautes tâches de la nation.

Les ministres actuels de Votre Majesté ont rendu vaines ces espérances. Par leur politique au dehors, leurs actes contraires à la Constitution au dedans, ils ont perdu la confiance des peuples et des gouvernements. Eux-mêmes ont dû reconnaître au sein de la Chambre des députés que la Prusse avait des ennemis tout autour d'elle, qu'elle était menacée de complications guerrières. La Prusse est presque isolée en Allemagne et même en Europe.

La Chambre des députés a élevé la voix à diverses reprises pour arrêter les ministres de Votre Majesté dans les voies dangereuses où ils sont entrés par leur politique extérieure. Son conseil a été repoussé. Les ministres ont déclaré qu'ils feraient la guerre s'ils le jugeaient convenable, avec ou sans l'assentiment de la représentation nationale.

IV. En attendant, la Chambre des députés a continué, conformément à ses devoirs, les délibérations qui pouvaient et devaient conserver au pays son organisation militaire populaire, assurer à l'armée une base légale, rétablir l'ordre des finances, et rendre au pays son droit constitutionnel et sa paix intérieure. La conviction qu'il s'agissait des biens les plus précieux de la couronne et du pays, pouvait seule inspirer aux députés l'abnégation avec laquelle ces débats ont été conduits.

Par la nouvelle interprétation de l'article 60 de la Constitution, par la rupture des rapports personnels avec la Chambre, les ministres se sont soustraits même à la possibilité d'une entente. Ils ont fait échouer le dernier objet de la session.

Très-illustre et très-puissant roi ! Très-gracieux roi et seigneur !

V. — La Chambre des députés s'approche du trône dans un moment où, elle l'espère, une décision définitive n'a pas encore été prise. Elle remplit encore une fois un devoir de conscience, en déclarant respectueusement devant Votre Majesté que la Chambre des députés n'a plus de moyen d'arriver à une entente avec ce ministère ; elle décline sa coopération avec la politique actuelle du Gouvernement. A

l'intérieur et à l'extérieur, dans la forme et au fond, il subsiste entre les conseillers de la couronne et le pays un abîme qui, d'après notre ferme conviction, ne peut être comblé que par un changement de personnes et, plus encore, par un changement de système.

VI. — Majesté royale, le pays demande, avant tout, le respect de son droit constitutionnel. Puisse la prière respectueuse des députés être entendue par Votre Majesté !

Puisse Votre Majesté, comme aux jours glorieux de notre passé, chercher et trouver l'éclat de la maison royale, la puissance et la sûreté du Gouvernement, dans le lien réciproque de confiance et de fidélité entre le prince et le peuple.

Ce n'est que dans cette union que nous sommes forts. A cette condition, mais à cette condition seulement, nous pouvons attendre sans crainte toute attaque, de quelque part qu'elle vienne.

Nous restons avec le plus profond respect, de Votre Majesté, la très-fidèle et très-obéissante Chambre des députés. »

Quelle sera la réponse du roi à ce loyal appel ? je ne sais, mais je crains bien que ce ne soit pas celle que le roi Maximilien de Bavière a faite, il y a quelques années, dans des circonstances à peu près semblables : « Je veux vivre en bonne intelligence avec mon peuple. »

E. SEINGUERLET.

P. S. — Depuis que ce courrier nous a été adressé, le roi de Prusse a fait sa réponse. Cette réponse, c'est la dissolution de la Chambre des députés. Nous verrons s'il y a encore des juges à Berlin. Le roi Guillaume a mis sa couronne sur ce dernier enjeu. S'il la retire, ce ne sera pas de sa faute : Le roi aura tout fait pour perdre la monarchie ; celle-ci aura fait bien plus encore pour sauver le roi. Mais de pareils lendemains sont bien gros d'événements !

CHARLES DOLLFUS.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE ET CRITIQUE

BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE

PHILOLOGIE

Le discours latin et la version latine, par M. ANDRIEU, 4 vol. in 8.

Je voudrais que la *pédagogie* fût considérée en France comme elle le mérite, c'est-à-dire comme l'une des branches les plus importantes du savoir humain. La vie est si courte, la jeunesse surtout, et l'humaniste a maintenant tant de choses à apprendre ! Voici un livre sur l'art d'apprendre vite et bien la belle langue du Latium, cette langue sans laquelle le français, ce latin gâté, serait la plupart du temps irréductible à ses formes intégrales et primitives. Eh bien, malgré l'actualité permanente de la question, les pères de famille les plus intéressés au progrès réalisé par ce petit volume, me permettront à peine de leur expliquer comment M. Andrieu parvient en peu de temps à familiariser ses élèves avec toutes les ressources du style cicéronien.

Sa méthode n'est au fond que la méthode analogique ou méthode d'imitation, et M. Andrieu, comme M. Robertson, descend en droite ligne de Guido d'Arezzo, par Jacotot. L'auteur de la *Méthode pour étudier la musique par analogie* (en latin) et, plus tard, l'auteur de la *Philosophie panécastique* (« Tout est dans tout »), disent à leurs élèves : « Apprenez quelque chose, et rapportez-y tout le reste. » Le précepte est excellent, et une expérience de trente années me permet d'affirmer que, dans l'étude des langues en particulier, il n'en est point de meilleur, de plus fécond en précieux résultats.

Le difficile, il faut l'avouer, est de trouver ce quelque chose à apprendre et, quand il s'agit de langues vivantes ou de langues mortes, ce texte modèle où l'étudiant découvrira l'un après l'autre tous les éléments essentiels de l'idiome

étudié. M. Robertson, en s'appropriant la méthode de Jacotot, en l'appliquant à l'enseignement de la langue anglaise, sut choisir un texte intéressant et tout rempli du génie anglais. Seulement, M. Robertson ne s'aperçut pas tout d'abord de la nécessité de créer de toutes pièces ce texte modèle, en réunissant et en serrant toutes les formes et formules essentielles de la langue anglaise dans une histoire originale et brève, expressément inventée pour les résumer méthodiquement, aussi méthodiquement que possible. Force lui fut donc d'intercaler ça et là dans l'historiette bien connue du *Spectator* (*We are told that the sultan Mahmoud*, etc.), bon nombre de phrases ou de demi-phrases, afin d'y faire entrer plusieurs formules grammaticales et syntaxiques fort importantes en soi et qu'on ne rencontre point dans l'original d'Addison. Ce procédé d'intercalation fut aussi celui de M. Vimercati, qui traduisit en fort bon italien la fable adoptée par M. Robertson. Le malheur est que, dans le *We are told*, etc., du jacotiste anglais, comme dans le *Cinarrano*, etc., du jacotiste italien, il manque encore une foule d'idiotismes et que les faits fondamentaux de grammaire et de syntaxe sont loin de se trouver aux places où l'on voudrait les rencontrer.

Le grand mérite de M. Andrieu, c'est d'avoir condensé en quelque quarante pages toutes les ressources de la phraséologie latine au temps de Cicéron, de Tite-Live et de Salluste, c'est-à-dire dans l'unité de la plus belle période de la langue romaine. Allures et tournures favorites de la phrase, idiotismes consacrés, manières élégantes ou hardies d'ouvrir la période, balancements rythmiques des propositions principales et des propositions secondaires, tout est là, dans ces quelques pages, non pas seul et comme un défi jeté à l'élève, mais accompagné de toutes les formules françaises qui correspondent le plus exactement possible à ces formules latines. Et cette correspondance de procédés corrélatifs d'expression dans les deux langues, fait du livre de M. Andrieu un guide non moins sûr pour celui qui traduit du latin en bon français, que pour celui qui doit rendre en latin ses propres pensées.

Dans son discours modèle, comme dans la narration qui le précède et dans les lettres qui le suivent, M. Andrieu s'est attaché à faire connaître l'époque, le caractère et l'œuvre de Cicéron. En le lisant, on croit lire Cicéron lui-même, et il faut être méthodiste et professeur de son métier pour découvrir sous tant de fleurs de pensée et de style, l'ordre grammatical et syntaxique rigoureusement suivi par ce nouvel Érasme. Sous ce dernier rapport, le début du livre (narration) constitue un véritable tour de force. Voici, par exemple, vingt lignes logiquement enchaînées et pleines d'intérêt où l'élève trouvera réunis tous les emplois possibles du génitif latin; et tenez, en voilà vingt autres où les diverses fonctions du datif sont clairement indiquées; et ainsi des autres cas.

En un mot, réunir dans l'unité de la méthode analogique tout ce que les Rollin et les Dumarsais avaient indiqué de plus sûr en matière d'enseignement, tel a été le but, telle a été la méthode complexe de M. Andrieu. Il y a là un progrès, un grand progrès.

H. CHAVÉ.

HISTOIRE

Les Girondins, leur vie privée, leur vie publique, par M. GUADET.

2 volumes in-18 ; Didier, éditeur.

L'*Histoire des Girondins*, publiée par M. Guadet, a obtenu un succès consacré par la seconde édition qui vient de paraître. Ce succès ne nous a pas étonné. L'*Histoire des Girondins*, prise à part, est une *monographie* complète en tout ce qui touche les Girondins eux-mêmes, et qui ne s'égare pas dans des récits prolongés de guerres et de nombreuses péripéties et questions, ainsi que l'ont fait certains historiens qui, sous ce titre spécial, ont abordé l'histoire morale, diplomatique, militaire et générale de la révolution tout entière. M. Guadet est resté plus fidèle à son titre, et, sous le prétexte d'anecdotes plus ou moins authentiques, il n'a pas noyé dans une vaste mer celles relatives à ses personnages. Aussi ne lui a-t-il fallu que deux volumes, compactes il est vrai, pour satisfaire notre curiosité. M. Guadet a réfuté sans déclamation, et uniquement par un récit calme et mesuré, les inexactitudes que de célèbres historiens ont reproduites, soit par passion, soit par esprit de parti, soit par un enthousiasme trop poétique (notamment le fameux *Banquet*, imité par plusieurs écrivains du romancier Charles Nodier). Nous ne suivrons pas M. Guadet sur tous ces points. Son livre jette de la clarté sur les événements de septembre, le jugement du roi, le 20 juin et le 10 août ; mais ces événements sont encore trop discutés par les préventions politiques pour que les historiens modernes, quelque modérés et impartiaux qu'ils soient, puissent espérer fixer enfin la vérité. Ce qui fait la supériorité de la nouvelle histoire des Girondins, ce sont les faits que l'auteur nous révèle sur la vie privée de ses héros, sur leur caractère, sur les mœurs politiques de leur ville natale. Tout ce qui touche à la vie privée de Genouillon, de Vergniault, et surtout de Guadet, donne un intérêt et une originalité que n'ont pas les historiens purement politiques. Naturellement M. Guadet conclut par un jugement sur le rôle définitif des Girondins, naturellement, aussi il penche de leur côté. Si, sous le rapport moral, il leur rend une justice suffisante, s'il fait ressortir sans exagération leurs vertus privées, leur courage, leur héroïsme, il n'appuie pas assez sur les vacillations et les faiblesses de leur caractère politique. Les Girondins ignoraient au 9 août la conspiration du lendemain ; les deux lettres de Condorcet et de son oncle, que M. Guadet publie, le prouvent surabondamment, et l'histoire doit plutôt les en blâmer que les en louer. Il ne faut pas leur faire un mérite de cette ignorance, qui se reproduit dans presque tous les événements de la Révolution, au 10 juin, au 2 septembre, au 10 mars, au 31 mai. Cette ignorance est un signe de défaillance, la plus grande marque de leur impuissance dans le monde de l'action.

E. M.

LITTÉRATURE

Mémoires de littérature ancienne, par M. EMILE EGGER, membre de l'Institut (Académie des Inscriptions et belles-lettres), professeur à la Faculté des lettres de Paris, maître de conférences à l'École normale supérieure. — Paris, Aug. Durand, 1862; 1 vol. in-8°.

Le livre de M. Egger est riche et louable. On y trouve de la force, de la curiosité, du trait ; la science de l'auteur est abondante, solide, nullement charlatanesque ; ces *Mémoires* qui le composent intéressent par le choix des sujets, la nouveauté de beaucoup d'aperçus, le fini du travail, la diversité piquante des recherches. Que faudrait-il donc pour que ce fût un ouvrage divulgué, prisé, choyé ? Une seule chose. Que M. Egger eût effacé de la couverture son titre de professeur, et, pour aller jusqu'au bout, son titre d'académicien, tant il est convenu qu'on n'ouvre pas un volume qui porte l'une ou l'autre, et, à plus forte raison, l'une et l'autre de ces *recommandations* ! Si le grand Lessing renaissait, s'il vivait en France, s'il était de la Sorbonne et de l'Institut, s'il publiait de nouveaux fragments ou la fin de son *Laocoon*, Durand ou Didier l'éditeraient, et ses volumes acquerraient une valeur en librairie, mais n'auraient aucune influence. Le préjugé serait contre eux. Quel supplice pour un écrivain et quelle résignation ne lui faut-il pas dans une situation pareille ! Se sentir propre à la popularité, et, par des circonstances cruelles, absurdes, fortuites, ne pas l'obtenir ! être forcé de se contenter du succès d'école, de compliments fades, d'honneurs vains et sans prix, cela n'est-il pas décourageant ?

M. Egger n'est pas découragé ; quelques illusions heureuses le soutiennent sans doute : peut-être pense-t-il que son enseignement aura formé des élèves. Au risque de l'affliger, je lui dirai que s'il a pu en former, c'était à une autre époque ; provisoirement il n'en peut plus avoir, et pour preuve je lui allègue la médiocrité de ses plus récents imitateurs. S'il daigne louer quelques livres universitaires écrits sur des sujets analogues à ceux qu'il a traités ; s'il consent, par une bienveillance trop modeste, à reconnaître dans ces œuvres-là un peu de sa propre méthode, le public ne saurait le suivre dans cette appréciation. A peu d'exceptions près, nos professeurs officiels ne savent ce que c'est que la philologie et ne peuvent le savoir, puisqu'elle a pour premier mot : « liberté. » Dès que la science est surveillée, dès qu'un professeur se voit tenu de fournir à l'avance un programme dont un bureau administratif est le contrôleur, l'esprit est enrayé, l'horizon se resserre, des convenances mesquines viennent remplacer ces règles simples qu'une intelligence saine et vigoureuse se prescrit à elle-même.

Il est facile de trouver dans quelques-uns des travaux de M. Egger lui-même la regrettable preuve des imperfections auxquelles la contrainte extérieure peut obliger un esprit né droit, nourri en bon lieu, subtil et brillant, mais judicieux. L'auteur des *Mémoires de littérature ancienne* donne, par exemple, en un endroit,

les conclusions de ses études sur le problème de la formation des poèmes homériques ; il les donne avec une parfaite connaissance de l'antiquité, en philologue pénétrant ; aussi repousse-t-il l'idée que l'*Illiade* et l'*Odyssee* soient sorties chacune, telles que nous les avons, d'un jet unique et primitif. Certes, les deux épopées homériques ne perdent aucun de leurs mérites connus à ce que l'on en démontre l'origine complexe et le graduel achèvement. S'il y a un fait certain, c'est que l'on ne saurait rapporter à un seul poète la création de toute l'*Illiade* et de toute l'*Odyssee*. A cet égard, M. Egger peut justement réclamer l'honneur d'avoir éclairé les faits de toute la lumière désirable. Il a consolidé l'opinion de Wolf en la dégagant de toute hypothèse hasardeuse, en l'appuyant des nouveaux arguments que fournissait l'étude comparative du génie épique aux diverses époques de la poésie naturelle. Qui le croirait pourtant ? Sur un problème si bien vérifié, démontré pour tout le monde, l'Université professe encore, presque unanimement, une opinion contraire à celle du savant professeur de la Faculté des lettres de Paris. On tient sa thèse pour paradoxale et antinomique aux prescriptions du goût. Dans les lycées et les collèges, ceux des professeurs qui inclineraient à regarder comme une légende la *vie d'Homère* attribuée à Hérodote seraient pris pour des maîtres de peu de sens ; ce n'est pas assez dire, on les traiterait en factieux qui tentent de se singulariser par le mépris de la tradition et de l'autorité. Si l'on veut permettre à celui qui écrit ces lignes d'attester ce qu'il a vu, tels élèves de l'Université qui, sur les bancs de la Sorbonne, écoutaient M. Egger en 1846 et admettaient, à la clarté de l'évidence, les vérités que son enseignement leur fournissait sur la question homérique, commençaient l'année d'ensuite, au moment de leur examen de licence, à faire par nécessité abstraction de leur conviction personnelle : la majorité de la Faculté [des lettres l'eût condamnée sévèrement ; à leur examen d'agrégation ès lettres, où le jury tenait aussi en majorité pour la *personne* d'Homère, leur ancien sentiment n'était déjà plus le même ; il avait molli, faute de pouvoir se produire ; et, maintenant, professeurs bien placés, ils ne se souviennent de Frédéric-Auguste Wolf, l'*anti-homérique*, que pour le traiter comme un sauvage iconoclaste. C'est la vérification du mot de Montesquieu : « En France, dès qu'un homme entre dans une compagnie, il prend d'abord ce qu'on appelle l'esprit du corps. » Dans leur croyance nouvelle, ils en sont venus à peu près au point de dire, avec M. le marquis de Fortia d'Urban : « Non, je ne croirai jamais qu'un homme dont j'ai le buste sur ma cheminée puisse n'avoir pas vécu. » Voilà ce que les bonnes doctrines font à la longue des intelligences qui, dans la vivacité première et la justesse natives, mises en présence de la vérité, l'avaient accueillie avec respect, avec empressement.

Mais, dira-t-on, quel intérêt l'Université a-t-elle eu pour empêcher que l'on adoptât le sentiment de Wolf, et s'il y avait un intérêt, comment M. Fauriel et ensuite M. Egger ont-ils pu se déclarer à peu près wolffiens en Sorbonne ? Voici la réponse.

La Faculté des lettres de Paris a joué un grand rôle de 1828 à 1830 ; depuis, son influence est devenue chaque jour plus modeste, et a fini par tomber où nous la voyons. Est-ce le talent ou la science des professeurs qui ont défailli ? En

général, non ; l'air et l'espace ont manqué sous la pression administrative ; le professeur, qui doit compte de ses opinions scientifiques, est un professeur que l'on étouffe. En 1846, la pression était encore modérée ; M. Egger pouvait, sans trop de scandale, n'être pas un homériste orthodoxe, et M. Fauriel, plus près encore de 1830, l'avait pu d'autant mieux. Mais si M. Fauriel, qui avait peu de liens avec l'Université et qui venait en un meilleur temps, pouvait aisément braver le dogme de l'unité des poèmes homériques et n'en pas souffrir de dommage, M. Egger, lui, a dû souffrir la peine de son hérésie. On l'a toujours regardé en suspect ; son avancement a été lent et laborieux, et les succès mêmes qu'il obtenait hors du cercle universitaire lui ôtaient là de ses chances de fortune. L'Université croit à Homère en une seule personne, qui a créé l'*Illade* et l'*Odysée*, les *Hymnes* et la *Batrachomyomachie* : l'*Illade*, dans son âge mûr ; l'*Odysée*, au commencement de sa vieillesse ; les *Hymnes*, quand il est entré en dévotion, comme M. Cousin, et la *Batrachomyomachie*, un jour qu'il a voulu montrer par un exemple la manière de badiner avec le merveilleux épique.

Dans un article assez récent du *Moniteur universel*, M. Désiré Nisard, homme influent, directeur de l'École normale supérieure, nous apprenait quel est le type du philologue selon son cœur, celui sans doute dont il voudrait que les procédés servissent de modèle en France. Ce parangon nouveau est M. Cobet, helléniste de Leyde.

Assurément, M. Cobet n'est pas le premier venu ; il sait du grec et beaucoup ; mais, avec tout son grec, M. Cobet ne compte pas comme philologue. Il est le plus fantasque des interprètes et des éditeurs ; corriger les textes arbitrairement, y refaire et y ajouter des pensées, bouleverser les pages d'un auteur, se permettre tous les caprices bannis de la philologie sérieuse et laissés aux seuls amateurs, voilà les jeux de cet homme d'esprit. Comment donc M. Nisard, qui, n'ayant pas d'esprit, n'est pas un simple, s'est-il pris d'un engouement soudain pour M. Cobet ? Cela tient à ce que la philologie de M. Cobet ne paraît dangereuse que pour les textes anciens ; elle n'est hardie que contre ces innocentes victimes ; du reste, anecdotière et sans vues d'ensemble, elle fait profession de dédaigner ce qui ressemblerait à une intention philosophique. Le véritable philologue n'est pas seulement un curieux, c'est un chercheur décidé que rien ne rebute, qui se consume, s'il le faut, en efforts immenses pour connaître en tout sujet d'érudition le fort et le faible des choses, le comment et le pourquoi ; bref, il possède excellemment l'esprit critique et l'exerce sans peur. Son exquise sensibilité découvre les moindres nuances, sa délicatesse est franchise, sa passion vérité. Que voulez-vous qu'on fasse d'un personnage aussi compromettant ?

On veut bien admettre que M. Egger use discrètement de sa méthode, qu'il évite les questions brûlantes : il conserve à cet égard les habitudes circonspectes de M. Hase, de M. Boissonade, de M. Letronne. Entre eux et lui, il y a même cette différence que ses tendances sont plutôt d'un chrétien que d'un penseur affranchi. Ces trois hommes distingués ont pratiqué, au contraire, le respect extérieur du christianisme ; mais ils n'ont pas aimé cette religion. En cela, M. Egger n'est pas leur élève. N'importe ; le caractère de l'artiste ne détruit pas ce qu'il y a de per-

nicieux dans l'art qu'il enseigne, et la méthode philologique des modernes, envisagée en elle-même, justifie tous les soupçons, appelle toutes les surveillances. Le plus sûr est de donner la parole aux seuls Cobets.

Ainsi, M. Egger n'est pas allé au delà de la question homérique; il s'est arrêté, par vénération religieuse, au seuil d'un autre domaine; il a évité d'appliquer sa pénétration et sa méthode à scruter les textes de l'Évangile, qui cependant appartiennent à la philologie grecque par mille titres; il n'a pas discuté la formation du Nouveau Testament d'après des principes analogues à ceux qui ont fait comprendre si intimement la constitution progressive du texte de l'*Iliade*. Sa réserve pouvait ne pas être imitée; en conséquence et d'instinct, l'Université, ayant peur de tout, a mis les philologues au lazaret. Son but présent, dit-elle, est de ramener les études classiques à la même hauteur où elles étaient du temps de Rollin. Or, il ne faut pas l'oublier, vers cette époque, il n'y avait pas en France dix professeurs capables d'expliquer Virgile ou Salluste. On n'en avait pas deux qui entendissent le grec. M. Nisard ne veut point de philologues. « Nos élèves, » dit-il fièrement, « se contenteront d'être des *humanistes*. » On sait ce que signifie au fond ce langage : Être un humaniste, c'est savoir parler pour ne rien dire. Si peu batailleur et frondeur que soit M. Egger, il n'a pu taire son légitime chagrin de voir réduire l'enseignement à de si mesquines proportions. « Un préjugé fort commun parmi nous, dit-il dans la préface de ses *Mémoires*, et qui contribue, je le crains, au discrédit des études classiques, réduit ces études aux *humanités*. Les *humanités*, mot excellent, d'ailleurs, en ce qu'il exprime à merveille cette politesse du cœur et de l'esprit que doit enseigner, que doit entretenir un commerce assidu avec le plus pur génie de l'antiquité; mais on abuse du mot et de la chose quand on y veut réduire toute l'ambition comme tous les devoirs de l'enseignement qui prépare aux carrières libérales. C'est se former de cet enseignement une idée à la fois trop étroite et trop haute que de lui recommander uniquement l'analyse des auteurs d'élite et de leurs œuvres éminentes. Selon un axiome célèbre, dont notre préjugé s'autorise, le beau, n'étant que la splendeur du vrai, les chefs-d'œuvre littéraires contiendraient, à eux seuls, la substance de toute vérité. Ils suffiraient ainsi à l'éducation de l'honnête homme, pourvu qu'une intelligente analyse en fît sortir le suc divin qu'ils recèlent : optimisme ingénieux et séduisant, que dément l'expérience journalière. »

Oui, l'étude des chefs-d'œuvre est recommandable; elle forme le goût chez les élèves et le maintient chez les maîtres; mais quelle admiration est sérieuse, si l'on ignore les œuvres secondaires? Le génie même est-il toujours dans les livres qu'une tradition sans contrôle décore du nom de chefs-d'œuvre? A supposer qu'il y soit, comment le saura-t-on si l'on n'a pas comparé au génie le talent? Et si la renommée qui se trompe quelquefois s'est égarée dans un de ses jugements favorables ou défavorables, il faudra donc que son injustice se transmette héréditairement d'un siècle à l'autre? D'ailleurs, les beautés de la forme sont ordinairement les seules qui touchent les prétendus arbitres en fait de chefs-d'œuvre, et les *humanités*, si le mot était compris, ne seraient pas seulement l'étude des beautés classiques, mais celle de la vérité universelle. M. Egger a cent fois raison d'en-

tendre son devoir autrement que ne le veut la discipline, et nous transcrivons avec plaisir les lignes où il dit : « En général, la pensée qui m'a dirigé dans mes recherches sur l'antiquité, c'est qu'en ces matières toutes les questions sont étroitement unies. La littérature ne doit pas vivre séparée de la philologie et de l'histoire, ou plutôt l'histoire des langues, des institutions et des mœurs, forme le vrai fond sur lequel repose le jugement des œuvres de l'esprit. Réussir dans cette alliance de la science et du goût n'appartient qu'à de rares talents; mais tout critique sérieux a au moins le droit de la poursuivre. » La vérité est là, et c'est elle qui fait l'intérêt de ces *Mémoires*, dont le mérite serait plus notable encore si M. Egger eût vécu dans un milieu moins rebelle. On a fait le vide autour de sa chaire. Cette étrange politique a empêché un homme plein de zèle et très-doué d'exhausser lui-même et de rendre entièrement profitables aux autres toutes ses qualités naturelles ou acquises. Le cours dont il avait la charge était de ceux qui peuvent le plus inciter des auditeurs et favoriser les tendances élevées; ainsi que M. Egger l'exprime avec bonheur, les Grecs offrent un modèle unique, une mine admirable pour l'enseignement classique, grâce au caractère rationnel du développement qu'ils leur littérature a parcouru. « Sans doute, il n'est aucun peuple dont la vie ne mérite d'être observée par le philosophe. A titre d'hommes, les sauvages de l'Amérique ont droit à notre intérêt comme les Romains ou les Hellènes. Mais si ces derniers ont eu le bonheur que leur littérature, comme leur vie politique, reflète clairement les diverses phases de l'esprit humain; si, plus que tout autre peuple, ils ont eu conscience de ce progrès régulier et de ses causes, n'est-ce pas une raison pour accorder aussi, dans l'éducation de l'esprit moderne, une place privilégiée aux souvenirs et aux monuments littéraires de la Grèce? »

Tout l'enseignement scolaire du degré supérieur devrait donc se proposer, en quelque sorte, pour point central de ses travaux, la philologie et la philosophie grecques, puisque la Grèce a été comme un microcosme de l'intelligence humaine. Celle-ci a opéré dans le monde des progrès et des virements qui sont tous résumés en celle-là. Pour le prouver, il suffirait de transcrire le plus beau chapitre peut-être des *Mémoires* de M. Egger, celui qu'il intitule : *Des origines de la prose dans la littérature grecque*, et qui ne semblerait pas indigne du plus grand critique que la France ait produit, de Fréret.

M. de Vertot, un Nisard du temps de Louis XV, fit mettre Fréret à la Bastille pour une dissertation sur l'origine des Français. Il y a des traitements plus cruels que d'emprisonner un homme à cause de sa science, c'est de la lui détourner des grands courants d'idées, et de ruiner peu à peu la confiance qu'il aurait prise dans son ambition légitime et sa vigueur.

A. MOREL.

Origines littéraires de la France, par LOUIS MOLAND. — Paris, Didier, 1862.

Le livre de M. Louis Moland se divise en cinq parties : la *Légende* et le *Roman*, le *Théâtre*, la *Prédication française* au moyen âge, le *Moyen âge* et l'*Antiquité*

comparés, la *Littérature moderne* et le *Moyen âge* ; la tout corroboré de *textes* et *documents*, qui forment comme une sixième partie.

L'auteur s'est attaqué tout d'abord au cycle immense du *Saint-Graal* et de la *Table ronde*, à cette *légende* née, vers le *viii^e* siècle, dans les écoles anglo-saxonnes des couvents d'Irlande et de Cambrie (si l'on adopte l'opinion du critique), devenue *roman* plus tard, mais empreinte, au *xi^e* siècle, dans son enveloppe latine, d'une pensée encore toute monastique. Il en expose le développement, les *métamorphoses* et les *déviation*s, depuis le mysticisme austère de la conception *primitive* jusqu'aux *fiction*s plus raffinées et moins pures des rédacteurs du *xiii^e* siècle, à travers la fable du Saint-Graal, la fable de Merlin et la fable de Lancelot, s'enchaînant dans une longue *trilogie*.

Nous n'entrerons point avec l'auteur dans l'analyse détaillée de cette œuvre *confuse*. Il faut se contenter de rappeler ici quelques noms et quelques traits pris çà et là. On assiste, au début, à la vision de l'ermite *Nascien*, vivant en « un lieu écarté et sauvage de la Bretagne blonde, » et recevant du ciel l'histoire *extraordinaire* du Saint-Graal. La première branche de la légende introduit le *chevalier* Joseph d'Arimathie, qui reçoit de Jésus lui-même le *Graal*, la coupe dont le Christ s'était servi pour la Pâque, et où les gouttes du sang divin avaient été recueillies, dans le sacrifice du Calvaire. Après être sorti de la prison où le Christ lui est apparu, il se dirige vers l'Euphrate avec une troupe de fidèles échappés à la ruine de Jérusalem, au temps de Vespasien. Là *Josèphe*, ordonné prêtre et évêque par un ange, succède à son père, *Joseph d'Arimathie*. Bientôt, par l'ordre de Dieu, tous s'embarquent sur mer pour un pays inconnu, et abordent miraculeusement aux rivages de la Grande-Bretagne. Alors commence l'œuvre apostolique : « Ils vont de contrée en contrée, de royaume en royaume, » franchissant déserts et forêts. L'auteur raconte l'institution de la *Table carrée*, où s'asseyaient les convives élus, repaissant leurs yeux de la vue du *Graal*, couvert d'un triple voile. Rien d'entraînant comme le récit de toutes ces péripéties et de tous ces combats ; il semble qu'on va rejoindre, à travers une brume légère, ces princes arrivant du fond de l'Orient au secours des fidèles, ce vieux roi Mordrain, aveugle pour les hommes, mais *voyant* au sens spirituel. — Dans le roman de Merlin, plein de mystérieuses fables celtiques, apparaît la figure si populaire d'Artur ; là se place l'institution de la *Table ronde*, symbole de l'ordre de chevalerie, imitation de la *Table carrée* de Josèphe, réunissant tous ceux qui jurent de rechercher et de reconquérir le *Graal*, gardé par les *Rois pêcheurs* derrière d'infranchissables obstacles, et perdu pour le reste du monde. Là glisse, pareille aux formes nées d'un rêve, la fée *Piviane*, aimée de Merlin dans la forêt enchantée de *Broceliande*. — Enfin, dans le roman de Lancelot du Lac, compliqué, ingénieux, varié, plein d'amour et de voluptueuses créations, retentit le premier baiser de Lancelot et de la reine Genièvre, si poétiquement rappelé par la *Francesca* du Dante. Quant au *Saint-Graal*, autour duquel tourne le cycle entier, il est découvert par les trois chevaliers *Galaad*, *Perceval* et *Boor*, qui, avec dix autres chevaliers venus de toutes les parties de l'Europe, sont admis à contempler le vase mystique, dans le sanctuaire des *Rois pêcheurs*. Puis les *Trois*

s'embarquent avec le *Graal* sur la nef de Salomon, pour aller en Asie le déposer au lieu d'où il était parti.

Telle est, en peu de mots, la donnée de ce poëme en prose, dont Robert de Borron, Gasse le Blond et Gautier Map, furent les rédacteurs successifs ¹.

L'œuvre légendaire du Saint-Graal, dont M. Moland reconnaît l'*intime relation* avec le principe de l'ordre des Templiers, et dont il avoue, en dépit de certaines réserves, les *tendances suspectes*, cette œuvre équivoque fut, à notre sens, l'enveloppe et l'emblème d'une dogmatique fort subtile, propagée au moyen âge par toute une littérature à double face ; et, sans porter un jugement téméraire, il est permis de conjecturer que, de cette vérité, offerte aux néophytes sous la figure du vase merveilleux, émana tout un ensemble de doctrines analogues dans leur esprit aux croyances plus ou moins hérétiques des *Albigéois*, des *Pauvres de Lyon* et des *Fidèles d'amour*... Mais ce n'est pas le lieu d'insister ; la plus simple discussion de ces idées réclamerait un article développé.

La légende d'Adam nous ramène au berceau du monde. Une autre légende nous ouvre l'Orient, Constantinople, conquise par Charlemagne, et le temple de Jérusalem, où il pénètre. La légende de Grégoire le Grand, chargée de couleurs sombres, nous montre le futur pape, nu, *velu* et *chenu*, sur un rocher où il vit dix-sept ans, avec des fers aux pieds, en pénitence d'involontaires péchés, avant d'être élevé par l'ordre exprès de Dieu au trône pontifical.

Le décor change ; et nous voici transportés devant « ces scènes liturgiques, » décrites par l'auteur, et qu'il définit en trois mots : « Le drame dans le sanctuaire. » L'origine de notre théâtre est là ; en toute chose, l'intelligence part de la religion pour aboutir aux données humaines ; on débute par le *mystère*, on termine par le drame et la comédie profanes : il en fut de même chez les anciens. — Avec l'office dramatique de la *Résurrection*, citons le drame d'Adam ou de la *Création*, remarquable par un dialogue vif et hardi entre les deux ennemis d'Adam, Ève et le *Diable*, qui flatte l'imprudente en séducteur accompli :

« Tu es fleurette e tendre chose,
E es plus fresche que n'est rose ;
Tu es plus blanche que cristal

.
.

Tu es trop tendre et il trop dur. »

Comment repousser les confidences préparées par un tel exorde ? — *Parle donc !* répond Ève aux avances du démon : véritable cri de femme curieuse et impatiente. C'en est fait ! Ève jouera tout contre un secret : Adam, et le paradis, et Dieu même.

Les sermons de Maurice de Sully, successeur du fameux Pierre Lombard au siège épiscopal de Paris, forment un chapitre spécial des *Origines littéraires*, et nous donnent un exemple de la prédication en France au *xii^e* siècle.

¹ Voyez *Origines littéraires de la France*, 1^{re} partie, p. 17 et 18.

On passe de là, un peu brusquement, à ce qu'il semble, aux luttes du *grand schisme* d'Occident; on aborde ce long drame religieux, — et politique par contre-coup, — dont les péripéties se déroulent depuis la mort de Grégoire XI (27 mars 1378), jusqu'au 11 novembre 1417, jour de l'élection de Martin V par le concile de Constance; on suit d'un œil attentif les agitations de l'Université de Paris, les débats animés du synode de 1406, les efforts des conciles et de la diplomatie; on participe enfin à la déposition des trois papes Jean XXIII, Grégoire XII et Benoît XIII ou *Pierre de Luna*, dont nous ne saurions admirer avec notre auteur l'opiniâtreté orgueilleuse et la résistance plus égoïste qu'héroïque au vœu de l'Europe entière.

Les rapprochements entre l'antiquité et le moyen âge, esquissés par le critique « dans des limites très-restreintes, » dit-il, lui ont fourni quelques pages excellentes. Il est piquant de retrouver chez nos vieux conteurs en rime ou en prose les types classiques d'*Orphée* et d'*Eurydice*, du *beau Narcisse*, de *Pyrame* et *Thïsbé*, et la fable homérique de *Polyphème*. De là cette conclusion : « Les traditions héroïques et fabuleuses de la littérature greco-latine n'attendirent pas, comme on s'était accoutumé à le croire, la renaissance classique du *xvi^e* siècle pour reparaitre dans le monde. Le moyen âge les avait dès longtemps recueillies ¹. » Il y a là un fait certain, et nous l'acceptons, sans nous en exagérer l'importance morale : *suffit* que, pour la postérité, la Renaissance du *xvi^e* siècle conserve, malgré tout, le mérite de l'initiation directe et complète aux chefs-d'œuvre du monde antique.

M. L. Moland est parfaitement dans le vrai, quand il recommande l'étude de notre vieille littérature, tout en repoussant le moyen âge *rococo* et le faux *gothique*, mis à la mode par le romantisme, il y a quelque trente ans : rien ne vaut, en fait d'histoire, les monuments naïfs du passé.

Le livre de M. L. Moland, écrit d'un style ferme et franc, se distingue par la clarté des analyses, par la fidélité des tableaux, par l'intérêt soutenu des aperçus, qui familiarisent le public avec le monde complexe du moyen âge. Mais le cadre et l'auteur promettent plus encore : pourquoi celui-ci n'achèverait-il pas, fragment par fragment, « sous le titre un peu ample » qu'il a pris, cette histoire de notre première époque littéraire, dont nous venons de lire avec tant de plaisir quelques chapitres détachés?

FÉLIX FRANK.

¹ Voir à ce sujet le très-solide et très-judicieux ouvrage de M. Chassang, maître des conférences à l'École normale, intitulé : *Histoire du roman dans l'antiquité grecque et latine*. Didier, 1862 (chapitre dernier : *Traces des romans anciens dans la littérature du Bas-Empire et du moyen âge*).

Dimitri Roudine, par IVAN TOURGUENEF, 1 vol. in-8. Collection Hetzel.

Se pencher curieusement au-dessus d'un précipice dont une nuit noire dérobe la profondeur, s'aventurer sur les bords, faire quelques pas en se retenant aux arbustes du ravin, puis, quand la pente devient plus abrupte, se sentir le cerveau pris de vertige, respirer une dernière fois à pleins poumons, jeter sur le ciel qui s'efface un dernier regard, et se laisser enfin glisser, le corps meurtri, les mains saignantes, sur les ronces et les cailloux aigus, jusqu'au fond de l'abîme où l'on tombe sans souffle et sans vie : voilà le sort de ceux qui poursuivent l'idéal. Beaucoup d'entre nous accomplissent, volontairement ou poussés par leur destinée, ce terrible voyage. Quant à ceux qui, le fond de l'abîme découvert et leur curiosité satisfaite, ont encore assez de force pour gravir la montagne; quant à ceux qui sont revenus en haut et qui, de nouveau, ont pu regarder le ciel avec une croyance au cœur, ceux-là sont rares, on les compte.

L'abîme de l'idéal est partout; il est dans toutes les sciences, dans tous les travaux de la pensée. Heureux qui l'entrevoit sans peur! malheureux qui cherche à l'éviter! Il faut avoir une grande foi pour accepter une telle souffrance; mais je parle de cette foi qui se conquiert, et non de celle qui s'accepte bénévolement. Voyez, par exemple, la littérature contemporaine : on la peut accuser de faiblesse, on ne la peut accuser d'orgueil. Elle suit, en effet, son cours sans célébrer le rôle qu'elle remplit, sans même s'inquiéter beaucoup qu'elle en ait un à remplir. Il y a dans cet abandon de son autorité une certaine indifférence qui s'appuie malheureusement sur l'indifférence de la foule; il y a aussi, on doit le reconnaître, beaucoup de modestie et de timidité. Sauf quelques esprits ignorants et légers, satisfaits d'eux-mêmes et glorieux d'un vain bruit, il semble que la plupart de ceux qui s'essayent au difficile métier d'écrivain se sentent gênés et incomplets. Ce manque de foi en soi-même est un véritable signe des temps; il a évidemment sa source dans la marche générale des affaires qui s'agitent autour de nous. Il se traduit par une incertitude, une inquiétude morale que le plus violent besoin d'affirmer et de croire ne parvient point à vaincre. Ainsi, malgré le peu d'éclat qu'elle jette, malgré ce qu'elle présente de défectueux sous le rapport de la composition et du style, la littérature contemporaine se distingue par un fait moral des plus curieux à observer : le peu d'illusions qu'on y garde sur soi-même et sur les autres.

Chose singulière : c'est dans un livre dont l'auteur est étranger à la France, de naissance et non de sympathie, que j'ai trouvé la personification la plus frappante de cette situation morale. *Dimitri Roudine* est un livre que la jeunesse doit méditer. M. Ivan Tourguenef nous a habitués depuis longtemps à ces minutieuses études de caractères qui vivent et se développent par eux-mêmes, non en dehors, mais au-dessus des événements. C'est un talent mûri, éprouvé, original, qui, comme Henri Heine, a le sentiment de certaines tournures mélancoliques ou ironiques de la langue française. Sous ses divers personnages, c'est toujours la Russie qu'il étudie, mais la Russie jeune, amie du beau et du progrès, et qui

tourne sans cesse vers la France des regards d'attente. Qu'y a-t'il d'étonnant que cette jeunesse ressemble à la nôtre ? Elle a les mêmes déceptions et les mêmes espoirs. Elle a la même soif de l'idéal, et, faut-il le dire ? la même défiance des choses pratiques.

M. Tourguenef se plaît donc à mettre en lumière dans le caractère russe ce qui en est le côté sentimental, souffrant et indécis. Il a trouvé ainsi des figures souverainement sympathiques qu'on ne peut confondre avec d'autres types, car elles gardent toujours le cachet national. C'est le milieu social qui les a ainsi faites. Je les crois toutes personnellement observées, aux traits précis de caractère qui les distinguent. Si, dans la marche de leurs idées, elles procédaient de quelque type digne de leur servir de modèle, ce ne pourrait être que d'Oberman. Mais l'Oberman russe, qui souffre de son impuissance pratique au milieu d'une civilisation qui l'enivre et qui l'étourdit, ne ressemble point par exemple à Werther, aux prises avec cette même civilisation. Celui-ci veut le triomphe de la vérité ; il se sent assez fort pour lutter contre des obstacles intelligents, mais non contre les ridicules et les dédains de la province et de la chancellerie. Le but de l'autre est moins élevé, moins noble ; il ne demande au contraire qu'à se laisser toujours tromper par des enchantements et des éclats factices. Et tous deux succombent parce que les rêves et les illusions doivent disparaître avec le jeune regard qui les contemple, tandis que la vérité est bien longue à faire succéder à ces passagères lueurs les rayons immortels de sa lumière.

Je ne connais pas dans la mise en scène romanesque d'entrée plus frappante que celle de Dimitri Roudine dans un salon de province russe, au milieu d'une galerie d'originaux qui l'attendent sans le connaître, et dont les bizarres portraits font désirer la présence d'un plus noble personnage. « Le nouveau venu pouvait avoir trente-cinq ans. Il était grand de taille, mais un peu voûté. Ses cheveux étaient bouclés, son teint basané, son visage peu régulier, mais expressif et intelligent. Un humide éclat brillait dans ses yeux bleu foncé, pétillant de vivacité ; son nez était large et droit, ses lèvres fortes et bien dessinées. Il portait des habits usés et étroits, comme s'il avait grandi depuis qu'il les possédait. » Des lèvres de cet homme, jaillit d'abord une railleuse et paradoxale vivacité qui met à néant les arguments étroits et spécieux des bourgeois qui le tâtent. Puis, quand tout le monde se tait et l'écoute, il s'échauffe, il parle d'une manière irrésistible. « Entraîné par sa propre émotion, il s'élevait à l'éloquence et à la poésie. Le son bas et concentré de sa voix augmentait encore le prestige. On aurait dit que ses lèvres exprimaient des choses supérieures auxquelles il ne s'attendait pas. »

Retenez le dernier trait, il complète le personnage, il est tout le caractère de Dimitri Roudine. Qu'est-ce en effet que Roudine, sinon un de ces hommes doués d'une mémoire merveilleuse et d'une étonnante facilité d'improvisation ? Ils sont nés vulgarisateurs. Incapables d'inventer eux-mêmes, ils savent s'appropriier tout de suite les idées des autres, les développer avec une abondance imprévue, leur trouver d'ingénieux rapprochements, des conséquences profondes que les auteurs mêmes de ces idées ne soupçonnaient pas. Avec cela, aucun esprit de

suite, un enthousiasme qui s'éteint chaque soir, qui renaît chaque matin pour une opinion différente de celle de la veille. L'esprit se corrompt vite à ce métier de comédien d'où la conscience est absente. L'impuissance pratique, le dégoût de toute entreprise qui demande de la patience en sont le premier effet. Ne pas croire aux autres, c'est se condamner un jour à ne plus croire à soi-même, et cette dernière maladie est incurable. Ainsi va Dimitri Roudine, descendant de degré en degré l'échelle de la foi, l'échelle de la vie. Il a des jours où il se relève, car, lorsque la conscience l'éclaire et qu'il est sincère avec lui-même, on peut reconnaître qu'il est vraiment tourmenté par la recherche de l'idéal. Mais une telle vie ne peut se concilier avec la réalité, et Dimitri Roudine meurt obscurément, tué en juin 1848 sur les barricades parmi les insurgés, mourant comme il a vécu, pour un dernier idéal!

M. Tourguenef a bien compris toute la valeur de ce caractère qui est si vrai et qui appartient si bien à notre civilisation. Il l'a expliqué, commenté; il l'a jugé (et ce procédé est curieux d'écrivain à personnage) avec une sorte de désintéressement sévère. Toutefois, quand la chute de Roudine est irrévocable, il revient à lui, il lui tend la main et lui montre que cette vie vaniteuse et oisive peut lui être pardonnée, parce qu'après tout, elle a été utile à d'autres. Qu'est-ce qui a manqué à Roudine? C'est l'énergie et la volonté; il n'a perdu que lui-même. « Mais qui donc a le droit d'affirmer d'avance qu'il n'a jamais rendu ou ne rendra jamais un service? Qui donc a le droit d'affirmer que ses paroles n'auront pas fait germer de nobles pensées dans plus d'une jeune âme, à laquelle la nature n'a pas refusé comme à lui la source féconde de l'activité nécessaire à l'exécution des projets conçus par une imagination exaltée, quoique impuissante? » La leçon est excellente, et nous la donnons à méditer sous sa double face à la jeunesse contemporaine. Ayons la foi idéale qui nous fait descendre au fond de l'abîme; mais ayons aussi la volonté et l'énergie nécessaires pour revenir sains et saufs au milieu des choses présentes, pour les gouverner et n'être plus gouvernés par elles. S'il est parmi la jeunesse intelligente et sérieuse des Dimitri Roudine, ce n'est pas l'idéal qui leur fait défaut, c'est bien plutôt le besoin d'activité morale qui les consume stérilement. A cela, il n'est qu'un remède : la foi, la foi dans les autres comme en soi-même.

EUGÈNE LATAYE.

Caractères et Portraits contemporains, par AMÉDÉE MARTEAU. (1 vol., Hachette.)

Avoir de l'esprit et faire de l'esprit, ce n'est pas la même chose. Les faiseurs d'esprit ont des recettes; ce sont des pharmaciens en leur genre. L'auteur de ce petit volume n'en est pas là : il n'a pas besoin de fabriquer de l'esprit, par la raison toute simple qu'il en possède. Mais l'esprit, dit-on, sert à tout et ne suffit à rien. Que faire avec de l'esprit, quand le jugement et l'observation sont absents? Rien ne remplace ces qualités fondamentales. Au moraliste moins qu'à tout autre, elles ne peuvent manquer. La Bruyère et Pascal, Laroche-foucauld

et Vauvenargues ont rendu difficile entre tous cet art du moraliste, l'art d'observer le cœur humain, si essentiellement français, et qui demande à la fois tant de bon sens, de sagacité et de tact. Si M. Amédée Marteau n'a pas la prétention d'égaliser les maîtres, du moins il les suit de loin, et nous pouvons assurer que nul ne fermera son livre sans y avoir trouvé, sous une forme agréable et souvent piquante, les enseignements d'un homme de sens et d'un honnête homme.

C. D.

ÉCONOMIE RURALE

Conservation des grains par l'ensilage; recherches et applications expérimentales faites depuis 1850 pour démontrer la conservation des grains par l'ensilage souterrain hermétique, par M. L. DOYÈRE; avec les documents officiels. In-8, Paris, Guillaumin, 1862.

Le bon exemple donné par une nation n'est pas toujours perdu pour ses voisins, et après les luttes et les expériences dans lesquelles l'Angleterre s'est lancée hardiment depuis une vingtaine d'années, la liberté du commerce des céréales est acquise aujourd'hui à notre législation. Ce qui pouvait se faire par les lois est accompli, mais la question est loin d'être épuisée, et il reste beaucoup à faire avant que le commerce des céréales jouisse de la franchise d'allures qui donne tant d'élasticité à d'autres transactions, telles que celles qui concernent les liquides et les métaux. Deux grands obstacles restent à vaincre, dans l'ordre moral et dans l'ordre matériel.

Le premier, le plus grave peut-être, est l'obstacle moral. On s'est longtemps imaginé en France que toute spéculation sur les blés, toute réserve du présent pour l'avenir, n'avait d'autre but que de les faire enchérir et d'affamer le peuple. Ce préjugé florissait quand Arthur Young visita la France, à la veille de la Révolution. Le célèbre voyageur constata chez nous avec indignation cette grave erreur économique qui n'existait pas en Angleterre. Laissons-le parler lui-même; il semble que ce soit un homme de nos jours, et des plus sensés, égaré par miracle au milieu des hommes et des choses de 1788.

« Dans un pays comme la France, *malheureusement* subdivisé en petites fermes (c'est l'idée favorite et aussi l'erreur d'A. Young), la quantité de grains qui se présente en automne sur le marché est toujours bien au delà de ce qui demeure en réserve pour le reste de l'année. Pour remédier à ces abus, le mieux serait d'agrandir les exploitations; quand ce moyen manque, il ne reste de recours que dans les accapareurs. Ils font des réserves; c'est le plus grand bien pour le peuple, et on ne saurait trop encourager de tels hommes, dont l'industrie supplée aux greniers d'abondance, sans présenter aucun de leurs inconvénients... La nécessité est aussi grande, pour s'assurer un superflu, d'encourager les accapareurs, que de semer pour récolter; eux seuls empêchent l'encombrement du

marché en hiver, son vide en été. Tant qu'ils seront des objets de haine, tant qu'il y aura contre eux des lois, *lois absurdes de la bouche contre la main qui la nourrit*, il ne faut pas s'attendre à des marchés régulièrement fournis ¹.

Les préjugés contre les accapareurs, disons mieux, contre les spéculateurs, sont aujourd'hui en pleine retraite. Il ne faudrait pourtant pas croire qu'ils n'existent plus : en des jours difficiles ils surgiraient encore des bas-fonds de l'intelligence. L'obstacle matériel que nous signalions tout à l'heure à côté de l'obstacle moral contribue à les maintenir.

En effet, le grand ennemi matériel du commerce des grains, c'est la difficulté de les conserver. Dans l'état ordinaire des voies et moyens, le blé qu'on veut garder est en proie à la vermine et à la fermentation humide. Des soins de tous les jours, délicats et dispendieux, sont impuissants à le préserver tout à fait, et c'est une des raisons qui font que le peuple s'irrite quand il voit amasser le blé dans les greniers au lieu de le porter au marché. Il sait bien que les déchets seront considérables à la fin de la saison. Mauvaise raison, sans doute, car il faut échelonner la consommation au moins jusqu'à la récolte suivante; mais ce raisonnement fort simple n'est pas à la portée des gens effrayés et en colère.

Un autre inconvénient de la difficulté de conserver les grains, c'est de gêner à la fois la liberté du producteur et celle du meunier, le premier étant forcé de vendre au plus vite une denrée qui se détériore, et, pour la même raison, le second n'achetant que le moins possible à l'avance, même en face d'une occasion favorable. Le grand commerce, qui pourrait faire des réserves, en souffre également, et cet état de choses ne profite qu'à la spéculation véreuse, qui tripote dans les séries rapides d'achats et de reventes.

Eh bien! la science a vaincu cet obstacle; elle l'a vaincu définitivement, non pas seulement dans des essais de laboratoire, mais dans des expériences pratiquées en grand, et avec un succès confirmé par dix ans de pratique.

On ne sait pas au juste comment les Égyptiens de Pharaon conservaient pour les sept ans de disette la cinquième partie des blés récoltés dans les sept ans d'abondance (voir le XLII^e chapitre de la Genèse); mais il est certain que les Romains et les Maures d'Espagne gardaient le blé presque indéfiniment dans des silos ou fosses souterraines appropriées à cet effet, et comme il en existe encore dans le midi de l'Espagne et de l'Italie, en Sicile et dans le nord de l'Afrique. Ce procédé n'avait jamais été pratiqué en France, quand, sous la Restauration, M. Ternaux eut l'idée de l'essayer; mais il le fit sans méthode et sans réflexion, s'imaginant qu'il suffi-

¹ Tome II, pages 343 et 348 de la traduction des *Voyages d'Arthur Young en France, en Italie et en Espagne*, par M. Lesage, ancien élève de l'Institut agronomique de Versailles, avec une introduction par M. Léonce de Lavergne; Paris, Guillaumin, 3 vol. in-12. Nous saisissons cette occasion de signaler à nos lecteurs ce travail excellent, qui n'est pas instructif seulement au point de vue agronomique. Les réflexions d'Arthur Young, observateur sagace et désintéressé, sont le témoignage le plus direct et le plus éclairé que nous connaissions, sur l'état des choses et des esprits dans les provinces au moment de 89. Elles montrent que si tout était prêt pour la destruction, rien n'était prêt pour la reconstruction de l'édifice. Les principes généraux étaient fixés d'avance dans les têtes philosophiques, mais les applications n'étaient encore entrevues par personne; et c'est un continuel sujet d'étonnement pour cet Anglais, imbu des idées utilitaires de son pays, où la théorie ne vient qu'après la pratique.

sait d'enterrer des amas de blé dans un trou pour qu'il s'y conservât tout seul. L'expérience en fut faite à Saint-Ouen, près Paris; elle tourna mal, et la cause des silos en fut compromise pour plus de trente ans.

En 1850, les expériences furent reprises par M. Doyère, qui cherchait le moyen de préserver les blés des ravages de l'alucite. M. Doyère est un inventeur, et ceux qui l'ont vu à l'œuvre, à l'Institut agronomique de Versailles où il était professeur, se rappellent ses ingénieux appareils pour détruire l'alucite, pour doser l'humidité des grains, et sa méthode exacte et rapide pour reconnaître la falsification du lait. Arrivé à l'idée que les silos sont le meilleur préservatif de l'alucite, il ne tarda pas à voir plus loin et à comprendre aussi leur immense utilité générale; il alla étudier sur place les meilleurs modèles existants, dans le midi de l'Espagne et le nord de l'Afrique, et finit par dégager les principes essentiels qui les ont fait réussir et par formuler le système de « l'ensilage rationnel, » en opposition à l'ensilage de hasard de M. Ternaux.

L'ensilage rationnel est soumis à trois conditions : 1^o le grain enfermé a besoin d'être sec pour se conserver indéfiniment; 2^o le silo doit être également sec et imperméable à l'air : les maçonneries ne remplissent pas cette condition; l'air les pénètre par endosmose; 3^o le silo doit être souterrain, afin qu'il s'y maintienne une température basse comme celle des caves et des puits, qui s'oppose à la fermentation et à l'activité des insectes. Ces conditions sont grossièrement réalisées sur quelques points du midi de l'Espagne, où le blé récolté très-sec est ensilé dans des caves creusées en des roches imperméables; M. Doyère les réalise rigoureusement, en faisant dessécher au besoin le grain par une opération préalable mais très-rarement nécessaire, et en construisant des silos souterrains en béton, à forme de bouteilles, avec parois intérieures en tôle et fermeture hermétique. Toutes les expériences faites depuis sept ans ont prouvé la conservation parfaite et indéfinie du blé dans ces appareils; il s'y refait même jusqu'à un certain point, quand il y a été enfermé en mauvais état.

Les premiers essais en grand ont été tentés à Asnières en 1855, sous le patronage généreux et intelligent de MM. Pereire; et aujourd'hui, les administrations de la guerre et de la marine, qui ont besoin d'approvisionnements toujours prêts et sous la main, ont établi des silos de ce genre à Cherbourg, à Brest, à Toulon et en Algérie; M. Demetz en a fait construire à la colonie de Mettray, et M. le comte de Pourtalès dans ses exploitations rurales de Bandeville près Dourdan.

La période expérimentale de cette belle invention est donc achevée, et il ne reste plus qu'à lui donner la publicité qu'elle mérite et à mettre le public en demeure de s'en servir. S'il est assez intelligent de ses intérêts pour ne pas la négliger et pour l'étendre à la pratique ordinaire en remplacement des greniers, de grands résultats s'ensuivront nécessairement : d'abord, la facilité de faire des réserves à peu de frais, et la réalisation des fameux *greniers d'abondance*; puis, la vivification de l'agriculture, libérée de la nécessité de vendre à vil prix et de se ruiner avec les bonnes récoltes; enfin, la fondation du crédit agricole, lorsque les cultivateurs pourront emprunter en présentant pour garantie leurs blés, vérifiés et enfermés dans des silos scellés du cachet du prêteur. *Puisse à Dieu que ces progrès arrivent!*

F. BAUDRY.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Nous commencerons, s'il vous plaît, cette chronique littéraire par un poète sicilien qui vivait il y a vingt-trois siècles. Un volume de M. Artaud nous en fournit l'occasion. Pourquoi faut-il que ce soit une œuvre posthume, inachevée? M. Artaud, qui terminait, il y a à peu près un an, sa longue carrière d'érudition et d'honorables travaux, avait, durant les loisirs que lui laissait l'inspection générale des études, recueilli les matériaux d'une histoire de la comédie antique. Traducteur d'Aristophane dans notre langue, ainsi que de Sophocle et d'Euripide, il était depuis longtemps familier avec le génie grec; il voulait, par des études sur les comiques, donner un digne pendant aux *Études sur les tragiques grecs* de M. Patin. Des mains pieuses ont recueilli les pages éparses et incomplètes de ce grand travail; et c'est grâce à elles que nous pouvons aujourd'hui entretenir nos lecteurs d'Épicharme, le maître de la comédie doriennne antérieure à la comédie attique, poète, philosophe, médecin, contemporain d'Eschyle dont il s'est permis de parodier les tragédies, et sur la statue duquel les Syracusains firent graver ces vers : « Autant le grand soleil l'emporte par son éclat sur les autres astres, autant la mer a une puissance supérieure à celle des fleuves, autant l'emporte par sa sagesse Épicharme à qui Syracuse a décerné des couronnes. »

Les trois mémoires sur Épicharme forment la partie la plus curieuse de ces *Fragments pour servir à l'histoire de la comédie antique*¹, publiés par la veuve de M. Artaud, avec une préface de M. Guigniaut, son ami. Le premier de ces mémoires est consacré à Épicharme philosophe. Épicharme était pythagoricien, et, s'il n'avait pas reçu dans les leçons du maître la tradition directe de sa doctrine, on le range du moins parmi les disciples exotériques du philosophe de Samos. Il fut l'adversaire de Xénophane, comme lui philosophe et poète, auteur d'un poème sur la nature, d'élégies et d'yambes, aujourd'hui perdus, et il paraît avoir attaqué assez vivement dans ses vers la doctrine éleatique; c'était sans doute une revanche des attaques de Xénophane contre Pythagore, dont parle

¹ Un vol. in-8, chez Auguste Durand.

Diogène Laërce. Platon s'est inspiré d'Épicharme et passait même pour lui avoir fait quelques emprunts. On a souvent cité d'Épicharme un vers où se trouve en germe la théorie de Platon sur les idées : « C'est l'esprit qui voit, c'est l'esprit qui entend, tout le reste est sourd et aveugle. » Parmi ses comédies, il en est une qui, sous le titre de *Logos* et *logica* (la raison et le raisonnement?), faisait sans doute traiter des questions de philosophie par des personnages allégoriques.

Les deux autres mémoires traitent de la *comédie mythologique* et de la *comédie de mœurs et de caractère*, telles qu'Épicharme les a pratiquées. M. Artaud avait-il le projet de raconter les origines de la comédie grecque? C'est ce que M. Guignaut n'a pu nous apprendre. On sait que la comédie eut pour père un Mégarien du nom de Susarion, contemporain de Thespis, qui vécut comme lui dans l'Attique, et, comme lui, promena par les bourgs, sur un tombereau, ses choreutes improvisateurs. Telle est du moins la tradition. Quant à Épicharme, à qui la comédie doit d'avoir pris rang parmi les œuvres littéraires, il était natif de Cos; mais il fut transporté tout enfant à Syracuse. Il a fleuri sous les règnes de Gélon et d'Hiéron; c'est ce qui explique la différence qui existe, quant au choix des sujets, entre la comédie dorienne, dont il est le représentant, et l'ancienne comédie attique; les sujets politiques qui ont fourni tant de traits à la verve libre d'Aristophane étaient défendus à la muse enchaînée d'Épicharme. A peine, en deux ou trois occasions, paraît-il avoir mis sur la scène des événements contemporains et publics; tout le reste du temps, il n'a représenté que les aventures des dieux ou les mœurs privées de son temps. A ce propos, M. Artaud fait remarquer que, même à l'époque où la démocratie toute-puissante laissait régner à Athènes la comédie politique, il y eut des intervalles de répression pendant lesquels les poètes, dépossédés du domaine qu'ils s'étaient adjugé dans les affaires de l'État, furent contraints de chercher ailleurs la matière des fables dramatiques. Par exemple, sous l'administration de Périclès, la censure théâtrale dura pendant trois ans, de 440 à 438. De 415 à 404, c'est-à-dire de l'expédition de Sicile à la tyrannie des Trente, il y eut des alternatives de liberté et de répression, jusqu'à ce que la perte de l'indépendance nationale emportât, avec la liberté des citoyens, celle des poètes. C'est dans ces époques de contrainte et de prudence imposée que Cratinus fit représenter ses *Ulysses*, Phrynicus son *Monotropos*, Aristophane ses *Oiseaux*, ses *Fêtes de Cérès*, sa *Lysistrata*, ses *Grenouilles*, toutes comédies d'où la politique est absente. Après 404, vient la seconde édition du *Plutus*, sans parabase ni chœurs. « On sait, dit M. Artaud, que la parabase était la partie la plus démocratique de la vieille comédie, où l'auteur, s'adressant directement aux spectateurs, leur parlait des affaires publiques et de lui-même. » Enfin, dans le *Cocalos*, le dernier de ses ouvrages, Aristophane mettait en scène une aventure de la vie privée. On peut dire, avec M. Artaud, qu'Épicharme, dans ses pièces mythologiques et ses comédies de mœurs, avait deviné et créé les deux genres qui, plus tard, devaient défrayer la *comédie moyenne* et la *comédie nouvelle* chez les Athéniens.

Je n'entrerais pas dans le détail de ses ouvrages, dont bien malheureusement il ne reste que des fragments. M. Artaud les a recueillis avec soin, et, sur des

indices parfois bien légers, il a cherché à se faire une idée du sujet et de l'action de ces comédies dont nous n'avons que les titres et à peine quelques vers, parfois à peine quelques mots. Là où les textes ont fait défaut, il a eu recours aux monuments. Par une compensation bien insuffisante à tant de pertes si regrettables, un grand nombre de vases antiques retrouvés en Sicile et dans l'Italie méridionale présentent des scènes grotesques tirées d'Épicharme. Ainsi, grâce aux efforts d'une laborieuse et patiente érudition, grâce à d'ingénieuses conjectures, nous pouvons entrevoir dans le lointain, sur sa scène détruite, cette comédie dorienne, un peu grave et un peu lourde à côté de la comédie attique si légère et finement railleuse, mais pleine de sens philosophique et d'enseignement moral. Plaute peut aussi nous en donner une idée, Plaute qui, d'après le témoignage d'Horace, a souvent imité Épicharme, quoique sans pouvoir atteindre à la hauteur de son modèle. Il est permis, bien qu'on n'en ait pas la preuve, de regarder l'*Amphitryon* comme un de ces emprunts faits par le comique latin à son maître grec. L'*Amphitryon* de Molière serait ainsi un écho de la comédie mythologique des Doriens. Dans la comédie de mœurs, Épicharme a eu pour imitateur le mime *Sophron*, que M. Artaud lui rattache justement, et qui vivait à Syracuse du temps de Denys. Sophron écrivait en prose ses dialogues populaires dont la vérité pittoresque et la grâce naturelle ont, dit-on, servi de leçons à Platon pour ses dialogues philosophiques. Ainsi, même encore littérairement, Platon serait tributaire d'Épicharme. Les *Idylles* de Théocrite sont une autre branche plus fleurie de cette littérature dramatique que le génie dorien d'Épicharme avait plantée dans le sol de la Sicile. Les *Syracusaines* ou les *Fêtes d'Adonis* nous montrent le réalisme sicilien marié à la poésie alexandrine dans le dialogue populaire qu'interrompt un chant lyrique.

La critique de M. Artaud n'est pas seulement savante et ingénieuse, elle est encore sûre et sagace. Voici pourtant une ou deux observations que je me permets en toute humilité.

Suivant M. Artaud (p. 10), on peut inférer de la pompe déployée par Hiéron dans les représentations théâtrales qu'elles avaient lieu devant un public choisi, et que le théâtre de Syracuse *était un théâtre de cour bien plus qu'un spectacle populaire*. Ainsi, les comédies d'Épicharme auraient été jouées seulement *devant Hiéron et ses familiers*. Cependant, un peu plus loin, le même critique, après avoir cité un passage de Plutarque où Gélon et Hiéron sont représentés comme ayant travaillé à réformer les caractères et les mœurs des Siciliens, ajoute : « Épicharme secondait leurs vues en honorant les travaux de la campagne et en vantant les charmes de la vie rurale, comme fit plus tard Virgile sous Auguste. Le fait est confirmé par le témoignage de Columelle... Il ajoute qu'Épicharme indique avec soin des remèdes pour les maladies du bétail.... ce qu'il ne faut pas entendre de traités spéciaux que le poète aurait composés sur l'agriculture ou l'élevé des bestiaux, mais seulement des conseils et des idées saines qu'il répandait dans ses comédies par le même procédé qu'il employait pour y semer ses doctrines philosophiques (p. 36). » Nous sommes de cet avis; mais cela n'implique-t-il pas que les représentations des pièces d'Épicharme étaient publiques, sans quoi l'enseignement

du poète n'eût pu produire l'effet qu'en attendait Hiéron? Les spectacles, d'ailleurs, n'ont-ils pas été de tout temps un très-bon moyen employé par les tyrans pour amuser les peuples et les consoler de la perte de la liberté? La pompe même des représentations dramatiques, les costumes magnifiques portés par les acteurs dans les pièces d'Épicharme et de Phormis, servaient à Hiéron pour éblouir l'imagination des Syracusains et les empêcher de regretter une liberté qui avait été pour eux pleine de troubles.

Ne faudrait-il pas laisser à Ménandre, à qui Stobée l'attribue, un fragment que M. Artaud voudrait donner à Épicharme, un peu arbitrairement, ce semble? (P. 134.) Par la nature et le développement des idées, ce fragment de treize vers paraît bien plutôt de l'Athénien Ménandre, disciple de Théophraste, que du Dorien et pythagoricien Épicharme. (V. parmi les fragments de Ménandre, de provenance incertaine, celui qui porte le numéro iv, édition Didot, p. 54, b.)

M. Artaud a aussi fait un travail sur Ménandre qui peut servir de complément aux Études de MM. Benoit et G. Guizot, honorées d'un prix de l'Académie française. Le même volume contient une *Histoire des mœurs romaines dans Plaute*, qui n'est malheureusement aussi qu'une ébauche. A propos de mœurs, n'oublions pas de dire que le personnage du parasite, si commun au théâtre antique, est une création d'Épicharme dans sa comédie de l'*Espérance ou la Richesse*.

Je me suis arrêté peut-être un peu trop longtemps avec Épicharme. Le lecteur me pardonnera, et M. Boissonade me pardonnerait aussi, s'il vivait, d'avoir pris, pour la donner au poète sicilien, un peu de la place qui lui est due dans cette chronique ¹. Il serait d'ailleurs bien difficile de donner ici le détail des mérites nombreux qui recommandent ces deux gros volumes formés d'articles publiés autrefois par l'illustre critique dans le *Journal des Débats*. La variété des matières n'y est pas moins grande que la discussion n'en est fine et agréable; les questions de grammaire, de biographie, y tiennent leur place à côté des questions de littérature; les anecdotes y viennent à propos; l'érudition, la *curiosité* y sont semées à pleines mains; c'est la lecture la plus charmante pour qui-conque se plaît aux délicates jouissances du dilettantisme littéraire. On passe, avec M. Boissonade, de la critique grecque à la critique latine, puis, dans la littérature moderne, de la critique étrangère à la critique française. On s'occupe tour à tour d'Homère, de Sapho, de Simonide (dont un fragment exquis est traduit), d'Isocrate, de Ménandre, de Shakspeare, de Milton, de Shéridan, de Macpherson, de M^{me} de Sévigné, de Chateaubriand, des romans anglais et du théâtre français du second ordre, etc. Il ne faut pas s'attendre à trouver dans ces articles assez courts (les journaux, dont ils occupaient la quatrième page, n'avaient pas alors, bien loin de là, la dimension que nos besoins nouveaux d'information leur ont donnée), cette hauteur et cette largeur de vues que l'intime connaissance et la comparaison d'une foule de monuments littéraires de lieux et de siècles divers ont rendues possibles de nos jours; mais il est intéressant de comparer à notre critique contemporaine, si élevée et si féconde par ses considérations générales

¹ *Critique littéraire sous le premier Empire*, deux volumes, Didier.

auxquelles l'érudition sert de base, la critique plus humblement érudite, mais déjà pleine de rapprochements curieux, d'observations sagaces, d'un maître du temps du premier empire.

Le procédé de M. Boissonade n'est pas, tant s'en faut, à la portée de tout le monde; il fallait, pour l'appliquer, beaucoup de sagacité et de goût avec une immense et rare érudition. Ce procédé consiste dans une foule de rapprochements, de diversions, de réminiscences classiques, de menus faits rappelés avec bonheur, contés avec grâce et finesse. A propos d'un passage admiré de quelque auteur latin ou grec, M. Boissonade n'a point de paix qu'il n'ait déroulé la série entière des imitations anciennes ou modernes. Ou bien il éclaire, en passant, quelque point obscur ou douteux d'histoire littéraire. Un souvenir en appelle un autre; on fait ainsi avec lui l'école buissonnière dans le vaste champ de la littérature, et Dieu sait quel gibier rare on fait lever, quels fruits exquis on recueille en cette savante maraude! Les moindres détails, comme les plus petits fragments, ont pour lui de l'intérêt; c'est bien l'homme qui avait inscrit en tête de ses *Anecdota græca* cette jolie épigraphe tirée de saint Jean : *Ramassez les petits morceaux qui sont restés, afin que rien ne se perde*. Une fois, il interrompt le compte rendu d'un livre maussade pour nous parler des jeux de mots chez les anciens. Une autre fois, à propos de l'*Art d'aimer*, il s'en va vérifier l'impertinente allégation d'un M. de Cessières qui avait invoqué l'autorité des *Lettres juives* pour prêter à Newton une maîtresse et un fils naturel. La femme et l'enfant sont rendus à Leibnitz, à qui ils appartenaient, et la virginité légendaire de Newton demeure sans atteinte. M. Boissonade, l'occasion s'offrant, n'a pas dédaigné de rechercher l'auteur d'un quatrain assez joli sur un tableau représentant des patineurs, quatrain souvent donné à Voltaire, et que notre critique pense être du poète Roy. J'ai vu ces mêmes vers attribués à un poète nommé Fumars dans un recueil, et la leçon avait plus d'élégance que celle qu'a donnée M. Boissonade (t. I, p. 385); la voici :

Sur un mince cristal l'hiver conduit leurs pas,
Le précipice est sous la glace :
Telle est de nos plaisirs la légère surface ;
Glissez, mortels, n'appuyez pas.

Je note ces petites choses pour donner une idée des détails où descend et se complait l'illustre philologue à qui l'on doit tant de savants travaux sur la langue et les écrivains grecs. Mais combien de choses importantes qu'il ne m'est pas même possible d'indiquer ! Disons un mot pourtant de quelques questions de botanique littéraire, traitées en passant par M. Boissonade à propos d'un ouvrage de Ventenat. Les traducteurs modernes des poètes anciens commettent fréquemment des erreurs en traduisant les noms grecs ou latins des plantes. Ils sont souvent trompés par la nomenclature scientifique dans laquelle des noms antiques sont donnés à des végétaux auxquels ils n'appartiennent pas. Ce n'est pas un

petit inconvénient; car si la poésie est une peinture (*ut pictura poesis*), on fait ainsi subir à ses tableaux des altérations qui en dénaturent tout le caractère. A ce propos, recommandons aux traducteurs, outre les articles de M. Boissonade, où ils trouveront d'utiles conseils, la *Flore poétique ancienne* de M. du Molin ¹, essai d'une œuvre que l'auteur devra rendre complète, où l'érudition littéraire est unie à la science botanique.

En tête de ces deux volumes si bien remplis, M. Colincamp, leur éditeur, a placé un excellent morceau sur l'atticisme dans l'érudition dont les écrits de M. Boissonade nous offrent un parfait modèle. Cette publication, si intéressante par elle-même, est heureusement complétée par une élégante et précieuse notice de M. Naudet sur la vie et les travaux de M. Boissonade. Elle est de plus ornée d'un portrait de ce savant, gravé d'après un médaillon de David, d'Angers.

Les *Croyances et Légendes de l'antiquité*, par M. Alfred Maury ², sont la réunion d'essais de critique publiés déjà par l'auteur dans la *Revue archéologique* et dans d'autres recueils périodiques. On y trouve tout d'abord un essai historique sur la religion des Aryas qui doit servir à éclairer les origines des religions hellénique, latine, gauloise, germaine et slave. Viennent ensuite des articles sur des traditions grecques et gauloises; puis d'autres sur les premiers historiens et les anciennes légendes du christianisme. Le volume se termine par un travail sur les anciens rapports de l'Asie occidentale avec l'Inde transgangaïque et la Chine. Dans tous ces travaux on voit reparaitre les mérites bien connus de M. Maury. Son immense lecture, sa mémoire prodigieuse et presque infaillible, l'ont rendu maître d'une multitude de faits qu'il sait analyser, rapprocher, comparer de la manière la plus instructive. Un esprit libre, ferme, philosophique, préside à toutes ses recherches. Pour lui, l'histoire est un domaine dont il a visité toutes les parties accessibles et dans lequel il ne cesse d'entreprendre des explorations nouvelles. On voudrait quelquefois le voir développer davantage ses vues; cependant il faut admirer l'esprit de réserve véritablement scientifique qui lui fait éviter les conclusions prématurées et se contenter souvent de réunir et de grouper les faits dont les conséquences sortiront quelque jour comme d'elles-mêmes. Je citerai, bien qu'un peu long, un passage de la préface des *Croyances et Légendes*, parce qu'il fait très-bien connaître quel est aujourd'hui le rôle de la critique appliquée à l'histoire.

« Les grands érudits des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, dit M. Maury, connaissaient aussi bien que nous les langues anciennes; ils avaient une immense lecture et ne manquaient ni d'esprit ni de sagacité; mais pour une multitude de faits, la critique leur était inconnue. Plongés dans les détails, n'ayant ni l'habitude ni le goût des rapprochements, ne prenant jamais qu'une face des choses, ils se trouvaient dépourvus des moyens de comparer et de juger. Aussi, malgré leurs immenses travaux et leurs curieuses recherches, nous ont-ils fait peu pénétrer

¹ Un vol., chez Baillière, 1856.

² Un vol., Didier.

dans ce monde antique qui excitait leur admiration. Le règne prolongé de la scolastique, la domination impérieuse de la théologie, l'ignorance de l'histoire de certains peuples et de certaines idées, le petit nombre de monuments figurés ou épigraphiques qu'ils avaient sous les yeux, s'opposaient à ce qu'ils pussent concevoir et comprendre l'antiquité, même le moyen âge, dont ils sortaient pourtant à peine. Ils ne prenaient chez les anciens qu'un certain sentiment de la beauté et de l'art, dans les faits, que des notions particulières, qu'ils ne parvenaient pas à rattacher entre elles pour remonter à leurs origines ; ils ne discernaient pas ou ils discernaient mal les monuments apocryphes, imités, contrefaits, de ceux qui étaient réellement authentiques, parce qu'ils manquaient des principes généraux de la critique et d'éléments de comparaison. C'est seulement depuis un siècle que les sciences historiques sont entrées dans cette voie plus sûre où la critique nous sert exclusivement de guide. L'histoire politique, l'archéologie monumentale, la philologie comparée, la mythologie et l'histoire religieuse se sont, chacune à leur tour, pénétrées des habitudes de la méthode nouvelle ; elles se sont prêté un secours mutuel ; elles ont travaillé en commun à nous révéler le véritable esprit des différents âges, à retrouver la véritable couleur des idées et des mœurs sous la croûte épaisse de terre et de poussière que le temps avait déposées. Quand on compare les ouvrages et les dissertations de la majorité des érudits de la première moitié du xviii^e siècle aux recherches des maîtres que l'Allemagne et la France comptent dans le xix^e, on est frappé de la différence des procédés et des progrès de la critique. Sans doute, on s'aventure encore plus d'une fois de nos jours dans des théories imprudentes et des opinions hasardées ; on se hâte trop sur certains points de généraliser, et l'on accorde à des rapprochements fortuits une valeur, une portée que des découvertes ultérieures ne justifieront pas toujours ; mais ces erreurs tiennent le plus souvent à ce qu'on s'écarte fréquemment des principes qui font la force et l'avenir des sciences historiques. On manque de critique dans la critique même, et tandis qu'on veut échapper aux préjugés, on devient dupe de son imagination. Ce sont là les dangers inséparables de la pratique même de la méthode scientifique, dangers dont les sciences physiques et mathématiques ne sont pas non plus exemptes. Nous savons aujourd'hui quelle voie il faut prendre pour arriver à la vérité, la raison et l'expérience nous en ont fait connaître la direction et la nature, mais sur cette voie nous sommes trop souvent enveloppés par des brouillards passagers. Nous rétrogradons quelquefois, égarés par des lumières dont nous mesurons mal l'angle de réflexion ou d'incidence ; ces méprises ne sont qu'accidentelles, et il vient toujours un moment où le soleil dissipe la brume qui nous voilait l'horizon. Alors nous nous retrouvons sur notre route et nous marchons d'un pas sûr. Au contraire, quand l'absence de méthode critique nous avait placés sur un terrain complètement éloigné du réel et du vrai, nous avait entraînés dans des régions inhabitées et stériles, le jour avait beau paraître, il ne faisait que rendre plus manifeste notre égarement, et les clartés dont des découvertes nouvelles dotaient notre intelligence, restaient pour nous inutiles. »

M. Maury est un de ces maîtres de la critique de notre temps que la France peut

opposer à ceux qu'a produits l'Allemagne. Nul, parmi les savants français, n'a rassemblé un plus grand nombre de notions sur les anciennes religions des peuples indo-européens, et n'a porté plus de lumière dans les ténèbres de leurs origines. Après le travail sur la religion des Aryas, si important pour l'étude de la religion primitive de notre race, l'un des plus intéressants parmi ces essais que réimprime aujourd'hui M. Maury, est celui qui a pour objet Camulus et Grannus, deux divinités gauloises dont on doit la connaissance à l'épigraphie. Camulus, ou plutôt Camhul (pour restituer à ce nom sa forme celtique), était le dieu de la guerre chez nos ancêtres; c'était ce Mars gaulois dont parle César dans ses *Commentaires*. M. Maury donne plusieurs inscriptions latines où ce Dieu se trouve, soit identifié avec Mars, soit honoré d'épithètes guerrières. Quant à Grannus, c'était sans doute le Dieu que César appelle l'Apollon gaulois, et qu'il représente comme invoqué spécialement contre les maladies. Des inscriptions découvertes en Gaule donnent à Apollon ce surnom de Grannus, qui rappelle à M. Maury le nom du soleil (grian), en langue gaélique. Grannus protégeait les eaux minérales, d'où était venu à Aix-la-Chapelle son ancien nom d'*Aquæ Granni*. Les savantes recherches de M. Maury confirment le témoignage de César sur un point important de la religion des Gaules; elles montrent que les Gaulois n'avaient pas seulement des divinités topiques, mais qu'ils en avaient aussi dont le culte était général, commun à tout le peuple. Elles prouvent encore, comme M. Maury le dit lui-même, la sûreté des informations de César touchant la religion de nos ancêtres, et, par l'exactitude des points qu'on a pu vérifier, elles doivent nous inspirer une certaine confiance dans les assertions de l'auteur des *Commentaires* qui n'ont pas encore été soumises à la même épreuve.

J'aurais voulu parler encore aujourd'hui de M. Scherer¹, qui a pris depuis quelque temps un rang distingué parmi les critiques contemporains; de M. Vattier, qui est en train de s'en faire une par ses portraits de littérateurs et d'artistes². L'espace me manque. Je suis forcé de renvoyer également à ma prochaine Chronique la première partie du tome second des *Mémoires sur Carnot* par son fils³, et les *Souvenirs militaires* de M. le duc de Fezensac⁴. Mais je dirai du moins quelque chose du *Cyclope* de M. Autran⁵ qui m'arrive fort à propos. Après tant de critique, un peu de poésie ne déplaira pas peut-être à mes lecteurs.

J'ai commencé cette Chronique par Épicharme, je la finirai par Euripide; car c'est de lui que M. Autran a traduit, assez librement, son œuvre nouvelle. On sait que le *Cyclope* est la seule pièce de théâtre du genre appelé *satyrique*, parce que les satyres y figuraient de droit, qui soit parvenue jusqu'à nous de l'antiquité. Il était d'usage à Athènes que tout poète dramatique présentât au concours à la

¹ *Études critiques sur la littérature contemporaine*, un vol., Hachette.

² *Galerie des académiciens*, un vol., Amyot.

³ Un demi-vol., Pagnerre.

⁴ Un vol., Dumaine.

⁵ Un vol., Michel Lévy.

zois trois tragédies (ce qu'on nommait une trilogie), et un de ces drames satyriques. Eschyle, Sophocle ont fait des drames satyriques qui sont malheureusement perdus. Ces sortes de pièces tenaient à la fois de la tragédie et de la comédie. Le sujet du *Cyclope* est emprunté à l'*Odyssée* ; c'est la fameuse aventure d'Ulysse dans l'ancre de Polyphème. Épicharme avait mis cette aventure sur la scène avant Euripide ; mais il ne reste de sa comédie que trois menus fragments dans l'un desquels Polyphème s'écrie : « Les tripes sont un mets délicieux, par Jupiter, ainsi que le jambon ! » Athénée nous apprend qu'Épicharme avait parodié Homère dans cette comédie comme il a fait dans d'autres.

Dans le drame d'Euripide, traduit par M. Autran, Ulysse, en arrivant près de l'ancre de Polyphème, y trouve Silène et les Satyres. Ceux-ci sont les bergers du Cyclope et forment le chœur ; ils égayent le drame de leurs chants et de leurs danses. Ulysse apprend de Silène dans quel lieu il se trouve et quel danger il y court. Arrivée du Cyclope. Le traître Silène lui révèle la présence des étrangers. Au Cyclope qui lui demande son nom, Ulysse ne manque pas de répondre, comme dans Homère : — Personne. On voit d'ici l'hilarité des spectateurs quand le Cyclope, rendu aveugle par la ruse d'Ulysse, qui avait commencé par l'enivrer, arrivera chancelant et tout sanglant sur la scène, et répondra aux railleries des Satyres demandant qui lui a donc ainsi crevé l'œil, par le fameux calembour homérique. Je citerai une partie de la scène où Ulysse verse à boire à Polyphème.

LE CYCLOPE.

Verse!

ULYSSE.

Bois sans parler.

LE CYCLOPE.

Verse jusqu'à demain.

ULYSSE.

Tais-toi ! ta grosse voix me fait trembler la main.

LE CYCLOPE.

Boire et ne point parler, chose contradictoire !
Boire invite à parler, parler provoque à boire.

ULYSSE.

Bien, taries cette coupe, avale sans merci.

A part.

La coupe de tes jours va se vider aussi !

LE CYCLOPE.

Ah ! la vigne, mon cher, est un bois admirable !

ULYSSE.

Je pense comme toi, pas un n'est préférable.

Si tu remplis ton sein du breuvage vermeil,
 Tu tomberas bientôt dans un heureux sommeil ;
 Tandis que si ta soif laisse une seule goutte,
 Bacchus de ton gosier desséchera la voûte.

LE CYCLOPE, tout à fait ivre.

Oh ! oh ! dans une mer je nage sans effort.
 A loisir je m'y berce et j'en vois fuir le bord...
 Mais la terre et le ciel, tout cela tourne ensemble...
 J'aperçois Jupiter sous qui l'Olympe tremble :
 Aurait-il, après moi, bu de ce jus divin
 Qu'il vacille en marchant?... Rien n'est sûr, tout est vain !
 Les Grâces à leur tour sur nos pentes fleuries
 Descendent... Je résiste à leurs agaceries.
 Avec tous vos coups d'œil, passez, nymphes des bois !
 Je ne regarde pas les filles quand je bois ;
 Je prends pour me servir seulement Ganymède.

Montrant Silène.

Jeune et beau, le voilà... Viens, toi, viens à mon aide !

Ce qui suit est un peu *grec*, on le devine. Heureusement qu'il y a beaucoup de feuilles de vigne à la ceinture de Silène.

Par ce qu'on vient de lire, on peut voir que les vers de M. Autran joignent à la précision l'élégance et l'harmonie. Tout, il est vrai, n'est pas aussi bien réussi que le morceau que je viens de citer ; mais dans les endroits même où se trahit quelque effort, où paraît quelque langueur, il y a toujours la fidèle étude et le juste sentiment de l'original. Si le Cyclope de M. Autran n'est pas tout à fait celui d'Euripide (était-ce possible qu'il le fût ?), c'est du moins une belle étude d'après l'antique ; elle fait grand honneur au goût et au talent du poète qui, dans une langue aussi ingrate pour la traduction que le français, a pu s'approcher autant de la brillante facilité du style d'Euripide. M. Autran a dédié sa traduction au marquis de Belloy, son ami et son rival, qui lui avait dédié son exacte et poétique version de Térence. Ce sont là des présents et des amitiés attiques.

— On annonce une nouvelle édition des *Récits d'une paysanne*, par M^{me} Juliette Lamber ¹. La poétique naïveté de ces récits charmants a donc eu le succès qu'elle méritait ! Il y a donc encore un public pour la vérité et la simplicité, qui leur trouve de l'intérêt et du charme !

Je regrette de ne pouvoir qu'annoncer aujourd'hui un roman qui, si je ne me trompe, vient aussi d'une plume féminine. Il a pour titre : *Un Drame électoral*, par L.-M. Gagneur ². On le voit, c'est là un titre de circonstance. Cet à-propos est le moindre mérite de l'ouvrage.

L. DE RONCHAUD.

¹ Un vol., collection Hetzel.

² Un vol., Dentu.

CHRONIQUE POLITIQUE

28 mai 1863.

Lazare était mort. Va-t-il ressusciter ? S'il réussit, le messie des candidatures officielles n'y sera pour rien à coup sûr. Celui qu'on croyait enseveli marchera, nous l'espérons, vers la lumière. Demain il nous dira, dans son vote, ses prochaines destinées. Ne pouvant préjuger sa résolution, nous ne voulons, pour l'heure, que retracer honnêtement les incidents principaux de ce réveil, et nous le ferons sans passion, guidé seulement par un respect profond de la vérité.

Un point inquiétait les hommes qui ont quelque souci de la grandeur de leur pays. La génération nouvelle serait-elle à la hauteur du devoir qu'elle avait mission de remplir, et tous ces jeunes citoyens, épars, élevés dans le silence, s'ignorant les uns les autres, avaient-ils un idéal commun assez fort pour les réunir en bataillons serrés autour du scrutin ? Si oui, on pouvait bien augurer des élections de 1863, et, du vote du 34 mai, la liberté daterait sans doute sa nouvelle étape. Si non, il fallait se résigner et attendre patiemment et longtemps l'heure des libertés octroyées. Puis, faute de s'être vu, de s'être parlé, on se défiait un peu de ses voisins. On faisait volontiers aux uns, un crime de n'avoir que des souvenirs, on reprochait aux autres de tout sacrifier à des espérances peut-être trompeuses. Des fautes durement expiées n'étaient pas plus pardonnées que des défaillances fort excusables. Puis encore, parmi les hommes qui avaient pris une part active au gouvernement de la France, le plus grand nombre, prenant pour un acte de vigueur ce qui n'était que le résultat de la lassitude, préconisaient hautement l'abstention. Enfin, la signification des élections prochaines ne se dégagait pas nettement devant l'opinion, tant le langage des feuilles officielles avait exercé une influence funeste sur l'esprit public. Tous les hommes qui,

sur le terrain légal, voulaient exprimer leurs craintes ou leurs espérances, et qui entendaient bien différer d'opinion avec M. Baroche, étaient qualifiés d'ennemis, de perturbateurs et de factieux, et réclamer la liberté, c'était demander le renversement de l'Empire. Les fractions opposantes, elles-mêmes, avaient oublié tous les points qui pouvaient les unir, pour ne se souvenir que de leurs divisions. Encore un pas et le parti démocratique et libéral méritait l'épithète que venait de lui infliger un de nos plus vaillants confrères, M. Weiss, du *Courrier du Dimanche*, en comparant ses dissensions à celles de la tour de Babel.

Les amis les plus dévoués du gouvernement n'étaient pas plus d'accord entre eux. Les uns, oubliant que la Constitution de 1852 est éminemment perfectible, prétendaient agir en 1863 comme en 1851. Les autres, mieux inspirés, selon nous, invitaient le gouvernement à tenir compte des légitimes aspirations du pays et à consolider, par la liberté, ce qu'il avait établi par d'autres moyens. Les premiers, dépassant toute mesure, accusaient les seconds d'être de faux amis, des Judas aux gages des anciens partis; les seconds ripostaient en qualifiant leurs adversaires de Polignac et de Guizot du second Empire. Enfin, et pour ajouter à la confusion des éléments, l'administration combattait vigoureusement un certain nombre de députés sortants, ses candidats en 1857, et les représentait presque comme des ennemis des institutions impériales, alors que ces disgraciés s'étaient bornés à parler et à voter contre certains points très-secondaires de la politique du gouvernement.

Heureusement qu'il n'est pas au pouvoir des hommes d'empêcher le progrès de se faire à son heure, et ces divisions intestines qui pouvaient tout compromettre ont eu un effet diamétralement opposé à celui qu'on redoutait. Réveillée par l'écho affaibli de ces luttes, l'opinion publique s'est résolument prononcée dans le sens de l'action, pour et par la liberté. Partout des candidats ont surgi, et derrière eux les électeurs, et les anciens chefs de nos assemblées parlementaires, pressés, poussés, ont dû surmonter certaines répugnances et prendre une part active à la lutte.

Aujourd'hui, l'action est engagée sur tous les points de la France, et il n'est pas de département si détaché, si calme d'ordinaire, qui ne semble vouloir, pour sa part, contribuer à grossir le nombre de ceux qui seront chargés de réclamer la liberté en notre nom.

Quant à la signification du scrutin des 31 mai et 1^{er} juin, elle est parfaitement précise. C'est une revendication des libertés publiques, c'est un besoin général d'introduire dans nos finances une économie devenue urgente. Les deux cents professions de foi que nous avons lues peuvent se résumer en ces deux termes : liberté, économie. Ce programme, comme on le voit, n'intéresse en rien les anciens partis, et le *Constitutionnel*, ses amis ou inspireurs eussent dû laisser là où il était ce fantôme aussi ridicule que le spectre rouge de M. Romieu. Un gouvernement ne doit pas, ne peut pas remonter le courant, de l'opinion publique, et cette fausse manœuvre, dangereuse pour un pouvoir sans mandat, serait au moins inexplicable chez un gouvernement issu du suffrage universel. Or, il os

évident que la majorité du pays, sans conseils préalables des princes d'Orléans ou du comte de Chambord, s'est aperçue que la Constitution de 1852, telle qu'elle est, modifiée par le décret du 24 novembre, n'offrait plus une élasticité suffisante au jeu de l'initiative individuelle. Comment alors le gouvernement qui, spontanément, a élargi un peu le cercle trop restreint des libertés politiques, pourrait-il aujourd'hui marcher à l'arrière-garde de l'opinion publique, et déclarer factieuse ou hostile toute proposition tendante à obtenir ce qu'il a promis lui-même? Cette contradiction nous paraît impossible. Le gouvernement n'a devant lui qu'un ancien parti avec lequel il doit compter, et qu'il ne tenait qu'à lui de mettre de son côté. Ce parti, vieux comme le monde, né le même jour que le premier gouvernement, est le nôtre, comme il était celui de nos pères en 89, c'est le parti de la liberté. Rien ne prévaut contre lui, et comme l'Église, il peut dire qu'en dehors de son sein, il n'y a pas de salut. Persécuté, il grandit, il grandit encore lorsqu'il est en possession de lui-même.

L'administration a prouvé que ces vérités n'étaient pas aussi évidentes à ses yeux qu'aux nôtres, et elle n'a point facilité l'expression des vœux de ce grand parti de la liberté. Même pendant la période électorale, elle ne s'est point départie de ses sévérités accoutumées envers la presse, et elle n'a pas même dédaigné de descendre en personne dans l'arène et d'attaquer certaines candidatures avec une vivacité qui ne sied point, ce nous semble, à qui dispose d'une si grande force.

Mais nous devons aux lecteurs de la *Revue germanique* un peu plus ou un peu moins que des considérations générales, et quelque répugnance que nous ayons pour les personnalités, nous ne pouvons nous dispenser de nommer quelques-uns des acteurs du drame électoral. Nous accomplirons cependant cette tâche pénible jusqu'aux limites imposées par l'équité : *Absque dolo et injuria*.

L'opposition, au début de la lutte, disposait de trois forces bien distinctes, les journaux, les comités et les cinq députés de la Seine et du Rhône. Les journaux, il est vrai, étaient bien gênés, les comités fort empêchés et les cinq un peu contestés, mais ils étaient si bien soutenus par la situation, ils avaient à revendiquer un bien si précieux, à affirmer un principe tellement sacré, que, réunis, ils eussent été parfaitement en mesure de lutter avantageusement contre l'administration. Par malheur, au lieu de s'arrêter au projet de faire un comité électoral dans chaque circonscription, on eut l'idée de confier à vingt-cinq délégués choisis parmi les hommes les plus autorisés de la démocratie parisienne, la mission de présenter la liste de neuf candidats de l'opposition. Dès lors, on pouvait prévoir ce qui arriva. Séparés par des nuances d'opinions ou par des appréciations de tactique, les membres du comité ne purent s'entendre et on se sépara sans avoir rien arrêté. C'était le moment attendu par certaines ambitions injustifiables pour se rendre maître du mouvement et l'exploiter à leur profit, et nous allions assister à un spectacle singulier.

M. de Girardin, que ses succès passés en matière d'élections eussent dû rendre plus circonspect, M. Havin, directeur du *Siècle*, et M. Guérout, rédacteur en chef de l'*Opinion nationale*, se joignirent ou s'imposèrent aux cinq députés de l'oppo-

sition et formèrent entre eux une liste de candidats parmi lesquels on comptait, outre les quatre députés sortants de la Seine, MM. Havin, Guérault, Jules Simon, E. Pelletan et Laboulaye, ce dernier remplacé aujourd'hui par M. Thiers. Ce comité, appelé spirituellement la société de *nomme-moi, je te nommerai*, et disposant de trois journaux, aurait pu exercer une immense influence sur le scrutin du 31 mai, si quelques-uns de ses membres n'avaient ébranlé depuis longtemps la confiance du parti démocratique. Puis, cet assemblage de noms était trop criard pour passer inaperçu et incontesté. On se souvenait que, deux mois auparavant, M. Havin avait voulu s'emparer de la quatrième circonscription, sans respect pour les droits acquis de M. Picard, et qu'en 1861 M. E. Pelletan avait durement traité le directeur politique du *Siècle*. La circulaire de Thorigny-sur-Vire et la fameuse théorie du gérant rendaient encore plus pénible la situation de MM. Havin et Guérault, qui n'en persistaient pas moins, et fussent parvenus à juguler le suffrage universel et à se glisser dans le Corps législatif à la faveur des autres candidats, si le *Temps*, en dévoilant ces manœuvres déplorables, n'eût soulevé contre de pareils compromis l'indignation générale.

Le *Temps* déclara, qu'en l'absence de lois garantissant la liberté de la presse, c'était aux journaux, existant en faveur d'un monopole, à adoucir de leur mieux les rigueurs du décret de février 1852, et à aider à l'édification du suffrage universel, en ouvrant leurs colonnes à toutes les candidatures libérales qui pourraient se produire. Grâce à cette loyale intervention, la liste des journaux coalisés fut fortement entamée, et bientôt ils furent obligés de publier à leur tour les professions de foi de leurs concurrents. La sincérité du suffrage était désormais sauve. Dans cette tourmente, cependant, les cinq députés de l'opposition ont failli faire oublier tous les titres qu'ils avaient laborieusement conquis pendant six années. Déjà, on avait trouvé que, pendant leur dernière session au Corps législatif, l'attitude de certains d'entre eux avait été moins fière qu'il ne convenait, et que le désir de se faire écouter favorablement les avait entraînés trop loin dans la voie des concessions de langage. En faisant avec MM. Havin et Guérault une société d'assurance mutuelle électorale, ils dépassaient les bornes d'une honnête tactique, et paraissaient moins soucieux des intérêts du parti démocratique que du succès de leur candidature. C'était au moins l'impression générale au premier moment. Mais on a pensé, avec raison, qu'il y aurait injustice à oublier les services rendus pendant six ans, pour ne se souvenir que d'un grief de la dernière heure, et que les cinq qui ont eu l'honneur de représenter les premiers la démocratie dans le Corps législatif, tiendraient compte, désormais, des honorables susceptibilités d'un parti qui, vaincu ou vainqueur, a toujours su mériter le respect de ses adversaires.

Quant à l'abstention, malgré l'estime particulière que nous faisons du caractère et du talent des hommes qui l'ont préconisée, nous avons la joie de voir qu'en dépit des efforts de M. Proudhon, elle succombe sous l'activité générale des esprits. M. Proudhon devrait savoir, par expérience, qu'il faut dix ans à ses idées pour conquérir le droit de cité. Or, on s'en tient à ce qu'il disait en 1852. Au lendemain de la défaite, l'illustre socialiste se demandant s'il devait

se retirer de la scène politique, répondait : « A Dieu ne plaise ! Nous avons trop d'intérêts engagés dans le pouvoir, en quelques mains qu'il tombe ; nous sommes trop peu assurés et du présent et de l'avenir, pour qu'il nous soit permis un seul instant, de nous annuler dans une abstention soi-disant vertueuse, et qui ne serait que lâche ! » M. Proudhon, aujourd'hui, adore ce qu'il a brûlé, et proclame l'abstention le plus saint des devoirs. L'auteur des *Contradictions économiques* nous pardonnera de croire que s'il avait raison en 1852, il a tout à fait tort aujourd'hui.

La tolérance de l'administration à l'égard des prédications abstentionnistes aurait dû éclairer M. Proudhon sur la portée des conseils qu'il donnait aux électeurs. Les avertissements aux journaux qui conseillent l'action, et la saisie préventive de la brochure de M. Pelletan : *Aide-toi le ciel t'aidera*, ont sans doute achevé de lui dessiller les yeux.

Au surplus, et s'il persiste, la voix de M. Proudhon se perdra certainement dans le tumulte. Quatre évêques et trois archevêques n'ont pas craint de sonner la cloche pour appeler les fidèles au scrutin. Voici en quels termes les prélats ont parlé de l'abstention : « Et c'est dans une telle situation, à un tel moment, que vous, électeur, vous, électeur influent, vous concevriez la pensée de vous abstenir et de conseiller l'abstention autour de vous ! Devant de semblables intérêts, à de si grandes questions, vous ne diriez ni oui ni non, vous ne répondriez rien, absolument rien ! Français, cette liberté qui vous reste, après tant de combats livrés pour elle, vous la délaisseriez ! Citoyen, ce droit d'un jour, mais si puissant qui vous est demeuré, vous le négligeriez ! Catholique, cette rare occasion de servir votre religion, vous la refuseriez ! Vous avez la liberté, le droit, l'obligation, l'occasion, et vous resteriez inerte ! Vous appelez cela réserver l'avenir ! Réservez donc aussi l'avenir de vos champs, en vous abstenant d'y rien labourer et d'y rien semer ! Non, non, l'avenir est à ceux qui agissent et aux causes pour lesquelles on agit. Les vérités ne se défendent pas toutes seules. Elles s'échauffent et vivent dans le cœur de ceux qui les aliment et les défendent : elles avancent quand ils marchent ; elles croissent quand ils s'élèvent ; elles dorment quand ils dorment. »

Nous ne croyons pas devoir insister sur l'importance de ces conseils épiscopaux. Quand toutes les classes d'une société, si divisée en temps ordinaire, se rencontrent dans la manifestation d'un vœu identique, c'est que cette aspiration est devenue un besoin qui veut être satisfait.

Les efforts de l'administration et les articles hérissés de M. Paulin Lymairac contre les anciens partis, n'empêcheront pas, nous en avons la conviction, cette renaissance de l'opinion publique, et l'on regrettera, sans doute, d'avoir déployé tant d'énergie contre des périls imaginaires. Que diront nos neveux, en effet, quand ils apprendront qu'en 1863, d'une part, la démocratie libérale a pu, sans ironie et par comparaison, considérer MM. Thiers, Dufaure et Berryer, comme des

¹ *La Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre*, par PROUDHON. Garnier frères, Paris, 1852.

expressions satisfaisantes de la liberté ; de l'autre, qu'un gouvernement plus fort qu'aucun de ses prédécesseurs, reposant sur des millions de suffrages, a fait du succès de certaines candidatures une question de salut public ? N'auront-ils pas raison de s'étonner et de ne pas croire à tant de modestie chez l'administration, et à tant de modération de la part de l'opposition ?

Sans nous exagérer l'importance du mouvement électoral et sans croire que le scrutin du 31 mai nous transportera du premier coup au sommet de la montagne, il nous est cependant permis d'espérer qu'un élément nouveau introduit dans le Corps législatif en modifiera sérieusement les allures. L'insignifiance personnelle et presque systématique des candidats officiels ne servira qu'à mieux faire briller aux yeux du pays les noms notables qui ont brigué les suffrages de la démocratie. Quant au gouvernement, soucieux comme il dit l'être de devancer l'opinion publique, il comprendra alors qu'il n'est pas de victoires si glorieuses ni de lauriers si fleuris qui nous puissent consoler de la perte de la plus petite de nos libertés, et que tôt ou tard, un grand peuple comme le nôtre souffre d'être moins maître de lui-même que les nations qui l'entourent.

Continuons donc en paix, hommes de bonne volonté que nous sommes, notre œuvre de réconciliation et de liberté. Nos défaites douloureuses ont déjà porté leurs fruits en nous apprenant à lutter. Sans découragement comme sans violences, marchons en avant. Le suffrage universel, immense comme l'Océan, a comme lui des surprises immenses. Ne nous laissons ni abattre par le calme plat, ni effrayer par la tempête.

Tandis que nous volons, les Polonais se battent. Il se passe en Pologne des événements dont on ne peut se faire une idée. Sombres, muettes, implacables, l'insurrection et la répression se mesurent, s'étreignent et s'égorgent dans le silence. Chaque maison devient une forteresse, chaque forêt une embuscade, chaque rivière un tombeau. Ce n'est plus une émeute, une révolte, c'est une éruption, c'est un peuple se ruant contre un autre peuple. On sait cependant que les Polonais gagnent chaque jour du terrain. La petite Russie est en feu. De temps en temps, un traître est condamné par le mystérieux comité national ; le lendemain on trouve son cadavre gisant un poignard dans la poitrine. L'impôt ne rentre plus, personne n'osant le payer et personne n'osant en tenter le recouvrement.

Quant à la diplomatie, après avoir échoué une première fois dans sa tentative impossible, elle persiste à jouer jusqu'au bout son rôle, et les feuilles étrangères nous apportent chaque matin l'exposé de quelques nouvelles combinaisons, destinées, si on les accepte, à réconcilier sûrement les Russes et les Polonais. Tant de persévérance mériterait des éloges, si elle n'était le comble de l'aveuglement. *L'Abeille du Nord*, il y a quelques jours, qualifiait d'absurde et d'insensée la proposition d'armistice faite au nom de l'Angleterre au cabinet de Saint-Petersbourg. Nous croyais, avec le journal moscovite, que le silence est préférable à ces malices diplomatiques qui ne trompent personne que leurs auteurs. Les faucheurs se moquent de M. de Talleyrand, et battent les Russes. Il ne faut pas qu'ils se laissent distraire de leur rude labeur.

Le contre-coup de ces événements est vivement ressenti en Prusse, et déterminera, certainement, la catastrophe si longtemps prévue et si longtemps retardée. Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur notre correspondance d'Allemagne, qui rapporte les incidents dont l'Europe entière s'est émue et qui semblent le prélude de l'agonie du pouvoir royal. Nous ajouterons seulement qu'au moment où nous écrivons ces lignes, la session de la Chambre vient d'être close brusquement, et que nous sommes peut-être à la veille de quelque grave événement.

Le télégraphe, qui nous annonce si rapidement les victoires des confédérés, ne nous a pas encore apporté la nouvelle de la prise de Puebla.

HECTOR PESSARD.

Les 3^{me} et 4^{me} livraisons du *Dictionnaire général de la politique*, dirigé par M. Maurice Block, renferment un grand nombre d'articles remarquables, parmi lesquels nous citerons les mots *Christianisme* : par A. Nefzter ; *Corps législatif*, par Ch. Floquet, etc., etc. Nous n'insisterons pas sur le mérite de cette publication, que la plupart de nos lecteurs ont déjà dans leur bibliothèque, et nous nous bornerons à annoncer que la 5^{me} livraison, qui renferme le mot *Élection*, par Cl. Duvernois, va paraître dans quelques jours.

C. P.

CHARLES DOLLFUS,

Directeur, érant responsable.

IMP. DE L. TOINON ET C^e, A SAINT-GERMAIN.

VINGT-CINQ ANS

DE

L'HISTOIRE DES PAYS-BAS UNIS

1584-1609

PREMIER ARTICLE

Le jour où Guillaume d'Orange, mortellement atteint par une main obscure, expirait en priant Dieu « d'avoir pitié de son pauvre peuple, » il n'y eut personne, dans la République, qui n'appréhendât de la voir finir avec lui.

A la nouvelle du coup qui le frappait, ce ne fut par toute la contrée qu'un cri d'angoisse et d'alarme. Nobles, bourgeois, artisans, s'abordaient, consternés, sur les places publiques pour mêler leurs regrets et s'inquiéter du sort commun. Tous tremblaient pour tous. Rien ne paraissait plus assuré à personne. Par cette mort funeste, qui enlevait Guillaume à la nation au moment même où elle allait se confier sans réserve à son génie, l'État qui restait sans guide et sans chef, la patrie qui perdait son père ¹, semblaient abandonnés aux hasards d'une fortune aveugle et n'avoir plus rien à attendre que la confusion.

¹ On se rappelle que Guillaume d'Orange avait été surnommé « Père de la patrie. »

Les circonstances des Provinces-Unies, en effet, n'étaient guère moins critiques à cette heure calamiteuse qu'elles avaient pu l'être en ses premiers et plus incertains commencements. La République, menacée sur ses frontières et jusqu'au cœur de quelques-unes de ses provinces par les armées victorieuses de Farnèse, trahie par la France, assistée avec réserve et parcimonie par l'Angleterre, faiblement gouvernée par des pouvoirs divisés entre eux, agitée par les factions, chargée de dettes, mal servie par des troupes mal payées, n'avait, selon les prévisions humaines, d'autre moyen d'échapper à une complète ruine que d'abdiquer au plus vite sa récente indépendance, achetée au prix du sang, et de se courber, repentante et avilie, sous le joug espagnol.

Mais la vertu du peuple batave ne pouvait vouloir le salut au prix de l'honneur. Ses magistrats le savaient. Ils osèrent se confier à la magnanimité publique. Sans lui déguiser le danger, ils dirent à la nation *d'espérer contre toute espérance* ¹. Et ce généreux appel fut entendu. Suscités, grandis par l'opinion, qui est la providence des peuples, deux hommes se présentèrent pour revendiquer le périlleux héritage du Taciturne : un magistrat et un capitaine, son ami et son fils, Jean van Oldenbarneveld et Maurice de Nassau. Par ces deux hommes, pareils en énergie et en patriotisme, mais de talents divers, l'œuvre de Guillaume d'Orange fut continuée. Leur action, quelque temps combinée avant qu'ils en vinssent à se haïr, maintint debout l'État chancelant, et bientôt le fit redoutable à ses ennemis. Maurice, par la prompte organisation d'une armée et par de prodigieux combats, Barneveld, par l'habileté des négociations, par une administration ferme et sage, transformèrent un petit peuple de *pirates* et de *pêcheurs* ² en une nation considérable, respectée, admise avec honneur dans les conseils de la république chrétienne.

Vingt-cinq années de sacrifices et d'efforts héroïques eurent à la trêve d'Anvers ce beau couronnement. Ce sont ces vingt-cinq années, pendant lesquelles entrent en lutte les plus grands intérêts de la politique moderne, dont je me suis proposé de raconter ici la suite.

¹ *In spem contra spem*, légende des médailles frappées à la mort du prince d'Orange.

² C'est dans ces termes que la diplomatie espagnole désignait aux puissances européennes les Pays-Bas révoltés.

I

Le jour même où Guillaume d'Orange était assassiné (12 juillet 1584), quelques heures seulement après qu'il eut rendu le dernier soupir, les États de Hollande, alors assemblés à Delft, entraient en séance et délibéraient avec tristesse et gravité sur les mesures à prendre pour parer aux dangers les plus prochains. Unanimes dans la résolution de continuer la guerre contre l'Espagne, ils votaient aussitôt un subside considérable et investissaient de tous les pouvoirs, pour le temps qui devait s'écouler jusqu'à la convocation des États-Généraux, le Conseil national qui avait été adjoint au stadhouder. Un mois après (18 août 1584), les États-Généraux réunis à Anvers nommaient un nouveau conseil, composé de dix-huit membres, qu'ils chargeaient de maintenir l'Union, de lever les troupes, de pourvoir à la sûreté de la navigation, de percevoir l'impôt, de choisir les officiers civils et militaires; l'obligeant seulement à convoquer deux fois l'année l'assemblée générale des États, qui se réservaient exclusivement le droit de statuer sur les questions de paix ou de guerre, sur les alliances et sur l'altération des monnaies. A la tête de ce Conseil, on plaça le jeune comte Maurice de Nassau, à qui l'on donna dès lors le titre de prince, son frère aîné Philippe-Guillaume, chef de la famille et héritier de la principauté d'Orange, étant prisonnier de l'Espagne et considéré comme mort pour les Provinces-Unies. Cette élévation, extraordinaire en raison du jeune âge de Maurice qui n'avait pas encore dix-huit ans accomplis, n'était pas seulement un hommage rendu par les États à la mémoire de Guillaume, c'était aussi une marque personnelle d'estime, un témoignage des grandes espérances que ce précoc et brillant esprit avait déjà fait concevoir.

Les États-Généraux confirmèrent dans la charge de lieutenant général qu'il avait occupée sous le prince Guillaume, le comte de Hohenlohe, beau-frère de Maurice. La Frise choisit pour son stadhouder Guillaume-Louis de Nassau, fils du comte Jean; la province d'Utrecht nomma le sieur de Villers; celle de Gueldre et d'Over-Yssel, le comte de Meurs. Mais ces mesures intérieures de gouvernement, prises avec toute la décision qu'exigeaient les circonstances, ne pouvaient suffire. Farnèse avançait à grands pas. A la tête d'une armée de 80,000 hommes, il entourait, isolait les unes des autres, réduisait à la famine, sans même les assiéger, les dernières villes de la Flandre et du Brabant, qui

tenaient encore pour l'Union. Dendermonde, Villebroek et Vilwoorde, pourvues de garnisons trop faibles, venaient de se rendre ; Gand, l'orgueilleuse cité, capitulait sans attendre le siège ; Anvers était investi. Si Anvers succombait, c'en était fait de la liberté belge. Il fallait donc au plus vite s'assurer un aide puissant ; il fallait un allié du dehors qui pût faire diversion aux forces du roi d'Espagne.

Les deux alliances naturelles, les seules conseillables et dont on pût espérer un secours efficace, car on avait fait du vivant du prince d'Orange la triste expérience du peu qu'il y avait à attendre des princes protestants de l'Allemagne, c'étaient encore pour les Provinces-Unies l'alliance anglaise et l'alliance française. Deux opinions se prononcèrent. Les affinités de race, de mœurs, les sympathies religieuses, la personne même de la reine d'Angleterre qui mettait sa gloire dans le titre de défenseur de la foi, parlaient très-haut ; tandis que le sang, la religion, le caractère des princes de la maison de Valois récemment éprouvé aux Pays-Bas, paraissaient autant de motifs d'éloignement. Mais d'autres considérations militaient en faveur de l'alliance française. Il existait déjà dans les villes commerçantes de la Hollande un très-fort esprit de rivalité, qui voyait avec déplaisir s'étendre le commerce ou plutôt la piraterie de la marine anglaise. L'envoyé du roi de France excitait habilement ces jalousies. Il allait de ville en ville et s'efforçait d'y gagner des voix à l'opinion française. Henri III, à qui le duc d'Anjou avait légué par testament tous ses droits sur les Pays-Bas, et qui voulait, à de meilleures conditions que son frère, obtenir non-seulement le protectorat, mais la souveraineté des Provinces-Unies, y compris la Hollande et la Zéelande, donnait de grandes espérances. Il s'engageait à maintenir la religion réformée dans l'état actuel, « à favoriser l'illustre maison d'Orange qui avait si bien mérité de la patrie ; » seulement il exigeait, avant d'envoyer aux États en détresse, les 6 ou 7,000 hommes qu'on lui demandait, la remise d'un grand nombre de places de sûreté. Les États-Généraux délibérèrent longtemps sur toutes ces choses. Les députés de la Flandre, du Brabant et de Malines poussaient à l'alliance française. A la veille de succomber et de retomber sous la main de fer du roi d'Espagne, ils étaient prêts à céder au roi de France toute l'autorité de leurs anciens princes, et ne demandaient en retour que la liberté de conscience. Mais les députés d'Utrecht et de Gueldre se refusaient absolument à traiter avec Henri III. Over-Yssel était inébranlable dans ses refus. Ceux de Frise ne voulaient se prononcer qu'après tous les autres. Les députations de la Hollande et de la Zéelande se signalaient entre toutes par l'éner-

gie de leur opposition. Dans ces deux provinces, la question, portée aux États provinciaux, qui depuis quelque temps avaient entamé des négociations particulières et secrètes avec Élisabeth, y soulevait de violents débats. On avait voulu connaître l'avis de tous les conseils des villes ; celui du Conseil suprême de la cour de Hollande et de la Chambre des comptes. L'ordre équestre avait cru devoir, en cette circonstance, faire une convocation générale de la noblesse, à laquelle avaient été appelés jusqu'aux cadets de famille. Le jeune prince Maurice, très-alarmé de ces débats, et qui n'osait encore prendre la parole ouvertement dans les assemblées, essayait en particulier l'influence de son nom. Il croyait possible de se sauver sans l'intervention française. Il suppliait les bons citoyens de ne pas sacrifier la patrie et la maison de Nassau au roi de France; il rappelait à mots couverts que l'on avait naguère jugé suffisant de confier le salut de l'État au prince son père. Mais le plus éloquent, le plus intrépide à combattre le parti français, ce fut le pensionnaire de Gouda, François Franken. Dans un mémoire chaleureux, qu'il lut en pleine assemblée des États au nom de la ville de Gouda, il soutint qu'il fallait combattre jusqu'à la dernière extrémité plutôt que de se confier encore à la duplicité, à la perfidie françaises; plutôt que de faire alliance avec un prince absolu, aveuglément zélé pour la religion romaine, lié par le sang au roi d'Espagne, et conduit par la plus déloyale, par la plus traîtresse et méchante femme qui eût jamais existé. Cette lecture produisit sur l'assemblée beaucoup d'impression; mais cette impression, plus vive que durable, n'empêcha pas l'opinion française de gagner du terrain. Les partisans de la France n'avaient pas de peine à démontrer l'impossibilité pour les Provinces-Unies de continuer seules la guerre contre Farnèse. On n'avait plus, disaient-ils, ni chefs ni soldats. On ne pouvait pas espérer voir renaître un autre Guillaume. Et lui-même, ce grand homme si vénéré, dont la mémoire était si chère à la République, n'avait-il pas toujours conseillé l'alliance française? Pourquoi craindre pour la liberté et la religion? La réforme n'était-elle pas tolérée en France? Le Dauphiné, la Provence, la Bretagne, n'avaient-ils pas gardé leurs États-Généraux après leur réunion à la couronne? Pourquoi les Provinces-Unies seraient-elles plus maltraitées? Pourquoi Henri III serait-il plus tyrannique dans des États nouvellement acquis, qu'il ne l'était dans ses États héréditaires? D'ailleurs, par l'extinction certaine de la maison de Valois en la personne de Henri qui n'avait plus ni père ni fils, la couronne ne passait-elle pas dans la maison de Bourbon, protectrice des réformés? Henri de Navarre, l'espoir et l'amour des peuples protestants, ne mon-

terait-il pas sur le trône ? A ces considérations favorables à la France, on ajoutait toutes celles qui militaient contre l'alliance anglaise. On montrait la froideur d'Élisabeth, la situation géographique de l'Angleterre, qui ne lui permettait pas comme à la France d'arrêter la marche des armées espagnoles vers les Pays-Bas. On montrait surtout aux zéloteurs de la Réforme, qui repoussaient avec horreur le libertinage et le papisme de la cour des Valois et qui voulaient, par des motifs purement religieux, qu'on s'appuyât sur Élisabeth, le trône vacant bientôt peut-être et la succession incertaine qui pouvait échoir à la papiste reine d'Écosse ou bien à son fils en bas âge. Ces considérations, mais par-dessus tout les instances des députés de Flandre et de Brabant, qui suppliaient au nom de leurs provinces, à peu près envahies, qu'on les sauvât de la ruine en reconnaissant Henri III, prévalurent dans l'assemblée des États-Généraux. Ils parurent disposés à faire au roi de France des concessions beaucoup plus larges que celles qu'ils avaient faites au duc d'Anjou, non-seulement parce que leur situation était plus mauvaise et leur espérance abattue depuis la mort de Guillaume, mais encore parce qu'ils croyaient devoir un hommage plus grand en la personne de Henri III, à cette Majesté royale que les républicains du xvi^e siècle n'avaient pas encore appris à regarder sans trouble face à face. On décida d'envoyer à la cour de France une ambassade.

Comme on en était là, un envoyé d'Élisabeth, Robert Davidson, parut inopinément dans l'assemblée (8 décembre 1584). La reine suivait depuis quelque temps avec inquiétude les progrès de la négociation des Provinces-Unies avec la France. Elle n'osait pas s'en plaindre, car elle n'avait pas résolu encore d'offrir à la République une assistance ouverte. Elle dissimulait, temporisait ; et, pour mieux cacher son déplaisir, elle avait même envoyé à Henri III l'ordre de la Jarretière, en recommandant les Pays-Bas à sa royale sollicitude. Toutefois elle aurait fort souhaité de voir se rompre un traité qui allait étendre d'une manière alarmante la puissance française. Pour arriver à cette fin, Davidson n'épargna ni insinuations ni promesses. La reine d'Angleterre, dit-il aux États-Généraux, voyait avec douleur la condition où ils étaient réduits ; elle se ferait scrupule assurément de traverser le traité qu'ils négociaient avec Henri III ; elle désirait seulement connaître si les négociations étaient fort avancées et croyait de son devoir d'avertir les États qu'ayant elle-même exhorté le roi de France à secourir les Provinces-Unies, elle l'avait trouvé médiocrement disposé en leur faveur. Mais Davidson venait trop tard pour empêcher le départ

des ambassadeurs. Il dut se contenter de rester aux Pays-Bas pour suivre de plus près le tour qu'allait prendre cette importante affaire.

Les États-Généraux avaient mandé de Bruxelles, pour qu'il se mit à la tête de l'ambassade, le chancelier de Brabant Liefveldt. A la surprise générale, celui-ci, qui ne pouvait pas se figurer, d'après l'accablement des provinces wallones, la fierté persistante de l'esprit public en Hollande, parla dans l'Assemblée, non-seulement contre l'alliance française, mais encore en faveur d'une entière soumission au roi d'Espagne. Puisque l'on consentait à recevoir un prince, disait-il, que ne rappelait-on Philippe II, le prince naturel? Qu'avait-on gagné dans cette longue guerre, après tant de victoires, sinon de voir venir aux Pays-Bas des armées plus nombreuses, et de reconnaître, après beaucoup de sang versé, que l'on n'était pas assez fort pour une lutte si inégale? Le chancelier Liefveldt, après avoir longuement développé ce thème, termina son discours en rappelant aux Bataves l'exemple de Civilis forcé de se soumettre et d'implorer la clémence de l'empereur romain. Mais personne, dit Strada, n'approuva ces choses; et peu de jours après (3 janvier 1585), une ambassade de quinze personnes des plus considérables dans les Pays-Bas partait de La Brille, sur quatorze vaisseaux de guerre, pour aller offrir à Henri III la souveraineté des Provinces-Unies.

Le prince d'Espinoy, qui s'était retiré en France pour ne pas assister au triomphe des Espagnols et à la défection de la noblesse wallone, fut prié par les États de se joindre à l'ambassade, et le 13 du mois de février les députés des Provinces-Unies parurent devant le roi. Henri III avait voulu qu'ils fussent reçus dans son royaume avec de grands honneurs. Il les avait fait traiter magnifiquement et les envoya chercher à Senlis dans ses carrosses, au vif dépit de l'ambassadeur d'Espagne. Bernardin Mendoza, d'après les instructions de Farnèse, avait mis tout en œuvre pour détourner Henri d'accorder une audience aux envoyés des Pays-Bas. Tout en affectant de parler d'eux avec dédain, comme de gens « qui se mouraient et regardaient avec inquiétude en tombant qui les recevrait dans ses bras, » il ne fallait pas, disait Mendoza, recevoir ces mutins insolents qui mettaient comme à l'enchère le patrimoine du roi Philippe; il ne fallait pas prêter l'oreille à ces hérétiques, ni souffrir qu'ils vinssent « exposer leur marchandise contagieuse » dans un royaume qui n'était que trop disposé à l'accueillir. Mais le roi de France avait répondu de manière à fermer la bouche à Mendoza. Avec cet accent de dignité royale qui relevait parfois ses discours, mais que malheu-

reusement on ne retrouvait plus dans ses actes, Henri III dit à l'ambassadeur d'Espagne qu'en donnant audience aux envoyés des Pays-Bas il recevait, non des rebelles, mais d'*anciens sujets de son empire* qui venaient y chercher protection. La France avait toujours été, observa le roi, un asile ouvert aux malheureux; et « ce n'était pas la coutume des rois très-chrétiens de refuser d'entendre les suppliants. » L'accueil que Henri III fit à l'ambassade des Provinces-Unies fut conforme à ce que faisaient présager de telles paroles. D'ailleurs, le discours que lui adressa, au nom de l'Union, le chancelier de Gueldre, était de nature, non-seulement à satisfaire sa politique, mais encore à flatter singulièrement l'orgueil royal. « Nous venons, disait Engelbert Léonin, supplier Votre Majesté de réunir pour toujours à la couronne les Pays-Bas, ce berceau de l'ancienne monarchie française. Faites-nous l'honneur, Sire, de nous recevoir sous votre obéissance. Joignez à la France des peuples qui ne feront point de honte au nom français. » Et Léonin offrait à Henri III la souveraineté des Provinces-Unies telle que l'avait possédée Charles-Quint; s'engageant, bien que ces provinces eussent immensément souffert, à lui remettre « quatre-vingt-dix villes closes, garnies d'artillerie, de munitions et de vivres, sans compter les citadelles et les châteaux; bon nombre d'excellents havres, de navires de guerre et de bâtiments marchands, avec plus de gens de marine et de choses nécessaires à la navigation qu'aucune autre puissance de l'Europe. » Ce tableau n'avait rien d'exagéré. Malgré les succès de Farnèse et l'ébranlement de la République, ce qui restait encore intact des Provinces-Unies eût été pour la France une acquisition précieuse et la plus belle extension de territoire qu'elle ait jamais pu convoiter. Par une combinaison de circonstances tout à fait extraordinaires, les provinces de l'Union jouissaient d'une prospérité incroyable. Tandis que les provinces soumises à Philippe II languissaient et dépérissaient à vue d'œil; tandis que les villes opulentes, les campagnes fertiles des Flandres et du Brabant se dépeuplaient et demeuraient incultes, malgré l'or de l'Espagne, la République, en dépit de sa faiblesse politique, des embarras d'un gouvernement multiple et d'un État formé à peine, en dépit du lourd fardeau des impôts et de la stérilité de son territoire, voyait sa population s'accroître et trouver dans l'extension du commerce et de la navigation, avec l'emploi de son activité, des ressources inépuisables pour tous ses besoins. L'industrie de ce peuple attirait à soi l'abondance; son génie transformait en richesses jusques aux calamités de la guerre. Au sein de ce petit État en proie à tant de maux, tout respirait la confiance et la vie : la liberté de

l'esprit y soutenait la hardiesse des cœurs et faisait ces prodiges ¹.

Henri III écouta gracieusement le chancelier de Gueldre. Il remercia les provinces de ce qu'elles avaient fait pour son frère, de ce qu'elles faisaient maintenant pour lui-même; mais comme il s'agissait d'une chose de très-grande importance, il était nécessaire, leur dit-il, qu'il en délibérât en son conseil. Les délibérations de Henri III durèrent plusieurs semaines. On était aussi partagé à la cour de France sur l'acceptation ou le rejet de ces propositions qu'on l'avait été dans les Provinces-Unies pour savoir s'il convenait de les faire. La reine Catherine craignant, si l'on repoussait le vœu des Flamands, de perdre Cambrai que le duc d'Anjou lui avait cédé en propre, faisait bonne mine aux envoyés; mais, comme elle tenait à ne pas rompre avec Philippe II, elle réservait son opinion définitive. Le roi de Navarre, au contraire, dans des plans politiques qu'il devait un peu plus tard tenter de réaliser, se prononçait pour qu'on écoutât les Provinces-Unies. Le président de Thou était de cet avis, ainsi que la plupart des hommes éclairés et des bons citoyens ². Mais ils ne purent prévaloir. Leur voix fut étouffée par les représentations intéressées de plusieurs membres du Conseil que pensionnait l'Espagne, par les frayeurs vraies ou feintes des courtisans, par les clameurs des factieux. Henri III, qui voyait se former, avec l'appui du pape et de Philippe II, une nouvelle ligue des princes de Lorraine, et qui sentait le sol trembler sous lui, n'osa pas risquer un acte de politique vigoureuse et tourner, en se mettant à leur tête, contre les Guise et l'Espagne qui rallumaient la guerre civile en France, les forces protestantes de la République. Le 8 mars,

¹ • De cette furie de la guerre, comme une thériaque très-salutaire au venin des vipères, à la conservation du corps humain, les Provinces-Unies avaient puisé des trésors et des richesses pour leur défense. Mais aussi, d'autre part, les provinces de la domination espagnole s'affaiblissaient de jour à autre; les campagnes étaient changées en désert, les villes en cimetières, ou plutôt en repaires de bêtes sauvages et en spelonques de brigands; la cherté du blé y était si extrême, que le boisseau valut cette année-là jusques à 33 livres; la nécessité contraignit plusieurs riches bourgeois de mendier leur pain; les os des puants fumiers, les raclures des navires, les charognes même servirent de viandes à quelques-uns; les chiens, animaux familiers et domestiques de leur nature, devenus sauvages et enragés, couraient les campagnes désertes à grandes troupes, assaillant hommes et bêtes; les loups multiplièrent tellement en Flandres et en Brabant, qu'ils faisaient comme une double guerre aux habitants, si qu'à deux lieues à la ronde de Gand plus de cent personnes en furent dévorées. • (LAPIZE, 4^{me} partie, p. 611.)

² Après la mort de Charles le Téméraire, Louis XI avait déjà formé ce projet de réunion. Il voulait détruire la force de la maison de Bourgogne en lui enlevant les provinces wallonnes. • Nous le reconnaissons (le pays de Flandre), dit Estienne Pasquier (liv. V, lettre première), estre de l'ancien estoc et domaine de nostre couronne. Il est aux portes de nostre ville de Paris et par manière de dire un faubourg; toutefois jamais ne s'est préparé occasion pour le recouvrer que nous ne l'ayons laissé échapper. •

il répondit aux ambassadeurs par un refus adouci, motivé sur les troubles auxquels la France était en proie ; il les engagea néanmoins à continuer de se défendre contre les Espagnols, remettant à secourir les Provinces-Unies jusqu'au jour où il aurait étouffé les factions dans son propre royaume, et promettant de les recommander en attendant à la reine d'Angleterre. Peu de jours après, on apprenait le soulèvement des catholiques de Nimègue qui chassaient la garnison des États et ouvraient leurs portes au prince de Parme, la reddition de Doesbourg, et enfin la soumission de Bruxelles (13 mars 1585). Par le refus d'Henri III, les catholiques, en majorité dans ces trois villes, perdant définitivement l'espoir d'être gouvernés par un prince de leur religion, préféraient rentrer sous l'obéissance du roi d'Espagne, plutôt que de faire partie plus longtemps d'une république protestante. Toutes ces choses favorisaient grandement les intérêts de l'Angleterre. Pendant les négociations à la cour de France, l'opinion anglaise avait gagné du terrain dans les Provinces-Unies. Élisabeth la favorisait. A peine eût-elle appris le refus de Henri III qu'elle fit exprimer de nouveau aux États sa bienveillance, offrant cette fois très-positivement des secours à la condition qu'elle recevrait des sûretés raisonnables. Ainsi encouragés, les États-Généraux envoyèrent en Angleterre une ambassade (6 juin 1585) avec la mission d'offrir à Élisabeth la souveraineté des Provinces, et, dans le cas d'un refus, de lui demander du moins sa protection contre le roi d'Espagne. Cette ambassade se composait de douze députés ; Oldenbarneveld était l'un des douze. Ils furent reçus à Greenwich par la reine ; l'occasion était propice. La reine s'irritait plus que jamais contre Philippe II, dont on trouvait la main dans tous les complots tramés contre elle, parce qu'il avait accepté la donation de l'Irlande par le pape, qu'il y avait envoyé des troupes, et qu'enfin il menaçait de faire une descente en Angleterre. Par voie de représailles contre l'embargo que Philippe II venait de mettre sur les vaisseaux anglais, Élisabeth faisait arrêter dans ses ports les navires espagnols. Aussi, l'ambassade des États arrivait-elle à propos et reçut-elle un accueil très-honorable. Toutefois, malgré les regards de convoitise qu'Élisabeth jetait sur ces belles provinces maritimes, dont l'adjonction à ses États l'eût rendue maîtresse de l'Océan, elle ne crut pas devoir encore en accepter la souveraineté, craignant de s'engager dans une guerre ruineuse, et déclina, par excès de prudence, l'offre que Henri III venait de repousser par faiblesse. Élisabeth, à qui la prospérité commerciale de ces provinces était bien connue, ne les croyait pas cependant en état de supporter les principaux frais de

la guerre. Malgré les assurances des envoyés, qui lui dirent que la Hollande seule, depuis la pacification de Gand, avait fourni 4,500,000 florins, et que le peuple était partout si bien disposé à la guerre, qu'il serait facile de lui imposer de plus grandes charges encore, la circonspecte et parcimonieuse Élisabeth se voyait déjà, si elle entreprenait une expédition pour son propre compte, forcée de convoquer le Parlement qui, bien que la cause de l'Union fût alors très-populaire en Angleterre, ne manquerait pas l'occasion de la tracasser et de lui retirer en pouvoir ce qu'il serait forcé de lui accorder en subsides. Entre le refus pur et simple et une acceptation franche, la reine, après avoir amusé les envoyés pendant plus d'un mois ¹, crut trouver dans un parti intermédiaire et provisoire le meilleur expédient politique. Les ambassadeurs des États-Généraux avaient ordre de se plier aux circonstances.

Conséquemment, un traité fut signé le 10 août 1585, par lequel Élisabeth s'engageait à fournir aux Provinces-Unies un secours de sept mille hommes d'infanterie, non compris les garnisons des places d'assurance, et de mille cavaliers destinés particulièrement à faire lever le siège d'Anvers, moyennant qu'on lui donnerait en gage les châteaux et les ports de Flessingue, de Rammekens, en Zéelande, et celui de la Brille, en Hollande. Il fut stipulé que l'armée anglaise serait commandée par un général de marque et *de la vraie religion chrétienne* qui, ainsi que tous les officiers, prêterait un double serment à la reine et aux États-Généraux; que ce général et les commandants des places cédées à la reine auraient séance au conseil d'État; qu'il serait soumis à l'autorité d'un gouverneur général, envoyé par la reine pour régler en son nom, conjointement avec le conseil d'État, toutes les affaires de finance et d'administration. Les États-Généraux s'engageaient de leur côté à n'entamer aucune négociation, à ne contracter aucune alliance, à ne pas faire surtout leur paix avec l'Espagne sans l'agrément de la reine d'Angleterre. Dans le même temps qu'elle signait ce traité, Élisabeth voulut l'expliquer et s'excuser en quelque sorte auprès des cours d'Europe de prêter main-forte à des rebelles contre leur souverain légitime par la publication d'un manifeste ², écrit en

¹ Tantôt elle leur disait qu'il ne serait pas honnête à elle de prendre le bien d'autrui; tantôt elle leur conseillait plaisamment d'aller à la messe, • sinon comme à un mystère, du moins comme à une comédie. •

² *Déclaration des causes qui ont esmeu S. M. la reine d'Angleterre à donner secours pour la défense du peuple affligé et opprimé des Pays-Bas.* Londres, 4^{er} octobre 1585. — Cette pièce est d'un grand intérêt, parce que l'on y voit pour la première fois l'opinion publique invoquée par un souverain, comme une puissance ayant droit d'intervenir dans les affaires des princes, qui, cependant, selon les termes du manifeste en contradiction avec le fait même de sa publication, n'étaient obligés de rendre raison de leur conduite qu'à Dieu seul.

français et en anglais, où il était dit que la reine d'Angleterre, en envoyant une armée dans les Provinces-Unies, avait pour unique but d'assurer ses propres États contre des *descentes perfides*, et, par intérêt pour le roi Philippe, de maintenir les peuples des Pays-Bas *dans la jouissance paisible de leur ancienne constitution*. Après quoi, la reine nomma au poste brillant et envié de gouverneur général et présenta en cette qualité aux ambassadeurs de l'Union son favori Robert Dudley, comte de Leicester. Ce choix n'était pas heureux. Les faiblesses de la femme y avaient plus de part que les prévoyances de la souveraine. L'élévation de Leicester était l'œuvre du hasard et du caprice. Fils du fameux Jean Dudley, duc de Northumberland, frère cadet de Guilford mari de l'infortunée Jane Grey, il s'était vu jeter dans les prisons de la reine Marie en même temps que la princesse Élisabeth. Utilisant sa disgrâce en courtisan des choses futures, Leicester avait su mettre à profit ce rapprochement fortuit sous les verrous, la familiarité attendrie des préaux, les soucis, les humiliations communes d'une dure reclusion. Elisabeth, montée sur le trône, s'était souvenue de l'homme qui avait charmé sa prison. Elle avait pris plaisir à se faire contempler dans tout l'éclat de la majesté royale par celui qui avait vu à son front les pâleurs de la captivité. Sans autre mérite qu'un visage agréable, ignorant, insolent, inconsistant, vain des talents qu'il ne possédait pas, prenant la fourberie pour de la politique, et forger de ruses grossières, Leicester était devenu pourtant le favori de cette grande reine, et elle allait se méprendre sur la médiocrité de son génie au point de lui confier un secret d'État et de remettre à son jugement le choix du temps et des circonstances où l'Angleterre pourrait, sans trop de risques, faire sa proie des Provinces-Unies ¹.

II

Cependant le prince de Parme serrait de près Anvers. La possession de cette grande cité était depuis longtemps le but principal de ses efforts. Il voulait porter dans Anvers le dernier coup à la liberté belge qu'il poursuivait de retraite en retraite ; sachant bien d'ailleurs qu'aussi longtemps qu'Anvers serait cause commune avec la Hollande et la Zélande, il n'y avait nulle apparence de ramener à la soumission ces provinces obstinées. Et c'était là pourtant que Farnèse avait osé

¹ L'historien Camden explique le grand ascendant que Leicester prit sur Élisabeth selon les croyances du temps, « par une occulte conspiration de leurs étoiles. »

mettre son ambition. Mais Anvers était réputé imprenable, et chacun estimait chimérique l'espoir de réduire une place aussi forte, protégée par des ouvrages avancés considérables, une ville de cent mille âmes sans compter les matelots, assise sur un des plus larges fleuves de l'Europe ¹, et qui comptait par milliers les navires qu'un flot profond portait jusque dans ses murs, où ils déposaient les richesses de toutes les nations. Et ce n'était pas seulement l'abondance des richesses et les produits d'un luxe varié que l'Escaut amenait dans Anvers; ce fleuve, « aussi guerrier que marchand ², » lui portait des hommes de guerre, des armes, des munitions, des secours de tout genre contre l'ennemi. Il formait entre elle et la Zéelande comme un lien vivant par qui se renouvelait perpétuellement sa force et qu'il ne paraissait pas possible de détruire. Aussi le conseil de Farnèse s'opposa-t-il au siège, et, s'il finit par y donner son assentiment, ce fut moins par persuasion que par soumission, après qu'Alexandre, aussi bon catholique qu'il était grand capitaine, eut déclaré « qu'il avait appris par des personnes agréables à Dieu que le Seigneur approuvait l'entreprise et voulait qu'on rétablît le culte de sa mère à Anvers comme dans son propre empire, dont elle avait été chassée par l'hérésie. » Quant à Farnèse, il est certain que s'il comptait sur l'assistance de la mère de Dieu, il comptait aussi sur la division des esprits, depuis qu'ils n'étaient plus gouvernés et contenus par le prince d'Orange. Guillaume vivant, Farnèse avait toujours différé l'attaque d'Anvers. Lui mort, il sentait la faiblesse morale de cette population mobile, abandonnée à elle-même, destituée de l'appui d'un grand homme. Son Conseil ne voyait pas cela; il ne voyait que les murs de la citadelle et le cours de l'Escaut restés les mêmes. Le génie seul connaît ce que vaut le génie. Lorsque Guillaume d'Orange s'était éloigné d'Anvers, il avait promis de revenir en personne si la ville était attaquée, et il y avait laissé comme gouverneur, sous le titre de premier bourgmestre, Sainte-Aldegonde, cet ami, ce compagnon d'armes, cet autre lui-même, dont le grand esprit et le grand zèle l'avaient si puissamment aidé à la délivrance des Pays-Bas. Ce choix avait paru le meilleur possible. Mais bientôt on s'aperçut que le mérite de Sainte-Aldegonde avait besoin d'être mis en valeur, que son ardeur inquiète avait besoin d'être soutenue par le génie calme et persévérant

¹ Anvers était dans l'origine un lieu de péage. On y coupait les mains à ceux qui fraudaient les droits et ensuite on les jetait dans l'Escaut. La citadelle fut bâtie sous le gouvernement du duc d'Albe, en 1540, par deux ingénieurs du duché d'Urbain : Castriotta et Félix Paciotto.

² STRADA.

du prince d'Orange. A peine eut-il perdu l'appui de cette forte amitié qu'il perdit toute confiance en lui-même et tout crédit sur les autres. Dans sa longue détention, il avait trop médité sur l'inconstance des peuples et de la fortune. Plus zélé pour le prosélytisme de la réforme que pour la cause nationale, il bornait maintenant ses vœux à la liberté de conscience. Le génie de Farnèse l'étonnait. Il était tout près de croire aux promesses du roi d'Espagne. Sainte-Aldegonde, d'ailleurs, voyait autour de lui, dans Anvers, bien des éléments de discorde qu'il ne savait pas dominer. « Il ne pouvait, disait-il, compter ses maîtres et seigneurs. » Le gouvernement était partagé entre un grand nombre de Conseils : le conseil d'État de Brabant, le grand Conseil de la ville, le Sénat municipal, le Conseil de guerre et des fortifications, les Conseils des corps de métiers et ceux des confréries, dont les délibérations interminables et l'esprit de contestation nuisaient également aux opérations militaires et aux mesures administratives qui devaient assurer la défense de la place. Pendant sept mois entiers, on vit, sans y apporter d'obstacles, ni s'en occuper autrement que pour en faire un sujet de raillerie, les pionniers du prince de Parme travailler jour et nuit, malgré les intempéries de la saison, à un ouvrage extraordinaire qui s'élevait sur le fleuve, et lorsque enfin on ouvrit les yeux il était trop tard ; le grand pont sur l'Escaut était achevé (24 février 1585) ; Anvers était isolé de tout secours.

Dès le commencement de ses opérations, Farnèse avait compris que la plus importante de toutes, la seule dont on pût espérer un plein succès, c'était d'intercepter les communications d'Anvers avec la Zéelande, d'où il tirait si commodément toute espèce de provisions et de secours. Occupant avec le gros de son armée, forte de dix mille hommes de pied et de mille sept cents cavaliers, le pays de Waes, ayant placé son quartier général à Calloo, sur la rive gauche du fleuve, il avait envoyé ses lieutenants Roubaix et Mondragon attaquer, à trois lieues en aval du fleuve, les deux forts de Lillo et de Liefkenshoek, que les habitants d'Anvers avaient fait construire tout récemment, sur l'avis du prince d'Orange, et dont la possession eût rendu Farnèse maître du cours de l'Escaut. Ces deux positions importantes étaient défendues par des Français. Un vieux capitaine, du nom de Petin, commandait à Liefkenshoek ; Odet de Téligny, fils de Lanoue Bras-de-Fer, qui avait si glorieusement servi dans l'armée des États et qui était prisonnier des Espagnols, commandait à Lillo. Le fort de Liefkenshoek, canonné vivement, fut emporté après deux assauts par le marquis de Roubaix ; mais le brave Téligny, étant par-

venu à maintenir ses communications libres par le fleuve, et ayant reçu des États de Hollande un renfort de troupes écossaises, força Mondragon à lever le siège. Du moment qu'on ne tenait pas Lillo, Liefkenshoek seul n'avait plus d'importance, le but de Farnèse était manqué ; il fallait trouver un autre moyen de fermer le fleuve. C'est alors que le prince de Parme conçut cette entreprise hasardeuse, qu'il fit élever cette construction gigantesque, « cette merveille du siècle, » qui lui valut la possession d'Anvers et l'admiration du monde, et pour laquelle il fut comparé par les historiens de son temps, à Jules-César et à Alexandre. Cependant les habitants d'Anvers commençaient à regarder avec anxiété ces ouvrages dont ils avaient fait longtemps un sujet de risée. Ils avaient compté sur les glaces pour rompre le pont, et l'hiver, d'une douceur extraordinaire, trompait leur attente. Les magistrats avaient différé de faire les approvisionnements de blé, parce que le grain était fort cher en cette année; ils avaient taxé si bas le blé que leur apportaient des marchands zélandais, que ceux-ci, rebutés, n'étaient plus revenus ; ils avaient laissé la ville encombrée de mendians, de vagabonds de toutes sortes, de bouches inutiles, et maintenant la rareté des vivres se faisait sentir.

On avait repoussé les sages avis d'un homme plein de zèle, Tseraarts, seigneur de Couvenstein, parce qu'ils blessaient quelques intérêts particuliers ; on l'avait expulsé de la ville, et maintenant il était passé à Farnèse, qui tirait parti de sa connaissance exacte des localités contre ses imprudents concitoyens. Alarmés trop tard, les magistrats pressaient les provinces confédérées d'envoyer du secours ; mais l'amiral de Zéelande, Guillaume Trèslong, malgré les ordres répétés des États de Hollande et du prince Maurice, ne bougeait pas. Il prétextait que sa flotte n'était pas assez forte. La vérité est que ce hardi marin, qui s'était rendu fameux avec le comte de Lamarck par la prise de la Brille en 1572, nourrissait maintenant contre les États une foule de petits ressentiments, et qu'il prêtait l'oreille aux avances de Farnèse. Quand Justin de Nassau, nommé amiral à la place de Trèslong qui fut brusquement destitué, entra dans l'Escaut avec une escadre de cent cinquante vaisseaux, la plus belle qu'on eût encore vue dans ces parages et qui portait des forces considérables sous les ordres de Hohenlohe, lorsqu'il parut devant Liekenshoek, dont il s'empara (9 avril 1585), le temps propice était écoulé, il n'était presque plus possible de conjurer la perte d'Anvers.

Malgré les représentations de tout son conseil, qui jugeait impraticable de jeter sur un fleuve si large, si profond et si rapide, un pont

capable de résister à la violence des hautes marées et au choc des glaçons à l'époque du dégel, Farnèse avait réussi dans son entreprise. Sur le plan que lui avait tracé Sébastien Barroccio, ingénieur italien, il avait fixé l'emplacement des constructions entre la ville et le fort de Lillo, au lieu même où le fleuve forme son premier coude. On avait commencé par élever deux forts, l'un à Calloo, sur la rive de Flandre, qui fut dédié à Sainte-Marie; l'autre à Ordam, sur la rive du Brabant, que le prince de Parme mit sous l'invocation de Saint-Philippe. On les avait flanqués d'un certain nombre d'autres forts] moins considérables. Mais comme il n'était pas facile de faire arriver l'immense quantité de matériaux qu'exigeait la construction du pont, Farnèse avait fait inonder le plat pays en rompant la digue de l'Escaut; et, comme cela ne suffisait pas encore, il avait fait creuser entre Steekem et Calloo, sur une longueur de quatre lieues, un canal par lequel on pût lui amener aisément tout le bois nécessaire. Alors les pionniers se mirent à l'œuvre et travaillèrent avec une diligence extrême. Ils commencèrent par resserrer le cours du fleuve, qui avait en cet endroit deux mille cinquante pieds de largeur, au moyen de deux estacades faites de très-gros pieux liés ensemble et tout hérissés de pointes ferrées. Du côté de Calloo, l'estacade avançait jusqu'à la distance de deux cents pieds; du côté d'Ordam, elle n'avait pas moins de neuf cents pieds de longueur. A chacune des extrémités, un élargissement, protégé par de hauts parapets en terre, formait une espèce de plate-forme bien garnie de canons et propre à loger un grand nombre de soldats. Trente-deux barques arrêtées à des ancrs, jointes l'une à l'autre par de fortes chaînes, et qui portaient chacune trente soldats et deux canons, remplissaient l'intervalle de mille deux cent cinquante pieds entre les estacades où il n'avait pas été possible d'enfoncer des pieux, parce que l'eau n'y avait pas moins de cinquante pieds de profondeur. Tout ce que Farnèse put rassembler de vaisseaux de guerre fut placé en avant de ce pont, sur lequel dix hommes pouvaient passer de front, et qui présentait à l'ennemi, tant sur les estacades que sur les bateaux, quatre-vingt-dix-sept pièces d'artillerie. La vue seule de cette fortification d'un genre inaccoutumé était formidable ¹.

Un moment néanmoins les habitants d'Anvers conçurent l'espérance de l'anéantir. Un très-habile ingénieur, Frédéric Giambelli de Mantoue,

¹ Le modèle de ce pont, exécuté par un ouvrier de Gand, fut envoyé à Rome, où'il fut admiré d'un nombre infini de personnes. Il servit plus tard pour bâtir la digue devant la Rochelle. (Du MAURIER, p. 181.)

se fit fort de détruire le pont de Farnèse au moyen d'une machine infernale qu'il avait inventée. Il avait pratiqué dans l'entre-pont de deux vaisseaux de quatre-vingts tonneaux deux immenses mines de poudre. Sur chacune de ces mines, qui ne contenaient pas moins de sept mille livres de poudre, il avait fait placer des blocs de pierres énormes et des meules de moulin, dont la résistance devait imprimer à l'explosion une force terrible. Les pilotes d'Anvers promettaient de conduire ces deux vaisseaux jusqu'à la distance de quatre mille pas du pont, contre lequel la marée basse achèverait de les pousser. Un réveille-matin, dont le mouvement battait un briquet, mettrait le feu à une mèche d'une longueur calculée pour durer jusqu'au moment où les vaisseaux heurteraient le pont, et ferait sauter la mine. Dans le même temps, trente-deux bateaux plats chargés d'artifices devaient être abandonnés au courant de l'eau pour occuper l'ennemi, distraire son attention des deux gros vaisseaux, et lui faire tirer son canon inutilement. L'effet d'une invention si bien combinée ne paraissait pas douteux. Les préparatifs, qui n'avaient pas pu être tenus entièrement secrets, répandaient dans le camp de Farnèse une sorte de terreur vague, et l'on y vivait dans l'attente de quelque événement fatal.

Le 4 avril au soir, le prince de Parme est averti que l'on signale sur le fleuve quelque chose d'étrange. On voyait s'avancer en masse confuse une flotte silencieuse, sinistre : des vaisseaux sans pavillon, des bateaux sans voiles et sans rames, et qui ne paraissaient gouvernés ni occupés par personne. Farnèse accourt aussitôt sur l'estacade. En un moment, tous les forts, tous les retranchements, tout le pont s'étaient couverts de monde. La flotte mystérieuse continuait d'avancer, Soudain, on voit s'élever dans la nuit, au-dessus de l'un des bateaux, une flamme très-vive ; elle brille quelque temps, puis elle s'éteint sans bruit, sans dommage pour personne, sans qu'on puisse deviner qui l'avait allumée ou éteinte. C'était l'un des bateaux de Giambelli qui avait pris feu trop tôt ; un autre, peu après, eut le même sort. L'étonnement des officiers et des soldats était extrême ; chacun se demandait avec quelle sorte d'ennemi on allait être aux prises, quelle menace renfermaient ces navires silencieux conduits par des êtres invisibles. La flotte approchait toujours ; tout d'un coup, une vaste lumière se projette sur la rive gauche du fleuve, elle est aussitôt suivie d'une détonation ; l'un des vaisseaux de Giambelli vient d'échouer ; la mine a éclaté ; plusieurs soldats du fort, un grand nombre de personnes rassemblées sur la rive sont tués. La terreur augmente ; Farnèse lui-même semble étonné. A la vue d'un gros vaisseau que la marée pousse

vers l'estacade, on le presse de quitter la place. A ce moment, un choc épouvantable ébranle les airs ; la terre tremble ; le fleuve déborde avec violence ; l'estacade a volé en éclats. Au travers d'un nuage de fumée et des horribles lueurs de l'incendie qui enveloppe tout le pont, une grêle de pierres, de poutres, de boulets, de corps humains fracassés, est lancée en tous sens à des distances incroyables : bateaux, canons, soldats, tout se heurte, tout est broyé, emporté, submergé. « On aurait dit que le ciel tombait et que les étoiles se confondaient avec les enfers ¹. »

Quand le silence renaît sur tout ce désastre, la première pensée de chacun, c'est pour Farnèse. On l'appelle, on le cherche au milieu des morts et des mourants ; on trouve le corps inanimé du marquis de Roubaix, celui de Gaspard Roblès, seigneur de Billy, qu'on avait vus peu avant l'explosion dans le voisinage du prince de Parme. Les craintes redoublent. Mais bientôt l'on apprend que Farnèse est sauvé. Sur les instances d'un de ses lieutenants, il s'était décidé à rentrer dans le fort Sainte-Marie. Jeté à terre par l'explosion, il était resté quelques minutes sans connaissance ; mais en reprenant ses sens il avait retrouvé son intrépidité, et, reparaissant aussitôt sur les débris du pont, il constatait avec sang-froid les dommages ; il exhortait les soldats consternés, les ranimait, faisait replacer l'artillerie et les sentinelles à leurs postes, pour le cas très-probable d'une attaque de la flotte hollandaise à la marée haute.

Ni cette attaque, ni aucune démonstration de ceux d'Anvers n'eut lieu. On était si mal informé à Anvers des effets de l'explosion que Giambelli, accusé d'avoir trahi, faillit être massacré par le peuple. De son côté, Justin de Nassau, dont l'escadre stationnait devant Lillo, ne comut pas avec assez d'exactitude le désastre du pont pour saisir l'occasion de l'attaquer et d'achever sa ruine. Il formait d'autres desseins. De concert avec Sainte-Aldegonde, il préparait l'attaque de la digue de Couvenstein. Abandonné par ceux d'Anvers malgré les instances de Sainte-Aldegonde, ce poste important était occupé par les troupes de Farnèse, qui y avait fait bâtir plusieurs forts. En percevant cette digue comme l'avait conseillé Tseraarts, on aurait pu intro-

¹ STRADA. On peut voir combien ce vaisseau avait frappé les imaginations dans la tragédie du *Docteur Faust*, par MARLOWE. Faust dit, en énumérant tous les prodiges qu'il accomplira avec l'aide de la magie :

« Yes, strange engines for the brunt of war,
That was the fiery keel at Antwerp bridge,
I'll make my servile spirits to invent. »

droire des vivres dans Anvers et déjouer ainsi tous les plans du prince de Parme. On résolut l'attaque pour le 26 mai. De part et d'autre il s'y fit des prodiges de bravoure. L'attaque de Hohenlohe fut si impétueuse que les troupes espagnoles ne purent empêcher ses soldats de sauter sur la digue. La mêlée dans cet espace étroit fut longue et sanglante. On s'étreignait corps à corps avec acharnement. Mondragon et Mansfeld, qui retrouvèrent en cette occasion tout le feu de la jeunesse, firent une résistance opiniâtre qui donna le temps à Farnèse d'arriver. Avec Farnèse venait la fortune. La marée en se retirant laissa à sec plusieurs vaisseaux des confédérés à qui le canon espagnol fit un mal considérable. Trois mille soldats et matelots hollandais et zéelandais furent tués. Le fantôme de Pedro de Paz, tué au siège de Dendermonde, de ce vieux chef de bandes qui avait ramené aux Pays-Bas les troupes espagnoles, fut vu dans la mêlée à la tête des siens, les animant d'un regard et d'une voix surnaturels¹. Couvenstein resta au pouvoir des Espagnols.

Une dernière tentative échouée encore acheva d'ôter tout courage aux habitants d'Anvers. Un vaisseau colossal, une espèce de citadelle flottante, que l'on construisait à grands frais depuis six mois, avec laquelle on se flattait de forcer le pont, et que l'on avait pompeusement nommée *Fin de la guerre*, se trouva, par sa pesanteur et sa dimension, impossible à manœuvrer. Le premier jour qu'on essaya de le mettre à flot, il alla échouer dans le sable auprès d'Ordam, et son équipage ayant été forcé de l'abandonner, il tomba aux mains des Espagnols qui s'en réjouirent fort et l'appelèrent *Carangiamaula*².

III

Cependant, à mesure que les espérances s'abattaient, la disette se faisait plus sentir dans Anvers. On entrevoyait déjà avec angoisse les horreurs prochaines de la famine. La populace criait et voulait qu'on capitulât. C'était depuis longtemps l'avis des plus riches entre les bourgeois et même celui de Sainte-Aldegonde. Dès le mois de novembre de l'année précédente, la construction du pont étant déjà fort avancée, Farnèse avait invité ceux d'Anvers à se soumettre au roi.

¹ STRADA, t. IV, liv. XVI.

² Croquemitaine. Ceux d'Anvers, après qu'il eut échoué, le nommèrent *Dépense perdue*. (STRADA, t. IV.)

Accusant le prince d'Orange des maux infinis de la guerre, il les assurait de la clémence de Philippe et promettait de leur accorder tout ce qui serait raisonnable. Mais ces offres avaient été repoussées. Les magistrats avaient répondu avec dignité que le prince d'Orange n'était pas l'instigateur de la guerre ; qu'il n'en fallait accuser que la tyrannie espagnole ; que tout ce qui avait été entrepris contre elle l'avait été du consentement parfait de toutes les provinces. Cette fois ce fut Sainte-Aldegonde qui rouvrit les négociations. Les conditions modérées accordées à Gand, à Bruxelles, à Malines qui venait de se rendre (19 juillet 1585), lui donnaient l'espoir d'en obtenir de meilleures encore pour Anvers. Le prince de Parme se montrait, dans les pourparlers, animé de sentiments généreux. Il entraînait dans sa politique d'être facile sur tous les points, hormis un seul sur lequel il ne voulait rien céder : le rétablissement de la religion romaine. Pour le calviniste Sainte-Aldegonde, c'eût été en d'autres temps une clause inadmissible. Mais, soit qu'il fût ébranlé par les clameurs de la multitude, soit plutôt que son âme fatiguée ne s'ouvrit plus aux inspirations de la foi ni aux conseils hardis du désespoir, il se résigna et signa, le 18 août, un an après le commencement du siège, la capitulation de cette puissante ville d'Anvers ; il rendit ce dernier boulevard de la liberté belge que le prince d'Orange avait confié à son honneur. On ne pouvait pas dire que les conditions du prince de Parme fussent rigoureuses. Il donnait l'amnistie générale et se contentait d'une rançon de 400,000 florins. La ville conservait ses libertés commerciales. La citadelle que le peuple avait démolie ne devait être reconstruite que pour un temps, Farnèse s'engageant à la faire raser le jour où la Hollande et la Zéelande rentreraient dans l'obéissance. En revanche, le prince de Parme exigeait que toutes les églises fussent rendues au culte catholique, seul autorisé désormais ; que tous les prêtres, tous les ordres religieux fussent rappelés et rétablis dans leurs anciennes possessions. Il accordait cependant aux réformés la faveur de demeurer quatre ans encore dans la ville pour mettre ordre à leurs affaires et disposer de leurs biens comme ils l'entendraient ; mais ceux-ci ne voulurent point user de cette grâce ni supporter la vue de leur vainqueur. Trois jours après la signature de la capitulation, ils assistèrent en commun à un dernier et mélancolique service ; et quand Farnèse entra triomphant dans Anvers (30 août 1585), toute la population protestante, parmi laquelle on comptait les citoyens les plus honorables, les marchands les plus riches, les artisans les plus industrieux de la ville, s'en était éloignée pour toujours. Ils passaient en Angleterre et en Hollande, où ils por-

taient avec eux des éléments de prospérité dont les Pays-Bas catholiques ne tardèrent pas à sentir vivement la perte¹.

En apprenant la reddition d'Anvers, le roi d'Espagne se livra aux transports d'une joie immodérée. Ce froid et taciturne Philippe, à qui les victoires de Saint-Quentin et de Lépante n'avaient pas arraché un signe de satisfaction, parut hors de lui. La nouvelle lui avait été apportée pendant son sommeil. Aussitôt Philippe, sautant à bas de son lit, courut, sans songer même à prendre un vêtement, jusqu'aux appartements de sa fille, l'infante Isabelle-Eugénie, et, frappant à la porte à coups redoublés, il s'écriait comme en délire : « Anvers est à nous, Anvers est à nous ! »

La récompense de Farnèse ne tarda pas. Le comte de Mansfeld avait reçu à l'avance pour lui les insignes de l'ordre de la Toison-d'Or ; il n'attendit pas qu'on fût entré dans Anvers pour les lui remettre. La cérémonie de la réception s'accomplit avec une solennité qu'elle tirait de la grandeur même du lieu où elle était célébrée, car ce fut précisément sur ce pont mémorable qui valait à Farnèse la possession d'Anvers, les faveurs de son roi et les applaudissements de toute la chrétienté. Immédiatement après la cérémonie, un banquet fut dressé sur une table qui occupait toute la longueur du pont. Farnèse, comblé d'honneurs, y fut servi par le comte d'Egmont et par le duc d'Arschoot : c'était jouir, sous sa forme la plus sensible, de l'abaissement des Pays-Bas, qu'il faisait rentrer dans la servitude. La prise d'Anvers, l'une des premières villes wallones révoltées contre Philippe et la dernière qui fût restée fidèle à l'Union, était en effet un événement décisif. S'il n'eut pas, quant à l'Union elle-même, les suites qu'en attendait Farnèse, il eut ce résultat immense qu'il ramena la Belgique tout entière à l'orthodoxie romaine. Les jésuites, que Farnèse tenait en grande estime², et qu'il rétablit partout dans leurs biens, dans leurs églises et dans leurs collèges, accomplirent cette œuvre à la fois religieuse et politique. Habiles à combiner les intérêts de la papauté avec les coutumes, les privilèges et les intérêts locaux ; à intéresser la jeunesse par un enseignement brillant, par une morale flexible et tout individuelle ; tout-puissants sur les classes populaires auxquelles

¹ Le plus grand nombre de ces protestants alla s'établir à Amsterdam, déjà très-florissante, et qui devint, par l'extinction du commerce d'Anvers, la première ville marchande des Pays-Bas.

² Le prince de Parme avait obtenu de Philippe II qu'on donnât aux troupes de terre et de mer des aumôniers jésuites ; il disait que c'étaient les seuls auxquels on pût se fier entièrement, les autres prêtres n'étant que trop souvent infectés d'hérésie.

ils donnaient l'instruction gratuite, ils firent en très-peu de temps, d'un pays déjà plus qu'à moitié conquis à la Réforme, le pays le plus catholique du monde.

Autant la joie de la prise d'Anvers parut immodérée dans les rangs des Espagnols, autant l'irritation fut excessive dans les Provinces-Unies. Les accusations réciproques, les récriminations de toute espèce se firent entendre. Les États de Hollande, qui avaient promis, si la ville tenait trois mois encore, de mettre en campagne une armée de dix-neuf mille hommes pour la secourir, accablaient ceux d'Anvers de reproches. Anvers, à son tour, accusait tout haut Amsterdam, sa rivale, d'avoir favorisé les lenteurs de Trèslong et d'avoir vendu des matériaux de siège au prince de Parme. On ne voulait pas croire que les habitants eussent été véritablement réduits à la famine, parce que les magistrats, pour ne pas décourager le peuple, avaient maintenu le blé au taux ordinaire. Mais le plus fort de la colère publique vint tomber sur Sainte-Aldegonde, qui le premier avait ouvert les négociations et qui avait eu le tort de stipuler pour lui-même des conditions plus favorables que celles qu'il obtenait pour ses coreligionnaires¹. Lorsqu'il demanda aux États l'autorisation de se rendre en Zélande où il avait des biens, il lui fut défendu de paraître dans aucun lieu des Provinces-Unies, et comme il s'y rendit malgré cette défense on le fit garder à vue dans sa propre maison et on lui interdit de communiquer avec qui que ce fût, même par lettres. Cette rigueur, qui nous paraît outrée envers un homme qui avait rendu de si grands services à la République et qui ne pouvait être soupçonné que de faiblesse, n'était alors qu'une mesure de prudence bien motivée ; les pratiques du prince de Parme étaient actives aux Pays-Bas ; il savait employer à ses fins l'admiration qu'il inspirait à Sainte-Aldegonde. L'ami du prince d'Orange venait de publier un livre où il célébrait le génie, la clémence, la bonne foi de Farnèse ; dans ce même livre il professait la maxime : qu'il n'était pas permis à des sujets chrétiens de prendre les armes contre leur prince, et il conseillait à la Hollande et à la Zélande, où il avait encore par sa grande doctrine beaucoup d'autorité sur les consciences, de se soumettre au roi d'Espagne, « si l'on pouvait obtenir quelque liberté de religion². » Celui qu'on appelait naguère le questeur des gueux (*questor ærarius gheusorum*), lui qui

¹ Sainte-Aldegonde avait obtenu de Farnèse la faculté de garder ses biens à perpétuité sur le territoire d'Anvers, tandis que les autres réformés étaient obligés de disposer des leurs dans l'espace de quatre années.

² SIRADA, t. I, p. 291.

reprochait à Guillaume ses ajournements et qui railait sa lenteur, il préconisait aujourd'hui les avantages de la paix, il reconnaissait les droits de Philippe.

IV

Quelques mois après la reddition d'Anvers, le comte de Leicester abordait en Zélande (19 décembre 1585). A peine rendu à La Haye, il reçut de l'assemblée des États-Généraux le stadhouderat général, les fonctions de capitaine et d'amiral-général des Provinces, avec des pouvoirs supérieurs à ceux qu'il tenait de la commission royale. Déjà Leicester, tout enivré de ce pouvoir suprême, montrait par ses discours qu'il en abuserait. Il rejetait dédaigneusement les instructions qu'on lui présentait selon l'ancien usage ; il exigeait des États, qui avaient la faiblesse de plier devant ces prétentions insupportables, qu'on lui laissât la faculté d'adjoindre au conseil d'État, entre les deux gentilshommes anglais qui, en vertu du traité, y avaient droit de vote, un membre à son choix pour chacune des provinces de l'Union ; il poussait l'insolence jusqu'à prétendre que les votes de la majorité ne l'engageraient point et qu'il en agirait après qu'on les lui aurait soumis ainsi que bon lui semblerait, lorsqu'il apprit, à son vif déplaisir, que les États de Hollande et de Zélande, moins complaisants que les États-Généraux, se mettaient en garde contre ses usurpations et que Maurice de Nassau était investi par eux du titre de stadhouder. Barneveld avait décidé cet acte de politique nationale. Pendant le temps de sa mission en Angleterre, son esprit pénétrant avait jugé le caractère de Leicester et deviné les desseins d'Élisabeth. Avertis par lui, les États de Hollande s'étaient hâtés de donner à Maurice, avec le titre de stadhouder, de capitaine et d'amiral de la Hollande, les pouvoirs qu'avait possédés son père et une autorité capable de tenir en respect la souveraineté de l'Anglais. Le 14 octobre 1585, Maurice avait prêté serment entre leurs mains. Il était le premier stadhouder qui tint uniquement d'eux ses pouvoirs. Par la nomination de Maurice, les États de Hollande exerçaient le premier acte officiel de leur souveraineté républicaine. Cependant, afin de ne donner à Leicester aucun prétexte de se plaindre, Maurice consentit, ainsi que les stadhouders de Frise et d'Utrecht, à recevoir de lui ses provisions et ils lui rendirent les honneurs dus au stadhouderat général.

Mais on s'aperçut bientôt que toute modération et toute prudence deviendraient inutiles avec un homme aussi peu capable de réflexion que Leicester. Sa présence dans les Provinces-Unies, loin de donner au gouvernement l'unité et de maintenir l'accord dans l'État, ne fit qu'accroître les divisions, brouiller et gâter toutes choses. Jaloux à l'excès de Maurice, Leicester qui affectait un grand zèle contre les catholiques, avait été accueilli avec une extrême faveur par le parti des théologiens intolérants, naguère si hostiles au prince d'Orange. Ceux-ci persuadaient aux multitudes que le nouveau gouverneur était envoyé par la Providence pour faire ce que Guillaume, trop mol et trop tiède, n'avait pas fait ; qu'il allait redresser tous les abus, mettre fin à la domination des magistrats qui n'écoutaient pas les avis des ministres de Dieu et qui retenaient pour eux seuls les bienfaits d'une révolution faite par le peuple. Bien que Leicester ne fût pas un grand politique, il comprit qu'il pouvait se servir de ces fanatiques contre le parti des États, du prince Maurice et de Barneveld, unis alors dans la commune pensée de refréner ses ambitions. Il entretint les espérances des ministres par son assiduité aux prêches et sa fréquente participation à la cène, leur fit espérer les dépouilles du clergé catholique ; il leur permit de s'assembler à La Haye (20 juin 1586) en synode national, sans l'autorisation des États ; de dresser un plan de gouvernement ecclésiastique, qui ne laissait presque aucun droit aux magistrats dans l'élection des ministres ; de poursuivre de leurs vexations non-seulement les catholiques, mais les luthériens ; d'écarter enfin, ce qui était pour eux l'objet principal, de la communion évangélique tous ceux qui refuseraient de souscrire à leur profession de foi. Il travailla de la sorte à fortifier ce parti calviniste populaire, dont les provinces orientales, Utrecht en particulier, où Leicester établit sa résidence, devinrent bientôt un foyer actif. Ainsi appuyé, Leicester ne garda plus de mesure. Sans plus se soucier ni du conseil d'État, ni des droits et privilèges du pays, il rendit des ordonnances arbitraires, pernicieuses au commerce et à l'industrie ; donna les charges, les emplois et même le commandement des troupes nationales à des Anglais ; il altéra les monnaies, mania à sa guise les deniers publics à l'aide d'une chambre particulière des finances, dont il fit trésorier un certain Ringault, sa créature. Aux représentations des États et du Conseil, il répondait par des insolences nouvelles ; il affectait de ne tenir nul compte « de ce tas de négociants obscurs, tout couverts de la poussière des boutiques ; » il nommait à la charge de premier bourgmestre d'Utrecht un Flamand, Gérard Prouning, homme débauché, capable de tous les méfaits ; il faisait chasser

par ses soldats ; quatre-vingts des principaux citoyens de la ville d'Utrecht, sans en donner d'autres motifs si ce n'est qu'ils étaient dangereux. Les chaires évangéliques approuvaient ces violences.

Pendant ce temps, les troupes de Leicester n'éprouvaient que des échecs. A la tête de nouveaux renforts arrivés d'Espagne, le prince de Parme poussait ses conquêtes. Maître de l'Escaut par la prise d'Anvers, il lui restait à s'emparer du cours de la Meuse et du Rhin ; dans ce dessein, il assiégeait et prenait Graves (7 juin 1586) ; peu de jours après, Vanloo, Battembourg et Megem avaient le même sort. Se portant ensuite sur les domaines de l'archevêque de Cologne, Ernest de Bavière, attaqué par les troupes des États, Farnèse prenait d'assaut la ville de Nuis (7 juin 1586), fameuse dès le temps de la guerre de Civilis contre les Romains et réputée invincible depuis sa résistance à Charles le Téméraire. Quelques succès insignifiants de Leicester, entré lui-même en campagne dans le mois d'août, ne réparaient point ces pertes considérables. Il reprenait, à la vérité, Doesburg et forçait les Espagnols à lever le siège de Reinsberg, mais Zutphen et Hulst lui résistaient, et, revenu à La Haye, où les remontrances des États de Hollande, qui demandaient qu'on fit le procès à Ringault et qu'on remit le stadhouderat d'Utrecht au prince Maurice lui causèrent beaucoup d'ennuis, il annonça tout d'un coup son départ pour l'Angleterre, où l'appelait l'ouverture du Parlement qui allait juger la reine d'Écosse, exprimant le désir que Maurice de Nassau l'accompagnât dans son voyage. Cette proposition déplut fort aux États. Barneveld, qui venait d'être nommé Avocat de Hollande, les exhortait à se tenir en garde ; il insinuait que l'on réservait peut-être en Angleterre au prince Maurice le sort que subissait son frère en Espagne ; il représentait tout ce qu'il y avait à craindre des garnisons anglaises et surtout des Irlandais catholiques, à qui Leicester avait donné la garde des places principales ¹. En conséquence, les États passèrent une résolution pour déclarer qu'en des circonstances aussi graves le prince Maurice ne pouvait s'éloigner des Pays-Bas. Dans une assemblée extraordinaire, tenue à La Haye le 6 février 1587, ils le nommèrent gouverneur général en l'absence de Leicester.

Les plaintes, les accusations réciproques de Leicester et des États, fatiguaient les oreilles de la reine d'Angleterre. En proie depuis quel-
que temps aux graves soucis que lui causait l'affaire de Marie Stuart,

¹ L'apparition de ces Irlandais demi-nus, armés d'arcs et de flèches, montés sur des échasses, qui parlaient une langue que personne n'entendait et mangeaient de la chair crue, paraît avoir fait une impression très-vive sur les peuples policés des Pays-Bas. (V. LECLERC, t. I^{er}, p. 129.)

alarmée des préparatifs de Philippe II, songeant peut-être déjà à la nécessité de lui sacrifier quelque jour les confédérés pour obtenir la paix, elle s'irritait de ce surcroît d'embarras qui lui venait des Provinces-Unies. Une première fois, à l'arrivée de Leicester en Zélande, quand les États-Généraux lui avaient décoré une souveraineté absolue, elle en avait témoigné un vif mécontentement et s'était plainte, pensant qu'on cherchait ainsi à l'engager plus avant que sa volonté dans les affaires des États, qu'on donnât à son vessel un pouvoir qu'elle n'avait pas cru devoir prendre pour elle-même. Aujourd'hui, elle écoutait avec une impatience hautaine les députés des États, venus vers elle pour se plaindre des actes inconstitutionnels de Leicester, et pour lui offrir de nouveau une souveraineté qu'elle se sentait moins que jamais en mesure d'accepter. Elle les taxait d'ingratitude et leur disait en termes amers : « Que l'on auroit beau parcourir le globe tout entier, jamais on ne trouverait de peuples si bizarres, si difficiles à traiter et d'États si mal avisés que ceux des Pays-Bas. » Cependant, comme dans son propre conseil le grand trésorier Burleigh parlait très-haut contre Leicester, elle n'osa pas le soutenir complètement et elle envoya aux Pays-Bas un homme de grande maturité, sir Thomas Sackwill, pour examiner les griefs réciproques. Pendant ces pourparlers, les événements ne montraient que trop combien les défiances des États étaient fondées. La ville de Gueldre, capitale de la province de ce nom, était vendue aux Espagnols pour 36,000 livres (4 juin 1587) par le commandant de la garnison anglaise ; le fort de Wouwe, près de Berg-op-Zoom, un autre fort situé vis-à-vis de Zutphen, et la ville de Deventer leur étaient livrés par les commandants papistes, Stanley et Yorck, que Leicester y avait mis contre l'avis des États. A Utrecht, Prouming, outré d'avoir été exclu de l'assemblée des États-Généraux, le sénat composé de partisans aveugles de Leicester, et le stadhouder Nieuwenaar, jaloux du prince Maurice, formaient une ligue qui ne tendait à rien moins qu'à briser l'Union par la constitution d'une assemblée séparée des États d'Utrecht, de Gueldre et d'Over-Yssel. Dans la Frise et dans la province d'Utrecht, les prédicants ne cessaient d'exciter le peuple à la désobéissance aux États ; ils tenaient des synodes, des assemblées politiques dans lesquelles ils accusaient l'indifférence du gouvernement pour la réformation, et envoyaient de leur propre chef une requête à Élisabeth pour la supplier d'avoir compassion de l'Église affligée¹. On saisissait enfin des

¹ La requête des ministres, signée le 22 avril 1587, se terminait ainsi : « Venez au secours de Jésus-Christ, qui, comme un réfugié, se jette avec ses enfants entre vos bras, implorant votre protection. » (BRANDT, liv. XIV, p. 314.)

lettres de Leicester à son secrétaire Junius, qui révélaient aux États le secret de toutes ses perfidies.

La prise du fort de l'Écluse (14 juillet 1587) et la prise de la ville de Gueldre livrée par un Écossais exaspérèrent les esprits. Le favori d'Élisabeth, revenu d'Angleterre à la tête de sept mille hommes d'infanterie et de cinq cents cavaliers, n'avait cependant pas osé, pour défendre l'Écluse, affronter les troupes de Farnèse. La découverte d'une grande conspiration qu'il tramait pour se saisir de la personne du prince Maurice, de Barneveld et du comte de Hohenlohe, plusieurs entreprises sur la liberté des villes de Leyde, d'Enkhuysen, d'Amsterdam, également révélées aux États avant l'exécution, achevèrent de le perdre dans l'opinion. Le peuple, qui avait accueilli sa venue comme il avait fait naguère celle du duc d'Anjou, commençait à murmurer qu'elle aurait une fin pareille; le comte de Hohenlohe, lieutenant de Maurice, dénonçait tout haut les usurpations de Leicester et refusait de lui obéir. Bientôt son séjour aux Pays-Bas lui devint aussi désagréable qu'il était odieux aux États. Il sentait le pouvoir échapper de ses mains, sa popularité s'évanouir; sa vie même ne lui paraissait plus en sûreté; il lui tardait d'ailleurs de raffermir par sa présence son crédit ébranlé dans l'esprit d'Élisabeth. Il prit donc congé des États, et, comme le rapport de Sackwill lui était de tout point défavorable, Élisabeth, qui s'apercevait enfin que Leicester n'était pas l'homme qu'il fallait pour conduire sagement et mener à bien ses projets sur les Provinces-Unies, lui commanda de donner sa démission (17 décembre 1587). C'est ainsi que la république, après tant de princes désirés, appelés, éprouvés et rejetés, « lassée de chercher un maître et de n'en trouver point ¹, » recouvra enfin, pour ne la plus perdre, la libre possession d'elle-même.

V

La conduite des États, de Barneveld et de Maurice de Nassau avait été à la fois si ferme et si prudente, ils avaient agi avec tant de mesure, ils avaient su mettre avec tant d'évidence de leur côté le bon droit, qu'ils étaient parvenus à détourner de la république les dangers dont la menaçaient les cabales du favori d'Élisabeth, sans offenser cette reine et sans qu'elle pût s'en prendre à eux de la confusion dont

¹ CHAMIER, t. V, p. 2.

s'était couvert le représentant qu'elle s'était choisi. Aussi avait-on été très-surpris et très-indigné aux Pays-Bas en apprenant que la reine d'Angleterre négociait avec Philippe II, et en voyant le roi de Danemark, d'accord avec Élisabeth, venir s'offrir sans y être convié comme médiateur entre les Provinces-Unies, l'Angleterre et l'Espagne. Une paix séparée de la reine d'Angleterre avec Philippe aurait été pour la république la certitude de sa ruine ; car cette paix funeste ne pouvait manquer d'avoir pour condition première, ou bien la cessation de tout secours qui livrait les Provinces-Unies, dans un moment où la France était hors d'état de les assister, au ressentiment d'un maître plus puissant et plus courroucé que jamais, ou bien le partage des provinces entre Philippe et la reine. Cependant les États ne s'abandonnaient pas un instant au sentiment de ce danger et de leur faiblesse. Ils ne cédèrent ni aux sollicitations du roi de Danemark, ni aux promesses, ni aux menaces d'Élisabeth qui usait de tous les moyens pour les attirer dans les négociations, ni aux représentations de celles des provinces qui croyaient pouvoir, sous les auspices de l'Angleterre, entendre à un arrangement où le maintien de la religion évangélique et des privilèges serait garanti, et ils refusèrent d'envoyer des plénipotentiaires à la conférence de Bourbourg (mai 1587), qui s'ouvrait entre les envoyés du duc de Parme et ceux d'Élisabeth. Cette fermeté inébranlable dans l'attitude de la république vis-à-vis de ses ennemis et de ses alliés a d'autant plus droit à l'admiration qu'en ce moment-là même les Provinces-Unies, travaillées à l'intérieur par les factions, étaient troublées sur tous les points par les séditions des troupes anglaises. L'acte de renonciation du comte de Leicester, signé le 6 décembre 1587, n'avait été apporté aux Pays-Bas que le 1^{er} avril 1588. Durant tout cet intervalle, les troupes anglaises refusèrent d'obéir aux ordres du conseil d'État et du prince Maurice, disant ne connaître d'autre serment que celui qu'elles avaient prêté à leur capitaine-général. Les garnisons de presque toutes les places fortes de la Hollande et du Brabant se mirent en révolte ouverte ; celle de Gertruydenberg entra en pourparlers avec les Espagnols. Maurice fut contraint de mettre le siège devant Medemblik, l'une des principales villes de la Nord-Hollande, où Théodore Sonnoy, l'un des plus anciens insurgents au temps du prince d'Orange, mais qui s'était laissé séduire par Leicester, se tenait enfermé. Enfin, la Zélande tout entière, à l'exception de Middelbourg soutenue par le gouverneur de Flessingue, proclamait ouvertement la rébellion. L'approche de plusieurs bâtiments de guerre anglais, dont les inten-

tions furent très-suspectées, fit craindre qu'Élisabeth ne fomentât toutes ces séditions pour se rendre frauduleusement maîtresse des Provinces dont elle n'avait pas voulu accepter la souveraineté. On alla jusqu'à dire que l'amiral anglais n'était venu ainsi à l'improviste que pour enlever Maurice, et celui-ci jugea prudent de se retirer à bord des vaisseaux de l'État qui mouillaient dans l'Escaut.

Les plaintes du prince Maurice à la reine Élisabeth, le désaveu que fit cette reine de la sédition des troupes anglaises, qui cependant ne s'était pas faite sans qu'elle en eût connaissance et sans qu'elle eût songé à en profiter, mais surtout la publication de l'acte de renoncement de Leicester et la défense d'Élisabeth à ses troupes de rien faire sans le commandement des États, mirent heureusement fin à ces troubles avant que l'ennemi en pût tirer avantage. Sur ces entrefaites, les conférences de Bourbourg, plusieurs fois quittées et reprises, conduites avec la plus profonde dissimulation par Élisabeth, trainées en longueur par le prince de Parme dans l'unique dessein d'amuser la reine et de donner au roi Philippe le temps d'achever ses préparatifs de guerre, étaient rompues avec éclat. L'*invincible armada* prenait la mer (juillet 1588). On n'essayait plus de faire croire que cette immense escadre n'avait d'autre destination que de protéger le commerce des Indes. La bulle de Sixte-Quint, qui publiait une croisade contre l'hérétique Élisabeth et conférait à Philippe II la souveraineté de l'Angleterre, avait paru. Ce prince ne cachait plus le dessein de remettre sous sa loi ce royaume usurpé par la fille d'Anne de Boleyn.

Le génie de Sixte-Quint avait ravivé dans l'âme du monarque espagnol toute l'intrépidité des espérances premières. Il y suscitait de nouveau le zèle divin ; il y attisait le feu des convoitises sacrées. Intimement unis par un pacte qui liait en eux la double vie spirituelle et temporelle du genre humain, armés de toutes les forces visibles et invisibles devant lesquelles tremblent les hommes, Sixte-Quint et Philippe II marchaient ensemble à une entreprise gigantesque, et telle qu'Alexandre ni César n'en avaient jamais pu rêver de semblable. Ils allaient tenter d'imposer aux nations un même joug, à la fois divin et humain ; ils aspiraient à voir tous les peuples courbés sous un même sceptre, prosternés aux pieds d'une même idole ; ils espéraient former un double mais unique frein pour la chair et l'esprit ; ils voulaient que dans l'immense univers, dans cet univers agrandi chaque jour par l'inquiétude des désirs humains, le silence se fit afin qu'on n'y entendit plus retentir que deux échos, l'Escurial et le Vatican se renvoyant perpétuellement l'un à l'autre le glas funèbre des libertés mortes. Et tout semblait

conspirer à l'accomplissement de ce vaste dessein¹. L'orthodoxie latine et la royauté castillane qui s'en était faite le champion, après avoir ployé, reculé devant les agressions de l'esprit protestant, reprenaient partout l'avantage. L'Espagne, un moment entamée, avait rétabli dans son sein l'intégrité de la foi; l'hérésie avait disparu; depuis dix-huit années déjà l'Inquisition n'en découvrait plus trace. Maîtresse du Portugal dont elle supplantait la fortune maritime, elle s'avancait, le crucifix à la proue de ses navires, vers des contrées merveilleuses, vers des îles embaumées, toutes ruisselantes d'or et de pierreries, qui s'ouvraient comme par enchantement à la voix de ses saints. Avec les richesses de ces mondes nouveaux où le doigt de Dieu lui traçait de nouveaux empires, elle entretenait, elle renouvelait incessamment les armées et les flottes qui ramenaient à son obéissance les sujets révoltés de son antique domination. Les rois convertis du Japon, que la foi transportait à travers les mers dans la capitale du monde romain pour recevoir du saint Pontife les insignes de la chevalerie chrétienne, admiraient en passant, dans les ports du roi catholique, les voiles déployées de l'escadre invincible. L'Angleterre tremblait. La royauté française était aux abois. Menacée dans son existence par les ambitions factieuses des grands, elle se voyait attaquée jusque dans son principe par les docteurs d'un droit nouveau qui la subordonnaient, les uns au sacerdoce, les autres au peuple assemblé²; et déjà le roi Philippe, laissant impunément souffler dans ses États ce vent de doctrine qui n'effleurait pas même son trône abrité par l'Église, s'appropriait à ramasser le sceptre des Valois abattus. Déjà la ténacité de son esprit recréait l'unité de la Foi et de l'Empire; déjà il gouvernait en pensée l'Italie, la France, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et les Indes sans limites, comme de vastes provinces de la monarchie universelle. Mais telles n'étaient pas les vues de Dieu. Par une de ces rencontres très-rares, par un de ces concours heureux des accidents du sort et des conseils de la prudence humaine, qui sont la joie de l'historien et le triomphe du philosophe, la redoutable conspiration de Sixte-Quint et de Philippe II fut déjouée. L'ouragan qui dispersa l'armada, l'hydropisie qui tua Farnèse, plus que tout le *saut périlleux* qui fit du roi protestant de Navarre le roi catholique de Paris, et cette

¹ « Ce fut lors, dit d'Aubigné, que commença parmi la société le vocable nouveau du *grand dessein*, que l'Église catholique ne doit avoir qu'un pasteur et un roi, à quoi le titre de *roi catholique* conviait tous les chrétiens. »

² Voir les ouvrages du cardinal Bellarmin, ceux de Hotmann, les décrets de la Sorbonne, les délibérations des États de Blois, les sermons de Jean Boucher, etc.

inspiration du péril commun qui serra l'un contre l'autre les trois peuples menacés de l'Angleterre, de la France et de la Hollande, sauvèrent la liberté. Le protestantisme resta debout pour contenir les ambitions de Rome ; les nationalités furent maintenues par le patriotisme hollandais ; et dans leur sein se prépara, s'élabora peu à peu cette admirable diversité d'éléments religieux, civils et politiques, cette variété heureuse de culture, d'où se dégage aujourd'hui sous nos yeux l'unité supérieure de la société européenne.

DANIEL STERN.

(La suite à un prochain numéro.)

FRANÇOIS D'ASSISE¹

Franz von Assisi, ein heiligenbild von D^r KARL HASE. Leipzig.

I

Entre Pérouse et Foligno, le voyageur aperçoit une vieille cité qui semble suspendue aux flancs des Apennins : c'est Assise, la ville sainte des franciscains. Goethe raconte, dans ses mémoires, qu'il y monta pour visiter un temple antique, consacré aujourd'hui à la Madone, autrefois à Minerve, *Maria della Minerva*. Ces associations éclectiques sont fréquentes en Italie. En entrant dans le dôme de Sienne, les premières figures que l'on découvre sont celles d'Hermès Trismégiste et des Sibylles qui vous conduisent peu à peu aux figures de l'Ancien Testament ; arrivé dans le chœur, on trouve la figure centrale de l'histoire, Jésus-Christ. — Goethe, enchanté de sa visite au temple de Minerve, se garda bien d'aller à l'autre extrémité de la ville d'Assise, visiter le sanctuaire de saint François : le tombeau du franciscain lui aurait gâté son temple païen.

¹ M. Ch. Hase (auteur d'une *Histoire ecclésiastique* renommée en Allemagne, traduite en français par M. Flobert) a publié, il y a peu d'années, une *Étude sur François d'Assise*, étude critique telle qu'on peut l'écrire aujourd'hui, en Allemagne, sans haine et sans faiblesse, avec un vif sentiment de la grandeur morale du saint, mais sans phraséologie pieuse, avec une intelligence très-nette de la valeur sociale du mouvement franciscain, mais sans rien de déclamatoire. Nous avons encore abrégé un peu, et par-ci par-là mêlé de quelques éléments étrangers le récit simple et rapide de l'auteur.

(Note de la rédaction.)

L'église de Saint-François, d'un grand style gothique (faute d'un autre, il faut bien employer le mot *gothique*, malgré les très-justes réclamations de M. Renan), modifié à peine par les influences méridionales, est composée de trois sanctuaires superposés. L'église supérieure abrite, sous des voûtes élancées, des peintures murales, presque détruites, qui représentent la vie de Jésus, et celle de son imitateur, saint François : c'est de ces peintures ombriennes que devait sortir le grand art italien. Dans la seconde église, aux arceaux surbaissés, Giotto a peint, sur la voûte du maître-autel, les figures allégoriques de la Pauvreté, de la Chasteté et de l'Obéissance, symbolisant ainsi les trois vœux monastiques, et traduisant aux yeux quelque chose de ce beau passage du Dante :

Che per tal donna giovinetto in guerra
 Del padre corse, a cui, com' alla morte,
 La porta del piacer nessun disserra.
 E dinanzi alla sua spirital corte,
Et coram patre le si fece unito,
 Poscia di di l'amò più forte.
 Questa, privata del primo marito,
 Mille e cent' anni e più dispetta e scura
 Fino a costui si stette senza invito...
 Ma perch' io non proceda troppo chiuso,
 Francesco e Povertà per questi amanti
 Prendi oramai nel mio parlar diffuso.
 La lor concordia e i lor lieti sembianti,
 Amore e meraviglia e dolce sguardo
 Faceano esser cagion de' pensier santi ¹.

La légende affirme que le poète est revenu de l'autre monde pour inspirer au peintre, dans un songe, les pensées de ses figures allégoriques : que ce soit en songe ou autrement, c'est bien à Dante qu'il les doit.

¹ Pour cette dame à qui, comme à la mort, personne n'entr'ouvre volontairement sa maison joyeuse, il se mit en guerre avec son père selon la chair.

Et devant son Père éternel, et devant la cour céleste, il la prit pour épouse, et, de jour en jour, il l'aima davantage.

Veuve de son premier époux, méprisée et oubliée, pendant plus de onze cents années, jusqu'à ce que celui-ci vint, pas un ne daigna demander sa main.

Mais pour ne plus parler à mots couverts, dans ces amants que je désigne en un discours trop prolongé, reconnais François et la Pauvreté.

Leur concorde et leur air joyeux, leur amour, leurs œuvres merveilleuses, et leurs doux regards, partout où ils paraissaient, réveillaient de saintes pensées.

(*Paradiso*, xi, 58 seq.)

Au-dessous de la seconde église se trouve l'église inférieure, creusée dans le roc et continuellement éclairée : c'est le tombeau du saint. Chose étrange ! c'est son premier successeur dans le gouvernement de l'ordre qui a fait construire cette magnifique église, précisément pour abriter les restes de François d'Assise ; et, à peine venaient-ils d'y être déposés avec solennité, que la place où ils reposent devient un mystère, et, pendant des siècles, l'objet des controverses les plus violentes, parmi les Franciscains comme en dehors de leur ordre, si bien que le pape finit par défendre, sous peine de l'excommunication, toute recherche relative au tombeau de saint François. Ce n'est qu'après plus de cinq siècles, en 1818, que les recherches secrètes du général des Franciscains, autorisées par Pie VII, firent découvrir le squelette de François, dans un cercueil de pierre, sous le maître-autel. Une congrégation de cardinaux confirma l'authenticité de cette découverte que Pie VII annonça à l'Eglise, en menaçant les sceptiques de l'excommunication. La nécessité d'appuyer ainsi d'une sanction infaillible la découverte faite, a peut-être réveillé le doute dans plus d'une âme ; mais le dernier biographe de François d'Assise observe avec raison que ce doute ne nuit en rien à sa mémoire. « Assise tout entière, qui se nomme, d'après le saint, la ville séraphique, est devenue son tombeau, » dit-il. Et sans la découverte de ses restes, on aurait pu dire qu'il y avait entre lui et son adorable modèle, une conformité de plus, et qu'on cherchait en vain sur la terre le tombeau de l'un et de l'autre.

A un mille de distance de l'église de Saint-François, on rencontre, sur la pente de la montagne, la petite église de la Porziuncula ; ainsi nommée à cause de son extrême petitesse : c'est ici le berceau de l'ordre, et le vrai sanctuaire de François d'Assise. Cette chapelle est enfermée tout entière sous la coupole d'une autre église bâtie au xvi^e siècle, à demi détruite par le tremblement de terre de 1832, et trop somptueusement reconstruite par Grégoire XVI. La Porziuncula elle-même a été épargnée par cette secousse ; elle fut bâtie, s'il en faut croire une antique tradition, par des ermites venus de Terre-Sainte, au vi^e siècle.

Cette petite église fut de bonne heure le centre d'un pieux concours de fidèles qui s'y réunissaient, selon l'usage italien, le jour anniversaire de sa dédicace. Mais au xiv^e siècle, la Porziuncula devient le lieu de pèlerinage par excellence de toute l'Italie ; on y accourt même d'au delà des Alpes, car les âmes angoissées peuvent ici trouver la paix ; une indulgence spéciale est attachée à cette église ; saint François est

si près du Christ, que son intercession est capable d'effacer les péchés, de supprimer les peines infligées par l'Église, et de sauver les âmes du purgatoire. Favorisé de toutes manières par l'ordre des Franciscains, dont la Porziuncula resta le sanctuaire, ce pèlerinage devait avoir sa raison d'être; il pouvait arriver qu'on se demandât dans quelque ordre rival, ou parmi les Franciscains eux-mêmes les plus instruits, sur quelle base reposait l'indulgence qu'on venait y chercher. Aucun bref du pape ne l'autorisait; bien plus, dans les nombreuses vies de saint François, d'ailleurs si riches en miracles, il n'était pas question de l'Indulgence de la Porziuncula, à moins qu'on ne voulût envisager comme une base historique cette parole de saint François qui, dans son affection pour la Porziuncula, avait dit un jour : « Celui qui prie ici avec un cœur humble obtiendra ce qu'il demandera. » Il fallait quelque chose de plus pour justifier l'indulgence : on eut recours à des légendes qui existaient peut-être déjà dans les traditions populaires, mais qui, au ^{xiv}^e siècle, furent solennellement promulguées par les évêques d'Assise, dans la forme suivante :

Saint François, dans une nuit de janvier, était seul en prière. Le diable lui apparut : « Tu es jeune, tu as le temps de te repentir ; pourquoi te tuer dès maintenant de veilles et de prières ? » Pour toute réponse, le saint se dépouille de ses vêtements, et, pour connaître quelque chose des souffrances de son maître, il se jette au plus épais d'un buisson d'épines. Les épines, arrosées de sang, fleurissent et se transforment en touffes de roses blanches et rouges. Alors François entend la voix des Anges qui lui ordonnent de se rendre dans la Porziuncula, auprès du Christ et de sa mère. Il dépose sur l'autel les fleurs merveilleuses qu'il reçoit de la main des anges, et, prosterné, il entend le Sauveur lui dire : « François, demande ce que tu voudras pour le salut du monde, car tu as été donné pour être la lumière des peuples, et le restaurateur de l'Église. — Mon père, répond François, je te demande, moi qui suis un pauvre pécheur, cette grâce pour l'humanité, c'est que tous ceux qui entreront ici obtiennent un plein pardon de tous les péchés qu'ils auront pleurés et confessés. » Le Christ hésitait, mais la reine du ciel intercède. Alors, le Seigneur : « Tu demandes beaucoup, François; cependant tu es digne de plus encore, et ta prière est exaucée. »

La légende ne s'arrête pas là : le saint demande comment la grâce qu'il vient d'obtenir sera promulguée parmi les hommes. Jésus l'envoie à Rome, auprès de son vicaire, portant avec lui, comme un témoignage, et en l'honneur de la Trinité, trois des miraculeuses roses d'hiver qui

venaient de fleurir. Le pape hésite, mais pour d'autres raisons que le Seigneur. On n'avait pas coutume, à Rome, d'accorder une indulgence à ceux qui arrivaient les mains vides, comme le pauvre François : *Qui petit indulgentiam, oportet quod ipsam mereatur, manum apponendo adjutricem*. « Et pour combien d'années cette indulgence ? » demande le pape ; et il offre trois, six, enfin sept ans. « Je ne veux pas des années, mais des âmes, répond François ; je veux que tous ceux qui viendront à cette église soient affranchis de leurs péchés, et de la peine de leurs péchés, au ciel et sur la terre, pourvu qu'ils les aient pleurés et confessés. »

Les cardinaux craignent que l'indulgence sollicitée ne nuise à celle que l'on venait de promettre pour les croisades, ne nuise même à l'indulgence des saints Pierre et Paul. Le pape cependant finit par l'accorder aux prières du saint, mais elle sera limitée à un seul jour de l'année, de la cloche des vêpres du 1^{er} août aux vêpres du jour suivant. François, satisfait, quitte le palais. « *Simplicone!* lui crie le pape, grand simple que tu es, quelle preuve, quel document as-tu de l'indulgence que je viens de t'accorder ? » — « Votre parole me suffit, répond le saint ; si c'est une œuvre divine, elle se vérifiera d'elle-même : mon document est la bienheureuse Vierge, le notaire est le Christ, les anges sont mes témoins. »

Ce dernier trait, comme le fait remarquer M. Hase, nous donne l'origine de la légende. L'indulgence de la Porziuncula pouvait désormais se passer de tout document écrit sur la terre, puisque elle avait été écrite dans le ciel. — D'ailleurs, les roses sorties du sang de saint François fleurissent encore dans le jardin de la petite église, comme on voit fleurir, chez les Bénédictins de Subiaco, celles qui sont sorties du sang de saint Benoît. Ce sont assurément de simples roses comme celles de nos jardins ; mais qui serait assez endurci pour rejeter le témoignage de ces humbles fleurs ? Overbeck, le doux peintre de la renaissance catholique, a retracé, il y a trente ans, sur les murs de la Porziuncula, la scène principale de la légende, celle où saint François présente à la Madone les roses merveilleuses, et obtient de son Fils l'indulgence qu'il sollicite. Overbeck a pu trouver la paix de l'âme dans l'église de Rome ; il n'y a pas trouvé, comme le veulent quelques-uns de ses admirateurs, la consommation de son art, car les œuvres antérieures à sa période strictement catholique, sont d'un style plus simple et plus vrai.

La pensée d'une imitation, même extérieure et matérielle, de la vie de Jésus a été l'âme de celle de saint François. Cette pensée a telle-

ment frappé les contemporains du saint, que la transfiguration mythique du disciple de Jésus a commencé de son vivant, et s'est poursuivie pendant des siècles. On peut dire que le terme de ce travail inconscient de la piété, de la poésie et de l'amour du merveilleux, a été celui-ci : l'humble François a fini par dépasser son maître. Le livre latin *Des Conformités*, composé vers la fin du xiv^e siècle, autorisé mais non point approuvé, comme on le dit d'ordinaire, par le chapitre général d'Assise, n'est pas seulement une œuvre d'enthousiasme, c'est un livre écrit dans le but très-déterminé de placer François à côté du Christ. Des historiens catholiques le reconnaissent eux-mêmes. Il ne faut donc pas s'étonner que Luther ait présenté ce livre à la chrétienté comme l'Alcoran des Cordeliers, et qu'au siècle passé, Spittler ait pu dire qu'on y voyait « comment Notre Seigneur a l'honneur de ressembler à saint François. » Il est pourtant juste de remarquer que toutes les œuvres splendides de saint François, toutes les conformités merveilleuses de sa vie avec celle du Seigneur, sont présentées dans ce livre comme étant l'œuvre du Christ lui-même. Spittler et Luther l'ont trop oublié.

Les *Petites Fleurs de saint François*, l'un des livres les plus populaires de l'Italie, et qui remonte probablement aussi au xiv^e siècle¹, retracent dans des formes pleines de poésie l'histoire du mendiant d'Assise et de ses premiers fidèles, devenue en quelque sorte le roman ou plutôt l'héroïque légende de la pauvreté chrétienne. Mais nous possédons trois biographies du saint, écrites par des hommes dignes de foi, et qui, au point de vue de l'autorité humaine et extérieure, peuvent souffrir la comparaison avec celles qui nous ont transmis la vie la plus haute qui fût jamais. Thomas de Celano, trois ans après la mort du saint dont il avait été lui-même le disciple, a, le premier, écrit sa vie, en 1229, sur l'ordre du pape qui venait de le canoniser : c'est une *légende*, dans le sens précis et catholique du mot, c'est-à-dire que ce récit devait être lu, chaque année, à la fête anniversaire du saint. — Vingt ans après la mort de François, en 1247, les *trois compagnons* (Leo, Rufinus, Angelus) écrivirent une sorte de supplément à cette première biographie. Ils avaient conversé longtemps avec François, mais il ne ressort pas de leur récit qu'ils fussent du nombre de ses douze premiers disciples, ni que Léon, l'un d'eux, qui était son confesseur, ait été initié à ses plus intimes pensées. Ils rapportent essentiellement des faits ; mais, bien qu'ils eussent été chargés de recueillir, pour le général de

¹ Voyez A. F. OZANAM, *les Poètes franciscains en Italie au XIII^e siècle* ; avec un choix des *Petites Fleurs de saint François*. Paris, 1852.

l'ordre, les actions merveilleuses du saint, ils expriment eux-mêmes cette idée que des miracles et des signes ne constituent pas la sainteté, et n'en sont que le témoignage : aussi s'efforcent-ils de reproduire ce qu'il y avait de plus caractéristique dans les habitudes de sa vie, dans ses sentiments et ses aspirations. — Enfin, celui que le moyen âge a nommé son Platon, et que l'Eglise admit au nombre des saints, Bonaventure, fut chargé par l'ordre des Franciscains, dont il était le général, d'écrire une vie authentique de François ; les récits légendaires, déjà de toute part en circulation, en faisaient sentir le besoin. Bonaventure, enfant encore, avait été sauvé par saint François¹ d'une maladie mortelle ; c'est le seul contact qu'il ait eu avec lui. Il écrivit la biographie du fondateur de l'ordre, à Paris, en 1293 seulement, mais il s'était entouré de toutes les lumières dont pouvait disposer un général des Franciscains ; il avait visité les berceaux de l'ordre, et interrogé tous les contemporains de François, survivant encore. Son livre est tour à tour un évangile et un poème, bien qu'il n'ait rien inventé lui-même ni ajouté aux documents dont il s'est servi. Seulement, la piété d'un saint apparaît plus encore dans son récit que le jugement critique d'un historien, et il y a peut-être admis certains faits auxquels ses contemporains eux-mêmes reconnaissaient un caractère légendaire.

Ces trois biographies, bien que contemporaines, représentent, au point de vue des influences qui s'y font reconnaître, l'œuvre de la première, de la seconde et de la troisième génération. Quant au livre des *Conformités* et au *Miroir de la vie du bienheureux François* (*Speculum vitæ B. Francisci et sociorum ejus*), œuvres du xiv^e et du xv^e siècle, l'historien n'y peut trouver aucun secours : c'est une accumulation de récits étranges, inouïs et souvent absurdes. Mais les trois biographies dont nous venons de parler, les règles de l'ordre écrites par François lui-même, quelques fragments de ses lettres et de ses poésies, quelques passages enfin des chroniques du temps, permettent de rétablir, d'une manière suffisamment claire et sûre, les traits essentiels de cette figure extraordinaire. C'est ce portrait qu'a tracé naguère M. Hase, l'historien le plus spirituel et le plus pénétrant de l'Eglise que possède l'Allemagne, et nous allons le reproduire d'après lui, en continuant à le suivre presque pas à pas.

¹ Peut-être même non pas par le saint lui-même, mais seulement par l'invocation de son nom.

II

La femme d'un riche marchand de draps, de la ville d'Assise, avait donné à son fils le nom de Jean. Son père, Pierre Bernardone, de retour d'un voyage d'affaires en France, le nomma François; c'était en 1182, en souvenir de ce pays, et non pas, comme le dit M. de Montalembert, « à cause de sa grande habitude de la langue française. » Il aurait été plus juste de dire « la langue provençale » que François aimait toujours, qu'il employait même quelquefois dans ses prières et dans ses hymnes, mais qu'il ne parla jamais couramment. Son éducation fut celle du fils d'un riche marchand, au XII^e siècle; il y entra un peu de latin, c'était l'habitude en Italie; mais nous savons surtout qu'il fut l'enfant gâté de sa famille, bien qu'il n'en fût pas le fils unique, que son adolescence fut joyeuse, et que le jeune François était l'hôte aimé des banquets qu'il animait par ses chants. Il nous apparaît, en un mot, dans cette première période de sa vie, comme une sorte de *princeps juventutis*. Et pourtant quelques pressentiments de l'avenir semblent avoir traversé cette jeunesse insoucieuse; on le voit de bonne heure donner aux pauvres qu'il rencontre sur son chemin tout l'argent qu'il a sur lui, puis son manteau, puis jusqu'à sa chemise. Il aime ce qui frappe les regards: il porte quelquefois un vêtement, fait, d'un côté, d'une étoffe précieuse, de l'autre, de l'étoffe la plus commune, symbole de ce que devaient être les deux périodes si dissemblables de sa vie. Et sa pieuse mère répond à ceux qui lui disent que son fils vit comme un fils de prince: « Il deviendra, par la grâce divine, un enfant de Dieu. »

Il est atteint d'une maladie grave mais courte; c'est alors qu'il commence à se détourner de ce qu'il avait aimé jusque-là. Lorsque, convalescent, il sort pour la première fois de sa demeure, appuyé sur un bâton, et qu'il contemple la magnifique vallée qui s'étend à ses pieds, il lui semble que cette beauté ne parle plus à son cœur. Mais le moment de se détacher de ce monde qu'il aime encore n'est pas venu. Le jeune homme est visité par des pensées guerrières. On se bat en Pouille pour l'héritage des Hohenstaufen: il se met à la suite du comte Gauthier de Brienne, et veut acquérir gloire et chevanche dans cette mêlée chevaleresque. « Je sais que je deviendrai un grand prince, » disait-il. Mais sa chevauchée ne fut pas longue. Arrivé à Spolète, et légèrement malade, il entend en songe une voix: « Dieu est si riche, et

l'homme si pauvre ! Pourquoi laisses-tu l'un pour l'autre ? Retourne dans ton pays ; là il te sera dit ce que tu as à faire. »

Les songes, les visions de François, ne sont autre chose que les divers entraînements de son âme ardente, prenant une forme sensible et devenant pour lui les révélations de la volonté divine. Cette volonté, il veut à toute force la connaître, parce qu'il veut l'accomplir. Il revient à Assise plein de pressentiments inquiets. Bientôt après, sortant d'un festin dont il avait été le roi, et traversant en chantant, avec ses compagnons de plaisir, les rues de la ville, il s'arrête tout à coup, pensif, comme enchaîné, et plein de la plus douce émotion : « Qu'as-tu donc ? penses-tu peut-être à prendre femme ? » lui demande-t-on. « Vous avez bien parlé, répond-il ; je songe à une fiancée plus noble et plus riche, et plus belle que vous n'en avez jamais vu. » — Ses biographes pensent que François parlait de la Religion, la fiancée sans tache du Seigneur. Dante et Giotto sont mieux inspirés : c'est la pauvreté, sa fiancée bien-aimée, pour laquelle il quitta père et mère.

Il avait vingt-cinq ans. On le voit dès lors chercher la solitude : il se retire dans une grotte, et dit au serviteur de sa famille qui lui apporte là, secrètement, une chétive nourriture, qu'il y a trouvé un trésor. Voilà son langage symbolique. Il entend, dans sa retraite, la voix du Seigneur : « François, il te faut haïr et mépriser ce que tu as aimé jusqu'ici. »

Dans la situation d'âme où il se trouvait, un pèlerinage à Rome devait lui sembler nécessaire. Il y court. Il y a quelque ostentation dans la manière dont il répand une riche offrande sur l'autel de Saint-Pierre. C'est ici que se prononce toujours davantage sa passion pour la pauvreté ; il converse avec les mendiants qui, dès lors, ne manquaient pas sur les degrés des églises ; il change de vêtements avec l'un d'eux ; il fait parmi eux son apprentissage de mendiant. De retour à Assise, il rencontre un lépreux : il venait de faire à cheval un grand détour pour éviter la léproserie, bien que, plein de compassion, il envoyât souvent de charitables offrandes dans ce lieu de misères ; mais il songe tout à coup que celui qui veut être le chevalier du Christ doit avant tout se vaincre lui-même ; il saute de cheval, tend au malheureux une pièce d'argent, et lui donne le baiser de paix. Ici, le récit de Bonaventure tourne au merveilleux : François, remonte à cheval, n'aperçoit plus le lépreux, et pourtant tout autour de lui la vue s'étend librement sur la vallée : ce lépreux, c'était donc le Christ lui-même ?

Voilà le procédé constant de la tradition légendaire : elle transforme en *réalités* merveilleuses, les *vérités* générales. Le Christ avait dit :

« Ce que vous faites à l'un de ces petits, vous me l'avez fait à moi-même. » Dans son âme compatissante, François comprenait cette vérité; sous la plume de ses biographes, elle devient quelque chose de concret : c'est au Christ lui-même qu'il a donné le baiser de paix. — Quelques jours plus tard, il rassemble, dans leur hôpital, les lépreux autour de lui, leur fait l'aumône, et baise la main de chacun d'eux ¹. La parole du Seigneur s'accomplit pour lui : « Ce qui était auparavant amer et insupportable, lui est maintenant doux. »

Un jour, hors de la ville, agenouillé dans une petite chapelle délabrée, il entend une voix : « François, ne vois-tu pas comme ma maison tombe en ruine? Va, et rétablis-la. » L'ordre a entendu cela du rétablissement de l'Église : François prit cette parole dans son sens immédiat. Il fait charger sur un cheval des pièces de drap précieuses, les vend à Foligno, ainsi que le cheval, et rapporte l'argent au desservant de Saint-Damien, afin qu'il répare sa pauvre église. Le prêtre a des scrupules, François jette l'argent dans un coin et demeure auprès de lui. — Cependant, son père s'irrite contre lui, blessé d'abord de voir les pieuses folies de François appeler sur lui le ridicule; son mécontentement se change en colère quand il apprend l'histoire du drap vendu à Foligno; il veut recouvrer son argent, et porte plainte devant les consuls de la ville, tandis que sa mère essaye de la douceur pour ramener son fils de ses bizarreries, et, voyant qu'il y persiste, n'insiste pas. François répond aux consuls qu'il est un serviteur du Très-Haut, et qu'il ne relève pas de leur juridiction. Un mois de solitude passé dans sa grotte en jeûne et en prières, l'avait armé pour cette lutte. Son père s'adresse à l'évêque d'Assise qui l'invite à restituer l'argent, puisque Dieu, pour rétablir son Église, ne veut pas d'un bien mal acquis. « Je veux rendre avec joie, non-seulement l'argent, mais les habits que j'ai de lui, » répond François, qui se dépouille de ses vêtements et ne garde que son cilice. « Écoutez tous, s'écrie-t-il; j'ai nommé, jusqu'ici, Pierre Bernardone mon père; désormais, je veux servir Dieu lui seul; désormais, je veux dire : Mon père qui es dans les cieux, — et non plus : Mon père, Pierre Bernardone. »

L'affranchissement de tous les liens naturels et sociaux était donc accompli, et ce divorce était complet : le fils s'était lui-même deshé-

¹ L'Église du moyen âge, malgré sa compatissance, parquait les lépreux, plus sévèrement qu'elle ne séparait les morts des vivants. Mais on raconte tant de traits semblables à celui de saint François, où l'on voit de pieux fidèles s'exposer impunément au contact des *lépreux*, que ce mot doit désigner autre chose encore que la lèpre orientale, incurable et contagieuse.

K. H.

rité pour n'appartenir qu'à Dieu. Et nous ne voyons pas que ces liens de famille aient été plus tard renoués, lorsque François fut devenu l'objet de la vénération et de l'admiration de tous.

Son abnégation avait gagné le cœur de l'évêque qui le couvre de son manteau, et le reçoit dans ses bras comme un fils. François, tout heureux de ne plus rien posséder dans le monde, s'en va dans la forêt chanter, en langue provençale, les louanges de Dieu. Il rencontre des voleurs qui l'injurient et le maltraitent, car ils ne pouvaient pas le voler. On le voit plus tard, remplissant un office servile dans la cuisine d'un cloître, soignant des lépreux, puis revenir à Assise afin de terminer la restauration de la chapelle de Saint-Damien; il mendie pour lui-même une nourriture sordide, et pour son église de l'argent et des pierres qu'il y porte lui-même. — Saint-Damien terminé, il restaure une autre chapelle, puis la Porziuncula, qui devient sa retraite préférée. Il se bâtit, auprès de cette petite église, une cabane et vit désormais comme un ermite, vêtu d'une robe grossière, don d'une main compatissante, les flancs serrés d'une ceinture de cuir, chaussé de sandales, portant un sac et un bâton. Son père, en le rencontrant ainsi vêtu, le maudissait; alors il adopte pour père un vieux mendiant auquel il demande de le bénir. Les pierres sifflent à ses oreilles, en même temps que les injures. Mais un siècle qui pouvait produire cette sainte folie de la consécration à Dieu et du renoncement absolu, devait savoir la comprendre. Bientôt plusieurs nommèrent François un saint, tandis que son âme à lui se consumait encore dans un vague et obscur désir.

III

Deux ans plus tard, il entendit, à la Porziuncula, pendant l'office, lire ce passage de l'Évangile : « Ne portez ni or, ni argent, ni cuivre dans vos ceintures, ni besace de voyage, ni deux habits, point de souliers et de bâton. — Voilà ce je veux, c'est ce que je cherchais, » s'écrie-t-il joyeusement, et il ôte ses sandales, échange sa ceinture pour une corde, jette même son bâton et son sac de mendiant.

Ce froc de drap grossier, gris ou brun, avec la capuce pliée en triangle ou en croix, non sans une intention symbolique, ce simple vêtement auquel s'allie si bien la longue barbe des religieux, et qui devint plus tard le costume strict des Franciscains, n'était pourtant

pas autre chose que le costume populaire en Italie, au temps de François, et tel qu'on le retrouve encore aujourd'hui, çà et là, chez les bergers et les pêcheurs. François, lui-même, n'y attacha jamais beaucoup d'importance; quand il se dépouille de sa robe pour en couvrir la nudité d'un malheureux plus pauvre encore que lui, il mendie un autre vêtement, et le porte sans scrupule; dans le froid et la maladie, il ne dédaigne ni souliers, ni manteau. Aussi, lorsque, dans les siècles suivants, les questions d'étiquette ecclésiastique prirent dans l'ordre une importance excessive, on vit les tendances opposées en appeler également à son exemple.

C'est au printemps de 1209 que, des pensées plus ou moins confuses qui l'avaient agité jusque-là, se dégage enfin celle où il aperçoit sa vocation divine et la tâche de sa vie : le renouvellement du christianisme primitif, au moyen d'une association apostolique. Il prêche dès lors la repentance dans les rues d'Assise : « Que le Seigneur te donne la paix, » dit-il à tous ceux qu'il rencontre. Sa parole simple, mais pénétrante, trahit parfois les ineffables délices que lui fait éprouver la certitude du pardon de ses péchés, et sa confiance en la grâce divine. Elle lui gagne bientôt deux disciples. Le premier, Bernard de Quintavalle, riche bourgeois d'Assise, obéit à la lettre au conseil de l'Évangile : « Si tu veux être parfait, va, vends tout ce que tu as, et le donne aux pauvres : alors tu auras un trésor dans le ciel. » — Bernard, en conséquence, distribue ses biens aux indigents, sans en rien donner aux siens, et renonce à tout, excepté à l'humeur plaisante de son caractère jovial, qu'il garda toute sa vie.

On le voit, il s'agissait pour François de réaliser, dans sa plénitude et dans sa sévérité littérale, le christianisme primitif et l'idéal du sermon de la montagne. Il était profondément pénétré du sérieux de cet idéal, lorsqu'il prononça le mot d'ordre de son institution : *L'imitation de la vie pauvre du Christ* ! Cette imitation ne devait pas être seulement chose intérieure ; il s'agissait de reproduire extérieurement aussi la vie de Jésus, et, comme c'est le propre des imitateurs, avec quelque exagération.

Bientôt quelques adeptes, sortis du bas peuple, se joignent à ses premiers disciples. Tous demeurent dans la cabane qu'ils avaient élevée près de la Porziuncula. « Ne craignez pas, leur dit François, parce que vous êtes petits et que vous semblez fous ; ayez confiance au Seigneur qui a vaincu le monde : son esprit parlera par vous. Vous trouverez quelques débonnaires qui recevront joyeusement vos paroles, beaucoup plus d'orgueilleux qui vous résisteront ; Souffrez tout avec patience et

douceur. Bientôt sages et nobles seront pour nous ; ils prêcheront avec nous devant les princes et les nations. Le Seigneur me l'a fait voir : j'ai encore dans les oreilles le bruit des langues de tous les peuples qui viendront à nous : Français, Espagnols, Allemands, Anglais. Le Seigneur nous fera devenir un grand peuple, jusqu'aux extrémités de la terre. »

Déjà ils parcouraient le pays, mendiant et prêchant. Mais lorsqu'ils furent au nombre de sept, François, le huitième, les envoie formellement dans le monde : « Allez deux à deux pour annoncer aux hommes la paix et la pénitence. C'est à ceci que nous sommes appelés ; soignez les blessés, relevez ceux qui sont abattus, ramenez les égarés, soyez patients dans l'épreuve, et sans inquiétude, car le Seigneur accomplira sa promesse. Répondez humblement à ceux qui vous interrogent, bénissez ceux qui vous persécutent, remerciez ceux qui vous injurient, et le royaume de Dieu sera préparé pour vous. » Alors, tous se jettent à terre devant lui, et il embrasse chacun d'eux en disant : « Repose-toi de tes soucis sur le Seigneur, c'est lui qui te nourrira. »

Ils partent deux à deux vers les quatre parties du monde. Cependant ils n'allèrent pas bien loin, cette fois, et tous se retrouvent bientôt réunis à leur point de départ. Ce rendez-vous, à la Porziuncula, avait été sans doute prévu et arrangé, mais la tradition y a vu un miracle, ou tout au moins un effet merveilleux de la sympathie : François désirait revoir les siens ; il se tourne vers le Seigneur, il lui demande de rassembler les dispersés d'Israël, et le retour de tous s'effectue. — C'est ainsi que se concilie l'envoi solennel des disciples aux quatre vents du monde, avec leur court voyage dans les contrées de l'Ombrie.

Dès ce temps, François, se conformant à la tradition monacale, écrivit la première règle de la vie commune des siens. Ce ne fut d'abord qu'une série de passages du sermon de la montagne, et cette règle ne nous est parvenue qu'avec des développements postérieurs qui supposent déjà le développement de l'ordre lui-même. Les disciples de François n'avaient d'autres vœux que les vœux habituels du cloître : pauvreté, chasteté, obéissance ; mais la pauvreté stricte, dans ce qu'elle a de plus amer.

IV

Quelque absolu que nous semble ce retour au christianisme des premiers temps, François ne pensait pas que le salut pût être obtenu en dehors de l'Église. La nature particulière de sa piété, les habitudes de sa vie religieuse portaient la stricte empreinte du catholicisme romain ; il avait coutume de dire que, dans un mauvais prêtre il reconnaissait encore le fils de Dieu ; d'ailleurs, les relations particulières de son pays avec le gouvernement papal, et l'accueil qu'il avait trouvé auprès de l'évêque d'Assise, tout l'appelait à Rome pour y recevoir du pape, selon l'usage de l'Église, la sanction de son ordre. En 1209, le nombre de ses disciples s'était élevé à onze : « Allons à notre mère, la sainte Église romaine, leur dit-il, pour annoncer au Saint-Père ce que le Seigneur commence à faire par nous ; nous poursuivrons ensuite notre œuvre selon sa volonté. »

C'était le temps où le prêtre-roi par excellence, Innocent III, gouvernait l'Église et le monde. L'évêque d'Assise, qui se trouvait en séjour à Rome, introduisit François auprès de lui. Les deux personifications les plus hautes des tendances opposées que le catholicisme romain eut la gloire de concilier pour un temps, en les autorisant l'une et l'autre, se trouvèrent ainsi en présence : c'était, d'un côté, la domination spirituelle du monde parvenue à son apogée ; de l'autre, le mépris spirituel du monde, dans tout ce qu'il a d'inexorable et d'absolu. — Il y a diverses traditions sur l'accueil que reçut François d'Assise d'Innocent III ; toutes sont d'accord pour montrer que ce grand homme hésita d'abord, et se montra indécis. Le succès de la nouvelle entreprise lui semblait douteux.

Le chroniqueur anglais de ce siècle, Mathieu Paris ¹, raconte que le pape reçut en consistoire la communication de la règle de François, l'homme de Dieu, et que voyant ses vêtements sordides et ses cheveux en désordre, il lui dit : « Va-t'en, mon frère, chez les pourceaux avec lesquels tu sembles plus avoir affaire qu'avec les hommes ; roule-toi dans la fange, présente-leur ta règle, et prêche parmi eux. » François s'incline, sort, fait ce qui lui avait été dit, et revient bientôt dans le consistoire, accoutré comme on peut le penser : « Saint-Père, j'ai obéi, accomplis maintenant ma prière, » dit-il ; et le pape, touché de tant

¹ *Historia major*, ad a. 1227 (Londini, 1640).

d'humilité, attristé d'avoir pu mépriser un homme pareil, se rend immédiatement à sa demande.

Il est évident que quelque fait réel et caractéristique aura été le germe de cette anecdote apocryphe, dont la vérité n'est compatible assurément ni avec la recommandation de l'évêque d'Assise, alors présent à Rome, ni avec la gravité bien connue du *Pontifex Maximus*.

D'après les *Tres Socii*, Innocent aperçoit en vision l'église de Latran qui menace de s'écrouler, et que soutient de ses épaules un pauvre moine; il reconnaît le pénitent d'Assise. — On lit dans Bonaventure que le pape, se promenant, profondément pensif, sur la terrasse de Latran, repoussa avec colère, comme un inconnu, le pauvre d'Assise qui s'éloigna humblement. La nuit suivante, Innocent vit une palme croître entre ses pieds, et devenir un grand arbre : il lui fut révélé que cette palme était le pauvre religieux, et il le fit aussitôt appeler près de lui. De son côté, François voit en songe un arbre d'une beauté merveilleuse, dont la cime s'abaisse jusqu'à lui; il y reconnaît le pape. — La signification symbolique de tous ces récits est suffisamment claire. Innocent III n'avait guère l'habitude de former ses décisions d'après ses rêves, et consultait plutôt ses pensées dominatrices du monde.

Mais toutes les probabilités parlent en faveur du récit que fait Bonaventure des délibérations du consistoire, au sujet de la règle de François. Quelques cardinaux voient là une innovation tout à fait au-dessus des forces humaines. Un autre cardinal, de ces hommes épris de tout ce qui est saint, leur répond : « Prenons garde, en rejetant la demande de ce pauvre frère, comme chose difficile et nouvelle, d'aller à l'encontre de l'Évangile de Christ. Car celui qui dit que dans la perfection évangélique à laquelle il aspire, il y a quelque chose de nouveau, d'insensé ou d'impossible, celui-là offense le Christ, l'auteur de l'Évangile. » Le pape, de son côté, après avoir accueilli avec bienveillance François et ses disciples, leur dit : « Mes fils, votre manière de vivre me semble trop dure, et, bien que nous estimions votre zèle si grand que nous ne voulons pas douter de vous, nous devons cependant songer à ceux qui dans l'avenir suivront vos traces. » C'est à Dieu, enfin, qu'il veut abandonner le soin de rendre sa volonté manifeste.

Le jour suivant, François prononce devant le pape cette parabole : « Une jeune fille, aussi belle que pauvre, vivait au désert. Un grand roi qui vit sa beauté, la prit pour épouse. Lorsque ses nombreux fils furent devenus grands, elle leur dit : « Vous êtes les fils du roi; allez à sa cour, il vous donnera tout ce qui vous est nécessaire. » Ils y allè-

rent, le roi s'émerveilla de leur beauté, et, reconnaissant en eux sa ressemblance, il leur dit : « De qui êtes-vous fils ? — Nous sommes les fils de la pauvre femme du désert. » Alors, le roi plein de joie : « Vous êtes mes enfants ! s'écrie-t-il. Si les étrangers sont rassasiés à ma table, combien plus le seront mes fils ! » Il était naturel que l'ordre vit dans la pauvre femme de cette similitude, François lui-même, et les Franciscains dans ses nombreux enfants. Mais il est certainement plus conforme à la pensée intime du saint de voir dans la femme du désert la pauvreté, la fiancée du Christ, le roi du ciel ; les apôtres, les ermites de la solitude, les anciens et vrais moines, sont les enfants de cette union sainte, et les pauvres d'Assise ne font autre chose que continuer cette suite de grands aïeux. Ce récit, fait devant le vicaire de celui qui fut roi de la parabole, était tout ensemble un avertissement pressant, une justification du reproche d'innovation, et, en quelque sorte, une protestation contre toute sollicitude relative à l'entretien, à la subsistance de ceux qui ne voulaient rien posséder sur la terre.

Quelque ingénieuse que fût la parabole, il est permis de croire qu'elle ne fut pas le mobile de la décision d'Innocent III. Son pénétrant regard lui en montrait d'autres plus décisifs encore. Une génération s'était à peine passée depuis que les pauvres de Lyon, les Vaudois, qui voulaient revenir, comme François, à la pauvreté et à la prédication apostoliques, s'étaient adressés, comme lui, au siège de saint Pierre ; le grand prédécesseur d'Innocent, Alexandre III, repoussant leur confiance avec une dureté railleuse, en avait fait des hérétiques. Innocent se garda bien d'agir comme lui, et finit par donner sa bénédiction aux pauvres d'Assise : « Allez, mes frères, avec le Seigneur, leur dit-il, et prêchez à tous la repentance, comme il lui plaira de vous l'inspirer. Et, si le Tout-Puissant vous donne de grandir en nombre et en grâces, apprenez-le-moi joyeusement, et je vous accorderai, sans inquiétude, de plus grandes choses. » En même temps il leur fit donner la tonsure, afin que, sans être encore prêtres (ce que François, par humilité, ne fut jamais), ils fussent cependant clercs et pussent librement prêcher.

Innocent voulut, évidemment, éviter, d'une part, de sanctionner formellement l'ordre nouveau, et, de l'autre, rattacher étroitement à l'Église le développement qu'il pouvait prendre dans l'avenir, s'il devait avoir un avenir. La résolution qu'il fit adopter, en 1215, au grand Concile de Latran, montre combien il était alors éloigné de prévoir que cet avenir ne serait rien moins qu'une transformation de la vie monastique, ou plutôt une forme nouvelle du monachisme. Cette résolution interdisait à

tous d'inventer une nouvelle règle religieuse, et prescrivait à ceux qui se convertissaient à la vie claustrale de se ranger sous l'une des règles reconnues jusqu'alors.

V

L'Église vit de bonne heure dans la vie claustrale la réalisation de l'idéal chrétien. Le monachisme eut pour berceau le pauvre ermitage des solitaires du désert qui, se groupant bientôt dans une vie commune, se retranchèrent contre le monde derrière les murs du cloître. En Occident, la réforme de Benoît de Nursie marque une date importante dans l'histoire du monachisme : il posa le premier les règles fixes d'une existence partagée entre la prière et le travail. Dès lors, les associations religieuses, singulièrement favorisées par les tendances du moyen âge, qui partout se groupait et s'organisait en corporations, se multiplièrent en prenant des formes diverses et nombreuses. Toutes avaient commencé par l'enthousiasme de la pauvreté volontaire; toutes finirent par prendre goût à la propriété commune dont la vénération des contemporains croyait méritoire de les combler; et quelques abbés d'Allemagne siégeaient à côté des princes de l'Empire.

Avec François d'Assise, le monachisme se transforme. Il rentre dans le monde qu'il avait fui, non pour participer à ses inquiétudes et à ses ambitions, mais pour lui donner des biens éternels en échange de la pauvre offrande qu'il lui mendie chaque jour. Un renoncement libre aux biens de la terre apporte ici une solution pacifique à l'éternelle lutte des hommes pour la propriété. « Il est plus difficile d'aller dans le ciel, du palais que de la cabane, dit François. Il faut que tu te jettes tout nu dans les bras du Sauveur. » La pauvreté est un trésor caché : pour acquérir ce trésor, il vaut bien la peine de donner tout ce qu'on possède; elle est la vertu royale et le sceau des élus, puisque le Fils de Dieu s'est fait pauvre pour nous. Celui qui offense un pauvre offense le Christ, car le pauvre est l'image du Christ et de sa pauvre Mère. Mendier est un culte, un culte d'amour, le culte divin par excellence : c'est ainsi que les hommes auront le privilège de pouvoir entendre, au jour suprême, de la bouche du Seigneur, cette parole : Ce que vous avez fait à l'un de ces plus petits, vous me l'avez fait à moi-même.

La compassion la plus intime et la plus profonde pour les pauvres, cette compassion si vive, qu'elle était une souffrance réelle, n'empêche pas François de trouver, pour lui-même, sa suprême joie dans la pau-

veté. Mendier et donner est sa passion : il est comme jaloux quand il rencontre un plus pauvre que lui. « Si je ne donne pas ce que j'ai à celui qui en a plus besoin que moi, c'est un vol que je fais au grand Aumônier du ciel, » répond-il à son compagnon, qui veut le dissuader, un jour d'hiver, de donner son froc, après s'être déjà dépouillé de son manteau. Invité à la table de son protecteur, le cardinal Ugolin, évêque d'Ostie, il mendie le pain de ce repas aux portes voisines. François est un gourmand de pain mendié, qu'il appelle le pain des anges; et, un jour, dans un lieu désert où il n'y avait personne que ses disciples, il mendie parmi eux. Ce patriarche des indigents fait de la pauvreté la base de son ordre, qui tombera, dit-il, dès qu'il cherchera un autre appui : c'est la canonisation de la pauvreté.

Un *minimum* des biens de la terre est indispensable, cependant, à la subsistance de l'homme. Le religieux lui-même a besoin, tout au moins, de vêtements et d'abri, d'un toit sous lequel il soit chez lui. Les cabanes construites par les disciples de François deviennent bientôt des bâtiments véritables, des *couvents*; mais, comme le mot l'indique, ce ne devait être autre chose que des lieux de rassemblements pour les pèlerins apostoliques. Il menace de faire abattre ceux que son vicaire¹ avait fait élever à Assise pour y recevoir les frères éloignés, mais il finit par en reconnaître la nécessité, et ces bâtiments demeurent debout. Il reçoit la Porziuncula, à titre de présent, d'un cloître voisin de bénédictins, auquel elle appartenait. Plus tard, des divisions profondes éclatèrent dans l'ordre à propos de cette donation, qui n'avait pu se faire, apparemment, sans quelque formalité fictive. On estimait que les donateurs étaient demeurés propriétaires, et que, selon l'analogie du droit féodal, la Porziuncula n'était possédée qu'à titre d'usage : aussi l'ordre payait-il, comme cens annuel, une petite corbeille pleine des poissons du ruisseau qui coulait près de l'église. François chercha à concilier son idéal avec les besoins de la réalité, en ne souffrant partout que le strict nécessaire, sous sa forme la plus humble et la plus indigente, comme chose empruntée ou mendiée pour l'usage commun, et qu'il fallait être toujours prêt à donner à de plus besogneux. Ce Diogène du cloître ne voulait dans la maison ni meubles ni ustensiles : « Comment

¹ François, partant pour Rome, avait fait élire un remplaçant, mais la puissance souveraine sur son ordre lui vint d'elle-même, et il dut la conserver jusqu'à sa mort. Plus tard, faible de corps, il institua un *vicaire général*, prenant pour lui-même un *gardien* auquel, dans son humilité, il voulait obéir sans réserve; mais ce gardien n'était autre chose, en quelque sorte, que la voix extérieure de sa propre conscience. Il n'était pas rare de voir ainsi une grande puissance hiérarchique réunie au mérite de l'obéissance.

K. H.

s'en servir, disait-il, sans réveiller la sensualité? » Il dort sur la terre avec une pierre pour oreiller. Quelqu'un s'étonnait que lui et les siens pussent supporter l'hiver dans leurs minces vêtements : « Si nous brûlions d'un saint désir de la patrie d'en haut, répond-il, que pourraient sur nous les hivers les plus froids? »

La culture intellectuelle, jugée nécessaire pour que l'ordre pût accomplir sa tâche dans l'Eglise, devait faire sentir le besoin de posséder quelques livres; mais la bibliothèque de la Porziuncula, au début, ne fut pas riche. Une vieille femme, mère de deux religieux franciscains, vint un jour y mendier : le surveillant annonce à François qu'il n'y avait absolument rien à donner, excepté une Bible dont les frères se servaient dans le chœur : « Qu'on la lui donne et qu'elle aille la vendre, dit-il, Dieu prendra plus de plaisir à voir la détresse de cette pauvre femme, adoucie, qu'à nous entendre lire la Bible dans le chœur. Et qu'avons-nous que ne puisse réclamer, à bon droit, celle qui nous a donné deux de ses fils? » Nous voilà loin de cette biblomanie que certains sectaires protestants de notre pays ont empruntée à l'Angleterre. — Nous sommes loin aussi avec François de cette importance excessive attachée dans le catholicisme au luxe et à la pompe du culte; il ne croyait pas, comme ce fut la pensée touchante du moyen âge, que le temple dût être enrichi, en signe d'adoration, de toutes les splendeurs que pouvaient offrir la nature et l'art; et, plutôt que de réserver pour les jours de détresse quelque chose des biens de ceux qui entraient dans l'ordre, comme le lui proposait son vicaire dans un moment de disette absolue, il parle de dépouiller l'autel de la Vierge de ses derniers ornements.

Dans les scrupules excessifs de François, il semble que l'on retrouve quelque chose du caractère un peu théâtral de sa mondaine jeunesse. Quand, chez ses hôtes, il est obligé de goûter aux meilleurs mets, il y répand de la cendre ou de l'eau froide. Forcé, en temps de maladie, de manger de la viande de poulet, lorsque ses forces furent revenues, et comme il arrivait aux portes d'Assise, il ordonna au frère qui était avec lui de nouer une corde à son cou, et de le conduire, comme un voleur, à travers la ville, en criant : « Voici un amateur de bons morceaux, qui mange secrètement du poulet! » On ne s'attend guère à l'effet que produit ce singulier spectacle. Plusieurs accourent auprès de François et s'écrient : « Malheur à nous, misérables que nous sommes, dont toute la vie n'est autre chose que boire et manger! »

La grande âme de François savait pourtant s'élever au-dessus de la

lettre et s'affranchir de cette extériorité dure qu'on lui a reprochée. Il autorise ses compagnons à boire et à manger, sans scrupule, ce qui leur est présenté dans la maison hospitalière : la parole du Seigneur, d'ailleurs, l'y invitait ¹. Ce n'est que pour l'argent qu'il est inexorable, car l'argent représente, par excellence, la propriété particulière, individuelle, pour laquelle le monde se tourmente et se consume. Un jour, sur le chemin de Bari, ils trouvent un sac plein d'écus. François défend à son compagnon d'y toucher. Celui-ci, peu satisfait, supputait avec tristesse, en continuant son chemin, tout le bien qu'avec tant d'argent on aurait pu faire aux pauvres. François se laisse persuader ; ils retournent sur leurs pas. Mais, lorsque le frère se mit en devoir de soulever le sac d'argent, un gros serpent en sortit, et bientôt disparut. « Tu vois, mon frère, dit alors François, que l'argent n'est pas autre chose, pour les serviteurs de Dieu, qu'un artifice de Satan. » — On reconnaît facilement l'origine de ce récit de Bonaventure ; il est sorti d'une parabole.

L'Église d'Occident, en se groupant autour de la papauté, avait su échapper à la servitude et à l'abâtardissement que lui auraient certainement infligés les puissances séculières. Mais, depuis Grégoire VII, elle avait attiré à elle le pouvoir et les richesses du monde ; ses prélats étaient des princes, et les béatitudes du sermon de la montagne ne s'appliquaient plus aux successeurs des apôtres. Il ne faudrait pas croire que François, en prêchant le renoncement au monde, tel que le christianisme apostolique l'avait compris, ait voulu protester contre les splendeurs mondaines de l'Église : non, mais à côté de ces splendeurs, et pour compléter en quelque sorte l'Église, il voulait donner place dans son sein à ce renoncement et à cette pauvreté qu'elle avait trop désappris à aimer. C'est ce retour à la vie apostolique de la primitive Église qui gagna les cœurs à son ordre, dans un temps où l'on croyait le monde arrivé à son crépuscule, et où l'approche de l'Antéchrist se faisait pressentir ; c'est par là que François reçut le don de s'emparer de l'esprit des hommes. Le cardinal Ugolin disait qu'il n'avait jamais été inquiet et troublé dans son âme, sans que la présence et les paroles de François aient dissipé tout nuage, et ramené, pour lui, un ciel serein.

Il devait pourtant arriver que ces premiers moines mendiants fussent exposés à des reproches et même à des outrages. « Il ne convient pas

¹ Luc, x, 7.

de rejeter ce qu'on possède, pour manger oisivement le pain des autres, » leur dit-on. On veut les contraindre à jouer aux dés ; on les traîne dérisoirement par leurs capuces ; ou bien les portes se ferment brusquement devant eux, comme devant des vagabonds et des voleurs. Mais leur désintéressement sans limite impose aux hommes de ces temps : plusieurs frappent leur poitrine, comme cela est arrivé plus d'une fois, au moyen âge, dans cette Italie toujours facile aux entraînements, et sans que cet enthousiasme subit eût toujours un effet moral durable. Les factions déchiraient Arezzo ; on allait en venir aux mains : François apporte la paix. Il sembla qu'il avait chassé les démons de la ville ; lui-même put le croire, et le fait apparut tel à la tradition. Et, au bout de quelques années, l'humilité et la piété de François avaient fait leur œuvre ; de nombreux disciples s'étaient rassemblés autour de lui. C'étaient des hommes de tout état, quelques-uns fatigués du monde et de ses joies ; d'autres semblables au jeune riche que Jésus aima, et plus résolu que lui. Il s'agissait pour eux tous d'être errants dans le monde, aspirant à la haute patrie, comme le Fils de l'Homme qui n'avait pas un lieu où reposer sa tête. Et François exigeait d'eux tous, comme il l'avait accompli lui-même, le sacrifice de tous les liens naturels : « Tu n'es pas encore sorti de ta maison et de ta parenté ; tu as frustré les pauvres de ce qui leur appartient, et tu n'es pas digne d'entrer dans la société des pauvres saints, » dit-il un jour à un homme qui sollicitait l'admission dans l'ordre, et qui, pour cela, s'était dépouillé de tous ses biens, non pas en faveur des indigents, mais en faveur de ceux de sa famille.

N'allons pas croire, cependant, qu'il attribuât le salut éternel à ces actes de renoncement. « Que personne ne s'applaudisse de ces choses que le méchant peut aussi accomplir. Un méchant peut jeûner, prier, pleurer, crucifier sa chair : il y a une seule chose dont il est incapable, c'est d'être fidèle à son maître. »

Le bâton de pèlerinage a ses joies comme le bâton de commandement ; le bâton de mendiant peut avoir les siennes, pourvu que l'humour et le génie de la chose y soient. Dans leur quiétude évangélique, ces moines ne se préoccupent point du lendemain, ne réservent rien pour le jour qui n'est pas encore. François voulait les déshabituer même de la curiosité et de l'admiration des grandeurs terrestres. Lorsque Othon IV, qui venait de se faire couronner à Rome, passa, avec toute la pompe impériale de son cortège germanique, non loin des cabanes où l'ordre des Franciscains tout entier avait encore suffisamment place, François ne sortit pas, et ne permit de sortir qu'à un seul

de ses disciples; celui-ci annonça à l'empereur que toutes ces splendeurs dureraient peu ¹.

Organisé comme nous venons de le voir, on comprend que le nouvel ordre pût recevoir dans son sein d'innombrables multitudes, tandis que le souci de l'entretien de leurs membres était nécessairement une limite à l'agrandissement des autres corporations religieuses. Les Franciscains étaient comme les oiseaux du ciel qui ne sèment ni ne récoltent. Leur droit de prêcher en tout lieu, et, du moment qu'ils avaient reçu la prêtrise, d'entendre la confession des fidèles, faisait de chacun d'eux, en quelque sorte, le curé de l'endroit où il se trouvait; il était d'ailleurs plus facile de confier les sombres mystères de son cœur au moine mendiant qui ne faisait que passer, et qu'on pouvait espérer ne jamais revoir, qu'au pasteur attitré et résidant. Pour exercer ce droit, il fallait sans doute l'autorisation de l'évêque; mais François avait montré comment, à force d'humilité persévérante et tenace, on pouvait l'obtenir des plus récalcitrants.

VI

François avait voulu que les frères se réunissent annuellement, à Pâques, en chapitre général, à la Porziuncula, le berceau de l'ordre. Plus tard, lorsque l'ordre eût pénétré au delà des Alpes, ces assemblées ne furent plus annuelles, et il ne vint d'outre-monts que des envoyés. Cependant la Pentecôte resta, longtemps encore, l'époque où la grande famille de François se réunissait de toutes parts, et lui-même put assister à l'une de ces fêtes où 5,000 de ses compagnons, campés autour de la petite chapelle sous des huttes de paille et de branchages, faisaient retentir l'air de chants de louanges, tandis que les populations environnantes accouraient en disant : C'est ici le camp de Dieu, le rendez-vous de ses chevaliers.

On les appela d'abord les pauvres pénitents d'Assise. François, de retour de Rome, les nomma *Minorites*, c'est-à-dire les plus petits de tous les moines, les petits du royaume de Dieu. Quant au titre de *Franciscains*, devenu plus tard d'un usage général, il en aurait certainement dit comme Luther : « Comment les enfants de Dieu pourraient-

¹ L'écrit de Celano, qui mentionne ce fait, a été rédigé lorsque déjà l'étoile d'Othon IV avait dès longtemps pâli; l'avertissement du moine n'était donc autre chose que l'expression de cette vérité très-générale, assurément, que toute gloire terrestre est chose passagère. K. H.

ils se nommer d'après mon misérable nom? » On sait qu'en Italie le nom familier de *fra*, diminutif de frère, devint habituel.

Peu à peu, et à la suite des délibérations des chapitres généraux, se forma une constitution qui sauvegardait une certaine liberté, tout en instituant une sévère discipline. Pourtant, l'obéissance absolue était prisee comme une vertu pieuse, et c'est François lui-même qui a inventé cette image terrible dont les Jésuites se sont chargés plus tard de tirer les conséquences, que celui qui sait vraiment obéir doit être comme un cadavre dans la main de son supérieur ¹; et, ajoute-t-il, sans doute en songeant à lui-même, plus est méprisable le supérieur, et plus aussi l'humble obéissance est agréable à Dieu.

Ces supérieurs étaient choisis, avec beaucoup de soin, dans les chapitres généraux. Lorsque la vision de François s'accomplit, et que l'ordre fut devenu une vaste association européenne, on nomma pour chaque couvent des gardiens (*custodes*), pour chaque pays, chaque province de l'ordre, des supérieurs. Ces supérieurs ne devaient se nommer ni pères, ni abbés, ni prieurs, ni maîtres, comme dans les autres ordres, mais être appelés, selon la parole du Seigneur, des *serviteurs*, *ministri*. L'usage de la langue modifia bientôt la signification humble encore de ce mot de *ministre*. Les supérieurs des provinces, *ministri provinciales*, ne furent plus nommés que les *Provinciaux*, et le successeur du fondateur de l'ordre, le *Minister generalis*, devint le *général*.

L'extension de l'ordre au delà des Alpes, et les expériences faites amenèrent des modifications à la règle primitive. Deux tendances se prononçaient parmi les religieux, l'une plus indulgente, l'autre plus sévère, surtout relativement au droit de posséder en commun. Élie de Cortone estimait que, pour accomplir sa tâche dans l'Église, l'ordre devait prendre part à la science et à l'art, et que, à ce point de vue, les biens terrestres avaient leur utilité. Antoine de Padoue ² représentait la tendance plus stricte et plus sévère qui l'emportait parmi les premiers disciples de François. C'est lui qui allait se reposer de ses sermons qui entraînaient les cœurs et ébranlaient les consciences, dans une cabane de paille sur un noyer, et, quand les hommes ne vou-

¹ Bonav. : « Cum quæreretur ab eo, quis esset verus obediens, *corporis mortui*, similitudinem pro exemplo proposuit. Tolle, inquit, corpus exanime, etc. »

² Ce Portugais, le grand orateur populaire de l'Italie, et qui sut ébranler un moment l'âme sombre du tyran Ezzelin, mourut en 1231, dans sa 36^e année, et fut canonisé par le pape, dès l'année suivante, d'après le suffrage universel du peuple de Padoue. Le sentiment populaire des nations méridionales a fait de lui l'égal de saint François : on les invoque ensemble, et la légende les fait apparaître réunis comme des sauveurs.

K. H.

laient plus l'entendre, prêchait aux poissons. François, bien qu'il estimât le sens organisateur et gouvernemental d'Élie, auquel il remit lui-même l'administration de l'ordre, depuis 1221, penchait pourtant du côté opposé ; il faisait plus volontiers asseoir auprès de lui les simples, les pauvres en esprit ; il voyait en eux ses pairs, « ses chevaliers de la Table-Ronde. »

Bonaventure rapporte que François, avec deux de ses compagnons, monta sur une montagne où il écrivit la nouvelle règle. Il la remet à Élie qui, quelques jours après, lui apprend qu'il l'a perdue par distraction. Rentré dans la solitude, François rétablit la règle perdue : c'est Dieu lui-même qui la lui dicte. La légende postérieure va plus loin : Élie détruit la règle qui ne lui plaît pas ; François apparaît sur la montagne, la figure resplendissante comme Moïse ; les supérieurs de l'ordre, conduits par Élie de Cortone, protestent contre la sévérité exagérée de la nouvelle règle, et François se tournant vers le ciel : « Ne te l'avais-je pas dit, Seigneur, qu'ils ne me croiraient pas ? » Alors, il entend la voix du Christ : « François, rien dans la règle n'est de toi, tout y est mien. Et je veux qu'elle soit observée à la lettre, à la lettre, à la lettre ! sans glose, sans glose, et sans glose ! Je sais ce que peut la faiblesse humaine, et combien je vous soutiendrai. Que celui qui ne veut pas de la règle, se retire donc de l'ordre ! » — Cette légende exprime tout ensemble les tentatives postérieures, auxquels se prêtèrent les papes, de ramener aux exigences de la vie réelle le téméraire idéal de l'institution franciscaine, et les résistances primitives que rencontra François dans le chapitre de 1223, et contre lesquelles il finit pourtant par faire prévaloir sa règle. Si ce n'est pas le Christ lui-même qui l'a solennellement confirmée, ce fut au moins le vicaire du Christ, Honorius III.

Cette règle expose, dans ses douze chapitres, la vie des Minorites comme consacrée à l'observation du saint Évangile, dans l'obéissance, dans la chasteté et dans la pauvreté, c'est-à-dire dans l'absence de toute propriété. Ceux qui entrent dans cette vie ne peuvent y être reçus que par les provinciaux ; ils doivent avoir été trouvés fermes dans la foi catholique, n'être pas mariés ou être séparés de leurs femmes par le vœu de celles-ci. Ils doivent, selon la parole de l'Évangile, vendre ce qui leur appartient et le donner aux pauvres : s'ils ne possèdent rien, le bon vouloir suffit. D'ailleurs, les frères ne doivent pas entrer dans le détail de ces choses terrestres, et en laisser le soin à ceux que cela concerne, selon que le Seigneur les inspirera. Après une année d'épreuves, ils sont admis à prononcer les vœux ; alors la retraite leur est fermée, car l'Évangile a dit : Celui qui met la main à la charrue et regarde

en arrière, n'est pas fait pour le royaume de Dieu. Les frères reçoivent un froc avec un capuce, et, s'ils le désirent, un autre sans capuce : ceux qui en ont besoin peuvent porter des chaussures. (Ceci donna naissance, après de longues controverses, à la distinction entre les Franciscains chaussés et déchaussés ; la chaussure des premiers était une sorte de sandales, telles que les bergers, en Italie, les portent encore.) Tous doivent se vêtir pauvrement, mais ne pas condamner ni mépriser ceux qui portent des habits moelleux ou de couleurs brillantes, ou qui usent de boissons et de mets recherchés. Que chacun se juge et se méprise soi-même. Que les frères, en entrant dans une maison, disent : La paix soit ici ! Ceux auxquels le Seigneur a fait cette grâce, qu'ils savent un métier, peuvent l'exercer, évitant ainsi l'oisiveté qui est l'ennemi de l'âme, sans troubler cependant le saint repos de la piété à laquelle doivent servir toutes choses terrestres. Ils peuvent prendre, pour eux et pour leurs frères, sur le fruit de leur travail, de quoi satisfaire modestement aux besoins du corps, comme il convient à des amants de la pauvreté, mais ne jamais toucher à l'argent. « Les frères ne doivent s'approprier ni maison, ni abri, ni quoi que ce soit, mais, comme des étrangers dans le monde et servant le Seigneur dans la pauvreté et l'humilité, mendier sans rougir, puisque le Seigneur s'est fait pauvre ici-bas pour nous. C'est cette hauteur sublime de la charité qui a fait de vous, mes frères, des héritiers et des rois du royaume des cieux, pauvres en biens, riches en vertus. Que ce soit là votre part, et votre introduction dans la terre des vivants. Et, lorsque des frères se rencontrent, qu'ils se montrent entre eux des compagnons de la même famille, s'ouvrant sans inquiétude les uns aux autres sur leurs besoins, et, quand l'un d'eux tombe malade, que les autres l'assistent. »

Tous doivent obéissance à l'un d'entre eux, qui est le ministre général, c'est-à-dire le serviteur de toute la confrérie. Tous les trois ans, à la Pentecôte, ou bien dans le temps et le lieu qu'il plaira au général d'indiquer, il y aura un chapitre auquel tous les provinciaux sont tenus de se rendre. Après la retraite du général, les provinciaux et les gardiens désignent son successeur dans l'assemblée de Pentecôte. Si l'élu semble insuffisant pour le service et l'utilité commune des fidèles, ils devront procéder, devant le Seigneur, à un autre choix. Enfin, ils ont à demander au pape de leur donner un cardinal, comme gouverneur, protecteur et correcteur de l'ordre. Ce fut, dans ces premiers temps, le neveu d'Innocent III, le cardinal Ugolin.

Aucun frère ne doit prêcher sans avoir été examiné et revêtu de cet office. La prédication doit se faire en vue de l'édification et de l'ins-

truction morale du peuple : que celui qui prêche le fasse d'une manière réfléchie, chaste et brève, comme le Seigneur a parlé sur la terre.

On voit que cette règle, dont nous avons touché les points essentiels, suppose une foule de détails comme étant déjà fixés par la tradition; ainsi, par exemple, le choix de tous les supérieurs, excepté du général, et leurs attributions essentielles. Remarquons, en outre, que la propriété commune n'y est point interdite d'une manière tout à fait absolue, mais seulement indirecte.

La règle de François mettait scrupuleusement en garde contre toute relation, tout commerce avec les femmes; par là le faible est brisé et le fort affaibli; l'entretien de la femme est frivole; il est dangereux de contempler ses traits; l'homme de Dieu ne doit parler avec elle que dans la confession, et François pouvait dire de lui-même qu'il n'en connaissait aucune de visage. Tout cela n'empêche pas qu'il n'ait été le fondateur d'un second ordre, d'un ordre de femmes. Clara Scifi, la fille d'un haut chevalier d'Assise, s'était détournée du monde et voulait rompre avec les joies de la terre; sa mère avait fait un pèlerinage au Saint-Sépulcre, et cette circonstance n'était pas pour rien, sans doute, dans les dispositions de ce cœur ardent et passionné. Elle s'était adressée à François; ils s'étaient secrètement visités, et il y a là comme une sorte d'intrigue et de saint enlèvement : il devient « son fiancé dans le Seigneur, » il la fortifie dans son mépris du monde, et fait pénétrer dans son cœur toutes les joies, toutes les ineffables douceurs de l'amour pour le céleste Fiancé. Le dimanche des Palmes, 1212, la belle jeune fille, après avoir suivi, sur le conseil du saint, la procession du jour dans ses splendides habits de fête, s'échappe, la nuit suivante, par une porte dérobée, de la maison paternelle; elle est reçue à la Porziuncula par les frères qui l'attendaient; François lui coupe ses longs cheveux devant l'autel, et la conduit ensuite dans un cloître voisin de bénédictines; elle avait dix-huit ans. Les siens essayèrent de tous les moyens pour la ramener dans le monde : Clara, se cramponnant à l'autel, dans l'église du cloître, résiste à tout, et leur montre sa tête dépouillée de cheveux en signe de sa rupture définitive avec la terre; bientôt sa jeune sœur, Agnès, la suit, et sa mère elle-même, devenue veuve, prend le même chemin. Le besoin de mourir au monde se répand chez les femmes et les jeunes filles de la contrée d'Assise : elles veulent, comme Clara, secouer les ordures de Babylone, et François fonde bientôt, dans la misérable maison attenante à l'église de Saint-Damien, l'ordre des pauvres femmes que l'on nomma plus tard *Clarisses*, et dont Clara fut la première abbesse. Les prescriptions essentielles de

leur règle sont conformes à celles que nous connaissons : elles promettent obéissance au pape et à ses successeurs, à François et à ses successeurs, mais elles sont enfermées dans le cloître, soumises à une surveillance sévère, et tout contact avec le monde est limité pour elles à la grille du couvent ; conformément à la règle, elles sont si dévouées au silence que, quand il le faudrait, à peine savent-elles former un discours ; et ce sont des femmes ! N'ayant d'autre propriété commune que leur cloître et leur jardin, dépendant pour leur subsistance des secours du dehors, nous voyons bientôt leur ordre s'étendre, s'agrandir, recevoir des filles de rois, et traverser héroïquement, dans quelques-uns de ses cloîtres, des périodes de souffrance et d'abandon. Clara marchait nu-pieds, et ne dormait que quelques heures sur des sarments, le cœur brûlant d'une sainte ardeur pour son céleste Époux, et pleine de douceur pour celles qui étaient ses fiancées sur la terre. Grégoire IX l'exhortait, à cause du malheur des temps, à acquérir quelque propriété pour son ordre : « Si un vœu vous lie, nous avons la puissance de le délier, » lui disait-il. « Saint père, répondit-elle, je serai heureuse d'être affranchie des mes péchés, mais je ne me sentirai jamais affranchie de mes devoirs dans l'obéissance et l'imitation du Christ. » Innocent IV assista à ses derniers instants. Elle avait pris le sacrement de la Cène, et, sur son désir, il prononça l'absolution de ses péchés et lui donna sa bénédiction : « Mes filles, dit-elle alors aux religieuses en pleurs qui l'entouraient, remerciez le Seigneur de ce qu'il m'a fait aujourd'hui cette grâce de recevoir mon Seigneur et mon Dieu, et d'avoir mérité de voir son vicaire. » De cruelles années de souffrances avaient précédé cette heure où la mourante put dire : « Grâce te soient rendues, Seigneur, de ce que tu m'a créée. »

Un troisième ordre, dont l'influence fut immense, a été encore institué par François. On raconte qu'en 1221 des hommes vinrent à lui en disant : « Que devons-nous faire pour acquérir le salut ? Nous avons des femmes qui ne veulent pas nous quitter. » D'après un autre récit, une ville tout entière, après les prédications de François, voulut prendre son vœu : effrayé de cette victoire, le saint chercha un moyen de satisfaire à ce désir, en imposant à cette population tout entière un joug moins dur. Quoi qu'il en soit de cette double tradition, ce fut dans un mouvement semblable que l'ordre des *Tertiaires* (le troisième ordre) eut son origine. Les Tertiaires furent primitivement des frères et des sœurs de la pénitence, mais demeurant dans le monde, restés fidèles aux obligations de la vie sociale, et même du mariage, et ne renonçant point à la propriété. A leur entrée dans l'ordre, après un noviciat

d'une année, ils promettaient seulement de garder tous les commandements de Dieu, mais le retour dans le monde leur était fermé. Leur règle prescrivait, comme condition préalable de l'entrée dans la confrérie, la restitution de tout bien mal acquis, et la réconciliation avec le prochain ; les femmes mariées devaient être autorisées par leurs maris. Les Tertiaires devaient porter des habits modestes, de couleur foncée ; ils pouvaient être autorisés, pourtant, à se vêtir selon leur rang et l'usage du pays. Ils devaient fuir les spectacles mondains, faire de bonnes œuvres, vivre dans une modération constante, observer de longs jeûnes, dont les malades et ceux qui travaillent de leurs mains pouvaient être dispensés. Leur devoir était d'éviter les juréments, de ne prêter serment que dans les cas indispensables, et de se soumettre dans leurs différends à l'arbitrage des supérieurs. Il ne leur était permis de porter des armes offensives que pour la défense de la foi, de l'Église, ou du pays ; mais, ici encore, les supérieurs pouvaient autoriser le port d'armes dans quelques autres circonstances. On comprend de quelle importance devaient être ces préceptes pacifiques au milieu des habitudes guerrières du moyen âge, où toutes les querelles se vidaient par le glaive ; on comprend aussi qu'elles ne pussent point avoir un caractère absolu. Des visiteurs, nommés à temps et choisis parmi les Tertiaires, exerçaient sur eux une sorte de surveillance ; ces visiteurs eux-mêmes étaient soumis à une sorte de contrôle indéterminé de la part de l'ordre proprement dit, c'est-à-dire des Franciscains.

Il y avait, dans la fondation de ce tiers-ordre, l'aveu d'une grande vérité : c'est que le monachisme n'était pas la forme nécessaire du christianisme parfait, non plus que le célibat, puisqu'il était dit des gens mariés « qu'ils servaient Dieu dans la chasteté conjugale. » C'était un affranchissement de l'idée monastique, un point de vue supérieur au monachisme lui-même. D'autre part, cependant, cette sorte de confédération laïque devint, pour les ordres mendiants, comme une large base populaire sur laquelle ils purent s'appuyer. Les Franciscains purent exercer ainsi une influence régulière sur leurs affiliés de toute classe ; ces affiliés étaient de pieux amis dont la vigilante prévoyance justifiait la confiance des deux autres ordres dans la providence divine ; le moine errant était sûr de trouver chez eux un asile. Mais François, en imaginant cet état intermédiaire entre le cloître et le monde, n'a pas été mû par une idée politique : il a obéi simplement à la nécessité, aux besoins présents, et, ajoutons-le, à la largeur et à la libéralité naturelle de son génie.

Ce troisième ordre, pour lequel chaque maison pouvait devenir un

cloître et chaque chambre une cellule, prit des proportions prodigieuses. Il étendit ses conquêtes depuis cette masse déshéritée qui, pour être pauvre, n'avait pas besoin de faire vœu de pauvreté, jusqu'au trône des puissants de la terre : les rois, les reines, sous leurs vêtements de pourpre, portèrent souvent le rude cilice des Tertiaires. Mais c'est surtout la classe intermédiaire et bourgeoise qui y entra par milliers et cent milliers. L'ordre ne lui promettait pas seulement des biens célestes, mais une protection efficace, ici-bas, contre les puissants du monde. Il y a donc, dans le tiers-ordre, quelque chose de l'avenir du tiers-état, bien que l'ordre ne reconnût point une distinction des classes, et précisément parce qu'il ne la reconnaissait pas. Alors que la hiérarchie savait encore joindre au nom de Christ le nom magique de liberté, l'Italie, en lutte contre l'Empire, trouva de puissants auxiliaires dans ces communes spirituelles, et Grégoire IX put bénir en elle les nouveaux Machabées.

CH. BERTHOUD.

(La suite à un prochain numéro.)

DE LA PHYSIOLOGIE APPLIQUÉE A LA CRITIQUE

ou

ESSAI DE CRITIQUE NATURELLE

TROISIÈME ARTICLE ¹

LE TEMPÉRAMENT

Pour emprunter les définitions des auteurs spéciaux et compétents, on appelle *tempérament* l'état particulier de la constitution physique de chaque personne, causé par la proportion diverse des éléments qui entrent dans la composition de son corps.

Il est facile de comprendre que le tempérament exerce une grande influence sur l'énergie et l'activité des différents organes, notamment du cerveau.

La plupart des physiologistes admettent quatre tempéraments principaux, qu'on appelle, d'après l'élément qui prédomine dans chacun d'eux :

Tempérament nerveux,
Tempérament sanguin,
Tempérament bilieux,
Tempérament lymphatique.

¹ Voir la *Revue germanique* des 1^{er} mai et 1^{er} juin 1863.

Les nerfs, le sang, la bile, la lymphe, se combinant en proportions diverses et se *tempérant* les uns les autres, c'est ce qu'ils nomment *tempérament*.

Le tempérament nerveux se caractérise par une peau et des cheveux fins, des traits déliés, des muscles grêles, une physionomie pâle, et une santé souvent délicate. Tout le système nerveux, y compris le cerveau, est d'une extrême activité, et les manifestations de l'intelligence sont d'une vivacité proportionnelle. Les personnes de ce tempérament sont irritables et sensibles; leur esprit est vif et brillant; mais elles se fatiguent très-vite.

Le tempérament sanguin est indiqué par des formes bien prononcées, un embonpoint modéré, une fermeté convenable des chairs, le teint vif et animé, des yeux bleus et brillants, une belle complexion et une certaine rudesse de contenance. Grande activité des vaisseaux sanguins, amour du mouvement et de l'exercice, physionomie pleine de vivacité et d'animation. Le cerveau participe de l'état général, il est très-actif.

Le tempérament bilieux a pour signalement : cheveux noirs, peau épaisse et brune, embonpoint modéré, muscles très-fermes et doués d'une grande énergie, visage un peu dur, aux traits fortement accentués. Les individus de ce tempérament sont actifs et ambitieux; ils supportent avec facilité les travaux longs et fatigants.

Enfin *le tempérament lymphatique* est reconnaissable à des formes arrondies et molles, à l'abondance du tissu cellulaire, à la faiblesse du système musculaire. Des cheveux blonds, une peau pâle-clair, les yeux sans expression. Action vitale languissante, lenteur dans la circulation du sang, prédominance de la lymphe. Le cerveau, comme tout le reste du système organique, est faible dans son action, et les manifestations des facultés sont de même nature ¹.

Jamais, bien entendu, ces quatre espèces n'existent à l'état simple et séparé; toujours, au contraire, elles se présentent à l'état mixte et inégalement combiné, et c'est ainsi qu'elles forment des *complexions* et des *tempéraments*.

D'après ces définitions, on voit tout de suite que le tempérament nerveux semble prédisposer ceux qui en sont doués à devenir écrivains ou artistes, — poètes, orateurs, philosophes, peintres, statuaires, architectes, musiciens, chanteurs, comédiens, prédicateurs.

¹ Le Dr Fossati.

La vocation de cette classe de personnes est principalement dans leurs nerfs.

« Le système nerveux, réservoir de toutes les forces, matrice de tous les développements, origine de toutes les créations, dit le docteur Raspail, est le vrai siège de la vie, passive et active : grande batterie électrique, dont les pôles, en se multipliant à l'infini, tapissent toutes nos surfaces, et s'y localisent comme autant de vigies..... Chez les natures grêles et délicates, les nombreuses papilles nerveuses, organes des sensations, sont des milliers de télégraphes, qui font de l'âme le point central d'un million de correspondances. Chez ces êtres favorisés du ciel, puissants et aériens avortons, la vie est un pétilllement continu, une gerbe intarissable d'idées... Ils ont *de l'esprit jusqu'au bout des ongles*, locution proverbiale qui n'est, en définitive, que l'expression physiologique de ce que nous venons de dire ; car les ongles ne sont que des expansions cornées des papilles nerveuses, et chez ces êtres délicats on dirait que l'ongle lui-même a la finesse de tact des organes dont il n'est qu'une simple modification... »

Au contraire, on voit tout d'abord que, si des personnes d'un tempérament lymphatique s'adonnent aux lettres ou aux arts, probablement elles se fourvoient. En effet, leur tempérament, selon toute apparence, ne leur permettra de produire que des œuvres languissantes, pâles, effacées. Bientôt, pauvres poètes, débiles écrivains, ou malheureux artistes, découragés, exténués, ils resteront à mi-chemin sur ces pentes semées d'obstacles.

Si donc nous éliminons, à bon droit, le tempérament lymphatique, il nous en reste trois seulement : le nerveux, le bilieux et le sanguin ; — c'est-à-dire leurs combinaisons diverses, avec prédominance de l'un ou de l'autre élément : nervoso-bilieux, nervoso-sanguin, etc.

Or, nous allons les voir à l'œuvre, ou les retrouver, dans le style et dans la manière de chaque écrivain.

Je choisis exprès des exemples que tout le monde puisse vérifier, chacun les ayant sous la main ou dans la mémoire.

Est-il nécessaire d'avoir vu dans la galerie du Musée du Louvre le portrait de Bossuet, et ce teint coloré, que les cheveux blancs font ressortir, pour deviner que cet énergique écrivain, cet orateur fougueux, ce violent dogmatiste, était d'un tempérament nervoso-sanguin ?

Il suffit d'observer son style, toujours en lutte, ouverte ou sourde, contre l'auditeur ou le lecteur ; le genre propre de son éloquence, qui

est un perpétuel combat; son ton despotique, familial, jusque dans les matières les plus hautes et les idées les plus terribles; — sans parler de son intolérance, qui se rattache d'autre part à sa profession de théologien et à sa position d'évêque.

De très-courtes citations feront toucher au doigt ce que j'avance. Je prends la première page qui se présente, le début de l'*Oraison funèbre de la reine d'Angleterre*. Quel ton dominateur! Quelle élévation tout à la fois et quelle familiarité!

« Monseigneur,

» Celui qui règne dans les cieux, *et de qui relèvent* tous les empires, à qui seul appartient la gloire, la majesté et l'indépendance, est aussi le seul qui se glorifie *de faire la loi aux rois* et de leur donner, *quand il lui plait*, de grandes et de terribles leçons. Soit qu'il élève les trônes, soit qu'il les *abaisse*, soit qu'il *communique* sa puissance aux princes, *soit qu'il la retire à lui-même* et ne leur laisse que leur propre faiblesse, *il leur apprend leurs devoirs* d'une manière souveraine et digne de lui. Car, en leur donnant sa puissance, *il leur commande d'en user comme il fait lui-même*, pour le bien du monde; et *il leur fait voir*, en la retirant, *que toute leur majesté est empruntée*, et que, *pour être* assis sur le trône, ils n'en sont pas moins *sous sa main* et sous son autorité suprême. »

Par conséquent, sous notre autorité aussi, et sous notre main, à nous, évêques, qui sommes ses ministres et ses interprètes; ne l'oubliez pas, Monseigneur! ni vous tous, grands, qui m'écoutez!

Voilà évidemment ce qu'ajoutaient le ton, la physionomie et le geste de l'orateur. Voilà le sous-entendu, qui s'entend fort bien. Voilà le commentaire qui se lit clairement, pour ainsi dire, entre les dernières lignes de cet exorde, si simple et si hautain, où les expressions les plus ordinaires manient familièrement les idées les plus élevées, et où, dès le commencement, le prédicateur desposte, avec sa tranquillité violente, fait courber tous les fronts devant Dieu et devant lui.

Ajoutons qu'il y a, derrière cet exorde et derrière toute cette Oraison funèbre, la révolution d'Angleterre avec ses sanglants souvenirs, le supplice de Charles I^{er}, « la majesté violée par des attentats jusqu'alors inconnus, » la restauration récente de Charles II et l'espérance de voir la religion catholique regagner dans ce pays le terrain perdu. Voilà le fond des sentiments de Bossuet. Ah! s'il pouvait persuader à ce Stuart de se faire catholique! Et si ce roi entraînait ses sujets! la belle partie

pour l'Église ! L'idée du discours, au fond, est donc celle-ci : Tremblez, si vous ne rentrez au plus vite dans le giron de la foi catholique ; tremblez que mon Dieu, au nom de qui je vous parle, ne vous culbute de nouveau ! — La détermination exacte de l'idée de Bossuet et, comme on dirait aujourd'hui, l'*actualité* de son discours, résident dans toutes ces circonstances. Il croit même, ou s'efforce de croire, que la révolution religieuse en Angleterre touche à sa fin, et que prochainement le catholicisme sera rétabli dans ce pays et dans tout le reste de l'univers : — prophétie un peu hasardée, et qui, après deux cents ans écoulés, ne paraît pas précisément en voie de se réaliser encore ¹.

Écoutez maintenant un autre court passage du même écrivain, dont nous rapprocherons ensuite trois lignes de Pascal, sur la même idée ; vous verrez la différence de tempérament :

« Tant de fois comte, tant de fois seigneur, possesseur de tant de richesses, maître de tant de personnes, ministre de tant de conseils, et ainsi du reste. Toutefois, que l'ambitieux *se multiplie tant qu'il lui plaira, il ne faut toujours pour l'abattre qu'une seule mort*. Mais il n'y pense pas ; et, dans cet accroissement infini que notre vanité s'imagine, *il ne s'avise jamais de se mesurer à son cercueil, qui seul néanmoins le mesure au juste.* »

Sentez-vous comme, par ces rudes expressions, la nature violente de Bossuet semble se réjouir et triompher avec la mort ? C'est que la mort ouvre les portes de l'éternité formidable, dont il se vante d'avoir en main les clefs ! C'est qu'étant le représentant de Dieu, il est, par cela même, le ministre et de la mort et de la vie ! Aussi la mort n'a-t-elle rien qui l'épouvante : elle a plutôt de quoi lui plaire ; elle est son alliée, il est son serviteur ; il prend part aux victoires qu'elle remporte ; peu s'en faut qu'il ne les célèbre avec une sorte de joie cruelle, dans son style d'une incomparable puissance, ce théologien nervoso-sanguin !

¹ • Quand Dieu laisse sortir du puits de l'abîme la fumée qui obscurcit le soleil, selon l'expression de l'Apocalypse, c'est-à-dire l'erreur et l'hérésie ; quand, pour punir les scandales, ou pour réveiller les peuples et les pasteurs, il permet à l'esprit de séduction de tromper les âmes hautaines, et de répandre partout un chagrin superbe, une indocile curiosité et un esprit de révolte, il détermine dans sa sagesse profonde les limites qu'il veut donner aux malheureux progrès de l'erreur et aux souffrances de son Église. Je n'entreprends pas, Chrétiens, de vous dire la destinée des hérésies de ces derniers siècles, ni de marquer le terme fatal dans lequel Dieu a résolu de borner leur cours ; mais, si mon jugement ne me trompe pas, si, rappelant la mémoire des siècles passés, j'en fais un juste rapport à l'état présent, j'ose croire, et je vois les sages concourir à ce sentiment, que les jours d'aveuglement sont écoulés, et qu'il est temps désormais que la lumière revienne. »

Mais que Pascal, tempérament tout autre, nervoso-bilieux et mélancolique, vienne à toucher cette pensée de la mort, sombre préoccupation de sa triste vie, il laisse échapper de sa plume ces trois lignes, lugubres et frissonnantes :

« Le dernier acte est sanglant, quelque belle que soit la comédie en tout le reste. On jette enfin de la terre sur la tête, et en voilà pour jamais ! »

Chez l'un et chez l'autre écrivain, c'est la même idée, l'idée de la mort ; mais quelle différence de forme et de beauté ! — M. Havet, dans l'excellent *Commentaire perpétuel* qu'il a donné des *Pensées* de Pascal, dit en appréciant cette beauté-ci : « Elle joint à la dignité de l'éloquence française, non-seulement une familiarité forte, comme dans Bossuet, mais je ne sais quel sombre accent et quelle poésie sourde et pénétrante. Cela est classique et shakspearien tout ensemble ; rien n'est plus discret et rien n'est plus fort. Pascal, sans doute, a rapporté cette pensée d'un cimetière : le bruit des pelletées tombant sur la bière lui était resté au cœur. »

En effet, toute la scène des fossoyeurs, d'*Hamlet*, ne contient pas plus de mélancolie que ces trois lignes de Pascal.

Bossuet, au contraire, sur la même idée, triomphe : tant il est d'un tempérament différent !

Il y a encore, du reste, entre ces deux passages, toute la différence du genre oratoire à la méditation solitaire. Pascal rêve et tremble dans sa cellule ; Bossuet, du haut de la chaire, fait son office de prédicateur ; mais avec quel accent superbe, quel ton fier et hautain !

D'ailleurs, même dans une simple lettre, et quelquefois dans une seule ligne, l'homme et son naturel — entier, fougueux, nervoso-sanguin — se révèlent. Il écrit à un lieutenant général : « J'ai tout concerté avec eux, et je ne prendrais pas plaisir de me voir dédit. Cela, aussi bien, serait inutile. »

Sentez-vous cette raideur de volonté, ce tempérament violent, ce despotisme ? — Ajoutons que, lorsqu'il écrivait ainsi, en 1703, Bossuet avait la pierre. Cela devait le rendre plus irritable encore.

Écoutez maintenant un cri de joie de son intolérance fanatique ; c'est dans le *Sermon sur la Vaine Gloire* ; il cite un exemple de ce qu'il appelle la gloire véritable : « Ayant détruit la maison d'Achab, suivant le commandement du Seigneur, Jéhu fait un sacrifice au Dieu vivant de l'idole de Baal, et de son temple, et de ses prêtres, et de ses prophètes ; il n'en laisse pas un seul en vie. Voilà une belle action ! »

N'est-ce pas bien là le mot d'un évêque qui, dans l'*Oraison funèbre*

de Michel Le Tellier, glorifie les dragonnades avec un enthousiasme porté jusqu'au lyrisme; d'un théologien qui ordonnait d'indiger des amendes aux protestants pour les contraindre à abjurer, et d'enlever leurs enfants pour les convertir?

« Je déclare que je suis, dit-il, et que j'ai toujours été du sentiment, premièrement, que les princes peuvent contraindre *par des lois pénales* tous les hérétiques à se conformer à la profession et aux pratiques de l'Église catholique; deuxièmement, que cette doctrine doit passer pour constante dans l'Église, qui non-seulement a suivi, mais encore demandé de semblables ordonnances des princes... »

Et un peu plus loin :

« N'aurait-on pas raison de réduire par de petites amendes ces gens-là, qui ne se conduisent que par leur intérêt; non pas précisément parce qu'ils n'assistent pas à la messe, mais parce qu'ils ne pratiquent pas les exercices de la religion catholique?... »

« On pourrait les contraindre aux instructions; mais, selon la connaissance que j'ai, cela n'avancera guère; et je crois qu'il faut se réduire à trois choses : l'une, de les obliger d'envoyer leurs enfants aux écoles; faute de quoi, chercher le moyen de LES LEUR ÔTER; l'autre, de demeurer fermes sur les mariages; la dernière, de prendre un grand soin de connaître en particulier ceux de qui on peut bien espérer. »

Mais, plus Bossuet est intolérant par nature et par profession, plus aussi il est éloquent, en raison de cette intolérance même. Fanatique par tempérament, par tempérament aussi il est orateur, il est écrivain fougueux et grand coloriste. Plus il choque nos idées et révolte nos sentiments, plus il ravit notre esprit littéraire par les splendides nouveautés du style le plus énergique et le plus simple, le plus grandiose et le plus familier.

Enfin, si l'on nous permettait, en cette étude physiologico-littéraire, une double formule dans le genre de celle dont nous avons usé déjà pour résumer Montaigne, nous pourrions hasarder de dire, pour résumer Bossuet et Pascal :

Bossuet est un orateur, et un politique dans un théologien nervoso-sanguin.

Pascal est un poète lyrique en prose dans un géomètre nervoso-bilieux.

Autres exemples :

Qu'est-ce que La Rochefoucauld? Nous le voyons dans ses *Maximes*; nous n'aurions pas besoin de lire ses *Mémoires*, ni tous ceux de ses

contemporains. C'est un autre nervoso-bilieux, malade, dégoûté, fatigué, revenu de ses aventures politiques et galantes avec un fond de scepticisme et d'amertume. De là son pessimisme, qui prétend expliquer toutes les actions humaines par l'intérêt et par la vanité, qu'il nomme l'un et l'autre d'un seul nom : *l'amour-propre*, c'est-à-dire l'amour de soi. Cela est vrai, effectivement, pour neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions sur mille; mais il suffit de la millième pour réfuter les *Maximes* trop absolues de ce nervoso-bilieux malingre et pour sauver l'honneur de l'humanité.

Et qu'est-ce que le cardinal de Retz? Un nerveux-bilieux-sanguin, né en Champagne, à Montmirail; qui a tété avec le vin de son pays l'ardeur, la joie et la légèreté. Aussi quelle complexion!

Ambitieux, galant et prêtre, mêlant les intrigues politiques, les aventures amoureuses et les fonctions épiscopales; tribun en soutane et en bas violets, escaladant les barricades, sauf à détourner le danger par un signe de croix ou par un bon mot; combattant d'une main et bénissant de l'autre, comme Frère Jean des Entomures ou comme le prélat du *Lutrin*; Catilina d'antichambre et de boudoir; à minuit, dans le *cabinet gris* de la reine (comme Mirabeau dans le parc de Saint-Cloud); cardinal libertin, brouillon d'affaires; et, avec cela, écrivain exquis, vrai cousin de M^{me} de Sévigné: on le devinerait à son style.

Et qu'est-ce que Jean-Jacques Rousseau? Un bilieux mélancolique. De plus, hypocondriaque, dans la seconde moitié de sa vie, et menacé d'une apoplexie séreuse — dont, en effet, il mourut.

Qu'il devait être déjà malade, lorsqu'il écrivait le passage suivant :

« Qu'a-t-il fait pour moi? Il m'a fait vivre? Eh! n'eussé-je pas vécu sans lui? Non, il ne m'a point fait vivre, il m'a fait languir et mourir dans le plus infâme esclavage. Il m'a déshonoré et avili, il a éteint en moi toute la fierté naturelle au génie, il m'a moins rassasié de pain que d'opprobre, et la vie que j'ai menée dans sa triste maison m'a fait cent fois désirer la mort. Mais moi, qu'ai-je fait pour lui dans le même temps? J'ai nourri sa vanité, j'ai délivré son âme épaisse de l'ennui d'elle-même, je l'ai fait vivre au mépris de la mienne. Tandis qu'il n'en coûtait pour moi qu'à sa bourse, j'épuisais pour lui mes soins, mes talents, ma liberté, ma substance; il buvait mon sang et ma vie à prix d'argent, et prétendait me faire vivre! »

Ce passage, qui naguère encore était inédit, fait partie d'une

ébauche de discours *sur les Richesses*. Il est difficile de n'y pas voir un retour de Rousseau sur sa situation personnelle lorsqu'il recevait à regret l'hospitalité des riches.

Mais, même dans les ouvrages qu'il acheva et qu'il publia avant d'être précisément malade, ne sent-on pas à chaque page l'influence du tempérament, — outre celle du siècle que nous avons déjà notée, et d'autres encore que nous noterons plus tard.

Sans chercher bien loin, prenons le début de l'*Émile* ; nous y découvrirons tout d'abord cette complexion cacochyme, cet esprit chagrin et paradoxal, cette éloquence un peu malsaine, encline à la déclamation :

« Tout est bien, sortant des mains de l'Auteur des choses ; *tout dégénère entre les mains de l'homme*. Il force une terre à nourrir les productions d'une autre, un arbre à porter les fruits d'un autre : il mêle et confond les climats, les éléments, les saisons ; il mutile son chien, son cheval, son esclave ; il bouleverse tout, *il défigure tout ; il aime la difformité, les monstres* ; il ne veut rien tel que l'a fait la Nature, pas même l'homme ! il le faut dresser pour lui, comme un cheval de manège ; il le faut contourner à sa mode, comme un arbre de son jardin. »

C'est en ces termes que Rousseau commence un traité *de l'Éducation* ; si bien que tous les traits qu'il lance dès le début, retombent d'abord sur lui-même, qui entreprend de former, et par conséquent, suivant lui, de *déformer* un enfant, un homme. A la vérité, il essaye ensuite de pallier cette contradiction, mais sans y réussir.

Il aurait pu supprimer ce début ; mais non ! sa nature l'entraînait. Puis, c'était un début brillant ; cela le dispensait d'être solide.

Que d'idées fausses dans l'ensemble et dans les détails ! Quoi ! l'homme, en inventant l'acclimatation, fait dégénérer la nature ! Bien au contraire, il la complète. Quoi ! la science et l'industrie ne créent que des difformités, des monstres ! En vérité, cela ne se réfute pas ; cela n'est pas sérieux.

Les tempéraments de cette espèce, surtout lorsque la maladie les complique, sont en quelque sorte voués aux contradictions : Rousseau en fourmille.

Voltaire définit en ces termes le style de son rival : « Plus violent que vif, et teint, si l'on peut s'exprimer ainsi, de la bile qui le dévore. »

Voilà pourquoi cette éloquence tourne aisément à la déclamation.

Ailleurs, parlant encore de l'homme, dont l'industrie creuse les

mines pour en extraire les métaux, Rousseau ne songe qu'à lui reprocher son avarice et sa cupidité, lieu-commun suranné, déclamation d'école, qu'il exagère encore par une de ses boutades :

« Il s'enterre tout vivant, dit-il, et il fait bien ! car il n'est plus digne de voir la lumière ! »

Quelle idée puérile, sous une forme emphatique ! La métallurgie, au contraire, n'est-elle pas une des sources les plus fécondes de la civilisation ? Cela est si vrai, que certains économistes veulent que la production des métaux soit la mesure de la puissance des peuples, et n'hésitent point à poser cet axiome : « La puissance est aux nations qui produisent le plus de fer. » Il y a là, du moins, plus de vraisemblance que dans la boutade de Jean-Jacques.

Même lorsque Rousseau tient une idée juste, trop souvent il la compromet par les excès de sa parole et de son humeur. C'est son tempérament qui en est cause. Ses défauts viennent de là, comme ses qualités. *Splendida bilis !*

C'est ce tempérament qui amène, coup sur coup, des traits de misanthropie de plus en plus forts, comme dans les deux lignes suivantes : « Je veux élever Émile à la campagne, loin de la canaille des valets, les derniers des hommes, après leurs maîtres ! »

Voilà l'homme, ou, si vous voulez, voilà l'ours ! comme l'appelait en riant son amie, M^{me} d'Épinay.

Tout cela ne nous empêche pas de rendre hommage au puissant génie de Rousseau. Si Voltaire a été l'apôtre de la liberté, Rousseau a été l'apôtre de l'égalité. A ces titres, l'un comme l'autre ont droit à notre admiration et à notre reconnaissance. Mais ce n'est pas porter atteinte à ces sentiments que de considérer ce point de vue particulier, l'influence de la complexion sur les écrits.

Rousseau lui-même ne reconnaît-il pas cette influence incontestable, lorsqu'il dit dans la *Nouvelle Héloïse* : « Chaque homme apporte en naissant un caractère, un génie et des talents qui lui sont propres... Pour changer un esprit, il faudrait changer l'organisation intérieure ; pour changer un caractère, il faudrait changer le tempérament dont il dépend. Avez-vous jamais oui dire qu'un emporté soit devenu flegmatique, et qu'un esprit méthodique et froid ait acquis de l'imagination ? Pour moi, je trouve qu'il serait tout aussi aisé de faire un blond d'un brun, et d'un sot un homme d'esprit. »

Voilà tout ce que nous voulons dire ; voilà Rousseau expliqué par lui-même.

Et Voltaire, à son tour, qu'est-il, — physiologiquement parlant ? —

Laissons le docteur Raspail nous le dire avec sa verve amusante :

« Voltaire, c'est le système nerveux porté à sa suprême puissance... Nature délicate, élaborant peu de chyle et par conséquent peu de sang, constitution dévolue, dès sa naissance, aux vers intestinaux, c'est-à-dire à tous ces agacements et à ces mille piqures qui font du laboratoire de la digestion un enfer, dont les juleps de l'ancienne médecine se chargeaient ensuite d'attiser la flamme. L'estomac, ce fut pour Voltaire, jusqu'à l'âge de cinquante ans, le siège de ses tortures et la source de toutes ses appréhensions. A trente ans, il n'aurait jamais cru pouvoir arriver jusqu'à la cinquantaine. Et, du reste, il avait soin, en exagérant la gravité de sa position, de placer ses fonds en rentes viagères, ce qui quadruplait du coup ses revenus. Bien des spéculateurs furent pris à ce piège que Voltaire tendait à leur avidité. »

Ce n'est pas le roi Frédéric qui s'y fût laissé prendre, lui qui écrivait au philosophe, dans le temps où leurs relations commençaient à tourner à l'aigre-doux : « Voilà mes remarques, que je vous communique; car je suis très-persuadé que nous n'en sommes pas à la dernière édition de vos œuvres. Vous tuerez et vos éditeurs et vos lecteurs avec vos coliques et vos évanouissements, et vous ferez, après notre mort, le panégyrique ou la satire de tous ceux avec lesquels vous vivez. Voilà ce que vous prophétise, non pas Nostradamus, mais quelqu'un qui se connaît assez en maladies, et dont la profession est de se connaître en hommes. »

Le marquis d'Argenson définissait Voltaire en deux mots : « Tout nerfs et tout feu, sensible aux mouches. »

Et Voltaire lui-même donnait ainsi son propre signalement, bien avant sa vieillesse :

Un petit Français très-étique,
Tel que je suis, sans me louer.

Par la différence des complexions, il y a en quelque sorte diverses races d'écrivains, de musiciens, de peintres, comme il y a diverses races de peuples.

Michelet, je crois, nous peint quelque part Virgile, pâle, mélancolique, faible de poitrine, aux bords marécageux du Mincio, dans sa Hollande italienne... (Je cite de mémoire, et j'altère sans doute cette belle esquisse, d'une touche si large et si profonde, d'une couleur si magistrale !)

On pourrait ajouter que chaque peuple a, comme chaque individu, son tempérament primordial, auquel il obéit le plus souvent et d'où dépend en grande partie son caractère. Les Athéniens et les Français sont des peuples essentiellement nerveux. Les Romains et les Anglais sont des tempéraments sanguins et musculaires. D'autres sont bilieux; d'autres sont lymphatiques.

Peut-être même qu'à prendre pour flambeau cette définition du docteur Halley, « l'homme est la partie musculaire de l'humanité, la femme en est la partie nerveuse, » il y aurait lieu, qui sait ? de distinguer le sexe chez les peuples ou les nations comme chez les individus. Et, d'après ce que nous venons de rappeler, le peuple romain et le peuple anglais, musculaires, carrés, positifs, seraient plutôt des peuples-hommes; tandis que l'Hellade et la France, nerveuses, enthousiastes, capricieuses, extrêmes en tout, meilleures ou pires, toujours plus haut ou plus bas que les autres, seraient plutôt des nations-femmes.

Louis Pfau, l'excellent critique d'art, dit très-finement : « La France prend, parmi les peuples, la place que la femme occupe dans la société; elle apprivoise la rudesse de l'homme par la délicatesse de son sentiment, et communique une chaleur bienfaisante à l'activité masculine, par la vivacité entraînant et l'enthousiasme facile de sa nature. Aussi la France a-t-elle toutes les qualités de la femme, jusqu'à son dévouement, son amabilité, son bon sens dans les choses pratiques et son tact spontané pour les convenances; et toutes les faiblesses de la femme, jusqu'à sa vanité, sa légèreté, sa versatilité dans les idées et son engouement instinctif pour la gloriole militaire. »

LE CARACTÈRE

Si, comme je crois l'avoir indiqué suffisamment, on peut, dans le style d'un écrivain véritable, reconnaître sa complexion et son tempérament, à plus forte raison y verra-t-on son caractère, qui tient de fort près à l'une et à l'autre, s'il n'en est pas la conséquence. Ici se trouve, en quelque sorte, la frontière vague et indécise entre le domaine physiologique et le domaine moral.

Descartes lui-même, à ce sujet, s'exprime ainsi : « L'esprit dépend si fort du tempérament et de la disposition des organes du corps, que, s'il est possible de trouver quelque moyen qui rende communément les hommes plus sages et plus habiles qu'ils n'ont été jusqu'ici, je

crois que c'est dans la médecine qu'on doit le chercher. » Paroles bien remarquables, à tous égards, mais surtout de la part de ce philosophe ultra-spiritualiste.

Tout en étant convaincu que le principe qui pense est d'une autre nature que la matière étendue, il n'en croit pas moins (écoutez encore ces expressions-ci) que la plupart de nos sentiments et de nos pensées « *proviennent et dépendent de l'union et comme du mélange de l'esprit avec le corps* ; » et il exige du philosophe la connaissance de la constitution et des fonctions des organes, pour comprendre et expliquer les opérations de l'esprit ¹.

Il dit encore, dans le *Discours de la Méthode* : « Je suis conjoint à mon corps très-étroitement, et tellement confondu et mêlé, que je compose comme un seul tout avec lui. » — C'est presque le mot de Bossuet : « Un tout naturel. » Descartes seulement n'est pas aussi affirmatif, il atténue un peu son assertion par le mot *comme*, signifiant *en quelque sorte*, pour être conséquent avec son dualisme, qui parle toujours du corps comme d'une chose en dehors du moi : « Je suis conjoint à mon corps, » etc.

Quoi qu'il en soit, il faut bien qu'il convienne de cette *union* et de ce *mélange*, et de ce *tout*.

Cette complexité est telle, qu'en voulant étudier particulièrement les influences physiologiques, il ne se peut faire que nous n'y mêlions ça et là l'étude du moral. L'homme n'est *deux* que par hypothèse ; mais, réellement, il est *un*.

Le caractère donc, comme le tempérament, se montre partout dans les écrits, même où on l'attendrait le moins. Prenons Corneille, non dans ses tragédies : là il serait par trop facile de retrouver sa fierté, sa noblesse. Mais il est piquant de les retrouver même dans ces charmantes petites *Stances*, qu'il adresse à une jeune coquette, trop peu soucieuse d'être distinguée par l'auteur du *Cid*, de *Cinna* et de *Polyeucte* :

Marquise, si mon visage
A quelques traits un peu vieux,
Souvenez-vous qu'à mon âge
Vous ne vaudrez guère mieux.

Le temps aux plus belles choses
Se plait à faire un affront,
Et saura faner vos roses
Comme il a ridé mon front.

¹ Voyez l'intéressant chapitre sur *Descartes médecin*, dans le livre de M. Albert Lemoine, intitulé : *l'Âme et le Corps*.

Le même cours des planètes
 Règle nos jours et nos nuits :
 On m'a vu ce que vous êtes,
 Vous serez ce que je suis.

Cependant j'ai quelques charmes
 Qui sont assez éclatants
 Pour n'avoir pas trop d'alarmes
 De ces ravages du temps.

Vous en avez qu'on adore ;
 Mais ceux que vous méprisez
 Pourraient bien durer encore
 Quand ceux-là seront usés.

Ils pourront sauver la gloire
 Des yeux qui me semblent doux,
 Et, dans mille ans, faire croire
 Ce qu'il me plaira de vous.

Chez cette race nouvelle,
 Où j'aurai quelque crédit,
 Vous ne passerez pour belle
 Qu'autant que je l'aurai dit.

Pensez-y, belle marquise :
 Quoiqu'un grison fasse effroi,
 Il vaut bien qu'on le courtise
 Quand il est fait comme moi.

Le sujet est léger, le rythme court ; mais vous y retrouvez et la fierté de l'homme et l'ampleur du tragique.

Oui, c'est bien là le vieux Corneille, dit M. Sainte-Beuve, « le vieux Corneille un peu amoureux, mais encore plus glorieux et grondeur... Que dites-vous de ce ton ? Comme il est héroïque encore !... Don Diègue, s'il avait affaire à une coquette, ne parlerait pas autrement. »

LA PROFESSION

Ce n'est pas seulement le caractère de l'homme qu'on peut reconnaître dans le style, c'est l'état même et la profession : car celui qui écrit n'est pas toujours uniquement homme de lettres.

Nous avons retrouvé dans le style de Bossuet, non-seulement son tempérament nervoso-sanguin et son caractère despotique, mais sa profession de théologien et sa position d'évêque.

Voici un autre exemple, assez piquant : Fénelon, voulant peindre, dans son *Télémaque*, la vie future, la vie des héros dans les Champs-Élysées, a beau emprunter les couleurs des poètes païens : il représente, malgré lui, un paradis chrétien, et ramène les inventions matérialistes du polythéisme à des métaphores mystiques; de sorte que, même en un sujet païen, on reconnaît un archevêque.

Cela compose un amalgame étrange, curieux à démêler. Ainsi, d'une part, il garde tout le décor païen : bocages odoriférants, gazons fleuris, ruisseaux d'une onde pure ; chant des oiseaux ; fleurs du printemps, fruits de l'automne. Puis, le développement *par les contraires* : « Là, jamais on ne ressentit les ardeurs de la furieuse Canicule ; là, jamais les noirs Aquilons, » etc. « Ni la Guerre altérée de sang, ni la cruelle Envie, » etc. Puis, les traits traduits de Virgile : « Une lumière pure et douce... »

*Largior hic campos æther et lumine vestit
Purpureo...*

Mais, d'autre part, voici que les rayons chrétiens vont se mêler à cette lumière élyséenne, et cela en continuant l'image même empruntée à Virgile : « Une lumière pure et douce se répand autour des corps de ces hommes *justes*, et les environne de ses rayons comme d'un vêtement. Cette lumière n'est point semblable à la lumière sombre qui éclaire les yeux des misérables mortels, et qui n'est que ténèbres ; c'est plutôt *une gloire céleste* qu'une lumière ; elle pénètre plus subtilement les corps les plus épais, que les rayons du soleil ne pénètrent le plus pur cristal : elle n'éblouit jamais ; au contraire, elle fortifie les yeux, et porte dans le fond de l'âme je ne sais quelle sérénité : *c'est d'elle seule que ces hommes bienheureux sont nourris ; elle sort d'eux et elle y entre ; elle les pénètre et s'incorpore à eux, comme les aliments s'incorporent à nous. Ils la voient, ils la sentent, ils la respirent ; elle fait naître en eux une source intarissable de paix et de joie. Ils sont plongés dans cet abîme de joie comme les poissons dans la mer. Ils ne veulent plus rien : ils ont tout sans rien avoir, car ce goût de lumière pure apaise la faim de leur cœur... Une jeunesse éternelle, une félicité sans fin, une gloire toute divine est peinte sur leur visage..., » etc., etc.*

Voyez-vous comme « le séjour des héros » peu à peu se transforme en paradis, et comme ces héros deviennent des *justes*, — pour un rien,

il dirait des — *saints*, il dit déjà des bienheureux, et déjà il leur donne le nimbe et l'auréole.

Bien plus ! Ce morceau nous révèle non-seulement le chrétien, l'archevêque, mais l'ami de M^{me} Guyon. Écoutez ceci : « Je ne sais quoi de divin coule sans cesse au travers de leur cœur, *comme un torrent de la divinité même* qui s'unit à eux ; ils voient, ils goûtent ; ils sont heureux, et sentent qu'ils le seront toujours. Ils chantent tous ensemble les louanges des dieux (mettez : *de Dieu*), et ils ne font, tous ensemble, qu'une seule voix, une seule pensée, un seul cœur : une même félicité fait comme *un flux et reflux* dans ces âmes unies... »

Ne reconnaissez-vous pas dans ce passage M^{me} Guyon, ses *Torrents* et le reste ? Et cela ne vous rappelle-t-il pas le sarcasme de Saint-Simon sur Fénelon et son amie : « Il la vit ; leur esprit se plut l'un à l'autre, *leur sublime s'amalgama*. »

Tout cela n'empêche pas ces pages d'être fort belles et de justifier le goût que prit aussi pour Fénelon M^{me} de Maintenon, esprit plus tempéré, plus mûr, plus sain que M^{me} Guyon. C'est encore Saint-Simon qui nous donne ce détail : « Il eut auprès de M^{me} de Maintenon presque autant de succès... Sa *spiritualité* l'enchantait ; la cour s'aperçut bientôt des pas de géant de l'heureux abbé, et s'empressa autour de lui. »

C'est justement cette spiritualité, se combinant avec la matérialité païenne, qui produit ce mélange curieux à débrouiller. Si ces justes ne se nourrissent que de lumière, on se demande alors à quoi servent les fruits qui pendent aux arbres. Chez le poète païen, les fruits se comprennent : puisque les dieux eux-mêmes, dans l'Olympe, mangent et boivent, ne fût-ce que de l'ambrosie et du nectar, il n'est pas étonnant que les héros, même dans les Champs-Élysées, mangent et boivent également, eux surtout qui avaient, pendant leur vie terrestre, un si bel appétit ! Mais, chez l'auteur chrétien, dans ce paradis, où les justes ne mangent et ne boivent que de la lumière, à quoi servent les fruits ? C'est donc seulement à orner cet autre monde, — à peu près comme Bossuet prétend que Dieu n'a fait le soleil et tous les astres que pour être l'ornement et la décoration de ce monde-ci, de la Terre, et tout bonnement pour récréer les yeux de l'homme ? — Aimable attention !

Il se peut que l'auteur du *Télémaque* n'ait pas même pris garde à ces disparates, et dans ce cas ne serait-il pas d'autant plus piquant de retrouver, à son insu, dans ce morceau, sa religion, sa profession et son état, même ses parentés d'esprit, ses liaisons et ses accointances ?

Dans les *Mémoires du comte de Grammont*, quand même on les lirait

sans en savoir le titre, tant d'élégance et d'esprit d'une part, de l'autre un sens moral si faible ou si absent, ne vous feraient-ils pas reconnaître de prime-abord un homme de cour ?

En histoire naturelle, le courtisan est le mâle de la courtisane.

On l'a défini en deux mots : *sans cœur et sans honneur*.

Je prends un autre livre, je tombe sur ce passage : « Ce même jour, 3 mai, sur les dix heures du soir, j'eus le malheur de perdre mon père... J'en appris la triste nouvelle en revenant du coucher du roi, qui se purgeait le lendemain. La nuit fut donnée aux justes sentiments de la nature. Le lendemain, j'allai de bon matin trouver Bontemps, puis le duc de Beauvilliers, qui était en année et dont le père avait été ami du mien. M. de Beauvilliers me témoignait mille bontés chez les princes, dont il était gouverneur, et me promit de demander au roi les gouvernements de mon père en ouvrant son rideau. Il les obtint sur-le-champ. Bontemps, fort attaché à mon père, accourut me le dire à la tribune, où j'attendais ; puis, vint M. de Beauvilliers lui-même, qui me dit de me trouver à trois heures dans la galerie, où il me ferait appeler et entrer par les cabinets, à l'issue du dîner du roi... »

Eh bien ! quand nous ne saurions pas qui était *Bontemps*, c'est-à-dire le premier valet de chambre de Louis XIV, ni de quels *princes* M. de Bauvilliers était gouverneur, ni que cette *tribune* dont on parle était celle de la chapelle de Versailles, et cette *galerie*, celle des glaces ; quand nous ne saurions pas tout cela, est-ce que ce petit passage ne suffirait pas à nous révéler un autre courtisan, très-ambitieux, très-sec, très-peu chargé de sensibilité filiale ? Cette mort de son père, dite si lestement, pêle-mêle avec la purgation du roi pour le lendemain, circonstance du reste fort intéressante et fort importante pour ce courtisan, puisque le roi, se purgeant, gardera la chambre toute la matinée, ce qui permettra aux solliciteurs de saisir ces *mollia fandi tempora*, si plaisamment parodiés de Virgile par Voltaire ; puis, cette petite phrase expéditive : « La nuit fut donnée aux justes sentiments de la nature ; » — voilà qui est fait, n'en parlons plus, et ne pensons qu'à obtenir bien vite la survivance des gouvernements du défunt ; — et tout le petit manège à suivre pour parvenir à ce grand résultat ; ce valet de chambre qu'on va solliciter d'abord (car, dans les monarchies, si les grands personnages sont souvent des valets, les valets quelquefois sont de grands personnages, et ces diverses valetailles, tantôt se tiennent en échec, tantôt se font la courte échelle) ; toutes ces circonstances ne dénoncent-elles pas un courtisan par excellence, celui qui ne voyait dans toute la France que la noblesse, dans la noblesse que la

pairie, et dans la pairie que les ducs ; enfin, M. le duc de Saint-Simon ?

Eh oui ! vous l'avez reconnu — et comment donc ne pas le reconnaître ? — ce courtisan, malade d'ambition rentrée et de bile amassée, tiraillé par sa soif de distinctions et par ses rancunes d'amour-propre, flottant sans cesse entre la passion de paraître et la tentation de disparaître, tour à tour raide et souple, grondeur et solliciteur, boudant et flairant.

Ainsi dans ce très-court passage se manifeste d'un seul coup l'état avec le caractère.

Et le tempérament ? Il perce à chaque page de ces volumineux *Mémoires*, trésors de médisances accumulées, et quelquefois de calomnies posthumes. La bile colore avec excès le style prodigieux de ce rageur secret, — tout comme elle inondait le dessous de la peau de son visage étrange. Vous savez ce que disait le Régent, pour peindre ces yeux noirs ardents et ce teint jaune : — « Deux charbons — sur une omelette ! »

Nous aurions pu rappeler avant tout que Saint-Simon était Picard : et, par conséquent, colérique. « La monarchie de Louis XIV fut dite et jugée par le Picard Saint-Simon. »

Qui dit cela ? C'est Michelet, autre fils de « la colérique Picardie, » comme lui-même l'appelle ; mais né, affiné à Paris ; et d'ailleurs, de tempérament nerveux-sanguin, et non pas nerveux-bileux, ce qui produit des différences énormes.

Au reste, tous deux rageurs, et tous deux grands stylistes, et tous deux grands peintres d'histoire.

Parfois, nous l'avons vu, on n'a fait que passer par une profession, il en reste cependant des marques.

Ainsi, il nous a semblé que les nombreux plaideurs qu'on trouve dans presque toutes les tragédies de Corneille, s'expliquaient également, soit par son origine, *race normande*, soit par sa première profession, *avocat*.

Voici d'autres exemples :

Jean-Jacques avait commencé par être musicien, et était arrivé à la réputation par un opéra. « La nature et la musique avaient de tout temps enchanté son âme ; il y a en lui (comme le remarque très-bien M. Eugène Noël) plutôt du Méhul que du Démosthène. Aussi, dans ses écrits, aux moments mêmes où la passion l'emporte, il reste préoccupé de l'harmonie de la phrase, qu'il tourne, retourne de cent façons.

Ses lettres au libraire Marc-Michel, récemment publiées, offrent cent preuves de cette préoccupation musicale : il croit raisonner, il ohante... Il avait choisi pour cachet *une lyre* ¹. »

Si M. Louis Blanc a pu dire de la phrase de Rousseau « qu'elle marie au relief de Montaigne la vigueur de Calvin, » c'est de la phrase seule qu'il parle; s'il s'agissait de la pensée, il y aurait beaucoup à redire, nous l'avons fait voir à propos du tempérament.

Il faudrait encore tenir compte d'un autre élément, qui a précédé et peut-être préparé celui que nous venons de signaler. Jean-Jacques Rousseau était Suisse : c'est pour cela peut-être qu'il était musicien. C'est pour cela, en tout cas, qu'il avait un si vif sentiment de la nature. C'est pour cela aussi qu'il était républicain. Sa vie errante, aventureuse, ne fit que développer ses instincts démocratiques. Tour à tour graveur pour l'horlogerie, laquais, scribe, diplomate, musicien et publiciste, Jean-Jacques commence comme Gil-Blas et finit comme Ruy-Blas. Ce laquais, enfin, gouverne le monde.

Mais il lui est donné de soulever les âmes, plutôt que de les diriger. « Il prête à la philosophie, comme le dit encore spirituellement M. Eugène Noël, les futurs accents de la *Marseillaise*, et l'univers entier la chante. »

Voulez-vous un autre exemple des traces que peut laisser dans le talent d'un écrivain l'influence de la profession première?

D'après le *Dictionnaire universel des Contemporains*, M. Sainte-Beuve, l'éminent critique, né à Boulogne-sur-Mer, et qui a dans les veines un peu de sang anglais par son origine maternelle, étudia d'abord la médecine, et spécialement l'anatomie. Il fut externe à l'hôpital Saint-Louis. Ce fut ensuite seulement qu'il s'adonna aux lettres : d'abord à la poésie, et enfin à la critique.

C'est dans la critique qu'il règne et triomphe. De quelque parti que l'on soit, comment contester la supériorité, la sagacité de son sens critique? Personne ne dit plus vite, ni mieux, sur tout sujet, ce qui importe. Fin, souple et franc comme l'osier, antipathique à la pédanterie; précis, sensé, pratique; tour à tour poète et homme d'affaires; dépouillé des vieilles rengaines de la rhétorique ancienne ou moderne, du moins dans sa seconde manière, il n'y a point d'esprit plus prompt ni plus exquis. Ce qu'il ne dit pas, il le laisse à dire aux délayeurs, aux arrangeurs, aux faiseurs de phrases et de variations plates ou sonores, classiques ou romantiques, monarchiques ou démocratiques, catho-

¹ Eugène Noël, *Voltaire et Rousseau*.

liques ou éclectiques. Pour lui, il est sceptique, et c'est, si vous voulez, son défaut, qui tient à son talent même : on n'est pas impunément critique à ce point. C'est un fils de La Rochefoucauld, et peut-être de M^{me} de La Fayette.

C'est donc bien vraiment un critique, et le critique par excellence, le critique naturaliste et moraliste en même temps ; mais, pour appliquer à lui-même ses procédés et sa méthode, est-ce que dans sa critique même vous n'apercevez pas les autres éléments que mentionne la notice du *Dictionnaire* de Vapereau ?

Comment donc ! les voici, parbleu, bien tous ! Un peu de sang anglais, — pratique et positif, — comme chez l'Anglo-Gascon Montaigne ; — au reste, Français, — nerveux, vif, féminin, — et de la lignée littéraire que je viens de dire, en passant par M^{me} Du Deffand et M^{lle} De Launay ; — par là-dessus poète, par conséquent sensuel, coloriste et fin ; léger de touche, et ferme en même temps ; capable de tout sentir, comme de tout comprendre ; de tout peindre, comme de tout analyser ; mais, au fond, profession première : anatomiste ! C'est là un point très-important.

Anatomiste ! voilà la principale explication de ce talent impitoyable, qui dissèque tout, analyse tout, perce tout à jour, n'est dupe de rien.

Balzac, dans la *Physiologie du Mariage*, a émis ces deux aphorismes :

« 1^o Le mariage est une science.

« 2^o Un homme ne peut pas se marier sans avoir étudié l'anatomie et disséqué une femme au moins.. »

Eh bien ! la critique aussi est une science, et peut-être faut-il, pour être bon critique, avoir disséqué au moins un homme.

M. Taine, je crois, a fait aussi d'abord un peu d'anatomie. On s'en aperçoit parfaitement. M. Louis Ratisbonne l'accuse d'être anatomiste à outrance, de produire avec son scalpel « des écorchés superbes. »

Il est vrai que M. Ratisbonne ajoute, et nous sommes bien aussi de cet avis : « Ce mélange de précision et de hardiesse, de force et d'imagination, forme un tout d'une séduction certaine. »

Balzac, destiné d'abord par son père au notariat, avait commencé par faire son droit et par passer les trois années de son cours chez l'avoué et chez le notaire, afin d'y apprendre les détails de la procédure, la forme et la teneur des actes. Il entra dans l'étude de M. Guyot de Merville, au moment où M. Scribe venait d'en sortir. Après dix-huit mois de séjour chez cet avoué, Balzac fut reçu chez M. Passez, notaire, où il resta le même temps.

Est-ce que ces trois années passées ainsi ne nous expliquent pas certaines pages de la *Comédie humaine*, ces intérieurs d'étude si bien décrits, cette connaissance des lois? J'ai ouï dire que le livre de *César Birotteau*, par exemple, était excellent à consulter en matière de faillites. — D'autre part, si l'on me permet de le remarquer, est-ce que certaines descriptions qui, si étonnantes qu'elles soient, ont le tort de ne pas savoir s'arrêter et de ne pas omettre un seul détail, ne ressemblent pas un peu à des *inventaires*?

Ainsi la première profession, même passagère, peut laisser quelquefois des traces dans le talent même le plus mûr.

En outre, quand Balzac creusait un sujet, il ne négligeait rien pour compléter ses souvenirs par tous les renseignements possibles et pour ajouter à ses notions personnelles toutes celles des hommes spéciaux. Ce grand observateur aimait à travailler sur le vif. Un de mes anciens camarades de collège, qui exerce la profession d'avoué, me transmet les détails suivants :

« J'étais clerc chez Gavault, ami de Balzac, qui lui a dédié un de ses ouvrages. Balzac venait souvent à l'étude. A ce moment, il luttait contre ses créanciers, et, pour mettre à l'abri ses droits d'auteur, j'ai été, en apparence, son cessionnaire des sommes qui lui étaient dues par ses éditeurs. Balzac aimait à causer procédure. Tantôt assis sur un bureau, tantôt couché dans un fauteuil, ou se roulant sur un pupitre, il se faisait expliquer cette petite guerre si variée des actes à échanger entre débiteur et créancier. Il composait, en ce temps-là, *David Séchard*. Le code en main, nous suivions avec lui toutes les formalités par lesquelles un débiteur peut être traqué, les moyens dilatoires à opposer, puis le coût de chaque acte, les frais de toute sorte, et comment, en peu de temps, grâce à cet art ingénieux de la procédure, le fisc et l'huissier étaient les seuls à s'engraisser, au grand détriment du débiteur, sans profit pour le créancier. Rien n'était plus curieux que de voir Balzac, tantôt riant à gorge déployée, tantôt triste, et cherchant toujours et questionnant sans cesse, voulant avoir la forme des actes, le détail du coût, se faisant expliquer la valeur de chaque mot de cette langue qui paraît bizarre à celui qui n'y est pas accoutumé, langue qui a pourtant sa raison d'être, et que Balzac, avec sa grande sagacité, saisissait merveilleusement. »

Walter Scott, lui aussi, avait passé par l'étude d'un *attorney*, ou procureur, et M. Taine en fait bien la remarque : « Par-dessous l'amateur du moyen âge, dit-il, on découvre d'abord l'Écossais avisé, observa-

teur attentif, dont la sagacité s'est aiguisée par le maniement de la procédure, — bon homme d'ailleurs, accommodant et gai, comme il convient au caractère national, si différent du caractère anglais. »

J'ajoute cependant : mais grand consommateur de longues moralités, comme tous ceux qui se nourrissent quotidiennement de Bible, de thé et de tartines. — Et par là, pas trop gai pour nous Français.

Au reste, n'est-il pas remarquable que les deux plus grands romanciers modernes, en Écosse et en France, aient passé l'un et l'autre par cette dure et forte gymnastique de la procédure, qui doit singulièrement assouplir les esprits qu'elle ne brise pas ?

M. Théophile Gautier, qui fut d'abord peintre, ne l'est-il pas toujours, avec la plume, et mieux même qu'avec le pinceau ?

Parfois, dans l'œuvre de l'écrivain, de l'artiste ou du philosophe, on découvre la profession, non de lui-même, mais de son père ou de sa mère.

Socrate était fils d'une sage-femme et se nommait lui-même « accoucheur des esprits, » ou *sage-homme*, comme traduit Montaigne, improvisant un masculin à *sage-femme*. Tous les dialogues de Platon justifieraient ce titre par mille exemples ; j'en citerai deux très-courts, au hasard, pris du 1^{er} *Alcibiade*.

ALCIBIADE.

« Eh bien ! quand je n'aurais point de maître, crois-tu que je ne puisse savoir d'ailleurs ce que c'est que le juste et l'injuste ? »

SOCRATE.

Tu le sais si tu l'as trouvé.

ALCIBIADE.

Et crois-tu que je ne l'aie pas trouvé ?

SOCRATE.

Tu l'as trouvé si tu l'as cherché.

ALCIBIADE.

Penses-tu donc que je ne l'aie pas cherché ?

SOCRATE.

Tu l'as cherché si tu as cru l'ignorer.

ALCIBIADE.

T'imagines-tu donc qu'il n'y ait pas eu un temps où je l'ignorais ?

SOCRATE.

Très-bien dit. Mais peux-tu me marquer précisément ce temps où tu as cru ne pas savoir ce que c'est que le juste et l'injuste ? Voyons, était-ce l'année passée que tu le cherchais, croyant l'ignorer ? ou croyais-tu le savoir ? Réponds exactement, afin que notre conversation ne soit pas vaine... »

Et un peu plus loin, dans le même dialogue :

SOCRATE.

« Réponds seulement à mes questions.

ALCIBIADE.

Ah ! point de questions, je t'en prie ; parle seul.

SOCRATE.

Quoi ! est-ce que tu ne veux pas être persuadé ?

ALCIBIADE.

Je ne demande pas mieux.

SOCRATE.

Eh bien ! quand ce sera toi-même qui affirmeras tout ce qui sera avancé, ne seras-tu pas persuadé autant qu'on peut l'être ?

ALCIBIADE.

Il me semble.

SOCRATE.

Réponds-moi donc alors, et, si tu n'apprends pas de toi-même que le juste est toujours utile, ne le crois jamais sur la foi d'un autre... »

Voyez-vous l'accoucheur à l'œuvre ! et comme il fait sortir le fruit !
fructum ventris tui !

D'autre part, fils du statuaire Sophronisque, ah ! comme il sait sculpter les beaux discours, et la fine dialectique, et les hautes idées morales !

Deux autres exemples plus proches achèveront de mettre ce point en lumière :

P.-J. Proudhon, d'après le *Dictionnaire des Contemporains*, est l'aîné des cinq enfants d'un tonnelier. Eh bien ! est-ce qu'il ne semble pas tenir de son père le vigoureux coup de marteau ? C'est le plus terrible cogneur qui soit ; il tape comme un sourd !

Mais, certes, il ne l'est pas ! Et il aime le bruit, surtout celui qu'il fait. « C'est, dit Vapereau, le plus rude adversaire de tous les systèmes qui ne sont pas le sien, et du sien peut-être ! »

On dit que M. Gustave Flaubert, l'auteur de *M^{me} Bovary* et de *Salammbô*, est le fils d'un célèbre chirurgien de Rouen, et je ne m'en étonne point : je l'aurais plutôt deviné, à voir comme il manie lui-même le bistouri, et comme il le promène avec tranquillité dans la gangrène et dans la purulence. C'est en opérateur artiste qu'il fait couler le sang et la sanie, — avec impassibilité, sinon avec amour.

Ainsi les influences innées de la parenté et de la famille se retrouvent souvent dans les œuvres de l'écrivain ou de l'artiste, et sont inséparables de son tempérament.

Mais ceci se rattache à toute une série de faits, qu'il est nécessaire d'indiquer au moins sommairement : *l'hérédité physique et morale*.

ÉMILE DESCHANEL.

(*La suite au prochain numéro.*)

LE ROMAN DE CÉLESTIN¹

VII

En face de la maison occupée par Célestin, habitait un jeune couple dont nous n'avons pas encore parlé, mais qui mérite cependant que nous lui accordions notre attention. M. Agésilas Cressonneau remplissait un emploi peu lucratif à la préfecture du département ; simple expéditionnaire, il avait épousé une femme sans fortune et touchait un modeste traitement de quinze cents francs par an. Seule toute la journée, M^{me} Cressonneau trouvait les heures longues et passait une partie de sa vie dans l'oisiveté et la solitude. Elle ne tarda pas à remarquer l'isolement où vivait Marie, de l'autre côté de la rue. Les deux femmes se rencontrèrent plusieurs fois ; elles échangèrent quelques mots de politesse, puis l'ennui les attira l'une vers l'autre, et des relations plus suivies commencèrent bientôt. D'abord, les deux femmes se virent presque en cachette et pendant l'absence réciproque de leurs maris ; peu à peu les visites devinrent plus fréquentes et se prolongèrent davantage ; enfin, au bout de quelques mois, les deux hommes se connurent à leur tour, et Célestin souffrit que M. et M^{me} Cressonneau vinssent quelquefois passer la soirée chez lui. Cette condescendance de Célestin a lieu d'étonner, mais elle s'explique par le mépris profond que lui inspiraient ses voisins.

M. Agésilas Cressonneau était un homme de quarante ans, chauve, avec une longue barbe châtain clair. Sa figure osseuse ne manquait pas d'une certaine beauté vulgaire. Il avait le front lisse et haut, le nez mince et légèrement recourbé, les dents blanches, les yeux

¹ Voir la *Revue germanique* du 1^{er} mai et du 1^{er} juin 1863.

petits, mais brillants et d'un gris pâle tirant sur le bleu. Maigre, anguleux, il affectait dans ses gestes et son costume l'air militaire, quoiqu'il eût une haine profonde contre ce qu'il appelait les *tratneurs de sabre*. Depuis l'âge de raison, il portait le même uniforme, renouvelant parfois l'étoffe, jamais la coupe de ses vêtements. Cet uniforme consistait en un pantalon plissé sur les hanches, bouffant à la hauteur du genou, étroit auprès de la cheville, comme en ont certains officiers de cavalerie. Sur ce pantalon descendait la jupe d'une petite redingote boutonnée depuis le menton jusqu'à la ceinture, et dessinant la taille aussi bien qu'eût pu le faire un corset. Autour de son cou, il nouait négligemment une cravate de soie bleue et mettait son chapeau en l'inclinant sensiblement vers l'oreille droite, ce qui lui semblait d'un goût charmant. Ainsi vêtu, il ne serait pas sorti sans une canne flexible, œuvre artistique de ses loisirs, et dont l'extrémité supérieure, recourbée par l'action du feu, se livrait à la pression de ses doigts. Dans les jours de grande cérémonie, ou lorsqu'il avait Palmyre à son bras, il gantait volontiers sa main gauche d'un gant noir. Il ne marchait pas, il sautillait d'une façon saccadée, avec des mouvements brusques, rappelant ceux des automates mus par un ressort d'acier. Toujours propre, toujours content de lui-même, toujours en retard, pendant le cours de sa longue carrière administrative il n'arriva pas une seule fois à son bureau à l'heure réglementaire. Il n'y mettait ni calcul, ni méchanceté, mais il était écrit dans le livre fermé du Destin qu'Agésilas serait éternellement en retard d'une heure ou deux partout où il serait attendu. Cette inexactitude, jointe à certains côtés tranchants de son caractère, nuisit à son avancement. Après quinze ans de service, il était encore expéditionnaire et recevait cent dix-huit francs soixante-quinze centimes par mois. Aussi Agésilas se plaignait amèrement de l'injustice du sort, de l'iniquité de ses chefs, de la dureté de l'administration. Il regardait ses collègues comme autant d'espions et de dénonciateurs acharnés à sa perte ; mais il les bravait, et ne craignait pas d'exprimer tout haut devant eux son opinion sur les passe-droits dont il se prétendait victime. Il ne se gênait pas pour traiter son chef de division de Caligula, et son chef de bureau d'exécuteur des hautes-œuvres. Le jour où l'on décora ledit exécuteur des hautes-œuvres, Agésilas poussa l'héroïsme jusqu'à feindre une maladie qui l'empêcha de se rendre, avec ses collègues, dans l'antre où ils allaient féliciter le nouveau chevalier de la Légion d'honneur.

— Vois-tu, Palmyre, disait-il au même moment à sa femme attentive, tous mes collègues sont de plats valets.

Agésilas vivait sur deux passions : sa haine contre ses chefs, son amour ardent pour Palmyre. Si on avait arraché de l'âme de M. Cressonneau cette haine et cet amour, la vie se serait arrêtée en lui ainsi que s'arrête le mouvement d'une montre dont on a brisé le grand ressort.

Palmyre touchait à la trentaine. Elle était grosse, grasse et petite. Elle avait une figure insignifiante, chiffonnée et douceuse : trop douceuse même. Elle parlait en minaudant, mettait sa bouche en cœur et, pour souhaiter le bonjour, prenait des poses de baby timide et volontaire convoitant une tartine de confiture. Ses moindres mouvements visaient à la grâce candide, non pas de la jeunesse, mais de la première enfance. On s'attendait, en l'écoutant, à l'entendre terminer ses phrases par ce monosyllabe naïf des petites filles entêtées qui répondent à toutes les questions :

— Parce que je le veux, *na* !

Cette innocente enfant n'avait presque plus de cheveux, et le peu qu'il en restait était gris ; elle les portait rejetés en arrière et réunis sur le haut de la tête en un maigre chignon. Sa figure, grimaçante à force de prétentions juvéniles, n'eût pourtant pas été trop désagréable sans un fâcheux accident qui la privait depuis longtemps d'un œil, artistement remplacé par l'émail.

Le seul œil qu'elle eût conservé d'un gris fauve tirant sur le roux, n'avait de remarquable que le jeu de la paupière toujours prête à en dissimuler pudiquement l'éclat.

Cet œil était, tout à la fois, l'éternelle joie et l'éternelle douleur d'Agésilas. Dans ses moments d'expansion, Agésilas disait à ceux qui l'entouraient :

— Vous avez vu l'œil de Palmyre, n'est-ce pas ?

— Lequel ? demandaient les mauvais plaisants.

— Celui de droite. Comme il est beau ! comme il est vif et candide ! comme il est brillant et doux !

— Sans doute ; c'est bien dommage qu'elle ait perdu l'autre.

— Hélas ! et pourtant, parfois, j'en remercie le ciel ! Si Palmyre avait eu ses deux yeux, jamais elle ne m'eût épousé. J'étais indigne d'un aussi rare trésor. Mais qu'est-ce, après tout, qu'un œil de plus ou de moins, pour moi qui la connais ? Quel cœur ! quel esprit ! quelle douceur angélique jointe à une perspicacité qui m'étonne moi-même chaque jour ! Ce n'est qu'une enfant, mais une enfant de génie. Sans elle je ne serais rien ; c'est elle qui m'a fait ce que je suis.

Après avoir prononcé ces mots, Agésilas se redressait de toute sa

hauteur et gardait un profond silence. Qu'eût-il ajouté de plus fort pour peindre le mérite de Palmyre ?

ELLE L'AVAIT FAIT CE QU'IL ÉTAIT !

Jamais on ne vit sur la terre un ménage plus heureux que celui de M. et M^{me} Cressonneau. Existants l'un par l'autre et l'un pour l'autre, ils se suffisaient à eux-mêmes, se livrant entre eux à des enfantillages qu'ils trouvaient pleins de charme. Autant Agésilas était raide et superbe avec les étrangers, autant il était humble et soumis auprès de Palmyre. En rentrant chez lui, il abdiquait son individualité. L'œil de Palmyre présidait à tout. Agésilas n'était plus que le bras de cette volonté suprême. La modicité de ses appointements ne lui permettant pas le luxe d'une domestique, il remplissait avec joie tous les pénibles devoirs du ménage, cirant lui-même les bottines de Palmyre et brossant ses robes. C'était encore lui qui allumait le feu au fourneau sur lequel se préparait leur frugal repas ; il lavait les assiettes, elle les essuyait.

Le soir venu, il prenait sa guitare, car il jouait de la guitare, et en tirait quelques accords. Parfois il mariait sa voix aux notes de l'instrument, et chantait :

• Petits oiseaux, mangez sur ma fenêtre, etc. •

Ou bien, passant du grave au plaisant, il pinçait un air de valse. Palmyre aussitôt, quittant la chaise où elle s'était assise dans une muette contemplation, parcourait la pièce en tournant sur elle-même avec ces mouvements onduleux qui font de la valse la reine des danses.

Ces soirées étaient les soirées artistico-poétiques du couple amoureux.

Mais Agésilas ne cultivait pas exclusivement la guitare, et quelques autres talents de société lui permettaient de varier les distractions choisies de Palmyre. Ainsi il faisait admirablement le ventriloque ; il imitait dans la perfection le bourdonnement d'une mouche têtue s'essayant à traverser une vitre dont elle ne s'explique pas la résistance ; il aboyait à ravir, et tous les chiens, dupes de ce langage emprunté, répondaient à sa voix.

Plus rarement M. et M^{me} Cressonneau se livraient aux douceurs de la lecture. La vue de Palmyre, extrêmement délicate, lui interdisait cet exercice intellectuel, et puis la bibliothèque d'Agésilas, composée d'ouvrages peu nombreux, avait été bien vite épuisée. On y trouvait le *Parfait Cuisinier*, un tome dépareillé des *Romans* de Voltaire, les

Ruines de Volnay, le Lac Léman, récit de voyage, et un volume de M. Champfleury qui avait converti Agésilas au réalisme.

Célestin avait bien vite jugé le couple dont il consentait à recevoir les visites. Agésilas et Palmyre lui inspiraient un profond mépris; parfois même, au spectacle de certaines minauderies de la femme, un sentiment de dégoût véritable soulevait son cœur. Les discours emphatiques et ridicules du mari lui produisaient un effet semblable, et cependant il voyait la femme et le mari presque avec plaisir.

Cela devait être.

La sottise d'autrui a toujours quelque chose d'agréable pour nous. Célestin ressentait une vive satisfaction à l'aspect de cette nullité risible, de cette fatuité naïve. Ces deux êtres lui représentaient l'humanité sous le jour où il aimait à la contempler : leur petitesse le grandissait. Cette écrasante stupidité n'était-elle pas le compliment le plus flatteur qu'on pût lui adresser? L'orgueil bête et gourmé d'Agésilas rassurait l'orgueil plus habile et plus dissimulé de Célestin; l'égoïsme brutal et tranquille de l'employé absolvait l'égoïsme farouche et fardé du misanthrope. En retrouvant ses vices sous un costume étranger, il lui était infiniment plus commode de ne pas les reconnaître en lui-même. Il pouvait se comparer sans crainte à M. et à M^{me} Cressonneau. Quel qu'il fût, il valait plus qu'eux, et ce triomphe facile, qui ne demandait aucune lutte, aucun effort, lui faisait du bien. Auprès des autres personnes rencontrées par lui dans le cours de sa vie, il ne s'était pas senti moins grand, mais il avait compris que les apparences le condamnaient. Il apercevait chez elles des qualités superficielles et brillantes dont le faux éclat le gênait et l'attristait : avec Agésilas, avec Palmyre, rien de semblable n'était à redouter. Ces deux caricatures lui procuraient les deux joies les plus vives que sa nature pût goûter : le mépris des autres, l'estime de soi-même.

Sans cette double jouissance, comment eût-il enduré, même un quart d'heure, la conversation tout à la fois insipide et irritante de M. Cressonneau?—Fils d'employé, employé lui-même, il avait consacré les plus riantes années de son adolescence à se former ce qu'on appelle en langage bureaucratique *une belle main*. Il n'écrivait pas, il dessinait. Aussi, de la littérature de son pays ne connaissait-il que certains fragments qui s'étaient en bâtarde et en moulée dans les exemples d'écriture. C'est tout ce qu'il faut pour faire un employé modèle, et, avec plus d'exactitude et moins d'acreté de langage, lorsqu'il s'agissait de ses chefs, Agésilas aurait pu réaliser ce type rare dont on montre quelques échantillons dans chaque administration.

Son ignorance n'avait d'égalé que sa suffisance. Il dédaignait d'apprendre les choses les plus connues et les plus essentielles. Qu'avait-il besoin d'apprendre? Agésilas savait tout! En voulez-vous la preuve? Il parlait sur tout, et tranchait toutes les questions. Discutait-on philosophie, histoire, politique, beaux-arts, il vous interrompait au premier mot :

— Oui, oui, je sais bien, disait-il, mais... Et alors il débitait sans reprendre haleine, en scandant ses paroles du geste, en détachant nettement chaque syllabe, une suite prodigieuse d'âneries, d'anachronismes et de vérités dignes de M. de la Palisse, qui faisaient frémir les personnes les moins nerveuses. Une fois lancé sur ce terrain glissant où se complaisait sa vanité, M. Cressonneau ne s'arrêtait plus. On ne pouvait que l'écouter, approuver par monosyllabes, ou le mettre à la porte.

Lorsqu'on avait la prudence de ne donner aucun prétexte à l'exposition de ses idées sur l'état de la société et l'avenir du monde, Agésilas abordait un des trois sujets suivants :

Palmyre, la chair à canon, sa disgrâce.

Nous n'insisterons pas sur Palmyre : nous connaissons à cet égard sa manière de voir. Mais il est peut-être bon d'expliquer ce qu'Agésilas entendait par la chair à canon et sa disgrâce.

Chair à canon, traîneur de sabre, risque-tout, étaient autant d'expressions figurées par lesquelles il désignait ceux d'entre les Français qui portent un uniforme militaire. La vue d'un pantalon rouge et d'une tunique bleue lui causait une exaspération violente. Il éprouvait contre tout ce qui a rapport à l'armée une de ces haines furieuses et irréfléchies qu'on ne s'explique pas au premier abord.

Palmyre partageait les opinions anti-militaires de son mari. Elle ne pouvait entendre le son du tambour sans s'évanouir ; un régiment défilait-il sous ses fenêtres? elle fermait ses jalousies et tirait ses rideaux. La vue de tant d'hommes armés, et sans doute livrés à l'ardeur de passions effrénées, la faisait toujours trembler pour son honneur.

— Rassure-toi, Palmyre, s'écriait Agésilas en entendant sa femme exprimer des craintes aussi horribles, rassure-toi, chère amie ; le premier de ces soldats dont le regard insolent se lèverait jusqu'à toi, je le pulvériserais!

Quant à la *disgrâce* dont M. Cressonneau prétendait avoir été frappé, il serait assez difficile de l'expliquer d'une façon compréhensible. Agésilas en parlait fréquemment sans éclaircir beaucoup la question. Seulement, il accentuait les deux mots : *ma disgrâce*, avec une telle

énergie amère, qu'il donnait, rien qu'en les prononçant, le frisson à ses auditeurs. Lui-même devenait visiblement ému ; une pâleur inaccoutumée se répandait sur son front brillant et poli comme un miroir, et ses lèvres tremblaient.

En pareil cas, Palmyre versait toujours une larme.

— Pauvre Agésilas, murmurait-elle en lui pressant la main, sois courageux ! Tôt ou tard, on te rendra la justice qui t'est due.

— J'y compte bien, répondait Agésilas. Je n'ai pas re-non-cé à la lutte. Je tri-om-phe-rai de mes en-ne-mis !

VIII

Un soir, M. et M^{me} Cressonneau trouvèrent Marie seule au salon. C'était un sombre temps d'hiver ; au dehors le vent gémissait, tandis que la neige tombait par flocons épais. Célestia cependant, plus sombre que le temps, était sorti, sans dire où il allait, ni à quelle heure il rentrerait.

— Toujours seule ! murmura Palmyre en embrassant Marie d'un air attendri.

— Toujours ! répondit Marie avec un soupir.

— Est-ce que notre misanthrope est dans ses humeurs noires ? demanda Agésilas avec un sourire tout à la fois protecteur et rempli de malice bienveillante.

— Oui. Il y a des jours vraiment où il me rendrait folle. Il s'est levé ce soir à quatre heures, s'est habillé sans m'adresser une parole, puis est sorti. Dieu sait quand il reviendra !

— Pauvre femme ! soupira Palmyre. Les hommes sont quelquefois bien durs et bien incompréhensibles !

— Les hommes, Palmyre ! Tu devrais au moins dire *certain*s hommes, car il y a des exceptions.

— Et tu en fais partie, cher Agésilas ! Oh ! je te rends justice à cet égard. Je suis heureuse, bien heureuse.

En disant ces mots, elle se jeta au cou d'Agésilas, qui l'embrassa sur le front d'un air digne et contenu.

— Voyons, Palmyre, sois plus raisonnable. Ces enfantillages ne sont point de saison devant le monde.

Palmyre essaya de rougir et prit un air confus en venant s'asseoir auprès de Marie, dont elle saisit la main

— Est-ce que vous m'en voulez, lui dit-elle de sa voix la plus calme, de me montrer devant vous toute simple et toute franche ?

— Nullement. J'envie votre bonheur, voilà tout !

— Le fait est que Célestin, pour qui, du reste, je professe une grande estime, ne me semble pas la perle des maris.

— Oh ! je suis plus malheureuse qu'on ne peut le croire ! s'écria tout à coup la jeune femme en fondant en larmes.

— Chère amie, vous me navrez !

— Allons, madame, un peu de courage !

— Du courage ! J'en ai, je vous jure, car il en faut pour vivre avec lui ! mais il y a des instants où la patience vous échappe, où la résignation devient impossible. Depuis quatre ans que nous sommes mariés, je ne me rappelle pas un moment de plaisir et de calme. Il est injuste, impitoyable avec moi. Il me montre son dédain sans ménagement, parfois même il me lance des regards pleins de haine, et qui me font peur ! Cependant, qu'a-t-il à me reprocher ? Je respecte ses caprices, je cède à ses manies les plus étranges, je fais mon étude constante de ne pas le gêner ; j'évite, pour ainsi dire, de vivre, dans la crainte que ma vie n'entrave la sienne ; je m'efforce de deviner ses désirs pour les satisfaire, mais il ne semble rien désirer, et toutes mes actions l'irritent. Je me demande quelquefois s'il a sa raison entière.

— Vous êtes trop bonne avec lui, ma chère amie, s'écria Palmyre. Les hommes sont égoïstes et cruels ; plus on leur cède, plus ils deviennent exigeants. Vous tentez de plaire à Célestin, et vous vous éloignez du but : vous avez aussi trop de douceur. Apprenez à votre mari que la patience de sa femme a des limites et qu'il serait dangereux pour lui de les dépasser. Une femme doit régner chez elle ; elle plaît toujours à qui la redoute, à qui comprend qu'elle est un trésor précieux, plus facile à perdre qu'à conserver.

— Vous avez peut-être raison !...

— Croyez-moi, si j'étais la femme de M. Célestin, je le rendrais, en moins de trois mois, souple comme un gant, comme Agésilas.

— J'en doute. Célestin ne ressemble pas aux autres hommes.

— Pour cela, vous vous trompez, interrompit vivement Agésilas. Je connais Célestin mieux que vous ; c'est une bonne nature au fond, et j'ai de la sympathie pour sa personne. Je suis intimement convaincu que j'exerce déjà une certaine influence sur lui. Le soir, quand nous causons ensemble, il parle peu, vous avez dû le remarquer, mais il m'écoute avec attention. Nous avons beaucoup d'idées communes ; c'est un lien entre hommes d'esprit. Qu'a-t-il manqué à

Célestin? un ami sérieux qui osât lui donner des conseils sensés.

— Il s'emporte à la première observation qu'on lui adresse, ou bien il hausse les épaules avec mépris.

— Certainement, une femme lui inspire de la défiance : avec un homme comme moi, il changerait de ton. Je le forcerais, par des arguments serrés, à comprendre ses torts. On ferme la bouche à une femme; on répond à un homme.

— En effet, cher Agésilas, tu devrais tenter un effort en faveur de cette pauvre Marie, que j'aime. Rien au monde ne m'irrite autant que la vue d'une femme maltraitée, délaissée par son mari. N'est-ce pas quelque chose de monstrueux? Si M. Cressonneau se conduisait de cette façon odieuse, je l'en ferais vite repentir.

— Tu es une femme adorable ! Quelle cervelle dans cette tête d'enfant ! continua M. Cressonneau en s'adressant à Marie. Elle a raison pourtant ! Je ne valais pas ce que je vaux aujourd'hui quand je l'ai rencontrée, aimée ; je l'avoue hautement, je m'en fais gloire. Moi aussi, comme Célestin, j'étais volontaire, violent, porté à l'égoïsme. Elle a changé tous ces vices en vertus, et la tâche n'était pas des plus faciles. Palmyre vous le dira, je suis de fer avec mes collègues, mes chefs eux-mêmes peuvent me briser, me courber jamais ; ils le savent et me respectent. Entre les doigts de Palmyre, je suis plus flexible qu'un roseau.

— Tu es gentil, murmura Palmyre en lui tirant la moustache d'un air espiègle.

— Oui, je suis gentil, car malgré tout, si je voulais, je pourrais encore abuser de toi ; tu es une enfant de génie, je l'ai dit souvent, et je le répète, mais tu n'es qu'une enfant !

— Tu crois ?

Ces mots furent prononcés d'un ton timide et caressant ; mais le regard qui les accompagnait fut illuminé d'un tel éclair d'astuce et de finesse, que nous croyons utile de le noter en passant.

Après un silence, Marie reprit la conversation. Chez elle, l'expansion était rare. La compagne de Célestin cachait ses douleurs, comme ses joies, allions-nous dire : la pauvre Marie n'avait pas de joies à cacher. Elle les cachait, non par hypocrisie, mais par suite de cette délicatesse qui nous interdit de montrer notre âme aux indifférents ; puis elle était timide, et chez sa mère adoptive, elle avait contracté de bonne heure l'habitude de souffrir en silence. Il fallait qu'elle fût bien découragée, bien désespérée, pour se laisser aller ainsi à la plainte devant des étrangers. Du reste, le plaisir de se plaindre, plaisir assez

violent chez les femmes pour leur faire commettre souvent de graves imprudences, expliquerait au besoin chez Marie cette dérogation à son caractère.

— Je pense, dit-elle lentement, que le désœuvrement et l'oisiveté de Célestin contribuent à entretenir chez lui cette irritabilité farouche, ce dégoût profond de l'existence, qui rendent notre ménage si triste, si affreux pour moi. Une occupation, quelle qu'elle fût, l'arracherait sans doute à ses idées noires. Elle l'empêcherait de se livrer à toutes sortes de rêves sublimes, dont il me parlait dans le commencement de notre mariage, et que j'ai vainement essayé de dissiper. Ah ! il ne m'a jamais pardonné cette tentative.

— Vous avez raison, chère dame, et je ne m'explique guère pourquoi Célestin n'essaye pas d'obtenir un emploi. Je sais que cela est difficile, je sais de combien d'amertume on abreuve ceux que leur esprit et leurs capacités sembleraient désigner à un avancement rapide ; je sais que la plupart du temps une bonne *dis-grâce* est tout le fruit qu'ils récoltent de travaux persévérants, mais du moins ils ont leur conscience pour eux, et ils sont fiers en pensant aux nombreux services qu'ils rendent à une société ingrate.

— Je l'aurais aussi souhaité. Un emploi l'eût astreint à une certaine régularité d'habitudes, dont sa santé même se serait avantageusement ressentie. Que voulez-vous ? cette idée seule le révolte et l'exaspère. Du reste, il est incapable de s'assujettir à un travail où l'on exigerait de l'exactitude ; il a horreur des devoirs imposés, il n'endurerait jamais d'être sous les ordres d'un homme ayant droit de lui commander.

— Nul ne sait mieux que moi ce qu'il en coûte pour annihiler ainsi sa légitime personnalité ! Je me suis dompté cependant ; pourquoi ne se dompterait-il pas ?

— Hélas ! Il n'y faut pas songer.

— Il me vient une idée ! s'écria tout à coup Palmyre en frappant ses mains l'une contre l'autre, et en sautillant sur sa chaise de la façon la plus gracieuse.

— Parle, chère enfant, nous t'écoutons.

— Puisque M. Célestin ne veut se soumettre à aucun mortel, et refuse tout emploi qui empiéterait sur son indépendance, peut-être consentirait-il à donner des répétitions.

— Quelles répétitions ? demanda Marie.

— Nous connaissons, Agéilas et moi, une personne dont la position est fort intéressante : M^{me} Warner est la femme d'un collègue de mon

mari. Ce monsieur n'a que des appointements très-minimes qui ne suffisent pas à le nourrir, lui, sa femme et ses deux enfants.

— Je comprends, interrompit Agésilas. Oh ! Palmyre, ton esprit m'étonne toujours ! Tu viens de trouver le nœud de la question. Je n'y aurais pourtant jamais songé !

— De quoi s'agit-il ? demanda Marie.

— Voici le fait en deux mots, reprit Agésilas. M^{me} Warner se prépare à obtenir un brevet d'institutrice. Elle espère ainsi venir en aide à son mari. Elle travaille avec ardeur, il faut lui rendre cette justice, mais elle aurait besoin de quelques conseils. J'avais d'abord pensé à guider ses premiers pas vers la science ; [Palmyre a craint pour ma santé, et j'ai dû renoncer à ce projet. Je me contente de surveiller un peu son écriture qui était défectueuse. Le soir, en venant nous voir avec son mari, elle m'apporte de temps en temps quelques pages d'exercice que je corrige. Elle a fait de rapides progrès ; cette femme ira loin, si elle veut.

— Je ne comprends pas ce que Célestin...

— Rien de plus simple. Ce que Palmyre m'a interdit de faire, par sollicitude pour ma santé, Célestin, lui, pourrait le faire sans inconvénient. Il pourrait, par exemple, consacrer chaque jour une heure ou deux à M^{me} Warner. Il accomplirait en vérité une bonne action, et ce travail deviendrait pour son esprit malade la source d'une distraction féconde. Il est intelligent, il a beaucoup lu, je le crois fort capable de remplir cette mission philanthropique.

— Une femme ! répéta Marie avec un air de doute et d'hésitation.

— Oh ! la vilaine jalouse ! s'écria Palmyre en riant.

— Jalouse, je ne le suis pas, mais une femme...

— Une femme sérieuse et raisonnable. Je répondrais de sa vertu comme de la mienne.

— Célestin n'y consentira pas.

— Elle a trente-cinq ans, et deux enfants.

— Je serais certainement heureuse de lui voir une occupation qui l'arrachât à ses idées sombres, à son éternelle tristesse, mais il refusera tout ce qu'on lui offrira.

— Alors, renonçons à notre recherche, et prenez votre parti de la vie que vous menez avec M. Célestin, reprit Palmyre d'un son de voix où perçait une certaine aigreur contenue.

IX

Malgré son refus péremptoire, Marie regrettait vivement de n'avoir pu accepté la proposition de Palmyre. Elle se figurait, à tort ou à raison, qu'une occupation régulière aurait une influence favorable sur l'esprit aigri de Célestin. Mais si ignorante qu'elle fût des faiblesses de l'homme, elle était trop femme, elle avait trop de bon sens pour ne pas redouter dans son intérieur la présence d'une autre femme. Un secret instinct l'avertissait que sous toute robe de soie ou de laine se cache un ennemi cruel. Pourrait-on dire de quel poids l'accident qui avait privé Palmyre d'un œil pesait dans l'amitié que Marie portait à M^{me} Cressonneau?

Palmyre, de son côté, tout en retirant sa proposition devant le mauvais accueil qu'elle trouvait chez Marie, ne se croyait pas battue, et ne renonçait pas à son projet.

L'idée première était sortie de son cerveau, et elle tenait à sa réalisation ; n'était-ce pas une sorte de triomphe ? La vanité ne dédaigne aucune victoire. D'autre part, des motifs personnels lui faisaient désirer d'amener un rapprochement entre M^{me} Warner et Célestin. Cette amie, qu'elle n'osait éloigner ouvertement, lui causait une certaine inquiétude ; tout en la croyant sans danger pour la vertu d'Agésilas, elle jugeait convenable de mettre Antonine Warner en face d'un homme qui ne fût pas M. Cressonneau. La prudence est mère de la sûreté, et Antonine lui paraissait beaucoup trop aimable pour qu'elle lui permit de prendre pied dans le petit intérieur où Palmyre régnait en souveraine absolue. En la présentant à Marie, en l'introduisant auprès du misanthrope, elle se rendait à elle-même un grand service et se soulageait entièrement d'une crainte mal fondée sans doute, mais suffisante à troubler sa quiétude habituelle.

Un jour donc, le hasard, ce *Deus ex machina* de la vie, réunit les trois femmes dans le domicile conjugal d'Agésilas.

Lorsque Marie entra dans la pièce où M^{me} Warner et Palmyre travaillaient et causaient ensemble, cette dernière courut à la rencontre de la nouvelle venue, et lui dit de sa voix la plus caressante :

— Que vous êtes donc gentille de nous surprendre ainsi, et que le ciel vous a bien inspirée ! Justement nous parlions de vous. Je vous présente Antonine, M^{me} Warner, ma meilleure amie... après vous, ajouta-t-elle tout bas en effleurant de ses lèvres la joue de Marie.

Antonine se leva pour saluer, tandis que Marie, un peu surprise, s'inclinait avec embarras.

— Voyons, asseyez-vous là, plus près, mais plus près donc, continua Palmyre en rapprochant la chaise de Marie de la sienne et de celle de M^{me} Warner. — Que je suis heureuse ! s'écria-t-elle avec effusion, et elle prit dans ses deux mains les mains de ses deux meilleures amies. Que je suis heureuse de nous voir ainsi réunies toutes les trois ! Quelle sainte et noble chose que l'amitié ! Ah ! si tout le monde avait un cœur comme le mien ! Mais non, je ne dois pas le souhaiter, cela fait trop souffrir, si parfois cela donne de charmantes émotions.

Marie se taisait en se voyant ainsi prise à l'improviste et jetée de force dans une amitié commune avec une étrangère dont elle se défiait d'avance.

— Si vous saviez, poursuivit Palmyre, dont l'œil se mouilla d'une larme, si vous saviez quelle belle âme possède Antonine, et combien ses conseils sensés, ses attentions délicates m'ont été précieux dans certains moments d'angoisse. Puisque vous m'aimez un peu, Marie, il faut que vous me promettiez de l'aimer aussi, n'est-ce pas ?

Marie, assez confuse, et même irritée de l'indélicatesse de Palmyre, ne répondit rien.

— Du reste, Antonine vous connaît déjà. Que de fois nous avons parlé de vous ! que de fois elle vous a plainte de vivre auprès d'un époux qui vous délaisse et ne sait pas apprécier le trésor qu'il possède en vous ! Avant de vous avoir vue, elle vous portait la plus vive affection.

— Il est vrai, madame, dit alors Antonine d'une voix simple et tranquille qui contrastait heureusement avec la voix sentimentale et fausse de Palmyre, nous avons souvent parlé de vous. Palmyre, que son enthousiasme pour ses amies, que sa haine contre l'injustice entraîne quelquefois un peu loin, m'a assez estimée pour me raconter une partie de vos douleurs. Cette indiscretion prouve l'intérêt et l'amitié qu'elle nous porte, mais c'est une indiscretion ; je vous demande pardon d'y avoir participé en écoutant un récit qui me touchait, et que j'aurais dû peut-être interrompre au premier mot.

Ces quelques paroles adoucirent un peu le ressentiment de Marie. Elles contenaient, avec beaucoup de tact, un léger blâme contre M^{me} Cressonneau, dont la conduite troublait visiblement M^{me} Célestin.

— Quel cœur d'or ! s'écria Palmyre. Vous l'entendez, Marie ? c'est

moi qui suis coupable, et c'est elle qui vous demande pardon. Cependant vous aurez beau faire et beau dire, je ne regrette rien. A-t-on des secrets entre amies ? Non ! Eh bien, vous êtes amies, ou vous le serez demain, je vous le promets.

En achevant ces mots, Palmyre, par un brusque mouvement, réunit les mains des deux femmes et les pressa dans les siennes en silence.

— Madame, reprit Antonine, j'accepte l'heureux augure de cette amitié qui doit joindre nos cœurs. Aujourd'hui, je presse votre main comme celle d'une personne que j'estime et que je respecte.

Ces dernières paroles achevèrent la conquête de la jeune femme. La retenue, la discrétion d'Antonine, qui semblait refuser tout ce que M^{me} Cressonneau offrait si généreusement, et ne voulait le tenir que de la bonne volonté de Marie, rassura sa timidité effarouchée par l'ardeur intempestive de Palmyre. Toutefois la conduite de cette dernière n'était maladroite qu'en apparence : au fond, elle avait obtenu ce qu'elle souhaitait. Quels que fussent les sentiments de M^{me} Célestin, elle se trouvait désormais sur un pied d'intimité avec M^{me} Warner ; elle la savait en tiers dans les secrets de son ménage, dans les souffrances de sa vie. Pouvait-elle maintenant se refuser à la protéger auprès de son mari ? Ne lui faudrait-il pas se prêter, tôt ou tard, à tous les arrangements qui amèneraient Célestin à aider Antonine de son savoir et de ses conseils ?

La conversation devint plus générale ; Antonine parla d'un air simple et modeste de ses deux enfants, de leur père. Elle parut complètement absorbée dans son amour pour son mari et dans son amour maternel, quoique elle s'exprimât au sujet de ce dernier avec plus de passion et de laisser-aller. Cette nuance, légère du reste, était naturelle et même touchante ; on comprenait que, chez une femme de son âge et de caractère un peu sérieux, les douces émotions de la maternité eussent pris le pas sur les ardeurs plus terrestres d'une autre affection. M. Warner semblait être pour elle un ami, une sorte de guide tendrement écouté, profondément respecté, on l'avait aimé, sans doute, avec enthousiasme, mais, après quinze ans de mariage, on ne lui portait plus que ce sentiment si rare, et rêvé des grands cœurs, où la passion qui s'éteint réchauffe des derniers feux de l'amour une amitié naissante qui grandit.

Elle avait eu trois enfants, deux vivaient encore.

— Vous n'avez jamais été mères, dit-elle doucement à ses amies attentives, vous ne pouvez pas vous figurer quelle joie sans nom remplit l'âme d'une femme lorsqu'elle entend le premier cri de son

nouveau-né. A l'époque où je me mariai, je n'avais pas encore vingt ans et je sortais du couvent ; mon père veuf, accablé de soucis, m'y avait placée comme en un lieu sûr où j'apprendrais la vertu et l'amour du travail. Hélas ! j'y restai trop peu, mais je garderai toujours un pieux souvenir des quelques mois que j'y passai dans le recueillement et la pratique des exercices religieux. Je devins enceinte la première année de mon mariage, et je mis au monde un garçon ; le pauvre enfant s'appelait Emmanuel. Était-il beau, était-il laid ? je l'ignore ; je le trouvai admirable ; à la vue de son petit visage chiffonné, j'oubliai les horribles douleurs qu'il m'avait données, qu'il me donnait encore. Je ne voulus pas qu'on l'éloignât de mon lit de souffrance et de bonheur indicible. Son berceau reposait près de mon oreiller ; pas un de ses mouvements ne m'échappait ; je l'entendais respirer, je le voyais dormir. Je me montrais presque aussi enfant que lui. — A vingt ans, au sortir du couvent, une jeune fille est bien naïve, moi surtout ; l'innocence et la foi pure étaient comme les fruits naturels de mon âme. — Après deux ou trois nuits d'insomnie, la fatigue l'emporta, et je m'endormis d'un sommeil lourd. Au bout de quelques heures, je m'éveillai en sursaut, avec une palpitation violente ; une sueur froide m'inondait, une angoisse horrible serrait mon cœur. Est-ce un pressentiment ? Je jette un regard éperdu vers son berceau, et je vois le cher ange immobile, dans la position même qu'il occupait avant mon engourdissement. Je me levai sur mon séant et m'appuyai sur un coude pour le mieux admirer, tout en souriant de mes vaines terreurs. Cependant, après plusieurs minutes de cette muette contemplation, je fus frappée de son étrange et persistante immobilité ; je me penchai pour écouter sa respiration, je n'entendis rien ! Un frisson parcourut mon corps entier, j'eus peur ! Enfin, reprenant mon courage, j'allongeai ma main et la posai sur son bras potelé, il était glacé ; je poussai un cri sourd, et, me précipitant hors de mon lit ; je saisis Emmanuel, je le pressai contre mon sein, tandis que mes doigts tremblants palpaient le pauvre petit être, afin d'y chercher un peu de chaleur, un battement de cœur, un souffle, une trace de vie. Rien ! je rencontrais partout un froid glacial, une raideur cadavérique. Alors je devins folle. Je me mis à courir dans ma chambre comme une bête fauve, sans songer à appeler du secours, à éveiller M. Warner, qui reposait dans la pièce à côté. Espérais-je, dans ma course insensée, atteindre la mort et lui arracher sa proie ? Ce ne fut qu'au bout d'un quart d'heure environ que des sanglots soulevèrent ma poitrine oppressée et que des flots de larmes jaillirent de mes paupières brûlantes. M. Warner s'éveilla au

bruit de mes plaintes ; il accourut et me trouva presque nue, les cheveux épars, baignant de pleurs impuissants la dépouille inanimée de mon Emmanuel.

Ici l'émotion de la mère, renouvelée par ce récit dramatique, arrêta un instant la voix d'Antonine qui passa son mouchoir sur ses yeux humides. Marie pleurait aussi, et sincèrement ; quant à Palmyre, elle pleurait... facilement.

— Pauvre mère ! murmura Marie en saisissant la main de M^{me} Warner.

— Oh ! j'en serais morte, sanglota Palmyre. Non, telle que je me connais, un pareil coup m'eût brisée ; le même ange eût emporté dans son vol l'âme de mon enfant et l'âme de sa mère.

— Je faillis en mourir, mais je songeai à M. Warner, et je me conservai pour lui.

— C'était beau, reprit M^{me} Célestin, qui se sentait capable d'en faire autant.

— Noble et touchante abnégation ! s'écria Palmyre d'un air d'enthousiasme tempéré par un reste de langueur. Je comprends de pareils dévouements ; aurais-je la force de les accomplir ?

— Elle a souffert, elle aussi, pensait Marie en regardant M^{me} Warner ; elle a souffert ! Et cette idée augmenta la sympathie qu'elle éprouvait déjà pour cette personne inconnue d'elle une heure auparavant.

Lorsque Palmyre vit l'esprit de M^{me} Célestin amené au point où elle le désirait, elle jugea le moment opportun, et, par une transition toute naturelle, elle conduisit la conversation sur son terrain véritable, en parlant des projets d'avenir d'Antonine, des études auxquelles elle se livrait pour obtenir un brevet d'institutrice.

Sur cette question, Antonine s'exprima avec beaucoup de simplicité et une grande réserve, laissant toutefois supposer et deviner plus que n'eussent appris mille paroles éloquentes. Elle avoua, sans fausse honte, la gêne qui régnait dans son intérieur. M^{me} Warner en prenait facilement son parti, ayant des goûts modestes, des habitudes d'ordre, et peu de besoins ; seulement elle voyait avec peine son mari, plus âgé qu'elle et prochainement menacé sans doute d'infirmités précoces, fruit des privations et du travail, condamné à une existence misérable, au moment où le bien-être devient une nécessité. Elle ne pouvait non plus songer à ses enfants sans de grandes craintes. Leur éducation était coûteuse ; elle avait rêvé pour eux une position au moins égale à celle de leur père. Cette position devenait impossible dans leur état de

fortune. Il faudrait peut-être en faire de simples ouvriers, ou les placer dans les emplois infimes de quelque maison de commerce ; son cœur se déchirait à cette seule idée.

Marie écouta ce récit avec intérêt et se sentit véritablement émue de cette situation difficile où se trouvait une femme intelligente et dévouée, mais elle se garda bien d'offrir le concours qu'on attendait d'elle. Elle comprenait la manœuvre un peu déloyale dont elle était l'objet, elle devinait le piège tendu à son cœur qu'on voulait surprendre et entraîner.

Elle ne croyait pas qu'Antonine eût trempé dans le complot de Palmyre, et elle plaignait sincèrement M^{me} Warner. Toutefois, malgré une sympathie naissante pour cette courageuse mère de famille, elle garda sa résolution de ne tenter en sa faveur aucune démarche auprès de Célestin. Plus M^{me} Cressonneau semblait tenir au succès du projet à peine indiqué par elle en quelques mots, moins Marie se sentait disposée à en faciliter la réalisation.

— Palmyre n'a pas voulu que M. Cressonneau s'occupât de cette femme, et pourtant Palmyre est sûre de l'affection profonde de son mari.

ARTHUR ARNOULD.

(La suite à un prochain numéro.)

VIE ET TRAVAUX DE M. DE MIRBEL

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE ET DES DOCUMENTS INÉDITS

DEUXIÈME ARTICLE ¹

II

Après quatre années de travaux assidus, au milieu de privations subies avec cette sérénité que la jeunesse et l'espérance peuvent seules donner, M. de Mirbel dut quitter les Pyrénées, pour échapper au recrutement général qui ne pouvait manquer de l'atteindre, et qui l'aurait arraché à ses études, en l'éloignant de la carrière des sciences, vers laquelle chaque jour il se sentait plus vivement attiré. Il goûtait déjà ces hautes et pures jouissances que le savant trouve dans la conquête de la vérité, dans la connaissance des lois de la vie : « Plus on connaît la nature, disait-il, plus on est porté à l'aimer. Les fins qu'elle se propose sont admirables, et les moyens qu'elle emploie ne le sont pas moins. »

Il parvint, non sans peine, à gagner Paris. Le savant M. Desfontaines, auquel Ramond l'avait vivement recommandé, obtint pour lui une place au Muséum d'histoire naturelle. Il se trouvait ainsi exempté du service militaire, et rendu à l'étude, fixé à Paris, où les sciences

¹ Voir la *Revue germanique* du 1^{er} juin 1863.

prenaient alors un si brillant essor. En rappelant cette grande époque dans son *Éloge historique de M. de Mirbel*, M. Payen dit très-justement :

« Il semblait que les immortels principes proclamés en 1789, en affranchissant la pensée de ces entraves sous leurs formes multiples, eussent donné un nouvel et puissant essor aux recherches et aux découvertes scientifiques comme à leurs applications fécondes. »

M. de Mirbel, au milieu de l'entraînement et des séductions qui, après la Terreur, avaient suivi la réaction thermidorienne et la formation du Directoire, se remit au travail avec ardeur, en dirigeant toujours ses études principales vers la botanique. Jeune et passionné, il sut cependant préférer la science aux plaisirs, et se préparer dans la retraite à devenir digne des jouissances durables, des nobles satisfactions qui récompensent toute vie utile. Il écrivait alors :

« Né avec des passions ardentes, une imagination vive, c'est dans la solitude seule que je puis me livrer à l'étude ; c'est là que loin du monde, rendue à elle-même, l'âme renonce à toutes les illusions qui l'avaient séduite, que les passions se calment, que la raison reprend tous ses droits, et que la réflexion vient donner à l'esprit une nouvelle vigueur. »

Un an après son retour à Paris, en 1799, il présentait à l'Académie des sciences un mémoire sur les Fougères. L'année suivante il prononçait au Lycée, à l'ouverture du cours de botanique, un discours intitulé : *Influence de l'histoire naturelle sur la civilisation*, qu'il terminait ainsi :

« La nature en donnant la vie à tant d'êtres divers les a soumis à des lois immuables ; tous, dès leur naissance et jusqu'à leur mort, portent le joug qui leur est imposé. C'est un besoin pour eux ; leurs efforts ne tendent qu'à le satisfaire, et c'est ainsi que sans dessein ils concourent au plan général. La nature, en législatrice habile, a substitué les besoins à la contrainte ; elle a voulu qu'en obéissant à ses lois, l'être suivit ses propres penchants...

» Pour satisfaire son ardente curiosité, il n'est pas de fatigues, d'inquiétudes, de dangers, de souffrances que l'homme n'ait bravés. Son œil perçant n'est pas fait pour se plaire dans les ténèbres. Né pour réfléchir, il doit répandre sur la génération future les lumières qu'il a reçues du passé et celles qu'il peut acquérir.

» L'étude de la nature élève son âme et fortifie sa raison ; il contemple l'ordre immuable des choses avec ravissement, et sa pensée, s'élançant dans l'espace,

recule les bornes de l'univers au delà de l'empire des sens. Noble et douce étude ! passion digne de soumettre le sage et de captiver l'imagination la plus active, que de jouissances ne faites-vous pas éprouver dans l'âge où l'âme est ouverte à toutes les sensations ! Que de moments s'écoulent dans votre sein qui eussent été la proie des passions tumultueuses. De quelle gloire ne parez-vous pas l'âge viril ; de combien d'éclats sublimes le génie ne vous est-il pas redevable !... »

Des mémoires remarquables sur l'organisation des végétaux furent publiés par M. de Mirbel en 1801 et 1802. Ils attirèrent l'attention des savants, et Chaptal, alors ministre de l'Intérieur, en donnant son approbation à un important travail sur l'anatomie des organes élémentaires, accorda une gratification à son auteur, pour l'aider à poursuivre ses recherches.

Il travaillait avec un soin extrême, mettant alors en pratique ce qu'il écrivait pendant son séjour aux Pyrénées : « Je crains de me livrer à une stérile facilité qui rendrait mon jugement inutile ; je préfère la solidité à l'éclat. Je sens tous les jours qu'il faut s'accoutumer de bonne heure à ne dire que des choses nécessaires. L'intempérance d'esprit est la source des mauvais livres et des mauvais jugements. »

C'est en appliquant le microscope à l'étude de l'organisation végétale, que M. de Mirbel put donner de si intéressants détails sur la structure de la graine et de l'embryon, et jeter les bases d'une classification nouvelle. Il espérait, ainsi que son savant protecteur Desfontaines, découvrir les rapports qui lient la structure de la plante, le développement successif de ses organes, aux caractères de l'embryon. Laurent de Jussieu a reconnu que ces caractères, ainsi que ceux de la graine, sont identiques dans toutes les plantes d'une même famille naturelle. Leurs variations, mieux connues par le progrès des études microscopiques, sont aujourd'hui placées au nombre des principales manifestations intérieures qui doivent servir à la classification, et conduire à une plus exacte connaissance des lois d'évolution de la plante. Il est évident que cette connaissance pourra seule nous permettre de coordonner tous les caractères, tant extérieurs qu'intérieurs, en les classant d'après leur degré d'importance, et, par suite, nous donner les moyens d'établir une vraie méthode naturelle.

Une circonstance très-favorable vint aider M. de Mirbel à poursuivre ses études. Il s'était marié à une jeune femme d'une grande beauté et d'une rare instruction, née à Constantinople de parents français, et alliée par sa mère à la famille patricienne des Dandolo, qui a donné

des doges à la république de Venise. M. Choiseul Gouffier avait été son tuteur. Liée avec Dolomieu et Lacépède, recherchée pour la grâce et l'élévation de son esprit, excellente musicienne, elle fut présentée à Joséphine de Beauharnais, et obtint d'elle, pour M. de Mirbel, la direction du Jardin botanique et des belles serres de la Malmaison. C'est dans cette paisible et charmante résidence qu'il put continuer ses patientes observations sur l'anatomie et la physiologie des plantes.

Vers la fin de 1806, M. de Mirbel entra au service du roi Louis de Hollande, qui bientôt après le nommait conseiller d'État. En acceptant cette position qui l'obligeait à donner aux travaux politiques la meilleure partie du temps qu'il consacrait à l'étude, il avait surtout en vue la nécessité d'acquérir une fortune suffisante pour assurer l'avenir de sa famille, et pour jouir de l'indépendance sans laquelle il ne pouvait espérer de continuer comme il le désirait, c'est-à-dire en s'y donnant tout entier, ses recherches scientifiques. La lettre suivante, qu'il écrivait alors à Laroserie, montre assez le vrai motif de sa détermination :

« Mon cher Laroserie,

» Où es-tu ? que fais-tu ? Comment sommes-nous dans cette profonde ignorance l'un de l'autre ? J'ai les premiers torts, car tu dois me supposer dans la prospérité, et par conséquent ce n'est pas à toi à me chercher ; mais tu es coupable aussi, puisque tu peux me soupçonner de t'oublier. Nous suivons tous deux une carrière bien différente ; je n'ai pas fait un pas dans la mienne que je n'aie pensé à toi. Pourquoi ce silence ? diras-tu. Pourquoi ? Parce que l'on n'écrit pas quand on est en voyage, parce que les cahots de la voiture troublent l'esprit et font trembler la main ; parce que l'on se dit toujours qu'à la première halte on prendra son temps pour instruire ses amis des dangers ou des plaisirs de la route. Entends-tu, mon cher ami, ce style figuré ? Non, tu ne l'entends pas, si, pour ton bonheur, tu n'es pas sorti de ton village, et si tu ne portes pas ton ambition au delà de tes champs. Pour moi, je suis ambitieux par nécessité, et je pense avec Rabelais, que l'on fait tout pour du pain.

» La renommée a peut-être porté ma gloire jusqu'à toi. As-tu dit quelquefois : Voilà un garçon bien heureux ? Ah ! quelle erreur, mon cher, et que je voudrais bien être au temps, où presque sans culotte et sans pain, je courais les montagnes pour chercher des pierres et des plantes. Alors je ne doutais de rien et ma vie s'écoulait dans les illusions, mais combien j'en ai rabattu !...

» Tout n'est pas également triste. J'ai une bonne femme et une jolie petite fille. Je fais de temps en temps des livres que mes amis applaudissent en France, et que les savants d'Allemagne critiquent. J'ai un ruban bleu à ma boutonnière, et l'on me regarde quand je passe. Je lis parfois mon nom dans la gazette, et je suis dans l'Almanach impérial à l'article des correspondants de l'Institut. Tu vois

qu'on n'est pas tout à fait sans existence dans le monde. Mais du pain, en a-t-on ? Pas beaucoup ; et le pire, c'est qu'on a le col pelé comme le chien de la fable.

• Mon cher ami, si tu es sage, mange du pain noir et ne va pas à la cour. Dis-moi ce que tu fais. Es-tu marié ? Es-tu garçon ? Es-tu content ? Ce me serait un grand plaisir de le croire. Travailles-tu ? ou bien es-tu toujours le plus heureux oisif du monde, comme je t'ai vu autrefois ?

• Adieu, mon cher Laroserie, donne-moi de tes nouvelles. Adieu.

• B. MIRBEL.

• La Haye, 11 novembre 1807. •

Lié avec notre célèbre peintre Gérard, M. de Mirbel joignait à un goût très-vif pour les beaux-arts un remarquable talent de dessinateur. Les belles planches qui ornent ses ouvrages et qui reproduisent les plus délicates parties de la plante, sont de lui. Le roi Louis, appréciant son talent, et désirant d'ailleurs l'aider à poursuivre sa carrière scientifique, le nomma directeur des beaux-arts, en le chargeant d'organiser à Paris une école de peinture et de sculpture.

Une nouvelle série d'importants mémoires, fruit d'un si favorable loisir, au foyer même des sciences, agrandirent sa renommée et le placèrent bientôt au rang des savants illustres qui accueillaient avec un vif intérêt ses nombreuses découvertes. En 1808, il fut élu membre de l'Institut. Pendant les années qui suivirent, il publia successivement, ou fit connaître dans ses leçons à la Faculté des sciences, les brillants résultats d'un travail assidu, parmi lesquels nous citerons ses observations sur l'indépendance des cellules dans les tissus végétaux, qui devaient plus tard le conduire à des vues si nouvelles et si dignes de fixer l'attention des botanistes. Il s'attachait dès lors à montrer que la connaissance des mystères de l'organisation est ce qui fait surtout la grandeur et la fécondité des sciences naturelles, qui ne doivent pas être regardées comme des sciences de classification. Dans le but de mieux diriger ses investigations relatives à la structure intime des plantes, à leur physiologie, il suivit le cours de chimie de Vauquelin, et fit avec le savant M. Chevreul diverses expériences sur la structure et les fonctions des organes de la végétation. M. Massy, son ancien compagnon d'étude dans les Pyrénées, prenait part à ces observations avec toute la science pratique de l'horticulteur et le zèle éclairé du botaniste.

Malgré les avantages de sa position et son travail persévérant, M. de Mirbel était encore loin d'avoir acquis la sécurité d'avenir qui lui était bien due, mais qui est trop souvent refusée au savant, contraint, pour

s'assurer des moyens d'existence, à donner le temps si précieux qu'un meilleur état de fortune lui permettrait de consacrer entièrement à la recherche de la vérité. Sans doute le progrès intellectuel et moral de nos sociétés rend de jour en jour plus rares, en les prévenant, ces injustices du sort. Devant tant de belles découvertes et de brillantes conquêtes, nous reconnaissons de plus en plus la grandeur de l'homme de science, et nous sommes mieux disposés à l'aider efficacement dans ses utiles et fécondes recherches.

La prédominance de l'homme de guerre au milieu des luttes meurtrières et des héroïques sacrifices qui assurent l'indépendance des peuples est évidemment nécessaire. Mais le prodigieux développement de l'industrie et les alliances qui en résultent annoncent aux nations européennes une ère moins troublée, dans laquelle le savant prendra la première place au milieu des hommes éminents qui, par leurs travaux et leur dévouement, donnent à la patrie de nouvelles gloires et de nouvelles forces à l'esprit humain. Ce n'était pas au milieu des guerres de l'Empire que de telles idées pouvaient prévaloir, et quoique dès lors la science fût en voie de conquérir sa prééminence future, elle restait encore dans l'ombre, éclipsée par l'éclat des triomphes militaires.

M. de Mirbel, à l'époque même où tout semblait le favoriser, écrivait encore à son ami Laroserie :

« Mon cher ami,

» J'ai reçu, il y a quinze jours environ, ta lettre du 27 janvier. Elle m'a fait un vif plaisir. Je t'ai écrit de Hollande, mais tes réponses ne me sont pas parvenues. Si je ne me suis pas plus souvent entretenu avec toi, tu dois en accuser la fortune qui ne m'a jamais laissé de repos. J'ai fait bien des choses depuis que nous nous sommes quittés; j'ai vu bien des hommes en place; j'ai approché les grands; on m'a cru dans leur faveur et il n'en était rien. J'ai trouvé ce que je ne cherchais pas, et je n'ai point trouvé ce que je cherchais, ce que je désirais avec ardeur, un peu d'aisance et du repos pour en jouir.

» Je ne dissimulerai point avec toi, je ne ferai point parade d'une fausse modération; j'avoue que la passion de la célébrité a toujours aiguillonné mon cœur. Mais quelle célébrité? Celle que l'on obtient par son esprit, par son jugement, par ses lumières; c'est la seule gloire qui m'ait réellement touché. Au lieu de cela, j'ai été jeté par la force des choses dans un tourbillon d'intrigues. Te dire que j'ai toujours été malheureux ce serait te tromper. Quoique je n'aie jamais vu de port assuré dans ma navigation orageuse, j'ai su opposer à la tempête le calme que je dois à mon tempérament, et que j'ai renforcé par l'habitude. Ma philosophie a paru dans mes disgrâces. Je les ai vues avec tranquillité; mais aussi

j'ai été souvent insensible à ce qui aurait fait la félicité d'un autre. L'instabilité des choses est ce qui me paraît le plus certain, et ce lieu commun, qui n'est dans la bouche de beaucoup de gens qu'une phrase banale et sans valeur, est chez moi le fond et comme la base de toutes mes idées. Je ne crois donc ni le bien ni le mal éternels, je jouis faiblement de l'un et je supporte l'autre comme un accident passager. Telle est ma vie. Une seule chose m'occupe fortement, c'est la réputation qu'on laisse après soi. Tu as combattu cette chimère, et tu avais peut-être raison. Mais ma folie subsiste, et elle n'est pas de nature à passer.

» Au milieu de ma vie agitée j'ai toujours eu présent à ma pensée le souvenir bien vif de notre amitié. Avec des goûts si différents, il faut qu'il y ait en nous quelque chose de sympathique, puisque ni le temps, ni l'absence, ni des fortunes si diverses n'ont affaibli notre affection. Lorsque la fortune m'a souri j'ai toujours fait le roman, si cher à mon cœur, de chercher à nous rapprocher. Ces idées ont été aussi passagères que les éclairs du bonheur qui les faisaient naître. Au reste, mon ami, en pensant à te tirer de ton repos je conspirais peut-être contre ton bonheur. Je te plains de ton oisiveté, et tu trouves bien vaine ma vie pleine d'agitation et d'anxiété. Cependant je ne puis me consoler de te voir ensevelir loin du monde tant d'esprit et de moyens. Un négociant qui risque son or trouve insensé l'avare qui cache le sien. Je suis le négociant et tu es l'avare. J'ai fait jusqu'ici d'assez mauvaises affaires, mais j'aime les chances et je m'y abandonne. D'ailleurs il y a force que je fasse ainsi. Tu ne peux t'imaginer à quel point j'ai été et je suis encore malheureux. J'ai vu mes besoins augmenter tandis que mon avoir diminuait. J'ai des titres honorables et je n'ai pas de pain. Les grands m'ont commandé le sacrifice de mes plus belles années, et ne m'ont laissé en retour que l'expérience que l'on gagne auprès d'eux ; expérience dont il est grandement question dans les livres, mais que l'on ne possède bien que lorsqu'on l'a acquise par soi-même. Ce qu'il y a de bizarre dans ma position, c'est que je vois le vide de toutes ces choses, et que je suis cependant toujours à la veille de reprendre ma chaîne.

» Ajoute à tout cela, mon ami, les peines de mon intérieur. Ma femme, d'un caractère angélique, d'un esprit distingué, aimée, honorée de tous ceux qui la connaissent, est depuis longtemps la proie d'une cruelle maladie, qui ne lui laisse pas de relâche. Continuellement souffrante, elle me présente le plus douloureux spectacle. Voilà le chagrin que je ne puis éviter, et ma philosophie ne m'en saurait ni garantir, ni consoler. S'il est une compensation, je la trouve dans ma fille. C'est une enfant bien aimable. Elle n'est point jolie, et cependant sa figure plaît à tout le monde, parce qu'elle a une mobilité de traits qui rend avec une promptitude merveilleuse les sentiments qu'elle éprouve. Elle a beaucoup d'esprit ; non pas l'esprit *livresque* dont parle Montaigne, mais de cet esprit non acquis qui inspire des saillies naturelles, originales et inattendues. Elle est gaie, vive, et ne se soucie point d'apprendre. Elle ne lie point deux idées pour tirer une conséquence, mais elle a des pensées si simples et si droites, que je la dispense de tout mon cœur de devenir jamais savante en raisonnement. Sa gaieté est intarissable, et ce qu'il y a de mieux, c'est qu'elle sent le prix de son bonheur.

» Tu voulais être instruit de mon sort, tu le vois ici peint en traits généraux. C'est une véritable marqueterie; je te laisse le soin d'accorder toutes ces choses et de fondre les couleurs.

» Puisque nous sommes encore ce que nous étions autrefois l'un pour l'autre, reprenons notre ancienne habitude. Ce sera un bonheur pour moi de m'entretenir avec l'ami, le compagnon de ma jeunesse. Je ne prévois que trop de nouvelles secousses, que cette liaison m'aidera à supporter. Moi-même, je les prépare en travaillant à sortir des peines présentes; mais je suis si mal qu'il me semble que je n'ai rien à perdre. Et puis c'est un malheur de ma situation qu'en me mettant au service des grands j'ai aliéné ma liberté sans retour.

» Adieu, mon ami, parle-moi de toi avec la confiance dont je viens de te donner l'exemple. Adieu.

» B. MIRBEL.

» Paris, 27 mars 1810. »

Pendant que M. de Mirbel poursuivait avec ardeur ses travaux, au milieu des événements politiques, les revers de la campagne de Russie préparaient le désastre de Waterloo et l'abdication de Napoléon.

Partisan de la nouvelle monarchie fondée par la Charte, M. Decazes avait été le promoteur de la fameuse ordonnance du 5 septembre 1816, qui mettait fin à un régime de terreur et ouvrait en France l'ère du gouvernement représentatif. Il avait désiré s'attacher M. de Mirbel, son ami, qu'il avait connu à La Haye, où tous deux étaient conseillers du roi Louis. Il comptait sur lui pour l'aider à pacifier les esprits, en donnant une puissante impulsion aux progrès de l'agriculture et de l'industrie, et en confondant ainsi dans la même activité féconde, dans la même recherche du bien public, les hommes éminents de tous les partis. M. de Mirbel, cédant aux plus vives instances, avait accepté les fonctions de secrétaire général du ministre, dont il pouvait, mieux que tout autre, apprécier les bonnes intentions. Il lui offrit le concours le plus dévoué, non-seulement pour activer le travail national, mais aussi pour favoriser le progrès des sciences et des arts, si étroitement lié au progrès de l'industrie.

Nous ne pouvons ici énumérer les actes intelligents, les mesures utiles par lesquelles M. Decazes voulut marquer son passage au pouvoir¹. Il nous suffira de rappeler que, de concert avec M. de Mirbel, il rétablit les expositions publiques des produits de l'industrie, qui devaient amener l'Exposition universelle de 1851, véritable congrès de

¹ Voy. l'*Éloge historique de M. le duc Decazes*, par M. L. DE LAVERGNE, lu dans la séance publique de la Société centrale d'Agriculture, le 5 janvier 1862.

la paix, si fécond en heureux résultats pour toutes les nations industrielles. La création d'un conseil général du commerce et des manufactures, vint aussi favoriser la production en la régularisant, tandis que l'institution d'un conseil central de l'agriculture préparait l'application des théories scientifiques au travail agricole. La publication d'un journal spécial, la réorganisation des comices, les expériences d'acclimatation tentées sous la direction d'éleveurs habiles, répandaient partout les plus utiles notions et perfectionnaient l'agriculture, cette intarissable source d'abondance et de vraie richesse. L'extension donnée à l'enseignement du Conservatoire des arts et métiers, imprimait en même temps une direction nouvelle aux arts industriels, dont l'heureuse influence sur les progrès de la civilisation est chaque jour mieux appréciée.

Des récompenses, décernées avec intelligence, récompensèrent bientôt les services rendus par les savants, les agriculteurs, les artistes les plus éminents. M. de Mirbel rédigeait les propositions présentées par le ministre. Nous en citerons une seule, celle qui demandait pour Oberlin la croix de la Légion d'honneur.

« Le sieur *Oberlin*, pasteur depuis cinquante-trois ans à *Waldsbach* (*Vosges*), emploie de constants efforts pour améliorer l'état de ses paroissiens : on doit à son zèle et à ses lumières les établissements d'instruction primaire formés dans cette commune, ceux de plusieurs branches d'industrie, de meilleurs procédés agricoles, et des travaux utiles sur les routes; enfin c'est à ses soins éclairés que cette contrée, jadis peu féconde, doit son aspect heureux et florissant. »

Le libéralisme le plus intelligent guidait M. de Mirbel dans les difficiles fonctions qu'il avait acceptées. Nous en trouvons la preuve dans un intéressant recueil de notes, plein d'aperçus remarquables, de vues ingénieuses sur la politique de la Restauration, et sur les fautes qui préparaient dès lors une révolution nouvelle. Ces notes, où l'on trouverait encore aujourd'hui d'utiles conseils et de frappantes leçons, expriment avec une grande netteté les opinions de M. de Mirbel, résumées dans les pages suivantes :

« ... On s'effraye de l'enseignement mutuel, on voit avec inquiétude les progrès de l'industrie, mais on vote des fonds pour ouvrir des routes et creuser des canaux. Quelle inconséquence ! Ne sait-on pas que l'on favorise par là la dispersion des lumières et l'accroissement de la richesse nationale ? La facilité des com-

munications est plus utile à la liberté des peuples que des journaux affranchis de la censure. Le système des *ultra* n'a pas de plus grands ennemis qu'eux-mêmes. Ils ont les idées de ce temps-ci et ils veulent ramener les idées d'un autre temps. Mais leurs discours et leurs actes les trahissent. Ils sont comme serait un homme qui, pour ne pas changer de place, marcherait en sens opposé du mouvement de la terre : pendant qu'il ferait quelques lieues dans une direction, il parcourrait des milliers de lieues dans la direction contraire. L'Europe commence une nouvelle ère ; tous les peuples civilisés aspirent à un autre ordre de choses. Ce n'est point une fantaisie, c'est un besoin, une nécessité, c'est une condition d'existence dans l'état actuel de la civilisation. Il serait plus facile de replonger l'Europe dans la barbarie que de la détourner de la pente qui l'entraîne. Les races se mêlent, les préjugés se dissipent, les mêmes idées deviennent communes à tous les peuples. On est tout étonné, après des victoires contre la Révolution, d'avoir agrandi le cercle dans lequel s'agit l'esprit révolutionnaire.

« ... Le système d'égalité a été préparé pendant deux siècles et mis en pratique pendant trente ans. Tous les vieux états de la hiérarchie sociale n'existent plus, et c'est une idée vaine de prétendre les relever. Établissez l'ordre dans la société en étudiant ses tendances et ses besoins, et bientôt vous verrez les notabilités se classer d'elles-mêmes, et la confusion disparaître. »

— « La noblesse est une nation en Europe, elle a ses usages, ses lois, ses mœurs, ses préjugés ; elle n'est pas française, espagnole, italienne, autrichienne, prussienne ; elle appartient à tous ces pays. Les membres qui la composent se croient plus d'affinité entre eux, quelle que soit la différence des pays qu'ils habitent, qu'avec les roturiers leurs compatriotes. Quand le roi de France, premier gentilhomme de son royaume, dit aux nobles d'émigrer, ils émigrèrent. Quand il fallut porter les armes contre leur pays, ils le firent sans répugnance ; quand il fallut servir dans les armées étrangères, ils n'y virent aucune difficulté ; quand ils purent rentrer en France à la suite des Autrichiens, des Prussiens et des Russes, ils ne comprirent pas même que leur rôle était odieux. C'est que l'Europe tout entière était leur patrie ; c'est qu'ils composaient une nation distincte de celle des roturiers français ; c'est qu'ils étaient sous le joug des préjugés de leur caste. Les roturiers leur en firent un crime ; ils voulaient absolument qu'un noble né en France fût un Français comme un autre ; ils ne leur pardonnaient point les inconvénients de leur éducation. Les nobles sont excusables ; ils se sont montrés tels que les lois et les mœurs les avaient faits. Le même principe qui les avait si souvent armés contre les rois, les arma contre le peuple. Le point d'honneur est la religion politique de la noblesse. »

— « L'égalité introduite par les mœurs et sanctionnée par les lois civiles et politiques, amènerait incessamment le despotisme et l'anarchie, si le législateur ne se hâtait de constituer la société selon ses tendances et ses besoins. Le despotisme serait violent parce qu'il blesserait nos habitudes et nos jugements ; il serait de courte durée parce qu'il ne saurait être toujours fort, et que dans les moments de faiblesse il serait terrassé par la liberté qui, n'étant pas régie par de sages institutions, dégénérerait en licence et produirait l'anarchie. Mais ce

bouleversement de l'ordre social, loin d'anéantir l'esprit d'égalité, ne servirait qu'à le fortifier, et bientôt l'anarchie ramènerait le despotisme, qui tomberait encore pour faire place à l'anarchie. Ainsi nous irions de révolution en révolution, jusqu'à ce que la raison, cette première condition d'existence pour les sociétés, vint régler la force et limiter le pouvoir. Mais quand l'esprit d'égalité s'est emparé d'une nation, quand les distinctions honorifiques, les traditions de famille, les hiérarchies anciennes y ont perdu leur prestige, quand les lois, d'accord avec les mœurs, font passer le niveau sur toutes les têtes, quel moyen reste-t-il d'élever les grandes notabilités sociales, et de rétablir l'ordre et l'harmonie, si ce n'est de faire intervenir le peuple lui-même dans les affaires du gouvernement et de le rendre juge dans sa propre cause? »

— « Je ne sais si nous allons à la liberté, mais assurément le chemin que nous prenons n'est pas la route ordinaire. Contre l'usage des peuples libres, c'est à l'époque des élections que le gouvernement devient le plus absolu, qu'il fait sentir davantage son autorité, qu'il substitue l'arbitraire à la loi. Le gouvernement ne demande pas les suffrages, il les arrache et frappe ceux qui les lui disputent. »

— « Quand une faction tient le pouvoir, si elle était bien inspirée, elle ferait les lois dans l'intérêt de la justice; mais elle ne songe qu'à usurper, et lorsqu'elle vient à tomber, ses usurpations tournent contre elle-même. »

— « Il faut dans les institutions une force qui arrête les innovations violentes, et une élasticité qui se prête aux changements que le temps et les événements amènent insensiblement dans les mœurs. Pour que la société s'élève au plus haut degré de civilisation et de puissance, le législateur ne doit point la condamner à l'immobilité. Le despotisme seul arrête le progrès des sociétés, et lui imprime un caractère uniforme et permanent qui les contraint de tourner éternellement dans le même cercle, comme les animaux. Vouloir que la société soit immobile, c'est donc la ravalier au-dessous de la condition humaine. Mais telle est la noble tendance de notre nature que le despotisme n'arrive à ses fins qu'en étouffant par une volonté terrible et cruelle tout ce qu'il y a de grand et de généreux en nous. Les Arabes, sous des princes éclairés qui encourageaient les élans du génie, atteignirent à tous les genres de gloire; mais quand le despotisme s'appesantit sur eux, ils retombèrent dans la barbarie, qui devint stationnaire.

» Un gouvernement peut être stable et n'être pas immobile. Qui ne sait que les révolutions naissent presque toujours d'un désaccord entre les lois et les mœurs? Heureux les gouvernements qui savent plier insensiblement la législation aux besoins de la société! Si les religions sont immobiles dans leurs principes fondamentaux, elles ne le sont point dans leur discipline, à moins qu'elles ne soient un instrument du despotisme, et que les dogmes religieux soient en même temps les lois politiques de l'État. Quand on considère les mahométans et les juifs, est-on tenté de souhaiter une pareille alliance? Le christianisme a cela d'admirable qu'il domine toutes les formes de gouvernement par la sainteté d'une loi placée au-dessus de toutes les lois humaines, et dont la perfection lui assure l'empire du monde. »

— « La paix et l'ordre étant le but vers lequel doit tendre la société, il faut réduire à l'impuissance les forces perturbatrices, et l'on ne peut y parvenir qu'en établissant l'équilibre entre elles, c'est-à-dire en traitant chacun selon son importance réelle, de sorte que la force effective et non les prétentions, qui sont toujours exagérées, soit sanctionnée par le droit et garantie par la société. Alors l'état de guerre cesse et l'ordre naît. Jusque-là il y a lutte et anarchie ou oppression. »

M. Decazes avait ouvert à la Restauration une voie de salut. On a pu lui reprocher de ne l'avoir pas suivie avec assez de persévérance et de fermeté, et d'avoir ainsi préparé sa chute, en donnant des armes au parti rétrograde et violent contre lequel il avait à lutter. Lors du changement de ministère qui suivit la mort du duc de Berry, et qui amena ce parti au pouvoir, M. de Mirbel donna sa démission. Après avoir passé quelque temps en Angleterre, près de M. Decazes, nommé ambassadeur à Londres, il revint à Paris pour y reprendre le cours de ses recherches scientifiques, qu'il ne devait plus cesser de poursuivre.

M. Laroserie qui, comme directeur du *Journal d'agriculture*, avait aidé son ami dans l'œuvre utile qui lui était confiée, continuait à lui témoigner l'affection la plus dévouée.

Peu de temps après le mariage de sa fille avec le baron Decazes, alors secrétaire d'ambassade à Londres, M. de Mirbel, veuf depuis quelques années, épousait en secondes noces une nièce de M. de Monthyon, digne par ses qualités et ses talents de remplacer auprès de lui la chère compagne qu'il avait eu le malheur de perdre. Préparée par l'amitié de Laroserie, cette union lui rendit l'heureuse paix au sein de laquelle il reprit avec ardeur ses travaux de prédilection, dans le milieu si favorable où l'avait placé sa récente nomination de professeur-administrateur au Jardin des Plantes.

III

Il nous serait impossible d'analyser, même sommairement, la série de savants mémoires et de remarquables publications qui, durant plus de vingt années, se succédèrent sans interruption, et placèrent M. de Mirbel au rang des botanistes les plus célèbres. Nous nous arrêterons seulement sur quelques parties de ce grand travail, se rattachant, par leur importance, aux admirables découvertes qui ouvraient alors un si

vaste champ à l'esprit humain en fondant une philosophie nouvelle, la philosophie des sciences.

Les patientes observations micrographiques de M. de Mirbel l'avaient conduit, nous l'avons déjà dit, à des vues nouvelles sur l'anatomie et la physiologie végétales. La fécondité de ces vues devait bientôt paraître dans une suite d'observations relatives à la circulation de la sève, au développement des ovules, à la transformation des tissus et des organes de la plante. En cherchant dans ces transformations le principe de l'*unité organique* des végétaux, M. de Mirbel avait admis que cette unité réside essentiellement dans l'*utricule*, qu'on retrouve modifiée et développée dans toutes les parties de la plante, et dont les évolutions variées, les agencements divers, constituent les formes organiques végétales. Quoique semblable, en apparence, dans toutes les plantes, il est évident que cette utricule diffère dans les diverses espèces, et que c'est en elle qu'on doit chercher l'origine des innombrables types du règne végétal. Les vues ingénieuses de Goethe sur la *Métamorphose des plantes*, se trouvent ainsi ramenées à une conception plus fondamentale, plus en rapport avec les principes généraux qui résument les grandes vues de deux naturalistes illustres, Carus et Geoffroy-Saint-Hilaire.

A la suite d'études approfondies sur les formations utriculaires dans les végétaux, sur la composition du *cambium*, et sur le rôle de ce liquide mucilagineux, formé aux dépens des suc les plus élaborés, dans l'organogénie végétale, M. de Mirbel proposa une théorie sur le mode d'accroissement des végétaux qui, opposée à celle de Lahire et de Dupetit-Thouars, fut bientôt l'objet de vives discussions au sein de l'Académie. Un phytologiste éminent, M. Gaudichaud, dont M. de Mirbel avait été le premier à reconnaître le mérite, et qui, sous son puissant patronage, était entré à l'Institut, combattit avec ardeur la théorie nouvelle, en donnant un remarquable développement à celle de Dupetit-Thouars. Sans vouloir entrer dans une polémique trop contraire à sa modération habituelle, M. de Mirbel ne cessa pas d'appuyer ses opinions sur de nouveaux travaux, sur de consciencieuses recherches, qui le conduisirent parfois à modifier ses idées primitives, sans abandonner sa doctrine.

C'est vers cette époque que l'Académie des sciences lui confia la mission d'aller en Algérie pour y étudier la structure des palmiers. Il poursuivit cette étude avec sa persévérance accoutumée, quoique sa santé eût à souffrir du climat, et parvint à porter la lumière dans une des plus difficiles et des plus importantes questions de la botanique.

En continuant ses recherches organographiques à l'aide du microscope, il fut amené à vérifier la composition chimique de la substance organique azotée qui, suivant les belles expériences de M. Payen, sécrète et développe la cellule, dont elle peut changer les formes, percer les parois et intervertir les fonctions.

« Cette substance, dit M. Payen ¹ (dont nous croyons nécessaire de citer les paroles mêmes pour faire connaître de si délicates observations), passant, au besoin, d'une cellule à l'autre, concourt à la formation de nouveaux tissus, tandis que la cellule directement discernable, essentiellement formée de cellulose à composition ternaire constante, est un produit de sécrétion formant les enveloppes protectrices, les conduits et réservoirs des agents et matériaux de la vie des plantes, les supports de tout l'édifice végétal, mais non des membranes sécrétantes. En un mot, la matière azotée, dans les plantes, préside à toutes les élaborations, à toutes les sécrétions organiques et minérales, près desquelles on la suit aisément. Par sa composition immédiate, par la nature des substances minérales qui l'accompagnent, elle se rapproche de la matière vivante dans les animaux, au point de manifester ainsi une immense unité de composition élémentaire parmi tous les êtres vivants de la nature. »

M. Payen, en faisant hommage à l'Académie des sciences d'un volume contenant l'ensemble de ses recherches sur le développement des végétaux, disait aussi :

« Une loi sans exception me semble apparaître dans les faits nombreux que j'ai observés², et conduire à envisager sous un nouveau jour la vie végétale. Si je ne m'abuse, tout ce que, dans les tissus végétaux, la vue directe et amplifiée nous permet de discerner sous la forme de cellules et de vaisseaux, ne représente autre chose que les enveloppes protectrices, les réservoirs et les conduits à l'aide desquels les corps animés qui les sécrètent et les façonnent, se logent, puisent et charrient leurs aliments, déposent et isolent les matières excrétées.

» Au moment d'exprimer cette pensée, je me suis bien souvent tenu dans les termes de doute qui la laissaient entrevoir ; peut-être aurais-je quelque temps encore gardé la même réserve, s'il ne m'eût semblé que M. de Mirbel, par une autre voie, surprenant au milieu d'un fluide le travail de l'organisation qui précède la formation des cellules, arrivait à des conclusions concordantes avec celles de mes propres travaux.

¹ Éloge historique de M. de Mirbel. — Voir aussi la *Revue des sociétés savantes*, 29 août 1862.

² Voy. les vol. VIII et IX des Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des sciences, les t. XX et XXII des Mémoires de l'Académie et les comptes rendus de 1842 et 1855.

» A cet imposant appui vinrent se joindre les résultats confirmatifs des investigations que nous avons entreprises de concert, et dont nous soumettrons prochainement les détails à l'Académie. »

On sait que Peyssonnel et Tremblay, soutenus bientôt par Réaumur, ont les premiers signalé, dans leurs travaux sur les polypes d'eau douce et sur les corallines, de curieux rapprochements entre le règne végétal et le règne animal. Bernard de Jussieu ne tarda pas à démontrer l'animalité des tubercules ciliés du corail, considérés comme des fleurs ; et les mêmes animalcules, retrouvés par Ellis dans les sertulaires, ont été depuis aperçus dans les madrépores, les millépores, etc. Quelques temps après ces découvertes, Girod-Chantrons observait des mouvements de translation dans les corps reproducteurs de certaines conferves. Plus tard, M. A. Brongniart découvrait aussi les mouvements singuliers des petits corps de formes diverses sortis des anthères, et les comparait à ceux des animalcules spermatiques. M. de Mirbel s'exprimait ainsi au sujet de cette découverte : « Les granules prennent-ils rang parmi les animaux, ou parmi les productions végétales ? Gleichén et M. Ad. Brongniart affirment qu'il y a spontanéité dans leurs mouvements, et que par conséquent ce sont des animaux. Beaucoup de faits déposent en faveur de cette opinion, que je considère, non pas comme démontrée, mais comme très-probable. »

Après plusieurs années de communes recherches, MM. Payen et de Mirbel communiquaient à l'Académie (séances des 16 janvier 1843, 3 février 1845 et 6 mars 1846) le résultat des observations et des expériences qui leur avaient permis de suivre, dans leur marche à travers les tissus, les substances organiques vivantes, de nature quaternaire, qui « se dirigent et convergent à point vers tout organisme jeune, en voie de développement rapide. » Cette substance azotée remplit le rôle principal dans la formation des divers organismes de la plante ; elle dispose les molécules des matières minérales « sous diverses formes d'incrustations ou de cristallisations spéciales que les propriétés physiques du règne minéral seraient impuissantes à produire. »

M. de Mirbel, poursuivant ces intéressantes études, ces minutieuses observations qui devaient surtout l'aider à montrer l'ordre des formations successives dans le développement des plantes, publiait en 1845, dans les *Annales des sciences naturelles*, un très-remarquable mémoire sur la structure du *dracæna-draco*. Il citait encore dans ce travail les faits

suiuants, relatifs aux observations qui l'avaient frappé dans ses récentes études de physiologie végétale :

« ... Depuis que j'ai dirigé mon attention sur les *dracena*, je me suis fortement préoccupé de ces couches d'utricules délicates, minces et transparentes, qui, d'un côté, tiennent à l'écorce, et de l'autre à la région intermédiaire. Je ne tardai pas à soupçonner qu'il y avait là quelque chose qui méritait toute l'attention des physiologistes. Ce pressentiment ne m'a pas trompé; c'est à bon droit que je lui ai donné le nom de *tissu générateur*. L'œil, à l'aide d'un puissant microscope, ne tarde pas à découvrir çà et là, dans la partie la plus excentrique de ce tissu, la présence de petits espaces vagues et nébuleux. Quelquefois aussi il semble qu'il y a eu déformation d'utricules, en certaines places où se produisent et s'accumulent confusément des *phytospermes* d'une extrême minceur. A ce chaos microscopique succèdent bientôt l'ordre et la symétrie : les *phytospermes* se meuuent, s'agitent, se rencontrent, comme s'ils étaient animés, et, si j'ose le dire, bâtissent en commun des utricules régulières, qui ne diffèrent de celles qu'on voit ordinairement que parce que leurs parois sont mamelonnées. Peu après, les mamelons que forment ces *phytospermes* s'effacent. Alors on ne distingue plus les utricules les uns des autres.

» On va me demander à quelle cause j'attribue les mouvements des *phytospermes*, et comment il se fait que ces granules s'agencent entre eux comme pourraient le faire des êtres doués d'intelligence. Telles sont les deux questions qui se présenteront naturellement à l'esprit du lecteur. Mais, après avoir dit ce qui me semble probable touchant la première question, je m'abstiendrai de porter un jugement sur la seconde, qui, à mon sens, est tout à fait inexplicable dans l'état actuel de la science.

» Certes, on ne pourrait nier que les *phytospermes* ne soient des êtres organisés et vivants. Quand ils viennent de naître et qu'ils sont seulement visibles à l'œil armé d'un puissant microscope, ils paraissent comme des points d'une extrême finesse. Mais à mesure qu'ils avancent en âge, ils grossissent, ils augmentent en poids, leurs formes se modifient, et force est de reconnaître que ces changements sont les effets de la nutrition. Or, la nutrition ne peut s'opérer sans mouvements internes qui réagissent à l'extérieur, et c'est particulièrement à cette cause que je suis tenté d'attribuer l'agitation des *phytospermes*. Que l'on présente une meilleure explication du phénomène, je n'hésiterai pas à l'accepter. »

M. Payen, après avoir cité dans son *Éloge* une partie de ce passage, ajoute : « N'est-ce pas là une confirmation nouvelle des vues que j'avais émises de 1834 à 1842, contrôlées alors par M. de Mirbel lui-même, puis dans notre œuvre commune, et qui montrent la cellule, par con-

séquent la cellulose qui la forme, sécrétées par les corpuscules qui s'enveloppent et se protègent ainsi ? »

En nous arrêtant sur cette partie des travaux de M. de Mirbel, nous avons surtout désiré faire apprécier l'indépendance de ses opinions, toujours basées sur les expériences les plus exactes, sur les recherches les plus consciencieuses et les plus persévérantes. Nous étions d'ailleurs portés, par nos propres réflexions, à insister sur ces idées neuves confirmées par des faits assez nombreux pour que l'Académie des Sciences en ait fait le sujet du programme de son grand prix des sciences physiques en 1847. Dans ce programme, les concurrents étaient invités à examiner « si beaucoup de corps, considérés jusqu'ici comme des animalcules infusoires, surtout ceux qui sont colorés en vert et agissent sur l'air atmosphérique, comme les parties vertes des végétaux, ne seraient pas, soit des végétaux parfaits, soit des parties de végétaux, jouissant temporairement d'une motilité analogue à celle des animalcules infusoires proprement dits. »

On doit à un savant professeur, M. Paul Laurent, une série d'intéressantes études ¹ sur les rapprochements à établir entre les animalcules des infusions végétales et les organes élémentaires des végétaux. Généralisant les faits dont nous venons de donner un aperçu, M. Paul Laurent a voulu montrer dans les différentes parties du végétal, dans la feuille par exemple, le travail d'infusoires qui se grouperaient, selon des formes déterminées, pour passer de l'existence individuelle à l'existence collective. Toutefois, dans les végétaux les plus développés, certaines parties, les fleurs surtout, jouissent d'une animation propre et semblent participer aux manifestations de vitalité des animaux supérieurs. Cette excitabilité, quelle qu'en soit la cause, montre assez qu'il est difficile de bien définir les limites qui séparent les deux règnes, et que, sans doute, ainsi que l'a très-bien exprimé M. Owen, le célèbre physiologiste : « Les animaux et les plantes ne sont que deux divisions naturelles d'un seul et même groupe d'organisation. »

En faisant connaître dans une récente publication ², le prodigieux travail des zoophytes madréporiques et les merveilleuses constructions de ces invisibles architectes de la mer, dont l'incessante activité entretient la circulation océanique, et prépare encore de nouveaux continents, nous sommes revenus avec un vif intérêt aux remarquables tra-

¹ *Études physiologiques sur les animalcules des infusions végétales*, par PAUL LAURENT, inspecteur des forêts, professeur à l'École impériale forestière, Paris, 1858, 2 vol. in-4, Baillière.

² *Les Phénomènes de la mer*, Paris, 1861, Pagnerre.

vaux de M. Paul Laurent, principalement basés sur les découvertes de M. de Mirbel. Si les fonctions des polypiers ont surtout pour but la purification de l'Océan, les fonctions des végétaux assurent aussi la purification de l'atmosphère, immense réservoir qui fournit aux plantes la plus grande partie des éléments nécessaires à leur nutrition et à leur développement.

Ces transformations de la matière s'opèrent sous l'influence de la lumière, source universelle de vie et de beauté. Dans les formes variées des madrépores et des coquilles, dans leur brillant émail, dans les vives couleurs des nacres et des corallines, dans l'orient des perles nous admirons l'élégance et l'éclat de la vie sous-marine. Mais combien plus de grâce encore et de perfection dans la vie des plantes, baignées dans la lumière qui fait resplendir leurs riches tissus, et qui ajoute à l'incomparable et délicate beauté de la fleur, le charme mystérieux du parfum.

De tels rapprochements ne doivent sans doute être admis qu'avec une grande réserve. Les faits observés ne sont encore ni assez nombreux, ni assez bien définis pour que l'on puisse, scientifiquement, dépasser la limite où M. de Mirbel et M. Payen se sont arrêtés. Mais il est permis d'espérer que de nouvelles découvertes multiplieront les preuves des rapports intimes qui unissent tous les êtres organisés, animés par un même puissant esprit ¹, soit qu'ils contribuent, comme les plantes et les animaux, à l'amélioration physique de notre demeure terrestre, soit qu'ils joignent, comme l'homme, à cette fonction providentielle, le travail divin de la pensée, et que, par les conquêtes de la science, par le progrès de la justice, ils s'avancent vers une condition meilleure, c'est-à-dire vers une paix plus assurée et vers une concorde plus grande.

Durant tout le cours de l'existence la plus laborieuse, les belles facultés de M. de Mirbel furent consacrées à favoriser ce double progrès intellectuel et moral. Il était, suivant ses propres expressions, « religieux sans intolérance et sans fanatisme ; il croyait que les libertés publiques, loin d'être incompatibles avec l'affermissement du trône, en sont le plus ferme appui ; il respectait l'aristocratie légale et bienfaisante des hautes magistratures, en même temps qu'il repoussait les privilèges nuisibles à l'État, parce qu'ils sont onéreux pour le peuple. Sans cesser d'admirer ce que l'ancienne France avait de bril-

¹ Voyez l'*Amie de la Plante*, par A. BOSCOWITZ, *Revue germanique*, du 31 décembre 1800, et du 15 janvier 1801, (tomes 12 et 13).

lant et de glorieux, il rendait hommage au patriotisme, à la raison, aux vertus, à l'héroïsme de la France nouvelle. »

M^{me} la baronne Decazes, sa fille, a tracé de lui le portrait suivant :

« ... Mon père a toujours eu des idées libérales. Jamais personne n'a été plus constant dans ses opinions ; il s'en tenait aux principes et n'avait point de partialité pour les personnes. — Son goût pour les grands seigneurs venait de sa délicatesse. Il aimait le simple et le grand. Il y avait en lui de la femme au physique et au moral. Il était petit, nerveux, d'une figure douce et fine, avec de beaux yeux. — Son dévouement était complet, il ne voyait plus que pour l'être aimé. — Il avait la reconnaissance du bien et la reconnaissance du mal, mais une excuse le désarmait. Sa volonté très-ferme s'alliait à une grande douceur. Sa réflexion constante, son calme de tous les instants lui donnaient un courage froid qui vaut mieux que la bravoure. — Mon père aimait les arts, mais point la musique ni la danse. Il aimait ceux du ressort de l'esprit, non du ressort des sens. — Son désir de la richesse était le désir de la liberté, et c'est ainsi qu'avec son désintéressement il était toujours préoccupé de l'avenir,

» ... Le voyage de Toulouse se fit à pied. C'était un doux souvenir que cette misère qui le faisait souvent coucher à la belle étoile. En revanche, les deux amis dépensèrent pendant cette route des trésors de philosophie. — M. de Laroserie était l'homme bon à tout, brillant comme un météore. Jusqu'à sa mort (84 ans) il fut entouré pour cet esprit sans pareil. Mon père était moins éclatant, mais plus profond. Impossible de mieux parler et avec un organe plus sympathique. Il était bavard à ses heures, mais généralement silencieux. Son ardeur à l'étude était incomparable. Pour travailler il était sobre et chaste. Il avait la foi du savant, religion qui vaut l'autre. »

M. de Mirbel continuait ses brillants travaux d'organographie et de physiologie végétales, joignant à ces études favorites les pures jouissances de l'art et de l'amitié, lorsqu'un fatal événement vint bouleverser son existence. Le choléra sévissait à Paris (1849) ; atteinte par le fléau, M^{me} de Mirbel, malgré les soins les plus dévoués, fut enlevée après une courte agonie.

Profondément atteint par ce nouveau malheur, qui le frappait une seconde fois dans ses plus intimes affections et dans ses plus chères habitudes, privé si soudainement de l'appui et des soins prévoyants

qui lui étaient devenus nécessaires, M. de Mirbel, dont l'esprit, fatigué par des travaux trop assidus, ne se reposait qu'au milieu du groupe amical des hommes d'élite réunis autour de son foyer, vit en peu de temps, sous l'impression d'une douleur constante, sa mémoire s'affaiblir et bientôt s'évanouir entièrement. Dans ce triste oubli du passé, sa santé put se raffermir, et ses dernières années s'écoulèrent paisiblement, au sein du calme dont l'entourait la piété d'une fille dévouée, qui avait choisi pour lui, aux environs de Paris, une tranquille retraite. Il retrouvait là, près d'elle, sous de beaux ombrages, le vague souvenir des jours heureux.

Nous garderons toujours le touchant souvenir de notre dernière rencontre avec cet homme de bien, souriant encore, au milieu des fleurs et de la douce lumière d'un jour d'automne, aux caresses de la nature, dont il avait été l'un des plus savants interprètes. Ému par l'expression de ses traits vénérables, par la sérénité de sa contemplation, nous nous rappelions son ancien maître et son ami, le respectable Desfontaines, qui, vieux aussi et devenu aveugle, se faisait conduire dans les serres du Jardin des Plantes, « pour y toucher, disait-il, et y reconnaître ses chères fleurs. »

M. de Mirbel parvint ainsi doucement au terme de sa carrière. Il mourut en 1854, âgé de soixante-dix-huit ans. Ses collègues de l'Institut, de la Faculté des sciences et du Muséum rendirent à sa mémoire un dernier hommage de respect et de reconnaissance. Sa famille eut la consolation de voir unis à ce glorieux témoignage les chers souvenirs que ses amis gardaient de l'aménité de son caractère et de la noblesse de ses sentiments. A la Société centrale d'agriculture, M. Chevreul et M. Payen rappelèrent les nombreux et utiles travaux du savant illustre qui avait su dévoiler une partie des mystères de l'organisation végétale, et de l'habile administrateur à qui l'instruction publique, le commerce, l'industrie et surtout l'agriculture devaient tant de progrès durables. M. Chevreul, qui avait eu pour lui une si constante affection, terminait son discours par ce touchant hommage :

« Disons encore, à la louange de notre confrère, qu'il n'éprouva jamais de mécomptes en amitié, et que lui-même resta fidèle à toutes celles qu'il avait contractées. Adolescent il connut Laroserie et Massey, dont vous allez entendre les noms, et ces trois jeunes gens, de goûts et de caractères si différents, conservèrent jusqu'à leur mort les sentiments d'amitié qui les unissaient, lorsque, élèves de l'École centrale de Tarbes, ils parcouraient les Pyrénées avec leur maître, M. Ramond. »

Dans ce résumé de la vie et des travaux de M. de Mirbel, nous n'avons pas cessé d'avoir en vue le bel exemple d'une existence où l'activité la plus féconde prit toujours sa source dans les sentiments les plus élevés. Le généreux désir de faire servir la science à l'accroissement de la richesse publique et au libre développement des forces morales¹, apparaît nettement dans la carrière si bien remplie de M. de Mirbel. La même bonne volonté le guide, depuis ses premiers voyages aux Pyrénées, lorsque Ramond lui enseignait l'harmonie progressive des êtres, jusqu'au temps où il accueillait à Paris, dans ses dernières réceptions, tant de représentants éclairés des sciences, des arts et des lettres, aidant par leurs travaux à l'œuvre de transformation sociale dont la France a pris l'initiative, au progrès des idées qu'elle a mission de répandre.

C'est à l'influence chaque jour croissante de ces idées que nous devons les fermes espérances qui promettent à nos justes désirs un avenir plus libre et plus heureux. Les grandes découvertes de la science, les incessants progrès de l'industrie, les hautes aspirations de l'art, et surtout le sentiment de paix, de solidarité, de concorde qui anime les manifestations les plus puissantes de l'esprit moderne, ont leur source dans les inspirations du génie, dans les méditations de l'étude, dans la religieuse confiance des vaillants esprits dont le dévouement encourage nos efforts. Par leurs travaux, par leurs conquêtes, s'ouvre à nous ce vaste champ des sciences où nous devons trouver de nouvelles forces dans une foi plus éclairée, dans une association plus universelle, dans une plus juste notion des mystérieuses puissances que l'humanité cherche à s'assujettir pour établir sa bienfaisante domination sur la nature.

ÉLIE MARGOLLÉ.

ERRATUM. — Dans le premier article, livraison du 4^{er} juin, page 90, ligne 33, — au lieu de *calcaires* lisez *siliceuses*.

¹ Parmi les nombreux travaux de M. de Mirbel, les études suivantes se rapportent plus directement à l'ordre d'idées que nous indiquons ici :

De l'influence de l'histoire naturelle sur la civilisation. — *Considérations générales sur les êtres.* — *Discours sur la naissance et les progrès de la botanique.* — *Mesures en vue des progrès de l'agriculture.* — *Rapport au conseil supérieur d'agriculture sur les espèces d'arbres exotiques dont on devrait encourager la culture par des distributions de graines.* — *Rapport sur un mémoire de M. Pelouze, relativement à l'opportunité des cultures torridiennes, spécialement du coton en Algérie.* — *Instruction pour le voyage de circumnavigation de l'ASTROLABE, et de la ZÉLÉE, relativement à la culture.* — *Discours aux funérailles de Desfontaines.* — *Discours aux funérailles de M. de Jussieu (Ant. Laurent).*

AD MAJOREM DEI GLORIAM¹

NOUVELLE TRADUITE DE L'ALLEMAND DE ALFRED MEISSNER

XXIX

UN SAUVEUR

Grande fut la surprise de M. d'Ancier lorsque, en se réveillant, il trouva sur son lit de l'auberge de l'Ours une petite bourse de cuir. Il osait à peine y toucher, enfin il l'ouvrit et y trouva cinquante écus d'argent et un billet contenant ces mots : « Pars immédiatement pour Rome, si ton repos t'est cher. Un ami. » Le gentilhomme ressentit en lisant ces lignes une terreur mêlée de joie ; il lui était doux de penser que son protecteur mystérieux l'entourait de sa sollicitude. Les dernières expériences qu'il avait faites étaient si bizarres, si fabuleuses que le pauvre vieillard ne savait au juste s'il rêvait ou s'il veillait.

Il se leva promptement, paya son gîte, et entra dans la ville.

Gaëte est aujourd'hui encore un port d'aspect bizarre et sale, et avait alors un caractère fantastique. Longue et étroite, cette ville s'élève sur un terrain montueux, gardée par de hautes fortifications. D'épaisses murailles, d'antiques portes se présentent tout d'abord au voyageur qui entend gronder la mer au bout des rues escarpées.

Vêtu ainsi que nous l'avons décrit, M. d'Ancier traversa la fourmière des soldats, des matelots et des lazzaroni, cherchant une boutique de

¹ A la plus grande gloire de Dieu. — Voir la *Revue germanique* des 1^{er} janvier, 1^{er} février, 1^{er} mars, 1^{er} avril, 1^{er} mai et 1^{er} juin 1863.

tailleur, rien ne lui paraissant plus urgent que de se procurer des habits convenables. Quand cela fut fait, il se mit en quête d'une voiture, car il voulait partir aussitôt, et il arpentait les rues à pas accélérés, lorsqu'il entendit prononcer son nom. Stupéfait, M. d'Ancier se retourna et vit venir à lui un jeune Jésuite. « Vous me reconnaissez ? s'écria-t-il en étendant les bras et embrassant le Père. — Au premier coup d'œil, répondit le Jésuite ; nous sommes d'anciennes connaissances, bien que vous paraissiez m'avoir oublié.

— En effet, dit le gentilhomme, je dois vous connaître ; la mémoire du vieillard est faible. Peu importe, d'ailleurs ; ne vous eussé-je jamais vu, je vous saluerais avec joie comme membre de l'ordre glorieux que je révere et auquel je dois tant...

— Il y a six mois, je vous ai vu et parlé à Rome où j'ai passé. Je m'appelle Falconet.

— Falconet, Falconet, répéta M. d'Ancier en accusant sa mémoire de l'abandonner, demeurez-vous ici, révérend Père ?

— Dans une heure je pars pour Naples où je stationne en ce moment.

— Quel dommage ! répondit le gentilhomme, j'espérais déjà que vous demeuriez ici, et que je pourrais jouir quelque temps de votre société. Hélas ! j'ai traversé des épreuves si épouvantables, si étranges, si incroyables, que je voudrais me joindre à quiconque me témoigne quelque intérêt et épancher mon âme surchargée.

— Venez avec moi, dit Falconet, j'ai ma voiture qui est commode, et je n'ai pas besoin de vous dire combien un compagnon tel que vous est le bienvenu.

— Ainsi soit-il, s'écria M. d'Ancier, je pars avec vous pour Naples ; il est vrai qu'ainsi je m'éloigne de ma seconde patrie, cependant je vais avec vous ; car je suis pusillanime comme un enfant, je redoute les accidents qui me pourraient survenir si je m'en retournais seul à Rome, et je crains également d'attendre ici que quelqu'un vienne de Rome pour m'accompagner. Le chemin de Gaëte à Naples est presque aussi long que celui de Gaëte à Rome, je le sais, mais il me paraîtra dix fois plus court étant à vos côtés. C'est dit, partons pour Naples ; j'aperçois déjà la baie et ses îles.

— Je suis charmé que vous m'accompagniez, reprit Falconet, notre maison de Naples vous offrira le même asile que celle de Rome ; tous nous vous connaissons.

— Merci, merci mille fois, répliqua M. d'Ancier ; vous le savez, je suis presque un des vôtres. »

Il prit le bras de Falconet pour descendre la rue escarpée et dit : « Quelle ville étrange, on la dirait prédestinée par la nature à être la scène de faits inouïs et extraordinaires ! Le frisson me prend quand je vois ces murailles et ces portes noires, ces tours et ces créneaux, et que j'entends le bouillonnement de cette mer !

— Il est bien vrai que les choses les plus étranges se sont accomplies ici, de tout temps, répondit Falconet. Cette tour noire que vous voyez là a fait partie d'un temple de Mercure; on y entendait un oracle qui aboyait par la gueule d'un chien de pierre. Apercevez-vous l'église de la Trinité adossée à un rocher?... Ce rocher a éclaté un vendredi saint, pendant un grand tremblement de terre, et s'est divisé en trois parties en l'honneur de la Sainte-Trinité. — Là-bas vous avez les rocs du haut desquels saint François d'Assise a prêché aux poissons...

— Quel endroit ! s'écria M. d'Ancier. C'est comme la patrie des miracles, et cependant il me paraît affreux ; partons, partons. En route, je vous dirai ce que j'ai souffert ici. »

Ils atteignirent la voiture qui attendait Falconet et partirent ; la route suit la côte une heure durant, puis elle s'avance dans la contrée et ne reprend la côte qu'à Scaveli. La saison était avancée. De gros nuages couvraient le ciel, et, au-dessus de la mer qui paraissait orageuse, s'élevait une brise froide qui secouait le feuillage des oliviers et les pampres de la vigne enlaçant les peupliers plantés le long de la route. Étendu dans un coin de la voiture, M. d'Ancier dormait presque sans interruption. Le Jésuite, qui avait tiré son bréviaire, contemplait son compagnon de temps en temps, et se demandait quels pouvaient être les événements qui avaient ainsi changé et épuisé ce vieillard ; mais il n'osait pas le réveiller.

Vers le soir, la voiture fit halte à Sainte-Agathe, et les voyageurs entrèrent dans une misérable auberge, où ils ne trouvèrent que du pain et un peu de vin. Cependant M. d'Ancier s'était réveillé et ranimé ; enveloppé de son manteau, à la lueur d'une vieille lampe de cuivre, il commença le récit de ses aventures. Il remonta jusqu'à l'épisode des pommes, parce qu'il lui semblait en rapport avec ce qui avait suivi, et s'arrêta à sa délivrance.

Le jeune Jésuite avait écouté avec un intérêt toujours croissant. A la fin, — il était près de minuit, — le gentilhomme dit :

« Ma fortune fut la source de mes erreurs de jeunesse. Elle me lança dans le tourbillon de la vie, et attira la fatalité sur moi et sur ceux que j'aimais. Oui, la richesse fut ma malédiction ! Je n'aurais pas cru qu'elle serait le fléau de ma vieillesse, et quoique je m'en fusse départi par un vœu solennel ! Une seule formalité manquait encore, le document écrit, et ma mort soudaine devait en empêcher la rédaction, priver l'Église de son bien pour le donner à mon meurtrier ! Dieu en a disposé autrement ; par un bonheur inouï, j'ai échappé à tout, et le premier de mes actes sera de déjouer une fois pour toutes les manœuvres de mes ennemis.

— C'est bien cela, dit Falconet, vous avez souffert, parce que vous êtes l'ami de notre Ordre ; on a voulu nous atteindre en vous frappant.

— Les ennemis des Jésuites sont partout aux aguets, reprit M. d'An-

cier en tirant de sa poche un papier plié. Cet imprimé enveloppait les cinquante écus que j'ai trouvés dans cette petite bourse. Ce sont des vers ironiques sur votre Ordre ! Lisez. »

Falconet prit la feuille arrachée d'un livre — c'était évident — et lut :

Hi periti mendicantes
Sunt quasi nihil habentes,
Et omnia possidentes.
Domus, agros, uniones
Aureorum millions
Habent isti sancti patres !

Si cui caligant oculi
Circumstant ripam lectuli
Jesuiti, Dæmon, Angeli !
O vulpinam sanctitatem !
Prædicando charitatem
Subducunt hæreditatem ¹ !

« La forme et la pensée de ce libelle sont également mauvaises, dit Falconet en brûlant l'imprimé à la flamme de la lampe. »

La nuit suivante, les voyageurs arrivèrent à Naples, et, sur la recommandation de Falconet, M. d'Ancier fut immédiatement traité d'hôte par les Jésuites. Les Pères, qui d'ailleurs ne le connaissaient pas, lui firent des visites, et se réjouirent, en accomplissant une bonne œuvre, de sauver à leurs confrères de Rome les capitaux du gentilhomme.

Cependant ce dernier tomba si gravement malade que sa dernière heure parut proche. C'est à peine s'il eut la force d'écrire ses volontés. Par quel hasard les vers qu'il avait lus lui revenaient-ils toujours à l'esprit, bien malgré lui, vraiment ? Il se surprenait marmottant : *O vulpinam sanctitatem ! prædicando charitatem subducunt hæreditatem.*

Quand il s'en apercevait, il se signait et croyait que le malin esprit se jouait de lui ; cependant sa tête s'alourdissait et le faisait souffrir de plus en plus, ses membres s'affaiblissaient, toutes ses pensées s'embrouillaient et ne formèrent bientôt plus qu'un flux et un reflux d'hallucinations incohérentes.

¹ Ces vers, extraits du livre : *le Jésuite démasqué* (1620), se peuvent traduire à peu près ainsi : « Ces Pères, riches comme Crésus, font semblant d'être des mendiants. Ils recèlent des trésors, des millions dans les couvents où ils demeurent. Quand un riche est près de mourir, ils l'entourent pour en hériter. Au chevet du lit paraissent ange, démon, Jésuite : l'ange console son âme, le démon se réjouit de ses péchés, le Jésuite essaye de le voler. »

XXX

FAUSSE JOIE

Arrivé à Naples, le père Ortiz se rendit immédiatement chez les Jésuites.

Après un entretien confidentiel avec le supérieur, Ortiz alla chez Falconet qu'il trouva seul dans sa cellule. Les deux Pères se connaissaient de Rome.

« Vous venez sans doute pour votre protégé, l'infortuné M. d'Ancier ? » commença Falconet.

— C'est une singulière histoire, reprit Ortiz, éludant la question. Où est-il ? comment va-t-il ?

— Il est malade, dit Falconet.

— Dangereusement ? demanda Ortiz avec un accent particulier.

— Dieu merci, le danger est passé, fut la réponse ; mais son état exige des ménagements. Nous avons bien de la peine à le retenir, tant il désire retourner à Rome, et vous revoir, vous ses amis.

— Mais nous ne touchons pas le point essentiel ! s'écria Ortiz. Est-il bien sûr que la personne en question soit M. d'Ancier ?

— Vous plaisantez, reprit Falconet ; il l'est comme vous êtes le père Ortiz.

— Quelle preuve en avez-vous, outre la ressemblance ? demanda Ortiz.

— Mon Dieu, dit Falconet avec impatience, descendons le voir.

— Tout doux, tout doux, reprit Ortiz, je le veux voir de mes yeux, mais sans être vu de lui. Le général ordonne qu'on lui cache mon séjour ici. »

Les deux Pères descendirent au rez-de-chaussée. Mais comme il était impossible de pénétrer dans la chambre de M. d'Ancier sans que celui-ci s'en aperçût, Falconet dut l'engager à faire un tour de jardin, ce à quoi il se prêta. Falconet conduisait le malade, Ortiz épiait à une fenêtre derrière un rideau. A plusieurs reprises, les deux promeneurs durent repasser devant lui.

Lorsque cette scène de reconnaissance fut terminée, Ortiz dit à Falconet : « Cette ressemblance est effrayante, et fatale à nos intérêts.

— N'est-ce pas lui ?

— Non, ce n'est pas lui, répondit péremptoirement Ortiz ; M. d'Ancier est mort à Rome il y a quelques semaines, c'est un fait de notoriété publique, attesté par nombre de témoins. Nous avons affaire à un imposteur soutenu par un étrange caprice de la nature.

— Malgré tout, c'est lui, s'écria Falconet avec chaleur, cela se voit non-seulement à la ressemblance extérieure, mais à l'analogie morale. Il connaît tous les détails de notre situation, il sait tout ce qui s'est passé dans la maison des Profès à Rome, depuis six mois...

— C'est bien, c'est bien, interrompit Ortiz d'un ton distrait, M. d'Ancier est mort et nous a légué sa fortune. Peut-il ressusciter et nous la reprendre ? »

En apprenant que la reconnaissance de son nouveau protégé entraînait en collision avec les intérêts de l'ordre, Falconet fut frappé comme par une lumière subite. Habitué à l'obéissance aveugle, il courba la tête et demanda : « Pour qui dois-je le tenir ? »

— Que tout reste au point où je l'ai trouvé en arrivant, répondit Ortiz ; je vais rechercher les traces de l'intrigue et démasquer ses mystérieux auteurs. »

Falconet eut à raconter les aventures de M. d'Ancier ; Ortiz écoutait avidement. Lorsque le récit fut terminé, il garda le silence un moment, comme pour apaiser l'émotion qu'il ressentait, puis il dit :

« Une incarcération faite par un fils naturel, ou très-peu naturel, pour extorquer le testament ! Cette fable est diaboliquement inventée, et pourrait abuser la moitié de la terre, tout autant que la ressemblance. Nous entrons dans une lutte hasardée, mais nous ne pouvons reculer. »

Lorsque, dans sa cellule, Ortiz eut écrit à son supérieur que le véritable M. d'Ancier était retrouvé, il examina l'état des choses et avisa aux mesures à prendre.

Il remémora toutes les aventures du vieux gentilhomme depuis sa disparition jusqu'à son retour, et il lui parut évident que Rezzoni n'était qu'un agent, et que l'instigateur devait être celui qui aurait été le plus avantage, si le gentilhomme était mort sans testament, à savoir le neveu Villiers Gauthiot. Il n'avait pas tué son oncle comme il le projetait, parce qu'il avait craint l'existence d'un testament, ou parce que, par une pénétration satanique, il avait pensé que les Pères annuleraient les résultats de son œuvre en fabriquant un faux testament. Cette pénétration se trouvait justifiée par le fermier de Montferrand, et si elle était de nature à compliquer beaucoup les difficultés de l'entreprise, cette considération n'avait pas dû faire reculer une tête aussi forte et aussi rusée que celle du neveu : « Tu as malfrement conduit ton affaire, monologua Ortiz, et elle aurait été couronnée de succès si, dans l'entre-temps, nous ne nous étions procuré le Sosie, le mannequin qui a dû tester en notre faveur. Ce tour a sauvé le malheureux oncle, qui sans cela n'aurait jamais quitté son cachot. Mais il fallait qu'il réapparût soudain, afin de démasquer notre impudence ; le neveu ne risque rien, il ne saurait que gagner à cela en admettant toutefois qu'aucune main vengeresse ne vienne

déchirer le voile qui couvre son propre crime. Et tu parais sûr de ton fait, Villiers, puisque tu as si promptement et si résolûment délivré ton oncle. Mais aussi, à partir de ce moment, la situation s'est retournée : M. d'Ancier et les Jésuites ne sont plus amis, ils se considèrent réciproquement comme des imposteurs, et le neveu, de persécuteur qu'il était, devient maintenant le protecteur de son oncle. C'est ainsi que les choses vont se poser. »

Tel était l'abrégé des réflexions du père Ortiz, réflexions qu'il n'éten- dit pas outre mesure, car il avait hâte de se rendre chez Gattini, l'avocat des Jésuites à Naples, jurisconsulte célèbre, qui passait pour invincible, car il n'avait encore perdu aucune cause, quelque désespérée qu'elle fût.

Le docteur Gattini avait beaucoup de l'animal auquel faisait penser son nom (*gatto*). Sa moustache grise était relevée aux coins de la bouche, la formation de son front et de toute sa tête, et ses yeux gris, ronds, perçants, rappelaient la race féline. Ortiz ne pouvait s'empêcher de penser au compagnon de Vitelleschi en le regardant, et il lui semblait qu'il s'entretenait avec le matou théologien de la maison de Rome.

Il fut difficile à Ortiz de parler clairement à Gattini, car il lui était impossible d'exposer la situation. Il se contenta de lui dire qu'il y avait au couvent un individu qui se faisait passer pour M. d'Ancier, que son neveu avait fait enfermer, pour lui extorquer un testament. Après une longue conférence, ils furent d'avis tous deux d'intenter un procès à Villiers. M. d'Ancier devait être le plaignant; mais sa plainte ne devait être portée devant le tribunal que dans le cas où une simple menace de la part de l'oncle n'aurait pas suffi à le brouiller avec son neveu. Cette brouille n'était possible que si l'on parvenait à éclaircir l'histoire de l'enlèvement et à dompter Villiers par le poids des preuves. Ni Ortiz, ni Gattini, ne désespéraient; car la mise en liberté de M. d'Ancier paraissait leur donner un fil conducteur qui les dirigerait et les mènerait jusqu'à la source de cette sombre aventure.

Après qu'ils se furent entendus sur le but ci-dessus indiqué, ils se mirent à l'œuvre immédiatement, pour mettre en jeu l'un tous les leviers mondains, l'autre toutes les ressources spirituelles.

La première personne de laquelle on pouvait attendre quelque éclaircissement était l'abbé Milesi, ce Samaritain compatissant, « aux grands yeux doux, » auquel M. d'Ancier croyait devoir sa liberté. La démarche fut vaine. Le pieux gentilhomme s'était trompé en lisant dans les yeux de l'abbé Milesi un intérêt spécial pour lui; le révérend l'avait complètement oublié. Il avait, le jour de sa visite à la prison, fait halte devant tant de cellules, entendu parler tant de victimes, que sa mémoire con- fondait tout.

Les employés de la prison d'État ne renseignèrent pas davantage. Ils avaient à garder et à soigner les prisonniers sans apprendre leurs noms, et moins encore la nature et la portée de leurs délits.

Il fallait nécessairement parvenir jusqu'au chef de la police secrète; grâce à des relations puissantes, cela réussit et l'on apprit qu'il y avait trois mois environ, il était sorti du cabinet du vice-roi l'ordre d'arrêter et d'envoyer à Gaète un Français, lequel, sous le nom de Lagrâce, avait vécu à Naples et avait abusé les plus hautes personnes; ce qu'il devait expier par un emprisonnement à perpétuité. Lagrâce avait eu vent de cet ordre, sans doute, car il avait disparu comme une ombre. Au bout de quelques semaines, le ministre de la police reçut l'avis que Lagrâce serait tel jour à Fondi et tenterait de passer dans le royaume de Naples sous le déguisement d'un frère mendiant. Par suite de cette dénonciation, des carabiniers furent envoyés à la poursuite de M. d'Ancier; sur ces entrefaites, le véritable Lagrâce ayant été saisi, l'innocent avait été relâché.

Il était important de savoir que M. d'Ancier avait été arrêté sur une fausse dénonciation. Ce fait montrait que l'acte brutal de Rezzoni était en rapport avec tout ce qui l'avait précédé. Si l'on parvenait à remonter jusqu'à l'origine première de la dénonciation à travers l'amas confus de détails et de personnes intermédiaires, on aurait évidemment un point d'appui pour établir la culpabilité encore si mystérieuse, si cachée.

En dépit du zèle qui fut déployé, cela ne réussit pas. Gattini et Ortiz étaient consternés; ils étaient aussi avancés qu'au commencement. Pour eux, ils étaient plus convaincus que jamais de la culpabilité de Villiers, mais ils étaient forcés de se dire que leur conviction reposait sur des motifs trop personnels pour se communiquer à un juge.

Le père Ortiz soudain vit la position de l'Ordre très en noir, et se sentit humilié et condamné. La comédie du testament, qui avait été inventée par lui et dont il s'était vanté, prenait une issue imprévue, et entraînait ce qu'elle avait dû faciliter.

XXXI

CE QUE VOUS APPREND UN SOIR

Cependant M. d'Ancier était toujours à Naples. Ses forces étaient si ébranlées qu'il ne pouvait songer à se mettre en route, quelque vif que fût son désir de se retrouver au milieu de ses amis de Rome.

A l'instigation d'Ortiz, on avait sondé jusqu'à quel point M. d'Ancier

était aigri contre son neveu et ce qu'il penserait d'une poursuite judiciaire.

Mais l'énergie du gentilhomme était brisée. Ainsi qu'il arrive aux natures usées, avec la disparition du danger, sa haine s'était fondue et il était disposé à la mansuétude, pourvu qu'il fût à l'abri des pièges. « Je lui pardonne, répondait-il constamment, Dieu veuille faire de même! »

Ces dispositions chrétiennes ne satisfaisaient nullement le père Ortiz ; il craignait qu'avec le temps, elles ne se transformassent en une alliance de l'oncle et du neveu. Le danger devenait croissant, car les recherches de Gattini n'avaient abouti à rien qu'à prouver que l'astucieux ennemi s'était enveloppé d'un mystère impénétrable.

Un hasard inespéré vint les secourir dans leur détresse.

M. d'Ancier eut un soir l'envie et la force de faire une petite promenade hors du jardin des Jésuites. Accompagné de Falconet, il se rendit sur le *Molo*. La vue magique de la mer et des îles, éclairées par un splendide coucher de soleil, lui fit du bien et rassérêna ses esprits abattus. Soudain, ils virent arriver un essaim de gens qui entouraient quelques sbires, escortant un prisonnier. Celui-ci, jeune encore, à l'air distingué, vêtu avec élégance, lançait devant lui un regard sombre et fixe, il allait au bain.

A la vue du jeune homme, M. d'Ancier recula d'effroi et, pouvant à peine se soutenir, il s'appuya contre le parapet.

La petite foule eut vite passé, et Falconet remarquant l'état de son compagnon : « Qu'y a-t-il, qu'y a-t-il ? » lui demanda-t-il avec inquiétude.

Il réitéra sa demande sans obtenir de réponse. M. d'Ancier se taisait obstinément et lançait au groupe d'hommes qui s'éloignait des regards inquiets, sauvages, hagards, comme s'il voyait un fantôme. Lorsque son agitation fut apaisée, il s'écria : « Le châtement l'a atteint sans mon concours ; car c'est lui ! Rezzoni, Rezzoni ! Mais n'en parlons plus, rentrons. »

Appuyé sur le bras de Falconet, il s'achemina vers le couvent.

Falconet raconta immédiatement au père Ortiz l'incident de la journée. Le père courut chez Gattini, la figure radieuse, et le mit au courant ; après quoi ils furent convaincus tous deux que la plainte qu'ils voulaient lancer contre Villiers Gauthiot avait enfin une base.

Sans perdre de temps, l'avocat se rendit au bain, et demanda à parler à l'inspecteur. Celui-ci le reçut immédiatement. Gattini commença :

« On vous a remis aujourd'hui un individu du nom de Rezzoni, je désirerais avoir un entretien avec lui. »

L'inspecteur ouvrit son registre et n'y trouva point le nom de Rezzoni.

« Un jeune homme de vingt-six ans, à l'air distingué...

— Ah ! vous voulez voir Priorato, s'écria l'inspecteur ; je ne le garderai pas longtemps, il est condamné à mort.

— Est-ce possible ? fit Gattini, un jeune homme qui a l'air et les allures d'un gentilhomme.

— Oui, il a joliment dupé les Romains ! répliqua l'inspecteur. On dit qu'il y a mené un train fou, et qu'il a fréquenté les plus grandes familles. Si je ne me trompe, il a été invité à la table des cardinaux. Il est de Palerme et fait partie d'une troupe d'aventuriers élégants qui manient avec autant de grâce le poignard que les faux dés ; compère du fameux Lagrâce, il a déjà été aux galères, d'où il s'est échappé. On va vous conduire dans sa cellule, si vous le désirez. »

Quelques instants après, Gattini se trouvait devant le prétendu chevalier Rezzoni, qui était assis sur un banc de pierre adossé au mur.

« Bonsoir, dit-il en entrant.

— Cette formule n'est guère à sa place, répondit le prisonnier avec un sourire amer. Je doute que personne ait passé ici une bonne soirée. Vous devez être un nigaud ; que me voulez-vous ?

— Je veux vous servir, dit l'avocat en considérant la stature élancée et la tête remarquable de Priorato.

— Vous m'intriguez, répliqua celui-ci, parlez.

— Vous ne vous faites pas d'illusion sur le sort qui vous attend ? commença Gattini.

— Non, répliqua Priorato, j'ai toujours évité de me faire des illusions, cela m'a rendu fort.

— S'il en est ainsi, reprit Gattini, il doit vous paraître indifférent de confesser un délit de plus, surtout lorsque cette confession peut améliorer votre situation, prolonger votre vie ? En prison, plus qu'ailleurs encore, on a besoin d'argent.

— Monsieur, interrompit Priorato en se levant, vous vous trompez en me prenant pour un homme qui trahit ses amis.

— Ce n'est peut-être pas des amis qu'il s'agit, mais de ceux qui se sont servis de vous comme d'un instrument. Est-on en devoir de sauvegarder des gens qui se sont soustraits aux périls, y ont lancé autrui et qui jouissent à présent du fruit de leurs méfaits, tandis que d'autres les expient ?

— Parlez toujours, digne homme, venons au fait ! s'écria Priorato en souriant de nouveau. »

Gattini reprit :

« Vous vous êtes saisi brutalement d'un vénérable vieillard, M. d'Ancier, vous l'avez tenu prisonnier, et puis vous l'avez mené aux Tombes de Gaète en dupant la police. Il me paraît évident que vous n'avez commis tout cela qu'à l'instigation d'un autre.

— Lequel serait ?

— L'héritier de M. d'Ancier, répondit l'avocat.

— Villiers Gauthiot ? dit Priorato avec indifférence.

— Vous avouez le connaître ; c'est un bon commencement, » s'écria Gattini en se frottant les mains.

Priorato se tut et réfléchit. Son exécution était imminente, et l'aveu d'un nouveau crime ne pouvait pas empirer sa situation ; de plus, il entrevoyait un traitement moins rude, des secours d'argent et des protections. Si même on avait dessein de le tromper, on devait prolonger sa vie pour se servir de lui contre Villiers Gauthiot ; ayant déjà échappé aux galères, il pensait qu'en gagnant du temps il gagnait tout.

« En effet, dit-il, j'ai tenté ce coup, à l'instigation d'autrui. Pour ma part, je n'aurais jamais eu l'idée de me faire passer pour le fils naturel de M. d'Ancier, afin de lui extorquer un legs. Qu'est-ce qu'un tel homme léguerait à un bâtard dont il ne s'est jamais soucié ? Une bagatelle. Vous savez sans doute qu'à Rome j'étais cousu d'or.

— Je le sais, répondit Gattini. Où avez-vous parlé à Villiers Gauthiot ?

— A Rome.

— Alors déjà le complot fut tramé ?

— Non.

— Ainsi, vous vous êtes rencontrés depuis ? demanda le notaire.

— Non, répliqua le prisonnier, qui se demandait encore s'il devait ajouter à ses méfaits celui d'un faux témoignage.

— Vous vous êtes entendus par écrit ? s'écria Gattini avec joie, c'est mieux encore ! On retrouvera les lettres. »

Priorato avait pris son parti. Il dit : « Oui, j'ai des lettres de Villiers Gauthiot ; elles sont enfouies en lieu sûr. »

Gattini se leva en sursaut : « Vous nous délivrerez ces lettres ?

— Non, mon cher monsieur, avec votre permission, je n'en ferai rien, dit le prisonnier. Mon témoignage verbal deviendrait superflu, tant ces lettres établissent la culpabilité du neveu. Je ne dirai pas où elles sont, tout au plus irais-je les chercher au moment qui me semblerait opportun ; mais j'avoue qu'elles ne sont pas près d'ici. »

Priorato fit ensuite des vœux qui satisfirent grandement Gattini, lequel les déposait sur papier. Lui, Priorato, avait été chargé par Villiers d'apprendre si le testament de M. d'Ancier était fait. Lorsque Villiers avait su que la rédaction en était prochaine, il avait résolu de s'emparer de son oncle et de le faire disparaître. Sur le point d'exécuter ce plan, lui, Priorato, avait été induit en doute par la ruse de la victime ; il ne savait plus si le testament était rédigé ou non, et n'ayant pas prévu ce cas, il n'avait pas voulu agir de son autorité privée, et était allé prendre ses instructions, mais en s'arrangeant de manière que M. d'Ancier demeurât

son prisonnier. Il l'avait traîné jusqu'aux environs de Velletri, où il l'avait placé sous la surveillance d'un bandit de ses complices, qu'il connaissait de longue date; pendant le trajet, il avait forcé M. d'Ancier à se défaire de ses habits et les avait jetés dans le Tibre, afin de faire croire que la victime avait péri.... Lorsque lui, Priorato, eut eu reçu de Castellamare de nouvelles instructions, il s'était rendu à la maison du bandit, en avait tiré le gentilhomme et l'avait mené aux frontières du royaume de Naples, aux environs de Fondi, après l'avoir revêtu de l'habit d'un frère de charité. Sur une secrète dénonciation de Villiers, M. d'Ancier avait été saisi par les carabiniers qui étaient aux aguets, avait été enfermé à Gaète au lieu de l'aventurier Lagrâce, qui était condamné, et à la recherche duquel on était depuis longtemps. Sa confrontation avec Villiers prouverait tout cela.

Ces aveux de Priorato, bien qu'ils ne fussent pas avérés, jetaient un jour étrange sur le neveu. Ils s'accordaient tellement avec l'exposé de M. d'Ancier, qu'on pouvait les prendre pour son complément, et c'est ce qui, aux yeux de Gattini, leur donnait un cachet de vraisemblance.

« Nous tenons le redoutable neveu, cria-t-il à Ortiz qui l'attendait à la porte de la prison.

— Serait-il vrai? demanda le Jésuite avec un mouvement de joie.

— Oui, oui, le neveu n'est plus dangereux; dans une demi-heure, la plainte sera rédigée et signée par M. d'Ancier. »

L'intrigue ardue, entortillée, approchait de sa solution, et cette solution était favorable aux Jésuites. Ortiz jubilait.

Peu après, Gattini parut devant M. d'Ancier et lui dit qu'il avait mission de soutenir la plainte qu'il portait contre son neveu. M. d'Ancier, dont les dispositions étaient restées les mêmes, fut troublé en entendant parler d'une mission officielle. Il refusa péremptoirement d'entrer en guerre avec son plus proche parent, et il se déclara même résolu à user de tout son crédit pour assurer l'impunité à son neveu.

Gattini répondit sèchement que ces nobles dispositions faisaient honneur au gentilhomme, mais qu'elles ne sauraient profiter au coupable depuis que les tribunaux étaient informés. D'ailleurs, il ne savait pas comment on pouvait condamner le suppôt — un repris de justice — et épargner le véritable auteur du crime. La justice aurait son cours, en dépit de la générosité de M. d'Ancier; Rezzoni avait tout avoué et avait indissolublement noué le crime de Villiers Gauthiot au sien. Comme on était sur le point de tenir la correspondance, les ménagements étaient superflus et devenaient inadmissibles.

Là-dessus, Gattini présenta à M. d'Ancier la plainte qu'il avait rédigée contre Villiers et qui portait sur ces points : Enlèvement violent avec but de concussion et de meurtre, abus de confiance contre les adminis-

trations royales, tentative d'assassinat ; plus, la circonstance aggravante pour Villiers, que la victime était son plus proche parent.

La lecture de cette accusation ébranla violemment l'âme du gentilhomme ; elle lui remettait sous les yeux les tourments qu'il avait subis ; il se prit à pleurer, et se laissa enfin extorquer sa signature.

Le but de Vitelleschi était atteint : le neveu et l'oncle étaient à jamais désunis.

A la même heure, le forçat Priorato se retournait sur sa couche et murmurait : « Un méfait de plus ! Me servira-t-il ? Espérons que Villiers se justifiera. »

XXXII

LE COUPLE DE CASTELLAMARE

Le soleil couchant plongeait ses rayons dans la mer, et les vagues en renvoyaient le reflet sur le rivage et sur une petite maison placée au sommet d'une terrasse en dehors du mur qui entoure Castellamare. Dans le jardin attenant à cette maison, une jeune femme se promenait au bras d'un jeune homme, tandis qu'un petit garçon de cinq ans courait à travers les buissons.

« Qu'as-tu ? demandait la jeune femme, à la taille svelte, à la figure noble et belle, en fixant sur son amant ses yeux noirs et étincelants, tu es bouleversé, tu me réponds à peine. »

Villiers — c'était lui — répondit : « La faute en est à l'affreux spectacle auquel j'ai dû assister aujourd'hui. Tu sais que Leta a été dégradé pour avoir entretenu des relations avec la bande des faux-monnayeurs de Lagrâce. Mes yeux se troublèrent lorsque le prévôt lui arracha, en présence du régiment qu'il a déshonoré, l'uniforme et les armes royales, trépigna sur ses épaulettes et brisa son épée. Je me demandai comment il pouvait supporter la vie, celui qui a subi cette honte, et je pensai que le plus grand bienfaiteur de Leta serait celui qui lui ferait tenir en prison un couteau ou une corde à l'aide desquels il pût au plus vite quitter ce monde.

— Tu l'as toujours détesté et évité, dit la femme. Leta n'a que ce qu'il mérite. Aussi bien n'est-ce pas cela seul qui te tourmente. Je me figure que tu as sur le cœur quelque chose qui te pèse depuis cette lettre de Gaète que tu ne m'as jamais montrée, et surtout depuis ton voyage à Rome. Villiers, pourquoi as-tu des secrets, pourquoi ne me dis-tu pas tout ?

— Je te dis tout ce qui me concerne, Juana, répliqua Villiers ; si je te cache quelque chose, c'est que cela concerne le service ou d'autres que moi.

— As-tu eu un démêlé avec ton oncle ? demanda-t-elle.

— Je t'en prie, ne me parle pas de mon oncle, je suis content de n'être pas forcé d'y penser.

— Où est-il, à présent ?

— Mais où ? sinon à Rome, chez ses amis les révérends Pères, dit Villiers d'un ton ironique ; mais ne me tourmente pas, parlons d'autre chose. Vois comme le shako de carton sied à notre petit ! cela fera un soldat ! Où a-t-il pris cette belle plume noire ?

— Je la lui ai donnée ; elle date du vieux temps, dit Juana.

— Oui, le vieux temps ! Pauvre femme, il y a longtemps que tu ne portes plus de plumes à tes chapeaux, ma pauvre femme ! dit Villiers redevenu sérieux.

— Crois-tu qu'elles me manquent ? demanda Juana en souriant et en jetant un regard insinuant à son mari, sur l'épaule duquel elle s'appuya.

— Vrai Dieu ! je ne le crois pas ! s'écria Villiers, et cela me tranquillise. Pourrais-je jouir de la vie en pensant que tu regrettes Madrid et ton existence d'autrefois ?

— Maintenant, je vais te dire à propos de quoi j'ai parlé de ton oncle, reprit Juana après une pause : trois nuits de suite j'ai rêvé qu'il était mort.

— Et nous étions riches, et je quittais le service et Castellamare, et nous retournions à Madrid ! s'écria Villiers. Juana, ton rêve me trahit tes pensées.

— Non, non, non ! répondit Juana, mon rêve n'a pas été plus loin. Peux-tu me méconnaître ainsi ? Ne me suis-je pas entièrement détachée de mon passé ? Tous deux, nous sommes des répudiés, toi de ton oncle, moi de mon père ; aussi nous serons-nous attachés l'un à l'autre en répudiés, trouverons-nous tout notre bonheur l'un dans l'autre, et cela la tête haute, opposant au monde notre amour et notre fidélité.

— Noble femme ! s'écria Villiers ému, en étreignant sa bien-aimée. » Puis il se frappa le front de ses mains, et dit : « C'est moi, cerveau brûlé, qui suis cause de tout ! C'est moi qui t'ai entraînée jusqu'ici, dans ce lieu où ton œil ne trouve même plus la direction de ta patrie ! Pourquoi, Juana, as-tu suivi le lansquenet vagabond ?

— Parce que je l'aimais et l'aimerai éternellement, » dit l'Espagnole.

Ils avaient atteint l'extrémité du jardin, formée par une terrasse ; au-dessous d'eux, la mer frappait ses coups lents, puissants, pesants ; tout le reste était muet. Les bras entrelacés, leurs têtes appuyées l'une contre l'autre, les deux amants regardaient l'immensité où se confondaient le firmament et la mer, et ils jouissaient du bonheur sévère, élevé et silencieux que leur créait leur amour.

« Vraiment ! dit Villiers après une pause, j'ai tort de me plaindre ! Notre avenir ne paraît-il pas s'éclaircir ? Mon protecteur Della-Torre ne cesse d'assiéger ton père. Il est vieux, il pourrait bien se dire un jour : « Je veux ravoir ma fille, voir mon petit-fils. » — Juana, alors ?

— Alors, il ne manquerait rien à mon bonheur, dit Juana ; mais advienne que pourra ; à tes côtés, tout me sera bienvenu. »

Ils causèrent longtemps encore, tendrement, passionnément, comme de nouveaux époux, l'œil perdu, soit sur une voile blanche qui flottait cette nuit sur la mer, soit sur l'étoile du soir dont la blancheur argentée rayonnait à travers les nuages. Tout était paisible, sérieux, tranquille ; rien n'annonçait tempête, peines et larmes, et cependant elles vinrent.

L'enfant bondit soudain sur la terrasse et dit qu'un étranger attendait à l'entrée, qui désirait parler à son père.

« Mène-le au pavillon du jardin, » dit Villiers. Et l'enfant partit d'un trait.

Villiers et Juana allèrent à la rencontre de l'étranger. C'était Gattini. Il s'était mis en route muni de la plainte signée par M. d'Ancier, et comptait avancer les affaires de la congrégation. Au détour d'une allée, il rencontra les deux jeunes gens et dit poliment en saluant :

« M. Villiers Gauthiot ? Charmé, très-charmé... Je vous demande une petite entrevue, monsieur le capitaine.

— Voulez-vous nous suivre dans le pavillon ? » dit Villiers.

L'avocat salua, et Juana alla en avant pour montrer le chemin. Tous trois entrèrent dans une salle dont les jalousies laissaient percer les lueurs du couchant ; le souper qui était servi, une table à ouvrage, le chapeau et l'épée de l'officier, prouvaient que le jeune couple passait ses soirées dans ce pavillon.

« Quel charmant asile, quelle vue ravissante ! dit Gattini en s'appuyant un moment à la fenêtre, comme on voit loin sur la mer !... Mais, vous me demandez ce qui m'amène, en vérité je ne sais pas si je dois traiter devant madame du sujet de ma mission.

— Parlez toujours, dit Villiers, je n'ai point de secrets pour madame.

— Comme vous voudrez ! Et, puisqu'il en est ainsi, je vous dirai sans plus de façons que ma venue est la suite d'une entrevue que j'ai eue à Naples avec votre oncle.

— Tiens ! tiens ! murmura Villiers.

— Ton oncle est à Naples ? demanda Juana.

— Comme vous le dites, madame, répondit Gattini, il vit en ce moment à Naples, où il est arrivé par un monde d'aventures.

— Et que nous apportez-vous ? demanda Juana, dont la curiosité était vivement excitée par le ton contraint de l'avocat.

— Hélas ! rien de bon, rien d'agréable ! soupira Gattini en avançant sa chaise, quelque chose que je vous apprends à regret. »

Il se tourna vivement vers Villiers Gauthiot, et dit :

« Je viens vous informer que vous êtes menacé d'une plainte.

— Une plainte ? demanda Villiers d'un ton stupéfait.

— C'est une mauvaise affaire, reprit Gattini. Le nommé Rezzoni, actuellement au bagne de Naples, a fait des révélations graves. Vous avez ourdi un complot contre la vie de votre oncle.

— Moi ? s'écria Villiers changeant de couleur. »

Puis, mû par cette rage qui lui avait été déjà si fatale, il bondit, saisit de la main droite l'épée qui était sur la table, et de la gauche la gorge de l'avocat, et s'écria :

« Moi, tramé un complot contre sa vie ! Misérable ! reprenez ce que vous venez de dire, ou je vous tue !

— Villiers, tu es fou ! s'écria Juana, se jetant entre son mari et l'avocat.

— Reprenez ce que vous venez de dire ! cria Villiers en repoussant sa femme et se rejetant sur Gattini.

— Au nom du ciel, revenez à vous, monsieur ! dit l'avocat tremblant de peur. Je ne demanderais pas mieux que de croire à votre innocence ; ne vous en prenez pas à moi, l'agent, mais — à votre oncle. »

Il souffla, n'en pouvant plus.

« C'est vrai ! s'écria Villiers ; et, revenant à lui petit à petit, il lâcha l'avocat et laissa retomber sa main : — Je délire, — je suis fou, — pardonnez ! Mais qui pourrait garder son bon sens en entendant ces mots ? C'est sur lui que je devrais me jeter, sur lui qui a souillé mon honneur d'homme et de soldat, sur lui qui a été capable d'apposer la noblesse de son nom sous des révélations achetées ou extorquées à un galérien.

— Monsieur, dit Gattini, piqué et rassuré, les soupçons ne reposent pas uniquement sur les aveux du galérien Rezzoni. Voudriez-vous nier qu'au temps où tout le monde croyait M. d'Ancier mort, vous êtes apparu au couvent des Jésuites et y avez, — en termes équivoques, il est vrai, — annoncé sa résurrection ? »

Villiers parut frappé ; cette demande lui prouva que l'avocat était en relation avec les révérends Pères. Gattini croyait déjà que son adversaire perdait contenance et lui faciliterait bientôt une attaque plus hardie ; cependant, Villiers jeta son épée de côté, essuya son visage rouge de passion, et dit :

« Oui, j'ai fait cela ; mais je vais vous dire aussi comment j'ai appris que M. d'Ancier n'était pas mort, mais incarcéré à Gaète. La citadelle a, entre autres gardiens, un vieux Suisse qui a longtemps servi sous moi. Cet homme, qui m'est absolument dévoué, apprit par le geôlier son ami qu'il avait été amené au cachot, par erreur sans doute, un vieillard noble d'apparence, qui se nommait M. d'Ancier. Ce nom frappa mon bon vieux, qui savait qu'il était celui de mon unique parent. Il se renseigna

sur l'âge et la mine du prisonnier, et m'informa de ce nom singulier par une lettre que je possède encore. Je ne compris pas d'abord comment il se pouvait qu'un homme si pieux fût dans une prison d'État. Cependant mon Suisse était si précis, que, mes lettres à mon oncle n'obtenant pas de réponse, je fus inquiet et partis pour Rome. Là, on me dit que M. d'Ancier était mort ; alors je ne doutai plus qu'il se fût passé quelque chose de mystérieux. Je volai à Gaëte, parlai à mon brave vieux, et fis des démarches pour voir le prisonnier ; en vain ! Je revins ici profondément ébranlé. Un hasard heureux vint agir à ma place ; le confesseur de Son Altesse le vice-roi visita les Tombes, et mon oncle fut libre. Le motif de sa libération, celui de son emprisonnement, — je les ignore. Mon brave gardien ne perdit pas mon oncle de vue et sut même lui faire tenir une petite bourse dans une auberge de faubourg où il avait passé la nuit. Tel a été le cours des choses, telle est la part que j'y ai prise. En bon diable que je suis, je me suis intéressé à celui qui ne m'a jamais fait de bien, et voilà ma récompense ! J'ai toujours méprisé sa fortune, et c'est pourquoi il me poursuit comme si j'avais attenté à sa vie à cause de cette fortune ! Jamais il ne m'a rien accordé, ni aide, ni secours, ni protection ; il souille mon honneur, voilà les bénéfices de la parenté ! A partir d'aujourd'hui, je ne verrai en lui qu'un ennemi acharné. Aujourd'hui, en ce lieu, sur la tête de mon enfant, je jure que s'il venait à moi et me disait : « Les Jésuites que j'ai préférés à mon sang m'ont trahi, — je me détache d'eux, je ne les connais plus ; toi, tu es mon fils et mon héritier, » — je lui montrerais la porte à lui et à son argent, je lui jetterais son or maudit aux pieds ! Moi, le pauvre diable, je le déshérite de ma folle affection de parent, et de tout sentiment humain ; je le répudie, je ne le connais plus ! »

Il retomba sur son siège, hors d'haleine.

« Ha ! un assassinat ! une accusation d'assassinat ! Moi, coupable de concussion ! moi, un lâche, un misérable ! s'écria-t-il encore en se frappant le front, tandis que le parquet tremblait sous ses pieds. Voilà les revenants bons de la parenté ! Eh bien, soit ; faites de votre chiffon d'accusation ce que vous voudrez. Je ne sais que trop que Satan triomphe souvent en ce monde ; mais, pour ce qui est de cette accusation, je l'attendrai de pied ferme. »

D'un geste impératif, il indiqua la porte à Gattini, et retomba épuisé sur sa chaise.

Juana elle-même ne parvint pas à calmer son accès de rage.

Il gémissait et rugissait ; enfin, il pleura. Sous l'indifférence qu'il étalait pour les richesses, sous l'insouciance qui ne proférait jamais une plainte, il recélait un chagrin sombre, profond et justifié, de ce que l'absence de biens, qui dans d'autres circonstances lui auraient appartenu, avait

dévasté sa vie et celle des siens. Une haine plus amère et plus profonde qu'il ne voulait se l'avouer s'élevait en son cœur contre celui qui, après l'avoir négligé, lui dérobait son honneur.

« Eh bien, ils sont à jamais brouillés, murmura Gattini en traversant le jardin pour retourner chez lui. L'accusation peut dormir à présent, notre but est atteint. Je tenais Villiers pour coupable, et je comptais le convaincre, puis pactiser, et enfin m'en défaire à l'aide d'argent; — voilà qu'innocent tel qu'il l'est, il passe de notre côté de son propre chef. Et du moins nous n'avons plus à craindre qu'il agisse en faveur de son oncle contre nous.

(La fin au prochain numéro.)

IMPRESSIONS ET AVENTURES

D'UN PRINCE EN VOYAGE¹

On a dit souvent que la sève de génie était épuisée en Allemagne, comme ailleurs; que les saines traditions étaient perdues, et que les hommes, aux prises avec la question matérielle, n'avaient plus la faculté de s'émouvoir en présence des choses de l'esprit ou de s'échauffer au contact de pensées généreuses.

Or, voici un livre où la pensée coule féconde et abondante, où les questions les plus hautes sont abordées de front, où l'amour brille d'un pur éclat, où la vertu s'impose avec grâce et avec force.

Et ce livre, loin de trouver un public indifférent, a reçu un accueil sympathique. Il a produit une sensation d'autant plus grande et plus générale, que l'auteur ayant gardé l'anonyme, on attribue cette œuvre à un auguste personnage qui fit, il y a quelques années, un long séjour en Orient et à Rome.

C'est bien un roman que l'on a devant soi; mais le drame se déroule sur une scène autrement grande qu'un boudoir, et les passions qui animent les personnages sont fécondes en actes héroïques.

¹ *Studien und Erlebnisse eines reisenden Prinzen. Aus dem arabischen des Fer Fir Fep Isulju.* Leipzig, chez Kollmann.

Voici la fable du roman :

Le prince Iskander quitte ses États héréditaires situés sur les frontières de l'Inde anglaise. Deux mobiles le dirigent : Il veut retrouver Touraya sa belle fiancée, qu'un Anglais, bien connu pour ses grandes richesses et ses insatiables amours, lui a ravie traitreusement et de vive force. Ensuite, le prince Iskander désire étudier les sociétés européennes où règnent les lois et les maximes du Christ; car Iskander a lu le Coran des Chrétiens, comme il appelle nos Évangiles, et les grandes choses qu'il y a trouvées ont impressionné son âme. Pensant que les nations où de tels principes sont mis en pratique doivent être heureuses entre toutes, il voudrait connaître les procédés par lesquels on gouverne doucement les hommes, afin qu'il puisse les appliquer dans ses États et en faire bénéficier ses propres sujets.

En Égypte, Iskander rencontre des touristes européens; le marquis Prosper, vrai fils de notre France mobile et chevaleresque; le comte Henri, sujet loyal de Sa Majesté apostolique; la belle Hildegard, fille d'un autre Autrichien de la vieille roche, et enfin le baron Eugène, fils d'un cardinal. Faut-il donner à celui-ci son vrai nom ou l'appeler simplement Hulderich, avec l'auteur allemand? — J'adopte ce dernier parti.

Les voyageurs remontent ensemble le Nil, et tout ce que le prince apprend de la bouche de ses nouveaux amis lui fait souhaiter plus vivement encore de poser le pied sur le sol européen.

Mais bien des aventures attendent nos voyageurs sur les bords du vieux Nil. Iskander, Eugène et Prosper délivrent des mains d'un pacha renégat, la belle Hamda, fille d'un cheik du désert.

Blessés par les Albanais du pacha, qui se sont élancés à leur poursuite, Hamda et Eugène sont recueillis par un vieillard qui habite un de ces palais souterrains que les Pharaons faisaient creuser dans le roc de la Thébaïde, afin qu'après leur mort on y laissât leur corps en repos jusqu'au jour où l'âme viendrait de nouveau le hanter et le faire revivre.

Le solitaire reconforte les deux fugitifs; l'amour les ranime, et, après un long et délicieux séjour dans le désert, l'ermite les reconduit auprès de leurs amis. Le peuple de ces contrées adore ce vieillard qu'on voit apparaître, comme un messager du ciel, chaque fois qu'il y a une douleur à calmer, une larme à sécher.

Cet homme n'est autre que Giovanni, un exilé romain, qui, à l'instar des anciens prophètes, est venu fortifier son âme dans le désert où les passions se taisent pour laisser l'homme entendre la voix du dieu qui parle en lui.

Une brillante cavalcade reconduit Hamda sous la tente de son père, le libre et puissant cheik, et la tribu salue avec transports la belle princesse. On chasse la gazelle, on organise la fantasia, on chante les louanges des ancêtres, morts en frappant l'ennemi.

C'est une chose accomplie que cette peinture toute chaude de couleur locale, ce chant où la poésie épanche ses plus riches trésors, où de magiques accents réveillent les rêves et les désirs qui sommeillaient en nous.

Le cheik tombe dans un combat qu'il livre au ravisseur de sa fille, et Giovanni devient un second père pour la belle Arabe.

Prosper et Iskander se sentent irrésistiblement entraînés vers Giovanni ; ils admirent sa bonté, son savoir et la trempe vigoureuse de son esprit. L'ascendant que cet homme exerce sur eux est si grand, qu'ils veulent désormais s'inspirer de sa pensée, opérer le bien sous ses yeux et puiser dans son âme, comme à une source bienfaisante, la force et la vertu.

C'est ainsi qu'au milieu des ruines de Philé, sous le ciel de l'Égypte, au berceau de la civilisation, se forme spontanément le noyau d'une société dans laquelle toute liberté est laissée aux convictions individuelles, à l'action personnelle de chaque initié. On s'unit pour combattre le mal, pour répandre les lumières et se fortifier mutuellement.

Mais pour extirper le mal dont les fortes racines étreignent le cœur même de la société moderne, il faut, avant toute chose, connaître la source des souffrances qui n'ont cessé de peser sur les peuples depuis la venue du Christ, il faut connaître l'obstacle formidable qui, dans le sein même des sociétés chrétiennes, s'oppose à la réalisation des grandes et pures idées du Maltre.

« Quelle est la source du mal ? s'écrient les amis. »

Giovanni modère leur impatience, car il veut que leur main touche la plaie, et que la lumière se fasse d'elle-même dans leur esprit.

Tous partent pour l'Europe. Ils arrivent à Naples, au moment où l'on parle vaguement de l'expédition de Garibaldi. Il est donc juste que le Bourbon déploie ses rigueurs.

Don Giovanni et ses amis voient défiler devant eux une troupe d'hommes chargés de chaînes. Sont-ce des forçats ? Ils ont le regard fier, le maintien grave et recueilli ; sur leur front brille je ne sais quel rayon : est-ce une auréole de gloire ? Parfois, un sourire vient éclairer leur visage, et l'on dirait qu'ils sentent l'approche du héros, qui sera leur sauveur et leur libérateur. Don Giovanni reconnaît parmi ces hommes des amis, des disciples qui avaient, comme lui, acclamé le prêtre-roi, lorsque, du haut du Vatican, celui-ci promettait une ère nouvelle à l'Italie prosternée à ses pieds. Maintenant, ils ont des fers rivés à leurs mains. Et pourtant il n'y pas un seul de ces martyrs que l'Italie ne compte parmi ses enfants les plus chers et les plus vaillants.

Mais je m'abstiens de mentionner les émouvants épisodes qui marquent le séjour des voyageurs à Naples.

On arrive à Rome, et, à partir de ce moment, le drame devient d'un intérêt palpitant. Les personnages les plus influents de la cour pontifi-

cale, notamment un cardinal bien connu, entrent en scène, et font éclater aux yeux du lecteur la puissance et la portée du principe dont ils sont la vivante incarnation. A travers le masque dont l'auteur a couvert leur visage, on reconnaît facilement les vrais traits de ces personnages singuliers et redoutés.

Une série d'événements très-réels, mais qui, pour cela même, paraissent invraisemblables, ont conduit Touraya à Rome. Elle a bravé les menaces insensées de son ravisseur ; elle est restée fidèle à Iskander, son fiancé.

Celui-ci apprend que Touraya est à Rome. Aussi salue-t-il avec transport la ville sainte qui recèle sa fiancée, et qui va lui offrir l'attrayant spectacle d'un peuple complètement heureux. Ici, sous le sceptre du vicaire de Jésus-Christ, il pourra enfin contempler un gouvernement, dont toute l'habileté consiste à pratiquer les doctrines d'amour que le Christ avait prêchées ; il verra enfin un peuple qui n'aura jamais levé la main que pour bénir l'auteur des bienfaits dont il est comblé.

Hélas ! hélas ! vous savez, comme moi, ce que le prince Iskander aura vu.

Rien de plus intéressant et de plus curieux que ce musulman qui cherche avec la naïveté du vrai croyant la douceur et la charité chrétiennes au pied du trône de saint Pierre. Mais l'aveugle ne voit pas, et Iskander s'obstine à penser que les saintes choses qu'il y cherchait ne s'y trouvent point.

Alors ses veines se gonflent, et la fougue asiatique fait éruption.

Il a osé parler, l'insensé ; il a osé donner libre essor à son indignation. Et aussitôt il s'est trouvé en lutte avec des puissances occultes et implacables. Déjà on l'épiait, lui et ses compagnons, car la police avait reconnu Don Giovanni, le proscrit. Maintenant on dresse des embûches au prince hérétique ; on l'emprisonne, on le menace, on le flatte, — on veut le convertir. C'est le cardinal Canestri qui s'est chargé de faire abjurer cette âme rebelle, afin que la puissance de l'Église s'étende sur les lointains États du royal touriste.

Mais le prince Iskander sera délivré par le dévouement de Prosper et par l'héroïsme d'une femme, la baronne Mathilde de Barkien.

C'est une figure bien tracée et des plus originales que cette femme passionnée. Elle est aimée de deux puissants personnages revêtus de la pourpre. Amours fantastiques, amours ardentes et bizarres. Qui donc a révélé à l'auteur ces passions mystérieuses dont Mathilde est l'objet et la victime ? Mais, au souffle d'un amour pur, celle-ci se redresse. Pour mériter l'estime de Prosper, qu'elle aime, elle brave la mort, elle sauve Iskander et tombe sous les balles des gendarmes pontificaux.

On dit, en Allemagne, que la baronne de Barkien n'est pas une fiction.

Au milieu de toutes ces passions qui se heurtent et s'entrechoquent tumultueusement, circule la grande et belle figure de Giovanni. Il enseigne la pratique du bien, et sa vertu agissante se reflète dans la vie de ses nombreux disciples, qui s'assemblent souvent dans les catacombes. Là, sous la Rome chrétienne, comme autrefois sous la Rome des Césars, la parole du Nazaréen retentit de nouveau dans sa pureté native.

Giovani, Hamda et Touraya ont quitté Rome en fugitifs. Ils ont trouvé un refuge dans les montagnes du Tyrol, au château du comte Henri, leur ancien compagnon de voyage. La petite colonie vit en paix. On cultive des fleurs, on soulage les souffrances du prochain, on pratique les plus douces vertus. Après les orages de Rome, c'est là une idylle pleine de charme.

Hamda y est toute rayonnante de grâce et de beauté. C'est un des plus ravissants types de femme que la littérature moderne ait créé. Hamda est belle lorsqu'elle traverse le désert sur son coursier rapide ; elle est belle quand elle pleure la mort de son père ; elle est belle encore dans les froides montagnes du Tyrol, lorsque, forcée de mépriser l'homme qu'elle avait aimé, le fils du cardinal, elle trompe sa douleur en rêvant la patrie absente, en chantant les hauts faits de sa tribu, en donnant la pâture aux oiseaux et le pain aux pauvres montagnards.

Prosper et Iskander vont arriver, et Giovanni est allé à leur rencontre. Le soleil couchant entoure de ses rayons d'or la cime de la montagne qui abrite la demeure de Touraya et de Hamda. Les trois amis contemplent le paysage. Comme autrefois sur les bords du Nil, une même pensée agite leur esprit.

« Quelle est la source du mal qui déprime les forces de la société moderne ? »

Cette fois, c'est Giovanni qui le demande à ses deux amis. Ils ont vu le mal, ils l'ont touché de leur doigt, et ils répondent — mais oserai-je le répéter ? — ils répondent : « C'est le Sacerdoce. »

A peine ont-ils prononcé cette parole, qu'ils voient des flammes s'élever dans le lointain. En proie à un pressentiment affreux, les trois amis s'élancent sur leurs coursiers et chevauchent en silence dans les ténèbres de la nuit. Ils franchissent l'espace, ils arrivent. Mais le château est réduit en cendres. Touraya et Hamda ont disparu.

Ce jour-là on avait prêché à l'église contre les hérétiques qui habitaient le château, et, pour conquérir le paradis, des paysans fanatisés avaient mis le feu au manoir.

L'analyse qui précède aura suffi, je crois, pour faire saisir le genre d'intérêt qui s'attache à l'ouvrage que nous signalons. Mais ce que nous n'avons pu mettre en relief, c'est l'habileté consommée, c'est le talent merveilleux dont l'auteur fait preuve quand il expose les mobiles

et les passions de ces hommes étranges qui vivent en dehors de la vie commune, qui règnent sur les consciences, et qui, à leur gré, soulèvent la tempête et apaisent les orages.

Nous ne partageons pas, il est vrai, l'opinion qui domine en Allemagne et qui attribue ce livre à un prince de la maison de Saxe ; mais nous pensons que l'auteur, quel qu'il soit, est un esprit de haut vol.

Jamais, en effet, la lutte entre le dogme et la libre pensée n'a été exposée d'une manière plus saisissante ; jamais la foi dans le triomphe final de la liberté n'a éclaté en accents plus justes et plus élevés.

ARNOLD BOSCOWITZ.

CORRESPONDANCE DE LONDRES

24 juin 1863.

Mon cher Directeur,

La fête de la *Commémoration*, célébrée tous les ans à Oxford, en souvenir des fondateurs et des bienfaiteurs de l'Université, a eu cette année un éclat particulier, à cause de la présence du prince et de la princesse de Galles. Étudiant lui-même il y a encore quelques mois, le jeune prince est venu montrer à ses compagnons d'étude cette belle et gracieuse princesse, la « rose du Danemark, » comme on l'appelle dans les dithyrambes qui encomrent tous ses pas. Depuis deux mois, le futur souverain d'Angleterre conduit sa jeune épouse chez tous les représentants de la grande aristocratie anglaise ; lui, par position, « le premier gentleman du royaume, » fait connaître à la princesse de Galles cette société si nombreuse et pourtant si exclusive, où les rangs ne sont jamais mêlés, où l'étiquette n'est pas seulement un amusement frivole, mais demeure le signe de l'influence et de l'autorité ; où l'orgueil et la jalousie nationale ne se courbent jamais volontiers devant des grandeurs étrangères au pays ; elle, timide et modeste, éprouve encore un embarras visible au milieu de tant d'adulations calculées, de vanités qui se font humbles un moment pour être caressées, parmi ces beautés fières qui comparent leurs robustes charmes à sa grâce frêle et délicate : aussi a-t-elle dû s'échapper pour un jour, avec plaisir, pour recevoir à Oxford les hommages cordiaux, spontanés, de bon aloi, d'une jeunesse enthousiaste. Je ne vous raconterai point toutes les fêtes d'Oxford, d'autant plus que la pluie est venue en gâter la plus grande partie ; une pluie diluvienne, qui a mis à la plus rude épreuve la *loyauté* des dames, pressées dans les rues pour voir le cortège de la princesse, ou placées à leurs stalles, les pieds dans la pelouse humide, sur les gazons qui entourent les collèges.

La fête principale, la plus originale, la plus caractéristique, a été la *Commémoration*. De tout temps, cette cérémonie qui termine l'année scolaire, est une sorte de saturnale de l'Université. Les étudiants, réunis dans l'immense théâtre de Sheldon, n'écoutent pas un mot du discours latin prononcé par l'orateur public ;

ils font ce que nous appellerions des manifestations, c'est-à-dire qu'ils applaudissent certains noms, en sifflent d'autres et se vengent ainsi des professeurs qui ont encouru leur disgrâce, et expriment en même temps leur sentiment sur les hommes d'État et sur la politique du jour. Les sentiments de l'étudiant d'Oxford sont traditionnellement conservateurs ou tories ; les noms de lord Derby, de M. Disraeli, ont été cette année encore applaudis avec une sorte de fureur. M. Gladstone, député d'Oxford, a été sifflé par les uns, applaudi par les autres, et les sifflets, il faut l'avouer, l'ont même un peu emporté sur les applaudissements. — Il y a, au reste, un certain éclectisme chez l'étudiant qui lui permet d'applaudir le nom de lord Palmerston après celui de lord Derby ; Jowitt, l'un des auteurs d'*Essays and Reviews* et professeur des plus aimés, et l'évêque Colenso, sont plus populaires parmi la jeunesse de la grande université anglicane que l'évêque d'Oxford : l'enthousiasme versatile des étudiants s'est aussi déployé en faveur de M. Kingsley, l'auteur d'*Hypatia*, dont le nom n'était point porté sur la liste de ceux qui ont reçu ce que l'on nomme *les honneurs*, à l'occasion de la présente Commémoration. Quand les étudiants entendirent proclamer les élus, qui étaient : le comte Granville, le duc de Newcastle, le ministre du Danemark (choisi par déférence pour la princesse de Galles), M. Cardwell, M. Whiteside, sir Stafford Northcote, sir Hugh Cairns, et M. Vesey Fitzgerald, « et Kingsley ? Kingsley ? » — vociférèrent en masse tous les étudiants ; applaudissements pour Kingsley, et grognements pour le docteur Pusey, dont l'influence avait fait rayer le nom de M. Kingsley. La Pologne aussi, et, je suis fâché d'ajouter, la confédération de Jefferson Davis, eurent leur part dans les applaudissements ; la Russie et les États-Unis du Nord ont ensemble encouru les disgrâces de la jeune et folle assemblée.

On a beaucoup admiré le discours latin prononcé par le chancelier de l'Université, lord Derby ; mais ce que le célèbre orateur, qui est en même temps un excellent scholar, a certainement dit de mieux dans cette langue qui, si bien qu'il la possède, paralysait son ardeur, ce sont ces paroles qu'il prononça après avoir fait de longs éloges sur la princesse, se tournant vers elle : *Sed de eâ quid loquor ? Ipsa adest.*

Là-dessus, tonnerre d'applaudissement ; je ne suis pas bien sûr que la princesse eût compris, mais elle devina et salua en rougissant. La récitation des odes fournit l'intermède comique de la cérémonie. Deux étudiants lauréats vinrent réciter à la princesse deux compliments ; l'un d'entre eux, dans son émotion, oublia entièrement ses propres vers et ne put retrouver qu'un hémistiche sur les beaux yeux de la princesse, ce qui excita une hilarité générale, bientôt partagée par le malheureux versificateur et par celle à laquelle il s'adressait.

Je ne vous parlerai pas des banquets et des bals qui suivirent la Commémoration ; j'ajouterai seulement que le prince conduisit la princesse dans la petite chambre très-modeste où il habitait pendant qu'il était étudiant. Y a-t-il beaucoup d'hommes qui aient pu montrer à la fiancée de leur choix les lieux où leur adolescence s'est écoulée, au milieu des livres, des études, des rêveries ? plus d'un peut-être s'est promis de faire, quand il serait homme, un pèlerinage au berceau de sa jeunesse ; mais le temps emporte ces projets, les courants, les luttes de la vie nous entraînent bien loin du point d'où nous sommes partis, et à celle que nous aimons il est bien rare que nous puissions montrer ce qui était tout notre monde avant que nous l'eussions connue. La jeune princesse de Galles n'a pas

pu voir sans émotion cette chambre où, dans ses rêves, la cherchait peut-être déjà, le prince qui est aujourd'hui son époux, quand elle-même, encore enfant, vivait, presque pauvre, oubliée, sans soupçonner qu'elle monterait un jour sur un des premiers trônes du monde, et qu'elle pourrait bientôt donner à son frère une couronne.

Les applaudissements donnés à Oxford même, dans ce foyer de l'orthodoxie, au nom de l'évêque Colenso, sont un signe du temps : je les ai entendu attribuer surtout à l'influence croissante du professeur Jowitt, qui est adoré des élèves. La troisième partie du livre de Colenso vient de paraître. Elle est spécialement consacrée à l'étude du Deutéronome et des rapports de ce livre avec les autres parties du Pentateuque. D'après Colenso, le Deutéronome n'a pas été composé par le même ou les mêmes auteurs ; il a été sans doute écrit du temps de Jérémie, qui en est *peut-être* lui-même l'auteur. Je signalerai particulièrement la préface générale de cette nouvelle partie, parce que Colenso y commente la conduite des évêques à son égard, et vous me permettrez même d'en citer un passage : « L'évêque d'Oxford fut le premier à écrire une lettre d'*inhibition*, après ma réponse à l'adresse des archevêques et évêques. Je demanderai donc à l'évêque d'Oxford, non à l'homme, mais au représentant de ceux qui après lui ont adopté ce mode extraordinaire de censure publique, sans écouter ni juger l'accusé, — je lui demanderai devant mes concitoyens : lui, membre de la Société royale et d'autres sociétés savantes, croit-il à la vérité littérale et historique du récit de la création, du déluge de Noé, ou des Nombres de l'Exode ? Si l'évêque répond *oui* à ces questions, je n'ai plus rien à dire. Mais s'il ne le fait pas, en quoi sa conduite diffère-t-elle de la mienne ? Il a sans doute quelque façon d'expliquer ces matières, par où il satisfait son propre esprit, comme je fais moi-même, et la seule différence est que je crois que c'est mon devoir de dire au peuple ce que je pense sur ces points, et ce que je fais être vrai ; et l'évêque d'Oxford n'a pas encore, que je sache, jugé nécessaire de dire ce qu'il pense réellement sur aucun de ces sujets. En fait et en jugeant par les documents publics, il est bien difficile de dire ce que beaucoup de ceux qui m'ont sévèrement condamné pensent eux-mêmes de ces récits du Pentateuque. Ils répètent avec emphase qu'ils fondent leur espoir dans l'éternité sur « la parole de Dieu. » Mais en cela je ne diffère point d'eux.

Il y a un sens dans lequel je suis aussi prêt qu'eux à parler de « la parole de Dieu, » comme nous appelons une église « la maison de Dieu, » sans vouloir dire par là que le plan ou les matériaux sont divins, ou que Dieu nous y voit exclusivement. Mais je préfère le langage de la première homélie : « Dans l'Écriture est contenue la véritable parole de Dieu ; » et je suis d'accord avec M. Milman, le doyen de Saint-Paul, quand, dans son *Histoire des Juifs*, il dit : « La vérité religieuse et morale, et cela seul, est ce qui constitue la « parole de Dieu » dans les livres saints. » C'est pour cela que je ne suis pas prêt à dire que la Bible est le livre de Dieu, — bien que je ne puisse le faire dans le sens ci-dessus expliqué, — parce que cette déclaration est apte à tromper les ignorants et à les amener à attacher leur foi superstitieuse au texte même de l'Écriture. Mais quand mes frères emploient cette expression « la parole de Dieu » que veulent-ils dire ? Tantôt leur langage semble impliquer qu'ils attachent une infaillibilité divine à chaque ligne, à chaque lettre du texte biblique, quand ils disent par exemple que « tout notre espoir dans l'éternité, les fondations mêmes de la foi, nos plus proches et plus chères consolations, nous sont enlevés, si une seule ligne du livre saint est

déclarée fausse ou sans valeur. » Mais quand je presse celui qui a écrit ces lignes pour savoir de lui si une certaine affirmation de la Bible est fondée sur un simple point d'histoire naturelle, il abandonne immédiatement sa position, en fait sinon en paroles, et fait retraite derrière cette déclaration : Chaque ligne de l'Écriture peut être mise à telle épreuve qu'on voudra, si on l'examine en relation avec le sujet auquel elle se rapporte, c'est-à-dire avec l'état mental et moral de ceux auxquels elle s'adressait et avec l'effet qu'elle devait produire sur eux, — déclaration qui est la reconnaissance même des résultats de mon étude critique. »

La lutte va continuer longtemps encore sur le terrain où l'a placée l'évêque Colenso. Déjà les premiers volumes ont suscité soixante-quinze réponses. Cette fureur théologique est loin d'être calmée.

La Chambre des lords s'est occupée récemment d'un projet de *Digests des lois anglaises* : ce n'est point l'opposition qui a présenté ce projet, c'est le gouvernement par l'organe même de lord Westbury, le lord chancelier.

La loi en Angleterre est subdivisée en loi écrite et loi non écrite. La loi écrite est la loi statutaire (statute law) du pays. Elle sert en quelque sorte de supplément à la loi commune (common law), qui est toute traditionnelle, qui réside dans le cœur même des juges. Au début des civilisations, les juges sont de vrais législateurs et souvent législateurs *ex post facto*. Dans une société bien organisée, il est nécessaire que le juge ne définisse point la loi lui-même et appuie au contraire ses décisions sur une loi déjà définie. La loi commune d'Angleterre, du temps de Bacon, était simplement la série des actes judiciaires condensés dans des rapports qui remplissaient de 60 à 70 volumes. Depuis, deux cent cinquante ans se sont écoulés, et bien que Bacon eût déjà fait sentir l'utilité de tirer des rapports judiciaires un digeste philosophique et méthodique, rien de ce genre n'a été entrepris, et ce n'est plus 70 volumes, mais 1,200 volumes qui remplissent les actes qui constituent la loi commune, bien improprement nommée loi non écrite. Dans cet immense réservoir de précédents, où chaque année jette un fleuve d'actes nouveaux, la mémoire et la raison des juges et des hommes de loi menacent de sombrer. La maxime classique : « Tout homme est présumé connaître la loi » est devenue tout à fait dérisoire, et Romilly en faisait sentir tout le ridicule de son temps.

Depuis vingt ans on a fait les premières tentatives pour introduire quelque ordre dans cette effrayante confusion. La loi criminelle a été condensée dans quelques statuts, qui sont malheureusement loin d'être des modèles de législation. On a fait quelques tentatives du même genre en Irlande.

L'objet actuel du lord chancelier est le suivant : ex traire et condenser dans des limites convenables tous les précédents qui ont quelque valeur réelle, et effacer dans le livre statutaire tout ce qui est superflu. La première de ces entreprises est sans doute la plus difficile ; mais quelles qu'en soient les difficultés, l'intérêt du pays exige que cette œuvre soit tentée : ce qui manque malheureusement pour l'accomplir, c'est un corps semblable à notre conseil d'État français, rempli de jurisconsultes instruits et capables de donner tout leur temps à l'élaboration des lois. En Angleterre, il est impossible d'arracher les hommes de loi au palais ; ils y gagnent leur vie, et pourtant ils sont les seuls hommes qui connaissent assez les arcanes de la loi pour être capables de la réformer. Ce ne sont point les quelques juges placés à la Chambre des lords, pour l'éclairer dans les cas où elle se convertit en Cour suprême d'appel, qui puissent entreprendre cette grande révo-

lution ; il y faut des hommes vigoureux, jeunes, ardents, débarrassés de l'esprit de routine. Je les cherche en vain autour du ministère : sa seule ressource serait de créer une commission spéciale, d'y appeler tous les talents du barreau par de grands appointements et par la promesse de grandes récompenses, et de leur demander de consacrer quelques années à une œuvre qui leur vaudrait la reconnaissance du pays tout entier.

Dans une correspondance telle que celle-ci, il me faut sans cesse passer d'un sujet à l'autre, sans transition naturelle. Je termine donc brusquement par la mention de quelques livres. Le roman de M^{me} Norton, *Lost and Saved*, soulève une assez vive polémique. On accuse l'auteur d'immoralité, parce qu'il soulève un peu trop les voiles de la coquetterie féminine, et fait connaître aux jeunes filles les ruses par lesquelles on enchaîne les hommes. M^{me} Norton a écrit au *Times*, pour se défendre, une lettre amusante où elle montre comment cette *jeune fille*, à laquelle la critique veut interdire son roman, va voir tous les soirs à l'Opéra les pièces à la mode, où il n'est question que de séductions, d'enlèvements, d'amours illégitimes, etc. Ce n'est pas dans les romans que les cœurs féminins apprennent les ruses de la coquetterie : les hommes d'ailleurs seraient-ils bien contents si le secret s'en perdait ? Pourquoi Alceste aimait-il Célimène ?

Un médecin, une grande autorité en aliénisme, le Dr Conolly, vient de publier une brochure critique sur Hamlet. C'est une curiosité littéraire. La brochure est très-bien écrite, et M. Conolly essaye d'y démontrer que la folie d'Hamlet n'était pas entièrement simulée, que c'était bien une folie réelle. Les arguments sont ingénieux, bizarres, mais ils n'emportent point la conviction. Sans doute, Hamlet n'avait point le bon sens froid et paisible d'une âme tout à fait équilibrée ; mais les circonstances où il se trouvait, l'éducation qu'il avait reçue, le tour métaphysique et spéculatif de son esprit, tout cela ne peut-il servir à expliquer les singularités que M. Conolly attribue à une folie véritable ? Hamlet est un être anormal, ce n'est pas un insensé ; tout chez lui est grand, est rare, rien n'est absurde. — Il est peut-être morbide, mais il n'est pas malade. — Il se tient souvent sur cette limite étroite qui sépare le sublime du ridicule ; mais ne reste-t-il pas, en somme, gravé dans la pensée avec des traits d'une noblesse et d'une beauté ineffaçables ?

PHILLIPS.

COURRIER D'ALLEMAGNE

Alea jacta est ! César n'a pas franchi le Rubicon, mais M. de Bismarck a fait un pas de clerc sur les bords de la Sprée. Il a clos la Chambre sous les plus fâcheux auspices. Son procédé gouvernemental a eu le résultat d'un expédient qui vient mal à propos. Grâce à cette clôture intempestive, la lutte qui n'était engagée qu'entre la couronne et la représentation nationale a pris un nouveau caractère de gravité en gagnant les masses. A partir d'aujourd'hui c'est au peuple lui-même à sauvegarder ses droits. Jusqu'à cette heure il n'avait joué qu'un rôle secondaire, quelque peu effacé, maintenant il a repris son rang et à son tour il est descendu dans l'arène.

Qu'on ne s'y trompe pas : ce que j'en dis n'est pas une banalité de plume dictée par la circonstance, une métaphore un peu forcée ; non, c'est une appréciation stricte de la situation. Mon langage qui, à première vue, semblerait approprié à une dissolution, s'adresse également à une clôture de la Chambre. La plupart des constitutions ont établi en droit que l'existence légale d'une représentation nationale était indépendante du fait de la durée des sessions. Bien qu'une Chambre ait clos ses débats, elle n'en continue pas moins d'exister et elle peut transmettre au besoin à un comité permanent le soin de contrôler les affaires publiques pendant son absence. Elle mène donc une existence continue jusqu'au jour où le peuple reprend les mandats qu'il avait confiés à ses députés.

Mais rien de pareil ne se passe en Prusse : la vie légale de la Chambre y est limitée à la durée des sessions. Cette restriction des prérogatives parlementaires étend et accentue davantage l'action populaire. Elle commande à l'opinion publique une vigilance permanente pendant la durée de l'interrègne représentatif. Ce devoir devient d'autant plus impérieux que les circonstances sont plus graves. La Chambre est morte, vive le peuple souverain ! Qu'on ne s'étonne donc pas de le voir intervenir directement au débat, continuer l'œuvre interrompue de ses mandataires et protester de toute son énergie contre les prétentions de M. de Bismarck.

Après l'étrange querelle d'Allemand cherchée par M. de Boon au président de l'Assemblée, la Chambre, dans la prévision du sort prochain qui l'attendait, ne voulut pas abandonner la place sans avoir exposé au roi, une dernière fois, les

déplorables conditions de la vie constitutionnelle en Prusse. Personne n'aura lu sans émotion ces sages et fermes paroles qui furent son testament politique.

Voici la réponse de Guillaume I^{er} à cette mémorable adresse :

« J'ai reçu l'adresse de la Chambre des députés du 22 de ce mois.

» Si la réponse à mon message du 10 de ce mois n'a été ajoutée que comme introduction à l'adresse déjà mise en délibération, ce procédé n'est pas en harmonie avec les assurances de sentiments respectueux à mon égard, données précédemment et répétées en cette circonstance.

» Je ne puis davantage trouver une preuve de ces sentiments dans la supposition exprimée par la Chambre que ses intentions et les vœux du pays ne m'ont pas été rapportés fidèlement. La Chambre des députés devrait savoir que la situation du pays m'est bien connue, que les rois de Prusse vivent dans et avec leur peuple, et qu'ils ont un regard clair et un cœur chaleureux pour les vrais besoins du pays.

» Sur les incidents de la séance du 11 aussi, j'étais exactement et fidèlement renseigné. Il n'était donc pas besoin de m'en faire remettre le compte rendu sténographique.

» Le fait est certain, que le président, non-seulement a interrompu un de mes ministres et lui a imposé silence, mais qu'il lui a enlevé immédiatement la parole qu'il lui avait rendue, en levant la séance. Cet acte ne pouvait être interprété autrement que comme une application du pouvoir disciplinaire du président.

» Dans ses réponses aux écrits du ministère, du 11 et du 16 de ce mois, la Chambre des députés a évité de se prononcer sur le point principal. L'adresse aussi a essayé de le tourner. Il y est dit néanmoins : « La Chambre n'a demandé aux ministres aucune renonciation à la position indépendante que leur accorde la Constitution. » J'y vois que la Chambre, tout en reconnaissant, comme cela s'entend de soi, que les ministres de la couronne ne sont pas soumis au pouvoir disciplinaire du président, ne continue pas moins à élever une prétention non fondée à cet égard.

» Si la Chambre avait fait une déclaration pareille à temps, elle n'aurait pas eu lieu d'élever l'accusation injuste que mes ministres ont empêché d'accomplir le but de cette session, en rompant leurs relations personnelles avec la Chambre.

» Alors j'aurais pu inviter mes ministres à reprendre les délibérations avec la Chambre et à tenter de nouveau de les conduire à un résultat satisfaisant. Mais la Chambre a coupé court d'elle-même à tout espoir d'un résultat utile de la continuation des délibérations.

» L'adresse se plaint que dans les trois derniers mois on nesoit pas revenu à une situation constitutionnelle. Mes ministres ne se sont pas fait faute de présenter les projets nécessaires pour arriver à un budget réglé. Ils ne peuvent être responsables de ce qu'aucune décision n'ait été prise à cet égard. Au contraire, la Chambre a employé son temps et ses forces à des délibérations et à des discussions dont la forme et la tendance devaient depuis longtemps faire douter d'un résultat utile aux intérêts du pays.

» L'assertion que mes ministres ont exprimé des principes contraires à la Constitution et les ont pratiqués, qu'ils ont méconnu et violé les droits les plus importants de la représentation du peuple, est dénuée de tout fondement réel. Ceût été l'affaire de la Chambre de tenter du moins la preuve de cette assertion et de désigner les prétendues prescriptions de la Constitution qui auraient été

violées. Mais, sous ce rapport, on se borne à dire que mes ministres ont refusé, pour le moment, de coopérer à une loi sur la responsabilité ministérielle; mais on ne peut reprocher aux ministres actuels, pas plus qu'à leurs prédécesseurs, d'avoir violé la Constitution parce qu'ils ont jugé conforme aux intérêts du pays d'ajourner encore cette œuvre législative pour laquelle aucune époque déterminée n'est fixée.

» L'attitude qu'a observée la majorité de la Chambre, chaque fois que les rapports de la Prusse avec l'étranger ont été l'objet de ses discussions, m'a rempli d'une profonde affliction. On a jugé la politique extérieure de mon gouvernement au point de vue étroit de l'intérêt de parti intérieur, et plusieurs membres de la Chambre sont oubliés au point de menacer du refus des voies et des moyens, même pour une guerre juste. A cette attitude répondent les assertions de l'adresse sur les affaires extérieures de la Prusse et les accusations contre mon gouvernement qui s'y rattachent. Elles ne répondent pas à la réalité. La position de la Prusse n'est pas plus isolée que celle des autres États européens; mais pas plus que les autres puissances, la Prusse ne peut se soustraire à la nécessité de maintenir, sans l'altérer, l'état actuel de ses forces défensives.

» Quoique je n'aie pas la pensée de repousser des conseils patriotiques, même dans les questions extérieures, ces conseils, néanmoins, ne peuvent avoir de la valeur que lorsqu'ils s'appuient sur la parfaite connaissance de toutes les circonstances et négociations qui s'y rapportent. Mais si l'on se plaint du défaut de suite donné à ces conseils, cela constitue une tentative non justifiée de la Chambre d'augmenter ses attributions constitutionnelles.

» Dans toutes les circonstances, c'est mon droit royal, exclusif, consacré par l'article 48 de la Constitution, de décider de la guerre et de la paix.

» Sous ce rapport, comme sous tout autre, c'est mon devoir de maintenir entière l'étendue du pouvoir royal tracé par la loi et la Constitution, et de préserver le pays des dangers qu'aurait pour suite une translation du centre de gravité de tout notre droit public. Je dois résister, de la façon la plus sérieuse, à la tendance de la Chambre des députés de se servir de son droit constitutionnel de participer à la législation, comme d'un moyen pour limiter la liberté constitutionnelle des résolutions royales. Une telle tendance se manifeste dans le refus que fait la Chambre de coopérer à la politique extérieure actuelle du gouvernement, et à la demande qu'elle a faite d'un changement dans la personne de mes conseillers et dans mon système de gouvernement. Contrairement à l'article 45 de la Constitution, d'après lequel le roi nomme et renvoie les ministres, la Chambre des députés veut me forcer à m'entourer de ministres qui lui sont agréables; elle veut par là préparer, contrairement à la Constitution, la domination unique de la Chambre des députés. Je repousse cette demande. Mes ministres possèdent ma confiance, leurs actes officiels se sont faits avec mon assentiment, et je leur sais gré de s'opposer à la tendance inconstitutionnelle de la Chambre des députés d'augmenter son pouvoir.

» Sous la coopération que la Chambre déclare refuser à mon gouvernement, je ne puis comprendre que celle à laquelle la Chambre est appelée constitutionnellement, puisqu'elle ne peut prétendre à aucune autre et qu'une autre ne lui a pas été demandée par mon gouvernement.

» Vis-à-vis d'un tel refus, sur la portée duquel la teneur générale et le langage de l'adresse, ainsi que l'attitude de la Chambre, dans les quatre derniers mois,

ne laissent aucun doute, il n'est pas possible d'espérer un résultat de la continuation de la présente session ; elle ne répondrait ni aux intérêts du pays, ni à sa position intérieure, ni à ses rapports extérieurs.

» Moi aussi, comme mes ancêtres, je cherche la gloire, la puissance et la sûreté de mon gouvernement dans le lien réciproque de confiance et de fidélité entre le prince et le peuple. Avec l'aide du Tout-Puissant, je parviendrai à faire échouer les tentatives coupables qui ont pour but de relâcher ce lien. La confiance et l'attachement fidèle du peuple prussien à sa maison royale sont trop fortement empreints dans mon cœur pour qu'ils puissent être ébranlés par la teneur de l'adresse de la Chambre des députés.

» Signé : GUILLAUME.

• Berlin, 28 mai 1863. •

La lecture de ce document, curieux à plus d'un titre, sur lequel j'aurai l'occasion de revenir, fut accueillie par un morne silence de l'assemblée. M. de Boverbeck fit remarquer que cette lettre, n'étant pas contre-signée par les ministres, ne pouvait faire l'objet d'une discussion, et, sur sa proposition, la Chambre passa simplement à l'ordre du jour.

Au même moment, le comte Eulenburg, ministre de l'Intérieur, entra dans la salle et donna lecture d'un message, contre-signé par M. de Bismarck, qui annonçait que la session serait close le jour même, à deux heures, au château royal.

Le président, M. Grabow, déclara que, eu égard au peu de temps qui restait, il n'y avait lieu de commencer aucune délibération. Il donna un aperçu rapide des travaux de la Chambre, réponse indirecte aux assertions de Sa Majesté, remercia l'assemblée de la confiance qu'elle lui avait montrée et termina par ces nobles paroles :

« Je lève actuellement la séance d'aujourd'hui dans la ferme conviction qu'au milieu de la lutte constitutionnelle qui est devenue si ardente, la Prusse, sans abandonner un moment les voies de la plus stricte légalité, se ralliera fermement et fidèlement autour de sa Constitution jurée, qu'elle garantira et protégera le palladium des droits qu'elle a acquis et qu'elle défendra contre toute tentative de lui octroyer des lois contraires à la Constitution, en répétant le cri que tout le pays et ses représentants pousseront toujours avec joie, malgré la confusion du moment : Vive Sa Majesté notre roi Guillaume ! »

La Chambre répéta trois fois ce cri, et le président ajouta : Que Dieu protège la patrie !

A deux heures, une quarantaine de membres à peine, composée de féodaux, de catholiques et de quelques constitutionnels modérés, parurent dans la salle Blanche du château. M. de Bismarck donna lecture du discours suivant de clôture, que je reproduis également parce qu'il complète la pensée qui a dicté au roi sa réponse à l'adresse de la Chambre des députés :

« Illustres, nobles et honorés Messieurs des deux Chambres, Sa Majesté le roi a daigné me charger de clore en son nom les séances des deux Chambres de la monarchie. Le gouvernement de Sa Majesté avait exprimé, à l'ouverture de cette session, le vœu et l'intention de rétablir une coopération de bon accord avec les deux Chambres de la Diète. La Constitution existante et le dévouement commun

à la prospérité du pays et à l'honneur de la couronne avaient été désignés comme la base sur laquelle ce but pourrait être atteint. Mais, d'après le résultat des travaux des Chambres dans les quatre derniers mois, ce but n'a pas été atteint dans ses parties essentielles. Des lois spéciales, qui améliorent la législation existante, ont été votées en effet. Les propositions relatives à l'amélioration du sort des invalides nécessiteux ont également reçu l'assentiment des Chambres. De même, on peut rappeler avec satisfaction que la convention avec les États riverains de l'Elbe, sur le règlement des péages de l'Elbe, ainsi que les traités de commerce et de navigation avec le gouvernement belge, ont reçu un accueil favorable. Mais la délibération du budget pour l'année courante, bien qu'il ait été présenté dès le commencement de la session, n'a pas été terminée.

» Déjà, par les manifestations qui ont accompagné le commencement de ses travaux, et notamment par l'adresse à Sa Majesté du 29 janvier, la Chambre s'est mise en opposition tranchée avec le gouvernement, et, bien que, par le rescrit royal du 3 février, elle ait été invitée sérieusement à rendre possible l'œuvre de l'entente en reconnaissant les limites posées aux divers pouvoirs par la Constitution et en se prêtant aux intentions paternelles de Sa Majesté, la Chambre a persisté néanmoins dans son attitude contraire à toute entente; notamment, elle a cherché à paralyser l'action du gouvernement de Sa Majesté par des discussions étendues sur la politique extérieure, et augmenté considérablement ainsi l'agitation des provinces limitrophes de la Pologne.

» La Chambre des députés n'a pas hésité à se faire l'organe des mensonges et des attaques des adversaires du gouvernement prussien, et à exciter les craintes relatives à des dangers extérieurs et des complications grossières que les rapports du gouvernement de Sa Majesté avec les puissances étrangères ne justifiaient nullement. Enfin, la Chambre des députés a déclaré, dans son adresse du 22 de ce mois, qu'elle refusait au gouvernement la coopération à laquelle elle est tenue constitutionnellement, et ainsi la clôture de ses délibérations se trouve commandée de toute nécessité.

» Le gouvernement de Sa Majesté ne peut que regretter profondément que le vote des lois financières soumises à la Chambre, et notamment la fixation à temps du budget de 1863 aient été rendus impossibles de cette façon, et il se réserve ses résolutions sur les voies à prendre pour arriver à ces fixations.

» Le gouvernement de Sa Majesté reconnaît toute la gravité de sa tâche et la grandeur des difficultés en face desquelles il se trouve; mais il se sent fort par la conscience qu'il s'agit de sauvegarder les biens les plus précieux de la patrie, et continuera aussi à croire avec confiance qu'une appréciation réfléchie de ces intérêts conduira finalement à une entente durable avec la représentation nationale, et rendra possible un développement prospère de notre vie constitutionnelle. Au nom de Sa Majesté le roi, je prononce par la présente la clôture des deux Chambres de la Diète. »

En préférant une simple clôture à une dissolution immédiate, le gouvernement a eu pour but de gagner du temps. S'il eût dissous la Chambre, il eût été obligé de convoquer les collèges électoraux dans un délai de trois mois, tandis que, de cette manière, il restera pendant six mois maître absolu de la situation et qu'il pourra préparer à l'aise le futur terrain électoral, ce grand souci de nos gouvernants. La clôture, il est vrai, est une nouvelle violation, non-seulement de l'esprit, mais même de la lettre de la Constitution; mais qu'importe un coup de

canif de plus ou de moins dans ce chiffon de papier qu'on lacère à plaisir depuis un an.

« Il faut détruire, a dit le roi, les influences mauvaises qui égarent le peuple ; » ce qui, traduit en langage vulgaire, signifie étouffer les manifestations de l'opinion publique. On s'est mis aussitôt à l'œuvre, comme s'il n'y avait pas un moment à perdre. La presse fut la première victime de ce beau zèle. Une ordonnance qui a établi le régime des avertissements est venue prouver aux Prussiens que M. de Bismarck a su mettre à profit son séjour à Paris, et qu'il y avait étudié notre législation sur la presse. Je me permettrai cependant de lui signaler un oubli dans son importation ; à son système des avertissements, il manque encore un complément indispensable, l'impossibilité de fonder un journal nouveau sans une autorisation préalable du gouvernement ; alors seulement, on pourra dire qu'il n'existe plus de Rhin pour la presse prussienne et la nôtre. Félicitons-nous d'avoir fait une aussi glorieuse conquête morale et d'avoir annexé les journaux allemands à notre code de la presse.

En recevant la nouvelle de ce récent triomphe des idées françaises, le *Siècle* et l'*Opinion nationale* ont crié à la révolution ! Mais c'était prêter gratuitement à nos voisins d'outre-Rhin des sentiments plus révolutionnaires qu'à nous. D'ailleurs ne leur reste-t-il pas le droit de fonder des journaux, le droit de réunion et la liberté électorale, pour les consoler de l'invasion de l'avertissement ?

Six journaux de Berlin, la *Gazette nationale*, la *Gazette du peuple*, le *Journal de Spener*, le *Journal de Voss*, la *Gazette universelle* et la *Réforme*, protestèrent contre l'ordonnance inconstitutionnelle, et cette manifestation leur valut un avertissement collectif. Sans se laisser effrayer, les journaux libéraux de province entrèrent bravement dans la carrière ouverte par leurs aînés et subirent le même sort qu'eux. Cependant, on a remarqué avec surprise que la presse des provinces rhénanes n'a pas montré en cette occurrence la même décision et le même entrain que les journaux de l'est de la monarchie. On a eu surtout des paroles très-sévères pour la *Gazette de Cologne*, qui reçoit des inspirations de l'entourage du prince royal ; au lieu de se joindre aux autres feuilles opposantes, elle s'est tenue prudemment à l'écart, et s'est même prêtée d'assez bonne grâce aux exigences ministérielles.

Le conseil échevinal et le magistrat de Berlin n'imitèrent pas la réserve de la *Gazette de Cologne* ; ils joignirent leur voix à celle de la presse libérale. De nombreux conseils municipaux suivirent l'exemple de celui de Berlin. La protestation de Breslau mérite entre toutes une mention honorable. Pour arrêter cet élan, le cabinet dut menacer les opposants de mesures disciplinaires. Alors on eut recours au droit de pétition ; et partout, jusque dans les moindres villages, on signe maintenant des pétitions contre la politique ministérielle. Ainsi donc les actes d'opposition, qui jusqu'à ce moment s'étaient concentrés dans l'enceinte législative, se sont étendus au pays tout entier. C'est là le résultat le plus direct que le cabinet ait obtenu par la clôture de la Chambre.

Il a fallu que le mouvement oppositionnel du pays fût des plus vifs pour arracher le prince royal à la réserve diplomatique dans laquelle il s'était retranché depuis le commencement de la crise. Ainsi que la plupart des autres héritiers présomptifs, le prince Frédéric-Guillaume n'occupe pas dans l'État une position indépendante, il vit sous la stricte tutelle de son père. Sa dotation n'est pas payée par le trésor public, elle est tirée de la cassette royale, et sa maison est nommée

par le roi. A cause de cette position dépendante, on ne s'attendait pas à un acte d'opposition de sa part : la surprise fut d'autant plus grande d'entendre la parole de blâme qu'il a prononcée devant le magistrat de Dantzig. On lui en a su gré, sans toutefois qu'on se soit laissé entraîner à bâtir là-dessus d'ambitieuses espérances; les promesses libérales de son oncle, Frédéric-Guillaume IV, et de son père, sont encore trop présentes au souvenir de la génération actuelle.

La déception n'en fut pas moins grande dans les cercles ministériels; il fallut une victime à la colère de M. de Bismarck : ne pouvant atteindre le prince, il obtint du roi la destitution de l'aide de camp, toujours en vertu de la fameuse théorie de l'égarement. La Chambre des députés, les conseils municipaux, la magistrature, les universités, toute la nation pensante est égarée en Prusse; il n'y a que le roi, pour me servir de sa propre expression, qui ait « un regard clair et un cœur chaleureux pour les vrais besoins du pays. »

L'avenir de la Prusse n'est pas solidaire de ces aveuglements et de ces folies. Il est au-dessus des misérables tentatives d'un M. de Bismarck, d'un Catilina poméranien qui essaye d'asseoir sa fortune sur les ruines des libertés de son pays. La nation sait que les institutions dont on la menace ne prendront jamais racine chez elle.

Des journaux français, le *Siècle*, l'*Opinion nationale* et la *Presse*, ont fait aux Prussiens l'honneur d'attendre d'eux de superbes mouvements de colère, mais les Prussiens ont décliné cet honneur et ils ont choisi un rôle plus modeste. L'exemple de Hesse-Cassel les tente davantage que celui de la France de 1830. Ils sont assurés de vaincre sans brûler une amorce, dût le siège de la légitimité durer autant que celui de Troie. Aussi est-ce avec une sérénité parfaite, qu'un examen superficiel peut seul prendre pour de l'indifférence, que la Prusse voit s'accomplir devant elle tous ces coups de théâtre successifs dont la gratifie la munificence royale. Sa sagesse est si grande qu'elle échappe à l'observation insuffisante et préoccupée du journalisme français; mais elle n'en existe pas moins, et c'est bien à tort qu'on s'est plu à jeter la pierre à ce brave peuple. Est-ce là, monsieur, une société avilie, rampante, prête à accepter le joug qu'on lui présente? Voyez-vous là quelque analogie avec les coupables faiblesses que l'histoire a enregistrées dans ses annales? Non, mille fois non!

E. SEINGUERLET.

COURRIER D'ITALIE

Monsieur le Directeur,

Un courrier d'Italie, bref et rare, ne pourrait être qu'un résumé de faits récents ou une vue d'ensemble : c'est-à-dire, dans le premier cas, une table des matières, et dans le second, une dissertation facile que le premier venu pourrait écrire, sans quitter Paris. Je tâcherai de vous envoyer autre chose pour mieux répondre à votre bienveillant appel et pour mieux profiter des renseignements que mon séjour en Italie met à ma portée. Je choisirai, si vous le voulez bien, quelque événement sérieux qui aura pu se passer entre l'une et l'autre de mes lettres, un des faits les plus importants, politiques ou littéraires, mais plutôt littéraires, parce que ces derniers sont les moins connus — et je vous en parlerai tranquillement, en prenant mes coudées franches. Et pour commencer dès aujourd'hui, sans allonger le préambule, je vous entretiendrai de ce pauvre Vieusseux, qui vient de mourir.

Jean-Pierre Vieusseux, Italien, mais protestant et Genevois d'origine, était né à Oneglia, le 29 septembre 1779. Enfant encore, il avait vu brûler sa ville natale et plus tard, tomber la république de Gènes où il s'était réfugié. De 1803 à 1819, adonné au commerce, il avait couru le monde : il compta quatorze voyages à Paris, il se joignit à une tribu de Bédouins pour traverser le désert. En 1819, il se rendit à Florence : il y fonda en 1820 le cabinet scientifique et littéraire qui porte son nom ; en 1821, l'*Antologia italiana*, supprimée quelque dix ans après ; en 1827, le *Giornale agrario* qui, je crois, dure encore ; en 1836, la *Guida dell' Educatore* qui eut neuf années de succès ; en 1854, l'*Archivio storico italiano* : toute une bibliothèque. Il vient de mourir à Florence, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Voilà l'esquisse de cette honorable existence. Pour les esprits légers, pour les nouveaux venus, ce n'est guère. Et cependant si l'on me demandait les noms des douze Italiens qui, depuis quarante ans, ont le plus fait pour leur pays, celui de Vieusseux me viendrait aussitôt à l'esprit — et n'y viendrait pas le douzième.

Sa biographie entre dans l'histoire contemporaine ; je vais fournir quelques matériaux à ceux qui l'écriront un jour.

La révolution actuelle, en Italie, a commencé dès 1815, le lendemain de la Restauration. Elle eut deux phases bien distinctes, l'une littéraire, l'autre politique. La dernière a commencé en 1848, elle est glorieusement connue. C'est l'autre qui appelle notre attention et qui va la retenir.

En 1815, les deux ennemis éternels de l'Italie, le pape et l'empereur (une fois pour toutes, j'entends le pape temporel et l'empereur autrichien) s'étaient partagé la Péninsule. Le pape avait Rome, l'empereur régnait au Midi par les Bourbons, au Centre par les archiducs, au Nord par lui-même. L'Italie, abattue et comme engloutie, ne pouvait secouer cet amas de cendres et de scories que le moyen âge, en sa dernière et terrible éruption, avait amoncelées sur elle. Il n'y eut donc, au commencement, qu'une opposition possible : opposition vaillante, mais toute littéraire; elle se manifesta d'abord à Milan, par des journaux et des livres, elle éclata bientôt en insurrection. On connaît les mouvements de 1820, les *Prisons* de Silvio Pellico, le roman d'*Andryane*. L'Italie, plus abattue encore et plus engloutie que jamais, semblait morte à jamais, comme Pompéi.

Elle survécut cependant, grâce à Florence. Dans cette longue période qui suivit 1820 et qui dura jusqu'au moment où le Piémont, ressuscité par la voix des Balbo et des Gioberti, se mit à la tête de l'Italie future — au milieu de toutes les provinces opprimées, il y eut un coin de terre où l'absolutisme du pouvoir était du moins tempéré par le nonchaloir et la bénignité du prince. On n'y vivait pas libre, mais on y pouvait causer et surtout dormir. De 1820 à 1840, la Toscane, en Italie, fut comme un parloir dans une prison ou comme un dortoir dans un cimetière.

Avez-vous lu l'*Incoronazione* de Giusti, le satirique? Après avoir violemment flétri tous les souverains qui se partageaient alors l'Italie démembrée, voici ce qu'il dit du grand-duc Léopold :

« Le Morphée toscan traîne la jambe, couronné de pavots et de laitue. C'est lui qui, pour s'éterniser, dessèche nos maremmes et nos bourses.

» Il farfouille dans les procès, dans les rentes, et bien qu'il énerve ses peuples en les endormant, pourtant, quand il rêve qu'il imite son aïeul (le grand Léopold) il a de bons quarts d'heure. »

Giusti écrivit ces vers à Florence, en 1838. Il n'aurait pu les imprimer, mais il put les faire sans péril : ces deux mots vous donnent l'état de la Toscane.

Il n'en fallait pas davantage à l'Italie pour être sauvée. Tout ce qu'il y avait d'intelligence; dans la Péninsule se réfugia au pied du Dôme, à l'ombre de Dante, de Galilée, de Michel-Ange et de Machiavel. Florence devint le rendez-vous des illustres persécutés; si je voulais vous les désigner tous, je remplirais ces pages de noms propres. J'en prends un petit nombre parmi les meilleurs ¹ :

Pietro Giordani, de Plaisance, l'un des premiers, sinon le premier prosateur italien de ce siècle, un Charles Nodier plus complet et plus influent que le nôtre,

¹ Je suis forcé de résumer ici, en le développant sur certains points, ce que j'ai déjà dit dans un volume sur l'Italie. N'ayant pas la force de porter des coups décisifs, c'est par des coups répétés que j'y supplée.

érudit grammairien, linguiste, épigraphiste excellent, de plus, patriote austère, et, par conséquent, emprisonné plusieurs fois, chassé de Bologne et même de Florence; Nestor de la jeune armée qu'il rendit italienne, par la langue et par le cœur.

Giacomo Leopardi « le plus étonnant et le plus malheureux de la famille élue, philologue à seize ans, philosophe à vingt, poète à vingt-cinq, vieillard à trente, et mort illustre à l'âge où l'on commence à vivre, en laissant derrière lui, œuvre d'une existence qui ne dura pas même quarante ans et fut remplie à moitié par d'effrayantes souffrances, le plus magnifique monument de beau langage et de poésie qui, depuis trois siècles, eût illustré la terre des morts. »

l'eroio l'ancien, le chef de la dynastie opprimée, déjà frappé deux fois lui-même, en 1799 et en 1820 et conduisant dans l'exil, pour les initier au rude noviciat de l'honneur, ses deux fils Alexandre et Charles : le premier qui devait tomber devant Venise; le second qui devait passer dix ans au bagne.

Le général Pietro Colletta, l'ancien compagnon de Murat, l'un des chefs de l'insurrection napolitaine, historien tardif qui, désespérant de son épée, s'y tailla dans l'acier une plume romaine, pour écrire en sa vieillesse un livre serré, violent, traduit de Tacite, sur les rois qui l'avaient chassé.

Niccolò Tommaseo, le Dalmate qui préludait, par une défense acharnée du romantisme, aux innombrables travaux qui firent sa gloire, et par l'intrépidité de son caractère, aux héroïques vertus qu'il devait montrer plus tard à Venise, à côté de Manin.

J'en passe et des plus dignes. Tous les noms qu'il me resterait à citer : Antonio Ranieri qui n'était encore connu ni par son admirable dévouement pour Leopardi, ni par ses beaux livres; Gabriele Pepe, qui eut l'honneur de donner un coup d'épée à Lamartine, — et les savants, et les artistes, et les soldats me conduiraient trop loin et m'imposeraient la sèche monotonie d'un catalogue. Le peu que j'ai dit suffit pour montrer ce que fut Florence, dans les vingt années qui suivirent la catastrophe de 1820. Je le résume en un mot : elle fut l'Italie.

Elle le fut par les exilés qu'elle accueillait généreusement (comme Turin devait les accueillir plus tard), mais elle le fut aussi par ses propres hommes. Les proscrits trouvèrent en Toscane (la province d'Italie qui, avant Dante et jusqu'à nos jours, a produit le plus d'illustres) des Italiens dignes d'eux : Niccolini, Giusti Capponi, Lambruschini, Salvagnoli, vingt autres, sans compter ceux qui se montrèrent plus tard : Montanelli, Guerrazzi et ce Bettino Ricasoli, Florentin d'autrefois que Dante aurait aimé; grand baron qui accueille aujourd'hui des rois dans son château, d'où, le cas échéant, il saurait les repousser encore; inflexible Italien qui ne plia point sous l'Italie quand se fut brisé ce pilier souverain qui s'appelait Cavour.

Ai-je besoin d'énumérer les titres des Toscans que je viens de nommer? Gian-Battista Niccolini, poète classique et cornélien, héritier puissant d'Alfieri et de Foscolo, livrait une bataille dans chacune de ses tragédies, jusqu'à la dernière (*Arnaldo da Brescia*), qui fut l'une des plus hardies campagnes de notre temps; celle où, démasquant tout à coup ses batteries, il attaqua ouvertement, au nom

de la gloire antique et de l'idée moderne, les deux ennemis coalisés de l'Italie, le pape et l'empereur.

En même temps, Giuseppe Giusti, ce Béranger de bonne compagnie, si élégant dans sa langue populaire, dégantait plébéienement sa blanche main pour la rendre plus souple, et cravachait sans pitié les masques tragiques ou bouffons de son temps, même du nôtre, avec des coups vifs et drus qui touchaient les visages et qui les balafrèrent jusqu'au sang¹.

Les autres serrés entre eux s'appelaient légion, et, ne pouvant entrer dans les conseils du grand-duc, trop Lorrain pour devenir jamais le Victor-Emmanuel, ni même le Charles-Albert de l'Italie, ils travaillaient dans l'ombre à relever leur pays par la science et par le travail. Ils écrivaient des chefs-d'œuvre de style sur l'éducation, sur quelques points obscurs de l'histoire, et, qui le croirait? sur l'agriculture. Tous ceux qui cultivent ces études connaissent la société des *Georgofili* de Florence, et les travaux importants du marquis Ridolfi, dont la gloire modeste survivra sans doute aux famosités bouffies et tapageuses du temps présent. L'histoire racontera un jour les efforts du baron Ricasoli pour le dessèchement des marais toscans où la malaria domine. Et plus d'un, en voyant les terres fécondées par ces grands citoyens, a répété le salut de Virgile :

*Salve, magna parens frugum, Saturnia tellus
Magna virum!*

Je n'ai fait qu'effleurer la matière, mais dans le peu que j'ai dit on doit entrevoir les éléments de la grande famille littéraire alors accueillie et tolérée à Florence. Je le répète, le grand-duc était bon diable avec ses sujets et même avec les citoyens des autres provinces. Il lui arriva un jour de renvoyer Pietro Giordani qui l'avait traité d'enfant ; après quelque temps il lui vint des remords et il rappela l'écrivain illustre. Mais ce dernier, puritain en fait d'honneur, comme en fait de syntaxe, fit répondre au grand-duc que Giordani n'était pas de ceux qu'on renvoie deux fois.

Léopold avait même une certaine estime pour Niccolini, qui fut un instant son bibliothécaire. Niccolini, ennuyé de monter et de descendre toujours à heure fixe l'escalier du palais Pitti, donna un jour sa démission. — Pourquoi me quitter? Je suis content de vous, dit l'Altesse au poète. Le poète répondit : Les contents doivent être deux.

¹ On commence à connaître en France les satires de Giusti, mais on ne sait rien encore de sa prose. Ses lettres, réunies depuis peu de temps, mériteraient d'être lues ; il en est plusieurs qui font vivement regretter la mort prématurée de ce jeune maître. En fait de langue, Giusti fut, à mon avis, un prodigieux inventeur, aussi éloigné des pompes de la rhétorique que de ces pâles traductions du français qu'on donne aujourd'hui pour de l'italien. Il avait trouvé ou plutôt retrouvé dans le peuple les formes les plus libres et les plus pures de ce vieux toscan, la source vive et fraîche encore, l'idiome natif, plus jeune et plus vivant dans son incontestable légitimité, dans son irréprochable correction, que tous les patois littéraires. « S'il y avait dix Giusti en Toscane, a dit Manzoni, le procès de la langue serait déjà tout jugé. »

Cependant ce n'était pas assez qu'un prince tolérant : il fallait un centre de réunion pour ces Italiens de tous grades et de tous les pays ; il leur fallait des livres, des journaux, un atelier, une imprimerie. Je vais vous parler maintenant de Jean-Pierre Viesseux.

Cet homme de courage et d'initiative se planta au milieu de Florence, sur la piazza Santa-Trinità, célèbre dans les guerres civiles du pays. Il y loua le palais Buondelmonte, monument historique, et il en fit un monument littéraire. Au premier étage, il établit un cabinet de lecture ; au rez-de-chaussée, une imprimerie ; au second étage, un salon unique au monde qu'il pendant quarante ans.... Mais n'allons pas si vite, nous garderons le salon pour la fin.

Commençons par le cabinet de lecture. Je n'en ai vu de pareil nulle part. Pas de feuille importante qui n'y arrivât de France, d'Angleterre ou d'Allemagne. Viesseux étant le correspondant attitré de tout le journalisme européen, pouvait seul au monde offrir toutes ces feuilles imprimées à l'avidité de ses clients. Et cette avidité était grande. J'ai vécu longtemps en Italie avant la dernière révolution, jamais je n'ai vu de pays plus affamé de nouvelles. Les étrangers eux-mêmes qui venaient à Naples, par exemple, se sentant hors d'Europe, et à mille lieues de leur pays, après quarante-huit heures de séjour, se jetaient comme des bœufs sur la moindre gazette qui leur venait de France. Tout leur était bon, même le *Moniteur*, même l'*Univers religieux* : c'était quelque chose du monde civilisé, de la patrie absente. Les articles de M. Vuillot paraissaient bœufs, les rapports à l'Empereur agréables. On lisait tout cela d'un bout à l'autre, après quoi, n'ayant rien autre à lire, on recommençait.

Figurez-vous la joie des étrangers quand ils arrivaient chez Viesseux, à Florence ! J'en ai connu que ce musée littéraire avait retenus en Toscane et qui y sont peut-être encore. Outre les journaux, les livres arrivaient en foule, à peine imprimés, dans cet entrepôt célèbre, et non-seulement les livres d'amour, amusement des intelligences inoccupées, mais tout ce que l'histoire, la philosophie, les sciences, produisaient d'important au delà des Alpes et de la mer. C'est ainsi que Florence resta la ville la plus éclairée de la Péninsule. Ce fut un bienfait pour tout le monde ; et que de fois même, avant de le connaître, j'en ai béni Viesseux !

Descendons maintenant à l'imprimerie, véritable officine de science, d'où sortit cette fameuse *Antologia*, unique recueil sérieux qui fût offert alors aux Italiens. Patronnée par le marquis Gino Capponi (qu'on a surnommé le patriarche de la liberté florentine) et même à son apparition par Ugo Foscolo, qui chercha partout des « semences pour la moisson du journal », l'*Antologia* dura dix ans et accumula quarante-huit volumes. Tout ce qui portait alors un nom en Italie y figura dignement, et plus d'un, alors inconnu, y fit ses premières armes¹. Outre

¹ Parmi ceux-ci Guerrazzi, je crois, et Mazzini lui-même. Ce dernier débuta par un éloge du romantisme. Ce fut là d'ailleurs à Florence le premier mot de plusieurs jeunes républicains. Le fait me semble bon à noter comme curiosité littéraire. En France, le romantisme a été d'abord légitimiste ; il ne s'est cru révolutionnaire que plus tard. Les libéraux, Béranger et Delavigne, étaient les classiques. En Allemagne, je n'ai pas besoin d'apprendre à mes lec-

Ugo Foscolo et Capponi, je peux citer Montanelli, Tommaseo, Niccolini lui-même, Forti et Montani, journaliste alors influent, et enfin tous ceux que j'ai déjà nommés. De ce foyer de lumière, il sortit bientôt des rayons qui brillent encore. Peut-être aussi quelques incendies qui éclatèrent plus tard en 1848.

Un beau jour, l'*Antologia* fut supprimée brusquement sur l'ordre du czar. Qu'avait-elle donc fait à ce monarque? Elle s'était permis de critiquer une poésie qui lui avait été dédiée. Comme poésie, c'était un morceau détestable, mais par cela seul qu'il était dédié au czar, il fallait le trouver excellent. Telle fut l'opinion de M. de Gortschakoff, alors ministre ou secrétaire de la légation russe à Florence. Le grand-duc, en ce temps d'*autonomie*, baissa la tête, et le recueil de Vieuksseux ne parut plus.

L'article incriminé était de Montani, mais Tommaseo s'en déclara l'auteur, appelant sur lui toutes les vengeances de la répression. Il annonçait ainsi ce qu'il devait faire plus tard sur les lagunes.

L'*Antologia* reparut, dix ans après sa suppression, sous le titre d'*Archivio storico italiano*. Elle ne fut guère alors (quoique élargie plus tard en revue) qu'un recueil de documents et de monuments. Mais même alors, elle servit à la résurrection nationale. L'histoire de ce pays, qui fut le maître du monde, donnait des idées dangereuses aux jeunes hommes : aussi fut-il défendu de l'enseigner à Naples, sous le règne de Ferdinand. On craignait ces souvenirs, plus séditeux que les plus téméraires espérances.

J'ai dit les autres feuilles qui sortirent de cette imprimerie célèbre ; il est temps de monter au second étage du palais Buondelmonte, dans le salon de Vieuksseux : un salon d'hommes. Par une étrange antipathie du maître, les femmes n'étaient point admises dans cet endroit respecté. Une fois par semaine, il s'y réunissait tous les Florentins, tous les proscrits que nous avons rencontrés en chemin, et tous les étrangers de distinction qui traversaient Florence. Vieuksseux connaissait les deux mondes, et les deux mondes lui adressaient leurs illustres voyageurs. L'écrivain qui voudrait noter les noms de tous les hommes qui ont passé dans ce cabinet, depuis la Restauration jusqu'à cette année, ferait un *Dictionnaire des contemporains* plus épais que celui de M. Vapereau. Ai-je besoin d'insister sur les bienfaits de ces réunions, sur le commerce d'intelligences qui s'y établit, sur les illustres amitiés qui s'y formèrent? Échange continuel d'idées, travaux entrepris, projets concertés, opinions reçues et rendues, discussion permanente et toujours sérieuse sur les grands intérêts de la patrie et sur l'œuvre éternelle de l'humanité : quelle vie ! Et l'on s'étonne que l'Italie se soit faite si promptement, en cinq ou six victoires. Elle se préparait là depuis quarante ans.

Le cabinet Vieuksseux était, en effet, le centre d'un parti qui représenta seul, pendant longtemps, l'Italie libérale. Lorsque, plus tard, les idées nouvelles éclatèrent

teurs quelle fut la religion de Tieck et de Novalis. En Lombardie, le romantisme fut catholique ou plutôt guelfe, c'est-à-dire ennemi des Autrichiens. Tout cela se comprend, ou à peu près, mais le romantisme de Mazzini n'est explicable que par le côté mystique et halluciné de cet esprit extraordinaire.

tèrent en Piémont dans les livres de Balbo, de Gioberti et de Massimo d'Azeglio, cette révolution trouva en Toscane un terrain tout prêt, des congrès de savants tout formés, une jeunesse enfin déjà mûre. Bien plus, elle trouva des résistances chez les sages qui, dès 1843, prévoyant déjà 1849 et la suite, repoussaient violemment l'étrange utopie du pape libéral. Parmi ces sages figurait en tête Gian-Battista Niccolini, qui ne voulut plus voir âme vivante du jour où la révolution abdiqua dans les mains de Pie IX. Il se brouilla même, à cette occasion, avec son ami Gino Capponi, s'il faut en croire M. Enrico Montazio, biographe intéressant, quoique un peu dur pour les étrangers qui défendent son pays et sa cause. M. Montazio raconte qu'après une discussion orageuse, Capponi tendit la main au poète en lui disant :

— Tu resteras gibelin, et nous guelfes, mais nous serons amis.

— Jamais! jamais! répondit Niccolini, hors de lui-même.

Bt, lui fermant la porte au nez, il afficha un écriteau dans son cabinet, prohibant qu'on y ramenât jamais le défenseur du pape. — On le crut fou de rage, et on le laissa tranquille. Il n'était pas si fou qu'on le croyait.

Capponi le reconnut lui-même lorsqu'après les réactions de 1849, le grand-duc lui demanda sa villa pour y loger Pie IX. Gino répondit que la maison était pleine de toiles d'araignée. Léopold répliqua qu'il la ferait nettoyer à ses frais. Alors Gino se souvint, dit M. Montazio, qu'il était le descendant de Pierre Capponi¹, et il répondit au messager du grand-duc : « Je n'ai pas de clefs à donner, libre à vous de forcer les portes. »

La première fois que je fus introduit dans le sanctuaire de Vieusseux, l'Italie était en pleine réaction ; le cabinet, si vivant autrefois, paraissait triste. Qu'étaient devenus les hôtes d'autrefois? Giordani, le vieux Poerio, son fils Alexandre, Colletta, Leopardi, Giusti, morts, sans compter vingt autres que je n'ai pas nommés. Carlo Poerio enfermé dans le bagne de Montesarchio ; Tommaseo, presque doge, un moment, à Venise ; maintenant vaincu, désarmé, chassé des trois quarts de l'Italie, presque aveugle, et réfugié à Turin où il compilait, pour vivre, un dictionnaire effrayant. Montanelli, Guerrazzi, souverains autrefois à Florence, maintenant exilés même de Toscane, et par surcroît de malheur, maltraités par leurs propres concitoyens. Ranieri végétant à Naples, dans une sorte d'isolement forcé qui ressemblait à une prison cellulaire, et se condamnant lui-même au silence et à l'oubli. Niccolini enfermé dans sa retraite, brouillé avec le monde et avec la vie, Ricasoli retiré dans son château, comme Achille sous sa tente, et ne voulant plus voir le prince parjure qu'il avait eu la bonne foi de rappeler, Capponi, Ridolfi, cruellement punis de toutes leurs illusions, — enfin, — Les Autrichiens à Florence !

Fut-ce par aventure et tombé-je par hasard sur un jour heureux ? Je l'ignore.

¹ Pierre Capponi (et non Gino, comme je l'ai dit ailleurs étourdiment) fut le vieux Florentin qui répondit fièrement à Charles VIII, ce souverain menaçant de faire sonner ses trompettes si la ville ne se rendait pas à certaines conditions : « Sonnez vos trompettes, et nous sonnerons nos cloches ! »

J'affirme seulement qu'un seul homme espérait encore dans cette réunion de désespérés. Cet homme était Jean-Pierre Viusseux, déjà septuagénaire; il avait juste trois fois mon âge et il me rendit la foi dans l'avenir¹.

Il eut de beaux jours à la fin de sa carrière. Ses amis italiens, c'est-à-dire l'Italie entière, lui votèrent une médaille, en 1839, pour célébrer sa quatre-vingtième année. Il la reçut dans un bon moment, après la grande guerre et la glorieuse révolution de Florence qui avait duré quatre heures et qui n'avait pas coûté une goutte de sang. La Toscane était libre! Figurez-vous l'explosion de joie du vieux prophète qui depuis tant d'années avait annoncé l'Italie dans le désert!

La médaille était en or et portait le profil de Viusseux, d'un beau relief artistiquement modelé par le professeur Santerelli. Sur le revers, cette simple légende que je n'ai pas besoin de traduire :

PER QUARANT' ANNI BENEMERITO
DELL' ITALIANA CIVILTÀ
COMPIVA L' OTTANTESIMO DELLA VITA
IL 29 SETTEMBRE 1839.

Viusseux vécut quelques années encore, pour voir la miraculeuse expédition de Garibaldi, la consolidation du nouveau royaume, ses amis au sénat, les plus jeunes (entre autres Celestino Bianchi, l'un des plus distingués) aux affaires où à la chambre, Peruzzi deux fois au pouvoir, les disgraciés de la veille en faveur, les persécutés aux premiers rangs, Ricasoli à la cime. Son œuvre était accomplie, son rêve réalisé. Il pouvait entonner le cantique de Siméon et s'endormir dans le triomphe.

Un matin de la présente année, le 24 avril, Victor-Emmanuel était à Florence, plus acclamé que jamais; Viusseux paraissait rajeuni de soixante ans; sa joie sereine éclatait en gaieté jeune. Il invita ses parents et ses amis à se réunir chez

¹ On n'a de lui qu'un seul écrit imprimé : ce sont deux lettres adressées en 1822, à l'occasion du congrès de Vérone, au baron Walther et au comte de Bombelles, diplomates autrichiens. Il leur conseillait dès lors un changement de politique et des réformes radicales, *sous peine de perdre l'Italie*. Un pareil avis, donné à une pareille époque, était un acte de courage civil. Aussi n'hésita-t-il point à publier ces deux lettres en 1848, bien qu'elles lui parussent alors bien timides. En ce temps-là, tous les cœurs étaient ouverts à l'espérance et regardaient déjà comme accomplie l'œuvre qui ne devait être sérieusement commencée que dix ans plus tard.— Survint bientôt la réaction, et Viusseux ne dissimula point sa brochure qui était redevenue téméraire. Il eut même le courage d'en allonger la préface en y ajoutant ces mots :

... « Le temps des revers est arrivé de nouveau, mais je ne désespère pas de la cause italienne. J'ai foi dans la force des choses, dans le puissant besoin d'indépendance et dans la diète de mon pays. » Il faut avoir vécu en Italie de 1830 à 1839, pour comprendre ce que ces simples mots révélaient de vigueur et de vaillance.

Outre cet écrit, je ne connais guère de Viusseux que des préfaces publiées. Mais celui qui voudrait recueillir ses lettres y consumerait sa vie entière et amasserait plus de volumes que n'en a produit M. Alexandre Dumas.

lui le lendemain pour voir de ses fenêtres le défilé des soldats revenant de la revue. « Ce sera, dit-il, la vraie démonstration de l'unité nationale accomplie ! »

Le même jour il fut frappé d'apoplexie, il ne devait plus se relever. Le 30 avril la ville en deuil lui fit un cortège funèbre au cimetière protestant de Florence. Le marquis Cosimo Ridolfi, son ami le plus ancien et le plus aimé, lui dit adieu devant la fosse ; il sanglottait. « C'est une belle chose, pensait Diderot, qu'un homme de bien et sévère qui pleure. »

Avec Vieusseux disparaît le centre et le lien du cénacle respecté dont j'ai résumé l'histoire. Ce sénat est maintenant dispersé, réfugié dans la retraite ou entraîné dans le tourbillon. Les contemporains de l'octogénaire, qui fut le doyen de la vieille garde, sont morts presque tous. Le salon que j'ai décrit ne s'ouvrira plus : que va devenir le palais Buondelmonte ? On parle déjà d'y graver une inscription à l'honneur de Vieusseux — comme sur une tombe.

Et cependant cet homme extraordinaire vécut quatre-vingt-quatre ans sans se survivre ! Jusqu'à son dernier jour, il garda toutes ses facultés, toutes ses forces. Il correspondait avec les deux mondes et même avec ses amis les plus obscurs. J'ai vingt lettres de lui toutes récentes, écrites d'une main qui ne tremblait pas. Il servit sa cause jusqu'à son dernier souffle. Je n'oublierai jamais la parole suprême qu'il m'adressa en me disant adieu, la dernière fois que je le vis à Florence :

« Surtout ne devenez jamais fédéraliste. Rappelez-vous qu'en Italie, qui dit Confédération, dit Restauration. »

MARC-MONNIER.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE ET CRITIQUE

BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE

THÉOLOGIE

Essais de Philosophie et d'Histoire religieuse, par MICHEL NICOLAS.

Paris, Michel Lévy, 1863, un vol. in-8 de xx-393 pages.

« Il y a, dit Paul-Louis Courier, des livres de théologie, et même des livres de magie. Cependant je ne crois pas plus à l'une qu'à l'autre. » Cette phrase incisive et très-nette résume toute la philosophie du XVIII^e siècle. Les philosophes de l'*Encyclopédie* ne mettaient guère de différence entre le surnaturel et le merveilleux; traitant avec le plus profond dédain les prodiges et les miracles, ils classaient dans la même catégorie les théologiens et les charlatans. Préoccupés avant tout de poursuivre l'infâme et de l'écraser, nos maîtres et prédécesseurs n'avaient point, il faut le reconnaître, un sentiment exquis des nuances.

Moins sévères que ces juges intraitables et infiniment plus révérencieux, nous ne nous exposons pas à commettre de ces confusions outrageantes et injustes; la conscience de nos forces, un savoir plus ferme et mieux éclairé, une prévision plus certaine des mutations futures et l'expérience du passé, tout concourt à nous montrer sous leur vrai jour les phénomènes de l'ordre religieux : nous en suivons l'enchaînement et les vicissitudes avec le même intérêt que nous inspirent les faits scientifiques et toutes les manifestations qui révèlent diversement les lois générales du monde et de l'évolution historique. Il est vrai de dire que, malgré notre très-grand respect pour les choses de la religion, nous les traitons librement et avec indépendance : nous les soumettons à un examen sévère, avec le dessein de n'y voir que la réalité vraie, de façon à nous rendre un compte bien exact de leur valeur intrinsèque et relative, de leur signification et de leur influence.

Les libres penseurs du siècle de Voltaire n'estimaient point qu'un pareil sujet fût digne des investigations consciencieuses de la critique ; mais l'application de la saine méthode philosophique à l'étude des religions a produit des résultats

considérables qui honorent singulièrement la science moderne : un rayon de vive lumière a éclairé les plus sombres recoins de l'histoire, depuis que la théologie a été traitée comme la magie, c'est-à-dire, soumise, de même que les sciences occultes, à cette enquête rigoureuse dont la raison prend de plein droit l'initiative, uniquement en vue de connaître le vrai et de discerner le bien.

Les théologiens qui poursuivent cette enquête, se font honneur de porter le nom de rationalistes : ce nom est pour eux un titre dont ils se montrent fiers. Ceux qui cultivent la *Philosophie religieuse* semblent réaliser de fait le rêve de Leibnitz : ce penseur a écrit dans un de ses opuscules, récemment exhumés, que la bonne métaphysique a pour dernier terme la théologie. Il le croyait très-sincèrement, il n'en faut pas douter, puisque, pour lui, la théodicée résumait toute la philosophie. Leibnitz serait donc charmé, s'il était encore parmi les vivants, de voir la métaphysique introduite dans la théologie, et si avant, que celle-ci en a été complètement renouvelée. *La foi profonde* n'est plus soutenue par l'échafaudage compliqué de la théologie scolastique ; le dogmatisme ne sert plus de support à la religion ; la tradition ecclésiastique par laquelle les fidèles étaient comme enchaînés à des croyances fixes et à un culte déterminé et réglé, est maintenant battue en brèche et de toutes parts menacée de ruine. La raison triomphante proclame, au nom de la libre conscience, que le sentiment religieux est la source unique et intarissable, le fondement et le principe de la religion.

Notre savant collaborateur, M. Michel Nicolas, s'est appliqué, dans la préface qui ouvre son recueil d'études d'histoire et de philosophie religieuse, à montrer en quoi diffèrent essentiellement le dogme et la foi ; il a prouvé que la religion est indépendante de la théologie, que les croyances religieuses peuvent se développer, se modifier, se transformer, en dépit des doctrines théologiques, et que celles-ci ne sont en définitive que des formules plus ou moins exactes des idées, des tendances religieuses d'une période historique ou d'une race d'hommes. A vrai dire, M. Michel Nicolas a soulevé plutôt qu'il n'a résolu une grande question : il a très-bien marqué la différence essentielle qui sépare le dogme de la foi, la formule, du principe même de la croyance ; mais il a négligé de signaler une vérité empiriquement démontrée par l'histoire, à savoir que toute manifestation collective du sentiment religieux, produit tôt ou tard, comme conséquence inévitable, un ensemble de préceptes, de doctrines et de prescriptions, qui constituent par le fait la véritable religion concrète et positive.

Que l'on supprime dans l'ordre des choses religieuses, la tradition et la loi, et dès lors tout l'édifice s'abîme ; et en dépit du principe fondamental, du sentiment religieux, qui demeure, il ne reste plus rien qu'une religion nominale, idéale, indéterminée, sans racines dans le sol, et partant sans avenir. « Telle est, pour emprunter deux phrases à M. Michel Nicolas, la fin nécessaire de toute théologie rationaliste qui veut rester conséquente avec ses principes. Elle part du dessein bien arrêté de mettre la révélation d'accord avec la raison, et elle arrive en dernière analyse à une philosophie pure qui n'a rien de commun avec cette révélation. » (P. 157.)

Tel est, en effet, le dernier résultat de la science religieuse que M. Michel Nicolas cultive avec prédilection et non sans succès. Cette science reconnaît et proclame la haute signification du sentiment religieux, de même que le physiologiste phrénologue constate l'existence d'un organe cérébral, dit de la vénération, mais elle ne va pas au delà; elle est toute de négation, démolit et n'édifie point, se bornant à espérer que le sentiment religieux, une fois dégagé des entraves du dogme, et libre de suivre sans retard l'esprit humain toujours en marche, sera un puissant auxiliaire du progrès dans l'avenir.

Partant de là, en s'affranchissant de toute entrave dogmatique, la science ou la philosophie religieuse soutient que le christianisme, considéré dans son essence primitive, dégagé de tout l'attirail qui a comprimé les bons germes et empêché jusqu'ici leur libre développement, deviendra, pour les générations futures, un foyer de lumière et une source de consolation. Il se pourrait en effet qu'il en fût ainsi; mais pour que cela fût, il faudrait établir, non-seulement que le sentiment religieux est le principe fondamental de toute religion; mais encore que c'est à ce sentiment qu'il appartiendra de gouverner le monde. Beaucoup de penseurs contemporains, et des plus émancipés, inclinent à croire que le gouvernement du monde appartient en effet au sentiment, et c'est par une suite naturelle de cette croyance très-répandue, que la plupart des modernes faiseurs de systèmes, voire les athées, cultivent avec amour la théologie, en font même sans le savoir, et ne conçoivent pas la morale sans une religion quelconque, et en cela, eux aussi donnent raison à Leibnitz.

La science, toutefois, qui prend toute sa métaphysique dans la connaissance certaine de la réalité, porte à croire ceux qui la cultivent avec désintéressement, sans peur et sans préjugés, que la vraie lumière, la plus pure comme la plus inaltérable, émane de la raison, et que c'est par elle que les sentiments s'éclairent et se purifient. La morale, quoi qu'en disent les spéculatifs, n'est point affaire de sentiment; le principe même de la justice, fondement de tout ordre social, s'engendre de la raison; de sorte qu'on ne peut nier que le juste et le vrai, qui constituent le bien, ne découlent de la même source.

Si M. Michel Nicolas eût développé dans ce sens les quelques considérations très-sensées qui recommandent la préface de son excellent recueil, chacune des études qui composent son volume en eût reçu une signification plus nette, et toutes ensemble se fussent présentées avec plus d'unité.

En démontrant, par exemple, que la théocratie, n'importe dans quel pays et sous quelle forme, n'a jamais servi les grands intérêts de la civilisation, il était facile d'établir ce principe, que la raison a été le guide souverain des peuples civilisateurs et émancipés; et comme conséquence de ce principe, on démontrait du même coup que le génie moral de la Grèce antique ne s'inspira que de cette loi suprême, souveraine, qui est comme le symbole absolu de la raison; et partant de là, au moyen de la philosophie grecque, instrument merveilleux d'affranchissement et de progrès, on prouvait avec plus d'évidence, que la morale et la poli-

tique, inséparables chez les Grecs, devaient leur éclat aux spéculations des savants et des philosophes.

Le génie grec imprimait à toutes les conceptions nationales un caractère scientifique ; l'art et la religion n'avaient pas échappé à cette salutaire influence, qui agissait encore sur les meilleurs esprits de la décadence païenne, lorsqu'ils tentaient un dernier effort pour sauver un ordre de choses près de sa fin. M. Nicolas a fait un saisissant tableau de la réaction païenne, et il a très-bien mis en présence les païens entêtés et orthodoxes, défenseurs de la superstition, et les hommes religieux et éclairés qui songeaient à une restauration, non pas du vieux polythéisme, mais d'une société affranchie de toute espèce de joug théocratique. Le lecteur regrettera peut-être que M. Nicolas ait négligé d'établir un rapprochement très-légitime entre cette période reculée et le temps présent : il y eût trouvé l'occasion bien naturelle de montrer l'inanité des efforts de ceux qui prétendent, en vue de l'avenir, que les idées religieuses du passé se transforment au lieu de périr.

Nous n'avons rien à dire de l'étude sur la préexistence de l'âme, sinon qu'elle se recommande par un profond savoir et par une grande rectitude de jugement : M. Nicolas, au nom de la raison et de la philosophie, a fait bonne justice des rêveries anciennes et modernes sur un sujet qui a si fort occupé les théologiens et les philosophes.

L'article intitulé : *la Liberté de conscience*, est un excellent plaidoyer, et très-chaoureux, contre les habitudes de l'auteur. *Le Conte des trois anneaux* renferme une leçon de tolérance qui a fourni de très-bons commentaires à notre savant. Dans les deux dernières études, M. Nicolas expose brièvement l'histoire de la critique biblique, et les antécédents du christianisme. Ces deux études sont comme une introduction à l'histoire de la théologie moderne, et à l'histoire des dogmes chrétiens.

En résumé, ce volume, composé de fragments, n'est pas indigne de ceux que l'auteur a consacrés précédemment à des sujets plus étendus, sinon plus importants, et il présente au lecteur, sous une forme qui ne manque point d'attrait, malgré ses sévères allures, un abrégé des idées que M. Michel Nicolas a rendu familières au public de la *Revue*.

J.-M. GUARDIA.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

M. Duruy a publié, dans la collection de résumés qu'il intitule *Histoire universelle*, une *Histoire des temps modernes*¹ dont nous voulons dire quelques mots. M. Duruy est très-bon professeur d'histoire ; ses résumés et ceux de ses collaborateurs, qui appartiennent comme lui pour la plupart à l'université, forment, en général, une suite de livres classiques, dans le propre sens du mot, aussi intéressants que substantiels. M. Duruy n'a pas adopté le système de division des matières pratiqué par les écrivains allemands dans leurs manuels ; il ne fait pas de ces distributions méthodiques dans lesquelles les vues générales, les faits capitaux et ceux qui n'ont qu'un intérêt secondaire viennent s'inscrire à leur rang et prendre place, suivant leur importance, dans des cadres préparés pour les recevoir. Ce système a ses avantages, à peu près comme les systèmes artificiels en histoire naturelle. C'est celui qu'a suivi M. le professeur Weber dans son *Histoire universelle*, dont on publie en ce moment une traduction française². Il facilite les études en rendant en quelque sorte sensible l'importance relative des matières par leur disposition et par la différence des caractères typographiques. Le système de M. Duruy, qu'on peut comparer à la méthode naturelle des Jussieu et des Cuvier, a quelque chose de plus souple et de plus vivant ; au lieu de ranger les faits et les idées dans des compartiments formés plus ou moins arbitrairement, il les groupe de façon à faire saillir ce qu'ils ont de caractéristique et d'expressif ; il fait voir l'idée dominante l'événement, comme, à la bataille d'Arbelle, le devin Aristandre montrait l'aigle planant, d'un vol sublime et fatal, au-dessus de la tête du héros macédonien. C'est ainsi que doit s'écrire la grande histoire ; mais, pour appliquer cette méthode à un résumé, il faut une connaissance approfondie et très-réfléchie des événements et de leur logique, afin de concentrer les faits en quelque sorte

¹ Un volume, Hachette.

² Par M. Jules Guillaume, chez Bohné, 43, rue de Grammont.

dans la main, d'en présenter un tableau fidèle dans sa réduction et sa simplification, et d'en faire, pour ainsi dire, la médaille de bronze.

L'Histoire des temps modernes est l'histoire des États européens depuis 1453 jusqu'à 1789. Ces trois siècles et demi forment, en effet, une période complète, ayant son caractère bien marqué, entre la fin du moyen âge qui coïncide avec la chute de l'empire d'Orient, et la Révolution française qui inaugure une ère nouvelle. Ce qui avait surtout caractérisé le moyen âge, c'était, avec la prédominance des pouvoirs locaux, le développement le plus complet des énergies individuelles chez les seigneurs féodaux et dans la bourgeoisie communale. La prépondérance du pouvoir central, la royauté absolue, l'action de l'État substituée à celle des individus ou des communautés, voilà ce qui distingue la période de temps dont M. Duruy a entrepris de résumer l'histoire et de mettre en relief les grands traits. La seconde moitié du xv^e siècle est l'époque d'une grande révolution politique. L'autorité, jusque-là dispersée, se concentre dans la main des chefs d'État; et cette concentration, en mettant ainsi les forces d'une nation à la disposition d'un homme, et en lui permettant de les diriger à son gré, a pour premier résultat les guerres européennes de la fin de ce siècle et du commencement du suivant. Au lieu d'une foule de petits individus politiques s'agitant confusément pour des intérêts particuliers, on voit, dès le xvi^e siècle, sur la scène, de grandes nations et le jeu d'une politique européenne. Et, en même temps que s'opèrent ces concentrations de forces politiques, un mouvement commence en sens contraire. La révolution politique n'est pas la seule révolution. La découverte de l'Amérique, la naissance d'un grand commerce maritime, en ouvrant de nouvelles sources de richesse, amènent ce que M. Duruy appelle la révolution économique. L'invention de l'imprimerie, la découverte de précieux manuscrits de l'antiquité grecque et latine, je ne sais quel réveil des esprits, font naître dans les sciences, dans les lettres, dans les arts, cette révolution à laquelle on a donné le nom charmant de Renaissance. Enfin une révolution religieuse se produit dans la Réforme. Et déjà apparaît à l'horizon, comme la conséquence de ces diverses révolutions, la Révolution de 1789. Grâce à un concours merveilleux de circonstances et de découvertes, pendant que les rois guerroyaient, en apparence pour des ambitions et des intérêts personnels, une immense diffusion de lumières et d'idées avait lieu, à travers les vieilles barrières qui croulaient, et sous l'impulsion d'un esprit nouveau, dans l'Europe occidentale. L'esprit humain, brisant ses entraves, se répandait en liberté sur toutes choses et sur tous hommes. « La Révolution, dit M. Duruy, fut la lutte de ces deux forces opposées; comme leur conciliation, l'ordre avec la liberté, le développement de l'activité et des droits individuels avec la force de l'État, est le problème de notre âge, et c'est le caractère dominant de la société future. »

La France nous offre le type le plus parfait de ce développement des nations européennes, qui, tantôt sous l'influence de l'autorité, tantôt sous celle de la liberté, marchent, par des alternatives de contraction et de dilatation, vers un complet et prochain épanouissement de leur vie sociale et politique. La centralisation,

dont on parle beaucoup aujourd'hui, et que l'ancien régime a léguée chez nous à la Révolution, est le résultat de cette élaboration de nos forces vitales; elle a fait de la France le pays de l'autorité en même temps qu'une nation inquiète, toujours prête à déborder en armes de ses frontières, et un foyer d'idées toujours impatientes de se répandre. Mais la centralisation est un moyen, non un but. Son rôle énergique est de créer l'unité des États et d'établir, avec leur organisation intérieure, leur influence extérieure; de donner à propos aux forces nationales une impulsion rapide et puissante dans un sens déterminé, soit sous l'influence d'une volonté, soit sous celle d'une idée ou d'une passion publique, par la main d'une autorité royale ou par celle d'un pouvoir révolutionnaire. Mais elle n'est certainement pas, non plus que la monarchie absolue ou la révolution permanente, le dernier mot de la civilisation moderne.

Il m'a semblé quelquefois qu'on pouvait comparer la société moderne à un arbre qui croît par l'action de deux tendances, dont l'une a été nommée par Goethe, qui les a observées, tendance verticale, et l'autre tendance spirale. Ces deux systèmes forment, à vrai dire, un couple inséparable, puissant par son influence réciproque, à peu près comme l'autorité et la liberté. Tantôt l'un, tantôt l'autre l'emporte. D'autres fois ils se tiennent en équilibre. Le premier est le principe viril, soutien de l'édifice; c'est lui qui, par un accroissement successif de vitalité, fait de la plante un tout continu et conséquent. Au contraire, le système spiral est le principe vital et créateur; c'est à lui qu'on doit la floraison et la fructification. Dans la jeunesse de l'arbre, la tendance verticale agit d'abord presque seule et avec une extraordinaire activité; alors le système vital se range et se presse autour d'un axe unique; mais, à partir d'un certain moment, il n'en est plus ainsi. Lorsque les branches commencent à s'irradier du tronc, comme autant d'arbres nouveaux qui sortiraient du premier, l'action du principe jusqu'à prédominant commence en même temps à dévier, à se partager et à se ralentir; c'est alors que le principe contraire se met à déployer ses richesses, que l'arbre se couronne de feuilles, de fleurs et de fruits. — Les États grandissent par l'autorité; c'est la liberté qui donne à la civilisation son éclat et qui la rend féconde.

L'intérêt spécial du livre de M. Duruy, c'est, en nous présentant le tableau de la formation des États modernes, de mettre en quelque sorte sous nos yeux les prémisses dont il s'agit de tirer la conclusion. Il ne sera pas utile seulement à ceux qui veulent apprendre ou repasser les faits de l'histoire moderne; mais, par les idées et les vues d'ensemble qu'on y rencontre, il se fera lire avec intérêt et plaisir de ceux mêmes à qui ces faits sont assez connus. Sa place est marquée dans les bibliothèques à côté du *Manuel du système politique des États de l'Europe*, de Heeren, et du *Précis de l'Histoire moderne*, de M. Michelet.

M. Duruy nous mène jusqu'au seuil de la Révolution. Avec les *Mémoires sur Carnot*¹, nous sommes au cœur de cette Révolution. Le tome second, dont on n'a

¹ Un volume et un demi-volume ont paru, Pagnerre.

encore que la première partie, de laquelle seulement j'ai à m'occuper aujourd'hui, s'ouvre avec le commencement du Directoire et se termine par le discours de Carnot au Tribunal contre le rétablissement de l'hérédité monarchique dans la personne de Bonaparte. Ce discours fait époque dans la vie de Carnot, et son fils, à qui nous devons ces Mémoires, a droit de l'en glorifier. Sur le point de monter sur le trône, *victor publici servitii*, pour me servir d'une expression de Tacite, Bonaparte rencontre devant lui, au milieu du silence général, la parole convaincue, ferme, grave et sensée de l'ancien membre du Comité de salut public. Ce fut le seul acte d'opposition à son dessein. Carnot avait déjà voté contre le consulat à vie. A partir de ce discours, bien que Carnot ait continué de siéger au Tribunal jusqu'à la suppression de ce corps politique, il y eut rupture entre l'empereur et le républicain. A ceux de ses collègues qui venaient se plaindre à lui du gouvernement impérial, dont ils supportaient le poids avec quelque impatience, Carnot se contentait de répondre : « Vous avez placé Bonaparte si haut que vous ne pouvez plus l'atteindre. »

Cette attitude de Carnot devant l'Empire rend plus curieux encore les détails que nous donne M. Carnot sur les relations de son père avec le général Bonaparte. Ce fut Carnot qui plaça Bonaparte à la tête de l'armée d'Italie. Schérer, qui la commandait avant lui, n'avait qu'un mérite inférieur à sa renommée. Carnot, alors membre du Directoire, essayait en vain de secouer son apathie. « Un jour, dit l'auteur des *Mémoires*, que venait d'arriver une des plus désolantes missives de Schérer, dans laquelle celui-ci alléguait de nouveaux prétextes pour ne point combattre, Bonaparte s'écria avec impatience : « Si j'étais là, les Autrichiens seraient bientôt culbutés. — Vous irez, » lui dit Carnot, qui l'étudiait depuis longtemps. »

Depuis les victoires de Bonaparte, Barras a dit ou laissé dire que c'était lui qui l'avait proposé au Directoire. En réalité, c'était Carnot. Carnot avait deviné le génie de celui qu'il appelait amicalement son *petit capitaine*. N'avait-il donc pas pressenti son ambition ? Du moins, il n'avait pas cru devoir priver la République des services d'un pareil général en prévision des périls qu'il pourrait faire courir à la liberté. Le frère de Carnot ne pensait pas de même. « Lorsqu'il s'agit d'un grand commandement pour le général de vendémiaire, Carnot-Feulins le signala comme un aventurier dont l'ambition jetterait le trouble dans la République. » Quant à Bonaparte, « il regardait si bien lui-même cette promotion comme une ère nouvelle dans sa vie, qu'il transforma son nom pour le franciser : Buonaparte devint Bonaparte. »

M. Carnot donne quelques extraits de la correspondance de son père avec le jeune général de l'armée d'Italie. Aux exhortations civiques que lui adresse le directeur, Bonaparte répond : « J'ai adopté, en entrant dans la carrière publique, pour principe : Tout à la patrie. » Une fois, après avoir remercié Carnot de ses attentions pour M^{me} Bonaparte, il ajoute : « Je vous la recommande, elle est patriote sincère, et je l'aime à la folie. » Pendant ce temps, Carnot-Feulins n'avait pas cessé de se méfier de Bonaparte, et de temps en temps il proposait

son rappel. Tout en restant fidèle à son amitié pour Bonaparte, le directeur Carnot ne laissait pas d'avoir aussi ses inquiétudes. Un moment vient où il presse son correspondant de couronner par la paix ses brillantes victoires et de revenir à Paris pour y jouir de son triomphe et faire applaudir sa modération : « On vous prête mille projets absurdes, lui écrit-il ; on ne peut pas croire qu'un homme qui a fait de si grandes choses puisse se réduire à vivre en simple citoyen. Quant à moi, je crois qu'il n'y a que Bonaparte redevenu simple citoyen qui puisse laisser voir le général Bonaparte dans toute sa grandeur. »

Carnot désirait la paix pour affermir la République. Bonaparte ne voulait probablement pas plus de la paix que de la gloire modeste que lui prêchait Carnot ; mais il lui répondait de manière à entretenir ses illusions. Entre Barras et Carnot, il jouait alors un double jeu, dissimulant avec le dernier ses véritables sentiments, flattant l'autre par des envois d'argent dont il était insatiable. L'ambiguïté dura jusqu'au jour où, la Fortune s'étant déclarée pour Barras et pour la majorité directoriale, lors du coup d'État de fructidor, Bonaparte, qui sans doute attendait qu'elle se prononçât, se rangea sans plus d'hésitation du parti de la Fortune. Deux ans après, le 18 fructidor avait pour conséquence le 18 brumaire. Bonaparte revenait d'Égypte à peu près comme César de la Gaule, couvert du prestige de la victoire, avec l'imagination éblouie de je ne sais quel rêve de monarchie orientale. Le Directoire tombait devant lui, et avec le Directoire cette constitution que son propre gouvernement avait donné l'exemple de violer. Carnot, pros crit par ses collègues, après avoir erré en Suisse et en Allemagne, rentra en France sous le Consulat ; il rentra même aux affaires. Sur les instances de Lebrun, que Bonaparte avait chargé de le décider, il crut devoir accepter le ministère de la guerre. Mais, comme dit le poète :

Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte,
Et du Premier consul déjà, par maint endroit,
Le front de l'Empereur brisait le masque étroit.

Carnot dut bientôt s'apercevoir qu'il n'avait pas la confiance du chef de l'État. On se servait de son nom et de ses talents, mais sans l'initier aux secrets de la politique consulaire. Il donna sa démission qui, refusée d'abord, fut acceptée à la seconde fois. Après une année de retraite à Saint-Omer, dans la famille de sa femme, il fut nommé au Tribunat par le Sénat, qui le choisit sur la *liste nationale* présentée par les électeurs du Pas-de-Calais. On a vu comment il s'y prononça contre l'Empire. Comme il était encore ministre, il avait terminé un jour un entretien avec Bonaparte par ces paroles que son fils nous rapporte : « Vous avez à choisir dans l'histoire la place d'un Cromwell ou celle d'un Washington. Si vous choisissez mal, vous tomberez de haut, et un jour peut-être on vous contestera jusqu'à votre gloire militaire. »

Les relations de Carnot avec Bonaparte et la protestation du républicain contre

l'Empire forment la partie la plus intéressante de ce demi-volume. On y trouve cependant d'autres détails curieux. L'espace me manque pour les relever ici. Je signalerai seulement la visite faite par Carnot à Moreau, qui commandait alors l'armée du Rhin. Le but était de déterminer ce général à sacrifier un détachement de cette armée au profit de Bonaparte qui partait pour une nouvelle campagne d'Italie. La négociation était délicate. Carnot réussit. En arrivant, il avait été presque témoin de la bataille de Biberach. Ce fut au retour, à Lausanne, où il avait rejoint le Premier consul, qu'il eut avec lui la conversation dont on vient de lire les dernières paroles.

De nombreux extraits tirés des papiers de Carnot l'accompagnent cette histoire de sa vie. Quant à l'histoire en elle-même, voici le jugement qu'en porte un éminent écrivain qui est aussi un excellent juge¹ : « Le narrateur de ces graves récits, dit Daniel Stern, vous prévient tout d'abord par un air de bonne compagnie, par une manière simple, honnête et mesurée de nommer les choses et les gens; mais il ne cherche pas l'effet, il n'a ni le mouvement ni le geste oratoires, et, s'il commande l'attention, c'est, apparemment du moins, sans y prétendre... Ordre et clarté dans la succession des faits, sobriété, justesse dans les réflexions, dignité sans raideur, accord tempéré entre la familiarité des détails de la vie domestique et la solennité des temps, voilà ce qui, selon moi, donne à l'ouvrage de M. Carnot son caractère, et, sans parler du fonds, son incontestable mérite. » Ces paroles renferment un éloge aussi juste que bien formulé du livre et de l'auteur à la fois. Quant à Carnot, sa conduite pendant le Directoire et sous le Consulat nous le montre sous l'aspect d'une sorte d'homme antique, joignant les vertus privées aux vertus publiques, simple, probe, courageux, modéré, toutes qualités assez rares à toutes époques, rares surtout à celle-là, peut-être facile à tromper, comme le disait de lui Napoléon à Sainte-Hélène. Il sera temps de porter sur lui un jugement général et motivé quand sera achevée, avec la publication de M. Carnot, la statue élevée dans ces Mémoires à la gloire du génie militaire de la Révolution par la piété filiale.

Avec les *Souvenirs militaires* de M. le duc de Fezensac² nous abordons l'époque des grandes guerres impériales. M. le duc de Fezensac est entré au service en 1804; il y est resté jusqu'à la fin de l'Empire. Il pouvait raconter et il raconte, d'après ses souvenirs personnels, les campagnes d'Allemagne, de 1805 à 1809, celle de Russie, celle de Saxe; il a vu les revers succéder aux triomphes, et peut dire en en parlant : *Quæ ipse miserrima vidi, et quorum pars fui*. Déjà précédemment il avait publié son *Journal de la campagne de Russie* où se trouve l'histoire d'un régiment pendant cette morne retraite, commencement de la ruine de l'Empire, qui fit voir à l'Europe son vainqueur fugitif, déserteur de sa propre armée en déroute, courant en poste vers Paris, tandis que ses soldats, vaincus par

¹ Voy. un article du *Temps*, du 9 mai 1863.

² *Souvenirs militaires de 1804 à 1814*, par M. le duc de FEZENSAC, général de division. Un vol. in-8, Damaine.

un climat barbare, victimes de l'ambition immodérée de leur chef, périssaient de faim et de froid dans des déserts de neige. Le nouveau volume de M. de Fézensac contient, entre d'autres parties d'un intérêt moins pathétique, une reproduction de ce *journal*, qui, par la saisissante vérité des détails qu'il renferme, est devenu un document important et curieux d'histoire contemporaine.

Voici une page de ce récit, que nous détachons parce qu'elle présente, en quelques traits qui donneront de la manière de l'auteur une idée avantageuse, le tableau des souffrances de notre armée après le passage de la Bérésina, tableau peint d'après des souvenirs si vivants qu'on peut le dire peint d'après nature :

« Qu'on se représente des plaines à perte de vue couvertes de neige, de longues forêts de pins, des villages à demi brûlés et déserts, et, à travers ces tristes contrées une immense colonne de malheureux, presque tous sans armes, marchant pêle-mêle et tombant à chaque pas sur la glace auprès des carcasses des chevaux et des cadavres de leurs compagnons. Leurs figures portaient l'empreinte de l'accablement et du désespoir, leurs yeux étaient éteints, leurs traits décomposés et entièrement noirs de crasse et de fumée. Des peaux de mouton, des morceaux de drap leur tenaient lieu de souliers ; ils avaient la tête enveloppée de chiffons, les épaules revêtues de couvertures de chevaux, de jupons de femme, de peaux à demi brûlées. Aussi, dès que l'un tombait de fatigue, ses camarades le dépouillaient avant sa mort pour se vêtir de ses haillons. Chaque bivouac ressemblait le lendemain à un champ de bataille, et l'on trouvait morts à côté de soi ceux auprès de qui on s'était couché la veille. »

Comme dans toutes les circonstances où le cœur humain se montre à nu et comme à l'état de nature, dépouillé de toute convention, on vit alors des exemples frappants d'égoïsme et d'autres de dévouement. M. de Fézensac en cite de l'un et de l'autre. Mais détournons les yeux de ces lugubres spectacles, et parlons un peu des qualités littéraires qu'on trouve dans ce livre. Les militaires ne sont pas toujours lettrés ; mais il en est cependant, et surtout en France, qui joignent le goût des lettres à l'amour de leur métier. M. le duc de Fézensac est de ce nombre. On s'en doute à le voir mettre en tête de ses livres des épigraphes tirées de la Fontaine ou de Virgile. Lui-même raconte comment, jeune volontaire au camp de Montreuil, il ne se contentait pas de lire, mais prétendait encore refaire les commentaires de Voltaire sur Corneille. A ce propos, qu'on veuille bien me permettre de rapporter ici une anecdote inédite, mais digne peut-être d'être recueillie pour l'honneur de nos classiques comme pour celui de nos plus vaillants soldats.

C'était au commencement de cette retraite de Russie dont on vient de parler. Le maréchal Ney, qui commandait l'arrière-garde, était en train de sauver par son indomptable courage les débris de la Grande-Armée. Un jour, à Krasnoi, comme il était occupé à repousser une attaque de l'ennemi, qui ne cessait pas de le harceler, il fut sur le point d'être pris entre deux armées russes. Il était perdu peut-être sans une inspiration de son génie militaire, qui lui fit prendre la réso-

lution d'aller passer le Dniéper sur la glace à quelques lieues plus bas ; mais, pour dérober cette marche à l'ennemi, il fallait faire attaquer la seconde armée russe qui coupait le passage. Quelques régiments d'infanterie, en tête desquels était le 4^e de ligne, sont chargés de cette plus que périlleuse mission. La petite colonne, de quinze cents hommes environ, s'avance contre quarante mille Russes. Mais laissons le colonel du 4^e de ligne raconter lui-même cette affaire devant quelques auditeurs dans une conversation animée et familière.

« Quel est, lui demande quelqu'un, le poste du colonel dans une pareille attaque ? Est-ce à la tête ?.. au milieu ?.. »

— Il n'y a pas de règle à cet égard, chacun fait comme il l'entend. Ce jour-là, tout en marchant sur les Russes, j'étais descendu de cheval et je cheminais à côté du deuxième peloton de grenadiers, tenant d'une main la bride et de l'autre un volume de Molière que j'étais occupé à relire. Quand nous fûmes à portée de mitraille, le rideau de cosaques qui nous cachait les batteries russes s'ouvrant tout à coup, nous vîmes la bouche béante des caïons ennemis. Un brave capitaine de grenadiers, tirant son sabre, cria à ses soldats : « En avant ! » Je lui mis la main sur l'épaule en lui disant : « Doucement, il n'y a pas besoin de se presser, vous allez bien le voir. » Au même moment, une effroyable décharge de cinquante pièces abat tout ce premier peloton et une partie du second ; la colonne s'arrête ; les débris de la première compagnie étaient refoulés sur les suivantes. La retraite était forcée ; une charge de cavalerie nous eût anéantis. Mais l'armée russe, stupéfaite de l'audace d'une poignée d'hommes qui, sans canons, sans cavalerie, n'avait pas craint d'affronter un ennemi trente fois supérieur en nombre, demeure immobile et nous laisse regagner, à la faveur d'un brouillard qui venait de s'élever, la route par laquelle le maréchal Ney avait opéré sa retraite avec les six mille hommes qui restaient du 6^e corps. J'avais perdu mon cheval dans la bagarre, mais je n'avais pas perdu mon Molière, et ce fut heureux pour moi, car il me fut bien utile pour me distraire des ennuis et des misères de cette longue et funeste retraite. »

Le drapeau du régiment, porté par le colonel, une centaine d'invalides, et ce volume de Molière, voilà tout ce qui revint en France du 4^e de ligne. Quant à ce colonel, qui lisait si tranquillement Molière sous la mitraille, on l'a deviné déjà sans doute : c'était M. le duc de Fèzenac, aujourd'hui général de division et qui, après avoir dignement servi son pays, occupe sa verte vieillesse à retracer les souvenirs de notre gloire militaire. Cette culture littéraire dans un homme de guerre explique le charme qu'on trouve à la lecture de son ouvrage, où les scènes pittoresques et les détails, assez piquants parfois, de la vie des camps, sont reproduits dans un style franc, simple, sans prétention mais non pas sans élégance, et, à l'occasion, avec une pointe légère de malice gauloise qui ne mesied pas. J'en pourrais citer plus d'un trait. Je me borne à rappeler l'histoire de cet officier qui portait en ces termes un toast à l'empereur : « Puisse-t-il vivre longtemps pour la gloire de la France et le repos de l'Europe ! » Afin de donner une idée de la philosophie de l'auteur, je transcris quelques lignes où il raconte

dans quel équipage il passa le Rhin pour la célèbre campagne de 1805 : « J'avais, dit-il, acheté à Paris tout ce dont j'avais besoin ; on le mit à la diligence. La rapidité de notre marche et notre changement de direction m'empêchaient de le recevoir. Je passai le Rhin avec une épaulette et une épée d'emprunt. C'est ainsi que j'ai toujours manqué de tout dans le cours de ma carrière. J'ai été sergent-major sans argent pour payer le prêt, voyageur en poste sans voiture, officier sans épaulette ni épée, aide de camp sans chevaux. Je suis venu à bout de toutes ces difficultés, en les bravant hardiment, en ne doutant jamais ni de moi ni de la Providence. » M. le duc de Fézensac tient aujourd'hui la plume comme il a autrefois tenu l'épée, avec aisance, esprit, grâce et bonne humeur, avec une distinction parfaite.

Passons des livres d'histoire aux livres de critique. J'ai dit l'autre jour que M. Scherer avait réuni en un volume les articles publiés par lui dans le *Temps*¹. Je connaissais pour la plupart ces articles ; j'y ai retrouvé, à une lecture posée, les qualités qui m'avaient frappé à la lecture, toujours un peu hâtive, du journal. Dans chacun d'eux, pris à part, M. Scherer se montre comme un homme instruit et réfléchi, indépendant et impartial, dont les jugements, fermes et motivés, reproduisent la gravité et la solidité de son esprit. S'il s'anime quelquefois, s'il permet même à la colère d'altérer en lui la sérénité du juge, c'est dans ces occasions où la colère est permise au sage et semble n'être en lui qu'une vertu de plus, par exemple lorsqu'il se livre à une exécution sur la personne et les œuvres de M. Louis Veillot. Mais ce qui surprend un peu, lorsqu'on relit à la suite les articles de M. Scherer, c'est de voir qu'il règne dans sa critique, sous la gravité des formes, une très-grande liberté d'esprit et même une certaine fantaisie ; on trouve dans ses articles des inconséquences, des contradictions ; et, ce qui n'étonne pas moins que cette incertitude foncière dans un esprit dont le caractère semblait plutôt logique et dogmatique, c'est qu'elle a passé chez le critique à l'état de théorie, comme on peut s'en convaincre en lisant l'avant-propos des *Études critiques sur la littérature contemporaine*.

M. Scherer regarde la liberté absolue de l'esprit comme le principe de la critique et de la philosophie. Il est de l'école d'Emerson, ce Montaigne américain, et professe le même dédain que lui à l'endroit de la conséquence. Il avoue lui-même qu'il serait fort embarrassé d'avoir à dégager de ses travaux de critique une doctrine quelconque. Ce qu'il aime cependant, ce n'est pas la liberté pour la liberté, — formule creuse, — mais, si je l'ai bien compris, c'est la liberté pour la recherche, pour le travail incessant de l'esprit, pour la poursuite de la vérité qui toujours fugitive, n'en conserve pas moins son attrait éternel pour les intelligences d'élite. « Tout dans la nature, — ainsi parle M. Scherer, — est mouvement, transition. L'homme et l'humanité n'existent qu'à la condition de mourir et de revivre sans cesse. L'univers n'est que le flux éternel des choses. Il en est du beau, du vrai, du bien comme du reste : ils ne sont pas, ils se font... Aucune vérité n'est vraie d'une manière absolue, mais seulement dans son enchaîne-

¹ Un vol., Michel Lévy.

ment avec les autres et à l'état de perpétuel développement... Comme il n'est rien qui n'ait son envers et son endroit, comme les vérités et les erreurs ne sont vraies ou fausses qu'en partie, la tâche du penseur est de se remettre toujours de nouveau en contact avec la réalité, de serrer toujours les faits de plus près, sans s'inquiéter des contradictions réelles ou apparentes dans lesquelles il pourra tomber. »

Dans son premier article sur M. Sainte-Beuve, M. Scherer expose ainsi le rôle du critique : « Le vrai critique sait se séparer de lui-même et des formes de son intelligence, il s'attache à saisir chaque objet dans son caractère propre ; il s'identifie tour à tour avec tout ce qui s'offre à lui ; pour mieux pénétrer dans l'essence des choses, il s'abandonne à elles et se transforme à leur ressemblance. » Ceci me rappelle un peu ce que dit Mercure de Jupiter dans l'*Amphitryon* de Molière :

Et pour entrer dans tout ce qui lui plaît
Il sort tout à fait de lui-même.

M. Scherer me pardonnera de comparer ici son procédé de critique aux amours du maître de l'Olympe. Les idées qu'il exprime sont bien de notre temps, et je les ai rencontrées ailleurs ; mais ce qui me paraît caractéristique ici, c'est de les voir professées par un homme que le caractère et la constitution de son esprit semblaient devoir porter aux solutions comme aux formes doctrinales. Ce contraste entre la rigidité naturelle et une souplesse acquise par l'influence du milieu, fait l'originalité de M. Scherer comme critique, et est à la fois un signe du temps. Pour la critique d'aujourd'hui, il s'agit moins de juger que de comprendre. M. Scherer l'a senti, et, abandonnant toute prétention dogmatique, il s'est mis à s'intéresser aux choses, à démêler leurs rapports, à jouir du spectacle de leurs transformations, de leurs jeux divers. Seulement il a retenu d'une primitive disposition d'esprit le besoin de philosopher sur une disposition nouvelle et de réduire en théorie sa pratique.

On lira avec intérêt le volume de M. Scherer. Il est intéressant de le voir appliquer ses facultés d'esprit et son analyse philosophique à la variété des œuvres contemporaines. Il ne l'est pas moins de le voir juger ses confrères en critique. Dans M. Sainte-Beuve, par exemple, il avait affaire à une nature très-différente de la sienne. Poète et artiste avant d'être critique, M. Sainte-Beuve pénètre dans les choses autant par le sentiment que par l'esprit ; sa critique est une intuition naturelle dont l'exercice et la réflexion font un art. Celle de M. Scherer est une application de l'esprit et de la volonté à un sujet donné, d'où résulte une habile et ingénieuse analyse, telle qu'on peut l'attendre d'une intelligence très-distinguée, qui joint le talent à la réflexion et au savoir.

M. Vattier, qui réclame à son tour notre attention, est né critique, dans ce sens qu'il a été doué par la nature d'un coup d'œil observateur, prompt à distinguer dans un écrivain le fort et le faible, qu'aucun prestige ne peut surprendre, et qui ne fait grâce à aucun défaut. C'est, pour la méthode, un critique de la vieille école ;

il ne cherche pas à sortir de lui-même, il y reste pour observer et juger; il a un idéal auquel il compare les œuvres qui passent devant lui, tout au moins un goût très-sévère qui lui dicte ses jugements. Ce n'est pas qu'il n'ait, lui aussi, ses caprices. Toutcritique a les siens, et M. Scherer a du moins le mérite d'une sincérité fort originale, lorsqu'il dit de lui-même : « Oh ! que je ferais volontiers un article sur ce faiseur d'articles ! Qu'il me serait facile de le convaincre d'inconséquence ! Que je saurais bien lui demander pourquoi il est si indulgent pour celui-ci et si sévère pour celui-là, aujourd'hui tout largeur et demain tout indignation, tour à tour moraliste rigide et critique désintéressé, tolérant comme un philosophe, puis âpre comme un homme de parti ! » Le cas de M. Scherer est plus ou moins celui de tous les critiques, et, à l'avouer ainsi, on a du moins le mérite de la bonne grâce. Seulement il ne faudrait peut-être pas trop tirer vanité de cette faiblesse humaine.

L'indulgence ne semble pas être le péché mignon de M. Vattier. Il va droit à ce qui le choque ou lui déplaît et dit franchement sa façon de penser. Même avec ceux qu'il admire le plus, tel que MM. Mérimée et Michelet, il n'hésite pas à donner au blâme comme à l'éloge la forme la plus nette. C'est ainsi qu'il termine et résume son jugement sur Mérimée en l'appelant *un esprit exquis mais dur*. Dans l'étude très-remarquable et très-sympathique qu'il a consacrée à M. Michelet, il ne laisse pas de relever les *perfectionnements singuliers* que cet historien éminent a introduits depuis quelque temps dans son système, et cette *science occulte et bizarre* dont il lui plaît de s'aider dans la recherche de la vérité historique. On peut voir (p. 134) ce qu'il dit sur l'atlas de Coste et Gerbas dont les planches anatomiques ont eu une si grande influence sur l'imagination de l'illustre écrivain. Dans une autre étude sur un poète dramatique pour qui j'aurais souhaité lui voir plus d'indulgence, après avoir cité un passage d'une pièce célèbre dont il n'a vu que les défauts au point de vue du théâtre sans en remarquer le charme poétique, il dit avec bien de la rigueur : « Il faut se hâter d'applaudir de tels vers, car le résultat d'un examen un peu attentif ne serait pas précisément l'admiration. Ils ressemblent à un sceptre de théâtre qui brille de loin ; grattez légèrement, et le papier doré disparaît laissant à découvert un vulgaire morceau de bois. » C'est ainsi que M. Vattier en use impitoyablement avec tout ce qui lui semble avoir plus d'éclat que de valeur réelle. Il eût dit avec Boileau : « le clinquant du Tasse. » Faut-il donc se défendre avec tant de soin d'un peu d'illusion et gâter ainsi son plaisir en regardant de si près aux défauts de ce qui avait plu d'abord ? Oui, peut-être, si l'on est un critique de la vieille tradition qui fait son métier en conscience. Mais, si j'avais à faire connaissance avec un écrivain, je me garderais de lire d'abord le portrait qu'aurait fait de lui M. Vattier. Je ne le lirais qu'après la connaissance faite et l'impression reçue.

Ces réserves faites, il n'y a plus que des éloges à donner au petit livre de M. Vattier. M. Vattier a de l'esprit et de l'érudition ; il sait et dit ce qu'il veut dire ; son style est ferme et net. Il est un des écrivains distingués de la *Correspondance littéraire* où ces études ont paru d'abord et où il continue d'en donner la suite.

Entre les recueils de poésie qui ont paru — ou reparu — récemment, je signalerai celui de M. André Lemoyne, qui est à sa quatrième édition, chose rare en ce temps-ci pour des vers ¹. Entre autres jolies pièces de ce volume très-agréable, j'ai remarqué surtout celle qui a pour titre *Le Chemin perdu*. Dans un genre différent, je recommande une brochure poétique : *Le Peuple martyr*, par Charles Alexandre ². Parmi les nombreuses poésies sur la Pologne, il faut distinguer celle-là. Le talent de M. Alexandre convenait à un sujet de ce genre. Ce poète est tout cœur. Sa lyre vibre comme son cœur bat, pour tout ce qui est beau, noble et grand. Il a entendu de loin les cris de douleur et de colère de la Pologne martyr et insurgée ; il a chanté en beaux vers ce peuple malheureux et héroïque.

P. S. — M. d'Eichthal a publié sur les *Évangiles* un ouvrage en deux volumes où l'on trouve, avec une étude sérieuse et approfondie de ces monuments du christianisme primitif, des idées et des vues particulières à l'auteur. Nous ne faisons aujourd'hui qu'annoncer ce livre dont il sera rendu compte ultérieurement avec toute l'attention qu'il mérite. Nous nous bornons également à signaler à nos lecteurs l'apparition du livre si impatiemment attendu de M. Renan, la *Vie de Jésus*. Le nom de l'auteur, les éloges et les réserves dont le livre a été l'objet dès le premier jour, disent assez dans quel esprit cette œuvre nouvelle de l'illustre écrivain a été conçue et exécutée. La sensation profonde qu'elle a produite et qu'elle continue de produire nous dispense d'en dire davantage pour le moment sur son importance et son mérite.

L. DE RONCHAUD.

¹ Un petit vol. chez Didot.

² Chez Dentu.

CHRONIQUE POLITIQUE

23 juin 1863.

Le mois dernier, nous paraissions trop tôt pour formuler autre chose que des espérances sur le scrutin du 1^{er} juin, et voici qu'aujourd'hui nous arrivons trop tard pour profiter de l'émotion de la première heure qui suit la lutte et pour mêler notre voix aux cris de joie des libéraux. Mais si, comme la Cassandre antique, nous nous débattons entre des prophéties quelquefois imprudentes et de froides constatations d'événements que tout le monde veut avoir prévus, une fois qu'ils sont accomplis, nous nous dédommageons de ce qu'il y a d'ingrat dans notre tâche mensuelle, en remettant en lumière des faits déjà entraînés dans la pénombre, par le tourbillon de la politique quotidienne. Si nous ravivons quelquefois les blessures, nous ranimons souvent les joies expirantes. Pour ces raisons, nous croyons pouvoir redire, après cent autres, que nous avons remporté un grand succès aux dernières élections et apprécier, à tête reposée, l'importance de notre victoire.

Au surplus, le mois qui vient de s'écouler est de ceux qui font époque dans la vie d'une génération ; car il est marqué par trois événements d'une grande portée : les élections générales, la retraite de M. de Persigny et la prise de Puebla, soit une victoire pour la France et deux succès pour le parti libéral. Les lecteurs de la *Revue* ne nous sauront donc pas mauvais gré de reprendre les choses au point où nous les avions laissées, c'est-à-dire au 28 mai dernier.

A mesure qu'on approchait du jour de l'élection, une vague inquiétude s'emparait de tout le monde. A entendre bon nombre de gens, l'avenir de la France dépendait des élections de Paris, et chaque électeur renfermait dans les plis de son bulletin, qui la paix, qui la guerre. Les timides traçaient de la situation un tableau plus que sombre, et 1815, 1830 et 1848 s'inscrivaient en lettres de feu dans le cerveau de plus d'un, comme jadis, les mots : *Mané, Thécel, Pharès* sur les murs du palais de Balthazar. D'autres, plus positifs, rappelaient aux électeurs que les sentiments sont de mauvais conseillers politiques, et qu'en votant pour les candidats de l'opposition, ils risquaient fort de trouver des déficits quotidiens

dans leur caisse. Les journaux officieux soutenaient toutes ces thèses pessimistes, dans un langage qui, seul, devait suffire à effrayer, et, tout en prédisant aux opposants une honteuse déroute, laissaient présumer qu'on était à la veille des plus graves événements. Tant d'assurance ne laissait pas que de troubler un peu les libéraux, et tous attendaient le dépouillement des votes avec une indescriptible impatience.

Mais, plus la résistance a été vive, plus est grande la signification des élections. Nous l'avons dit, la minorité opposante n'a fait, en aucune façon, une manifestation hostile à l'Empire; elle a voulu donner un avertissement sérieux à l'administration et manifester énergiquement sa volonté d'être aussi libre que le sont les Belges, les Suisses et les autres peuples, nos voisins. Elle a pris au mot M. de Persigny, déclarant, au lendemain du 24 novembre, qu'il accepterait toute discussion des actes du pouvoir, pourvu que la Constitution et la Dynastie ne soient pas engagées dans les débats; elle a mis en pratique les conseils que lui donnait le chef de l'État dans son discours aux exposants français. Doucement, mais avec une inébranlable fermeté, elle a exprimé son désir; or, on l'a dit avant nous, il n'est pas sans péril de marcher contre les idées de son siècle; car si on les heurte, elles vous renversent, et elles vous entraînent lorsqu'on s'est borné à le suivre. Malgré ses objurgations, le ministre de l'Intérieur n'a pu faire que la coalition des différentes nuances du parti libéral soit considérée comme hostile aux institutions impériales; les interprétations torturées de la presse officieuse ne parviendront pas à altérer le sens de la manifestation du 1^{er} juin. Elle signifie Liberté, Économie: rien de plus, rien de moins.

Bien qu'un mois nous sépare déjà des élections, nous sommes encore sous le coup d'une indicible émotion, et nous avons éprouvé, à parler de ces pacifiques journées, une joie semblable à celle que dut ressentir l'Israélite, racontant à ses compagnons les merveilles entrevues de la terre de Chanaan. Les Hébreux épuisés, découragés, se couchaient sur le bord de la route, rebelles aux paroles des lévites. Cet éden, qui semblait s'éloigner d'eux, à mesure qu'ils marchaient en avant, ils niaient son existence. Mais le messager revint et dit ce qu'il avait vu. On douta encore. Alors il montra à la foule une grappe de raisin doré et la foule le suivit, oublieuse des fatigues passées et bénissant les hommes de foi qui l'avaient guidée jusque-là. Qu'on nous pardonne cette réminiscence biblique, sur laquelle nous n'insisterons pas. Les plus beaux raisins du monde, qui donnèrent tant de courage aux exilés des Pharaons, valent moins que la liberté. En rappelant ce que firent les Hébreux, nous disons assez ce qui nous reste à faire. Nous avons entrevu la terre de Chanaan, d'assez loin il est vrai, n'importe, il faut que les découragés reprennent courage et secouent sur le passé la poussière de leurs sandales.

On a considéré généralement les modifications ministérielles, survenues le 1^{er} juin, comme une première satisfaction donnée à l'opinion publique et tout le monde a cru voir dans la retraite de M. de Persigny, jadis le messie des libertés anglaises, un pas fait en avant vers le couronnement de l'édifice. Nous serions heureux de partager les espérances qu'a fait naître le *Moniteur* du 24 courant; mais, malgré nous, nous devenons incrédules, plus que saint Thomas.

Nous devons ajouter aussi, en réponse à la superbe des officieux de tous rangs, que les villes ont donné partout une imposante majorité à l'opposition: que, dans la Gironde, par exemple, l'unanimité de Blanquefort n'a fourni à M. Curé, devenu

candidat officiel, qu'une supériorité de quarante voix sur son concurrent, M. Lavertujon, acclamé à Bordeaux. Ce n'est point que nous entendions maudire nos juges, ni récuser le suffrage universel, là où il ne nous donne pas raison ; mais enfin, nous ne pouvons faire fi de nos avantages ni négliger l'examen des causes qui peuvent influer sur nos échecs. Or, personne ne s'avisera de le nier, les campagnes, placées sous la haute surveillance du maire, ne sont pas dans d'aussi bonnes conditions que les villes pour voter avec une entière indépendance d'esprit. Aux incrédules, nous recommanderons la lecture d'une lettre administrative adressée aux instituteurs du département du Nord. Cette lettre, rendue publique et garantie authentique par l'*Émancipation*, énumère les classes de citoyens sur lesquels les préfets exercent une action plus directe. Nous y trouvons les anciens militaires, les médaillés de Sainte-Hélène, les décorés de la Légion d'honneur, les retraités d'administration quelconque, les débitants de tabacs, les cabaretiers, les personnes chargées d'un service public, et, ce qui est plus grave, les pères des enfants tirant au sort l'année prochaine, ou étant actuellement au service ou en réserve. Entre cette dernière classe de clients et l'administration, le lieu et l'usage qu'on en peut faire sont trop évidents pour que nous ayons besoin de nous expliquer davantage. Mais nous devons constater que, de ci, de là, un peu partout, l'administration a déployé le zèle le plus regrettable, et qu'il en sera certainement parlé, lors de la vérification des pouvoirs du Corps législatif. Il ne nous appartient pas de relever toutes les irrégularités (nous ne voulons point dire toutes les illégalités) qui se sont produites, et, le voudrions-nous, qu'un recueil tout entier ne nous suffirait pas pour mener à bien notre tâche ingrate. Il nous suffit de prouver qu'on a lutté à outrance, que l'administration n'a été ni bénigne ni libérale, et que c'est à ses seuls efforts que la démocratie doit les victoires qu'elle a remportées.

On était à la fois et surpris et joyeux, joyeux de la déroute des candidats officiels, surpris de l'indépendance morale du suffrage universel que les circulaires menaçantes de M. le ministre de l'Intérieur n'avaient pu détourner de la ligne choisie. Aussi, après avoir trop redouté la veille, espérait-on trop le lendemain, et, après avoir douté de quelques nominations à Paris, on allait jusqu'à porter à cinquante le nombre des députés opposants nommés par les départements. Ceux qui savent par expérience ce que peut un préfet et ce que pèse un gendarme dans les campagnes, sans partager des espérances grossières par l'ivresse d'un premier succès, ne s'attendaient pas à voir la réalité justifier toutes les exagérations. C'est pourtant ce qui est arrivé, car, en tenant compte des résultats du scrutin de ballottage du 15 juin, l'opposition a envoyé trente-quatre membres sur les bancs du Corps législatif.

Tout est important dans les élections de 1863, et le nombre des opposants élus et celui des circonscriptions dans lesquelles la lutte s'est engagée, ainsi que la quantité de voix obtenues par la revendication libérale. Tandis qu'en 1857, cent sept circonscriptions seulement votaient timidement pour des candidats opposants et ne donnaient guère à leurs élus que quelques cent voix de majorité, en 1863, il s'est trouvé dans 222 collèges un porte-drapeau libéral et dans plus de soixante-treize de ces circonscriptions, l'opposition a dépassé dix mille voix. En 1857, trente-un départements restaient absolument sourds à l'appel de quelques esprits généreux. En 1863, nous n'en trouvons que quatre dans lesquels la voix du préfet se soit fait entendre seule : ces départements sont le Jura, le

Lot, les Hautes-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, pays montagneux, comme chacun sait.

A Paris, les candidats officiels ont été immolés et les opposants l'ont emporté sur eux avec des majorités de 6,000 voix. En 1837, le total des voix obtenues par les différentes oppositions était de 571,830 voix : c'est environ le tiers des voix acquises en 1863 par les candidats non-officiels dans toute la France. En publiant, dans le numéro du 11 juillet 1837, le chiffre qui précède, le *Moniteur* faisait observer, que le nombre des opposants, loin de s'accroître depuis la proclamation de l'Empire, avait progressivement diminué. Le journal officiel aurait dû, avec plus d'impartialité, constater qu'en 1863 le contraire était vrai, et puisqu'il faut compter, non point tant les idées que les hommes, puisque si souvent on nous a fermé la bouche en nous disant que nous étions à la nation comme 5 est à 284, nous aurions été heureux de voir l'organe impeccable constater notre nouvelle relation avec le pays.

Encore une fois, cependant, la question faite au suffrage universel n'était, en aucune façon, extra-légale, et l'administration pouvait seule s'aviser de poser aux électeurs des X dynastiques. Comme ils l'ont bien prouvé depuis, les citoyens, rassurés sur le maintien de l'ordre, pour lequel ils avaient fait de si grands sacrifices, voulaient simplement conquérir un peu de liberté sans laquelle la tranquillité la plus paludéenne n'est que trompeuse et funeste, la prospérité n'est que boursoufflure, et la richesse publique, crédit de mauvais aloi; tant il est vrai qu'on se lasse des meilleures choses, dont la jouissance exclusive ne satisfait pas tous les appétits légitimes.

Enfin, le 1^{er} juin est arrivé. Dès quatre heures du soir, une foule calme et recueillie se pressait dans les bureaux de vote, et assistait au dépouillement du scrutin. Dans les rues, sur les boulevards, les promeneurs, nombreux comme un jour de fête, s'abordaient, s'interrogeaient à demi voix : c'était un va-et-vient de deux cent mille personnes, s'effectuant dans un quasi-silence et un ordre à rendre jaloux un régiment. Les agents de police n'avaient plus même à inviter les citoyens à circuler, comme cela a lieu les jours de grande affluence; car, chacun, grandi par l'acte solennel auquel il avait pris part, se sentait responsable, vis-à-vis de tous, du moindre scandale dont il aurait été cause. Mais ce que nous ne saurions dire, c'est l'effet produit par la nouvelle jetée tout à coup au milieu de cette foule, que l'opposition venait de l'emporter dans huit circonscriptions sur neuf, et que la majorité considérable acquise au premier tour de scrutin, rendait certaine la victoire au scrutin de ballottage. On se serrait la main, on s'embrassait, on écoutait, le cou tendu, un lecteur obligeant qui lisait le chiffre des suffrages obtenus par la démocratie, et, à chaque bulletin victorieux de la grande armée libérale, les poitrines se dilataient et respiraient plus à l'aise. Jamais, depuis qu'il y a des élections, Paris ne s'était prononcé avec une telle unanimité pour l'opposition, et cette manifestation était si imposante que personne ne songeait à déplorer le triomphe des candidats qu'il avait le plus combattu la veille.

Nous ne saurions oublier qu'au lendemain du 24 novembre, nous avons cru naïvement à la possibilité de concilier si bien la tolérance et l'arbitraire, qu'il résulta de cette union un peu de liberté pour nous. Nous ignorions, sans doute, alors, que le pouvoir est incapable d'imposer lui-même des bornes à son activité;

et qu'ayant la force pour principal attribut, il ne se fait point faute d'agir énergiquement là où il croit son action utile. Armé d'un pouvoir discrétionnaire, M. de Persigny n'a fait qu'obéir à la logique de sa situation, et partout où l'opposition, sous quelque forme qu'elle se manifeste, a levé la tête, il a sévi rudement. Son successeur, M. Boudet, qu'on dit animé des meilleures intentions, pourra-t-il, plus heureux que M. de Persigny, donner satisfaction aux libéraux sans mécontenter les ultra-conservateurs et travailler à l'éducation libérale du pays, avec une presse étreinte dans le décret du 17 février et les lois de sûreté générale? Nos lecteurs ont déjà répondu négativement à notre point d'interrogation. On nous montre bien M. Rouher, président le conseil d'Etat, et on rappelle volontiers que cet honorable ministre a, durant ses études sur le traité de commerce franco-anglais, fait amplement connaissance avec la liberté, mais M. Rouher sera aussi impuissant que M. Boudet, et M. Boudet aussi impuissant que M. de Persigny à satisfaire aux légitimes aspirations du pays, d'une part, si ces aspirations ne peuvent pas se faire jour hautement, de l'autre, si la répression administrative perpétue son existence au détriment de la répression légale. Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les gouvernants, semblables aux ogres des contes de fées, se lèvent chaque matin avec l'idée préconçue d'être désagréables à leurs administrés, et leur intérêt, au besoin, nous répondrait de leur bonne volonté : mais nous sommes convaincus qu'il y a des milieux dans lesquels il est impossible de faire le bien et très-facile de faire le mal, avec quelque soin qu'on s'en garde. Le pouvoir discrétionnaire est un de ces milieux, car il s'empare bien vite de celui qui l'exerce, modifie ses allures, altère ses conceptions et lui fait trouver noirs des objets notoirement blancs. Aussi, tant que le gouvernement ne jugera pas opportun de nous rendre quelques-unes de nos libertés, ne nous hâterons-nous plus de chanter l'*hosannah*, et de planter sur notre édifice politique le bouquet et le drapeau qui en annoncent le couronnement. Longtemps encore nous redouterons les foudres administratives contre lesquelles rien ne nous garantit.

Ces réserves faites, nous devons dire que le décret du 27 juin, en supprimant les ministres sans portefeuille et en leur substituant le ministre d'Etat et le ministre président le conseil d'Etat, comme orateurs du Gouvernement, indique de la part de ce dernier des tendances parlementaires dont nous tiendrons d'autant plus compte, que le rétablissement de la responsabilité ministérielle nous a paru tenir une grande place dans les préoccupations des électeurs. L'institution des ministres-orateurs, faible trait d'union placé entre la pensée du souverain et les Chambres, ne pouvait pas éternellement durer. La pratique avait démontré ce qu'avait de pénible pour l'orateur la mission de défendre des projets de loi, à l'élaboration desquels il n'avait pris aucune part, et qui, quelquefois, étaient en désaccord avec ses sympathies particulières. La formation d'une opposition au Corps législatif, comptant parmi ses membres des orateurs comme Berryer, Thiers, Marie, Jules Favre, augmentait encore les difficultés de la situation. Les modifications apportées à ce système par le décret du 24 juin l'améliorent sensiblement, en ce sens, que ce seront désormais la pensée politique et les moyens administratifs, parties essentielles et constitutives de tout gouvernement, qui se présenteront devant les Chambres. Un échec parlementaire subi par un ministre sans portefeuille n'avait pas une grande impor-

tance pour lui; il n'en sera plus de même, selon nous, pour le nouveau ministre d'État et son collègue.

Nous sommes, cette fois, sur la route qui conduit à la responsabilité ministérielle, et, si petit qu'il soit, le pas fait en avant par le Gouvernement est un acheminement vers un régime parlementaire plus complet et plus conforme aux besoins du pays, que celui dont nous jouissions jusqu'à présent. Il est vrai, et le *Moniteur* l'a rappelé, qu'un nouveau plébiscite pourrait seul changer les principes fondamentaux de celui de 1852, plébiscite par lequel le législateur a voulu mettre un terme aux compétitions d'ambitions parlementaires, en établissant que les ministres étaient responsables seulement vis-à-vis le chef de l'État, mais la teneur même de la note du journal officiel nous permet d'espérer que la nécessité d'un nouveau plébiscite ne serait pas un obstacle insurmontable auquel se heurteraient les dispositions libérales du Gouvernement.

Ainsi donc, réveil bien constaté de l'opinion publique en France, programme nettement formulé de liberté constitutionnelle, introduction dans le Corps législatif d'une opposition relativement nombreuse et fort importante par le talent des membres qui la composent, tels sont les progrès dus à l'initiative du suffrage universel pendant le mois qui vient de s'écouler. Aux partisans attardés de l'abstention nous opposons ces résultats obtenus par l'action, et nous montrons le Gouvernement s'engageant lui-même, par le décret du 24 juin, dans une voie d'amélioration à laquelle tout le monde est intéressé, les gouvernés comme les gouvernants.

Les modifications ministérielles auraient aussi sur la politique extérieure une très-grande influence, et, s'il fallait en croire certains pessimistes, la retraite de M. Walewski mettrait à néant tout projet d'intervention efficace en Pologne. On oublie un peu vite, il nous semble, que, quant à présent, les ministres ne représentent pas une politique personnelle, mais reflètent seulement la politique du chef de l'État. Or, si nos armées ont, pour une idée, vaincu en Chine, en Crimée, en Italie, en Syrie et en dernier lieu au Mexique, nous ne voyons pas trop quels arguments on pourrait invoquer pour excuser ou même expliquer notre inaction dans la question polonaise. Que signifieraient les interminables prolégomènes diplomatiques, si, derrière les conseils bienveillants, les exécuteurs des hautes œuvres du czarisme, ne devinaient une sanction représentée par quatre cent mille baïonnettes? Comme le disait fort bien le *Times*, les choses en sont arrivées à ce point que l'Europe ne peut avancer sans danger de guerre, ni reculer sans risque de honte. Certes, avant d'avoir recours à la force, il faut épuiser d'ordinaire tous les moyens d'échapper à cette dure extrémité. Mais qu'attend-on encore? Les Russes, impuissants à vaincre l'insurrection, sont-ils las d'égorger et paraissent-ils disposés à écouter les avocats de leurs victimes? Les Polonais sont-ils las de souffrir et de mourir, et semblent-ils vouloir s'en remettre aux diplomates du soin de terminer l'œuvre de délivrance si bien commencée par la fourche et la faux? Pas davantage. Les propositions de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, fussent-elles acceptées par l'une des deux parties, seraient repoussées par l'autre, et, comme la Pologne a tout à perdre à un armistice qui donnerait à la Russie le temps de systématiser la répression, la diplomatie, en persistant, semblerait n'avoir eu pour but unique que de faire retomber sur les insurgés la responsabilité de toutes les horreurs commises ou à commettre. La

France, nous voulons le croire, ne sera ni dupe, ni complice d'une pareille infamie. Il est temps, plus que temps qu'elle se décide à agir, et déjà un flot d'indignité colère fait remonter jusqu'au czar les flots de sang répandus par son ordre. On s'irrite, on s'indigne. Injustement sans doute, les cabinets, un peu tous solidaires, sont accusés de pusillanimité à l'égard de la Russie, d'indifférence envers la Pologne. A chaque nouveau crime des Russes, on tourne les yeux vers le gouvernement comme pour lui reprocher de ne l'avoir point empêché, et un grand murmure s'élève affirmant la solidarité des sympathies et des haines communes à tous les peuples. En Prusse même, les préoccupations si graves de l'intérieur n'empêchent point le sentiment public de se faire jour, et il s'y dit hautement que si Guillaume tendait la main au czar, soit pour écraser les Polonais, soit pour empêcher une intervention française, la Prusse, je veux dire les Prussiens associeraient leurs efforts à ceux des insurgés et des libérateurs, et lutteraient contre l'absolutisme de leur roi et celui de la Russie. Et cependant, les Prussiens ont eux-mêmes de rudes combats à soutenir, on a confisqué toutes les libertés dont un long exercice rend la privation encore plus pénible. M. de Bismarck aspire à gouverner un royaume de muets et de sourds, et, en homme qui connaît son métier de tyranneau, il commence par anéantir la garantie la plus certaine de la liberté, à savoir la liberté de la presse. Comme le drapeau tricolore, le système des avertissements et des suppressions infligé aux journaux aura fait son tour d'Europe. Il fleurit en ce moment dans l'Allemagne du Nord avec une exubérance véritablement tropicale, et, comme les herbes vivaces et malfaisantes, il croît, pousse, s'étale, envahit tout et couvre le pays de son ombrage délétère.

L'attitude pacifique du peuple, son calme, sa patience ne désarment pas le président du Conseil, qui semble avoir pris à tâche de détruire jusqu'aux derniers vestiges du régime constitutionnel et qui apporte à son déplorable ouvrage un acharnement égal à celui que mettent les Russes à détruire la nationalité polonaise. Le Mourawief des libertés prussiennes châtie impartialement ceux qui parlent et ceux qui se taisent, car le silence lui-même inquiète, et la censure est impuissante à s'exercer sur la pensée des muets. L'odieux à sa droite, le ridicule à sa gauche, Bismarck poursuit sa carrière. Un journal de Bourse a été supprimé pour avoir accompagné l'annonce d'une baisse sur les fonds publics, de cette phrase : « affaires nulles à cause de l'inquiétude générale. »

En enivrant les ilotes, les pères, à Lacédémone, préservaient leurs enfants de la honte de l'ivresse. Puisse l'exemple du roi de Prusse profiter aux souverains présents et à venir, et les garantir des hallucinations causées par l'ivresse du pouvoir absolu. Tôt ou tard et selon leur tempérament, les czars et les rois Guillaume tombent, soit dans le sang, soit sous le mépris des peuples, et ils ne peuvent échapper à la fatalité de leurs destinées.

Les nouvelles d'Italie sont sans importance, et nous n'avons qu'à signaler la réapparition sur la scène politique de M. Ratazzi, qui, n'ayant pu parvenir à convaincre le parlement que mieux que M. Minghetti, il pouvait, lui, Ratazzi, faire le bonheur de l'Italie, — en a appelé au jugement de Dieu et s'est battu en duel avec le président du Conseil. Moins heureux qu'à Aspromonte, où il fit indignement fusiller Garibaldi, M. Ratazzi a reçu deux coups de sabre. Le belliqueux parlementaire ne gagnera rien à ses nouvelles cicatrices et il ne rétablira pas sa répu-

tation compromise d'homme d'État, par de pareils coups de force. Le ministère actuel a sur celui présidé par M. Ratazzi, l'avantage d'avoir conscience de sa situation extérieure et d'accepter franchement la mission difficile et peu brillante d'organiser un pays profondément bouleversé, de rétablir les finances, de travailler à la réconciliation des partis exaspérés l'un contre l'autre par M. Ratazzi, de mener à bien la pacification des provinces méridionales, de ne point nous fatiguer les oreilles de puérides-rodомontades adressées tantôt à la France, tantôt à l'Autriche, et de ne point faire montre d'une énergie et d'un courage qui ne s'exercent que contre les patriotes italiens. Il recueillera les fruits de ses peines. Déjà François II, découragé par la dispersion des bandes à sa solde, songe à quitter Rome. Encore un peu de patience et le temps achèvera l'œuvre ébauchée à So ferino : l'Italie libre depuis les Alpes jusqu'à l'Adriatique.

Les dernières nouvelles d'Amérique nous apprennent que les confédérés, sous les ordres de Lee, ont passé le Rappahanock et se dirigent à marches forcées vers le Maryland, après avoir culbuté les fédéraux à Winchester. Le général Hooker, de son côté, concentre son armée à Bulls Run, et il est probable que ce lieu déjà célèbre par deux sanglantes batailles funestes aux armées de l'Union, sera encore une fois le lieu où les deux armées se rencontreront. Si les confédérés remportent une nouvelle victoire, elle ne saurait être plus décisive que les précédentes, car Washington est défendue par des retranchements formidables et par une armée nombreuse, et, de plus, le président Lincoln vient d'appeler sous les armes cent vingt mille hommes de la milice des États de Pensylvanie, de la Virginie occidentale et de New-York. Ces forces imposantes mettent la capitale à l'abri d'un coup de main et rendent peu dangereuse une tentative d'invasion. Tout au plus, et en supposant un nouvel échec essuyé par Hooker, l'Union risque-t-elle de voir se répéter l'invasion du Maryland qui suivit, l'année dernière, la défaite du général Pope. L'entreprise actuelle des confédérés ne nous inspire que peu de crainte, et nous paraît avoir pour but de diminuer, aux yeux de l'Europe, l'effet notable produit par les succès nombreux de Rosencranz, de Banks et de Grant. Certaines nouvelles données par plusieurs journaux semblent confirmer notre appréciation des derniers événements de la guerre d'Amérique. On parle en effet d'une nouvelle tentative de médiation entre les deux belligérants et de la reconnaissance du Sud par la France et l'Angleterre, dans le cas où le Nord repousserait les propositions qui lui seraient faites. Dès lors, on s'explique les efforts surhumains des sécessionnistes qui ont intérêt à faire croire que la guerre est interminable, et que l'Union ne saurait être rétablie par la force des armes.

L'Europe, nous l'espérons, ne regardera pas les armées américaines avec la longue-vue de MM. Sloydell et Mason, car jamais moment n'aurait été plus mal choisi pour intervenir en Amérique. L'œuvre de l'émancipation, en effet, s'accomplit de tous côtés, et les noirs appelés par le président Lincoln font voir par leur empressement à s'enrôler dans l'armée fédérale qu'ils ont enfin compris que pour être digne de la liberté, il faut savoir la conquérir.

Nous montrerons-nous plus doux aux planteurs qui massacrent les prisonniers qu'aux Polonais, et l'humanité ne doit-elle pas nous interdire, de l'autre côté de l'Atlantique, une intervention que la politique semble nous défendre à Varsovie ? Nous ne pouvons pas, à la fois, maudire Mourawieff qui fait fouetter les femmes, et applaudir Lee qui les fouette lui-même.

Nous ne terminerons pas cette chronique sans exprimer à l'armée du Mexique l'admiration que nous inspire sa conduite héroïque dans cette rude campagne, et sans joindre nos félicitations à celles de nos confrères, au sujet de la prise de Puebla. Devant tant d'abnégation, de courage, en présence de tant de glorieuses victimes, nous faisons taire nos inquiétudes, et nous imposons silence à nos répugnances pour une guerre dont le but ne nous apparaît pas encore bien nettement. Puisse la reddition prochaine de Mexico nous permettre de revoir bientôt nos soldats. Qui sait? la diplomatie est lasse et se dispose peut-être à leur céder la place. Or, on sait que pour notre armée, livrer bataille, c'est remporter la victoire.

HECTOR PESSARD.

CHARLES DOLLFUS,
Directeur, gérant responsable.

IMP. DE L. TOINON ET C^o, A SAINT-GERMAIN.

LE LYCÉE

ET LA

LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT

I

Le plus court chemin sera toujours le meilleur pour apprendre à lire, à écrire, à compter. L'écriture, la lecture et le calcul sont pour l'intelligence ce que la lime ou le rabot est pour l'ouvrier ; ils ne sont pas l'ouvrier lui-même. Dans l'enseignement secondaire commence vraiment le règne de l'initiative, aussi bien du côté de l'élève que du côté du professeur. Ici tout tend à différer, et l'uniformité n'est plus de mise. Un enseignement véritable commence par le respect des individualités. Il est dans la nature humaine un fonds commun, et c'est par là que les méthodes se peuvent généraliser, mais il est aussi des différences que l'on ne saurait impunément négliger. On ne pétrit pas les esprits comme le pain ou le beurre. Une telle façon de procéder rappelle les pratiques sauvages de certains peuples qui, songeant à corriger la nature, *moulent* les pieds des femmes ou les crânes des nouveau-nés. Nous ne sommes peut-être que des barbares subtils. Ce qui est naturel et légitime pour tel enfant devient arbitraire pour tel autre : il faut savoir discerner les facultés, démêler les inclinations, augurer dans les premiers jets les impulsions dominantes, suivre en ses indications la nature particulière de chacun, afin de la favoriser quand elle fournit le bon, de la combattre quand elle oppose le mauvais.

C'est toujours d'une personne, — la personne tout entière est déjà sensible dans l'enfant, — qu'il s'agit de tirer ce qu'elle est susceptible de fournir à l'humanité. Qui ne tient compte de cet élément relatif, flexible et changeant, ne fera jamais œuvre d'enseignement; qu'il s'en aille travailler le bois, la pierre ou les métaux, mais qu'il ne se mêle pas de façonner des âmes !

En France, l'Université a fait de l'instruction moyenne un mécanisme. L'uniformité de direction qui prévaut dans les lycées est conforme à nos errements en politique. On a rédigé le programme : tout est réglé et réglementé, méthodique, parfait. Que deviennent cependant la liberté et la vie dans ces engrenages ? La symétrie est leur mort. Mais nous aimons tant la symétrie ! Joseph de Maistre dit que la Révolution française est un *thème*. Nous ne manquerons pas à ce point de respect à la Révolution, qui reste une œuvre admirable dans son effort vers la justice ; et cependant il y a du vrai dans cette parole mordante. Trop souvent nous fabriquons de la politique de papier, au lieu de faire de la politique d'institutions et de pratique. Le papier, les chartes et les déclarations, autant en emporte le vent : c'est par leurs racines que durent les choses et qu'elles se développent.

Dans l'Université, le papier est souverain, mais la souveraineté du papier n'est pas toujours celle de la vérité. Il y a des utopies réalisées qui ne sont pas moins des utopies. La vraie culture des esprits restera celle qui satisfait à deux exigences fondamentales : unir l'enseignement et l'éducation ; — tenir compte, dans l'une comme dans l'autre, de la diversité des intelligences et des caractères. Le lycée sépare l'enseignement de l'éducation, le lycée oppose à la différence des caractères et des intelligences l'identité de régime, de méthode, de pratiques. Le lycée est par conséquent, sauf meilleur avis, une culture à rebours.

Examinons le premier de ces griefs.

L'enseignement et l'éducation sont choses que l'on distingue justement, mais que l'on disjoint à tort. On fait, en les séparant, ce que Salomon proposait aux compétitions maternelles. On coupe l'enfant en deux. Quand donc et comment se rejoindront les morceaux ? Le caractère, dit-on, est l'objet de l'éducation, l'esprit celui de l'enseignement. Fait incontestable ! Mais qu'on nous montre une intelligence qui ne relève pas du caractère, un caractère qui n'emprunte rien à l'intelligence. Ainsi que le cœur et la tête dans l'homme physique, le sentiment et l'idée sont en rapport constant dans l'homme moral. Quand Vauvenargues disait que les grandes pensées viennent du cœur, il traçait à son insu le *programme* d'une culture vivante : échauffer l'esprit et

l'élever au contact du beau, du vrai, du juste. La science est morte dans le cerveau, si l'amour du vrai ne bat dans la poitrine; l'histoire n'est qu'un ramassis de faits, de noms et de dates, si elle n'enflamme la justice au fond des consciences, en nous montrant l'homme dans l'enfantement douloureux, mais sublime, du droit et de l'humanité. Les lettres et les arts ne sent que d'inutiles splendeurs, si l'étude de leurs chefs-d'œuvre ne suscite en nous quelque chose de l'inspiration qui les produisit. L'homme embrasse tout ensemble le sentiment et l'imagination, la conscience et la raison. Le lycée ne s'occupe pas de l'homme, mais du bachelier. Cela n'est pas la même chose, ainsi que le proclamait naguère le nouveau ministre de l'instruction publique, M. Duruy, dans son allocution au conseil supérieur. Reste à savoir si le lycée peut répondre au noble désir du ministre; s'il peut, sans se modifier essentiellement, substituer l'homme au bachelier. Nous ne le croyons pas, et nous allons dire franchement ce qui nous empêche de le croire.

Ouvert aux catholiques, aux protestants de toute nuance, aux israélites, aux fils de libres penseurs, le lycée ne peut se faire le dispensateur d'une culture morale qui se rattache à ces croyances diverses. De même que l'État centralisateur dont il est l'image réduite et la forme anticipée, il ne peut être que laïque. Il est forcément athée dans le sens que ce mot comporte en langue politique, c'est-à-dire qu'il est sans Dieu; non pas en ce qu'il nie Dieu, mais en ce qu'il ne se reconnaît aucun droit d'affirmer ou de contester telle représentation particulière de l'idéal divin. C'est un mérite aux yeux de la plupart : c'est un mal profond à nos yeux. L'État et l'école ne devraient pas se ressembler, parce que l'un a seulement pour mission de faire respecter les convictions que l'autre a pour tâche de former. Mais nous qui mettons l'État en tout, comment nous déplairait-il de le retrouver au collège? Un mode d'enseignement toutefois, qui, sous peine de porter atteinte à la croyance religieuse, doit s'interdire de pénétrer au for des consciences, demeure sans génie et sans force : l'homme reste hors de ses prises. Il aura beau s'ingénier et viser aux accommodements, aux termes moyens, il ne réussira qu'à badigeonner de banalités morales les générations qui lui échappent. Mais non : elles ne lui échappent point ! car les âmes qui ne sont pas alimentées dépérissent ou bien s'altèrent. Ils se moquent vraiment ceux qui pensent que le retour intermittent des élèves dans le cercle de famille permet de leur distribuer ce que le lycée doit s'interdire de leur donner. On ne débite point la morale comme le tabac. Il n'est pas moins évi-

dent qu'elles sont dérisoires, les apparitions réglées que font dans l'enceinte des classes M. l'abbé, M. le pasteur, ou M. le rabbin. Il s'agit, non d'un cours de religion assaisonné de pensums et d'arrêts, mais bien d'une action directe, permanente, intime, d'une pénétration des qualités ou des vertus de l'instituteur dans le cœur de ses élèves. La morale ainsi se respire dans l'entourage et dans l'exemple. Elle est une atmosphère. Le lycée ne peut, sans cesser d'être, combattre un mal qui résulte de sa nature même. L'entassement, d'ailleurs, défilerait toute direction familière, toute influence continue de la personne, — ce qui est pourtant le secret de l'éducation. Il n'y a qu'un ordre apparent dans ce chaos réglementé où la paresse et l'ennui, où la crainte et la vanité, surexcités tour à tour, distillent leurs poisons d'autant plus sûrement qu'ils agissent par des infiltrations lentes, graduelles, anonymes, en s'épanchant dans cette jeune multitude que gère au fond le hasard. A des périls de chaque heure et de chaque minute, le beau remède à préconiser que les arrêts ou les pensums, que les sermons en famille, que les *cours* de religion et de morale à jours fixes, bons tout au plus pour dégoûter l'élève de la morale et de la religion, comme on le dégoûte des beautés de Virgile et du reste, en flétrissant la sympathie, le désir de savoir, en tuant la curiosité par la satiété d'un enseignement disciplinaire qui n'a d'autre inspiration que le programme. On a créé des bagnes pour les voleurs et pour les assassins. Mais qu'ont-ils fait à la société, tous ces malheureux enfants qu'on enferme dans ces bagnes de l'intelligence ?

Beaucoup de parents ne songent pas à l'écueil caché sous un pareil enseignement. Sortis du collège, ils trouvent tout simple que leurs fils y entrent à leur tour. Cela leur a réussi, pourquoi leurs héritiers s'en tireraient-ils plus mal ? Et puis, c'est extrêmement commode, le collège : il débarrasse la maison des enfants qui deviennent bientôt une gêne, et qui vous grèvent d'une responsabilité importune. On met le fardeau aux mains de l'Université, qui se charge de tout. N'oublions pas non plus que l'ambition et la routine sont de la partie, et qu'il n'a pas cessé d'être vrai, ce jugement que l'abbé Fleury portait déjà sur nous, en 1686, dans son *Traité du choix et de la méthode des études* : « Les gens d'esprit voient bien sans doute tout cela ; mais quoi ! L'un veut que son fils soit officier de robe, l'autre désire qu'il ait un bénéfice ; il faut des degrés, et pour y arriver, il faut des attestations comme l'on a étudié dans les formes ; l'autre regarde l'opinion du monde et ne veut pas qu'on lui reproche d'avoir manqué à l'éducation de son fils par une conduite singulière. »

Que feront, cependant, parmi nous les parents qui comprennent l'importance d'un enseignement lié à l'éducation? Ils seront douloureusement embarrassés. Quelques rares institutions s'offrent à eux dans leur pays, souvent lointaines, plus souvent encore insuffisantes, parce qu'elles n'ont pu se développer avec cette force de prospérité que permet seule la liberté. Elles ont eu peine à naître d'une autorisation ou d'un brevet; une fois nées, elles ont à vaincre, pour gagner un peu de place, les restrictions légales, le monopole universitaire qui les ensevelit dans son ombre, et plus encore que tout cela, le courant général des habitudes que l'Université, en possession du terrain, dirige vers elle en vertu de sa puissance acquise et de la supériorité qu'elle doit naturellement s'attribuer¹. Dans les limites si étroites

¹ Nous opposera-t-on que l'enseignement secondaire est libre, que ses franchises sont reconnues par la loi du 15 mars 1850? Les termes de la loi semblent proclamer en effet cette liberté, mais au fond elle reste trop livrée à l'arbitraire des interprétations personnelles et gouvernementales, ainsi qu'à la gêne minutieuse des règlements, pour réussir à se dégager nettement dans les faits, et à créer, à côté de l'Université qui la contrôle, la suit et la restreint d'un œil ombrageux, cette large et vigoureuse concurrence que nous voudrions lui voir instituer. Il suffit, pour pressentir ce que cette loi devient dans la pratique, de méditer en les rapprochant, les articles 60, 62, 64 et 66.

Art. 60. — Tout Français âgé de vingt-cinq ans au moins, et n'ayant encouru aucune des incapacités comprises dans l'article 26 de la présente loi, peut former un établissement d'instruction secondaire, sous la condition de faire au recteur de l'Académie où il se propose de s'établir, les déclarations prescrites par l'article 27, et, en outre, de déposer entre ses mains les pièces suivantes :

1° Un certificat de stage constatant qu'il a rempli, pendant cinq ans au moins, les fonctions de professeur ou de surveillant dans un établissement d'instruction secondaire public ou libre;

2° Soit le diplôme de bachelier, soit un brevet de capacité délivré par un jury d'examen, dans la forme déterminée par l'article 62;

3° Le plan du local et l'indication de l'objet de l'enseignement. Le recteur à qui le dépôt des pièces aura été fait en donnera avis au préfet du département et au procureur de la République de l'arrondissement dans lequel l'établissement devra être fondé.

Art. 62. — Tous les ans le ministre nomme, sur la présentation du Conseil académique, un jury chargé d'examiner les aspirants au brevet de capacité. Le jury est composé de sept membres, y compris le recteur, qui le préside.

Un ministre du culte professé par le candidat et pris dans le Conseil académique, s'il n'y en a déjà un dans le jury, sera appelé avec voix délibérative.

Les programmes d'examen seront arrêtés par le Conseil supérieur.

.

Art. 64. — Pendant le mois qui suit le dépôt des pièces requises par l'article 60, le recteur, le préfet et le procureur de la République peuvent se pourvoir devant le Conseil académique et s'opposer à l'ouverture de l'établissement, dans l'intérêt des mœurs publiques ou de la santé des élèves.

Art. 66. — Quiconque, sans avoir satisfait aux conditions prescrites par la présente loi, aura ouvert un établissement d'instruction secondaire, sera poursuivi devant le tribunal

de leur existence légale, tout conspire à restreindre encore le rôle et la portée des écoles particulières. Si elles imitent leur écrasante rivale, on leur demandera pourquoi elles existent; si elles ne l'imitent pas, on les taxera de nouveauté et on les tiendra pour suspectes. Elles restent de la sorte à l'écart, leur importance ne frappe pas, elles sont condamnées. Songera-t-on à la culture au sein de la famille? Mais outre qu'elle est inaccessible au très-grand nombre, elle ne saurait longtemps suffire aux fils, que leur éducation doit préparer à la vie extérieure et publique. Enverrons-nous nos enfants à l'étranger? Là, en effet, les institutions pédagogiques, moins entravées, s'épanouissent avec plus de variété pour répondre à des besoins variés. Combien en est-il parmi nous, cependant, qui puissent subvenir aux frais d'une pareille résolution, et la payer en outre de leur cœur? car ils s'exileraient de leurs enfants en les exilant loin d'eux. Et puis, ce qui est très-grave, on comprend aussitôt l'inconvénient qu'il y a d'expatrier les enfants, surtout au seuil de l'adolescence, et de les former dans un pays pour lequel ils ne doivent pas vivre. L'éducation cosmopolite a du bon, mais il ne faut pas en abuser. Elle suppose d'ailleurs la force du discernement et des caractères trempés. Plutôt qu'une base, elle est un couronnement, et pour quelques éducations seulement qu'un inappréciable concours de circonstances permet de compléter.

Si la liberté de l'enseignement l'eût permis, les familles auraient pu trouver à portée des institutions plus conformes à leurs vœux : de celles qui, excluant l'encombrement, ne représentent elles-mêmes qu'une famille élargie, une sorte de transition entre la communauté trop restreinte du foyer et la promiscuité funeste des établissements de l'État. Ils ne pourront que rêver quelque-une de ces institutions comme il en existe au delà de nos frontières, et qui, s'installant dans les campagnes, aux portes des villes, témoignent d'un respect égal pour l'hygiène du corps et pour celle de l'esprit. Pourtant il faut se résoudre; le lycée que l'on craint est là, quelques pavés à traverser et la porte s'ouvre. A la richesse, à l'aisance, à la pauvreté même le niveleur offre ses services; on regimbe, mais lui connaît sa force; il

correctionnel du lieu du délit, et condamné à une amende de cent francs à mille francs. L'établissement sera fermé.

Les ministres des différents cultes reconnus peuvent donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens, au plus, destinés aux écoles ecclésiastiques, sans être soumis aux prescriptions de la présente loi, à la condition d'en faire la déclaration au recteur.

Telle est la loi qui est censée affranchir l'enseignement secondaire. Bienheureuse la boulangerie!

C. D.

attend, et l'on finit par passer sous les fourches caudines de l'Université. La mère pleure, le père gémit en secret de cette douloureuse nécessité. Qu'ils se consolent en songeant que le lycée fait partie également de ces institutions que l'Europe nous envie.

Qu'il nous soit permis de répéter ici ce que nous avons dit ailleurs¹ touchant le système pédagogique du lycée :

• Il n'y a pas de culture véritable des esprits sans une éducation conforme des caractères; mais il n'y a ni enseignement ni éducation sans le respect de la nature humaine; et il n'y a point de respect de la nature humaine hors la connaissance et le respect des individualités. Qui dit individualité, dit inégalité et diversité. Nulle tâche n'est plus délicate, plus lente et plus laborieuse que celle du développement de l'homme, caractère et esprit, car elle résume et renferme toutes les autres. Nulle peut-être, eu égard à ses nombreuses exigences, n'est traitée chez nous avec moins de façon. Ce qu'on parait chercher, ce sont des méthodes expéditives qui, dans le moindre temps, puissent faire accomplir le plus de chemin apparent aux esprits. En admettant que ce but du moins soit atteint par la centralisation intellectuelle, l'avantage dont on se prévaudrait serait bien faible pour compenser tant d'inconvénients et de périls attachés au système. La centralisation gouvernementale appliquée à l'enseignement exige que l'on enrégimente les intelligences, comme la centralisation administrative exige que l'on enrégimente les intérêts. La diversité qu'on pourrait vouloir y introduire créerait des obstacles qui empêcheraient la machine de fonctionner; celle-ci veut en effet des procédés, des méthodes et un arrangement symétriques. C'est à cette condition seulement que l'ensemble pourra exister, tous les rouages s'engrener et obéir docilement au moteur unique chargé de leur donner l'impulsion. L'uniformité est donc le moyen, comme elle est le principe du système; elle en est également l'infailible résultat.

• On se plaint de ce que les forces originales disparaissent. Il y a de cela des causes générales qui influent sur tous les peuples de l'Europe; mais, à ces causes, il faut certainement joindre en France la centralisation intellectuelle. Si la centralisation appliquée à l'administration est une faute, parce qu'elle épuise le pays, dessèche la province, et la jette dans le marasme et l'indifférence politique, en matière d'enseignement, la centralisation gouvernementale est plus qu'une faute, elle est un sacrilège envers la nature humaine. On parle des besoins d'un enseignement *homogène*, et des brillants résultats qu'il offre au pays, soumis aux procédés d'une culture identique. Dans cette homogénéité de l'enseignement, je ne vois pas cependant que nulle force réelle puisse être acquise. Je suis bien persuadé, au contraire, qu'elle abaisse plutôt qu'elle n'élève

¹ *Liberté et centralisation*, un vol. Michel Lévy, 1860. Au chapitre de la *Centralisation intellectuelle*.

le niveau des intelligences, qu'elle affaiblit les caractères plutôt qu'elle ne les fortifie. La force ne peut se trouver là où manque l'individualité, et un système qui fait tout pour détruire l'initiative et niveler les diversités que la nature a mises entre les tempéraments, les volontés et les aptitudes, ne peut que tarir, partout où il sera appliqué, la sève et la puissance. Tandis qu'il fait monter le niveau en quelques intelligences par des procédés artificiels, il abaisse, dans le grand nombre de ceux qui subissent sa pression, les sources vives du progrès, laissant à leur place chez les uns la vanité aride et l'envie, chez les autres la lassitude et le découragement. Ces canaux savamment distribués, tout ce système d'irrigation intellectuelle où tant de ressources sont employées, combien d'âmes out-ils réellement fertilisées? La France produit nombre d'excellents esprits. Est-ce le lycée qui les a engendrés, ou bien n'est-ce pas plutôt malgré le lycée qu'on les voit surgir, et parce qu'ils avaient en eux, privilège rare, de quoi résister au communisme universitaire? Qu'ils le disent : n'ont-ils pas été obligés de reprendre l'œuvre de leur propre culture, de dépenser un temps et des efforts considérables à reconstruire ou à raffermir leur personnalité délabrée, leur force originale faussée, mutilée et amoindrie? Et combien en est-il qui ne parviendront jamais à restituer en eux la sincérité de leur nature! Toujours leur esprit, toujours leur caractère portera les marques du maniement brutal qu'ils ont dû subir; ils resteront déformés pour la vie; or, déformer les esprits et les caractères, c'est les corrompre : les corrompre, c'est les affaiblir.

« La centralisation de l'enseignement entre les mains de l'État entraîne avec elle la nécessité d'entasser pêle-mêle, au sein des villes, les enfants dans des établissements qui reproduisent tous un modèle unique. Quand on se propose d'enrégimenter, il faut commencer par caserner. Le lycée devient donc une caserne; les classes un champ de manœuvres. Tout y rappelle, méthode et discipline, les mouvements réglés et la précision mathématique des exercices que l'on voit ailleurs. Seulement, il ne s'agit plus ici des corps, qu'une pareille discipline peut fortifier et assouplir, mais des esprits, auxquels il ne peut manquer de causer un préjudice irréparable. En vain l'on voudrait remédier au mal, je le répète : comment s'y prendre? Si l'on cesse de brasser les intelligences par masses dans des cadres identiques, la direction et le contrôle de l'État deviennent impossibles; il faut, par conséquent, quoi qu'on en ait, imprimer à l'enseignement, sous tous ses aspects, un cachet d'uniformité mathématique, c'est-à-dire le mécaniser. Est-il besoin de décrire les troubles qu'en des conditions pareilles doivent subir l'organisation physique, aussi bien que la nature intellectuelle et morale de l'homme? Chacun les a constatés autour de lui; chacun les a éprouvés par une expérience douloureuse, qui se prolonge bien au delà des murs du collège. On méconnaît, on méprise de la sorte les rapports si intimes que la nature a établis entre le physique et le moral de l'homme, et l'on porte du même coup une double atteinte à l'intelligence : une atteinte indirecte par l'épuisement du corps, privé des éléments nécessaires à son développement durant l'âge consacré aux plus pénibles études; une atteinte directe, par l'excès d'un travail entassé confusément dans l'esprit, ou enfoncé dans la mémoire à

coups de *pensums*, comme le coin dans l'arbre. Au lieu d'une sévérité aimante et d'une émulation paisible, c'est la terreur qui règne, mêlée aux fièvres malsaines de l'amour-propre sans cesse surexcité chez le petit nombre, aux découragements et à la lassitude toujours renaissants chez la plupart. Les esprits sont poussés haletants vers une même issue. Aujourd'hui, la route des études, à un moment donné, se bifurque ; celle-ci va du côté des lettres, celle-là du côté des sciences. Mais qu'importe ? C'est toujours le même encombrement, le même troupeau confus qui se heurte et se foule, comme sous l'aiguillon du berger et la morsure du chien. Quel œil assez vigilant, quelle volonté assez prompte serait capable de suivre chaque enfant, de l'attendre et de le presser tour à tour, sans trop l'écarter de la voie commune, de lui imprimer enfin une direction conforme aux indices de son organisation spéciale ? Une pareille tâche, en des conditions pareilles, est radicalement impossible même pour les hommes qui se montreraient le plus merveilleusement doués pour l'accomplir en d'autres circonstances. La route est tracée, le point de départ et le but sont fixés, les étapes marquées rigoureusement avec le temps pour les parcourir ; méthode, discipline, programme sont implacablement réglés ; il faut subir la fatalité de ce mécanisme dont on ne peut être qu'un rouage. Tout part et tout revient à l'uniformité, et nul effort ne pourra rompre le cercle qui circonscrit et étouffe l'initiative du professeur et celle de l'élève, en ramenant sans cesse les rayons à ce centre unique, où siège, omnipotente, la volonté gouvernementale. Comment des professeurs, ainsi privés de spontanéité et d'initiative, transmettraient-ils l'initiative et la spontanéité à leurs élèves ? Quelques-uns, dans l'illusion généreuse d'un début, pourront tenter de vivre et de communiquer la vie ; ils reconnaîtront bientôt leur erreur, ils sentiront s'abaisser sur leurs efforts tout le poids du système qu'ils sont chargés d'appliquer ; pris dans ses formidables étreintes, ils ne chercheront plus à se soustraire au mouvement régulier qui les briserait sans pitié, s'ils ne consentaient pas à le suivre. Ils s'accommoderont alors à la logique de cette organisation et étendront la main vers les seules ressources qu'on ait laissées à leur portée, ils pousseront au but cette foule jetée devant eux : ils en appelleront tour à tour aux prodiges de la mémoire, de la vanité ou de la crainte.

On reste surpris de voir si fréquemment s'évanouir dans la nullité les météores de collège, chefs-d'œuvre du baccalauréat et des concours, et qui font l'ambition des lycées auxquels ils servent d'enseigne. En y réfléchissant, le mot de l'énigme s'offre de lui-même. La mémoire et la vanité sont les deux grands ressorts de l'enseignement en France. Il s'agit de *pousser* les enfants. On s'adresse donc surtout à cette mémoire qui devance chez eux l'intelligence, et qui peut servir à engendrer un progrès apparent, prématuré et artificiel. L'esprit, que l'on excède sous cette forme, ne se nourrit pas, il se remplit. Quelque facile et prompt que soit la compréhension chez l'enfant, elle a besoin pour mûrir d'être ménagée et attendue, et plus souvent retenue que stimulée. Mettre dès le début les esprits au pas de course, c'est vouloir exténuer même les plus rapides et les plus robustes. Ils arrivent hors d'haleine ; mais le succès suffit, on ne s'informe pas s'il repose sur un véritable développement ; on ne se

demande pas ce qu'a coûté en puissance individuelle ce brillant échafaudage bâti à la hâte sur des bases fragiles. On le reconnaîtra plus tard, quand tout s'évanouira, en face de cette nouvelle école qui commence, et qui a d'autres exigences, en présence de la vie qui requiert les énergies réelles du caractère et de l'intelligence. Ceux que la fortune n'accueille pas au sortir de ces études brillantes porteront impatiemment la position sociale qui leur est imposée ; ceux que la vie facile attend, passeront trop souvent, selon l'expression de Mirabeau, « de la frivolité à la corruption, et de la corruption à la nullité. »

» On dit que l'égalité, sur laquelle repose notre société issue de la Révolution, s'affermir dans la vie commune des lycées, et tend à produire cette fraternité sociale si souvent invoquée à grand bruit. Est-on bien assuré de ne pas nourrir, au contraire, le monstre de l'envie, et en ne faisant que rapprocher matériellement les classes de la société, de ne pas les armer davantage les unes contre les autres ? Cette égalité apparente que le lycée constitue, la vie ne la connaîtra plus ; les destinées si différentes qui s'étaient transitoirement rencontrées dans un espace commun, elles vont se diviser de nouveau à la sortie, et chez plus d'un le souvenir de cette égalité menteuse versera une nouvelle goutte de fiel dans un breuvage déjà amer. C'est par la justice et l'amour qu'on rapproche les rangs ; le lycée ne donne guère cet enseignement qui communique aux moins favorisés le courage et la patience, aux puissants, la conscience des devoirs qui leur sont imposés par leur position. Elle est vraie cependant, mais en un sens particulier, cette assertion si rebattue que le lycée prépare à la vie publique. En passant de l'un à l'autre on ne cesse pas, en effet, d'être soumis au même régime : l'État continue à vous tenir enfermé dans ses formules. L'enceinte s'élargit, mais ces limites nouvelles doivent contenir l'homme : sont-elles beaucoup plus vastes dans leur proportion relative ? La vie commune des écoles est une condition essentielle de l'éducation pour l'enfant parvenu à un certain âge. Qui prétendra, cependant, que le lycée puisse seul réaliser cette communauté salubre ? La communauté n'est pas l'entassement ; la cohue qui remplit les lycées crée au contraire pour l'enfant le pire de tous les isolements, car il l'abandonne au hasard des plus funestes contagions. La surveillance, pour être roide et pesante dans sa forme, demeure très-incomplète dans son étendue, plus insuffisante encore dans son esprit.

» La porte des lycées déverse chaque année dans la société l'avenir de cette société même. L'État croit avoir préparé cet avenir pour son affermissement. N'a-t-il pas possédé les intelligences, et ne doit-il pas continuer à les diriger ? Cependant il ne réussit pas à les maîtriser. Cette masse qu'il a triturée, maniée et façonnée comme le moulin triture le blé, comme la filature manie et façonne le coton ou le lin, il ne la retient même pas. Poussière homogène, elle s'élèvera contre lui en tourbillons à la première tempête, pour le renverser et l'ensevelir. S'il veut résister, il faudra qu'il complète le système de l'enseignement et qu'il s'empare de la presse ; il faudra qu'il continue sur les hommes l'œuvre ébauchée dans les enfants ; il sera contraint de diriger les esprits dès le berceau et de ne les abandonner que sous la terre. *Qui connaît mieux les intérêts des gouvernés*

que ceux qui gouvernent? Le tribun Riouffe a formulé dans ces paroles l'épithète de la liberté. Laissons donc au pouvoir le soin d'enseigner les hommes, après avoir enseigné les enfants, car la plupart des hommes restent des enfants. Maintenons, fortifions encore la tutelle de l'État en toutes choses de la matière et de l'esprit. Allons franchement jusqu'au bout; supprimons les individus, annulons les gouvernés, afin de mieux affermir les gouvernements. On passera sur tous les esprits un même badigeon; la surface plaira à l'œil, et l'on y reconnaîtra le vernis d'une civilisation brillante. Au dedans — n'y entrez pas : c'est le sépulcre. »

II

Considérons maintenant l'enseignement des lycées en lui-même. Nous ne voulons pas le juger quant à son objet et dans le détail; nous ne voulons pas examiner si, avec la prétention de représenter les temps modernes, son programme d'études n'appartient pas au moyen âge, ou tout au plus à la renaissance. Qu'on regarde autour de soi, et l'on verra que notre monde intellectuel est surtout fécond dans l'étude de l'histoire, dans le développement des sciences naturelles, dans la pratique des langues vivantes, qui sont des remparts entre les peuples quand on les ignore, des moyens d'échange et de culture universelle quand on les connaît. Nous ne sommes pas de ceux néanmoins qui, se portant à l'extrême opposé par une tendance non moins exclusive, voudraient de l'enseignement moyen proscrire l'antiquité grecque et latine, la reléguant parmi les choses mortes, ou la réservant aux spécialités sorties des hautes études. Nous désirons au contraire qu'elle soit vivante au milieu de nous, cette antiquité florissante, par l'intelligence de ses actes et par l'admiration que doivent nous inspirer ses chefs-d'œuvre, mais nous la voudrions reliée au temps présent à l'aide d'une critique dégagée d'un formalisme aride, et qui n'exclurait pas l'enthousiasme, car elle ramènerait du fond des siècles, comme devant un miroir, l'humanité en présence d'elle-même. Le lycée, tout en accordant l'omnipotence aux langues classiques anciennes, n'a pas su les animer, parce qu'il les a détachées de l'histoire au lieu de les y laisser plongées. Qu'est-ce qu'une langue, sinon un peuple, une civilisation? Et qu'est-ce qu'un peuple et une civilisation hors de l'humanité? Il faut pour rendre les choses vivantes, les rattacher et les comparer, comme fait la vie elle-même, les considérer dans leurs rapports de succession ou de simultanéité. Expliquer les poètes sans

les historiens, c'est faire œuvre de botaniste, les cours deviennent des herbiers. Quel miracle si les fleurs de l'art et de la poésie y perdent leur couleur et leur parfum ? C'est un stérile enseignement que celui-là, et, je ne saurais assez le répéter, l'appel constant qu'il fait à la mémoire, cette faculté inerte elle-même et passive, en dit assez pour le juger. Homère et Virgile n'ont pas mérité de nous pareille destinée. Tomber aux mains d'un programme, et devenir matière à parchemin ! Il me semble voir un squelette effeuillant des roses. Celui qui comprendrait ce que valent les *humanités* ferait de celles-ci comme l'épanouissement de notre âme dans le beau. Il faut, pour cultiver les lettres avec succès, des facultés déjà développées, du goût, un sens délicat, quelque chose d'exquis et de rare qui n'est pas le partage de tous. Chacun y participe selon sa nature, mais celui qui pénètre réellement dans ces domaines réservés appartient à l'élite du sentiment et de l'imagination. N'excluons personne cependant, offrons à tous les fruits de ce jardin que ne cessent de cultiver les vrais poètes et les vrais artistes. Mais au lieu d'en fatiguer l'enfance, réservons ces fruits à la jeunesse qui saura les goûter si nous les lui présentons discrètement, avec choix, avec amour et respect ; comprenons, enfin, que c'est à l'adolescence, déjà voisine de la maturité, qu'il est opportun d'offrir ce qui naquit de l'adolescence transitoire des peuples, et de celle que le génie ranime et rend toujours présente parmi nous : car les poètes sont l'éternelle jeunesse du genre humain.

Selon nous, un bon enseignement serait celui qui, abandonnant aux écoles spéciales le soin de ramifier les études en les dirigeant vers l'existence professionnelle, mêlerait dans la culture moyenne les sciences et les lettres sans jamais cesser de les rattacher à l'histoire, vers laquelle en toutes choses il faut revenir¹. Il n'est point dans l'esprit humain de cloison qui mette les lettres d'un côté et les sciences de l'autre, quoiqu'il existe des aptitudes plus scientifiques ou plus littéraires, ainsi que des circonstances de position et des antécédents de famille qui favorisent ou qui conseillent de pousser dans

¹ Nous sommes persuadé que le grec et le latin pourraient s'enseigner mieux en beaucoup moins de temps, si l'on ne prétendait en saturer l'enfance presque dès le berceau. L'enseignement libre trouverait certainement le moyen. Il trouverait aussi celui de remplacer par des traductions bien faites, judicieusement choisies, commentées et complétées de vive voix, l'étude directe des œuvres dans la langue originale, chaque fois que le vœu des familles, les nécessités de temps, de profession, de fortune, ne permettraient pas de faire mieux. C. D.

tel sens plutôt que dans tel autre des études capables d'être prolongées. Mais dans tous les cas, notre confiance est nulle en toute méthode qui, s'inspirant de la géométrie plus que de l'essor vivant, accommode les âges et la diversité naturelle à ses convenances au lieu de s'approprier aux leurs, et ne se modifie pas suivant cette progression et cette variété des facultés que révèle dans son évolution l'existence de l'individu aussi bien que celle de l'espèce.

En faisant la guerre à l'uniformité de l'enseignement secondaire et à ses désastreuses conséquences, exigerions-nous pour chaque individu un traitement et des méthodes spéciales? Nous ne poussons pas à l'absurde l'amour de la diversité. Il n'entre pas dans notre pensée de fractionner les études jusqu'à émietter l'enseignement — ce qui d'ailleurs serait impraticable. Mais de méthodes semblables au fond, approfondies et vraiment rationnelles, nous réclamerions encore la diversité dans l'application. L'Université ne nous donnera jamais cela. On ne saurait cependant trouver nos prétentions exorbitantes, quand nous demandons à la pédagogie de respecter autant la nature intellectuelle et morale de l'homme que la médecine respecte sa nature physique, alors qu'elle reconnaît au médecin un droit d'initiative et qu'elle en fait un artiste dont le coup d'œil calcule l'opportunité et la portée du remède selon l'âge, le tempérament, la constitution du malade. Ne laissera-t-on pas au professeur comme au médecin la faculté de rester juge des cas et de diriger le régime intellectuel, d'en régler l'application selon les circonstances? Ou bien les organisations internes, dans leurs qualités, leurs défauts, leurs dispositions, différeront-elles moins que les constitutions physiques? Si cela n'est point, l'Université est dans son tort, elle qui met au même pas tous les esprits, sans distinction.

Nous avons vu récemment un ministre de l'instruction publique animé des intentions les plus louables; peut-être s'est-il aperçu qu'en réalité le ministère domine moins l'université que celle-ci ne domine le ministère. Le ministre le plus influent au sein de l'Université sera toujours, de par la nature des choses, le plus universitaire. S'il lui venait l'idée de réformer l'institution dans le sens de la liberté, c'est-à-dire de l'initiative et de la variété, celle-ci l'avertirait bientôt qu'il ne tend à rien moins qu'à la dissoudre. Un génie de monopole et d'Église aurait raison de ses témérités. Car il n'y a rien à mettre en comparaison avec le savant agencement de l'Université, excepté cette autre Église qui, toujours perfectionnée jusqu'au moyen âge, a dû lui céder la meilleure partie de son empire. L'une et l'autre ont

été servies par de vives intelligences, alliées à des dévouements sans limite. L'une et l'autre ont produit des hommes pénétrés de leur grand esprit de corps et qui ont personnifié leur tradition en ranimant leur gloire. Quant à nous, tant de splendeurs ne nous éblouissent point, et nous leur préférons la moindre étincelle de force originale soutenue par la liberté. Ce qui n'est pas libre n'a pas le souffle de l'avenir; cela pourra devenir imposant, mais cela ne peut manquer un jour d'obstruer le chemin du progrès. C'est de la défaite des consciences individuelles que l'Église du moyen âge est sortie triomphante; c'est sur la ruine de l'originalité que triompherait l'Église laïque, si l'époque se prêtait davantage à ses vastes étreintes. Il nous semble que l'Université n'a pas une notion suffisante de ces analogies qui la condamnent. L'Église et l'Université sont plus soucieuses d'elles-mêmes que de tout le reste. Écoutez là-dessus un prêtre et puis un universitaire : combien ces adversaires se ressemblent au fond ! Ils s'étreignent, mais c'est la liberté qui meurt étouffée entre eux. Toutefois, l'Université nous semble fort inférieure à son aînée, en ce qu'elle est un produit bâtard du cléricalisme et de l'esprit laïque : création hybride qui ne réussit à satisfaire ni le passé ni le présent, et qui reste balancée entre deux contradictions. Les hybrides, on le sait, ne sont pas féconds. Ajoutons que l'Église avait la foi en elle-même, et que l'Université a perdu la foi. Elle ne parle plus que de réformes ; en dix années que n'a-t-elle pas tenté sur elle-même ! Que n'essayera-t-elle pas encore ! Les mécontentements se sont accumulés, ils l'assiègent : elle est devenue personne de bonne volonté et promet, de la meilleure foi du monde sans doute, de prochaines merveilles. En attendant, elle est esclave d'elle-même et ne peut cesser d'être — universitaire. A la façon d'une ménagère inquiète et prise d'une fiévreuse ardeur, la voilà qui change, déplace et replace, remue tout à l'intérieur ; cependant son architecture commande et déjoue les entreprises qui, du dedans, menaçaient l'édifice lui-même.

L'Université sert l'esprit moderne contre le moyen âge. En vérité ! si l'État cessait d'absorber l'enseignement, l'esprit moderne ne réussirait donc pas à se faire servir chez nous ? Est-il si faible que cela ? alors n'en parlons plus. Mais, non, cet esprit qui marche vers la liberté, qui est l'esprit de liberté, ne peut se réaliser que par les formes, les organes et les fonctions de la liberté, substitués partout aux formes autoritaires. De même que le culte de la liberté aboutit en pratique à la liberté des cultes, l'enseignement de la liberté se fait par la liberté d'enseignement. Si vous absorbez celle-ci entre les

maines d'une fraction de la société ou de l'État, vous n'êtes pas les apôtres de l'esprit moderne. Vous voulez que l'État enseignant soit par excellence le dépositaire et le représentant des idées modernes; soutenez donc que, dans les pays où les écoles du gouvernement subsistent à côté de celles qui sont dues au large développement des associations privées, des villes, de la création personnelle, ces idées n'ont pas d'organes authentiques : ce qui reviendrait à leur refuser un rôle dans l'instruction en Angleterre, en Suisse, en Belgique, en Hollande, en Allemagne, dans les lieux précisément où, depuis plusieurs années, leur esprit semble se traduire avec le plus d'évidence. Cloués à leur thèse, les partisans du monopole de l'État enseignant nous foudroient d'une preuve invincible : Ne voyez-vous pas, s'écrient-ils, que le catholicisme réclame avec vous la liberté ! Cela doit vous convaincre, car jamais le catholicisme n'a réclamé qu'en faveur de lui-même. On se croit hors d'atteinte avec cette argumentation et quitte envers le droit. Mais n'y a-t-il pas des protestants pour revendiquer la liberté d'enseignement ? n'est-il point de philosophes qui l'appellent ? Cependant nous ne voulons voir en présence, comme le font ces apôtres, que l'esprit gothique et l'esprit d'avenir. Même dans ces limites, et la question dût-elle y rester, nous serions pour l'Église, dès qu'elle s'inscrit à son tour contre le privilège. Comme on ne détruit que ce que l'on remplace, on ne détruira jamais le monopole que par la liberté. Comment ne voit-on pas que ces beaux raisonnements tendent tous à justifier les adversaires que l'on prétend combattre, et que si l'on est fondé aujourd'hui à invoquer le monopole contre l'Église, on ne saurait blâmer celle-ci de l'avoir employé autrefois, ni d'en désirer aujourd'hui le retour à son bénéfice. Nous n'avons, du reste, aucune crainte. Usant de la liberté, l'Église recevra malgré elle le baptême nouveau ; elle ne saurait jouir du droit commun qu'en le concédant aux autres, et en reconnaissant par suite qu'elle ne peut plus être qu'une association spirituelle, relevant au dedans de la libre adhésion des fidèles, au dehors de cette justice qui, sans se joindre à nulle communauté, est chargée de les protéger toutes sans préférence. Cette singulière apologie que l'on fait du monopole universitaire prouve qu'en réalité on se soucie peu de la liberté même, de la liberté pour tous, et qu'on ne voit en elle qu'une arme dont il est commode de s'emparer pour la tourner contre ceux qui ne partagent pas vos opinions. On ne s'empare ainsi de la liberté que pour la détruire. C'est le privilège qui passe d'une main à l'autre : hier il était à l'Église, aujourd'hui il est à l'État. Certaines gens appellent cela les principes

de 89. S'ils disent vrai, il faut cesser d'identifier la Révolution avec les progrès de la liberté. Nous n'y consentirons pas pour notre part, et nous ne reconnaitrons jamais qu'à la justice le droit de s'imposer. Si nous étions tous d'accord, nous n'aurions que faire d'être libres. Ce que l'on stipulerait pour l'un, on l'aurait stipulé pour son voisin, et nul ne se sentirait entravé. C'est précisément pour satisfaire à la diversité dans les bornes du juste que la liberté demande à exister. Demander la liberté pour soi, ce n'est pas encore être libéral; être libéral c'est respecter la liberté dans autrui et quand elle offense nos convictions. Malheureusement il est fort peu de libéraux; une fâcheuse tendance, très-forte, et qui s'ignore souvent, nous pousse à prendre nos opinions personnelles pour la mesure du droit. Cette tendance, qui emporte vers la dictature les instincts si généreux et si larges de la Révolution, elle règne encore parmi nous, et, chez ceux qui la soupçonnent le moins, elle détourne les meilleurs desseins. L'État n'a guère été, dans notre France, qu'un parti triomphant. Quoi d'étonnant s'il ambitionne de mouler à son image les esprits? Il pense y trouver la force. Ambition vaine : ce qui vient de la centralisation poussée au delà de la liberté y ramène fatalement, et comme c'est, après tout, une centralisation révolutionnaire qui prévaut, la conséquence va de soi : l'Université couve des révolutionnaires centralisateurs. O Némésis ironique !

Ce n'est pas pour avoir été trop libres que nous avons échoué, c'est bien au contraire pour n'avoir pas su ou voulu conformer nos institutions au génie de la liberté. C'est pour avoir fait de celle-ci une forme de l'absolutisme, violent ou tempéré dans son expression; c'est pour avoir concentré sur un point unique tant de pouvoir que l'équilibre de notre constitution nationale a été déplacé, et que nous avons peine à sortir à présent des convulsions sans tomber dans l'immobilité, de l'immobilité sans retomber dans les convulsions. Nous avons cru fortifier la liberté en rassemblant au centre l'administration, l'enseignement, les cultes, et il s'est trouvé que cette concentration excessive nous livrait à toutes les chances et à toutes les compétitions des partis, que surexcite une fatale perspective, celle de s'emparer, presque d'une heure à l'autre, des destinées de tout un peuple, paralysé, impuissant devant un fait accompli au sein de sa capitale.

Nous nous élevons en toutes circonstances contre cet état de choses en dénonçant les résultats de la tutelle matérielle, administrative, intellectuelle, morale et religieuse. D'autres avant nous ont prêché dans le désert. Le jour semble moins éloigné où le pays, accablé, mortifié

sous de rudes leçons, comprendra qu'il peut mieux faire que de se livrer aux partis pour favoriser l'accomplissement d'un grand rêve, et que son salut, vainement cherché ailleurs, est dans la décentralisation. Le sentier tracé par les disciples de cette doctrine si longtemps méconnue, s'est élargi au milieu de nous, il deviendra la grande voie qui nous reliera aux principes de 89 et par où passeront enfin de front la démocratie avec la liberté. La lettre de l'Empereur au ministre, président du conseil d'État, est un signe dont nous ne méconnaissons pas la valeur. Toutefois, ce concours illustre a été si inespéré que nous osons à peine nous en prévaloir encore, et que, redoutant d'exagérer notre espoir, nous attendrons les actes qui seuls donnent aux paroles leur juste mesure et leur portée véritable.

Depuis Charlemagne jusqu'à Napoléon, le clergé et la monarchie se sont disputé l'enseignement. Mais, dès le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècle, l'Église évincée faisait place à l'État, et les jurisconsultes affirmaient que le droit de fonder des collèges appartenait exclusivement aux rois. C'est dans un mémoire adressé au parlement de Grenoble, que nous trouvons exprimé en ces termes toute la philosophie du système qui devait rallier à l'université de Paris les collèges disséminés dans les diverses parties de la France : « *Sûreté parfaite de l'État par les instituteurs, nul règlement, nulle pratique qui ne soit connue ou autorisée. L'État seul donne à ce grand corps le mouvement, et s'il se repose avec confiance de l'exécution des détails intérieurs et de la pratique journalière, c'est que tous ses règlements lui sont connus.* » — La Convention ébaucha sur ces bases un plan d'enseignement *national*, mais il appartient à l'Empire d'en reprendre l'idée et d'engendrer définitivement l'Université avec une science d'ingénieur faite pour désespérer les réformateurs. L'État enseignant, du premier coup, s'est épuisé dans un chef-d'œuvre. Cette perfection est telle qu'il ne peut en sortir, et qu'il ne lui reste pour mieux faire que de s'adresser à la liberté.

III

La complexité de notre état social, sa qualité de société en métamorphose, loin d'être un motif pour l'enfermer dans les rubriques uniformes, en est un pour lui ouvrir l'horizon dans tous les sens. L'esprit d'émulation n'est pas favorable seulement à l'industrie. Il trouvera ce que l'on cherche inutilement dans les voies du monopole : la concordance des

institutions pédagogiques avec les besoins multiples du pays et de l'époque. La concurrence est son remède à elle-même. Elle ne peut longtemps se tromper, ce qui n'est pas fondé tombe inévitablement sous ses propres coups. Ce qui dure au contraire en face d'elle porte témoignage, dans sa durée, de sa conformité avec un besoin réel. En dehors de cette rivalité de la société pour s'ajuster à ses propres convenances, on peut édifier et soutenir des institutions artificielles, lesquelles se mirent en elles-mêmes, ne voient plus que leur image, et finissent par se croire indispensables. L'Université n'en est plus là à cette heure, elle s'inquiète au contraire sur son infaillibilité, nous l'avons dit, elle se sent pressée, forcée par des exigences qu'elle ne peut contenter; elle pense à des réformes et à des amendements. Que serait-ce donc si, renonçant à distribuer d'une main parcimonieuse quelques autorisations souvent retirées, le gouvernement laissait s'épanouir les tentatives qui sont en germe dans les besoins mêmes de notre temps? Par la pratique et l'exemple, il verrait bien mieux alors par où il a péché, quelles sont les lacunes ou les vices de son enseignement. Nous ne prétendons pas lui contester le droit d'avoir des écoles; mais nous voudrions le voir à cet égard sur le même pied que toute association quelconque, qu'elle s'appelât le département, la commune, ou bien qu'elle fût née n'importe où, n'importe comment, des efforts de l'intelligence et du capital appliqués à quelque intérêt d'enseignement. Ainsi contrôlé par la concurrence, l'État serait amené forcément à ne faire que ce qu'il est en mesure de réaliser mieux que tout autre, à se réserver dans l'enseignement, qui sans doute se modifierait et se réduirait beaucoup entre ses mains, la part que la liberté même et les nécessités du progrès lui auraient définitivement attribuée. On fréquenterait ses écoles, non plus par l'impossibilité d'en rencontrer d'autres, mais parce qu'elles auraient prouvé qu'elles sont les meilleures. Son privilège de fait, s'il lui en était réservé un, n'aurait plus pour cause la prohibition dans autrui, mais la supériorité d'une chose éprouvée au contact de la liberté même. La concurrence aurait en matière d'enseignement des résultats incalculables, elle finirait par créer une organisation qui, dans sa diversité, ses degrés et ses embranchements, offrirait la reproduction proportionnelle, et en quelque sorte le calque vivant des besoins intellectuels de notre pays. Elle fonderait cet enseignement *national* qui restera chimérique dans le système du privilège universitaire. Quelques résultats échappés à la tolérance du pouvoir sont des indices de ce que pourrait une liberté établie dans la loi et largement répandue dans les faits. L'impulsion donnée, elle se propagerait vite à travers la France, et nous

prendrions, sous un régime nouveau, le goût et les habitudes de l'association. Celle-ci, livrée à elle-même, formerait par degrés le réseau de l'enseignement, et suivrait, dans ses sinuosités toujours plus nombreuses, la division du travail, depuis le soc de la charrue et le marteau de l'atelier jusqu'à ces spécialités supérieures de la médecine, du barreau, des lettres, des sciences, qui sont comme le faite de notre société moderne. Elle saurait, tout en satisfaisant aux spécialités, étendre également et perfectionner sans relâche l'enseignement qui répond au besoin de connaissances générales, augmenter ainsi et répartir entre le plus grand nombre de citoyens possible le fonds intellectuel dont notre époque est dépositaire. En créant des écoles de tout genre, en graduant les études selon l'échelle sociale elle-même, la liberté comblerait les lacunes si regrettables et si patentes laissées entre l'enseignement primaire et cet enseignement moyen qui aujourd'hui, parce qu'il embrasse à la fois trop et trop peu, ne satisfait véritablement personne.

Le sillon de l'enseignement serait incessamment remué et rafraîchi. Des villes qui n'empruntent leur puissance et leur éclat qu'au mouvement de l'industrie ou du commerce, fleuriraient sans doute en d'autres régions encore, et se distingueraient par leurs institutions. Qui peut dire les œuvres de la liberté d'enseignement à Lyon, à Marseille, à Strasbourg, à Bordeaux ; qui peut les compter d'avance dans les villes secondaires, dans les bourgs, dans les villages, et même dans les campagnes les plus reculées ? Vous craignez de voir surgir les innovations hasardeuses, les témérités et les utopies ? Tant mieux si elles surgissent, car c'est la pratique qui juge, et c'est le jour qui dissipe les erreurs. La liberté de l'erreur est la condition humaine du triomphe de la vérité, et la plus grande utopie, ainsi que la plus mauvaise, sera toujours celle qui prétend enfanter le vrai sans traverser le faux. C'est l'histoire de la vie et de la création. La séve pousse plus d'un jet parasite à côté de la branche féconde. On prêchera des théories anarchiques sous prétexte de liberté d'enseignement ? Mais qui songe donc à désarmer l'État d'un contrôle nécessaire au maintien de la liberté même ! Nous sommes bien poltrons en fait d'indépendance, nous qui en parlons si éloquentement, et nous ne comprenons pas assez que le moyen de détruire les conspirations, c'est-à-dire l'enseignement clandestin, c'est d'ouvrir partout des issues à l'enseignement public. Un moyen assuré de tuer les complots, c'est de dire à chacun : Tu peux parler, voyons tes opinions, voyons ta valeur, tu vas être discuté. La liberté établie, la conspiration ne trouvera plus de conspi-

rateurs, parce que le pays entier conspirera en faveur du droit. L'instruction se mettra au rabais? — c'est en partie ce que l'on veut. — Elle s'avilira entre des mains indignes? N'en ayez point souci : elle s'abaisse d'un côté, elle s'élève de l'autre, et la bonne finit par avoir raison de la mauvaise. En tout genre, le charlatanisme a plus à redouter qu'à espérer de la liberté.

Que faisait naguère M. Rouland en conviant au concours des mémoires l'armée des instituteurs primaires, que faisait-il récemment encore en s'adressant à l'expérience des professeurs pour la réforme de l'enseignement secondaire? Il faisait un appel à la concurrence. Mais il n'est de bonne concurrence, toujours efficace en ce qu'elle ne nous ménage point, que celle de nos adversaires. Elle représente la critique, non pas seulement en paroles, mais en action. Allez le demander à nos industriels ! Que l'Université suscite la liberté d'enseignement, elle n'aura plus besoin de faire d'enquête chez elle ; l'enquête se produira d'elle-même et marchera sous ses yeux. On n'est pas bon juge dans sa propre cause, et le contrôle en famille ne va pas au vif des défauts.

Nous paraissions quelquefois comprendre la liberté comme une chose qui du dehors viendrait s'appliquer à la société, alors qu'elle est constitutive de la société même. Nous la croyons volontiers subversive ; elle détruit, en effet, mais seulement ce qui n'est pas elle. Par cette raison aussi, elle devient conservatrice de tout ce qui la renferme. Que des intérêts s'implantent dans un monopole, en défendant le monopole, c'est leur existence qu'ils défendent. L'histoire fourmille de cette vérité, elle en est la preuve du commencement à la fin. Mais les intérêts qui s'implantent dans la liberté, l'histoire nous le dit avec la même certitude, ne sont pas moins tenaces et moins opiniâtres à défendre celle-ci. Et comme la liberté après tout n'est que l'absence du privilège légal, le moyen d'asseoir la société et de lui épargner les violences, c'est de faire une place toujours plus étendue à l'ennemie du privilège, de telle sorte que par la force d'une situation, les intérêts venant à dépendre de la liberté, ils ne puissent plus songer à se préserver sans conserver ce qui les soutient. C'est en ceci que consiste la philosophie de cette parole trop rarement entendue : conserver par la liberté.

CHARLES DOLLFUS.

VINGT-CINQ ANS

DE

L'HISTOIRE DES PAYS-BAS UNIS

1584-1609

DEUXIÈME ARTICLE ¹

VI

L'angoisse causée en Angleterre et dans les Pays-Bas par les armements de Philippe avait été extrême. L'allégresse y fut générale et s'éleva vers Dieu en de longues et solennelles actions de grâces. Le péril commun, auquel on venait d'échapper par une entente mutuelle et par la protection visible de la Providence, devint un lien entre deux peuples religieux et réfléchis. Les projets de vengeance qu'Élisabeth forma presque aussitôt contre l'Espagne, la mort de Leicester (14 septembre 1588), dont l'impertinente conduite avait été la principale occasion de discorde, achevèrent le rapprochement. A l'exception de Gertruydenberg, que le prince Maurice canonna sans la pouvoir réduire et qui fut définitivement vendue aux Espagnols par son commandant Wingfield (10 avril 1589), toutes les autres villes où les garnisons anglaises s'étaient révoltées rentrèrent dans le devoir, et tous sujets de plaintes furent apaisés.

¹ Voir la *Revue germanique* du 1^{er} juillet 1863.

Bientôt, un nouveau succès remporté sur Farnèse vint augmenter le bon espoir qui dissipait peu à peu dans les Provinces-Unies l'inquiétude et l'affliction auxquelles elles s'étaient abandonnées après la mort du prince d'Orange. Le duc de Parme fut forcé de lever le siège de Berg-op-Zoom. C'était la dernière ville restée aux États dans le Brabant; par sa position, elle commandait le Brabant, la Flandre, la Hollande et la Zéelande; Farnèse tenait à honneur de la réduire. A peine remis du trouble que lui avait causé le désastre de l'Armada, dont la cour de Madrid rejetait sur lui la faute, il était venu en personne à la tête de toute son armée, forte de 30,000 hommes, assiéger la place (24 septembre 1588). Mais bientôt les sorties vigoureuses de la garnison anglaise, la présence du prince Maurice et de Barneveld, qui animaient tout et pourvoyaient à tout, ôtèrent au duc de Parme l'espoir de s'en rendre maître par la force; alors il voulut essayer d'y pénétrer par la ruse et se laissa tromper par la feinte trahison de deux Écossais qui, d'accord avec le prince Maurice et le commandant Willoughby, s'offrirent à introduire les Espagnols et les firent tomber dans une embûche où beaucoup perdirent la vie. La mortification que ressentit le duc de Parme et la maladie qui commençait à miner ses forces le déterminèrent à lever le siège.

Dans l'été qui suivit, Farnèse reçut du roi Philippe l'ordre d'entrer en France à la tête de son armée. Vers le milieu d'août 1590, laissant le gouvernement des Pays-Bas au comte Ernest de Mansfeld, il passait la frontière, joignait le duc de Mayenne à Lizy, marchait avec lui droit sur la capitale et forçait Henry IV d'en lever le siège. Mais les maladies qui ravageaient ses troupes et le refus que firent les villes françaises de les recevoir contraignirent bientôt le duc de Parme à rentrer aux Pays-Bas où il ne ramena que le tiers de son armée. Son éloignement s'y était fait sentir comme il l'avait prévu. Le vieux comte de Mansfeld n'était capable de lutter ni contre l'ardeur militaire de Maurice ni contre la sagesse politique de Barneveld. L'ascendant immense de ce dernier, habilement déguisé sous les dehors les plus simples, sa main ferme et souple qui savait conduire toutes choses sans se montrer, ses conseils dont la grande expérience de Guillaume avait estimé la justesse et qui maintenant s'appliquaient à diriger le premier essor des talents de Maurice, n'avaient pas tardé à produire des effets sensibles. Sous son heureuse influence, les États-Généraux, qui, dans la dernière année du gouvernement de Leicester, s'étaient constitués en assemblée permanente, pourvurent à toutes les lacunes que laissait dans l'administration et dans la législation la suppression des fonctions

de gouverneur général. Par un ensemble de mesures bien combinées, ils rétablissaient la régularité dans le service de l'État. Un ordre parfait dans l'administration et dans les finances mettait le gouvernement à même de continuer la guerre avec vigueur sans fouler le pays. Le chiffre des troupes ayant été réduit et mis en rapport avec les revenus de la République, leur paye était assurée et répartie avec équité entre les différentes provinces. Par l'exactitude apportée dans ces paiements, les États se voyaient en droit d'exiger des officiers une discipline sévère. On avait fixé des indemnités en faveur des habitants des villes ou des campagnes qui auraient eu à souffrir de la licence des troupes, et l'on était parvenu de la sorte à rétablir une si bonne harmonie, que le cultivateur ou l'artisan, au lieu de redouter, comme par le passé, la présence des soldats, la souhaitait, parce que, loin de lui porter préjudice, elle rendait plus facile et plus lucrative la vente des produits de son travail.

Après qu'ils eurent pourvu à une meilleure organisation des troupes de terre, les États s'occupèrent à donner à la marine une organisation plus forte et plus complète. Ils créèrent pour la généralité un grand Conseil d'amirauté, sous la présidence du prince Maurice, et cinq Conseils particuliers subordonnés au Conseil général, qui eurent leur siège dans les principales villes maritimes : à Amsterdam, à Rotterdam, à Middelbourg, à Horn et à Doccum ¹. La durée des fonctions des membres de ces Conseils fut fixée à trois ans, comme celle des membres du conseil d'État. Ils étaient chargés de pourvoir à la construction des navires et à l'équipement des flottes de la République, à la levée, à l'entretien des matelots, à la perception des droits de convois, de douanes et de péage. La Hollande avait jusqu'alors entretenu en mer trente-huit bâtiments de guerre; la Zéelande en avait douze, la Frise dix-huit, avec un nombre égal de navires sur les canaux et sur les rivières, destinés à protéger la navigation intérieure. Le Conseil de l'amirauté accrut ce nombre de huit bâtiments de guerre et de vingt pinasses ² de soixante à cent tonneaux, destinés spécialement à protéger contre les pilotes de Dunkerque la marine marchande et les bâtiments pêcheurs qui avaient beaucoup à en souffrir.

¹ Cette création d'un conseil général d'amirauté exerça la plus heureuse influence sur le développement de la marine dans la République, en donnant une direction uniforme et une impulsion plus forte aux opérations, divisées jusque-là, des différentes provinces. La présidence de ce conseil accrut notablement la puissance du prince Maurice.

² Les pinasses étaient des vaisseaux bas ou demi-galères qui marchaient également à la voile et à la rame. LECLERC, t. I, p. 149.

Dans le même temps, la puissance du prince Maurice prenait un accroissement considérable. Après la mort de Villers, tué devant Gertruydemberg, le stadhoudérat d'Utrecht fut réuni dans sa personne à celui de Hollande et de Zéelande (février 1590). L'élévation de son cousin-germain, avec lequel il était étroitement uni d'amitié, au stadhoudérat de Gueldre et d'Over-Yssel, étendit son influence ; la prise de Bréda (4 mars 1590), qui remit en sa possession l'une des principales villes de son patrimoine, parut une nouvelle marque des faveurs que lui réservait la fortune. Un singulier stratagème l'avait rendu maître de la place. Un batelier hollandais affectionné à la maison de Nassau, qui vendait des tourbes dans la ville et qui en fournissait la garnison espagnole, ayant remarqué la négligence avec laquelle se faisait la visite des barques, vint trouver le prince Maurice et lui proposa d'introduire de ses gens jusque dans l'intérieur de la citadelle, par le moyen d'une cachette qu'il pratiquerait sous ces tourbes. Maurice fut tenté par cette aventure. Après avoir consulté Barneveld qui l'approuva, il en confia l'exécution à un homme de tête et de main, le capitaine Héraugières. Celui-ci ayant fait choix de soixante-dix soldats et de quelques chefs éprouvés de la garnison du fort de Nortdam, situé à une lieue environ de Bréda, il les fit sortir du fort pendant la nuit (26 février) et monter dans la barque, où ils se blottirent comme ils purent sous une épaisse couche de tourbe. La barque, prise par les glaces, avançait à peine et mit quatre jours entiers à remonter jusqu'à Bréda. La rigueur du froid était excessive et l'eau qui entrait par les fentes du bateau incommodait singulièrement les pauvres soldats, qui se tenaient accroupis ou couchés à fond de cale sans oser faire un mouvement. Comme on approchait du château, l'officier du poste vint selon l'usage visiter la barque. A ce moment, l'un des gens de Héraugières, le lieutenant Mathias Held, fut pris d'une toux violente, il pensa qu'il allait trahir la cachette, et, ne pouvant retenir sa toux, il passa son poignard à l'un de ses camarades et lui commanda avec une tranquillité parfaite de le tuer. Le détachement de la vie était si général à cette époque chez ce peuple, tout entier à la conquête de sa patrie et de sa liberté, qu'il y inspirait de ces résolutions dont l'héroïque simplicité nous étonne. Il ne fut pas nécessaire cependant d'obéir à Mathias Held. Le patron de la barque couvrit sa voix en faisant un grand bruit avec la pompe, feignant qu'on prenait eau. L'officier qui faisait la visite n'entendit rien, et, comme la garnison manquait de chauffage, les soldats s'empressèrent d'ouvrir l'écluse, s'employèrent eux-mêmes à tirer le bateau, par le passage obstrué de glaçons, jusque dans l'en-

ceinte du château ; puis ils se mirent en devoir d'enlever la tourbe. Ils en prirent une si grande quantité qu'ils touchaient déjà au plancher sous lequel se cachaient les gens d'Héraugières, quand le patron de la barque détourna leur attention. Simulant une grande fatigue, il sut leur persuader qu'ils avaient assez travaillé, leur distribua quelque monnaie pour aller boire, et, sorti du château avec eux, il s'évada et alla, comme il avait été convenu, avertir le prince Maurice du succès de l'entreprise. Sur ces entrefaites, la nuit était venue. Vers les onze heures, pendant que tout dormait, Héraugières sort de la cachette avec ses gens. Il surprend les sentinelles et les tue. Le commandant Lanzavecchia n'était pas dans le château ; il s'était laissé attirer dehors par une feinte attaque de Maurice sur Gertruydenberg. Une centaine de soldats qu'il avait laissés à la garde de son fils, éveillés à l'improviste, se défendent mal ; la garnison de la ville, composée de 500 Italiens environ, entendant l'alarme, prend la fuite ; Héraugières, maître du château, ouvre les portes au comte de Hohenlohe qui arrivait avec l'avant-garde du prince. Cette entreprise singulière n'avait pas coûté la vie à un seul homme. Héraugières fut nommé gouverneur de Bréda ; Maurice confia au brave lieutenant, Mathias Held, le commandement du fort de Norddam. Comme les États rapportaient à Barneveld l'honneur de toutes leurs entreprises, ils lui firent présent d'une grande coupe en vermeil sur laquelle étaient gravés les principaux événements de la prise de Bréda. Cette aventure était dans le goût du temps et fut extraordinairement célébrée ¹.

VII

L'année suivante fut plus heureuse encore pour Maurice. Profitant de la confiance qu'il avait inspirée aux États, il les décida à reprendre l'offensive. Rentré en campagne à la tête d'une armée petite en nombre mais où il avait su relever déjà l'esprit militaire et resserrer la discipline, il marcha rapidement de succès en succès et jeta au loin le premier éclat de cette renommée qu'il s'était juré d'ajouter à la gloire de

¹ • On ne trouvera guère d'entreprise plus difficile et plus hardie que celle-là, ni exécutée avec autant de constance et de conduite dans toute l'antiquité. • LECLERC, v. I, liv. VIII, p. 250.

son père ¹, et qui bientôt devait le mettre au premier rang entre les héros de son siècle ².

L'armée du prince Maurice ne comptait pas plus de 8,000 hommes d'infanterie et de 2,000 chevaux ; mais elle était composée tout entière de volontaires qui rivalisaient d'ardeur à se signaler sous le commandement d'un jeune chef, prompt, hardi, impatient de gloire. Les soldats étaient bien armés, bien équipés, bien payés, abondamment pourvus de munitions et de vivres. Une excellente artillerie, servie par des matelots, donnait d'ailleurs à cette petite armée une force solide. Pour toutes les opérations militaires, le prince Maurice était assisté d'un conseil de guerre et de plusieurs commissaires députés dans son camp par le conseil d'État, auxquels il devait soumettre ses plans de campagne ³.

Laissant de côté les grandes villes dont le siège lui aurait coûté un temps précieux, Maurice, qui cherchait dans la rapidité des mouvements le succès de la guerre, attaque, avec une vivacité inaccoutumée jusque-là dans les armées hollandaises, plusieurs forteresses importantes dans le Brabant et s'en rend maître. Puis, comme on s'attendait à le voir attaquer Gertruydenberg, il tourne subitement par le Wéluwe et paraît devant Zutphen, capitale de la Gueldre, qu'il savait mal défendue. Il jette un pont sur l'Yssel, canonne le château avec trente pièces d'artillerie, le foudroie pendant quatre jours et le force à capituler (30 mai). Sans perdre un moment, le soir même il embarque son artillerie, l'amène devant Deventer qu'il assiège des deux côtés de la rivière, et, après l'avoir battu quelque temps en brèche, il fait donner l'assaut. Au bout de peu de temps le comte Hermann de Berghes, son cousin-germain, qui commandait la place, est forcé de capituler, avouant avec naïveté son étonnement et disant « qu'il n'eût pas cru que les *gueux* (c'est ainsi qu'il appelait encore l'armée des États) eussent pu amasser tant de forces. »

¹ Le prince Maurice, passionné pour l'honneur de son nom, et jaloux de conserver, d'accroître s'il se pouvait, la gloire de son père, avait pris pour cachet emblématique un tronc d'arbre coupé à moitié de sa hauteur d'où sortait un scion vigoureux avec cette devise : *Tandem fit surculus arbor.* »

² « Après moi, disait Henry IV, il n'y a pas de plus grand capitaine que le prince Maurice. » Maurice, à qui l'on demandait un peu plus tard : Quel était le premier homme de guerre de son temps, répondait : « Spinola est le second. »

³ Ces commissaires avaient à peu près même office que celui des Provédateurs de Venise; ils devaient conseiller, mais surtout surveiller le général. La sagesse de Barneveld, qui fut constamment nommé commissaire auprès de Maurice, évita les chocs qui pouvaient si aisément se produire en de tels rapports, et sa présence au camp, loin de nuire à l'autorité de Maurice, servit à l'affermir en la montrant toujours approuvée et soutenue par les États-Généraux.

Au bruit des progrès de Maurice, le duc de Parme, qui venait de rentrer aux Pays-Bas, s'apprête à marcher contre lui. Mais des obstacles de tout genre l'arrêtent. L'argent manquait aux Pays-Bas depuis l'expédition de l'Armada et les projets de Philippe II sur la France. Avec l'irrégularité dans la solde des troupes, l'insubordination avait reparu ; les mutineries éclataient. Farnèse, mal obéi, ne peut pas rassembler plus de 7,000 hommes, avec lesquels il vient attaquer le fort de Knodsembourg, que Maurice avait fait bâtir sur la rive droite du Wahal, à l'opposé de Nimègue, et qui incommodait fort la ville. Maurice accourt ; il rencontre, dans un passage étroit, une troupe de cavaliers espagnols envoyés en reconnaissance et les taille en pièces ; puis, comme il approchait de Knodsembourg, il voit, non sans surprise, s'opérer la retraite de Farnèse. Le duc de Parme, mécontent de ses soldats, n'avait pas jugé à propos d'attendre Maurice ; il repassait le Wahal couvert par un long retranchement dont on admira la prompte et savante construction, et se retirait en bel ordre vers le Brabant. De nouveaux ordres du roi Philippe le rappelaient en France ; sa santé, de plus en plus faible, l'obligeait à s'arrêter à Spa ; mais on affecta de croire qu'il masquait de ces prétextes l'éclipse de son courage, et les risées du vulgaire ne furent point épargnées au génie que trompait la fortune.

Pendant ce temps, Maurice traversait le Bétuwe avec sa petite armée renforcée de troupes fraîches que lui avait envoyées le comte de Nassau ; il jetait un pont sur le Wahal et venait planter son artillerie devant les remparts de Nimègue qu'il somme de se rendre. Les bourgeois s'y refusent. Se raillant de Maurice, ils lui font dire « que la ville est pucelle et mérite bien qu'un prince jeune et galant tel que lui la courtise un peu plus longtemps avant qu'elle cède à ses poursuites. » Maurice fait foudroyer la ville. Verdugo, qui commande les troupes espagnoles, n'ose venir au secours de la place ; le peuple, favorable aux Nassau, se soulève et force les magistrats à se rendre. Maurice accorde à la garnison les honneurs de la guerre, mais il ôte à la ville une partie de ses privilèges. Non content d'y interdire, ainsi qu'à Zutphen et dans toutes les autres villes qu'il rend aux États, l'exercice de la religion catholique, il se réserve pour tout le temps de la guerre le droit de nommer les magistrats dont l'élection avait appartenu jusqu'à aux corps de métiers. La province de Gueldre étant rentrée dans l'obéissance par la reddition de Nimègue, dont Philippe de Nassau, frère de Guillaume-Louis, fut nommé gouverneur, Maurice alla prendre ses quartiers d'hiver. La mauvaise saison, les pluies continuelles et

surtout la maladie de Barneveld, qui le privait de son plus ferme soutien dans l'assemblée des États et dans le Conseil, le décidèrent à rentrer à La Haye. Il avait assez fait d'ailleurs dans cette courte campagne. En moins de cinq mois il avait pris Zutphen, Deventer, Hulst et Nimègue, sans compter beaucoup de petits forts, et l'on avait vu se voiler à son approche l'étoile de Farnèse.

Le retour de Maurice en Hollande fut accueilli par des démonstrations d'allégresse et par des applaudissements inouïs. Son entrée à La Haye fut un triomphe. Plusieurs, en le comparant à Guillaume, le mettaient au-dessus de lui pour les talents militaires. On célébrait à l'envi sa valeur. La fierté de son port martial, la hardiesse qui respirait en toute sa personne charmaient le peuple, qui se plaisait à y voir le présage d'une haute fortune. Un enfant, un écrivain déjà célèbre et qui devait être la merveille du siècle, Grotius, alors âgé de huit ans, fit sur la prise de Nimègue des vers latins que l'on répéta partout et qui mirent dans toutes les bouches l'éloge du jeune héros et l'éloge du jeune poète ¹.

VIII

L'année suivante (1592), l'armée des États reprit l'offensive. Les Espagnols occupaient dans la Frise plusieurs points d'où il importait de les déloger ; Groningue, capitale de la province, et Steenwik, place très-forte sur la frontière de l'Over-Yssel, avaient arboré la croix rouge de Bourgogne ; Maurice tenait à honneur de rétablir sous l'autorité de Guillaume-Louis de Nassau ces deux villes rebelles de son stadhoudérat. Rentrant en campagne avec le comte de Hohenlohe, qui lui amenait quelques troupes recrutées en Allemagne, il se présenta devant Steenwik. La place était défendue par de solides remparts et par une garnison d'environ dix-sept cents hommes qui passaient pour l'élite des troupes espagnoles. Longtemps elle résista à Maurice qui battait les murs avec soixante-cinq pièces d'artillerie, et qui, au moyen d'une tour de neuf étages qu'il avait fait construire avec des mâts de navires et rouler tout proche des fossés, faisait tirer à mous-

- Plaudite Mauritio victori quotquot adestis ;
- Namque is Cæsaream Neomagum venit in urbem ;
- Vel potius domino victori plaudite Christo,
- Namque is Mauritio Neomagum tradidit urbem. •

quet sur les rues. Les boulets et les balles ne venant point à bout de ces murailles épaisses, il fallut faire jouer la mine. Le 3 juillet, un bastion, avec tous les soldats qui le défendaient, saute en l'air et laisse une large brèche par laquelle se poussent les troupes de Maurice. La garnison se voit forcée de capituler. Steenwik réduit, Maurice vient devant Koeworden ; il n'était pas aisé de s'en rendre maître. Le comte Frédéric de Berghes y commandait une forte garnison ; Verdugo, qui campait avec 10,000 hommes à une lieue des confédérés, annonçait l'intention de secourir la place ; le Parmesan lui-même, qui revenait triomphant de France où il avait fait lever le siège de Rouen et qui ne pouvait souffrir les succès de Maurice, préparait une expédition dans la Frise. Mais la Fortune se plaisait auprès de ce jeune Nassau. Une surprise que Verdugo tenta de nuit sur son camp fut repoussée ; le duc de Parme ne parut pas, et Koeworden, destitué de tout secours, fut contraint de se rendre.

Cette nouvelle chagrina Farnèse, qui, retenu à Arras par l'ordre exprès de Philippe, voyait le grand objet de son ambition, la conquête des Provinces-Unies, lui échapper peu à peu et tourner à la confusion des armes espagnoles. Il essayait de se distraire par l'activité de ses préparatifs pour une troisième invasion en France. Tout le jour à cheval, malgré de cruelles infirmités, il passait en revue, il animait de sa voix éteinte par la maladie, ces vieilles bandes indomptables qui accouraient à son commandement des extrémités de l'Espagne et de l'Italie, ces troupes de lansquenets, ces régiments wallons qu'il avait disciplinés et qui venaient, pleins d'orgueil de lui appartenir, se ranger sous sa bannière. Sa main amaigrie, qui tenait la plume avec effort, traçait incessamment des ordres militaires et marquait les étapes de son armée jusqu'à Paris. Il y était attendu et pour une entreprise digne tout ensemble de son ambition, de sa foi et de son génie : le duc de Parme allait imposer à la nation française l'exclusion d'un prince huguenot, l'abolition de la vieille loi des Francs ; il allait confondre l'orgueil national, humilier toutes les classes et tous les partis en les courbant aux pieds du Saint-Siège, sous le sceptre de l'Infante catholique. Mais le mal qui minait les forces de Farnèse faisait des progrès rapides, et la mort vint plus vite qu'il ne l'avait prévu. Le 3 décembre au matin, trois cents torches funèbres s'allumèrent dans Saint-Vedast, à l'entour d'un cercueil où gisait, étendu sous un humble froc de moine, le corps inanimé de ce fameux capitaine qui avait remué le monde. On crut, et il avait cru aussi, que le poison espagnol, récemment versé dans ses veines, était cause de sa

fin; mais l'ouverture de son corps montra qu'il était atteint depuis longtemps d'un mal inguérissable. Le duc de Parme n'avait pas plus de quarante-sept ans. Il mourut pauvre pour avoir prodigué son bien au service de son maître; calomnié, disgracié à demi, pour avoir eu toujours l'âme haute et quelquefois la fortune contraire. Seul homme de guerre et d'État capable de lutter contre le génie et le bon droit du prince d'Orange, il se rendit indigne d'un tel adversaire par les moyens auxquels il eut recours pour se délivrer de lui. La persistance avec laquelle il suscita des assassins à Guillaume jette une ombre très-forte sur sa mémoire illustre. Cet épais capuchon de bure qui s'abaisse sur les paupières du duc de Parme ne saurait le dérober aux sévérités de l'histoire; il nous aidera seulement à comprendre qu'elles doivent porter, moins sur des actes accomplis dans un sentiment de foi véritable, que sur l'esprit du temps qui les inspirait. Farnèse, si grand qu'il fût, n'était pas, comme Guillaume, au-dessus de son siècle. Chez lui, comme chez tous ses contemporains, la morale découlait uniquement de la religion. Les scrupules humains étaient sacrifiés à la gloire de Dieu; et le zèle de cette gloire, telle que la prêchaient ses plus fervents apôtres, autorisait, commandait souvent le meurtre. La sainteté du but effaçait la culpabilité du moyen. A cet égard, la conscience de Farnèse, soumise aux décisions d'un tribunal réputé pour ses lumières, n'était pas en désaccord avec les principaux docteurs de l'Église romaine.

IX

Le comte Ernest de Mansfeld succédait au duc de Parme dans le gouvernement des Pays-Bas; et, sous le nom de Mansfeld, que son âge avancé rendait impropre à des fonctions actives, un conseil de guerre, presque exclusivement composé d'Espagnols, conduisit tout. On vit renaître alors, sous l'influence du comte de Fuentès et de don Esteban de Ibarra, commissaires récemment envoyés par Philippe et qui se rendirent tout-puissants dans le conseil, l'esprit barbare des premiers temps de la guerre: toute la cruauté du duc d'Albe sans son génie. Par des ordonnances renouvelées des plus mauvais jours de la *furie espagnole*, il fut interdit aux villes des provinces soumises qui tomberaient au pouvoir de l'ennemi de se racheter du pillage, comme elles l'avaient fait jusqu'alors par une contribution; on défendait l'échange

des prisonniers ; on déclara qu'on ne ferait plus aucun quartier et que l'on mettrait à feu et à sang les territoires conquis. Alors, usant de représailles, les États-Généraux déclarèrent à leur tour que, après un certain délai accordé aux villes et aux provinces qui voudraient rentrer dans l'Union, si le conseil espagnol ne retirait pas ses ordonnances, ils agiraient de la même manière. La guerre reprit ainsi, pour un temps, le caractère de férocité qu'elle avait perdu. Heureusement, les mœurs, déjà sensiblement adoucies, opposèrent une résistance invincible à ces rigueurs sauvages de quelques chefs ; les soldats et même les officiers refusèrent de marcher sous une loi si rude ; la désertion se mit dans les rangs de l'armée royale ; d'un autre côté, la noblesse et le clergé wallons qui, depuis la publication des ordonnances, voyaient leurs terres saccagées par l'ennemi, crièrent très-haut ; et l'on fut contraint de rétablir les usages adoptés chez tous les peuples policés pour la rançon des biens et des hommes.

Au mois de mars de cette même année (1593), le prince Maurice rentrait en campagne. Après avoir remis sous l'obéissance toutes les places de la province d'Over-Yssel, il vint avec sept mille hommes de troupes, dont il partageait le commandement avec le comte de Hohenlohe, investir Gertruydenberg, qui avait été livrée aux Espagnols par la garnison anglaise au temps de Leicester. La position de Gertruydenberg était très-forte et très-importante à la navigation de la Hollande. Située à la frontière du Brabant, également éloignée de Bréda, de Berghes et de Dordrecht, entre la rivière Donghe et un petit golfe appelé le Biesbosch, sur un terrain marécageux que la mer inonde à la marée haute, la ville pouvait incessamment recevoir du secours. Aussi, Maurice se prépara-t-il à de longues opérations en rendant son camp presque aussi fort que l'était la place. Transformant en pionniers les soldats et les matelots de son armée, les excitant par sa présence et par des gratifications, Maurice leur fit exécuter des travaux qui rappellèrent les campements fameux des Romains ¹. Afin de réunir les différents quartiers de son camp, éloignés l'un de l'autre de plus d'une lieue et séparés par la rivière, il fit jeter des ponts, construire des digues, des chaussées, élever des palissades à l'abri desquelles les soldats passaient à couvert d'une extrémité du camp à l'autre. Par le moyen

¹ « L'œuvre était si grande qu'elle allait au delà de toute créance humaine et surmontait de beaucoup celle de l'ennemi. C'était le plus mémorable siège qui eût été fait depuis cent ans ; et par excellence il fut appelé le siège romain. » LAPIZE, 4^{me} partie, 632. — « Il fut le premier capitaine des temps modernes qui, offrant à ses soldats l'exemple des légions romaines, les fit travailler avec les pionniers. » CÉRISSIER, t. IV, p. 229.

d'écluses et de ces moulins à vent dont l'usage était général alors dans toute la Hollande et qui donnent encore aujourd'hui à ces contrées une physionomie si particulière, il fit, selon l'opportunité, retenir ou écoulér les eaux; plus de cent pièces d'artillerie furent, par son ordre, rangées en batterie sur les retranchements et sur les redoutes qui n'avaient pas moins de quatre lieues de circuit. Du côté du Biesbosch, entre Gertruydenberg et Dordrecht, où l'on aurait pu approcher la ville par eau, Maurice établit en forme de demi-lune une longue ligne de vaisseaux de guerre joints ensemble par des câbles, au dedans de laquelle de petits brigantins faisaient la garde et couraient la nuit des bordées jusques aux portes de la ville. Pendant qu'il cernait ainsi la garnison de Gertruydenberg et menaçait de l'affamer, les vivres et les munitions affluaient à son camp, sans que l'ennemi pût l'empêcher, par une infinité de grosses barques qui venaient de la Hollande et de la Zéelande. Le marché se tenait sur ces barques; les paysans des environs, rendus confiants par la parfaite discipline que Maurice maintenait dans son armée, et qui cultivaient leurs champs et leurs jardins jusque dans l'enceinte retranchée, apportaient à ce marché leurs denrées, ils y amenaient leur bétail « avec autant de liberté que si c'eût été dans la ville la mieux policée du monde. » Le soldat y trouvait abondamment et achetait à bas prix, comme en pleine paix, la viande, les œufs, le laitage et les légumes. La santé et la bonne humeur régnaient sous la tente; l'obéissance n'y était pas moindre; et tout allait à l'honneur du jeune chef qui savait si bien tout prévoir et tout conduire.

Cependant la garnison, se voyant de plus en plus pressée par Maurice, qui poussait ses tranchées jusqu'aux portes de la ville, demandait instamment du secours à Mansfeld. Des ordres furent donnés pour que les troupes espagnoles quittassent la France où elles se consumaient en pure perte; la cavalerie royale vint à Turnhout; elle fit de fréquentes escarmouches avec les troupes des États, et le 26 mai, Mansfeld lui-même se présenta, à la tête de plus de douze mille hommes, devant le camp de Maurice. Mais comme il le trouva beaucoup mieux retranché qu'il ne s'y attendait et qu'il ne put pas attirer le prudent capitaine en rase campagne, Mansfeld, après plusieurs tentatives pour se frayer un chemin vers la ville, fit dire à la garnison qu'il allait voir à la secourir d'une autre manière et se retira vers l'île de Bommel, faisant mine de vouloir attaquer le fort de Crèvecoeur. Mais là encore il fut déjoué. Maurice devinant son dessein, l'avait prévenu par un de ces mouvements rapides auxquels il avait accoutumé ses troupes. Les habitants de Gorcum et de Bommel inondaient le pays; Mansfeld n'eut

que le temps d'ordonner une promptre retraite et reprit en désordre le chemin de Bois-le-Duc. Quand la garnison de Gertruydenberg se vit abandonnée, elle capitula. Le 26 juin, après un siège de trois mois, Maurice entra dans la ville. Il y établit comme gouverneur son jeune frère, Frédéric-Henry, alors âgé de neuf ans, à qui elle appartenait par héritage ; après quoi, il envoya une partie de son armée dans la Frise, et ramena l'autre avec lui en Hollande pour lui faire prendre un peu de repos.

X

Quelques mois après, l'archiduc Ernest, frère de l'empereur Rodolphe, à qui Philippe II venait de donner le gouvernement des Pays-Bas, arrivait à Bruxelles (30 janvier 1594). Il y fut très-fêté par la noblesse qui voyait, avec beaucoup de plaisir, un prince de sang allemand, faible d'esprit et de mœurs faciles, établi au-dessus de ces commandants espagnols, dont elle souffrait impatiemment depuis quelques temps les insolences. On était d'ailleurs très-las de la guerre dans les provinces wallonnes, et l'on se plaisait à voir dans le choix de Philippe une pensée conciliatrice. Déjà le roi d'Espagne avait témoigné aux seigneurs wallons un retour de confiance en leur rendant le gouvernement des provinces qu'ils possédaient autrefois ; la première démarche de l'archiduc confirma leurs espérances. Le 6 mai, il adressa aux États Généraux de la République une lettre écrite dans les termes les plus honorables, pour leur dire que, s'il avait accepté le gouvernement des Pays-Bas, c'était uniquement dans l'espoir de terminer une guerre civile, affligeante et ruineuse, et pour rendre au pays la splendeur dont il avait joui sous ses ancêtres les princes de la maison de Bourgogne¹. Ernest exhortait les États à l'aider dans une si belle tâche, en proposant des conditions de paix acceptables et qu'il pût se charger de transmettre au roi Philippe. Les envoyés du roi accompagnèrent la lecture de cette lettre de toutes les promesses qu'ils jugèrent le plus capables de faire impression sur l'assemblée. Mais les illusions qu'on s'était faites dans les provinces soumises ne furent pas de longue durée. La réponse des États-Généraux (17 mai) montre que jamais la

¹ La lettre portait pour suscription : « Aux illustres, nobles, honorables, prudents, nos chers et bien-aimés les États de Gueldre, Hollande, Zélande, Utrecht, Over-Yssel et autres assemblées à La Haye en Hollande. »

République n'avait été plus assurée dans l'idée de son droit, plus confiante en la Providence, plus éloignée de toute composition avec l'ennemi de ses libertés. Dans cette réponse aussi ferme que fière, les États-Généraux déclaraient nettement qu'ils estimaient contraire à leur honneur et à leur sûreté d'entrer en aucune négociation avec un prince à qui sa religion enseignait la maxime « qu'on n'était point obligé de tenir sa parole envers des hérétiques. » Ils disaient qu'on ne pouvait pas faire alliance avec une nation dont « les massacres, les incendies, les extorsions, les pillages et tant d'autres faits énormes et exécrables » avaient rendu le nom odieux à toute la chrétienté. Ils déclaraient que la République s'en remettait à Dieu seul de son salut.

Dans la vérité, les Provinces-Unies avaient plus d'un motif de confiance. Loin qu'il pût être question pour elles de se soumettre, il ne paraissait pas du tout invraisemblable que les États séparés rentrassent volontairement dans l'union. Jamais la haine contre les Espagnols, plus violente peut-être en d'autres temps, n'avait été plus intense dans les provinces wallonnes; jamais la guerre n'y avait causé plus de ravages; jamais la noblesse n'avait aussi amèrement senti sa faute ni porté avec plus d'indignation le joug qu'elle s'était laissé remettre après l'avoir secoué; jamais enfin on n'avait regardé avec tant d'envie ces *gueux*, raillés naguères, qui formaient aujourd'hui, parce qu'ils avaient su vouloir être libres, un État prospère et respecté. Déjà parmi les grands, on délibérait sur les moyens de rentrer dans la confédération; la crainte seule de ne pouvoir négocier avec assez de secret et qu'il ne se rencontrât plus dans la République, comme au temps du prince d'Orange, un homme capable de réunir les opinions divisées, apportait de l'hésitation dans les conseils et retardait les démarches; mais on vit bien dans l'assemblée même des États, convoqués à Bruxelles par l'archiduc (31 décembre 1594), que l'idée de réunion était présente à tous les esprits. L'archiduc, en omettant d'appeler à cette assemblée la bourgeoisie des villes, dont la fidélité lui était suspecte, avait cru n'entendre que des sujets soumis du roi Philippe et se donner, en paraissant les consulter, plus de force pour repousser les hostilités du roi de France, qui venait de déclarer ouvertement la guerre au roi d'Espagne et menaçait les provinces wallonnes. Mais il eut bientôt lieu de regretter sa confiance. Dès la seconde séance, le duc d'Archoot, cet ancien adversaire du prince d'Orange, qui avait tant contribué à ramener les provinces wallonnes sous l'obéissance du roi, se leva, et, dans un discours véhément dont la hardiesse fut très-applaudie par l'assemblée, traça un sombre tableau de l'état du pays; il dit les

mécontentements et les plaintes du peuple ; il le montra prêt à se soulever si l'on n'y faisait droit. Il déclara que si Sa Majesté catholique, trop éloignée sans doute pour connaître le mal, continuait à livrer la nation au gouvernement oppressif des Espagnols, il faudrait bien qu'elle pourvût elle-même à sa sûreté, quitte à rendre, après coup, si bon compte au roi de ce qu'elle aurait fait, et cela à la face de toute la chrétienté, que personne n'y pourrait trouver à redire ¹. C'était ainsi, on ne l'avait pas oublié, que la révolte des Pays-Bas avait pris son commencement. Ernest répondit exactement comme l'avait fait autrefois la gouvernante, en priant l'assemblée d'attendre avec patience qu'il eût pu transmettre ses vœux au roi et recevoir de Madrid la réponse ; dans le même temps, on interceptait des lettres de lui, où l'on voyait qu'il n'avait jamais pensé sérieusement à faire la paix avec les Provinces-Unies et qu'il conseillait au roi de réduire par la force ces obstinés hérétiques. Le conseil, en admettant qu'il fût bon, était devenu bien difficile à suivre. Depuis la mort du duc de Parme et l'abjuration de Henry IV, la face des affaires était changée. Par un brusque revirement, par une révolution véritable des esprits, la France rejetait tout à coup les opinions factieuses et revenait avec entrainement à son roi. Les grandes villes apportaient à l'envi leur soumission. La Sorbonne, l'Université, la chaire, changeaient de doctrine ; les Espagnols quittaient Paris ; les Jésuites étaient mis dehors (27 décembre 1594) ; l'absolution de Rome était en route.

Dans le même temps que la puissance de Philippe II déclinait si visiblement au royaume de France, elle subissait aux Pays-Bas et jusqu'en Espagne des atteintes sensibles. Les finances du roi étaient dans l'état le plus déplorable. Les sommes immenses qu'il avait prodiguées pour soutenir la ligue, pour attaquer l'Angleterre et pour entretenir aux Pays-Bas des armées, avaient épuisé son trésor. Il empruntait aux usuriers des sommes dont il ne pouvait pas payer l'intérêt exorbitant. Déjà, en l'année 1587, il avait suspendu le paiement de la dette ; en 1594, il renouvelait cette mesure désastreuse, refusait de faire honneur aux engagements que l'archiduc avait contractés pour son service avec les banquiers de Madrid, et portait de la sorte à son crédit un coup dont il ne devait plus se relever. Il arriva aussi plus d'une fois que la

¹ A quelque temps de là, le duc d'Arschoot, désespérant de voir renaître la liberté dans sa patrie, la quitta et vint s'établir dans la république de Venise : voulant du moins, disait-il, mourir parmi des hommes libres. Exemple mémorable, dans son contraste avec le dévouement spontané du prince d'Orange, de ces lumières tardives et vaines qui éclairent, après l'événement, les sagesse égoïstes.

tempête engloutit les vaisseaux qui lui apportaient l'or des Indes. Les retards qu'entraînaient toutes ces difficultés dans le paiement des troupes eurent pour effet l'indiscipline, et bientôt une insubordination complète. On s'aperçut que Farnèse n'était plus là. Avec l'organisation très-imparfaite des armées, telle qu'elle était alors, avec les éléments hétérogènes dont elle se composait, avec l'irrégularité du service et de la solde, l'autorité d'un chef respecté était beaucoup plus nécessaire encore qu'elle ne l'est de nos jours. Les commandants mis en la place du duc de Parme ne surent pas se faire obéir. Les régiments wallons murmurèrent, se plaignant que les troupes espagnoles étaient favorisées. De leur côté, les soldats espagnols et italiens, refusant de reconnaître d'autres chefs que ceux de leur propre nation, se mutinèrent à diverses reprises et finirent par entrer en rébellion ouverte. Emprisonnant leurs officiers et plaçant à leur tête un chef de leur choix (*electo*), les Italiens se cantonnèrent dans plusieurs garnisons du Brabant, de la Flandre, de l'Artois et du Hainaut et proclamèrent leur indépendance en se donnant le nom de *République italienne*; les Espagnols mutinés tinrent longtemps Dunkerque et plusieurs villes de la Picardie. Les ravages et les déprédations de ces rebelles s'étendaient au loin et venaient parfois narguer l'archiduc jusqu'aux portes d'Anvers et de Bruxelles. Afin de se donner plus de force, l'une de ces républiques militaires envoya offrir ses services à Henry IV, qui ne crut pas devoir l'écouter mais qui l'adressa au prince Maurice. Celui-ci conclut avec elle une sorte de traité par lequel il l'autorisa à demeurer à couvert dans les forts de Bréda et de Gertruydenberg, lui fit fournir des vivres et des munitions, et lui prêta même quelque cavalerie et quelque artillerie pour faire des courses sur le territoire ennemi; si bien que l'archiduc, voyant qu'il n'y avait aucun moyen de réduire par la force ces hommes déterminés, entra en arrangement et les autorisa à se fortifier dans Thienen jusqu'à ce qu'ils eussent reçu jusqu'au dernier écu les arrérages de leur solde. Dans cette situation, où ils demeurèrent l'espace d'environ dix-huit mois, ils se rendirent très-incommodes et paralysèrent, par la crainte où l'on était toujours de quelque trahison, tous les mouvements des troupes royales¹.

Sur ces entrefaites, Henry IV qui gardait aux États une vive reconnaissance pour les secours d'hommes et d'argent qu'il avait reçus d'eux au moment le plus critique de sa lutte contre la Ligue, et aussi pour la

¹ • La fin d'une mutinerie était le commencement d'une autre; il s'en élevait plusieurs en même temps, et les propres armées du roi ne lui donnaient pas moins d'inquiétude que celles des ennemis. • LECLERC, v. I, liv. v, p. 163.

réserve qu'ils avaient su garder à l'époque de son abjuration en s'abstenant de tout blâme et même de toute expression de regret ¹, leur envoyait, avec le titre d'ambassadeur, le sieur de Buzanval ², pour faire avec eux une plus étroite alliance, et il préparait avec le duc de Bouillon et le comte Philippe de Nassau une expédition dans le Luxembourg. De son côté, Maurice, entré dans la Frise, y reprenait Kœworden, forçait Groningue, et, malgré la vive résistance du parti catholique, très-puissant dans cette ville, il y proclamait la liberté de conscience. Par la soumission des Omelands, qui suivit de près celle de Groningue, Maurice consommait la réunion des Sept-Provinces et rendait complète cette heptarchie dont se composa toujours, à partir de cette époque, la République des Pays-Bas.

Pour comble de disgrâce et de confusion sur le nom espagnol, il arriva vers ce temps que d'odieus attentats contre la vie de la reine d'Angleterre et celle du stadhouder furent découverts et châtiés. Un juif portugais, du nom de Lopez, établi à Londres et médecin de la cour, fut exécuté avec deux de ses complices, après avoir avoué qu'il s'était laissé corrompre par les présents et les promesses de Fuentès et d'Ibarra, et qu'il leur avait promis d'empoisonner la reine. Un prêtre du diocèse de Namur, Michel Renichon, surpris à Bréda où il rôdait déguisé en soldat, et un soldat brabançon, Pierre Dufour, de la garnison de Berg-op-Zoom, furent pendus et écartelés dans le cours de l'année suivante (1595), pour avoir conspiré contre la vie de Maurice et de son jeune frère Frédéric-Henry. Ce Renichon montra beaucoup de repentir, et pour le mieux témoigner, il abjura dans sa prison la religion romaine au nom de laquelle on l'avait poussé au meurtre. Dans ses interrogatoires, qui furent tous exactement conformes l'un à l'autre, il déclara qu'il avait été engagé par le comte de Berlaumont, au su de l'archiduc Ernest, à tuer le prince Maurice, et qu'il avait touché à l'avance 200 philippe-dalers sur les 15,000 écus fixés pour sa récompense ; il dit qu'on l'avait assuré, en l'excitant à se hâter, que d'autres personnes dévouées étaient déjà en route, les unes pour Leyde, où elles devaient surprendre à l'Université le prince Frédéric-Henry, qui y faisait ses études, les autres pour différents lieux où elles avaient commission de

¹ Bien différents en cela des autres puissances protestantes, les États-Généraux avaient poussé le respect pour Henry IV jusqu'à recommander aux régentes des villes d'empêcher que personne parlât en public d'une manière défavorable au roi Henry, au sujet de son abjuration.

² C'était le premier envoyé d'une puissance souveraine auprès des États-Généraux qui eût été décoré du titre d'ambassadeur. Les États furent très-flattés de cet hommage.

tuer Olden Barneveld, le chancelier Léonin et le seigneur de Sainte-Aldegonde. Quant à Dufour, on apprit de lui qu'il avait eu affaire à d'Assonville, et cela en la présence même de l'archiduc. Il ajoutait que cet homme infâme, le même qui avait poussé Gérard à tuer le prince Guillaume, lui avait promis de faire dire à son intention une messe dont l'efficace le rendrait invisible aussitôt après qu'il aurait porté le coup ¹.

Les délations de ces assassins chagrinerent singulièrement l'archiduc ; il crut devoir se justifier devant les États, désavoua hautement les meurtriers, et il engagea même le comte de Berlaumont à prendre un passe-port pour s'aller défendre à La Haye, dans l'assemblée des États-Généraux de la République. Mais comme celui-ci ne voulut pas s'engager à reconnaître la juridiction des États dans le cas où il serait trouvé coupable, et comme la sincérité des confessions de Renichon et de Dufour ne semblait pas douteuse, une forte suspicion demeura dans les esprits ; ce qui, joint aux revers des armes royales, aux dissensions de son conseil et aux désappointements de tout genre qu'il éprouvait depuis sa venue aux Pays-Bas, altéra la constitution déjà très-faible de l'archiduc. Il fut pris d'une fièvre lente et mourut le 24 février 1595, âgé de quarante-deux ans, après avoir été pendant treize mois gouverneur de la Belgique. Fuentès, qui prit ses pouvoirs en attendant l'arrivée d'un autre gouverneur, ne put lutter ni contre le mécontentement général, ni contre l'opinion qui voulait qu'on fit la paix avec les Provinces-Unies. Bien à contre-cœur, et avec le secret dessein de faire avorter les négociations, il adressa aux États des propositions nouvelles. Une députation du conseil d'État et des principaux d'entre la noblesse, ayant à sa tête Liefveldt, chancelier de Brabant au temps du duc d'Anjou, fut envoyé à Middelbourg auprès du prince Maurice, et l'exhorta (14 avril 1595), dans un discours plein de déférence, à mettre un terme à la guerre. « Lorsque autrefois, dit Liefveldt, nous gémissions ensemble sous l'oppression militaire, nous nous sommes unis à vous pour lui résister, et nos communs efforts ont été suivis de succès. Déjà le roi avait cédé à nos justes plaintes ; les soldats Espagnols, cause de tous nos maux, avaient déjà quitté le pays. Une harmonie parfaite allait s'établir, quand des fautes mutuelles et la jalousie des factions rallumèrent la discorde, rouvrirent nos plaies et nous rejetèrent dans un état pire que le premier. Accablés aujourd'hui de plus grands maux,

¹ Ces attentats multipliés, dans lesquels on retrouvait toujours la main des prêtres ou la superstition papiste, donnèrent occasion aux États de Hollande de renouveler, en 1594, toute la rigueur des lois qu'ils avaient rendues en 1585 contre les catholiques.

nous avons besoin d'une réconciliation avec nos frères, et nous venons demander à l'illustre Maurice, trop éclairé pour n'en pas comprendre tout l'avantage, une nouvelle, étroite et perpétuelle alliance. » Maurice entendit les députés avec une apparente satisfaction. Il convint avec eux que le voisinage, les relations anciennes et l'intérêt commun engageaient tous les Pays-Bas à s'unir pour se soutenir mutuellement de toutes leurs forces et pour défendre ensemble leur liberté. Il dit que ce qui venait de se passer en France montrait assez que la différence de religion ne devait pas apporter d'obstacles à la paix publique. Il déclara que les États-Généraux étaient disposés à traiter avec les provinces wallones, à une condition cependant : c'est que ces provinces agiraient en leur propre nom, en vertu de leur indépendance nationale ; que la paix se ferait à l'exclusion des Espagnols ; que le roi de France et la reine d'Angleterre, alliés de la République, y seraient compris ; et qu'enfin la première base des négociations serait l'évacuation immédiate et complète des troupes étrangères. Comme les députés du conseil d'État ne tenaient leurs instructions que du seul Fuentès et qu'ils n'avaient aucune mission des États, ils ne purent passer outre à des négociations entamées de la sorte, et l'on se sépara, en convenant, pour la forme, que la négociation n'était pas rompue mais suspendue, et que l'affaire serait portée, pour en avoir son avis, à la connaissance de l'empereur d'Allemagne.

XI

Pendant l'année 1595, les hostilités continuèrent dans le Luxembourg et sur le Rhin, mais sans résultats notables et plutôt avec désavantage pour les États.

Cette année, cependant, malgré l'insignifiance des résultats obtenus par la guerre, reste mémorable pour les Provinces-Unies, parce qu'elle vit les premières entreprises des vaisseaux hollandais vers les Indes-Orientales, entreprises qui furent le commencement des grandes prospérités de la République. La fin de cette année fut marquée aussi par un événement d'une nature bien différente, mais que je ne saurais omettre parce qu'il eût un résultat moral considérable. Les prêtres de Gand firent exécuter publiquement une sentence de mort pour hérésie ; et cette horrible exécution souleva contre ses auteurs une exécration si forte, mêlée de tant de compassion pour la victime, que le fanatisme,

effrayé de ce qu'il avait osé faire, recula devant l'opinion. Le martyr d'une pauvre servante, témérairement exposé aux yeux de la multitude, fit éclater aux Pays-Bas la révolution morale qui s'y était accomplie depuis vingt années. L'agonie d'Annette Van-den-Hoven eut son vengeur invisible. Les férociétés exercées au nom de Dieu avaient duré trop longtemps; la tension du fanatisme était lassée; l'humanité, ce sentiment qui fait tout l'homme, et qui pourtant est si lent à se dégager, si tardif à paraître au sein des sociétés humaines, commençait, vers la fin du xvi^e siècle où nous touchons, à pénétrer la rudesse des cœurs de quelque attendrissement pour la souffrance et de quelque respect pour la vie. Lorsqu'on vit une humble servante à l'esprit simple et doux, coupable seulement de fidélité à son maître céleste, jetée vivante dans la fosse et foulée aux pieds par le bourreau; quand on entendit sous la terre les gémissements de cette femme intrépide, qu'un prêtre de la société de Jésus poursuivait jusque-là de son zèle et de sa doctrine¹, un cri d'horreur s'éleva du sein de la foule, la foi fut ébranlée par la pitié. A partir de ce jour, l'Inquisition devint impuissante; elle comprit qu'il devenait dangereux de donner au peuple de pareils spectacles, et l'on ne vit plus désormais aux Pays-Bas aucune exécution du Saint-Office.

Cependant on parlait toujours à Bruxelles de la paix avec les Provinces-Unies. Le rappel de Fuentès et d'Ibarra qui s'étaient fait haïr, et l'arrivée d'Albert, archiduc d'Autriche, semblaient d'un bon augure. L'archiduc Albert, fils de l'empereur Maximilien et de Marie d'Espagne, était précédé d'une réputation favorable. On le savait enclin à la paix. C'était lui, disait-on, qui venait d'obtenir du roi la levée de l'embargo mis en 1586 sur les vaisseaux de la Hollande; il amenait enfin avec lui, comme un gage agréable et assuré de réconciliation, le fils aîné du prince d'Orange, qu'il venait d'arracher à sa longue captivité², et qu'il faisait paraître en grand honneur à sa droite le jour de son entrée dans Bruxelles (11 février 1596). On pensait, en effet, à la cour de Madrid mettre en avant Philippe-Guillaume pour engager à la soumission les Provinces-Unies; mais le contraire arriva. Les États-Géné-

¹ Elle avait déjà tout le corps enfoui, la tête seule paraissait encore que le prêtre qui assistait à l'exécution lui offrait sa grâce au prix de l'abjuration; mais cette femme héroïque et simple répondait toujours par une parole qu'elle avait retenue des Écritures : « Ceux qui cherchent à sauver leur vie ici-bas la perdront à l'avenir. » BRANDT, liv. xv, p. 329, v. I.

² « Philippe-Guillaume, comte de Büren et prince d'Orange depuis la mort de son père, était retenu prisonnier en violation d'un article exprès de la pacification de Gand (1576), qui stipulait sa délivrance. En même temps qu'il lui rendait la liberté, le roi d'Espagne lui donnait mainlevée de la confiscation prononcée contre son père. » LAPIZE, 4^{me} partie, p. 576.

raux prirent ombrage de son retour, pensant bien justement qu'on se voudrait servir de lui, non pour conclure une paix sincère et solide qu'ils savaient bien ne jamais obtenir de Philippe, mais pour les attirer dans quelque piège; pour tromper, à la faveur d'un nom vénéré, la crédulité du peuple; pour semer la discorde dans la maison de Nassau par les procès où la revendication de ses droits pouvait engager le comte de Buren contre ses frères; pour rendre enfin à la religion romaine que ce prince, élevé par les ennemis de sa patrie, avait embrassée, une force dont elle abuserait aussitôt en troublant l'État. Conséquemment, dès qu'ils eurent appris que Philippe-Guillaume était en route pour les Pays-Bas, les États-Généraux lui adressèrent (22 déc. 1595), une lettre de félicitations dans laquelle ils lui donnaient clairement à entendre qu'il devait à la mémoire de son père et à sa patrie de ne pas se faire l'instrument des perfidies espagnoles dont le prince d'Orange et lui-même avaient été victimes. Ils exprimaient en outre, avec beaucoup de politesse, mais avec beaucoup de fermeté, le regret que l'état présent des affaires ne leur permit pas de le recevoir sur le territoire de la République. Philippe-Guillaume répondit (1^{er} février 1596) avec courtoisie, mais en omettant soigneusement la plus lointaine allusion, soit à la mort de son père, soit à sa propre captivité, soit à ses sentiments pour la nation. Bien qu'il eût donné en plusieurs rencontres des témoignages non équivoques de sa vénération pour son père¹, bien qu'il eût souhaité sincèrement une paix qui lui eût rendu la jouissance des biens qu'il possédait en Hollande et le libre commerce avec sa famille, il était trop faible d'esprit pour former un dessein sérieux et pour y donner suite. Sa longue captivité dans un pays étranger, son éducation et la direction de sa conscience confiées aux plus habiles ennemis de sa maison, peut-être même quelque moyen plus criminel, avaient troublé son jugement et ralenti dans ses veines le vigoureux sang de Nassau. Il en gardait quelques qualités : il avait de son père la bonté, la simplicité libérale, le goût des lettres et de la philosophie. Comme Maurice, il était fier du nom qu'il portait; il aurait voulu pouvoir être ambitieux; mais dans son tempérament altéré la bonté tournait en faiblesse, la vigueur en violence et en obstination; la fierté, l'ambition impuissante, en jalousie chagrine; et nous le verrons jusqu'à

¹ • Comme un jour il passait le temps aux cartes avec le capitaine de sa garde, ils entrèrent en propos touchant son père, sur le sujet de la guerre qu'il démenait contre l'Espagne, et le discours s'échauffa si avant entre eux, qu'ayant échappé à ce capitaine de lâcher quelque parole au désavantage de son père, le prince entra en telle fougue qu'il le prit par le milieu, le jeta par la fenêtre, dont il mourut du coup sur la place. • LAPIZE, 4^{me} partie, p. 603.

sa fin, dans les splendeurs d'une existence royale, suspect à tous les partis, n'essayant d'agir sur aucun, subissant les événements; priant enfin dans le camp espagnol pour le succès des armes de la République.

Cependant l'archiduc Albert, ne trouvant pas les Provinces-Unies aussi disposées à la paix qu'il se l'était figuré, se préparait à mener la guerre avec vigueur. Deux millions de ducats qu'il rapportait de Madrid lui servirent à faire des levées considérables avec lesquelles il entra en France et surprit Calais, à la vue des flottes anglaise et hollandaise qui croisaient dans le détroit; puis, tournant brusquement vers la Zéelande, il emporta la ville de Hulst; à peu de temps de là, ses troupes s'emparaient d'Amiens par stratagème. A la vérité, la République vengeait ces échecs en portant à Philippe des coups très-sensibles. Une flotte combinée de cent quarante voiles anglaises et hollandaises, commandée par l'amiral Howard, parut inopinément devant le port de Cadix, y surprit la flotte des Indes, pilla tous ses trésors; et sans la division qui se mit entre l'amiral Howard et le comte d'Essex, qui commandait les troupes de débarquement, cette expédition aurait entraîné pour l'Espagne des désastres incalculables. La part des vaisseaux de la République fut grande en cet exploit. Les marins hollandais et zéelandais prirent d'assaut le fort de Puntal et y plantèrent l'étendard de l'amiral Warmond, qui les commandait. Le comte Ludovic de Nassau mit en fuite un corps de volontaires espagnols qui marchaient au secours de la ville. Enfin, le vaisseau monté par Essex, traitreusement laissé en arrière par l'amiral Howard avec deux gabions capturés qu'il emmenait, dut son salut à l'amiral Warmond qui, le voyant ainsi abandonné à la merci de l'ennemi, fit virer de bord, et, rejoignant Essex, l'escorta jusqu'à ce qu'il l'eût vu rentrer en sûreté dans la rade de Plymouth.

L'année suivante (1597) ne fut pas beaucoup meilleure pour les armes de Philippe. Dès le mois de janvier, le cardinal Albert, qui avait fait pendant tout l'automne précédent des préparatifs considérables, espérant profiter de la saison des glaces pour envahir la Hollande, mit ses troupes en mouvement. Un corps de 4,000 hommes d'infanterie et de 500 chevaux, commandé par le comte de Varas, s'avança dans le Brabant jusque vers un village appelé Turnhout; mais le prince Maurice, qui épiait la marche de Varas, l'attaqua avec un corps de 6,000 hommes qu'il avait rassemblés sans bruit dans le voisinage de Bréda et le mit dans une déroute complète (24 janvier). Plus de 2,000 Espagnols, avec leur général, restèrent sur le champ

de bataille ¹. Profitant de ce succès, Maurice attaqua et prit Turnhout ; puis, après avoir attendu jusqu'au mois d'août les nouvelles levées que les États-Généraux avaient ordonnées ², il marcha avec une rapidité merveilleuse de victoire en victoire. En moins d'un mois il emporta Alpen, Rhynberg et la place de Meurs ; il se rendit maître de Groll, de Breeport, d'Entscheede, d'Otmarsen, d'Oldenzeel et termina cette brillante campagne par la prise de Lingén (12 novembre) ; après quoi, ayant ramené toute cette contrée sous l'autorité des États, rétabli la libre navigation sur le Rhin et les communications avec les provinces de Zutphen, d'Over-Yssel et de Frise, il revint prendre ses quartiers d'hiver à La Haye, où les États-Généraux publièrent un jour de jeûne et de prières publiques pour rendre grâces au Dieu des armées. L'issue rapide de cette campagne les comblait de joie ; ils s'enorgueillissaient de leur vaillant capitaine, se plaisaient à le traiter en souverain, et plus d'une fois ils lui en laissèrent jouer le rôle dans leurs rapports avec les ambassadeurs étrangers, encourageant ainsi chez ce jeune ambitieux la soif du pouvoir et l'idée, dangereuse dans une république, d'un droit héréditaire au commandement. Il eût été d'ailleurs bien difficile que Maurice ne fût pas tout imbu de cette idée. Sa renommée ne se bornait pas aux Provinces-Unies ; elle se répandait, elle volait d'un bout à l'autre de l'Europe ; il faisait l'entretien de toutes les cours. Personne, depuis les Romains, disait-on, n'avait connu comme lui l'art d'assiéger les villes, de fortifier les camps, de conduire et de discipliner les armées. Jamais, dans les temps modernes, la tactique n'avait été poussée aussi loin. On vantait, non moins que sa connaissance propre en la science des mathématiques appliquées à la stratégie, le soin avec lequel il s'entourait d'hommes habiles et savait

¹ C'était la première victoire en rase campagne que remportait Maurice. L'avantage de ses troupes en cette rencontre fut attribué à l'usage de la carabine qu'il venait d'introduire dans sa cavalerie, à l'imitation de l'armée française.

² Les provinces n'avaient en ce temps-là que deux cents compagnies d'infanterie et vingt et un cornettes de cavalerie, ce qui faisait, en les supposant toutes complètes, vingt mille fantassins et deux mille cinq cents chevaux. Le conseil de guerre, ayant reconnu, l'année précédente, que ce nombre était insuffisant pour tenir la campagne, il demanda aux États-Généraux, outre la somme ordinaire de 200,000 florins par mois, employés à payer l'armée et l'entretien des forteresses, un subside extraordinaire de 2,000,000 pour la levée de vingt et une nouvelles compagnies d'infanterie, et de six mille *waardegelders*, bourgeois armés qui faisaient le service des villes. C'est à cette époque, et pour pourvoir aux besoins nouveaux de la guerre, que les États-Généraux commencèrent à mettre en pratique le système des impôts indirects, qui suffirent bientôt à en payer tous les frais. Ils rendirent dans le même temps et dans la même intention une loi somptuaire qui taxait les objets de luxe. Mais le peuple ne voulut pas souffrir cette taxe, bien qu'elle ne portât que sur les riches, et les États-Généraux furent contraints d'y renoncer.

profiter de leurs avis. La plus brillante jeunesse accourait de tous les pays dans son camp pour s'essayer au noble métier des armes, sous les yeux d'un si savant capitaine¹. A la diète de Ratisbonne, où l'on délibérait de faire une expédition contre le Turc, dans la Hongrie, on proposait de nommer Maurice généralissime des armées chrétiennes. Les monarques étrangers briguaient l'amitié d'un prince dont on commençait à prévoir les grandes destinées. Ainsi, bien qu'il n'y eût encore de sa part aucun dessein réfléchi, Maurice attirait à soi tout l'éclat de la souveraineté. Revêtu du commandement suprême des forces de terre et de mer, autorisé à nommer les magistrats, à conférer les emplois, à donner des lettres de grâce, il possédait du pouvoir tout ce qui en fait le prestige et le rend agréable au peuple; tandis que les États-Généraux, réduits par la force des choses, dans un moment où la guerre était l'action principale de la République, à lever sans cesse de nouveaux impôts que cette guerre rendait nécessaires, étaient en butte au ressentiment du peuple qui, rapportant à Maurice la gloire de tous les succès, rejetait sur eux seuls le blâme des moindres revers.

Ce fut à cette brillante campagne sur le Rhin (1597) que le jeune prince Frédéric-Henry, le dernier né des enfants de Guillaume, alors dans sa treizième année, commença à se faire connaître des troupes et du peuple. Maurice le menait partout avec lui; il se plaisait à le voir s'exercer sous la tente au bruit des armes, comme il se formait dans les écoles et les académies au goût des bonnes-lettres. On aurait dit que déjà Maurice qui ne voulait pas imposer à ses passions ardentes, comme l'avait fait son père, le frein du mariage, reportait sur ce jeune Henry toutes ses ambitions de race. Déjà aussi l'on signalait chez le fils de Guillaume et de Louise de Coligny je ne sais quels heureux contrastes d'un sang doublement fécond en vertus, qui tenait de l'Allemagne la constance et la solidité, de la France la fierté chevaleresque, les grâces de l'esprit et de la personne. Conduit cette année-là même par sa mère à la cour de France, Frédéric-Henry plut extrêmement au roi, qui l'avait tenu sur les fonts de baptême, et il entretint à son insu, par la gentillesse de ses manières, les dispositions favorables de Henry IV pour Maurice, d'où devaient ressortir bientôt de si grands avantages pour la République.

¹ Au jugement du chevalier Follard, Maurice était le plus grand officier d'infanterie qu'on eût eu depuis les Romains. Ce fut Maurice, en effet, qui perfectionna et régularisa en Hollande le système des armées permanentes et qui fit de la tactique une science positive.

XII

Cependant le roi Philippe commençait à sentir le poids des ans. Les ombres du soir descendaient sur son règne. La voix de Sixte-Quint ne le soutenait plus. Son ambition lassée s'étonnait et constatait, sans le pouvoir comprendre, les obstacles grandissants qui se dressaient de toutes parts devant lui. Aussi Philippe souhaitait-il le repos ; la paix lui paraissait un bien. Avant que de quitter ce monde dont il possédait une si vaste part, il voulait tâcher de régler l'État de manière à ne pas léguer à son fils, dont le médiocre génie ne paraissait pas capable de grands efforts, une succession menacée. Dans ce dessein, il faisait depuis quelque temps des ouvertures de paix, non-seulement auprès du roi de France et de la reine d'Angleterre, mais encore auprès des Provinces-Unies, et il avait su engager plusieurs princes à s'interposer dans cette affaire délicate. Au mois d'août 1597, Charles de Nutzelt, conseiller privé de l'empereur d'Allemagne, apportait aux États-Généraux des lettres de son maître remplies de compliments, de promesses et de conseils de paix ; le 15 octobre de la même année, une ambassade de Christiern IV, roi de Danemark, offrait aux Provinces-Unies sa médiation ; vers le même temps, un envoyé de Sigismond III, roi de Pologne, venait exhorter les Provinces-Unies à rentrer sous l'obéissance de l'Espagne, dans l'intérêt commun de la chrétienté qui n'était défendue contre les invasions du Turc que par les efforts de la maison d'Autriche ; voyant qu'il ne pouvait rien obtenir, il passait en Angleterre et menaçait la reine Élisabeth du ressentiment de son maître dans le cas où elle continuerait à troubler par la guerre le commerce que la Pologne faisait avec l'Espagne ; le pape Clément VIII intervenait directement auprès de Henry IV pour disposer ce prince à entrer en négociations avec le roi catholique. Ce n'était pas tout : Philippe élaborait un plan dont il croyait pouvoir se promettre la pacification complète des Provinces-Unies : il proposait aux délibérations de son conseil le mariage de sa fille Claire-Isabelle-Eugénie avec l'archiduc Albert d'Autriche et sa propre renonciation à la souveraineté des Pays-Bas, dont il entendait faire la dot de l'infante. Mais les circonstances ne secondaient plus la politique du roi d'Espagne. Les Provinces-Unies, se défiant plus que jamais de sa duplicité, repoussèrent, sans vouloir rien entendre, la médiation de l'empereur et celle du roi de Danemark ; la reine d'Angleterre railla les menaces de l'en-

voyé de Pologne ¹ ; le mariage de l'infante ne s'accomplit pas de son vivant ; et le seul de tous ses projets dont il put voir la réalisation , au lieu de raffermir la royauté catholique, rendit sensible à toute la chrétienté le déclin de sa puissance. Des conférences s'ouvrirent à Ver vins , et , au bout de quelques semaines , grâce à l'entremise habile d'Alexandre de Médicis, légat du pape Clément, et à celle du général des Cordeliers, Calatagirone, patriarche de Constantinople, grâce surtout aux sacrifices énormes que le roi d'Espagne se montrait prêt à faire au besoin de la paix, presque toutes les difficultés furent aplanies entre les deux monarques.

A la première nouvelle de ces conférences, les États-Généraux rentrèrent en alarme. S'ils avaient été d'un grand secours au roi Henry lorsqu'il s'était agi pour lui de conquérir son royaume, ils avaient à leur tour puisé dans son alliance une force considérable, et ils ne pouvaient pas se dissimuler que, privés tout à coup d'un tel appui, ils allaient être encore une fois et très-sérieusement menacés jusque dans leur existence. Aussi, se hâtèrent-ils d'envoyer auprès de Henry IV pour le dissuader, s'il en était temps encore, de conclure la paix et pour s'entendre avec lui, dans le cas où il consentirait à prendre les armes, sur la manière dont on ferait ensemble la guerre à l'Espagne. Le choix que l'on fit de Barneveld et de Justin de Nassau pour cette mission délicate montrait toute l'importance qu'y attachaient les États. Barneveld était regardé comme le plus habile négociateur qu'on eût encore vu dans la République ; Justin de Nassau y jouissait d'une extrême faveur, non-seulement parce qu'il était fils de Guillaume et que Maurice le traitait en frère, mais à cause des services personnels qu'il avait rendus à la patrie. On le savait d'ailleurs très-bien vu du roi à qui, deux ans auparavant, il avait conduit un corps de troupes d'élite qui n'avait pas peu contribué au rétablissement de ses affaires. Aussi, Barneveld et Justin de Nassau furent-ils reçus l'un et l'autre avec beaucoup d'honneurs et de cordialité par Henry IV. L'ayant rejoint à Nantes (6 avril 1598), ils lui firent connaître le motif de leur ambassade. Le roi prêta une oreille attentive aux représentations éloquentes de Barneveld. Il entendit sans impatience les arguments nombreux et forts que l'Avocat de Hollande opposait à cette paix devenue l'objet ardent de ses vœux, apporta le plus grand soin à le réfuter, lui exposa en roi et en ami les bases de sa politique, les raisons qui l'engageaient à traiter

¹ Le discours que la reine Élisabeth improvisa pour répondre à la harangue latine des envoyés du roi de Pologne, commençait ainsi : • *Quam decepta fui ! Legatum expectavi, heraldum inveni.* »

avec l'Espagne, mais aussi sa volonté inébranlable de ne point sacrifier au désir de la paix son alliance avec les Provinces-Unies et de ne céder au pape, non plus qu'au roi catholique, aucune chose qui pût blesser en la moindre façon l'honneur ou les intérêts des puissances protestantes. Henry IV n'hésita pas même, afin de mieux persuader les envoyés de la République de la nécessité où il se voyait de faire la paix, à leur tracer un tableau aussi fidèle qu'il était triste de l'état présent de son royaume, et leur fit remarquer la différence de situation des trois pays, qui rendait la guerre si facile aux uns, si préjudiciable à l'autre. L'Angleterre et même la Hollande, leur dit le roi, pouvaient continuer la guerre presque indéfiniment sans en souffrir. Ces deux pays étaient fermés par des barrières naturelles, abordables seulement par la mer où ils avaient leurs principales forces. Une agriculture florissante y entretenait l'abondance. Une constitution bien réglée, des lois respectées du peuple y maintenaient l'État; la reine et la République n'avaient à gouverner que des sujets soumis. La France, au contraire, ouverte de toutes parts aux invasions étrangères, déchirée, ravagée par de longues guerres civiles, pauvre, inculte, à demi déserte, ne pouvait se défendre qu'en entretenant sur pied des armées ruineuses. L'État était constitué à peine; lui-même n'était roi que d'hier; il ne possédait encore aucune autorité véritable; il ne pouvait faire aucun fonds sur les volontés d'un peuple chez lequel tant de passions, d'opinions, d'intérêts et d'humeurs contraires avaient été soulevés et s'agitaient encore. Enfin, concluait le roi, par l'un de ces mots nets et décisifs comme il savait les dire : « la France et moi nous avons besoin de repos ¹. » Et ce langage portait un tel caractère de loyauté, il parut si sincère même au déliant Barneveld, les raisons du roi étaient si solides, si bien calculées pour faire impression sur un homme d'État, Henry mettait tant de chaleur dans les assurances qu'il donnait de ne jamais abandonner ses alliés, que les envoyés de la République renoncèrent à le combattre et prirent congé de lui. Ils se rendirent à Londres, où ils avaient lieu d'espérer non pas un meilleur accueil, mais un meilleur succès; car si la reine d'Angleterre se montrait depuis quelque temps indécise et peu amicale pour les Provinces-Unies, l'opinion de son Conseil et de son peuple se prononçait de plus en plus pour la continuation de la guerre contre l'Espagne. Barneveld et Justin de Nassau trouvaient d'ailleurs les voies ouvertes et les négociations préparées par trois députés des États venus à Londres dans le même temps qu'ils s'étaient rendus à Vervins. L'amiral

¹ CONTARINI, *Relazione di Savoya*.

Warmond, Jean Van-de-Werken, pensionnaire de Middelbourg, et Hottinga, député de la Frise, s'étaient employés avec beaucoup d'habileté à pacifier les dissentiments élevés naguère entre la reine et les États, et à se rendre son Conseil favorable. Cette double tâche n'avait pas été facile. Élisabeth était en mauvaise humeur. Elle vieillissait et sentait avec dépit que sa volonté ne se jouait plus aussi librement à travers le monde. Les hommes et surtout les rois, dont la vie se prolonge, se trouvent inopinément au déclin de leur carrière en présence d'une génération nouvelle qu'ils n'ont pas vu se former, occupés qu'ils étaient dans la pleine vigueur des ans à l'action avec leurs contemporains, et qui échappe par la spontanéité et la force de ses instincts à l'autorité, à l'influence, à la compréhension même de ceux qui se croient en droit de la gouverner. C'est ce que l'on commençait à voir à la fin du xvi^e siècle. De nouveaux courants d'opinions religieuses, de nouveaux partis politiques surgissaient et se combinaient dans le monde; la reine Élisabeth subissait dans ses relations avec les princes et dans ses rapports avec ses sujets le sort commun. Si, d'un côté, son orgueil triomphait par l'affaissement de Philippe II et de la puissance espagnole, il ne voyait pas sans inquiétude la trop complète fortune de Henry IV, la prospérité trop rapide des Provinces-Unies, et surtout cette intime alliance des deux États qui rendait de moindre conséquence pour l'un et pour l'autre les promesses ou les menaces de l'Angleterre. Ce n'était pas non plus sans amertume qu'Élisabeth considérait l'avenir prochain de son propre royaume : le sang des Stuart substitué au sang des Tudor qu'elle avait laissé se glacer dans ses veines; le fils de sa rivale appelé par sa faute à régner en sa place et destiné à gouverner de plus vastes territoires qu'elle n'en avait jamais possédés elle-même. A diverses reprises et de diverses façons, Élisabeth trahissait depuis quelques années les déplaisirs que lui causait le train du monde. En apprenant l'abjuration de Henry IV, elle avait versé d'abondantes larmes¹; et lorsqu'elle avait vu ce sage et désormais puissant prince tendre une main forte et généreuse aux Provinces-Unies, elle était entrée en dépit et s'était jetée à la traverse par tous les moyens, exhortant le roi de France à ne pas traiter d'égal à égal avec ce petit peuple à peine échappé à la servitude, avec ces États factieux qu'elle considérait ou affectait de considérer comme de turbulents

¹ Pour distraire le chagrin que lui causa cette abjuration, cette reine, lettrée comme la plupart des personnes de son sexe au xvi^e siècle, se mit à traduire, du latin en anglais, l'ouvrage de Boèce : *De Consolatione*.

démagogues ¹. Elle avait fait plus : pour rappeler aux États-Généraux leur dépendance et la sujétion où elle prétendait les tenir, elle avait réclamé, elle réclamait encore impérieusement le paiement de la dette qu'ils avaient contractée envers elle; et comme l'acquittement immédiat et intégral d'une somme aussi considérable n'était pas chose possible, elle leur faisait sentir de la manière la plus offensante qu'il ne tiendrait qu'à elle de leur imposer la loi, au moyen des places fortes qu'elle occupait dans la Hollande et la Zéelande. Tout récemment encore (1594) elle avait laissé éclater sa mauvaise humeur en voyant les États-Généraux choisis par le roi d'Écosse comme parrains de son fils premier-né, et elle avait tancé vertement les ambassadeurs de la République au sujet des présents qu'ils apportaient au petit prince, disant que de telles magnificences ne convenaient guère à un État endetté, redevable de si grosses sommes aux alliés sans lesquels il n'aurait jamais pu se tirer de peine. Toutefois, malgré ces dépités et ces colères d'un caractère altier, aigri par l'âge, Élisabeth était trop grande reine pour ne pas examiner mûrement cette grave question de paix et de guerre que lui soumettaient les États. Depuis l'arrivée de lord Warmond, on en délibérait dans son Conseil. Lord Burleigh, constant champion de la paix, et le comte d'Essex, passionné pour la guerre, débattaient avec vivacité les avantages et les dangers de l'un ou de l'autre parti, se plaçant l'un au point de vue de l'épargne du trésor, de la politique intérieure et tout insulaire, l'autre au point de vue de l'honneur et de l'influence européenne de la Grande-Bretagne. Le parti de Burleigh s'attachait surtout à exciter dans l'esprit d'Élisabeth, qui n'y était que trop disposée, les susceptibilités et les jalousies royales. Il montrait la Hollande s'enrichissant par la guerre, attirant à soi, au détriment des autres nations, tout le monopole du commerce; il accusait les Provinces-Unies de s'être *cantonnées* à la façon des Suisses; il reprochait enfin aux États-Généraux de détruire la vraie religion par leur tolérance à souffrir toutes les sectes ². Le parti d'Essex, au contraire, insistait sur l'impossibilité de se réconcilier avec un ennemi tel que Philippe, ni de

¹ On voit dans un discours de lord Warmond à la reine comment il s'efforce de détruire ses préventions et lui démontre que les Provinces-Unies sont une République, il est vrai, mais une République amie des rois et qui a elle-même un prince à sa tête. CERISIER, t. IV, p. 374.

² Cette accusation était tout à fait dénuée de fondement, car on ne tolérait à ce moment, dans les Provinces-Unies, d'autres religions dissidentes que la religion luthérienne et la secte des Mennonites.

compter sur une paix sûre avec un prince plein de duplicité que le pape déliait, quand il lui plaisait, de ses serments. Il disait que si l'on abandonnait les Provinces-Unies à la merci du roi d'Espagne, celui-ci deviendrait pour l'Angleterre un voisin formidable et que, au moyen de l'immense puissance navale qu'il acquerrait en devenant maître de la marine hollandaise, et aussi par le concours des sujets catholiques de l'Irlande et de l'Angleterre, il ne lui serait pas difficile d'envahir le royaume. Des deux côtés on s'animait. On en venait aux personnalités, aux paroles offensantes; de part et d'autre on publiait, selon la mode du temps, des *Apologies*. La reine écoutait et semblait indécise; mais bientôt la mort de Burleigh (14 août 1598), la persuasion de Barneveld et surtout la nouvelle de la signature du traité de Vervins, firent pencher la balance vers le parti de la guerre; et, le 26 août 1598, la reine signa à Westminster un traité d'alliance offensive et défensive avec la République. Par ce traité, Élisabeth abrogeait toutes les conditions incompatibles avec l'indépendance des États, qu'ils avaient acceptées au temps de Leicester; elle consentait à ce que les troupes anglaises fussent commandées par des généraux de la République; à ce qu'il n'y eût plus désormais de commissaire anglais présent aux séances du conseil d'État. Elle réduisait enfin la dette au chiffre de 800,000 livres sterling, payables à d'assez longues échéances. Les États-Généraux, en revanche, s'engageaient à joindre quarante navires, cinq mille fantassins et cinq cents chevaux à toutes les expéditions que la reine entreprendrait contre l'Espagne, et renonçaient au subside annuel de 120,000 livres sterling qu'Élisabeth leur avait fourni jusqu'alors. Ce traité, très-avantageux pour la République, et les assurances que le roi Henry s'empressa de leur faire porter par Buzanval après la conclusion du traité de Vervins, achevèrent de rassurer les États, et ils se préparèrent avec confiance à la continuation de la guerre.

La publication de la paix de Vervins fut suivie de près par la déclaration du roi d'Espagne, qui transférait à l'Infante Isabelle-Claire-Eugénie, sa fille, à l'occasion de son mariage avec l'archiduc Albert d'Autriche, la souveraineté des Pays-Bas et de la comté de Bourgogne. Nous avons vu que Philippe II attendait de ce mariage et de cette renonciation de grands effets. Il n'avait jamais considéré dans le soulèvement des provinces bataves et dans la fermentation constante des provinces wallones l'action profonde du génie national; il n'y voyait encore, après quarante années de lutte, que la puérile obstination de ces peuples à vouloir être gouvernés par un prince qui fût à eux seuls

et qui parût indépendant de la monarchie espagnole. Comme néanmoins il était forcé de reconnaître que cette obstination ne se pouvait vaincre par les armes, et que, par suite des événements qui l'avaient servie et de ceux qui se préparaient encore, elle devenait de jour en jour plus menaçante, Philippe II avait délibéré de lui faire un sacrifice politique en aliénant pour un temps, de la monarchie espagnole, les Pays-Bas, afin de les conserver plus sûrement à la maison d'Autriche. Dans ces vues, ayant obtenu du pape, qui se flattait aussi de voir les provinces protestantes s'accommoder d'un prince autrichien et rentrer peu à peu par cette voie détournée dans l'Église romaine, les dispenses nécessaires au cardinal-archiduc, Philippe II fit dresser les articles du contrat. Ces articles portaient en substance que le roi d'Espagne renonçait, pour lui et ses successeurs, aux Pays-Bas et à la comté de Bourgogne; qu'il les donnait en dot à l'Infante pour en jouir conjointement avec son mari, à titre de fief et d'arrière-fief, à la condition que les princes issus d'eux seraient admis à leur succession; qu'ils jureraient de ne tolérer point d'autre religion dans leurs États que la religion catholique, apostolique et romaine, et qu'ils interdiraient absolument à leurs sujets la navigation dans les Indes. S'il ne venait point d'enfants de ce mariage, tous les droits cédés par Philippe II à sa fille devaient revenir à la couronne d'Espagne.

Aussitôt que ce contrat et les autres actes nécessaires à sa prise de possession furent arrivés à Bruxelles, l'archiduc Albert y convoqua un simulacre d'États-Généraux (15 août 1598), qu'il eut soin de tenir en respect par la présence de 6,000 hommes de troupes, et se fit reconnaître par eux comme leur souverain. Ainsi que la cour de Madrid l'avait espéré, le peuple wallon témoigna beaucoup de joie en apprenant qu'il aurait désormais un prince particulier, sans songer que l'Infante, qui n'était pas de la première jeunesse, pourrait bien n'avoir pas d'enfants, et qu'en ce cas prévu les Pays-Bas retourneraient à la monarchie espagnole. Mais l'effet qu'on s'était promis de l'abdication de Philippe II sur les Provinces-Unies ne répondit pas à l'attente et fit voir qu'on ne connaissait pas encore en Espagne, après tant de signes manifestes et une évidence si prolongée, toute la profondeur des haines nationales, toute la force de l'esprit de liberté qui avait pénétré tous les rangs et tous les États de cette petite, mais indomptable République. Les lettres que l'archiduc écrivit aux États de Hollande et de Zélande (28 août 1598), pour leur notifier son avènement et les engager à la soumission; les exhortations que le prince Philippe-Guillaume d'Orange, le duc

d'Arschoot et d'autres seigneurs wallons adressèrent dans les mêmes vues au prince Maurice, demeurèrent sans réponse. Des lettres privées de Philippe à l'archiduc, interceptées et publiées par les États-Généraux, de nouveaux attentats contre la vie du prince Maurice découverts et châtiés, firent connaître au peuple la perfidie cachée sous ces apparences de réconciliation. Elles raffermirent dans tous les cœurs la résolution de n'accepter ni paix ni trêve de l'Espagnol, et de continuer la guerre jusqu'à la dernière extrémité plutôt que de rentrer jamais sous l'obéissance d'un tel maître.

DANIEL STERN.

(La suite à un prochain numéro.)

DE LA PHYSIOLOGIE APPLIQUÉE A LA CRITIQUE

ou

ESSAI DE CRITIQUE NATURELLE

QUATRIÈME ARTICLE ¹

L'HÉRÉDITÉ PHYSIQUE ET MORALE

Dès avant notre naissance, on pourrait même dire dès avant celle de notre père et de notre mère (et jusqu'où ne faudrait-il pas remonter?) les destinées de chacun de nous subissent des influences multiples qui les font incliner dans tel ou tel sens. Ce que nous appelons notre libre arbitre pourra sans doute modifier les détails ou les formes de ces instincts innés, — car il faut supposer, dans tous les cas, une grande mobilité de combinaisons possibles, — mais le fond, dans la généralité de ses tendances, ne variera guère. Et c'est de ce fond que résulteront, soit en bien, soit en mal, les vocations et les entraînements presque irrésistibles vers tels ou tels objets, vers telles ou telles catégories de professions ou d'existences. Voilà ce que la réflexion montre aux esprits non prévenus.

Tel était sans doute le vrai sens de cette célèbre doctrine de la

¹ Voir la *Revue germanique* des 1^{er} mai, 1^{er} juin et 1^{er} juillet 1863.

grâce et de la prédestination, et il y a apparence que l'apôtre Paul ne voulait pas dire autre chose par ces paroles qui d'abord étonnent l'esprit : « Avant qu'ils fussent nés, et avant qu'ils eussent fait aucun bien ni aucun mal, afin que le décret de Dieu demeurât ferme selon son élection, — non à cause de leurs œuvres, mais à cause de l'appel et du choix de Dieu, il lui fut dit : — L'aîné sera assujéti au plus jeune, selon qu'il est écrit : « J'ai aimé Jacob, et j'ai haï Ésaü. »

Si à ce prétendu « décret de Dieu, » qui semble injuste, vous substituez purement et simplement la nature des choses, qui ne saurait procéder autrement, tout s'explique, il n'y a rien à dire : c'est un fait, nous n'y pouvons rien changer.

En effet, outre les influences générales du climat, du sol, de la race, il est évident que les influences particulières du sang et de la parenté sont considérables, infinies. Il y a là tout un monde de demi-fatalités entre-croisées, enchevêtrées, prochaines et lointaines, qui, en dépit des ultra-spiritualistes, tiennent terriblement en échec ce fameux libre arbitre.

Ne parlons que de la parenté immédiate : presque toujours notre tempérament, et par suite notre caractère et la nature de notre esprit, résultent du tempérament et du caractère de nos père et mère, de leur santé, de leur humeur, de leur âge, de leurs habitudes et des circonstances qui ont précédé ou accompagné la génération, la conception et la gestation. Avant notre naissance donc, pendant la période de la vie utérine, l'embryon, qui sera nous, se forme et s'organise sous l'influence de mille causes, qui déposent en lui le germe obscur des maux ou des biens à venir. De là, selon les circonstances futures, pourront éclore les talents ou les maladies. Car le plus ou le moins décide des choses, et bien souvent ce qui paraît une différence de nature n'est qu'une différence de degré. Tout importe, mais ce qui importe principalement c'est la mesure ou la nuance. En médecine, la même substance, prise à telle dose ou à telle autre, donne la mort ou la santé : il en est de même des éléments, ou des influences quelconques, qui entrent dans la constitution de notre corps ou qui y président.

L'âme est plus ou moins gênée, ou aidée, par la conformation et la qualité des organes auxquels elle est unie.

Un point que les intéressants travaux des meilleurs physiologistes, entre autres des docteurs Lucas, Morel, Lélut, Renaudin, Trélat, Moreau (de Tours), Bouchut, etc., ont tellement mis en lumière, qu'il n'est plus permis aux gens sérieux et de bonne foi de le contester, c'est à savoir : *la transmission par voie séminale*, non-seulement des

goûts ou des passions d'une nature particulière, — telles que l'ivrognerie, la passion du vol, celle du jeu, celle des femmes, celle-ci surtout, — mais encore de l'intelligence proprement dite, en tous ses modes de manifestation et en toutes ses nuances diverses.

L'hérédité de telle ou telle faculté intellectuelle dans telle ou telle famille est prouvée jusqu'à l'évidence par des exemples innombrables.

Parfois, l'hérédité saute une génération et va de l'un ou de l'autre aïeul au petit-fils.

Mais enfin, soit au premier degré, soit au second, il est impossible de ne pas reconnaître un véritable type héréditaire dans la manière dont certaines personnes comprennent, jugent, raisonnent, imaginent. La loi de l'hérédité intellectuelle est partout manifeste, par ses phénomènes tantôt brillants, tantôt maladifs.

C'est ce que le docteur Lucas a parfaitement démontré dans un remarquable ouvrage, où il s'exprime ainsi : « Des limbes obscurs de l'idiotie, l'hérédité remonte avec les facultés, de degré en degré, jusqu'aux plus lumineuses régions de la pensée..... Combien ne voyons-nous pas de familles qui renferment, ou successivement, ou simultanément, plusieurs hommes supérieurs dans la politique, dans la littérature, dans les sciences, dans les arts!... Cette mystérieuse action de l'hérédité sur l'intelligence se manifeste même chez un grand nombre d'enfants dès leurs plus jeunes ans... L'étude n'est pour eux qu'une sorte de vision ou de réminiscence..... De la forme la plus générale de l'intelligence l'hérédité s'étend à toutes les formes spéciales de facultés qui peuvent émaner d'elle, et se montre aussi clairement dans les aptitudes particulières que l'hérédité de la force élémentaire des sens dans les moindres détails, dans les moindres accidents de leurs perceptions. »

Les psychologues purs, qui ne daignent s'occuper de physiologie, se plaisent à exagérer la puissance du libre arbitre. Et, sans doute, cette disposition, indice des aspirations élevées de l'homme, témoigne de sa dignité. Qui veut être libre, mérite de l'être, et déjà le devient, autant qu'il est en lui. Vouloir fortement, c'est déjà pouvoir. Voilà du moins ce qu'on se plaît à croire, et, après tout, si ce n'est qu'un semblant, cette illusion a de la noblesse, et, pour cela, est une de celles que l'homme n'aimerait pas à perdre, parce qu'elles le consolent de vivre et paraissent donner à la vie une signification qui autrement ferait défaut à cette bizarre et triste énigme du hasard et de la fatalité. Cependant, le bon sens nous dit qu'il ne suffit point de *se sentir libre*

pour l'être en effet ; ni de l'être un peu, à de rares instants, et d'une liberté infiniment relative et croisée, pour pouvoir affirmer à juste titre qu'on l'est toujours, et avec plénitude, et d'une liberté absolue.

Souvent c'est l'âme qui suit le corps, ce corps mêlé, compliqué et tissé de tant d'hérités sans nombre, et les psychologues s'imaginent que c'est au contraire le corps qui suit l'âme, — à peu près comme les spectateurs naïfs de l'Hippodrome s'imaginent, en voyant les exercices de haute école, que c'est le cheval dansant qui suit la musique, tandis que c'est la musique qui suit le cheval. De là, la joie des spectateurs, et la fierté des psychologues !

Ils proclament qu'ils se sentent libres, absolument libres : ne les troublons pas !... Ils se croient forts contre la passion, tant que l'occasion ne se présente pas de la satisfaire. Mais, que l'occasion les surprenne, ils cèdent aussitôt, sans résistance, ou ne résistent un moment que pour succomber de propos délibéré.

Quant à nous qui sommes sans parti pris et qui n'appartenons à aucune école ni à aucune secte, reconnaissons le fait incontestable : c'est que les influences du sang et de la parenté, à je ne sais combien de degrés, décident en général de nos facultés et de nos talents, ou de nos impuissances et de nos lacunes, comme de nos vertus ou de nos vices.

L'esprit des Mortemart était célèbre, au point d'être devenu proverbial. C'était *dans le sang*, disait-on. Expression naïve et très-juste, trouvaille de la langue populaire.

Je lis dans un livre de médecine que les Duvergier de Hauranne « sont héréditairement bilieux et rageurs, mais convaincus et rigides. » — La seconde partie de la définition pourra leur faire passer condamnation sur la première. — Ce tempérament et ce caractère remonteraient assez haut dans le passé, puisque le cardinal de Richelieu disait de M. Duvergier de Hauranne, de Port-Royal : « Le cerveau lui fume constamment. » Il est vrai que le cardinal de Richelieu était un despote, et que le despotisme a de quoi faire fumer les cerveaux même les plus tranquilles.

Si la poésie d'André Chénier est fille de la muse hellénique, lui-même de qui était-il né ? D'une Grecque, célèbre par sa beauté et son esprit. Elle se nommait Santi L'homaka et était propre sœur de la grand'mère de M. Thiers. Le dernier éditeur des œuvres d'André Chénier, M. Becq de Fouquières, dit avec un sentiment fort juste : « André Chénier a, dans l'âme de sa mère, respiré la Grèce tout entière. Il parle la même langue que Racine, mais trempée d'une grâce byzantine, attique même, naturelle et innée, et dans

laquelle se fondent heureusement l'ingéniosité grecque et la franchise gauloise. »

LA SANTÉ

L'état de santé de l'auteur, état qui est presque toujours héréditaire, se marque ordinairement dans son ouvrage.

Ce point a été touché en passant, lorsqu'à propos de la complexion nous avons parlé de Pascal, de Bossuet, de La Rochefoucauld, de Jean-Jacques-Rousseau et de Voltaire. Il s'agit donc simplement d'ajouter quelques indications nouvelles.

Voulez-vous voir bien clairement les influences diverses de l'état sain et de l'état maladif dans les ouvrages de l'esprit ?

Pascal, en bonne santé, autant du moins que le permettait sa complexion extraordinairement nerveuse, écrit les *Provinciales*, étincelantes d'esprit et de raison, modèles d'ironie et d'éloquence ; Pascal, malade et infirme, écrit les *Pensées*, où il préconise comme un moyen de progrès moral, quoi ? l'asservissement de l'esprit et l'abêtissement. On connaît aujourd'hui ce curieux passage, que la prudence de Port-Royal avait supprimé : « Vous voulez aller à la foi et vous n'en savez pas le chemin ; vous voulez vous guérir de l'infidélité et vous en demandez les remèdes ? Apprenez de ceux qui ont été liés comme vous et qui parient maintenant tout leur bien : ce sont gens qui savent ce chemin que vous voudriez suivre, et guéris d'un mal dont vous voulez guérir. Suivez la manière par où ils ont commencé ; c'est en faisant tout comme s'ils croyaient, en prenant de l'eau bénite, en faisant dire des messes, etc. Naturellement même *cela vous fera croire et vous abêtira*. — Mais c'est ce que je crains ! — Et pourquoi ? qu'avez-vous à perdre ¹ ? »

Gustave Planche a donc très-bien dit : « Pascal, après avoir défendu la raison contre le probabilisme et la dévotion aisée, s'est retourné contre la raison ; de telle sorte que son testament, c'est-à-dire le recueil de ses *Pensées*, est une protestation contre les *Provinciales*, qui ont établi la gloire de son nom. »

Et quelle est l'explication d'un si étrange phénomène ? Le changement de sa santé. Depuis que Pascal, jeune et mondain, avait failli être précipité avec son carrosse dans la Seine, au pont de Neuilly, il

¹ PASCAL, *Pensées*, édition de M. Ernest Havet, X, 1, p. 152.

croyait toujours voir un abîme à sa droite : le danger qu'il avait couru, de mourir sans être en état de grâce, avait ébranlé son cerveau et toute son organisation qui, même avant cet accident, était déjà et avait toujours été extraordinaire et anormale.

« Pascal, dit le docteur Lélut, avait montré dès le berceau une de ces organisations supra-nerveuses, presque toujours en dehors de l'état de santé, et excessives jusque dans leurs maladies. Quelques années plus tard, éclatèrent en lui, comme d'elles-mêmes, cette puissance de conception et de travail, cette grandeur et cette singularité d'esprit qui semblent avoir besoin de pareils organes. »

La mort, tout à coup vue de près, démontra cette machine si frêle.

Nous avons eu lieu d'observer que La Rochefoucauld était valétudinaire, et il faut ajouter que c'est le cas de la plupart des moralistes : c'est cela même qui les dispose à moraliser. Horace souffrait de l'estomac ; Senèque, de même ; Lucien avait la goutte, Montaigne la gravelle, Bossuet la pierre, et La Rochefoucauld était perclus de rhumatismes, ressouvenirs de ses diverses aventures : *fructus militiæ* !

Dans un livre très-intéressant dont nous aurons à parler tout à l'heure, le docteur J. Moreau (de Tours) l'atteste avec l'autorité de la science, « les hypocondriaques sont loin d'être rares parmi les hommes d'un génie véritable. Leur esprit s'adresse de préférence aux sujets qui peuvent leur fournir l'occasion d'exhaler leurs peines, d'exprimer leur mauvaise humeur. Ils ont une remarquable tendance à tout exagérer, comme ils font pour ce qui concerne leur santé. Indulgents pour eux-mêmes, ils se complaisent à disséquer les défauts d'autrui. Le plus mauvais côté de la nature humaine captive seul leur attention, est l'objet de prédilection de leurs études. »

C'est précisément le contraire d'une autre disposition malade que produit la paralysie générale dans son premier période. Le malade se trouve « dans un état de béatitude, de bonheur idéal, qui s'épanche sur tout, ennoblit tout, donne du charme aux choses les plus insignifiantes, du prix à ce qui n'a aucune valeur, adoucit ou même fait taire, jusqu'à un certain point, des souffrances trop réelles. Un sentiment de puissance physique et intellectuelle élève son audace au niveau de son ambition, lui fait concevoir les projets les plus gigantesques ; projets, du reste, aussi facilement abandonnés que conçus ; transforme ses désirs, les rêves de son imagination, en convictions délirantes... Pauvre, souffreteux, inconnu, il vit dans une perpétuelle attente de richesses, de santé, de réputation, d'honneurs. En vain, chaque jour, la triste réalité vient donner un démenti à son imagination exaltée : ses rêves

de bonheur continuent toujours ; à une illusion détruite succède une autre illusion... C'est, en quelque sorte, de l'hypocondrie au rebours ¹. »

Le docteur Raspail dit avec raison : « Jean-Jacques, bien portant, eût été l'écho chéri de son siècle ; Jean-Jacques, malade, en a été l'éloquent réformateur. »

Les Grecs avaient un mot très-riche et très-amusant à analyser, qui signifiait littéralement . Une personne ayant de bons intestins et, par suite, d'humeur facile, bienveillante, de bonne compagnie. — Tout cela se disait d'un seul mot : *Eucolos*. Proprement : Qui a de bons boyaux. .

Bons boyaux ! N'est-ce pas affreux, Madame ? Partir de ce sens, *bons boyaux*, et arriver, sans sortir du même mot, à cette signification : *aménité* !

Si repoussant que cela puisse paraître, cela n'étonne point les physiologistes. Une bonne digestion nous rend bienveillants. Réciproquement la bienveillance facilite la digestion. J'ai toujours senti qu'admirer — et nos contemporains aussi bien que les autres ! car certaines gens n'admirent que les morts, — était une chose bonne et hygiénique. Tant pis pour les natures aigres et cacochymes, si elles n'ont dans les veines que du verjus ! Plaignons-les : elles ne savent admirer ni aimer. Nous devons regarder du bon côté chaque personne et chaque chose. Souvenons-nous de cet artiste grec qui, ayant à peindre un roi borgne, s'avisa de le faire de profil. Un de mes amis a perdu un œil en faisant une belle action : c'est du côté où il n'y voit pas que je le contemple.

Alexandre Dumas dit à qui veut l'entendre qu'il doit à son bon estomac d'avoir toujours l'esprit dispos et en belle humeur.

Et cette expression elle-même, *en belle humeur*, qui s'applique à l'esprit et au caractère, à la disposition morale, n'est-elle pas une métaphore empruntée à l'état physiologique ? n'est-elle pas l'équivalent, un peu adouci, de ce curieux *eucolos* ?

Spiritualisez tant qu'il vous plaira : de bonne foi, peut-on soutenir qu'un homme à jeun et un homme qui a bien diné soient le même homme ? La grammaire elle-même proteste, en nous forçant d'écrire au pluriel : *soient*, et non pas : *soit*.

Horace, dans son *Art poétique*, a soin de distinguer le spectateur à jeun du public *potus et exlex*. Horace savait bien par lui-même à quoi

¹ MORZAV, de Tours, la *Psychologie morbide*, etc,

s'en tenir là-dessus. Sa poésie était bien différente, selon qu'il avait plus ou moins fêté Bacchus. Boileau même en fait la remarque :

Horace a bu son souf quand il voit les Ménades.

et du reste Boileau, dans ce vers, ne fait que traduire Juvénal :

... *Satur est quum dicit Horatius : Evohe !*

Un peu plus ou un peu moins de santé, un peu plus ou un peu moins de chaleur dans le sang, change singulièrement les choses. « La disposition des organes fait tout, dit Voltaire; la manière dont on digère décide presque toujours de notre manière de penser... On a une fluxion sur l'âme comme sur les dents. »

Il est vrai que ce n'est pas là son dernier mot, et voici, dans un autre passage, la jolie réplique faite par lui-même : « C'est une plaisante chose que la pensée dépende absolument de l'estomac, et que, malgré cela, les meilleurs estomacs ne soient pas les meilleurs penseurs. »

Toujours est-il que l'altération des facultés intellectuelles et morales correspond fréquemment avec les maladies des viscères abdominaux.

Dans les maladies de poitrine, les dispositions morales ne sont point du tout les mêmes que dans les maladies de la rate ou du foie.

Cabanis et Bichat ont fait remarquer que certaines maladies des centres nerveux semblent favoriser l'éclosion des plus sublimes qualités de l'esprit et du cœur.

Consultons nos propres souvenirs. Qui de nous, hélas ! n'a été à même de reconnaître combien la phthisie pulmonaire offre de phénomènes intéressants et douloureux à contempler; quelle source d'inspirations tendres, éloquentes, pathétiques ou brillantes, semble résider en ce fatal principe morbide, si décevant dans ses rapports avec la vie — qu'il exalte en la consumant, — décevant surtout pour le malade, qui ne sait jamais où il en est de son mal, en dépit de ses pressentiments et de ses mélancolies. C'est qu'aucune autre décomposition organique n'est aussi lente, aussi latente, aussi douce dans ses attaques et dans son progrès inexorable, aussi entremêlée d'intervalles de santé pouvant faire illusion; c'est qu'aucune autre ne laisse aussi entières l'âme et la pensée jusque dans les périodes les plus extrêmes. Quelque chose de mystérieux, et comme de sacré (bien des traditions expliqueraient ce mot), semble attaché au

triste privilège de cette condition héréditaire, qui souvent laisse un libre cours à une jeunesse précoce et brillante, parfois même aux meilleures années de l'âge mûr. Car on ne saurait dire comment et pourquoi la marche du mal est si inégale, interrompue, — ajournée, ce semble, indéfiniment, — puis reprise de soudains et violents progrès. Et, comme cependant la fatalité n'est jamais complètement responsable de nos misères, il arrive, en effet, que la terminaison fatale, plus ou moins différée, s'impute aux ardeurs même et aux excès du travail, de la pensée, de la volonté et des passions que la cause morbide a provoqués : cela devient le sujet perpétuel de la plainte et de l'éloge funèbre. Nulle part on ne voit aussi rapprochés et presque identifiés le feu dévorant de l'âme, et l'action physique non moins dévorante, s'accéléralant enfin par ses propres effets. Ces prédestinés, chez qui le germe du mal est tout à-fait natif, quelle que doive être l'heure de son développement, sont surtout des sujets dignes d'une observation émue par les habitudes délicates que leur âme semble s'être données en harmonie avec la délicatesse de leur constitution physique, par l'activité du sentiment, la sensibilité poétique ou religieuse et la spiritualité que suggère vaguement un danger organique dont on n'aura peut-être conscience que bien tard ; n'importe : l'empreinte est marquée de bonne heure dans la physionomie expressive, animée ou profonde, le regard trop lumineux, rapide et touchant, la voix vibrante et tendre.

Comment donc tout cela ne se marquerait-il pas dans les œuvres de l'écrivain ou de l'artiste ?

Chez Virgile, qui devait mourir d'une maladie de langueur, quelle mélancolie moderne ! quels pressentiments d'un monde nouveau ! quelle lucidité douloureuse ! quelle tendresse !

Sunt lacrymæ rerum, et mentem mortalia tangunt.

Victor Hugo l'a bien senti et bien rendu, en ces beaux vers des *Voix intérieures* :

Dans Virgile parfois, dieu tout près d'être un ange,
Le vers porte à sa cime une lueur étrange.
C'est que, rêvant déjà ce qu'à présent on sait,
Il chantait presque à l'heure où Jésus vagissait.
C'est qu'à son insu même il est une des âmes
Que l'orient lointain teignait de vagues flammes ;
C'est qu'il est un des cœurs que déjà, sous les cieux,
Dorait le jour naissant du Christ mystérieux.

M. Renan, dans sa *Vie de Jésus*, que tout le monde lit en ce moment avec un intérêt si passionné, n'a eu garde d'oublier ce doux Virgile, qui seul, parmi ce monde romain si dur, semble un des précurseurs de l'Évangile. « Le monde, dit-il, distrait par d'autres spectacles, n'a nulle connaissance de ce qui se passe en ce coin oublié de l'Orient; les âmes au courant de leur siècle sont pourtant mieux avisées : le tendre et clairvoyant Virgile semble répondre, comme par un écho secret, au second Isaïe; la naissance d'un enfant (Églogue IV) le jette dans des rêves de palingénésie universelle. »

Quand nous viendrons aux musiciens, Weber et Bellini seront d'autres exemples de ces organisations malades, si finement et si fatalement douées !

Les faits de cette sorte s'expliquent par la proposition suivante de l'illustre médecin hollandais Boerhaave : « La mobilité extrême du cerveau et des nerfs est nécessaire au génie; mais cette mobilité ne peut exister sans faiblesse; au lieu que la solidité, qui fait la force, demande des nerfs trop raides pour pouvoir penser. »

LE LIVRE DU DOCTEUR MOREAU

Exagérant et généralisant outre mesure cette idée de Boerhaave, le spirituel docteur J. Moreau (de Tours), médecin à l'hospice de Bicêtre, publia, en 1859, un livre très-paradoxal, mais très-curieux, dans lequel il essayait de démontrer que le génie est une maladie. Ce livre est intitulé :

La Psychologie morbide, dans ses rapports avec la philosophie de l'histoire; ou De l'Influence des névropathies sur le dynamisme intellectuel.

L'argument posé en tête du volume et dont tout l'ouvrage n'est que le développement, est ainsi conçu : « Les dispositions d'esprit qui font qu'un homme se distingue des autres hommes par l'originalité de ses pensées et de ses conceptions, par son excentricité ou l'énergie de ses facultés affectives, par la transcendence de ses facultés intellectuelles, prennent leur source dans les mêmes conditions organiques que les divers troubles moraux dont la *folie* et l'*idiotie* sont l'expression la plus complète. »

Et le livre aboutit à cette conclusion : « *Le génie n'est qu'une névrose.* » C'est-à-dire une maladie de nerfs. — Voilà la dernière formule de la pensée de l'auteur.

Ceci demande à être examiné de près. Permettez-moi d'entrer dans quelques détails :

Le docteur Lélut, qui avait été médecin à Bicêtre avant le docteur Moreau, s'était contenté de démontrer que plusieurs grands hommes avaient eu des *hallucinations*. M. Moreau a étendu cet aperçu. Suivant lui, « les troubles cérébraux, chez les grands hommes, depuis les plus simples névroses jusqu'aux perturbations morales les plus graves, loin d'être un accident, sont des effets naturels, sinon nécessaires, de leur organisation. *Folie et génie* sont congénères, *in radice conveniunt*. »

Aristote avait dit que les grands philosophes, les grands politiques, les grands poètes, les grands artistes, étaient *mélancoliques*. Or, selon M. Moreau, « par constitution mélancolique, Aristote comprenait certaine disposition de l'organisme, la plus favorable au développement de la folie. Mélancolie était un terme générique, sous lequel les médecins et philosophes de l'antiquité désignaient toutes les formes du délire chronique ; il correspond à notre mot : aliénation mentale, folie. »

Aristote avait dit encore : « Il n'y a pas un grand génie qui soit sans un grain de folie. » — Vous pensez si M. Moreau s'empare de cette proposition ! Il en rapproche le mot de la prétendue marquise de Créquy sur Jean-Jacques Rousseau : « Quand la nature forma Rousseau, la sagesse pétrit la pâte, mais la folie y jeta son levain. » Et M. Moreau ajoute que ce mot est applicable à toutes ou à presque toutes les grandes intelligences : si elles diffèrent entre elles, ce ne peut être que par la quantité de levain qui a été jetée dans la pâte.

Diderot, dans son article sur les théosophes, avait émis une idée analogue à celle d'Aristote : « Je conjecture, dit-il, que ces hommes, d'un tempérament sombre et mélancolique, ne devaient cette pénétration extraordinaire et presque divine qu'on remarquait en eux par intervalles, et qui les conduisait à des idées tantôt si folles, tantôt si sublimes, qu'à quelque dérangement périodique de la machine. Ils se croyaient alors inspirés, et ils étaient fous : leurs accès étaient précédés d'une espèce d'abrutissement, qu'ils regardaient comme l'état de l'homme sous la condition de nature dépravée. Tirés de cette léthargie par le tumulte des humeurs qui s'élevaient en eux, ils s'imaginaient que c'était la divinité qui descendait, qui les visitait, qui les travaillait... Oh ! que le *génie* et la *folie* se touchent de bien près ! Ceux que le ciel a signés, en bien et en mal, sont sujets plus ou moins à ces symptômes ; ils les ont plus ou moins fréquents, plus ou moins violents. On les enferme et on les enchaîne, ou on leur élève des statues. »

Parfois, c'est tour à tour qu'ils sont voués aux persécutions, puis à la gloire. On les emprisonne d'abord, on les honore ensuite, lorsqu'on les a tués. Ce sont ces *Fous* que chante Béranger dans la belle chan-

son qui porte ce titre, et où il se moque de notre bêtisme et de notre routine qui qualifient de ce nom méprisant la plupart des hommes de génie :

Vieux soldats de plomb que nous sommes,
 Au cordeau nous alignant tous,
 Si des rangs sortent quelques hommes,
 Tous nous crions : A bas les fous !
 On les persécute, on les tue ;
 Sauf, après un lent examen,
 A leur dresser une statue,
 Pour la gloire du genre humain !

Le docteur Moreau ne manque pas de prendre au pied de la lettre cette dénomination ironique, et de considérer le génie comme une simple variété de la folie. Selon lui, l'homme médiocre seul se trouve dans les conditions normales qui assurent la santé ; seul il peut réaliser l'axiome : *Mens sana in corpore sano*. Mais l'homme de génie, le fou, l'idiot, quelle que soit la différence de leurs actes et de leurs pensées, sont des malades, et des malades de la même maladie. Le siège et la nature du mal sont identiques, les symptômes physiques et les effets moraux qui les distinguent ne varient que par l'intensité.

« De l'accumulation insolite des forces vitales dans un organe, dit-il, deux conséquences sont également possibles : plus d'énergie dans les fonctions de cet organe, mais aussi plus de chances d'aberration et de déviation de ces mêmes fonctions. Une des preuves les plus concluantes de ce que nous avançons, dit toujours M. Moreau, est celle-ci : l'état dans lequel la puissance intellectuelle se montre à son apogée et jette de si éclatantes lueurs que la philosophie antique en faisait remonter l'origine jusqu'à la divinité même, l'état d'*inspiration*, est précisément celui qui offre le plus d'analogie avec la folie réelle. Ici, en effet, *folie* et *génie* sont presque synonymes, à force de se rapprocher et de se confondre. » Comment donc ne pas voir dans cette sorte d'éréthisme cérébral les phénomènes qui caractérisent le délire qu'on appelle *excitation maniaque*, à savoir : défaut de conscience, absence de volonté, etc. ? « A la durée près, ce sont faits organiques et intellectuels absolument identiques. »

A la durée près ! Notons au passage cette restriction fort importante. Cela seul détruirait l'identité, et réfuterait le système.

Le docteur Moreau dit encore : « Toutes les intelligences se classent successivement, et d'une manière non interrompue, aux divers degrés

d'une échelle, dont l'extrémité inférieure est occupée par l'*idiot*, par des êtres humains imparfaits, réduits dans leur existence morale à des sensations ou perceptions incomplètes, et le sommet par le *maniaque*, en proie à l'exaltation la plus violente. Je distingue confusément la place qu'occupe ce que l'on appelle *la raison* entre ces deux extrêmes. Si je monte un degré de plus, je trouve un état mental, une disposition particulière de l'esprit, qui est bien déjà quelque chose de plus que la raison, mais qui n'est pas encore *la manie* : c'est l'*excitation*.

» Au double point de vue affectif et intellectuel, l'excitation maniaque doit être considérée comme le développement naturel de l'état normal. Le fond du moral restant le même, les nuances en sont plus prononcées. On voit alors des penchants, des affections, dont l'existence était à peine soupçonnée, acquérir une vivacité extrême : un sentiment léger d'aversion se change en haine, un simple attachement, en passion déréglée. Les passions que des convenances sociales, des intérêts divers, avaient tenues secrètes, ne connaissent plus de frein. La dissimulation, l'hypocrisie, se trahissent à tous les instants; les désirs sont impétueux. « Dans ce genre de maladie, dit Esquirol, les sensations ne sont point lésées, la mémoire est exaltée, les raisonnements sont justes, la conversation est vive, emportée, les malades passent d'une idée à l'autre avec une grande rapidité... »

Ainsi un homme de génie est un fou : seulement sa folie ne dépasse pas le premier degré, l'*excitation*. — Mais il suffirait encore de ce point pour renverser tout le système. Car l'*excitation*, telle que M. Moreau lui-même la définit dans son livre *du Haschisch et de l'Aliénation mentale*, est une agitation confuse, espèce de mouvement oscillatoire de l'action nerveuse, qui met obstacle à l'association régulière et libre des idées : on est incapable de diriger ses pensées et de former des jugements; « l'intelligence semble se dissoudre; on sent ses idées, toute son activité intellectuelle, emportées par le même tourbillonnement qui agite les molécules cérébrales... »

Le principal caractère de l'*excitation* est donc, d'après le docteur Moreau lui-même, que l'on perd le contrôle de l'hallucination par la réalité, qu'on ne distingue presque plus le moi du non-moi, que les idées ne se lient plus entre elles que par des rapports fortuits, que l'esprit fait de vains efforts pour les rattacher, pour les diriger, et qu'il perd ou se sent tout près de perdre la conscience comme la volonté.

Or, le caractère du génie n'est-il pas, au contraire, de posséder la conscience pleine et entière de ce qu'il fait, de ce qu'il veut, et la puissance à nouer les idées avec une énergie extraordinaire?

Ainsi donc, plus les idées sont détachées, dissoutes, plus la direction et le contrôle nous échappent, plus on est alors proprement aliéné, *alienatus a se*, étranger à soi-même ; mais plus, au contraire, les idées sont fortement nouées et enchainées, plus il y a tout ensemble d'intuition, de raison et de volonté, plus alors il y a de génie.

Si l'on peut, à la vérité, observer quelque chose d'involontaire dans les moments sacrés de l'inspiration, ces moments fugitifs ne sont pas tout : il y a encore toute la puissance innée et toute la force acquise, toute la somme d'expérience humaine, de joies et de douleurs, qui les précèdent ; toute l'énergie de choix et de volonté qui les suit, — si même elle ne les accompagne : car l'involontaire n'est qu'une apparence ; et, même dans l'enthousiasme, le génie ne perd pas le gouvernement.

Il est vrai que, parmi les éléments que nous venons d'énumérer, celui que nous appelons la puissance innée est hors de la volonté et avant elle ; mais toujours est-il que la *puissance* innée ne saurait être identifiée avec la *maladie* innée. Qui dit puissance ne dit pas maladie, et dit évidemment tout le contraire.

Le docteur Moreau, qui a beaucoup d'esprit, s'est amusé à faire un paradoxe. Groupant un certain nombre de phénomènes exceptionnels, il en construit un système absolu et arrive à dire formellement ceci : « *Dans aucun cas, l'intelligence ne se développe plus rapidement, ne déploie plus d'énergie et de grandeur, que lorsque l'organisme est atteint de la manière la plus grave dans la source même de sa vitalité, à ce point que l'individu, ou bien s'arrête et meurt prématurément, ou bien ne peut compter que sur une existence traversée et à chaque instant mise en péril par des infirmités de toutes sortes. C'est lorsque les systèmes lymphatique et nerveux acquièrent un développement excessif, une prédominance malade, ainsi que cela s'observe principalement chez les idiots et chez les imbéciles, c'est alors, dis-je, que l'on voit les facultés intellectuelles briller d'un éclat incomparable. Pascal en est un des exemples les plus frappants...* »

Malgré cet exemple exceptionnel, que nous avons été le premier à citer, en ayant soin toutefois de distinguer les œuvres si différentes produites par ce génie, suivant qu'il était sain ou qu'il était malade ; oui, en dépit de cet exemple et de quelques autres phénomènes étranges, que nous avons signalés ; nous croyons, nous, qu'un système nerveux malade et vicié n'est pas, quoi qu'on en dise, la condition la plus favorable au génie ; nous croyons qu'excepté de certains moments très-courts, dans lesquels la surexcitation du système nerveux et la chaleur

du cerveau produisent une exaltation extrême, qui n'est cependant nommée *délire* que par métaphore poétique, en général les grands génies, vraiment dignes de ce nom, possèdent la santé et de l'âme et du corps : toutes leurs forces sont en équilibre, ou, pour mieux dire, en harmonie ; leur organisation et leur pensée, tout est en puissance et en fleur ; tout pousse à la fois ; tout est sain, tout est dru, tout est ferme et beau : il n'y a rien de maladif, ni d'excessif, ni d'inégal, comme chez les génies souffreteux ou viciés. A toutes les qualités d'inspiration, et en quelque sorte de divination, ces vrais génies unissent le plus ferme bon sens et le sens commun le plus simple. Ne vous imaginez pas que le génie soit nécessairement échevelé comme une pythonisse ; qu'il ait toujours les cheveux en coup de vent comme le portrait de Chateaubriand par Guérin. Le génie est tranquille dans sa force profonde : à cause de cette profondeur même, il semble avoir je ne sais quoi de calme jusque dans la passion. Homère ! Newton ! Goethe ! ce sont des océans ; avec cette différence peut-être, que la mer, agitée à la surface, est calme, dit-on, dans ses profondeurs, tandis que ces grands génies, au contraire, agités dans leurs profondeurs, semblent calmes à la surface, — comme la Niobé antique, qui, dans la douleur même la plus vive, conserve l'expression sereine de la beauté.

C'est donc pousser trop loin le paradoxe que de dire, comme fait le docteur Moreau : « *En aucun cas* le fonctionnement intellectuel ne saurait être *plus parfait que* lorsque ces divers états morbides se trouvent réunis chez le même individu, c'est-à-dire, *lorsque le sujet est d'une constitution tout à la fois rachitique-scrofuleuse et névropathique* ; en d'autres termes, lorsque par sa constitution il touche à la fois à l'*idiotie* et à la *folie*. »

Cela ressemble presque à une plaisanterie ; et pourtant cela est écrit sérieusement, et développé dans tout un volume. Développé, mais non prouvé : M. Flourens et M. Albert Lemoine l'ont bien fait voir.

C'est s'exprimer d'une manière trop absolue ; c'est prendre l'exception pour la règle. Quelques éclairs dans les ténèbres vaudraient-ils mieux que la clarté du jour ? Quelques excitations mentales, causées par des névropathies, auraient-elles donc plus de puissance et produiraient-elles des œuvres plus belles, que ne fait l'harmonie des facultés à l'état de santé parfaite ? Mais alors, et vous-même prévoyez l'objection, — on n'aurait qu'à se donner une névropathie, une excitation artificielle, par l'extrait de chanvre indien ou par quelque autre substance analogue, et on se donnerait du génie ? Triste génie que celui-là ! Vous-

même l'avez analysé parfaitement dans votre livre du *Haschisch*¹.

Et encore une fois, dans ce livre-là comme dans celui-ci, la *Psychologie morbide*, vous reconnaissez que « le délire (*soit artificiel, soit naturel*) a pour effet immédiat le relâchement des liens qui donnent une action d'ensemble aux facultés de l'esprit et du cœur, qui mettent, pour ainsi dire, tout acte mental sous la main de la conscience. » Eh bien, je le demande, est-ce là le génie ? Est-ce quelque chose qui y ressemble, si peu que ce soit ?... C'en est précisément le contraire.

Ceux qui sont sous le coup de l'*excitation*, naturelle ou artificielle, ont des idées, mais interrompues, éparées, fugitives : ce qui y manque, c'est le lien, la suite. Le génie, au contraire, c'est justement un des signes auxquels on le reconnaît, que la force du nœud de ses conceptions.

Le génie peut se définir : *une raison supérieure*. Si le génie a ses moments de fièvre, c'est en santé qu'il juge définitivement ce qu'il a produit dans ces moments-là. Et, en tout cas, il ne faut pas confondre l'excès de vie que l'on remarque dans ces crises de production, avec l'état vicié, maladif, qui est le commencement de la folie et de la désorganisation. Le génie se juge lui-même, se sait, se veut et se possède ; la folie est *inconsciente*, c'est là son caractère essentiel. Et c'est par-là que la folie et le génie, loin que l'on soit fondé à dire *in radice conveniunt*, différent, au contraire, radicalement.

Le docteur Moreau ne tient compte que de la psychologie morbide : c'est-à-dire qu'il observe seulement les phénomènes pathologiques de l'organisme des hommes illustres. Mais pourquoi donc considérer uniquement l'aspect morbide, pathologique ? C'est sans doute parce que cet état relève de la science médicale, et parce que d'ailleurs l'état maladif se manifeste d'une façon plus frappante que l'état normal et sain. La santé, par cela même qu'elle est la santé, n'attire pas l'attention. Toujours est-il qu'il faut tenir compte de l'état sain — autant, pour le moins, que de l'état morbide.

Broussais avait fait une remarque très-juste : « L'homme n'est connu qu'à moitié, s'il n'est observé que dans l'état sain ; l'état de maladie fait aussi bien partie de son existence morale que de son existence physique. » La conclusion raisonnable est que, pour connaître l'homme tout entier, on doit l'observer tour à tour dans l'état sain et dans l'état de maladie, tant au physique qu'au moral. Mais, si vous ne l'étudiez qu'au physique, et seulement dans l'état de maladie, je dis que vous n'en connaissez que le quart. En effet : premièrement, si la psycholo-

¹ *Le Haschisch et l'Aliénation mentale.*

gie est la science de l'âme et de ses facultés, et si la physiologie est la science du corps et de ses organes, ne s'occuper que de la seconde en laissant de côté la première, c'est déjà ne prendre que la moitié de l'homme; mais deuxièmement, si au lieu d'étudier l'organisme tour à tour à l'état sain et à l'état maladif, on ne l'étudie qu'à l'état maladif, négliger la physiologie proprement dite pour ne considérer que la pathologie, c'est ne prendre encore que la moitié de la moitié.

L'ÉTAT MIXTE

Pour nous, sans nous attacher exclusivement au point de vue pathologique, nous étudions en général la physiologie de la pensée, et nous ne perdons pas de vue pour cela les explications psychologiques et morales. Nous disons simplement ceci : Si l'on veut connaître avec précision la nature d'un écrivain ou d'un artiste, — il y a un élément qu'on ne doit pas négliger, c'est l'étude de la constitution de l'homme, soit à l'état sain, soit à l'état maladif.

Je conviens que la limite entre l'un et l'autre état est souvent très-difficile à apercevoir. L'état de santé complète est plus rare qu'on ne croit. Au contraire, il n'y a rien de plus fréquent que *l'état mixte*, — comme l'appelle fort bien le docteur Moreau, qui cette fois a tout à fait raison, — c'est-à-dire un état qui participe de la santé et de la maladie.

Aussi, n'y aurait-il pas lieu de réfuter le savant docteur, s'il s'était contenté de dire : « Un état réel de folie, de folie confirmée, peut s'allier aux manifestations les plus éclatantes de l'âme humaine, soit que cette folie se limite rigoureusement à certaines erreurs des sens, soit qu'elle offre un caractère de rêverie et d'extase, soit qu'elle consiste en des idées fixes ou convictions délirantes, soit enfin qu'elle revête les traits indécis de la mélancolie, du spleen, de l'hypocondrie, affections si communes chez les esprits d'élite. »

Mais on contredit, à bon droit, le trop paradoxal docteur, lorsqu'il pousse sa thèse à outrance et qu'il lance des assertions comme celle-ci : « *Toutes les fois* que l'on verra les facultés intellectuelles s'élever au-dessus du niveau commun, dans les cas surtout où elles atteindront un degré d'énergie tout à fait exceptionnel, *on peut être certain* que l'état névropathique, sous une forme quelconque, aura influencé l'organe de la pensée, soit idiopathiquement, soit par voie d'hérédité... Ce qui revient à dire, — ajoute M. Moreau lui-même, — *que dans les hommes*

exceptionnels on reconnaitra les m^{mes} conditions d'origine ou de tempérament que dans les aⁱénés ou les idiots. »

Ceci dépasse un peu la théorie très-légitime de l'état mixte. En effet, en admettant l'échelle des intelligences, tel que le spirituel docteur la définit, *l'idiotie en bas, la folie en haut, la raison au milieu* dans une petite place fort confuse et difficile à discerner, nous lui accordons que souvent des facultés *exceptionnelles* — c'est-à-dire extraordinaires plutôt qu'éminentes, — se rencontrent entre le milieu et l'extrémité supérieure, entre la raison et la folie. Mais voilà tout. Aller plus loin, c'est retomber dans l'exagération.

Ce qui est vrai, c'est qu'un très-petit nombre de personnes, passé trente-cinq ans, est dans un état de santé complète ; que presque toutes, plus ou moins, sont entamées, à découvert ou en secret ; à plus forte raison, les gens de lettres et les artistes, dont l'état nerveux héréditaire et inné est surexcité sans cesse. La concentration habituelle dans laquelle ils vivent, la fermentation presque continuelle de leur cerveau, les allume, les use, les mine. Ils brillent en brûlant. Ce sont donc, à certains égards, des demi-malades ; cela est incontestable. Il semble que leur pensée profite de tout ce qu'ils ôtent à leur corps : tandis qu'il s'étirole, elle se fortifie ; ils se démolissent physiquement, à mesure qu'ils se construisent moralement. — Mais, s'ils tenaient mieux l'équilibre entre leur esprit et leur corps, les choses en iraient-elles moins bien, et leur talent y perdrait-il ? Non, certes ! Au contraire, il y gagnerait !

Quoi qu'il en soit, la nécessité ou l'entraînement du travail les consume ainsi et les met dans un état semi-morbide : cela est incontestable. Récemment le docteur Bouchut appelait l'attention de ses confrères et du public sur cet état nerveux, aigu ou chronique, qu'il appelle *nervosisme*, et qui est, suivant lui, la maladie ordinaire des hommes de lettres et des artistes ; gens faibles, délicats, irritables : *genus imbecille*, dit Celse ; *genus irritabile vatum*, dit Horace.

Il est donc vrai que la plupart d'entre eux sont dans *l'état mixte* ; mais le bon sens se refuse à admettre que cet état, et encore moins l'état de névrose complète, soit le plus favorable à l'éclosion du talent, et que la santé de l'âme et du corps soient une condition contraire au génie.

L'auteur qui le prétend, quels que soient son esprit, son érudition, sa verve, fait non-seulement un paradoxe, mais, je lui en demande bien pardon, un *paralogisme* ; c'est, à savoir, celui qu'on désigne dans l'école par cette dénomination : *cum hoc, ergo propter hoc*.

Oui, le travail, la passion surexcitent ces organismes frêles et les ébranlent et les consomment, et, à mesure que le talent se perfectionne, trop souvent la santé s'altère ; mais s'ensuit-il qu'une santé altérée soit la condition du talent, que la maladie soit cause du génie, que le génie enfin ne soit qu'une névrose ?

Heureusement la vérité ne perd jamais ses droits et reparait toujours. A peine le docteur Moreau a-t-il écrit ce mot *névrose*, qu'il l'atténue tout aussitôt, — entendant, dit-il, par le mot *névrose*, non la *perturbation*, mais seulement l'*exaltation* des facultés intellectuelles : — explication fort importante, car elle est une contradiction et une sorte de désaveu de tant d'étranges propositions que nous avons citées.

Toute la distinction à faire réside, en effet, dans la différence qui existe entre ces deux mots : *exaltation* ou *perturbation*.

Oui, dans les moments où l'esprit produit quelque œuvre considérable, il y a exaltation des facultés intellectuelles et surexcitation des centres nerveux. Oui, le grand travail cérébral, condition organique de l'effort de la pensée, est en général une crise violente. — Cette sorte d'éréthisme du cerveau, est-ce un état purement physiologique et sain, ou déjà pathologique et morbide ? Voilà le problème. Qui peut le résoudre ? C'est une question de nuance, de plus ou de moins. La solution, d'ailleurs, d'une minute à l'autre, varie avec l'état de la personne. Un tel état, par sa nature, est passager, mobile, ondoyant, fugitif : — éclair, étincelle électrique, au propre peut-être comme au figuré ; c'était l'opinion de deux hommes qui s'y connaissaient, Buffon et Napoléon.

« Le sort d'une bataille, disait celui-ci, est le résultat d'un instant, d'une pensée : on s'approche avec des combinaisons diverses ; on se bat un certain temps ; le moment décisif se présente, *une étincelle morale* prononce, et la plus petite réserve accomplit. »

« L'invention, avait dit Buffon, dépend de la patience : il faut voir, regarder longtemps son sujet ; alors il se déroule et se développe peu à peu ; vous sentez *un petit coup d'électricité* qui vous frappe à la tête et en même temps vous saisit le cœur : *voilà le moment du génie*. »

Il est donc vrai que le travail de création donne lieu à un dégagement excessif de puissance nerveuse, de fluide humain, quel que soit son nom ; il y a là, on ne le nie pas, une vitalité exceptionnelle, une exaltation extrême, une tension de l'organe poussée aux dernières limites ; et déjà, aux conceptions du génie, se mêlent parfois de véritables hallucinations. C'est tout ce qu'on peut vous accorder.

S'ensuit-il que vous soyez fondé à prétendre, en vous emparant d'une expression échappée de la plume improvisatrice de Lamartine, que « le génie est une *maladie mentale* ? » Allons donc ! cela n'est pas sérieux.

Si toute création est une crise, toute crise est nécessairement passagère par sa nature même. — Tout au plus peut-on dire avec Balzac : « Le talent est une fièvre intermittente. »

Ces crises, toutefois, peuvent se prolonger plus ou moins et être plus ou moins fréquentes. Si elles se renouvellent à des intervalles très-rapprochés, et si chacune d'elles se prolonge beaucoup, alors peu à peu la santé s'altère ; alors on se rapproche de la thèse de M. Moreau et de la boutade de Jean-Jacques : « Si la nature nous a faits pour vivre en santé, la méditation est un état contre nature ; un homme qui s'ensevelit dans ses réflexions est un animal dépravé. »

L'esprit a besoin, comme le corps, de tempérance et de régime. La santé de l'esprit n'est pas moins fragile que celle du corps.

Pascal, qui parfois avait conscience de son état et qui disait : « On ne sent pas mon mal, on y sera trompé, ma douleur de tête a quelque chose de fort extraordinaire, » écrivit cette pensée : « L'extrême esprit est voisin de l'extrême folie. »

Voisin, oui ; mais non *identique*. — Réfutons, cher docteur, toutes vos métaphores : — Oui, en atteignant l'extrême limite où il lui est donné de parvenir, l'esprit de l'homme est toujours exposé à *trébucher et à tomber dans la démence* ; mais, entre celui qui y tombe et celui qui n'y tombe pas, il y a toute la différence de la plénitude de la vie à la subversion, à l'anéantissement. — Oui, *la corde d'un arc, extrêmement tendue*, est d'autant plus sujette à rompre ; mais, si elle rompt, elle ne peut plus rien ; si au contraire elle ne rompt pas, elle lance la flèche plus loin que jamais. — Oui, nous aussi nous emploierions volontiers pour définir le génie, ou du moins certaines manifestations du génie, les paroles de Lamartine sur Byron : « Vibration de la fibre humaine, aussi forte que le cœur de l'homme peut la supporter sans se rompre. » Oui, sans se rompre ; mais, si elle se rompt, est-ce encore le même état qu'auparavant ?

D'ailleurs, comme le fait parfaitement remarquer M. Albert Lemoine, le génie n'est pas seulement cette vibration excessive. « Il y a deux choses très-différentes qu'il importe de ne pas confondre : la force et l'effort ; la puissance *virtuelle* et le développement *actuel* de la puissance. » Autre chose est l'esprit, quel qu'en soit le degré ; autre chose le travail et l'exercice de cette intelligence, soit ordinaire, soit supé-

rieure. Un homme de génie est toujours un homme de génie, même quand son intelligence ne se déploie pas ; c'est, comme on l'a dit, Hercule au repos : sa force ne consiste pas dans ses travaux ; ses travaux ne font que la manifester ; elle réside dans ses muscles. Un pygmée aura beau faire des efforts herculéens, il aura toujours la faiblesse d'un pygmée. Un sot sera toujours un sot, et, quelque effort d'esprit qu'il fasse, il ne dira que des sottises. Surexcitez tant que vous voudrez son cerveau et son imaginative, faites-lui franchir la limite fatale, et ce sera toujours un sot ; mais ce sera un sot en délire. Eh bien ! ce n'est pas non plus l'effort, ce n'est pas le travail exagéré, ce n'est pas la surexcitation *même malade* de l'intelligence, ce n'est pas tout cela qui fait le génie ; c'est la force naturelle d'un esprit supérieur, c'est sa vertu et sa puissance innée, c'est un je ne sais quoi, c'est le génie enfin, qui, faisant effort, surexcité même, si vous le voulez, au delà des bornes de la santé parfaite et tranquille, mais par intervalles seulement, produit les grandes œuvres ¹.

Pour en finir avec le livre, très-intéressant d'ailleurs, du docteur Moreau, il suffit de citer cet aveu, que lui-même, pressé par la force de la vérité et de la raison, laisse enfin échapper et auquel nous avons fait allusion tout d'abord : « Ce serait, dit-il, commettre une grossière erreur que de chercher dans les seules conditions organiques dont nous venons de parler (*névrose, scrofules, rachitisme, idiotie, excitation maniaque*) la source du génie, ou seulement d'une certaine supériorité des facultés intellectuelles. Il reste toujours *une inconnue* (QUID DIVINUM) à dégager. Autrement le génie serait aussi commun qu'il est rare, par la facilité que chacun aurait de s'en procurer à l'aide de quelques excitants cérébraux. »

Cet aveu est considérable. A vrai dire il renverse tout le livre, en détruisant ou en neutralisant, — que l'auteur y consente ou non, — la terrible formule : « Le génie *n'est qu'une névrose*. » — Mais, sans cette fameuse et bruyante formule, sans ce coup de pistolet tiré en l'air, le livre, qui est charmant, eût été bien moins lu !

Le grand bon sens de Goethe et sa bonne santé s'égayaient de ce paradoxe, qui déjà avait paru en Allemagne avant de courir en France. Goethe disait à Eckermann : « Il fut un temps en Allemagne où l'on se représentait un homme de génie sous la forme d'un petit être chétif,

¹ Voir ALBERT LEMOINE, *l'Âme et le Corps*.

voire même bossu. Quant à moi, j'aime à rencontrer le génie dans un corps doué d'une constitution convenable. »

Le robuste Goethe n'admettait donc point que le génie fût ordinairement scrofuleux-rachitique.

En résumé, il y a, dans le livre du docteur Moreau, une chose vraie et une chose fausse : la chose vraie, c'est *l'état mixte* ; la chose fausse, c'est l'exagération qui consiste à dire et à répéter que rien n'est plus favorable au génie que la collection des maladies les plus hideuses. Le très-spirituel docteur, dans cette thèse hyperbolique, mais extrêmement curieuse, côtoie des abîmes et parfois y tombe ; mais il ouvre des vues et remue des idées.

Ce qui me plaît dans les écrits des médecins, c'est qu'ils se soucient peu des phrases : ils labourent les faits, font sortir les idées. Si la verve et l'esprit s'y joignent, c'est un régal.

ÉMILE DESCHANEL.

(La suite au prochain numéro.)

LE ROMAN DE CÉLESTIN¹

X

Antonine était grande et forte. Elle avait trente-cinq ans, mais sa figure n'annonçait guère, après un examen superficiel, que vingt-huit ou vingt-neuf ans. Chez elle une bouche fraîche et charnue, des joues pleines allant rejoindre des pommettes saillantes, un front étroit et petit, un menton carré, un nez long et bien fait, des yeux noirs au regard velouté, des dents admirables, attiraient d'abord l'attention. Malheureusement quelques rides sillonnaient le front et plissaient le coin des paupières. Elle montrait volontiers une assez belle main, longue et blanche; la peau fine et transparente y laissait voir le sillon bleuâtre des veines. Une chevelure châtain foncé, où tout était vrai, encadrait bien son visage ovale et facilement coloré. Sa voix, très-basse pour une femme, devenait infiniment caressante dans les notes élevées, et parfois les paroles d'Antonine se succédaient sur une sorte de mélodie harmonieuse, qui charmait l'oreille comme les accents confus d'une musique lointaine. Son sourire adorable paraissait plein de bonté, ses gestes se développaient lents et mesurés; dans sa démarche régnait un air de nonchalance digne et plein de réserve, accompagné d'une sorte de balancement peu marqué, mais régulier et pour ainsi dire rythmique. Elle portait bien sa tête, haute et sans raideur.

Son corps résistait moins victorieusement aux assauts du temps. La taille était épaisse et courte, le ventre saillant et gros; les bras, purs de lignes et blancs, semblaient un peu fluets et trop longs; quant aux

¹ Voir la *Revue germanique* des 1^{er} mai, 1^{er} juin et 1^{er} juillet 1863.

épaules, cette dernière beauté des femmes, elles dessinaient sous la robe une courbe gracieuse et se rattachaient au cou avec élégance.

En réalité, Antonine portait à peu près son âge, et l'on apprenait sans étonnement qu'elle eût connu plusieurs fois les fatigues de la grossesse, les douleurs de l'enfantement. Elle manquait d'éclat, quoique son aspect de force et de santé pût tromper des yeux inexpérimentés. Ce qui dominait en elle, ce qui frappait au premier regard, c'était un air d'indifférence et de laisser-aller bienveillant, mêlé à une expression d'étonnement naïf et général. On lui accordait facilement les vertus solides et banales de la famille, tant sa personne entière révélait un tempérament lymphatique et paisible; on ne pouvait supposer des passions avec ces gestes toujours également tranquilles, avec cette parole musicale, cette tournure calme et alanguie.

Si on avait dit à Marie qu'Antonine était une créature dangereuse et séduisante, elle l'eût d'abord nié, et de bonne foi; peu de femmes savent comprendre le charme perfide, l'attrait irrésistible qui émanait de cet ensemble, qu'on nous passe l'expression, *bourgeois*, et composé surtout de qualités négatives.

Ceci ne doit pourtant pas nous étonner, et c'est un phénomène fréquent, quoi qu'il soit inexpliqué, que le succès de certaines femmes auprès des hommes. Leurs imperfections sont leur plus grande force; elles attirent par ce qui devrait repousser; elles se font aimer, là où des femmes mille fois plus belles, mille fois plus aimables, ne rencontrent que de froids admirateurs. Est-ce une erreur, est-ce une dépravation du goût? Peut-être. Peut-être aussi entre-t-il dans la composition de ces femmes un plus grand nombre d'*atomes féminins* dont la puissance attractive se manifeste malgré des obstacles moins réels qu'apparents? Nous admettrions volontiers cette dernière hypothèse; alors nous devrions reconnaître qu'un nombre immense de ces atomes concouraient à former la personne d'Antonine. A son âge elle devait inspirer encore un violent amour aux collégiens de seize ans, ainsi qu'à plusieurs natures timides que trop de beauté, de jeunesse, de vie, troublent et effrayent.

En effet, Antonine ne connaissait pas la passion; ce n'était pas une de ces âmes énergiques et puissantes où les sentiments, comme un arbre planté dans une terre forte et grasse, portent des fruits vigoureux. Fille de cette classe intermédiaire, qui n'est plus le peuple, qui n'est pas encore la bourgeoisie, mais qui garde ses vices populaires en y ajoutant quelques vices bourgeois, elle craignit sans cesse de redevenir ouvrière et rêva d'être une dame. Esprit sans élévation, quoique

doué d'une intelligence superficielle, elle ne put jamais atteindre à ce niveau moral, où se développe le sentiment du bien et du mal. Elle regarda la vie et les hommes, le crime et la vertu, avec un calme inaltérable, une indifférence parfaite : l'indignation et l'enthousiasme lui restèrent également inconnus. Cette indifférence chez quelques-uns est le résultat de déceptions douloureuses, d'une sorte de lassitude générale, qui détend les ressorts de la volonté; chez quelques autres, elle change de nom, ce n'est plus de la lassitude, c'est de l'impuissance. Leur âme engourdie ne s'éveille jamais à la vie idéale; leur cœur ne ressent rien fortement, ni la haine, ni l'affection; il ne s'émeut à la vue d'aucune laideur, d'aucune beauté. On pourrait comparer leur conscience à ces palais blasés qui ne perçoivent plus le goût des aliments et livrent passage, sans les distinguer, aux mets les plus exquis, aux poisons les plus amers. Antonine appartenait à cette catégorie d'indifférents. Que lui importait telle ou telle action? Celle-ci lui plaisait, celle-là l'ennuyait. Sa conscience n'eut jamais d'autre guide que le caprice ou l'intérêt du moment. Elle désirait ou redoutait plus ou moins certaines choses, elle ne se passionnait pour rien, seulement elle écoutait volontiers son désir et sa crainte, n'ayant nul motif pour résister à ses impressions, quelles qu'elles fussent.

Douée, nous l'avons dit, d'une sorte d'intelligence superficielle, elle s'en servit pour se donner un vice actif et véritable : l'hypocrisie. En effet, elle s'aperçut vite que la société approuvait ou blâmait, punissait ou récompensait la conduite extérieure des individus. Elle admit donc l'existence d'un bien et d'un mal relatifs; prenant l'effet pour la cause, car la cause lui échappait entièrement, elle appela crime, le scandale, et vertu, l'estime des hommes. Elle crut, d'ailleurs, que chacun voyait et pensait comme elle, qu'il s'agissait seulement de subir une convention, d'adopter une mode.

A vingt ans, sans avoir commis de faute, et sans que personne pût s'en douter, elle était déjà en proie à une sorte de démoralisation d'autant plus dangereuse que cette maladie morale n'était pas, pour nous servir d'une comparaison prise au monde physique, une maladie aiguë et que les remèdes dissipent, mais une de ces maladies constitutionnelles qui naissent, vivent et meurent avec le malade.

Elle épousa M. Warner, sans amour et sans répugnance. Son titre d'employé l'éblouit. Dans son mari, elle vit surtout un habit noir. Dès lors cette union, en l'arrachant définitivement au peuple, la plaçait au rang qu'elle ambitionnait, qu'elle craignait toujours de perdre.

M. Warner, beaucoup plus âgé que sa femme, éprouva pour Anto-

nine une assez vive passion. Ce n'était ni un homme d'esprit, ni un homme riche. Obligé de travailler pour vivre, sans beaucoup d'éducation, vulgaire de nature et de goûts, il avait mené la vie de jeune homme dans ce qu'elle a de grossier et de mesquin, ayant des maîtresses, et jouant au billard, mais jouant pour gagner sa *consommation*, et chez ses maîtresses, regardant surtout à l'argent qu'elles ne lui coûtaient pas, fort peu à la beauté, ou à tout autre mérite exigé par un plus délicat.

A l'époque de son mariage, Antonine était, au contraire, une très-belle personne, d'aspect vigoureux et sain, et qui différait essentiellement de ces ombres de femmes, maigres, pâles, chétives, qu'on rencontre généralement dans les rues et dans les salons de nos villes modernes. Il y avait de la paysanne chez elle, avec un certain air de langueur, où son type prolétaire puisait de la distinction. M. Warner ressentit donc, pendant les premiers mois de son mariage, les atteintes de cette crise passagère qu'on appelle la lune de miel. La grossesse de sa femme le guérit promptement de ce mal nouveau, antipathique à son tempérament. Il reprit ses habitudes de garçon, mais en les modifiant dans la limite imposée par ses nouveaux devoirs d'homme marié. Il renonça à ses conquêtes amoureuses et reporta sur le billard une partie de l'ardeur qu'il ne dépensait plus auprès des grisettes.

Pendant plusieurs années, il sépara sa vie de celle de sa femme, passant hors de chez lui ses journées presque tout entières, rentrant seulement à l'heure des repas pour ressortir aussitôt après, et ne revenir qu'à l'heure du coucher. Distrait ou ennuyé, lorsqu'il lui fallait rester quelques instants seul avec Antonine, il ne fut cependant jamais dur ni violent dans son ménage. Il aimait ses enfants et se contentait de négliger son intérieur, sans le délaisser complètement, sans se rendre coupable d'aucun tort grave ou directement nuisible à sa jeune famille.

Somme toute, c'était un assez honnête homme, parfaitement nul, ni bon, ni méchant, d'un égoïsme naïf et doux.

Au moment où M^{me} Warner connut Marie, M. Warner était entré dans une nouvelle phase de son existence. Depuis un an environ, il se rapprochait sensiblement de sa femme et semblait éprouver pour sa compagne une recrudescence d'amour destinée à rappeler les beaux jours des premiers temps de leur mariage. Il s'absentait moins, il était moins distrait, il montrait même des velléités d'attentions délicates et s'inquiétait de la santé d'Antonine.

Que voulez-vous? La cinquantaine était venue pour lui, et les rhuma-

tismes allaient venir. Son estomac supportait mal la bière ; sa main roidie manquait des carambolages qu'il avait réussis pendant trente années ; n'était-ce pas des avertissements du ciel ? La flanelle qui entourait ses membres, travaillés déjà par des douleurs articulaires, ne lui disait-elle pas à chaque minute combien sont doux les soins d'une épouse attentive, combien est salubre la chaleur du foyer conjugal ?

Antonine ne suivit pas son mari dans ses alternatives de passion et de refroidissement. Depuis son mariage, elle restait la même, toujours souriante et calme, caressante quand il le fallait. Le jour où il plut à M. Warner de renouer la chaîne interrompue de la vie intime, il retrouva la femme qu'il avait épousée quinze ans auparavant. Elle accueillit l'enfant prodigue et repentant, sans immoler de victime en signe d'allégresse, mais sans lui adresser de reproche sur le passé, sans paraître se le rappeler. Il lui tendait une main craintive, elle la serra comme on serre la main d'un ami qu'on a vu le matin même et qui revient d'une petite promenade. La promenade de M. Warner avait duré treize ans.

Qu'importait à M^{me} Warner la présence ou l'absence de son mari ? Elle ne l'aimait pas. Ne lui avait-il pas donné tout ce qu'elle voulait, un nom, un rang honorable ? Que pouvait-elle en espérer désormais ? Elle souffrit d'abord de la gêne qui régnait dans son intérieur et qu'elle n'avait pas prévue le jour où elle consentit à se marier. Cette souffrance ne fut ni longue, ni cruelle ; son éducation ne l'avait pas accoutumée au luxe, au bien-être. Elle se résigna donc assez facilement à la médiocrité de sa position, et ne songea à y porter remède qu'en voyant les forces de M. Warner décliner rapidement. Elle entrevit tout à coup et dans un avenir rapproché, la possibilité pour lui d'une mort ou d'infirmités graves, qui la laisseraient sans ressource avec des enfants en bas âge, ou du moins transformeraient la gêne des deux époux en une misère véritable. Elle se mit courageusement au travail et résolut de se créer des moyens d'existence personnels, à l'abri des événements.

Mais pendant que M. Warner se faisait une réputation au billard, et résolvait le problème de vivre au café sans y rien dépenser, tout en vidant d'innombrables choppes de bière, M^{me} Warner ne restait pas entièrement oisive. Dépourvue de passion et de sensibilité, elle avait les deux faiblesses qui remplacent ordinairement ces deux vertus absentes : elle avait de la sensiblerie à ses moments et des caprices incessants. L'ennui la rongait et donnait naissance à des désirs vagues, trop peu vifs, il est vrai, pour l'entraîner au delà des bornes

de la prudence, mais qui l'accoutumaient à une sorte de libertinage intellectuel, où son imagination se plaisait.

Belle, jeune, ennuyée, oisive, elle fut courtisée, y prit plaisir ; pourvu que le monde et son mari ignorassent ses sentiments, elle se croyait presque dans son droit, et jamais le moindre soupçon ne troubla M. Warner au milieu de ses camarades d'estaminet. Néanmoins, quelques personnes plus clairvoyantes ou plus malveillantes, prétendirent avoir deviné la vérité, et accusèrent tout bas Antonine de faiblesses graves. Suivant elles, Antonine allait à un rendez-vous d'amour du même pas lent et cadencé dont elle allait à la messe ou chez les marchands qui lui vendaient les provisions de son ménage. Toutefois, il fallait un scepticisme très-arrêté pour accuser cette femme au sourire bienveillant et un peu banal, au regard tranquille, supportant tous les regards sans embarras et sans effronterie.

Ce que nous pouvons assurer, nous, c'est qu'Antonine n'avait jamais aimé.

XI

Les relations des trois femmes continuaient. Rares d'abord entre Marie et Antonine, elles devinrent peu à peu plus fréquentes, et la sympathie de M^{me} Célestin pour M^{me} Warner augmentait à chaque nouvelle rencontre. Palmyre avait en partie, du reste, renoncé à son projet. L'opposition tacite mais résolue de Marie la décourageait ; elle comprenait fort bien que, sans le consentement de sa femme, toute tentative de ce genre échouerait auprès de Célestin.

Toutefois Antonine, mise au courant de l'affaire par le couple Cressonneau, ne désespérait pas encore de la réussite de ce petit complot tramé à son profit, et dont la réalisation lui souriait vivement. M^{me} Warner ne connaissait pas Célestin, et rien ne la poussait vers lui plutôt que vers une autre personne qui se fût trouvée en position de lui rendre le même service ; mais les leçons prises de la sorte ne lui eussent rien coûté, et, pour Antonine, cette considération avait une haute importance. Elle était pauvre, sans doute, cependant elle tenait naturellement à l'argent, et la plus grande fortune ne l'aurait jamais empêchée de pratiquer une économie étroite et mesquine, sa seule vertu de ménage. Chez les esprits sans élévation, chez les cœurs froids, l'avarice

est une des formes préférées de l'égoïsme. D'ailleurs, c'est un vice bien porté et qui attire assez généralement l'estime publique. Aussi, sans parler à Marie de l'idée qui la préoccupait, sans lui laisser deviner qu'elle songeait à s'introduire chez elle, elle circonvit la jeune femme avec patience et habileté ; elle s'attacha à endormir ses défiances, à gagner son amitié, à obtenir, sinon son concours actif et décidé, du moins sa neutralité.

Un jour, Palmyre annonça à M^{me} Warner que Célestin consentirait à honorer de sa présence une petite soirée donnée par M. et M^{me} Cressonneau.

— Il faut que vous me présentiez à lui, s'écria Antonine.

— Vous songez donc toujours au projet dont je vous avais parlé, et pour lequel je vous ai fait connaître Marie ?

— Certainement, répondit Antonine ; l'idée vient de vous, et je sais par expérience que vous avez de bonnes, d'excellentes idées.

— Quelquefois, mais quand il s'agit de servir une amie ; car pour moi-même je suis la créature la plus maladroite et la plus sotte qu'on puisse voir, soupira Palmyre en minaudant.

— Je connais votre bon cœur, et, quoi que vous en disiez, il est loin de nuire à votre esprit.

Les deux femmes se pressèrent la main.

— Je consens volontiers à vous mettre en présence de Célestin ; cependant, Marie, je le crains, entravera et rendra inutiles toutes nos démarches.

— Peut-être. Lorsque vous lui avez parlé d'une inconnue, j'ai compris son hésitation ; aujourd'hui que, grâce à vos bons offices, nous sommes presque de vieilles amies, son opposition deviendrait blessante pour moi. Elle doit m'avoir jugé, elle doit voir qu'il est inutile de monter la garde avec tant de rigueur autour de son mari : personne n'a envie de le lui prendre.

— Il n'est pas assez aimable, d'ailleurs, pour justifier un enlèvement. Venez demain soir, continua Palmyre, mais inventez quelque bon prétexte qui explique votre arrivée inattendue. Vous paraîtrez embarrassée de rencontrer chez moi un monsieur dont vous ignorez la présence. Il faut que Marie, que M. Célestin croient à un hasard pur et simple. Quand le misanthrope daigne venir chez nous, c'est à la condition que nous y serons seuls.

— C'est donc un véritable sauvage ?

— A peu près. Ne vous effrayez pas, du reste, de son aspect inculte. Il est brusque, brutal même, n'y faites pas attention. Il suffit de savoir

le prendre. Cette pauvre Marie se laisse, passez-moi l'expression, tondre la laine sur le dos ; s'il m'avait épousée, je le mènerais à ma fantaisie, et je lui ferais vouloir tout ce qui me plairait. Se tait-il ? n'ayez pas l'air de vous en apercevoir ; daigne-t-il parler ? ayez l'air de l'écouter avec un mélange de ravissement et de componction. Quoi qu'il dise, soyez de son avis, tout en paraissant frappée de la nouveauté et de la profondeur de ses idées. Ne craignez pas, au besoin, de répéter après lui ce que vous aurez entendu ; du reste, ne vous inquiétez pas de comprendre ses discours : il se contentera de votre admiration. Agésilas prétend qu'il possède beaucoup d'intelligence, et je tiens pour certain qu'il a beaucoup lu ; je le crois un homme érudit, une espèce de savant. En somme, c'est un ours mal apprivoisé, dont vous ou moi aurions fait un petit agneau bien docile.

— Soyez sans crainte, ma bonne Palmyre ; après quinze ans de mariage, on ne s'effraye pas si facilement. Ce doit être un homme, après tout, je ne suis pas sa femme, et s'il aime la soumission, il n'aura pas à se plaindre de moi. Que, grâce à lui, j'obtienne rapidement mon brevet, et je le tiens quitte du reste.

Comme on peut le voir par le discours de Palmyre elle avait cette connaissance superficielle des faiblesses de l'homme, cette entente des petits moyens qui, sans contredit, sont l'apanage de la plus belle moitié du genre humain.

Les femmes parviennent rarement à apprécier la juste valeur d'un homme, et ne s'initient guère au monde intellectuel dans lequel il vit ; mais, ne s'égarant jamais dans les profondeurs du caractère, elles saisissent très-rapidement le côté extérieur et mesquin de chaque individu, et ne se trompent pas sur ses ridicules ou ses infirmités morales. La compagne du plus grand génie pourra vivre des années auprès de lui sans se douter même qu'il soit un homme distingué ; elle devinera en quelques heures ses manies et ses passions, saura les discours qui le flattent et les inflexions de voix qui le charment. Chryséis ignorait peut-être qu'Achille fût un héros, elle n'eut pas longtemps ignoré qu'il était vulnérable au talon.

Les choses se passèrent ainsi qu'il avait été convenu entre Antonine et Palmyre. M^{me} Warner joua si parfaitement sa petite comédie d'étonnement et d'embarras, que tous ceux qui se trouvèrent là en furent dupes et crurent à une de ces rencontres fortuites comme chaque jour en amène.

Célestin, de la soirée, ne prononça pas une parole ; de temps à autre seulement, son œil noir lançait un regard furtif à la nouvelle venue. Il

l'écoula parler sans l'interrompre, mais sans manifester d'irritation ni d'ennui. Il était évident que la personne d'Antonine ne lui déplaisait pas. D'ailleurs, presque tous ceux qui l'entendaient pour la première fois tombaient sous le charme de sa voix mélodieuse et caressante, tandis que l'air de bonhomie empreint sur son calme visage prédisposait l'esprit à la sympathie, à la confiance.

Lorsqu'elle se leva pour partir, Célestin la salua avec une extrême politesse, ébaucha même une sorte de sourire.

Palmyre profita de l'occasion pour énumérer complaisamment les vertus délicates de M^{me} Warner, et, dès que la porte se fut refermée derrière la visiteuse inattendue, M^{me} Cressonneau commença un ardent panégyrique auquel Marie ne put s'empêcher de prendre part. Palmyre insista fortement sur la misère d'Antonine, sur l'amour touchant et dévoué qu'elle portait à ses enfants ; leur avenir dépendait probablement du succès de la tentative courageuse de M^{me} Warner. On parla des goûts littéraires d'Antonine, qui occupait de longues heures à des études assidues. Malheureusement, les résultats ne répondaient pas à ses efforts, les conseils lui manquaient, elle se dirigeait un peu à l'aventure, au milieu du dédale de ses nouvelles études.

— La conduite de cette personne est fort honorable, dit enfin Célestin après avoir attentivement écouté le dithyrambe récité par M^{me} Cressonneau. Elle est d'autant plus honorable qu'elle diffère essentiellement de la conduite de la plupart des femmes. Elles se croient affranchies de tout devoir, pourvu qu'elles raccommoient le linge de leur mari, et du moment où leurs dix doigts travaillent, elles pensent avoir assez fait pour leur culture intellectuelle et morale.

— Antonine ne ressemble pas du tout à ces femmes dont vous parlez, s'empressa de répondre Palmyre ; au contraire, elle a l'amour le plus violent pour tous les travaux de l'esprit. Elle lit ou écrit sans cesse ; je crois même qu'au besoin elle s'occuperait de politique et de philosophie. Ne m'a-t-elle pas répété dernièrement un petit conte composé par elle pour distraire ses enfants et leur enseigner les principes de la morale la plus élevée.

— *Castigat ridendo mores*, ajouta Agésilas, qui ne put résister au désir de placer cet aphorisme latin, spécimen unique de ses connaissances dans la langue de Cicéron.

— Ah ! murmura Célestin, cette personne me semble tout à fait exceptionnelle.

— Il est fort malheureux, continua Palmyre, voyant avec joie réussir tous les petits mensonges inventés au fur et à mesure des

besoins de la cause, il est fort malheureux que son mari ne puisse ni ne veuille l'aider dans sa vocation. Avec un maître capable de comprendre sa nature d'élite et de diriger ses efforts, elle ferait de rapides progrès, j'en suis assurée.

— N'a-t-elle personne qui la conseille ?

— J'avais songé... murmura M. Cressonneau.

Palmyre l'interrompt vivement en lui marchant sur le pied.

— Absolument personne, dit-elle. Il est bien délicat pour une femme de demander des conseils à un homme.

— Je comprends cela. Cependant il y a des professeurs spéciaux et qui font métier de préparer les aspirantes au brevet d'institutrice.

— Sans doute, mais il faut assister à des espèces de cours, où l'on se trouve réunie à une foule de femmes que l'on ne connaît pas, et que parfois l'on ne voudrait pas connaître.

— Vous avez raison.

— Ensuite, il y a la question d'argent. Les leçons coûtent fort cher. On rencontre peu de philanthropes qui s'intéressent généreusement à l'avenir d'une personne étrangère, qui n'a pour elle que sa belle âme et des facultés choisies.

Une affaire ainsi entamée devait réussir tôt ou tard. L'attention de Célestin était éveillée, ses passions étaient flattées. Le portrait qu'on lui avait tracé d'Antonine répondait au type de la femme rêvée par lui, et les goûts que son amie prêtait si bénévolement à M^{me} Warner plaidaient sa cause avec une rare éloquence.

— Tu connaissais cette dame ? demanda Célestin à Marie lorsqu'ils furent seuls.

— Je l'ai vue plusieurs fois chez Palmyre.

— Pourquoi ne m'en as-tu jamais parlé ?

— Tu n'aimes pas les visages nouveaux, et j'aurais craint de t'irriter.

— D'ailleurs, cette personne ne doit pas t'être fort sympathique, je le comprends, ajouta-t-il avec un sourire ironique.

— Tu te trompes, Célestin. Pour quel motif lui refuserais-je ma sympathie ?

— Parce qu'elle semble appartenir à une catégorie de femmes qu'à ta place, je mépriserais profondément.

Marie regarda Célestin, tandis qu'une vive rougeur empourprait son visage.

— Que puis-je te répondre ? reprit-elle après un instant de silence.

Tu m'as condamnée sans m'entendre. Peut-être cela tient-il à ma nature personnelle, dont les défauts et les qualités te choquent également. Ce que M^{me} Warner fait aujourd'hui pour ses enfants, et dans l'intention d'améliorer le côté matériel de son existence, ne l'ai-je pas fait, moi, depuis des années pour t'être agréable ? J'ai beaucoup perdu de mon ignorance, je n'ai rien perdu de mon affection si mal accueillie pourtant ; si tu daignais m'interroger ou m'écouter parfois, tu t'en apercevrais sans doute.

— Je te connais à fond, répliqua violemment Célestin. Tant pis si tu as lu, si tu as travaillé ! ta nature est donc bien stérile, que la culture même n'en saurait rien tirer ? On juge l'arbre à ses fruits. A quoi bon discuter, à quoi bon revenir sur une question depuis longtemps débattue et vidée ? N'est-ce pas toi qui te plains maintenant ? Je t'aurai méconnue ! Il ne faut pas m'en vouloir : le bonheur rend égoïste et indifférent, et je suis si heureux, moi ! Ensuite, il est admis que je suis un rêveur insensé, une espèce de songe-creux. Je suis ingrat envers le monde, qui n'attend que mon consentement pour me combler de ses bienfaits. N'accorde pas d'attention à mes paroles : réjouis-toi, au contraire, qu'un fou de mon espèce ne partage pas tes idées. Cela prouve ton bon sens et ma stupidité.

— Que tu es cruel ! murmura Marie ; que tu es injuste !

— J'ai voulu seulement constater ton enthousiasme pour une M^{me} Cressonneau ; celle-là vient chez moi, elle est ton amie. Quant à l'autre, c'est une simple connaissance dont on se cache : je n'aime pas les nouveaux visages.

— Je l'inviterai à venir nous voir.

— Oh ! je n'y tiens pas. Je constate un fait, voilà tout.

Marie se tut pour ne pas prolonger une pénible discussion, et Célestin se retira dans sa chambre.

En effet, de ce jour Antonine fut admise chez Célestin, où elle vint assez régulièrement faire de courtes apparitions. Après la conversation que nous venons d'esquisser, Marie ne pouvait plus se refuser à introduire M^{me} Warner dans son intérieur. Du reste, la discrétion de cette dernière aurait détruit complètement des défiances plus sérieuses et mieux motivées que la défiance tout instinctive de la jeune femme. Jamais Antonine ne faisait la moindre allusion à sa position matérielle, aux espérances doucement caressées au fond de son cœur. Elle se contentait de causer agréablement et de montrer une exquise délicatesse de sentiment.

De jour en jour, elle plaisait davantage à Célestin ; il cédait à

l'attrait étrange et puissant de cette femme indéfinissable. Cependant il se gardait bien de montrer ses impressions et se renfermait devant elle dans un mutisme à peine interrompu par quelques rares monosyllabes.

Quoiqu'il se montrât misanthrope dans l'acception désagréable de ce mot, quoiqu'il aimât la solitude et le recueillement, et qu'il s'éloignât avec soin du monde, parfois un lourd ennui pesait sur son esprit.

Certes, Célestin s'admirait et se complaisait dans sa grandeur farouche, mais il était homme. Les premières paroles prononcées au sujet d'Antonine réveillèrent dans son cœur le désir ardent d'être enfin apprécié à sa juste valeur, d'imprimer le sceau de sa volonté puissante sur une créature qui relèverait de lui, de lui seul. Abattu à la suite d'un premier échec, il se sentait encore plein de vigueur pour une seconde lutte. En faisant d'Antonine son élève, peut-être pourrait-il réaliser la moitié de son rêve. Il n'aurait pas une compagne, mais il aurait un disciple. Il ne serait pas aimé, mais il serait compris. Il croyait ne céder qu'aux besoins de son orgueil dévorant, que déjà un sentiment plus tendre dirigeait à son insu la volonté de Célestin.

Depuis l'entretien que nous avons rapporté, le nom d'Antonine n'avait pas été prononcé entre Marie et Célestin, quoiqu'Antonine vit souvent les deux époux. Après de longues hésitations, ayant enfin pris une résolution, ce fut Célestin qui ramena le premier la conversation sur Antonine.

La nuit tombait : Marie, silencieuse et pensive suivant son habitude, se tenait auprès de la fenêtre et travaillait, malgré le crépuscule croissant, à quelque ouvrage de couture. Célestin se promenait de long en large dans la pièce commune, les bras croisés derrière le dos, le front penché, le regard vague. Tout à coup une vive rougeur colora son visage ; il jeta de côté un regard expressif sur sa femme, dont il touchait presque la chaise, s'en éloigna brusquement, et gagna l'autre extrémité de la chambre. Alors il s'arrêta comme rassuré par l'ombre épaisse qui l'entourait, et dit d'une voix sourde :

— Pourquoi ne me préviens-tu pas des sentiments que j'inspire à M. et à M^{me} Cressonneau, à M^{me} Warner elle-même ?

Marie leva la tête avec surprise, en essayant de percer du regard les ténèbres où Célestin s'était réfugié. Ce fut en vain ; elle dut se résigner à répondre à un interlocuteur invisible, par conséquent dangereux.

— De quels sentiments veux-tu parler ? Je ne te comprends pas.

— Oui, tout le monde autour de moi trouve la position de M^{me} Warner digne d'intérêt ; on pense que les efforts tentés par elle méritent l'estime et l'aide de chacun : on le pense, et on le dit.

— La position de M^{me} Warner est en effet touchante ; on ne peut qu'approuver le courage avec lequel elle essaye de la rendre meilleure.

— Sans doute. Hier encore, Agésilas m'avouait qu'il eût aidé cette personne de ses conseils gratuits, si sa santé et Palmyre le lui eussent permis. N'était-ce pas là un reproche assez direct contre ma conduite ?

— Je ne le crois pas.

— Oh ! tu n'auras pas la franchise, continua Célestin, d'avouer crûment la vérité ; mais je la devine.

— Je t'assure, Célestin...

— Je vois plus clair qu'on ne croit, et je m'occupe moins des sons qui sortent des lèvres que des sentiments qui s'agitent dans les cœurs. Depuis longtemps tes bons amis, et toi-même peut-être, vous avez décidé que moi, qui n'ai rien à faire (Célestin accompagna ces derniers mots d'un ricanement ironique), je devrais offrir mes conseils à cette M^{me} Warner, dont l'héroïsme a tant frappé votre imagination.

— J'ignore, répondit Marie avec résolution, les opinions de M. et de M^{me} Cressonneau, mais mon opinion à moi n'est pas douteuse.

— Vraiment ! et quelle est cette opinion ?

— Je crois peu convenable qu'un homme de ton âge entreprenne l'éducation d'une femme étrangère et jeune encore.

Sans l'obscurité qui l'entourait, on eût pu voir pâlir Célestin en entendant ces paroles ; aussi sa voix tremblait-elle quand il répondit :

— Peu convenable ! et pour qui donc ?

— Pour elle d'abord, pour moi et pour toi ensuite.

Célestin s'avança vers sa femme.

— Que signifient ces paroles ? je n'ose en comprendre le sens.

— Il est pourtant bien naturel et bien simple.

— Ainsi, tu t'en prends aujourd'hui à mon honneur. Tu me crois capable d'une faiblesse honteuse, tu me méprises assez pour être jalouse. Oh ! cette dernière insulte de ta part me manquait, en effet, et je ne la pardonnerai jamais.

— Célestin, je ne crois pas t'insulter. Ce que je fais là, toute femme mariée le ferait à ma place. M^{me} Cressonneau a-t-elle permis à son mari de donner les leçons dont tu parles ? Cependant elle est aimée de son mari.

— Ah ! le voilà parti, le grand mot ! Je ne t'aime pas ! Quand cela serait vrai, qu'est-ce que cela prouverait ? Je me suis uni à toi librement, et je connais mes devoirs, tous mes devoirs ! aucun d'eux ne m'effraye, ne dépasse la mesure de mes forces. N'ayant pas trouvé auprès de toi ce que j'y cherchais, j'ai pu proférer quelques plaintes, mais j'ai fièrement et courageusement porté la croix qui pèse sur mes épaules depuis le jour de ma naissance. Reprocheras-tu au malheureux qu'on torture les cris arrachés à son angoisse ? Si j'avais pu douter de la profondeur de l'abîme qui nous sépare, la vérité éclaterait aujourd'hui dans toute son horreur. Tu calomnies mon caractère !

— Qui peut répondre de soi d'une façon absolue, complète ?

— Moi ! s'écria Célestin avec une telle certitude et une conviction si profonde, que certitude et conviction passèrent presque dans l'esprit de Marie.

— Soit, répliqua-t-elle ; mais le monde, qui juge d'après ses idées habituelles, trouvera singulière cette intimité que ne justifiera pas même un salaire indiquant nettement la situation respective du professeur et de l'élève.

— Le monde ? Que me fait le monde ? Je le brave ; ou plutôt il n'existe même pas à mes yeux. Le monde, voilà ton juge à toi ; son opinion, voilà ta conscience.

Il y eut un silence.

— Célestin, reprit Marie d'une voix tremblante d'émotion, je t'ai blessé sans le vouloir.

— Profondément. Qu'importe, après tout, une blessure de plus ou de moins ?

— Oui, je le sais, tu n'oublies pas et tu ne pardonnes pas. Puisses-tu n'avoir jamais besoin de l'indulgence des autres.

— Je ne tomberai jamais assez bas pour la mériter.

— Je le souhaite.

Marie se leva. Elle était extrêmement pâle. Elle marcha droit à Célestin, et lui tendit la main.

— Célestin, lui dit-elle, je t'ai calomnié, puisque tu le crois, et je t'en demande pardon.

Célestin s'arrêta sans prendre la main qu'on lui tendait.

— Quelle que soit ton opinion sur moi, continua la jeune femme avec plus de fermeté, je veux te prouver ma bonne volonté, et mon inaltérable confiance en toi. Oublie tout ce que je t'ai dit. Je ne doute ni de ton honneur, ni de la puissance de ta volonté ! Pour te le prouver, je suis prête à aller chercher cette femme moi-même, à lui dire moi-

même : Célestin s'intéresse à vous, venez ; il sera votre ami, votre frère. — Pouvez-vous exiger davantage, Célestin ?

Certes, Célestin ne comprit pas ce qu'il y avait de sublime dans ce mouvement suprême de la pauvre femme, mais il fut intérieurement touché. Il prit la main qu'on lui tendait toujours, la serra avec force, et posant un baiser fiévreux sur le front pâle et glacé de Marie :

— Merci, lui dit-il. Il est beau de reconnaître ainsi ses torts. Ah ! si tu me jugeais, si tu m'appréciais, si tu ne fermais pas tes yeux à la lumière, nous aurions pu être heureux.

Quelques heures après, Palmyre apprenait le grand événement de la bouche de Marie et courait en porter la nouvelle à Antonine.

Ce fut avec une vive joie que M^{me} Warner reçut cette nouvelle. Elle se présenta chez Célestin, seule, armée de ce calme inaltérable qui ne la quittait en aucune circonstance de sa vie. Elle ne paraissait ni plus émue, ni plus embarrassée que de coutume. Elle fut avec lui ce qu'elle était en tout temps, en tout lieu, paisible, digne et nonchalante. Marie, réfugiée au coin de la cheminée, tremblait en regardant Antonine ; Antonine souriait de son sourire contenu et caressant. La pauvre jeune femme admirait, sans la comprendre, cette hardiesse douceuse que ne troublait en rien la présence de Célestin. Elle enviait M^{me} Warner, et soupirait en se disant :

— Pourquoi ai-je si peur de lui, quand une étrangère ne le redoute pas ? pourquoi suis-je donc si timide avec lui, moi, sa femme, quand une inconnue lui parle sans crainte, se fait écouter sans colère ?

Antonine remercia Célestin en peu de mots simples et modestes. Célestin ne lui jeta qu'un seul regard, à son entrée, puis il baissa les yeux, et, prenant sur lui-même un empire tout nouveau, sortit enfin de son mutisme habituel. Il parla en serrant ses bras contre sa poitrine, en balançant le haut de son corps. Ses paroles se succédaient en flots pressés, les phrases se suivaient sans interruption ; parfois il riait, sans que le sens de son discours parût motiver ces accès intempestifs d'hilarité.

Cette timidité orgueilleuse, qui tâchait de s'étourdir à force de bruit et de mouvement, était douloureuse à voir. Une angoisse intérieure et mal dissimulée, malgré tant d'efforts, faisait perler une sueur froide sur le front de Célestin, mettait les flammes de la fièvre dans ses prunelles noires, et amenait cette contraction des muscles de la face que les étrangers attribuaient à l'épanouissement du rire.

Antonine regardait Célestin sans affectation, et semblait ne s'apercevoir de rien.

Quand il se tut brusquement, M^{me} Warner parla avec discrétion, et pour la première fois, de ses affaires personnelles, de ses enfants, surtout de M. Warner. Elle s'exprima sur son compte avec une chaleur de cœur touchante, montra pour une lui une sollicitude, un amour tendre et respectueux, qui frappèrent vivement M^{me} Célestin. D'après la première conversation que nous avons rapportée, elle ne croyait pas Antonine si éprise de son mari.

A partir de ce jour, M^{me} Warner vint régulièrement chez les deux époux. Trois fois par semaine, Célestin lui consacrait un laps de temps qui variait entre vingt minutes et deux heures. Du reste, ses manières à l'égard de son élève ne se modifiaient en rien : tantôt il lui parlait avec une sorte de surexcitation fébrile et s'embarrassait au milieu de discours confus, n'ayant qu'un rapport tout à fait insaisissable avec l'objet qui amenait Antonine ; tantôt la tête lourde, le regard éteint, la voix saccadée, il tirait péniblement ses mots les uns après les autres, et semblait en proie à une fatigue morale insurmontable.

Cette succession de fièvre et d'abattement, cette excitation nerveuse et le marasme qui la remplace, cette énergie momentanée qui ne vous arrache à la torpeur que pour vous jeter dans la tempête, sont un des caractères essentiels du mal dont Célestin souffrait. Ce ne peut être en vain qu'on transgresse les lois de la nature, qu'on méconnaît les nécessités de la vie physique et intellectuelle.

A l'époque où il connut Antonine, Célestin entrait dans cette phase de son existence où ce qui avait été primitivement un tour singulier d'esprit pouvait déjà prendre un nom médical et se classer parmi les affections que la science combat.

Né avec un corps robuste, une intelligence distinguée, Célestin avait méprisé, oublié son corps et consacré toutes ses facultés à un seul emploi, la pensée. Le corps se vengeait par la souffrance et la fièvre lente qui le dévorait ; la pensée était devenue fixe, et le misanthrope marchait rapidement dans le sentier qui conduit de la jeunesse à une sénilité précoce, de la manie à la folie.

Quand Antonine le voyait livré à ces abattements irrésistibles, à ces engourdissements profonds, elle prenait à son tour la parole, de l'air le plus naturel du monde et comme si elle ne se fût aperçue de rien. Elle traitait un ou deux sujets indifférents, ou racontait quelque aventure nouvelle de ses enfants. Célestin répondait par monosyllabes, et, après

le départ de M^{me} Warner, il se demandait si la taciturnité du maître ne provenait pas de la loquacité subite de l'élève? M^{me} Warner, tout en ignorant la maladie, savait admirablement, et par un instinct particulier aux femmes, employer le seul remède qui convint au malade.

Toutefois, Marie n'eut d'abord qu'à se féliciter de l'heureux effet produit par la présence de sa nouvelle amie. Célestin, sans être plus aimable avec sa femme, manifestait un peu moins d'animosité contre ceux qui l'entouraient. Toujours taciturne et préoccupé, il semblait moins irritable; il se livrait à des recherches nombreuses, feuilletait ses livres, préparait ses leçons avec une attention consciencieuse, un soin pénible, qui ne lui laissaient guère le temps de maudire l'existence et de poursuivre sa compagne des allusions ironiques où sa bile s'épanchait. Ses journées avaient enfin un but, ses pensées un point fixe où elles pouvaient se concentrer sans se perdre au sein du chaos. Marie fut donc heureuse de la marque de confiance qu'elle venait de donner noblement à Célestin, et s'attacha davantage à M^{me} Warner. Au commencement elle assista aux leçons d'Antonine. Elle était aise de voir comment cette dernière se tenait en face de son professeur, comment ce professeur lui-même regardait Antonine. Puis, peu à peu, elle se relâcha de sa surveillance. Deux motifs la poussaient à cette abstention imprudente : la conduite irréprochable de M^{me} Warner, aussi étrangère à la coquetterie que si elle n'eût jamais été femme, ensuite la sauvagerie de Célestin, les principes exagérés de vertu, de chasteté, dont il faisait montre depuis des années, et dont Marie ne voulait plus paraître douter depuis leur dernière explication. D'ailleurs, Marie possédait une de ces natures loyales et généreuses, qui tiennent scrupuleusement leurs engagements, même lorsqu'ils sont dangereux.

Elle avait dit à Célestin : Je te crois, je me fie à ta force; elle voulut être grande jusqu'au bout, et peut-être exalter le point d'honneur de l'orgueilleux en lui accordant une confiance absolue et touchante.

Célestin comprit cette conduite; il en sut gré à Marie.

Il ne faut pas sourire ici : Célestin ne songeait guère à user de la liberté qu'on lui donnait. Il ne s'était pas encore assez accoutumé à M^{me} Warner, quoique elle lui plût, pour regarder la femme derrière l'élève. Elle était surtout pour lui une inconnue devant qui il devait parler et unir des idées raisonnables, un être quelconque, appartenant au monde dont il s'était retiré.

Sans doute, ces tête-à-tête ne manquaient pas pour lui d'un certain attrait, auquel il cédait, tout en l'ignorant; sans doute, cette occupation régulière, forcée, ne lui causait ni ennui, ni fatigue, mais la timi-

dité tuait les autres impressions, et ses idées continuaient à suivre leur cours habituel.

Antonine s'impatiente la première de cet état de choses qui menaçait de durer éternellement. Aux yeux de certaines femmes, un jardinier est un jardinier, prétend Stendahl : aux yeux d'Antonine, un jardinier était un homme ; il fallait que son porteur d'eau la courtoisât, et que son épicier lui adressât quelques plaisanteries à double entente. Trop de respect la blessait ; ne rien lui demander, n'était-ce pas dédaigner ce qu'elle possédait ?

— Il ne me regarde même pas, se disait-elle en le quittant. Je ne suis pourtant pas à faire peur, et de plus aimables que lui ont osé me l'affirmer.

D'un autre côté, ce qui eût repoussé beaucoup de femmes attirait M^{me} Warner. L'aspect inculte de Célestin, sa sauvagerie, sa pruderie, tout cela était nouveau, étrange pour elle. Elle se voyait en face d'un adversaire sur qui sa puissance séductrice restait sans action apparente. Sa vanité s'exalta à l'idée de troubler cet esprit morose, de mettre les flammes du désir dans ces prunelles noires, dans ces regards fuyants. Il lui parut qu'elle aurait remporté une victoire véritable, si elle domptait ce barbare, et faisait naître en lui des rêves que n'avait jamais éveillés la présence de sa femme.

D'ailleurs, Antonine ne songea pas aux conséquences de ce jeu dangereux. Froide et n'ayant jamais aimé, elle prévoyait peu les orages de la passion, et croyait à de simples rêves d'imagination, aussi faciles à détruire qu'à faire naître. Elle cédait à son instinct, se promettant d'arrêter la comédie dès qu'elle prendrait une tournure sérieuse. Une erreur semblable poussait sans défiance Antonine vers Célestin, Célestin vers Antonine. Chacun d'eux se croyait incapable d'aimer jamais l'autre. Célestin se disait : Je suis fort, et maître de moi ; si le danger existe, je puis le braver hautement. Antonine se disait : Cet homme n'est ni beau, ni spirituel, ni amusant ; puis-je redouter une faiblesse de ma part, et dont il serait l'auteur ?

Cette question seule la faisait sourire. Coquette, peu sensible, elle voulait simplement produire de l'effet, rendre moins long le temps employé à des études fastidieuses.

Tous deux se trompaient, faut-il le dire ?

La timidité, voilà ce qui préservait Célestin du danger. Tant qu'Antonine le troublerait comme une étrangère devant qui on est gêné, elle n'arriverait pas à le troubler comme femme. Pour qu'une passion se développât dans le cœur de Célestin, il fallait que ce cœur engourdi

reprit sa liberté d'action. Il fallait rassurer le misanthrope, mettre son orgueil à l'aise, arracher de son esprit cette préoccupation incessante, fille d'un égoïsme puissant et caché, qui jetait un voile devant ses yeux. Alors seulement commencerait la lutte si peu redoutée par Célestin, car alors seulement l'amour pourrait se montrer.

De son côté, Antonine n'ayant jamais aimé, se croyait assurée de n'aimer jamais. Elle oubliait qu'elle était parvenue à un âge critique chez la femme, où parfois le cœur le plus glacé s'échauffe momentanément ; elle ignorait que la passion vraie exerce une sorte de fascination et peut se communiquer d'une façon factice aux natures qui sont le moins sujettes à ses entraînements.

ARTHUR ARNOULD.

(La suite à un prochain numéro.)

TÉLÉGRAPHIE MÉTÉOROLOGIQUE

Avant de faire connaître le service spécial de météorologie pratique qui vient d'être organisé par le ministère de la Marine, nous croyons devoir résumer les divers travaux qui, soit en France, soit à l'étranger, ont préparé cette utile application de l'électricité à la prévision du temps, prévision toute positive, et qui, sans prétendre à toujours donner des indications certaines, doit toutefois, dans la plupart des cas, rendre de très-grands services aux marins et aux agriculteurs, en les prévenant à temps des perturbations atmosphériques, dont la soudaine apparition est la cause de si fréquents désastres.

Le savant et patient observateur à qui nous devons l'important ouvrage sur la *Loi des Tempêtes*, M. Henri Piddington, a, l'un des premiers, appelé l'attention sur l'emploi du télégraphe électrique pour donner avis de l'approche des cyclones ou tempêtes tournantes. Dans un mémoire publié en 1842, il indiquait l'utilité de ces avertissements, en exprimant l'espoir de les voir prochainement adopter.

Dans l'Introduction de son grand ouvrage (*Instructions nautiques*) destiné à accompagner les cartes de vents et de courants construites à l'observatoire de Washington, le commandant Maury signalait aussi les avantages de la télégraphie électrique fonctionnant dans un système général et centralisé d'observations météorologiques :

« L'approche de la tempête serait alors partout annoncée d'avance, sa marche serait signalée, et le fermier dans son champ serait averti à temps, ainsi que le marin dans le port ; le départ des navires serait retardé au besoin, et l'on verrait diminuer la quantité de ces naufrages qui, sur mer, se traduisent annuellement par des pertes variant de 2 à 16 millions de dollars. Nos lacs septentrionaux, par exemple, sont maintenant entourés de la sorte par un cordon de postes télégraphiques, et l'on comprendra l'importance des services que cette organisation est appelée à rendre, si l'on songe que, de 1854 à 1857, les sinistres de ces mers inté-

rieures, évalués à 10 millions de dollars, n'ont pas coûté moins d'un millier de vies humaines. »

Le *Moniteur* du 7 avril 1860 publiait une réponse de M. Le Verrier, directeur de l'Observatoire impérial, à M. Airy, astronome royal d'Angleterre, qui venait de lui annoncer l'établissement prochain d'un service météorologique sur les côtes de la Grande-Bretagne, et demandait l'échange des bulletins météorologiques de l'Observatoire de Greenwich avec ceux de l'Observatoire de Paris.

M. Le Verrier profitait de cette proposition, accueillie avec empressement, pour donner une grande extension au service météorologique des ports, dont l'organisation avait suivi celle du service régulier d'observations établi en France par ses soins. Ce service comprenait les observations météorologiques quotidiennes de vingt-quatre centres pourvus d'instruments par l'Observatoire et lui transmettant, par la voie télégraphique, les observations recueillies, qui, discutées et réduites, étaient envoyées aux divers observatoires, aux administrations et aux journaux qui en faisaient la demande.

C'est à la suite de ce premier résultat que M. Le Verrier crut pouvoir demander leur concours aux observatoires de l'Europe, afin de recevoir les communications nécessaires à l'extension d'un service qui devait rapidement se développer, sous la double influence de l'esprit scientifique et du sentiment de solidarité qui font aujourd'hui la puissance des nations civilisées.

Dans sa lettre à M. Airy, M. Le Verrier rappelait la désastreuse tempête du 14 novembre 1854, qui ravagea une partie de l'Europe, et mit en perdition notre escadre de la mer Noire. La comparaison des observations faites en divers points durant cette tourmente, prouva qu'elle avait été produite par le transport d'une grande onde atmosphérique, qui avait mis près de quatre jours à traverser l'Europe, depuis les côtes d'Angleterre jusqu'à la mer Noire. Nos flottes auraient donc pu être averties et quitter à temps leur dangereux mouillage devant Sébastopol.

Les ouragans, soit qu'ils proviennent du passage de ces ondes, dont l'étendue est immense, ou du transport des tourbillons connus sous le nom de cyclones, peuvent être annoncés par la télégraphie électrique. On comprend dès lors l'intérêt qu'ont toutes les nations à s'unir pour suivre la marche de ces terribles phénomènes, et en devancer l'apparition par d'utiles avertissements.

Aussi la demande de M. Le Verrier fut-elle immédiatement accueillie par la plupart des administrations étrangères, et le réseau télégraphique européen s'étendit bientôt de l'Algérie jusqu'aux latitudes les plus élevées, et du Portugal jusqu'aux limites de la Russie.

C'est alors que fut organisé le service météorologique des ports. La Chambre de commerce du Havre avait demandé à M. le ministre de l'Intérieur que la télégraphie électrique lui fît connaître, dans l'intérêt des navigateurs, la direction des vents régnants à Brest et à Cherbourg. En communiquant cette demande à M. Le Verrier, M. le ministre de l'Instruction publique le pria de lui faire savoir s'il était en mesure d'établir un service météorologique régulier entre les divers ports du littoral.

M. Le Verrier, qui avait depuis longtemps reconnu l'utilité de telles communications, répondit que rien ne s'opposait à cette nouvelle transmission des bulletins météorologiques, et peu de temps après, d'accord avec une commission désignée par M. le ministre de la Marine, il établissait le service qui fonctionne depuis lors.

M. Le Verrier disait très-justement à ce sujet :

« Signaler un ouragan dès qu'il apparaitra en un coin de l'Europe, le suivre dans sa marche au moyen du télégraphe, et informer en temps utile les côtes qu'il pourra visiter, tel devra être le dernier résultat de l'organisation que nous poursuivons. Pour atteindre ce but, il sera nécessaire d'employer toutes les ressources du réseau européen, et de faire converger les informations vers un centre principal, d'où l'on puisse avertir les points menacés par la progression de la tempête. »

Cette dernière partie de l'entreprise ne pouvait être dès lors réalisée. Il fallait attendre que le temps, en amenant dans chaque État intéressé le développement du service maritime régulier, eût démontré son utilité, et prouvé qu'en reliant ce service au service télégraphique international, l'approche des tempêtes pouvait être, dans la plupart des cas, signalée aux ports menacés.

Les mêmes justes idées, qui dictaient la lettre de M. Le Verrier à M. Airy, inspiraient au commandant Maury, presque au même moment, les lignes suivantes, extraites d'une lettre qu'il nous avait fait l'honneur de nous adresser :

• Observatoire de Washington, 12 avril 1860.

« . . . J'espère de nouvelles conquêtes. Mais afin de les rendre plus complètes, il est nécessaire de demander la coopération journalière du télégraphe électrique et la communication périodique des recueils d'observations. La nécessité d'étendre bientôt à la terre le système suivi à la mer avait été signalée par la conférence de Bruxelles ¹. Durant ces dernières années, j'ai maintes fois déclaré qu'il était urgent d'appeler à notre aide la télégraphie électrique. Par un système bien établi d'observations et de communications journalières, chaque désastreuse tempête peut être annoncée à l'avance sur toute l'étendue de la ligne qu'elle doit parcourir.

» Les récents progrès de la météorologie et le concours du télégraphe électrique permettent de placer, pour ainsi dire, des cordons de sentinelles avertissant de l'entrée de l'ouragan sur chaque territoire, ou de l'apparition de tout autre phénomène météorologique important.

» On ne peut trop insister sur les avantages de tels avertissements donnés aux cultivateurs dans les champs, ou aux marins dans nos ports et aux approches de

¹ Conférence internationale tenue à Bruxelles, sur l'invitation du gouvernement des États-Unis d'Amérique, à l'effet de s'entendre sur un système uniforme d'observations météorologiques à la mer. (Août et septembre 1853.)

nos rivages. L'économie qui en résulterait pour toutes les grandes nations *télégraphiques*, serait certainement très-considérable.

« J'espère voir bientôt une nouvelle conférence dont l'objet principal serait d'étendre notre système de la mer à la terre, d'inaugurer le télégraphe électrique comme l'instrument indispensable aux progrès de la météorologie, de prendre enfin un nouveau point de départ. »

L'amiral Fitz-Roy, dans la séance du 28 mars 1862 de l'Institution royale de la Grande-Bretagne, a donné des renseignements pleins d'intérêt sur la télégraphie météorologique. Nous citerons quelques passages de son remarquable rapport ¹ :

« L'idée de transmettre par le télégraphe, des stations les plus éloignées à un point central, les variations météorologiques, de manière à pouvoir quelquefois annoncer l'approche d'une tempête, a pris naissance dans une réunion de l'Association britannique tenue en 1859, à Aberdeen, sous la présidence de ce prince si regretté, qui avait consacré son existence aux projets les plus utiles. Il fut alors décidé par le conseil de l'Association qu'il serait adressé au gouvernement de la reine une adresse tendant à faire mettre à l'étude un système de communication télégraphique qui permit d'annoncer aux localités éloignées l'approche des tempêtes. »

Ou fit usage pour la première fois de ces signaux d'avertissement au commencement de 1861, et, au mois d'août, les premières prévisions du temps furent publiées.

« Ce ne sont pas des prédictions dans le sens réel du mot ; l'expression de prévision (*forecast*) est simplement applicable à une opinion résultant de combinaisons et de calculs qui peuvent se trouver parfois démentis. Mais de jour en jour l'observation de faits nombreux, relevés avec soin, rend ces erreurs moins probables, et fait faire de sérieux progrès à l'étude de la météorologie dynamique. »

L'amiral Fitz-Roy résume ensuite les théories nouvelles relatives aux courants atmosphériques et il indique les lois qui président à la formation des ouragans ou cyclones, dont le mouvement rotatoire suit invariablement une direction déterminée, différente dans chaque hémisphère. La marche progressive de ces violentes tempêtes peut donc être tracée approximativement dès leur apparition, et signalée, comme nous l'avons déjà dit, dans les localités menacées.

Après avoir énuméré les faits nombreux que ces théories nous découvrent, et qui peuvent être relevés dans les observatoires, le savant amiral dit très-bien : « Une chose est certaine, c'est que, bien que nos conclusions puissent être incorrectes et nos jugements erronés, les lois de la nature et les signes révélés à l'homme sont toujours vrais. Il s'agit seulement de bien les interpréter. »

Cette interprétation, grâce à la multiplication des observatoires, au perfectionnement des instruments et surtout à la coordination générale des phénomènes, fera, sans nul doute, de rapides progrès, et à en juger par ce qui est acquis, il y a tout lieu d'espérer, dit aussi l'amiral Fitz-Roy, « que bientôt la dynamique

¹ *Revue maritime et coloniale*, 1862, 19^e livraison.

météorologique sera soumise à l'analyse mathématique et à des formules précises. »

Le service météorologique comprend cinq districts, dont les observatoires situés tout autour des îles Britanniques enregistrent les effets statiques indiqués par les instruments, plusieurs heures et quelquefois plusieurs jours avant que les résultats dynamiques se soient manifestés. Lorsque ces indications sont en désaccord avec l'expérience et qu'il y a lieu de s'en défier, on ajoute sur les tables quotidiennes qui annoncent le temps les mots : *douteux, incertain*. La moyenne générale est donnée pour le jour ou les deux jours suivants, et pour un district plutôt que pour une localité.

Il faut évidemment beaucoup d'aptitude et d'expérience pour séparer dans son esprit l'apparence du temps des considérations abstraites qui permettent de donner des prévisions suffisamment exactes. Mais, en résumé, on est arrivé, malgré l'imperfection actuelle des renseignements, au but principal qu'on se proposait d'atteindre; c'est-à-dire que « si l'on tient bonne note des rapports reçus par le télégraphe, aucune tempête dangereuse ne peut survenir sans que l'approche n'en ait été précisément annoncée. »

M. Le Verrier, chargé par M. le ministre de l'Instruction publique de déterminer la position la plus favorable à l'établissement d'un nouvel observatoire astronomique dans le Midi, assistait, en juin 1862, à une séance de la société académique du Var, réunie à Toulon pour le recevoir, et y donnait aussi l'historique de la formation et des développements du service météorologique dont la direction lui est confiée. En organisant le service spécial des ports, M. Le Verrier prévoyait que le temps amènerait dans chaque État maritime l'établissement d'un service semblable, et qu'il deviendrait nécessaire de faire converger vers un centre principal les avertissements donnés par les diverses stations, afin de pouvoir les transmettre avec une connaissance plus exacte et plus complète de l'ensemble des phénomènes observés. Si, comme il est permis de l'espérer, on choisissait Paris pour y établir cette station centrale, il serait nécessaire d'y organiser un observatoire météorologique présentant toutes les garanties désirables pour arriver aux meilleurs résultats. Cet observatoire, suivant le projet indiqué par M. Le Verrier, serait dirigé par des officiers de marine habitués à porter toute leur attention sur les circonstances du temps, afin d'assurer la rapidité et la sécurité de la navigation. Ces officiers seraient de service à tour de rôle, comme sur les bâtiments. Les fonctions auxquelles ils seraient appelés auraient un caractère de grandeur et d'utilité qui, sans nul doute, exciterait leur zèle, leur dévouement, et conduirait bientôt peut-être à d'importantes découvertes sur la marche et la formation des phénomènes atmosphériques.

La récente construction d'électro-sémaphores sur toute l'étendue de notre littoral, de Dunkerque à Bayonne, et de Port-Vendres à Menton, a permis au ministère de la Marine d'organiser le service que nous avons mentionné au début de ce résumé et dont nous allons reproduire, d'après l'instruction officielle, les principales dispositions.

Ce service comprend :

La transmission des documents demandés par le ministère, le dépôt de la marine, ou par l'amiral Fitz-Roy. — La réception, l'affichage et la publication des télégrammes de l'amiral Fitz-Roy, et des avis du temps des ports voisins. — L'annonce immédiate des tempêtes, transmise par les sémaphores ou les télégraphes dans les localités secondaires qui ne recevront pas directement de Paris le bulletin météorologique.

Tous les jours, à huit heures du matin et à trois heures du soir, les ports de Dunkerque, Boulogne, le Havre, Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort, Bayonne et Toulon enverront au ministère de la Marine le bulletin météorologique du temps.

Tous les matins, vers dix heures, les ports recevront le bulletin météorologique indiquant l'état du temps et de la mer dans cinq ou six ports voisins, ou de la côte anglaise.

Ils recevront en outre¹, vers deux heures, le bulletin de prévision du temps de l'amiral Fitz-Roy pour le lendemain et le surlendemain.

Toutes ces dépêches seront traduites aussitôt leur arrivée, et affichées sur les points les plus fréquentés par les marins ou les commerçants, tels que les bureaux du capitaine du port et de la douane, la chambre de commerce, etc.

Ces dépêches seront en outre communiquées aux journaux qui s'impriment dans la soirée.

En cas d'annonce de mauvais temps, des avertissements seront immédiatement envoyés par les capitaines de port, à l'aide des sémaphores et des télégraphes, aux diverses localités maritimes de leur arrondissement qui ne reçoivent pas de dépêches du ministère de la Marine.

Le bureau central établi au ministère de la Marine recevra tous les matins à huit heures et demie, et tous les soirs à trois heures et demie l'état météorologique des ports français, et il fera la distribution de ces dépêches dans les ports désignés. — Les bulletins envoyés par le ministère ne comprennent que l'état du vent, de la mer et du ciel. — Les bulletins des ports indiquent en outre la hauteur du baromètre et du thermomètre.

Vers une heure et demie ou deux heures on recevra directement au bureau central le télégramme de l'amiral Fitz-Roy; ce télégramme sera immédiatement traduit et envoyé dans les ports. — Les ports de Brest, Lorient et Rochefort enverront chacun directement à l'amiral, à Londres, leur bulletin ordinaire.

En été on signalera aux ports de la Manche le temps des mers du Nord pendant tout le temps que la navigation y sera libre.

L'utilité de telles communications est évidente; mais rien ne peut la faire mieux ressortir que le simple chiffre des sinistres en mer pendant l'année 1859, qui a précédé l'installation du service météorologique des ports : le nombre total s'est élevé à 2,320. La part de la France, dans ces désastres maritimes, était de

¹ De Dunkerque à Bayonne.

472 navires naufragés ; l'Angleterre en comptait pour sa part 1,301. Sans doute tous ces bâtiments n'auraient pu être prévenus par la télégraphie électrique de l'approche du mauvais temps ; mais un bon nombre, à l'ancre dans des ports mal abrités et sur des rades foraines, voisins de la côte ou au moment de mettre sous voiles, auraient été avertis assez tôt pour éviter le naufrage, ou pour se mettre en position de lutter avec plus d'avantage contre la tempête.

Nous citerons à ce sujet quelques faits rapportés par l'amiral Fitz-Roy, qui font ressortir toute l'importance de la télégraphie météorologique :

« L'amiral Evans écrit que dans la soirée d'un jour où l'on avait reçu l'avis d'être sur ses gardes à Liverpool, un ouragan soudain éclata sur la Mersey, et aurait causé d'immenses dégâts sans les précautions qu'avait prises le capitaine de port, averti par le signal.

• Trois bâtiments de guerre étaient dans le port de Plymouth, près à partir pour les Indes occidentales. Ils attendirent deux jours, sur l'avis qui leur fut donné, et prirent la mer pendant le calme qui intervint entre deux ouragans. Le premier avait sévi avant leur départ ; le second était un violent cyclone qui traversa la France, les Pays-Bas, le Danemark, et dont le demi-cercle balaya nos côtes du Sud et du Sud-Est. Ce dernier atteignit les bâtiments, et fut même utilisé par eux ; car poussés en bonne route par ses premières rafales, ils purent gagner l'Atlantique sans encombre.

• Toutes nos côtes de l'Est avaient été prévenues de la tempête pendant laquelle la corvette prussienne l'*Amazone* se perdit. Le gouvernement prussien fut si frappé de ces faits, qu'il adressa une demande officielle au Bureau du Commerce (*Board of Trade*) pour avoir des renseignements qui le missent à même d'organiser dans la Baltique un service identique communiquant avec l'Angleterre.

» Le 12 novembre 1861, un avis fut expédié à Yarmouth dans la soirée. On n'avait pas de signaux de nuit et, l'on ne put rien faire que le lendemain, après que tous les pêcheurs avaient de grand matin gagné le large. Dans l'après-midi une violente tempête s'éleva, et, pour sauver leurs bateaux, les pêcheurs durent couper et abandonner leurs filets et engins. Les pertes, qui s'élevaient à près de 4,000 livr. sterl. auraient pu être évitées par des signaux de nuit. Ces signaux sont prêts aujourd'hui. »

Nous avons dit que l'agriculteur, aussi bien que le marin, pourrait profiter de ces avertissements. Nous nous rappelons qu'à la suite d'un violent coup de vent de Nord-Ouest qui dévasta les campagnes du Midi, le comice agricole de Toulon adressa au ministre de l'Agriculture une lettre dans laquelle il faisait ressortir les importants services que pourrait rendre, dans de semblables circonstances, la télégraphie électrique, en permettant au cultivateur de prendre les dispositions nécessaires pour amoindrir les ravages de l'ouragan.

En Hollande, le service météorologique organisé par les soins du savant directeur de l'observatoire d'Utrecht, M. Buys-Ballot, a déjà maintes fois annoncé les coups de vent du large, pendant lesquels les inondations provenant de l'éléva-

tion des eaux ou de la rupture des digues sont surtout à craindre, et a ainsi donné le temps d'agir pour éviter ces désastres.

Il est désirable que les gouvernements s'entendent pour adopter un système unique d'observations et de signaux. Chaque nation aurait d'ailleurs évidemment son rôle spécial dans une telle association. Ainsi, tandis que l'Angleterre est aujourd'hui placée comme une sentinelle avancée pour annoncer les tempêtes redoutables qui, l'hiver, descendent de la mer du Nord; la France, par sa position sur l'Atlantique, peut nous mettre en garde contre les coups de vent du Sud et de l'Ouest, si violents parfois pendant l'automne.

D'après les observations recueillies par l'Institut Smithsonian, les tempêtes, en Amérique, suivraient presque toujours deux routes principales : l'une partant des Montagnes-Rocheuses et s'étendant vers l'Est; l'autre commençant dans la mer des Antilles et suivant le cours du Gulf-Stream. Les journaux de bord ont permis de constater que sur ce dernier trajet les ouragans traversent quelquefois l'Atlantique et viennent frapper nos côtes, marquant leur passage par de nombreux sinistres.

Les faits que nous avons résumés montrent toute l'importance de semblables observations, en indiquant le progrès que doit en attendre la météorologie, lorsqu'elles seront suffisamment multipliées.

« La météorologie, disait il y a quelques années M. Kaemtz, est une science qui ne saurait avancer que par le concours d'un grand nombre d'observateurs zélés et persévérants. Son avenir est dans l'association. »

Peu de temps après, tant les progrès scientifiques sont aujourd'hui rapides, le commandant Maury écrivait les lignes suivantes ¹ :

« Avec le retour de la paix européenne nous pouvons espérer que le projet d'une seconde conférence météorologique appellera de nouveau l'attention des grandes puissances du globe. Le moment semble propice : perfectionnement des instruments, extension des lignes de télégraphie électrique, approbation et encouragement des savants les plus distingués, coopération des marins, progrès de la science, tout, en un mot, concourt à rendre de plus en plus désirable l'adoption d'un système universel d'observations, tant sur terre que sur mer; tout s'accorde à montrer la réalisation de ce plan comme répondant à l'un des besoins de notre époque.

» Tous les États de la chrétienté sont plus ou moins entrés dans cette voie; tous ont établi des observatoires, les ont munis d'instruments, et ont organisé un service météorologique dans la mesure respective de leurs moyens. La dépense est donc faite, les travailleurs sont prêts; il ne reste qu'à les réunir sous une direction unique, de laquelle naîtront l'ensemble et la féconde harmonie qui manquent encore.

» En France, l'Académie des sciences a toujours été favorable au plan universel que nous proposons : en Russie, Kupfer l'a défendu dès l'origine; M. Qué-

¹ Voy. *Instructions nautiques*, traduites par M. E. Vaneechout, lieutenant de vaisseau. (Introduction.)

telet, le savant président de la conférence de Bruxelles, le soutient avec ardeur ; M. Dove, l'un des éminents météorologistes du continent, est, l'an dernier, venu lui-même de Berlin à Liverpool, pour lui prêter son appui personnel dans la réunion (British association) où il devait être discuté ; Kaemtz, de Dorpat ; Heiss, de Munster ; Kreil, de Vienne ; Lamont, de Bavière, en sont également partisans. Enfin l'Angleterre, la France, la Hollande, l'Espagne, le Portugal, le Danemark, la Suède et la Norvège, Naples, le saint-iége, les gouvernements de l'Amérique du Sud et les autorités de l'Inde anglaise, ou donnent leur assentiment au projet de conférence, ou, par leurs tendances éclairées et libérales, permettent d'espérer que l'on ne rencontrera aucune opposition à un plan dont la réalisation intéresse également le progrès de la science et le bien-être de la grande famille humaine. »

Mais il ne suffit pas que l'influence chaque jour croissante des sentiments de solidarité fasse adopter en principe et réaliser dès aujourd'hui en partie cette féconde alliance. Il faut encore que l'achèvement du circuit électrique général soit activement poursuivi, afin d'arriver à l'organisation d'un système universel.

La Russie s'occupe du trajet qui unirait les deux mondes par les îles du Japon, les Kouriles et les Aléoutiennes. M. Vérard de Sainte-Anne, auteur d'un projet dont il a exposé les avantages dans plusieurs publications, propose de joindre le réseau télégraphique européen avec le réseau anglais de l'Inde, au moyen d'une ligne intermédiaire. Du réseau indien partirait une nouvelle ligne qui atteindrait le Japon par la Cochinchine et la Chine, et passerait ensuite en Amérique par les mêmes points que la ligne russe. D'un autre côté l'Angleterre se prépare à tenter de nouveau la pose du cable électrique qui joindrait l'Irlande à Terre-Neuve. En France, M. Balestrini, membre de la Société des ingénieurs civils de Paris, vient de faire adopter la direction d'un tracé qui embrasse tout le bassin de l'Atlantique. Ce tracé part du cap Saint-Vincent, touche aux côtes occidentales d'Afrique, à Madère, aux Canaries, à Saint-Louis et Gorée ; il traverse l'Océan, des îles du Cap-Vert à la côte nord du Brésil, où il se bifurque pour aller d'un côté jusqu'à Rio-Janeiro et les républiques Sud-Américaines ; de l'autre, par les côtes Nord de l'Amérique méridionale, jusqu'aux Guyanes, et, par les Antilles et les colonies espagnoles, jusqu'au réseau de l'Amérique du Nord. Il embrasse donc tout le bassin de l'Atlantique, et atteindra ensuite les rives de l'Océan Pacifique par Venezuela, le Pérou, le Chili, etc.

Une réunion des ministres plénipotentiaires des diverses nations sur le territoire desquelles la ligne télégraphique nouvelle doit passer, a eu lieu tout récemment au ministère des Affaires étrangères, sous la présidence de M. Drouyn de Lhuys ¹. Le but de ce congrès international est de régler les premières conditions d'établissement du réseau qui doit rattacher l'Europe aux deux Amériques, et d'assurer à cette grande entreprise la protection des gouvernements qui auront la gloire de la réaliser.

¹ V. le journal *le Temps* : 6 et 10 mai, 4 et 5 juin.

Un savant illustre, M. Geoffroy Saint-Hilaire, disait que « l'époque où nous vivons est par excellence celle des grandes applications des sciences au bien-être des peuples. » C'est par ces applications, par l'échange permanent des mutuels services qui en découlent, que nous voyons incessamment grandir la puissante solidarité des nations les plus éclairées, et que nous pouvons dès maintenant prévoir leur future union, leur bienfaisante influence sur les peuples moins avancés, appelés à partager la même généreuse et féconde activité.

Sans doute de nouvelles luttes, nécessaires peut-être pour nous délivrer entièrement des funestes erreurs et des iniques dominations du passé, nous séparent encore des grandes époques de calme et de paix qui commenceront l'âge de l'humanité. Mais déjà nous avons conscience de cette commune destinée; nous bénissons le merveilleux progrès des sciences et de l'industrie qui chaque jour nous en rapproche, et qui prépare le règne futur de la concorde, c'est-à-dire le règne de la justice et de la liberté.

ÉLIE MARGOLLÉ.

D'UN ANCIEN MANUSCRIT DE LA BIBLE

ET

DU TEXTE DU NOUVEAU TESTAMENT

Novum Testamentum Sinaiticum, sive Novum Testamentum cum epistola Barnabæ et fragmentis Pastoris, ex codice Sinaitico, auspiciis Alexandri II omnium Russiarum imperatoris, ex tenebris protracto orbique litterarum tradito, accurate descripsit A. F. C. TISCHENDORF. Lipsiæ, F. A. Brockhaus, 1863, gr. in-4.

De tous les hommes qui, de notre temps, se sont appliqués à corriger le texte des livres du Nouveau Testament, aucun n'a rendu à la science des services aussi considérables que l'éminent professeur de l'université de Leipzick, M. Tischendorf. Parcourant, depuis près d'un quart de siècle, bibliothèques et monastères de l'Orient et de l'Occident, il n'a cessé de tirer de l'obscurité, où ils demeuraient ensevelis, des manuscrits précieux de la Bible, d'en publier un grand nombre ou déjà connus ou nouvellement mis au jour, de compiler les autres et d'en noter les variantes. Non content de ces laborieuses et pénibles recherches, qu'il a étendues également aux principales versions comme à quelques Pères importants, il a voulu établir lui-même, tel qu'il lui semblait ressortir de la comparaison de tous ces documents divers, le texte des livres de la Nouvelle Alliance. A cette œuvre fréquemment remaniée et améliorée, il a ajouté encore, notamment dans sa septième édition ¹, un apparat critique ou recueil des différentes leçons, d'une exactitude et d'un prix inestimables.

¹ *Novum Testamentum græce. Ad antiquos testes denuo recensuit, apparatus criticum omni studio perfectum apposuit, commentationem isagogam prætexuit TISCHENDORF. Edit. vii^a, Lipsiæ, 1859, 2 tom. in-8.*

Il vient, enfin, de couronner en quelque sorte ses immenses travaux par la découverte du manuscrit de la Bible probablement le plus ancien et sans aucun doute le plus important que l'on connaisse, du *Codex Sinaiticus*, dont nous annonçons ici la publication partielle. Mais, avant de nous arrêter à cet antique et grave monument, on voudra bien nous permettre de jeter un rapide coup d'œil sur l'histoire du texte du Nouveau Testament, dont nous ne croyons pas qu'on ait déjà entretenu les lecteurs de la *Revue*, et qui offre pourtant un assez grand intérêt.

Tous les livres compris aujourd'hui dans le Nouveau Testament ont été écrits primitivement en grec : aucun doute sérieux n'est possible à cet égard. Les exemplaires originaux n'existèrent que fort peu de temps. Il n'est pas un seul auteur ecclésiastique des premiers siècles qui en parle, ou qui invoque leur autorité, lorsque cet argument eût été pourtant décisif. On ne posséda donc bientôt plus de ces productions littéraires que des copies; et celles-ci, en se multipliant, ne tardèrent pas à devenir de plus en plus défectueuses. Ce fut surtout pendant les deux ou trois premiers siècles, à l'époque où l'on n'attachait pas encore à ces écrits toute l'importance dogmatique qui leur fut attribuée plus tard et où l'autorité ecclésiastique veillait moins attentivement sur eux, que se produisirent ces fautes et ces altérations. Les causes en furent nombreuses et diverses. Le plus souvent, elles provenaient de négligences ou de méprises. On confondait des lettres, des syllabes, dont la prononciation était la même, telles que η, ι, υ, ει, οι, etc. On lisait mal des mots qui se ressemblaient. On se trompait dans la lecture des abréviations, comme entre (καὶ ὅτι et καὶ ὅτι, δὲ et Θεός, etc.). On passait des parties de phrase, des phrases entières ou des lignes, particulièrement lorsque, dans le cas d'un homœoteuton, l'œil du copiste se trouvait attiré de la fin de l'une à l'extrémité de celle qui la suivait. On substituait, sans s'en douter ou sans en voir l'importance, un synonyme à l'autre, θεός à κύριος, κύριος à Ἰησοῦς, etc.. D'autres fois, les erreurs se commettaient volontairement, mais dans l'intention d'améliorer le texte, de le rendre plus conforme à ce qu'on supposait l'original. On corrigeait ce qu'il semblait y avoir de dur et d'incorrect. Une expression en apparence obscure était remplacée par une autre. Une glose, une courte paraphrase, quelques mots de commentaire ou d'éclaircissement, mis d'abord à la marge d'un exemplaire, étaient insérés ensuite dans le texte par le copiste. Des difficultés historiques, géographiques ou même dogmatiques amenaient le changement d'un nom ou d'un mot, parfois des suppressions et des additions¹. On complétait une phrase ou un récit par quelque

¹ Ce fait n'a rien qui doive étonner. Il n'était que la conséquence inévitable du principe énoncé par Augustin en ces termes : « J'ai appris à révéler les livres canoniques, jusqu'au point de croire qu'aucun de leurs auteurs n'a commis la moindre erreur. Si j'y trouve quel-

emprunt fait à un autre écrit, à la tradition. Dans les Évangiles, et surtout aux endroits parallèles, on prenait de l'un ce qui paraissait manquer à l'autre pour l'y ajouter; s'ils s'exprimaient sur un point d'une façon trop sensiblement différente, on les réformait, comme dit Jérôme (*Præf. ad Dam.*), d'après celui qu'on avait lu le premier. Au besoin de sanctionner le dogme, est due, enfin, au moins une interpolation. (*I Jean*, v, 7, 8.)

A ces sources d'erreurs, il faut joindre la mauvaise disposition des exemplaires. Ceux-ci étaient écrits sans aucune distinction de chapitres ou de versets, sans accents, sans ponctuation, sans même de séparation entre les mots; de sorte que dans bien des cas, le sens dépendait absolument de l'interprétation individuelle.

Connaissant toutes ces causes de corruption, dont il serait aisé, mais trop long, de donner ici des preuves et des exemples, on n'a point de peine à s'expliquer les plaintes qui s'élevèrent si fréquemment dans l'antiquité au sujet des falsifications dont les livres saints étaient l'objet. « Il règne entre les exemplaires, dit notamment Origène, des différences considérables, résultant et de la négligence des copistes, et de la hardiesse criminelle des correcteurs de l'Écriture, qui y ajoutent ou en retranchent ce qu'ils jugent convenable. » (*In Matth.*, tom. XV, c. xiv.) Jérôme répète un peu plus tard la même chose à propos de la version latine. De la perception de ce fait regrettable devait naître nécessairement le désir d'y remédier. Lucianus, Hésychius et quelque autre peut-être encore, s'occupèrent de rétablir le texte original et tentèrent d'en donner une édition corrigée. Mais leur critique, dont on ignore du reste les principes, ne semble pas avoir fait loi : la variété persista, et les altérations allèrent insensiblement en augmentant sous la main des bibliographes.

Le premier texte grec imprimé du Nouveau Testament, celui qui servit de point de départ aux éditions suivantes, parut à Bâle, en 1516, par les soins d'Érasme. Établi d'après quelques manuscrits de date récente, il ne présente guère qu'un intérêt historique. Celui que publia ensuite Robert Étienne a plus de mérite : la troisième édition (1550) de ce dernier fut admise ultérieurement sans changements essentiels comme *textus receptus*; la quatrième (1551) inaugura la division en versets, qui passa depuis dans toutes les Bibles ¹, et qui offre une utilité réelle, bien qu'elle ait été trop souvent une cause d'erreur et un embarras pour la critique. Le texte d'Étienne, vulgarisé par Elzévir, fut adopté successivement par Walton, Fell et Mill, qui le prirent pour base de leurs collections de

que chose qui semble contraire à la vérité, je suis persuadé que l'exemplaire est fautif (*mendosum esse codicem*), ou que le traducteur n'a pas bien pris le sens, ou que je ne l'ai pas entendu. » (*Epist.* 82, n. 3.)

¹ La division des livres en chapitres remonte au cardinal Hugues de Saint-Cher, au XIII^e siècle.

variantes. Bengel (1734) osa le premier y porter quelques modifications. Wetstein aurait marché plus résolûment encore dans cette voie, si les scrupules de l'orthodoxie n'y avaient mis obstacle : il dut se borner à faire paraitre son excellent recueil de leçons, enrichi d'un commentaire littéral emprunté aux auteurs classiques, aux écrivains juifs et aux Pères (2 vol. in-fol., 1751-52). Griesbach, qui vint après lui, surpassa tous ses prédécesseurs (différentes éditions, texte et apparat, publiées de 1774 à 1806), et peut être considéré comme un des maîtres de la critique moderne. Scholz, le seul théologien catholique qui se soit occupé de nos jours de ces études, leur rendit à son tour quelques services, par la découverte et la collation de manuscrits nouveaux, dont il déposa les résultats dans son édition du Nouveau Testament (2 vol. in-4, 1830-36). Arrivèrent enfin Lachmann et Tischendorf.

Charles Lachmann, le célèbre philologue allemand, voulut appliquer aux auteurs sacrés la méthode sévère dont il avait fait un si heureux usage sur le terrain de la littérature profane. Renonçant à se préoccuper de la leçon originale, il ne prétendit qu'à reproduire le texte généralement répandu dans l'Orient à l'époque des plus anciens manuscrits, c'est-à-dire au IV^e siècle ¹. Ce système, première tentative d'une réforme totale du texte sur des données uniquement positives, constitue sans doute un incontestable progrès. Mais, s'il semble offrir un fondement solide à la critique et mettre un terme à la conjecture, à l'arbitraire, il a le défaut de ne pouvoir tenir ce qu'il promet; et Lachmann lui-même fut fréquemment forcé d'y contrevenir. Les sources auxquelles il lui était permis d'avoir recours sont, en effet, beaucoup trop rares pour qu'elles puissent donner avec quelque assurance la leçon vulgaire ou la plus autorisée. Comment le témoignage d'un ou de deux documents serait-il à cet égard une garantie suffisante? Comment, même dans les cas où il s'en rencontre un plus grand nombre, la majorité de quelques voix déciderait-elle sûrement? On ne fixe point ainsi un texte d'une façon purement mathématique, à coups d'additions et de soustractions. La vérité peut se conserver dans la minorité, issue d'une source plus pure; la pluralité ne saurait faire accepter une erreur évidente ou un non-sens. Au surplus, l'esprit humain ne se laisse pas facilement condamner à l'humble rôle que lui impose le principe de Lachmann. La conjecture a sans doute ses dangers; mais la repousser totalement, c'est méconnaître les besoins et les droits les plus légitimes de la raison.

M. Tischendorf ², tout en admettant en partie les vues fondamentales de Lachmann, évita l'écueil contre lequel celui-ci était venu échouer : il ne s'interdit ni de rechercher le texte vrai, ni de tenir compte du témoi-

¹ *Novum Testamentum græce*, 1831. Autre édition en deux vol. 1842-50.

² La première édition est de 1841; la dernière de 1859. Elles forment ensemble un chiffre de près de dix-neuf mille exemplaires.

gnage intrinsèque. Les plus anciens manuscrits, ceux du ^{iv}e au ^{ix}e siècle, constituent sa principale autorité, et il leur reconnaît une valeur d'autant plus grande qu'ils datent d'une époque plus reculée. Lorsque ceux-ci, ou du moins les plus graves d'entre eux, s'accordent, et qu'à leur témoignage vient se joindre encore celui des versions et des Pères, la dissidence des exemplaires plus récents n'est point prise en considération. Cependant, comme nos documents sont tous postérieurs au temps où le texte subit ses plus profondes altérations, aucun d'eux ne jouit d'une autorité absolue; et il peut arriver que la leçon la moins solidement attestée doive être préférée. Dans ce cas, la plus probable sera celle, notamment, qui expliquera le mieux l'existence des autres, qui paraîtra y avoir donné naturellement occasion. Ainsi, la leçon d'un sens obscur sera tenue pour antérieure à celle d'une signification claire; l'hébraïsante ou la moins grammaticale, à la plus pure; la moins commune, à la plus ordinaire; celle d'une apparence hétérodoxe, à une plus orthodoxe, etc.

Nous avons vu que les manuscrits datant du ^{iv}e au ^xe siècle et connus sous le nom d'onciaux (écrits en caractères majuscules), sont considérés unanimement et à juste titre, malgré leurs défauts, comme les documents capitaux pour la restauration du texte des livres de la Nouvelle Alliance. On en possédait jusqu'ici, de cette classe, en tout cinquante et un : un (le fameux Codex B¹, du Vatican) du ^{iv}e siècle, six (notamment A et C) du ^{ve}, neuf du ^{vi}e, trois du ^{vii}e, sept du ^{viii}e, vingt-deux du ^{ix}e et du ^xe, deux dont l'âge est incertain, et un dernier qui comprend quelques feuillets d'époques différentes. Aucun de ces exemplaires ne contient le Nouveau Testament en entier, sans lacunes; beaucoup d'entre eux n'en offrent que de courts fragments.

Dans un tel état de choses, il est facile d'apprécier la haute importance de l'antique et vénérable monument que M. Tischendorf vient de mettre en lumière. Mais l'histoire même de cette découverte présente un singulier intérêt, et mérite qu'on la rapporte.

Se trouvant, en 1844, au monastère de Sainte-Catherine, au mont Sinaï, M. Tischendorf rencontra, parmi des débris de manuscrits entassés au fond d'un vaste panier et destinés à alimenter les feux de la communauté, quelques pages d'un exemplaire de la Bible des Septante, dont l'antiquité le frappa, et qu'il obtint sans peine. Ayant découvert peu après une autre partie plus considérable encore du même manuscrit, il s'efforça d'entrer également en possession de ce nouveau trésor; mais ses hôtes, dont l'attention avait sans doute été éveillée, refusèrent

¹ On est convenu, pour la facilité des citations, de désigner les manuscrits onciaux par les lettres majuscules des différents alphabets.

de le lui céder. Il dut donc se borner, dans l'espoir de l'acquérir plus tard, à leur recommander d'en prendre soin et de le mettre en lieu sûr. Revenu au Sinaï, en 1853, son premier soin fut de s'enquérir des feuilles qu'il convoitait; mais il ne put ni les retrouver, ni se renseigner sur leur sort : toutes les recherches demeurèrent infructueuses. Un dernier voyage en Orient, entrepris aux frais de l'empereur de Russie, dans le but de recueillir de nouvelles richesses bibliographiques, le ramena une troisième fois au monastère de Sainte-Catherine, en 1859. Ses travaux y étaient terminés, et déjà il avait donné l'ordre du départ, lorsque l'économe du couvent, à la suite d'une conversation sur la version des Septante, se glorifia d'en posséder, lui aussi, un exemplaire, et offrit de le montrer. À peine M. Tischendorf y eut-il jeté les yeux, qu'il reconnut, à sa grande surprise, le manuscrit dont il avait vu autrefois les fragments. L'examinant de plus près, il s'assura qu'il avait devant lui un monument du iv^e siècle, au moins aussi ancien que le Codex Vaticanus, et qui comprenait une partie de l'Ancien Testament, le Nouveau en entier, l'Épître de Barnabas et le commencement du Pasteur. Transporté de joie et incapable de repos, il employa toute la nuit à transcrire l'Épître de Barnabas, particulièrement importante. Ayant obtenu ensuite que le manuscrit lui fût confié au Caire, où il était forcé de se rendre, il l'y copia en entier avec le secours de deux amis. Ce travail, cependant, ne le satisfut pas : il osa prétendre à mieux. Sur ses instances, les religieux du mont Sinaï se décidèrent à se séparer définitivement de leur précieux exemplaire et à l'offrir à l'empereur Alexandre, le protecteur de la foi orthodoxe. Heureux et triomphant, notre savant paléographe put porter de ses propres mains à Saint-Petersbourg leur royal cadeau.

Une fois en possession de ce trésor, Alexandre II résolut d'en faire l'objet d'une splendide publication, qu'il confia à Tischendorf, à qui ce soin revenait de droit. Celui-ci se mit aussitôt bravement à l'œuvre, et, au bout de deux ans d'un incessant labeur, le travail se trouva terminé. Il parut en 1862. Ce sont quatre magnifiques volumes in-folio, imprimés sur un papier imitant le vieux parchemin et avec des caractères entièrement semblables à ceux du manuscrit. Celui-ci y est reproduit avec la plus scrupuleuse exactitude : pages, lignes, mots, lettres, dimension et position particulières de chacune d'elles, signes, corrections, tout est conforme à l'original, dont vingt et une planches photographiques font connaître plus minutieusement encore, s'il se peut, l'aspect général et les moindres détails. Le tome premier est consacré aux prologomènes, au commentaire et aux notes de l'éditeur. Le deuxième et le troisième comprennent tout ce qui reste de l'Ancien Testament, c'est-à-dire les fragments du premier livre des Chroniques, Tobie, Judith, le premier et le quatrième livre des Machabées, Isaïe, les dix premiers chapitres de Jérémie, neuf petits prophètes, les Psaumes, les Proverbes,

l'Écclesiaste, le Cantique, la Sagesse de Salomon, celle du fils de Sirach et Job. Enfin, le tome quatrième contient le Nouveau Testament, l'Épître de Barnabas et la première partie du Pasteur. L'ouvrage a été tiré à trois cents exemplaires, dont un tiers seulement a été mis en vente, au prix de 864 francs.

Les chiffres que nous venons de donner disent assez que s'il est ici peu d'appelés, il y aura bien moins encore d'élus. Parer à cet inconvénient et mettre un plus grand nombre de personnes à même de profiter de la partie la plus intéressante de la découverte de M. Tischendorf, tel est le but de la publication dont nous avons mis le titre en tête de ces lignes. Sauf les caractères, qui sont ceux qu'on emploie communément aujourd'hui, et les notations des anciens correcteurs, qui se trouvent rejetées dans les prolégomènes, où elles occupent cent vingt colonnes, cette nouvelle édition reproduit encore fidèlement, page pour page, ligne par ligne, toutes les particularités du texte du manuscrit. Elle constitue un beau volume in-quarto, dont le prix, aussi modéré que possible, est de 6 thalers, ou environ 23 francs. Grâce à elle, il en est donc bien peu, parmi ceux qui s'intéressent à la critique du Nouveau Testament, qui ne pourront prendre connaissance et se servir du document que M. Tischendorf a nommé, du lieu de sa provenance, le *Codex Sinaiticus*, et auquel il a assigné, comme marque distinctive, la lettre **Σ**.

Ainsi que nous l'avons dit, le *Codex Sinaiticus* comprend, — mérite unique et inestimable, — le Nouveau Testament en entier. Les divers livres s'y présentent dans l'ordre suivant : Matthieu, Marc, Luc, Jean, Épître aux Romains, I et II aux Corinthiens, aux Galates, aux Éphésiens, aux Philippiens, aux Colossiens, I et II aux Thessaloniciens, aux Hébreux, I et II à Timothée, à Tite, à Philémon, Actes des Apôtres, Épître de Jacques, I et II de Pierre, I, II et III de Jean, Épître de Jude, Apocalypse. Après ce dernier écrit, vient immédiatement, et sur la même page, l'Épître de Barnabas. Suivent alors, d'abord, une lacune de six feuilles, puis les fragments du Pasteur. Les dernières feuilles, dont il est impossible d'apprécier le nombre, sont perdues. M. Tischendorf suppose, et son hypothèse est des plus vraisemblables, qu'entre Barnabas et le Pasteur se trouvaient les Actes de Paul, et que l'exemplaire se terminait par l'Apocalypse de Pierre. On sait, en effet, que ces quatre livres eurent, pour beaucoup de chrétiens, jusqu'au IV^e siècle, une autorité canonique, et qu'Eusèbe les place à ce titre parmi les *Antilegomènes* (livres contestés). Ainsi, le *Codex Sinaiticus* est encore un document précieux pour l'histoire du Canon, dont il démontre une fois de plus la lente formation dans l'antiquité chrétienne¹. Mais, s'il faut se féliciter de la présence, dans notre

¹ V. *Revue germanique*, t. XVI, n^o 3 et 4 : MICHEL NICOLAS, *De la formation du Canon du Nouveau Testament*. Nous sommes cependant forcé de faire ici quelques réserves au sujet de

Codex, des écrits de Barnabas et d'Hermas, c'est surtout parce que le texte grec des quatre et demi premiers chapitres de l'un faisait jusqu'ici à peu près totalement défaut, et qu'il n'existait de celui de l'autre qu'une copie suspecte et en tout cas assez défectueuse. Cette circonstance suffirait donc à elle seule, pour que la découverte de M. Tischendorf fût époque dans les annales de la science.

Tous les livres que nous venons d'énumérer occupent ensemble cent quarante-huit feuilles, ou deux cent quatre-vingt-quinze pages, divisées chacune en quatre colonnes. Ils sont écrits en beaux caractères onciaux d'un ton brun, sur du parchemin jaunâtre. Les mots se suivent, comme dans tous les documents du temps, sans distinction ni séparation; la ponctuation est très-rare, ou plutôt nulle. La date du manuscrit, tout concourt à le prouver, doit être placée dans le iv^e siècle, et peut-être vers 350, sans qu'il soit pourtant possible de la fixer avec une entière exactitude. Enfin, de nombreux correcteurs y ont laissé la trace de leurs mains jusqu'au xii^e siècle.

Il nous reste, pour donner une idée suffisante du Codex du Sinai, à noter quelques-unes de ses plus intéressantes leçons. Nous les signalerons brièvement, en laissant généralement au lecteur le soin d'en apprécier le mérite. Ce sont :

Matthieu 1, 25 : « Et il ne la connaissait pas, jusqu'à ce qu'elle enfanta un fils (ετεκεν υιον); » avec B, mais contrairement à la plupart des autres manuscrits, qui ont : « Jusqu'à ce qu'elle enfanta son fils premier-né. » — x, 3 : « Thaddée (Θαδδαιος); » avec B, au lieu de Lebbée. — xi, 19 : « Et la sagesse a été justifiée par ses œuvres (απο των εργαων αυτης); » au lieu de : « par ses enfants (τεκνων). » — xii, 6 : « Or, je vous dis qu'il y a ici quelque chose de plus grand (μειζον) que le temple; » au lieu de : « quelqu'un de plus grand (μειζων). » — xiii, 35 : « Afin que s'accomplisse cette parole du prophète Isaïe (δια Ησαιου του προφητου), qui dit, etc. » Les paroles qui suivent dans le texte ne sont pas d'Isaïe, mais du Psaume 72; ce sera pour ce motif que le nom d'Isaïe aura disparu de presque tous les documents, si toutefois la leçon du Codex Sinaiticus, qui a pour elle de très-anciens témoignages, est originale. — xix, 17 : « Pourquoi m'interroges-tu touchant le bien; » avec B, D, L, etc., et contrairement à la plupart des manuscrits qui portent : « Pourquoi m'appelles-tu bon. » — xxiv, 36 : « Quant à ce jour et quant à l'heure, personne ne le sait, ni les anges du ciel, ni le Fils (ουδεις ο υιος), mais le Père seul; » avec B, D, etc. *Ni le Fils* n'est point dans les autres documents. — xxvii, 35. La seconde partie

l'interprétation des *λόγια* d'Eusèbe soutenue par notre savant collaborateur. Eusèbe nous semble ranger clairement les écrits ainsi qualifiés parmi les antilégomènes, à côté de l'Apocalypse de Jean : Ταῦτα μὲν πάντα τῶν ἀντιλεγόμενων ἂν εἴη. (H. E., III, 25.) Comp. notamment Reuss, *Nouvelle Revue de théologie*, t. VI, p. 317 sqq.

de ce verset : « Afin que cette parole du prophète fût accomplie : Ils ont partagé entre eux, etc., » ne se trouve pas dans notre Codex, ni dans les autres.

Marc I, 1 : « Commencement de l'Évangile de Jésus-Christ. » Manque : *filz de Dieu* (υιου Θεου). — I, 2 : « Comme il est écrit dans Isaïe le prophète; » avec B, D, L, etc. Les autres manuscrits portent : « Comme il est écrit dans les prophètes. » La seconde leçon répond mieux à la citation qui suit dans le texte; mais elle ne semble pas originale. — III, 32 : « Et ses sœurs » manque. — VI, 3 : « Celui-ci n'est-il pas le charpentier (ο τεκτων). » — X, 30 : « Qu'il ne reçoive au centuple, maintenant dans ce siècle (maisons, et frères, et sœurs, et mères, et enfants, et champs, avec des persécutions), et, dans le siècle à venir, la vie éternelle. » Ce que nous avons mis entre parenthèses fait défaut. — XVI, 9 à 20, à savoir le récit des apparitions de Jésus après sa résurrection, manque; le Codex Sinaiticus confirme sur ce point les plus anciens témoignages.

Luc. Notre document, d'accord en cela avec B (Codex Vaticanus), n'a point les passages suivants : I, 28 : « Tu es bénie entre toutes les femmes; » IV, 4 : « Mais de toute parole de Dieu; » VI, 1 : Second-premier (ἑυτεροπρωτω); » IX, 55, 56 : « Et il dit : Vous ne savez pas de quel esprit vous êtes; car le Fils de l'homme n'est pas venu perdre les âmes des hommes, mais les sauver. » — Par contre, il contient XXII, 43, 44 : « Un ange lui apparut du ciel, le fortifiant; et lui, étant en agonie, priait avec plus d'ardeur, et sa sueur devint comme des gouttes de sang tombant à terre. » B n'a point ces deux versets, qui auront paru incompatibles avec la divinité du Christ. — On trouve encore, contrairement à B ou à quelques autres anciens manuscrits : XXIII, 17, 34; XXIV, 12, 36, 40. — Enfin, XXIV, 51 : « et il fut enlevé au ciel, » manque, comme dans D, mais à l'encontre de A, B, C, F et des autres.

Jean I, 4 : « En lui est vie (ζωη εστιν); » au lieu de « était vie (ζωη ην). De cette façon, disparaîtrait un des plus forts arguments contre le sentiment de ceux qui rattachent ces mots à ce qui précède, et qui construisent la phrase de cette manière : Ο γεγονεν εν αυτω, ζωη εστιν. — I, 18 : μονογενης Θεος, au lieu de ο μονογενης υιος. — V, 3, 4. Les derniers mots du verset 3 (*attendant le mouvement de l'eau*) et le verset 4 en entier manquent, de même que dans B. — VII, 8 : « Moi, je ne monte pas (oux) à cette fête; » au lieu de « je ne monte pas encore (ουπω), » qui est évidemment une correction faite dans le but d'écarter de la personne du Christ l'apparence de la dissimulation. — VII, 39 : « car l'Esprit (sans l'épithète : *Saint*) n'était pas encore. » — VII, 53 - VIII, 12, contenant l'épisode de la femme adultère, est absent, comme de tous les meilleurs documents. — XXI, 25. M. Tischendorf affirme que ce verset, qui a toujours tant embarrassé les exégètes, n'est pas de la main du premier copiste; et il en conclut que

celui-ci n'a pas dû le trouver dans l'exemplaire qui lui servait de modèle. Cette conclusion ne nous semble pas suffisamment justifiée, l'originalité de notre verset étant attestée unanimement. M. Tischendorf nous dit, du reste, lui-même que les mots en question ont été ajoutés par la personne qui corrigea notre document aussitôt après qu'il eût été écrit. Ceci ne contribuerait-il pas à faire croire que le premier bibliographe a commis simplement un oubli?

Romains xiv, 10 : « Nous paraîtrons tous devant le tribunal de Dieu ; » non pas : « tribunal du Christ. » — xv, 3 : « Afin que j'aïlle vers vous avec joie par la volonté de Jésus-Christ, » au lieu de : « la volonté de Dieu. » — xvi, 24 : ce verset manque, comme dans A, B, C.

I Corinthiens iv, 10 : « Non pas moi, pourtant, mais la grâce de Dieu avec moi (συν εμοι), » au lieu de : « celle qui est avec moi (η συν εμοι). » — xv, 47 : « Mais le second homme est du ciel (ανθρωπος εξ ουρανου); » non pas : « le second homme, le Seigneur (ο κυριος), est du ciel. »

Galates ii, 20 : « Je vis en la foi du Fils de Dieu, » au lieu de : « en la foi de Dieu et du Christ. »

Actes des Apôtres viii, 37, manque, et paraît être, en effet, une interpolation. — xviii, 21 : « Je dois absolument faire la fête prochaine à Jérusalem. » Ces mots manquent, ainsi que dans A, B et E. — xx, 28 : « Pour pâlir l'Église de Dieu, » au lieu de : « l'Église du Seigneur. »

I Jean v, 7-8 : « Car il y en a trois qui rendent témoignage (dans le ciel : le Père, le Verbe et le Saint-Esprit, et ces trois ne sont qu'un. Et il y en a trois qui rendent témoignage sur la terre) : l'esprit, l'eau et le sang ; et ces trois-là s'accordent. » Les paroles placées entre parenthèses, qui se trouvent dans le texte reçu et dans la Vulgate latine, mais que tous les documents et toutes les autorités condamnent, est également absent du Codex Sinaiticus. Ainsi, ce fameux passage se réduit à : « Car il y en a trois qui rendent témoignage, l'esprit, l'eau et le sang, et ces trois s'accordent. »

Épître de Barnabas, chap. iv : « Ainsi qu'il est écrit (ως γεγραπται) : Beaucoup sont appelés, etc. »

Si toutes les leçons que nous venons de passer en revue n'ont pas pour elles le cachet de l'originalité, la plupart démontrent cependant, on a pu s'en convaincre, la haute valeur du manuscrit, par la découverte et la publication duquel M. Tischendorf a acquis de nouveaux droits à la reconnaissance du monde savant et, quoiqu'on puisse ne pas en être également convaincu partout, du monde religieux.

A. STAP.

AD MAJOREM DEI GLORIAM ¹

NOUVELLE TRADUITE DE L'ALLEMAND D'ALFRED MEISSNER

XXXIII

ILS LE RENIENT

Ce fut avec une joie inénarrable que M. d'Ancier partit enfin pour Rome. Sa santé s'était raffermie : la bienfaisante conviction d'être délivré et de se retrouver bientôt dans le cercle de ses amis de la place de Venise, lui avait rendu des forces. Il approchait de la ville sacrée, comme un martyr qui parvient au ciel après le supplice ; lui aussi il avait souffert persécution pour l'Église. Aucune ombre n'obscurcissait le riant tableau qu'il se faisait de son avenir, tandis qu'Ortiz, comme un mauvais génie, ne le perdait pas de vue et roulait immédiatement derrière lui. Dans Rome seulement, il le devança afin de pouvoir le recevoir au couvent.

La nuit tombait lorsque le gentilhomme monta les marches du couvent. Son cœur battait, sa main tremblait, lorsqu'il tira la sonnette. Le portier, qu'il connaissait bien, vint ouvrir.

« Me reconnaissez-vous ? » s'écria le gentilhomme.

Le portier se signa et voulut fuir, lorsqu'un essaim de frères parut dans le corridor sonore. Sûr d'une reconnaissance émouvante, le gentilhomme courut à eux. Il ne vit presque que des figures étrangères.

« Personne ne me connaît donc ? s'écria-t-il, je suis celui que vous cherchez, M. d'Ancier... »

¹ A la plus grande gloire de Dieu. — Voir la *Revue germanique* des 1^{er} janvier, 1^{er} février, 1^{er} mars, 1^{er} avril, 1^{er} mai, 1^{er} juin et 1^{er} juillet 1863.

Immobiles et silencieux, les membres du groupe échangeaient entre eux des regards étranges.

Alors Ortiz s'avança une lumière à la main, il éclaira en tremblotant la face du gentilhomme et s'écria avec une terreur feinte : « Dieu soit avec nous ! »

Épouvanté de cette réception, paralysé de tous ses membres, le gentilhomme répondit :

« Mon Dieu, mon Dieu ! suis-je si changé ? Ortiz... Cabano... Où est Cabano ? »

Le père Cabano parut au haut de l'escalier ; il était à demi vêtu comme un homme qu'un bruit inopiné aurait chassé de son lit.

« Pourquoi vous tenez-vous là ainsi ? demanda-t-il aux frères en laissant tomber un regard indifférent sur M. d'Ancier. Et cet homme, que veut-il ? »

Cette apostrophe glaça le gentilhomme qui était prêt à se jeter au cou de son vieil ami ; son cœur se serra, ses membres furent paralysés. Il demeura immobile, écoutant, mais n'étant pas sûr de voir et d'entendre.

« Qui ne serait ébahi, s'écria Ortiz en désignant le gentilhomme. Pourrait-on ressembler davantage à M. d'Ancier !

— Tu es catholique et tu crois aux revenants ? dit Cabano ; pour ma part, je ne retrouve pas cette ressemblance qui vous abuse. »

Et se tournant vers M. d'Ancier, il lui demanda ce qu'il voulait. Celui-ci rassembla ses forces et répondit avec émotion :

« Ai-je changé au point que mes meilleurs amis ne me reconnaissent pas ? Les peines et le désespoir m'auraient-ils défiguré ainsi ? Vous avez reçu ma lettre, vous avez dû être inquiets et ne vous être pas expliqué ma disparition. Si vous n'en croyez pas vos yeux, écoutez mes aventures et vous me reconnaîtrez.

— Mon brave homme, repartit Cabano, ou vos esprits sont affaiblis, ou vous nous croyez idiots. Quelles fables venez-vous nous conter ? M. d'Ancier n'a jamais disparu, il a vécu en paix parmi nous jusqu'au jour où il a plu au Seigneur de rappeler son serviteur. Nous l'avons vu mourir, nous l'avons enterré et pleuré, mille témoins vous le certifieront. Éloignez-vous, mon vieux ! Si vous le faites, nous croirons que vous avez voulu plaisanter, sinon, nous serons obligés de vous prendre pour un imposteur qui spéculé sur l'ombre d'une ressemblance pour jouer le rôle de M. d'Ancier. M. d'Ancier est mort, son testament a été ouvert et notre congrégation est légalement en possession de ses biens. »

Lorsque l'infortuné entendit ces mots, toutes ses idées se confondirent. Il saisit sa tête de ses deux mains et balbutia à plusieurs reprises :

« Mon Dieu ! mon Dieu ! faites que ce soit un rêve ! Quel rêve horrible ! Dieu de miséricorde, éveillez-moi ! »

Il se retint à la muraille pour ne pas tomber. Persuadé qu'il était sain de corps et d'esprit, qu'il ne rêvait point, il tenait cependant pour impossible ce qu'il oyait et voyait. A peine délivré, il voyait fondre sur lui un malheur qui lui semblait absurde. Si les colonnes du corridor s'étaient mises à danser, si les carreaux avaient fondu comme de la neige, si les statues étaient descendues de leurs niches et avaient marché devant lui, cela lui aurait paru plus naturel. Son âme tendre et sans malice ne sut même pas s'indigner, ni éclater en colère ; il se détourna, ne se révolta point.

Lorsqu'il fut revenu à lui et qu'il put réfléchir, il se trouvait dans la rue obscure. Il se souvenait vaguement d'avoir été saisi par plusieurs bras à la fois, d'avoir été traîné le long des marches, puis d'avoir entendu la porte se refermer. Il lui semblait que les mots de trompeur, d'aventurier, et par-ci par-là un rire, avaient retenti autour de lui. Les pleurs lui vinrent ; il pleura longtemps, longtemps, au coin de la rue, comme un enfant qu'on vient de maltraiter.

« S'ils revenaient à eux... si la porte s'ouvrait soudain, s'ils m'appelaient... » murmurait-il ; mais il se rappelait aussitôt que, suivant Cabano, M. d'Ancier était mort au couvent, et derechef tout lui paraissait si inouï, si fou, qu'il se prenait à douter de son bon sens.

M. d'Ancier n'avait presque pas d'argent. Des cinquante écus trouvés à l'auberge de l'Ours, à Gaëte, vingt-cinq avaient passé à l'achat des habits, et les vingt-cinq autres avaient défrayé le séjour de Naples. Comment aurait-il pensé à économiser, lui, qui n'avait qu'à ouvrir son tiroir de la cellule de Rome pour avoir des milliers d'écus ? Et maintenant malade encore, faible, ayant besoin de ménagements, il se voyait sans ami, sans relation, sans conseil, et possédait à peine ce que naguère il avait coutume de donner aux mendiants.

« Mon Dieu ! ils ne me reconnaissent pas ! s'écriait-il confondu, non indigné. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qui m'éclaircira ? Ils me renient. — Cabano, Ortiz, — mes amis, tandis que je m'attendais à un redoublement d'affection pour avoir tant souffert à cause d'eux ! Leur suis-je à charge ? Ne me connaissent-ils plus, parce qu'ils n'attendent plus rien ? Mais, hélas ! je leur ai donné des millions, comment ne m'accorderaient-ils pas ce dont un vieillard a besoin pour ses derniers jours ? Je crois que ces statues, là-haut, seraient moins dures ! Mais non, non ! Ils disent que M. d'Ancier est mort chez eux, qu'ils l'ont pleuré, — ils sont trompés. Qui résoudra cette énigme ? qui me dira comment il se fait qu'ils croient cela ! O mon Dieu ! ne permets pas qu'après tant d'angoisses, de privations, de souffrances et de misère, vienne encore la démence, l'horrible démence, celle qui s'ignore elle-même. »

Enfin il se leva. Le vent froid d'une nuit de février glaçait son corps. Chancelant comme un ivrogne, il marcha longtemps sans

savoir où il allait, où il était, ce qu'il voulait. Lorsque la fatigue l'accabla, il chercha un asile, et le trouva dans quelque pauvre auberge d'un faubourg reculé. O triste nuit d'un vieillard malade, solitaire et trahi ! Depuis le commencement de ses aventures, il avait eu les gîtes les plus divers, un vrai choix d'épouvantes, la mystérieuse maison de la campagne avec les compères de Rezzoni, la geôle, Naples où la fièvre le secouait, et cependant cette nuit où il méditait la trahison de ses anciens amis, sans parvenir à se l'expliquer, elle était la plus horrible de toutes, son gîte actuel surpassait tous les autres en horreur incompréhensible.

Plus de cent fois il se retourna sur sa couche.

Enfin il s'écria en soupirant : « Oui, j'ai encore ma raison, la lumière se fera, tout s'éclaircira. Peut-être, mes compatriotes sont-ils encore à Rome, je les irai trouver dès le matin. Ils m'aideront à dévoiler ce mystère, que je suis trop faible pour pénétrer à moi seul. »

XXXIV

LE PROCÈS

Il faisait à peine jour que M. d'Ancier courait chez M. de Coucy. Il le trouva au lit. On juge de la surprise du gentilhomme, qui avait cru son ami mort, qui avait assisté à sa messe mortuaire et qui le revoyait en chair et en os !

Cette reconnaissance fut un baume pour l'infortuné, il se sentit revivre. On envoya chercher M. de La Barre, qui, par chance, était encore à Rome. M. de Coucy reconnut le ressuscité pour le seul véritable M. d'Ancier, et promit de soutenir énergiquement sa conviction. Il raconta sa visite au général des Jésuites et la scène du testament. M. de La Barre, survenu sur ces entrefaites, ne douta pas davantage de l'identité. Tous deux se crurent grossièrement abusés et résolurent de prendre fait et cause pour M. d'Ancier.

Les choses en étant à ce point, M. d'Ancier comprit que des négociations n'aboutiraient à rien, et que seul un procès pouvait lui donner gain de cause. Les éclaircissements qui venaient de lui dévoiler la plus impudente et la plus odieuse intrigue faillirent un moment le rendre fou. Il avait été trompé, trahi, par ceux qu'il avait révévés sa vie durant, pour qui il avait rompu tous les liens de parenté, par ces hommes qu'il avait chargés du soin de prier pour son âme ! Il disait :

« Oh ! je voudrais avoir mangé une des pommes empoisonnées, et être mort véritablement. »

Cette exclamation lui venait du fond du cœur ; sans les exhortations

de MM. de La Barre et de Coucy, qui se trouvaient impliqués dans l'affaire comme trompeurs trompés, il n'aurait jamais eu le courage de déclarer guerre ouverte aux Jésuites.

On remit l'affaire à l'avocat Savelli, qui s'était fait un nom en remportant par son talent et sa hardiesse plusieurs causes sur l'Église.

Savelli, homme droit et valeureux, à la pénétration prompte et claire, se rendit parfaitement compte de la difficulté de sa tâche. Il s'agissait d'établir l'identité de M. d'Ancier, identité que les Jésuites nieraient, en faisant du gentilhomme un aventurier, un cupide intrigant.

Il fallait prouver où M. d'Ancier avait vécu depuis le moment de sa visite à MM. de Coucy et de La Barre, jusqu'à celui de la rencontre de Falconet à Gaëte. Il n'y avait que Rezzoni ou Villiers Gauthiot, pensait M. d'Ancier, qui pussent éclaircir ce point ; la plainte dressée par Gattini devait contenir les preuves de la culpabilité du neveu. Savelli présumait avec raison que cette plainte avait servi une autre cause que celle du gentilhomme ; cependant un voyage à Gaëte et à Naples paraissait nécessaire.

Savelli partit et alla voir Gattini. Il lui demanda tout d'abord où en était le procès de M. d'Ancier. Venu sans espérances exagérées, connaissant les rapports de Gattini et des Jésuites, il fut cependant effrayé par la réponse.

Gattini traita Savelli en homme berné, et lui déclara qu'il avait entre les mains toutes les preuves requises pour démasquer le faux M. d'Ancier. Celui-ci n'était qu'un trompeur, au masque inoffensif. Pour lui, Gattini, il n'avait jamais cru à ses contes, mais il avait été abusé par les aveux de Rezzoni ; et quant à ce repris de justice, c'était un complice du faux M. d'Ancier, lequel avait fini par le tromper également. Peu avant son exécution, qui venait d'avoir lieu, il avait confessé ce nouveau crime à peine commis, et le protocole de cette confession était fait.

Il avait honte d'avouer que lui, vieil avocat, s'était si grossièrement trompé à l'endroit de Villiers Gauthiot, homme d'honneur, auquel, par un excès de zèle, il avait communiqué le contenu de la plainte portée contre lui. Par ces insinuations prises en l'air, il avait exposé sa vie, tant l'honneur de cet officier était chatouilleux.

Savelli comprit la tournure adroite qu'on avait donnée aux choses. Villiers Gauthiot était innocent, Rezzoni avait à lui seul projeté l'enlèvement. Le procès dont Gattini avait menacé le neveu avait dû séparer à jamais celui-ci de son oncle, et faire comme un gouffre entre eux. Cela avait réussi.

Sans se décourager, Savelli poursuivit ses recherches à Naples et à Gaëte ; mais toutes ses peines n'aboutirent à aucun résultat de quelque valeur pour le procès. On ne pouvait obtenir d'éclaircissements même

sur les points qui paraissaient sûrs ; Rezzoni était exécuté, ses affidés avaient disparu, l'endroit où M. d'Ancier avait été retenu par cet intriguant était complètement inconnu.

L'administration de la prison de Gaëte refusait toute indication, tout renseignement. Savelli retourna à Rome, n'apportant rien, sinon la conviction que le terrain qu'il venait de quitter était sous-miné par des travaux ennemis, et se refusait à ses opérations.

Cependant cela ne suffisait pas à le désespérer. S'il n'était plus possible de citer Rezzoni devant la barre du tribunal, il y avait encore mille moyens de prouver l'identité de M. d'Ancier.

XXXV

LE VIEUX MATELOT

Tandis qu'avec un généreux dévouement et une persévérance infatigable, Savelli préparait le procès de M. d'Ancier, celui-ci errait dans Rome, poussé par une constante agitation. Le vieillard, autrefois ignoré, était devenu l'objet de l'attention générale. On se le montrait, on prenait parti pour ou contre lui. Quand il rencontrait des gens instruits de son histoire, il les voyait s'arrêter, le regarder fixement et chuchoter longtemps après qu'il les avait dépassés.

Naguère si riche, ce gentilhomme vivait à présent d'une petite somme que ses deux compatriotes avaient mise à sa disposition. Pour ne pas abuser de leur bonté, il devait restreindre tous ses besoins.

Il avait pris un pauvre petit appartement, et gardait les vêtements achetés à Gaëte. Savelli défrayait tous les voyages et toutes les dépenses relatives au procès, dont l'issue heureuse pourrait seul le dédommager. Toutes ces obligations humiliaient profondément le gentilhomme, jadis si fier et si indépendant.

Mais ce qui l'affligeait par-dessus tout, c'était la perte de sa foi. Être forcé de reconnaître pour des fourbes et des imposteurs, des menteurs et d'infâmes coquins, ceux qu'il avait aimés, révévés si longtemps, dont chaque parole était pour lui pareille à la parole divine, voilà ce qui lui fendait le cœur. Toutes ses convictions se dissolvaient comme rongées par un poison violent, elles devenaient semblables à ces pommes qu'on lui avait apportées, et tombaient l'une après l'autre ; or, l'arbre était trop vieux pour porter jamais de nouveaux fruits. Comme la toiture d'un monument s'écroule lorsqu'une solive a éclaté, tout l'édifice de sa foi, ébranlé, s'affaissait et menaçait de l'écraser par sa chute. La conduite

des Jésuites à son égard les lui faisait prendre en haine et l'amenait à se défier de leurs œuvres dans le cours des siècles.

Leur crainte de Dieu était mensonge, leur charité hypocrisie, leurs miracles des farces, le ciel qu'ils promettaient une tromperie. Il n'avait pu être éclairé que par un acte tel que celui qui venait de s'accomplir, et cet acte avait ouvert devant ses yeux dessillés un abîme toujours héant où se roulaient des serpents et des monstres. La jeunesse rompt aisément avec les croyances de l'enfance, mais les notions et les convictions de la vieillesse sont invétérées et pétrifiées pour ainsi parler; aussi la perte de la foi est-elle épouvantable alors. Une épreuve terrible, une catastrophe inouïe, peut seule, à un âge avancé, opérer cette transformation qui, le plus souvent, brise le cœur du vieillard.

Par un sentiment de fierté qui lui était propre, M. d'Ancier dédaigna de demander grâce et protection à de hauts personnages. Aussi bien il n'eût pas réussi. On l'aurait regardé avec défiance, et on ne se serait pas mêlé de son affaire, de peur d'entrer en collision avec de puissants adversaires. M. d'Ancier se fiait à Savelli et à son bon droit.

Tous les soirs l'infortuné et solitaire vieillard se rendait sur le Janiculum, et s'abandonnait à ses mélancoliques pensées auprès des fontaines murmurantes. De cette colline de Porsenna, que les ruines, les vergers et les vignes décoraient pêle-mêle, on découvre la ville, la campagne, et jusqu'aux monts albanais; toute la contrée, le soir, est enveloppée d'une voile magique aux tons les plus variés.

L'eau, répartie en quatre bras puissants, anime de son bruissement cette grande, vaste et solennelle solitude.

Un dimanche soir, à l'approche du printemps, comme M. d'Ancier était assis sur un tronçon de colonne, son banc de prédilection, il fut accosté par un homme dont les vêtements annonçaient une condition inférieure, mais dont la mine avait quelque chose de digne et même de distingué. Il parlait passablement l'espagnol — langue très-répandue alors — et le français. M. d'Ancier lui demanda comment il avait acquis la connaissance de ces langues étrangères.

« J'ai été matelot, dit le vieillard, et j'ai vu à peu près toute la terre. J'ai été jusqu'à Goa dans les Indes, puis au Brésil et jusqu'au Canada. Depuis peu j'ai cherché le repos dans ma patrie. »

Cette réponse engagea M. d'Ancier à continuer d'interroger le matelot, et il lui demanda sur quel vaisseau il était allé aux Indes.

« Sur un vaisseau espagnol, dit l'homme, vaisseau qui de fait appartenait aux missionnaires, aux Jésuites.

— Jésuites? répéta M. d'Ancier, et, sans qu'il le voulût, il y eut du dégoût dans son accent.

— Comme vous prononcez ce mot! et vous vous détournez, dit le vieillard. Vous paraîsez ne pas aimer les révérends Pères. Je ne les

aime guère non plus, et quand j'en vois un, je l'évite. Il faut que je vous dise que je pense assez librement et volontiers par moi-même. Quand on a couru le monde et vu les prêtres de toutes les religions à leurs autels, on ne s'en laisse plus conter, et celui qui a vu les missionnaires de près, celui-là est le plus vite éclairé.

— Ce sont encore les meilleurs ! dit M. d'Ancier ; dans les missions, il y a encore foi et vertu.

— Foi et vertu ! ricana le vieux matelot : je n'en ai guère vu. Certes, je ne nie pas que beaucoup de jeunes gens s'enrôlent avec conviction. Ils ne savent que trop exciter les imaginations dans leurs écoles. Mais les autres ne sont que des marchands, des usuriers, des fripiers ! Ils achètent des colonies, construisent des raffineries, tiennent des maisons de banque, font le change, pis que les juifs et les Lombards, et ne pensent qu'à extorquer aux indigènes leurs perles, leurs diamants, leurs rubis contre de petites médailles, de petites images, des chaînettes et de petits miroirs ! Ne savez-vous pas que la plupart des bijoux qui se vendent à Venise proviennent des Jésuites ?

— On les aura calomniés, répliqua M. d'Ancier, car leurs règles leur dépendent de posséder des richesses.

— Ah ! bien oui, leurs règles ! ils s'y conforment joliment ! ils les ont à cœur ! railla le vieillard. Je ne sais pas si cela s'est passé autrement du temps de saint François Xavier ; comme les choses vont aujourd'hui, je l'ai vu de mes yeux !

— De vos yeux ? demanda M. d'Ancier.

— Je me souviens d'une de ces histoires, comme si elle avait eu lieu hier ! raconta le matelot. Nous avons jeté l'ancre à Surate. A bord du vaisseau était un nègre. Dieu ! quel brave et amusant garçon ! Il s'appelait Coco. Deux Jésuites l'avaient converti en lui pendant un scapulaire au cou, et le brave homme, à force de reconnaissance, ne savait comment leur témoigner son dévouement. Entre autres, il avait insisté pour être chargé du nettoyage de leurs souliers, il ne voulait pas qu'ils le fissent eux-mêmes, pourquoi était-il là ? Eux ne le voulaient pas, s'y opposaient sous prétexte d'humilité, mais d'un ton impérieux et impatient. Un jour que les deux Pères dormaient dans leur hamac, mon brave Coco s'y introduit, voit les deux paires de souliers et ne peut résister à l'envie de les frotter. Il les emporte et se met à l'œuvre, lorsqu'il entend quelque chose remuer dans les talons. Il écoute, secoue les souliers, le petit bruit recommence. Coco croit les souliers ensorcelés et les jette loin de lui en criant comme un possédé.

Un de mes camarades, un Portugais, était là, il prend les souliers, les examine et voit que les talons s'ouvrent. Six gros diamants y étaient comme dans un écrin.

Sur ce, les Jésuites s'étaient réveillés ; ils cherchent leurs souliers, ne

les trouvent pas ; furieux, ils se ruent sur le nègre et reconnaissent que ce n'est pas lui mais le Portugais qui a dérobé les diamants. Maintenant, il s'agissait de sauver le trésor ou l'honneur et la considération.

Les Jésuites se décidèrent pour le trésor.

On menaça le Portugais de l'inquisition de Goa, la plus terrible de toutes. Il rendit les diamants. Bien comptés, ils étaient au nombre de vingt-quatre et représentaient une fortune princière.

— Jadis, j'aurais douté de cette histoire, murmura M. d'Ancier, aujourd'hui je crois tout. Ainsi, même les Missions ! Il y aura bientôt un an que j'en ai vu partir une. *Foulez aux pieds les trésors de la terre*, disent leur statuts. Vous m'avez prouvé qu'ils leur obéissent au pied de la lettre, dit-il avec une ironie amère à son voisin.

— Oui, oui, mon cher monsieur, j'ai vu le monde, dit le matelot. J'ai été dans l'Amérique du Nord et je me suis avancé avec des pêcheurs de baleine, jusqu'à la baie d'Hudson. Et, pour vous le dire, les Jésuites ont pénétré là aussi, et là aussi ils jouent leurs tours. Comme le gouverneur avait fait la paix avec les Iroquois, ces braves gens, qu'à tort on appelle des sauvages, posèrent pour condition que les Jésuites ne viendraient plus chez eux. Ces hommes noirs ne viendraient pas chez nous, disait le chef dans sa simplicité, s'ils n'y trouvaient pas nos castors et nos femmes. »

M. d'Ancier sourit avec amertume et garda le silence.

Le vieux dit après une pause :

« Vous me paraissez avoir connu de meilleurs jours, vous semblez avoir été rudement secoué par la vie, et n'avoir appris qu'à présent, dans votre vieillesse, comment vont les choses de ce monde. Hein ? ai-je raison, ai-je bien deviné ?

— A peu près ! répliqua M. d'Ancier ; j'ai été trompé et trahi par ceux que j'ai cru mes meilleurs amis.

— Je vous plains, dit le vieux marin ; n'avez-vous ni femme ni parents auprès de qui vous réfugier et trouver consolation ?

— Non ! dit M. d'Ancier, la première partie de ma vie fut un tourbillon, la seconde est un deuil.

— Moi non plus, je ne suis pas marié. Trente ans de ma vie, j'ai arpenté le monde, ne voulant vivre que pour moi. Tout vieux déjà, j'étais encore seul, lorsqu'un décret de la Providence me fit rencontrer ma sœur à Rome, dans une situation désolante, et m'accorda la joie d'être son sauveur. Elle avait, dans sa jeunesse, épousé un imprimeur de Bologne, qui ne manquait pas d'esprit et était un savant. Il avait été l'élève du célèbre Galilée, de Florence. Malheureusement, il oublia son métier pour les étoiles et les bouquins, et lorsque les découvertes de son maître bien-aimé furent attaquées par le vilain parti des prêtres, il fulmina dans sa colère un livre qui le mena aux cachots de l'Inquisition. Ma sœur vint

ici en mendiant avec son enfant, pour présenter une supplique au pape. Elle ne put parvenir jusqu'au pape, mais elle me trouva et je pus l'assister. Oh! monsieur, c'est alors seulement qu'on jouit du petit pécule qu'on a amassé avec peine et économisé avec soin, lorsqu'on peut le partager avec quelqu'un qu'on aime, et sauver une pauvre âme près de s'éteindre! J'ai pris ma sœur chez moi, et j'ai fait revivre son enfant par mes soins. Enfin, son mari fut délivré et il vit avec nous. Nous ne sommes pas riches, mais nous sommes heureux les uns par les autres. Et le soir, quand j'ai fini de travailler, je fais parler mon beau-frère; au milieu de nous, il est libre de dire aussi franchement qu'il le veut, que la terre n'est qu'un point dans l'univers, opinion prohibée à laquelle je prends plaisir. Et si, comme il l'affirme, la terre tourne, eh bien, tous les Jésuites tournent avec elle et ne l'empêcheront pas de tourner... Je vous l'assure, monsieur, rien de tel que le foyer où règne une femme aimée et où brillent de radieuses figures d'enfant. On devrait demander à chacun, au prince comme au mendiant, s'il a des enfants, rien de plus; par cette question, on lui a demandé s'il a femme, travail, joie. Celui qui, au terme de la vie, voit des enfants autour de lui, il possède, mais celui qui ne peut qu'ouvrir sa cassette ou montrer la maison, ou l'église qu'il a élevée, celui-là n'a rien, et a tristement manqué sa vie! Moi même, je l'avais quasi-manquée, lorsque je l'ai regagnée à la dernière heure. »

Durant le récit du matelot, la nuit était venue. Le hasard avait réuni M. d'Ancier et le frère de la malheureuse qui, au mois d'octobre de l'année précédente, avait surpris dans la pauvre hutte son enlèvement violent, et avait été questionnée, soupçonnée et maltraitée à cause de lui. Il ne pouvait pas savoir quel lien mystérieux l'unissait lui, le gentilhomme, à la femme du peuple, et il ne le sut jamais. Mais le récit du vieux marin avait enfoncé une lame aiguë dans son cœur.

Il prit congé, par une longue et chaleureuse poignée de main, de cet homme à la vieille veste usée, qui était cependant beaucoup plus heureux que lui!

XXXVI

DEVANT LE TRIBUNAL

Enfin, il était là, ce jour fixé pour les débats. Rome entière prenait part à ce procès, dont l'étrangeté faisait une cause célèbre et dont les témoins, appartenant aux plus diverses classes de la société, avaient excité la curiosité du public. Urbain VIII y prenait peut-être le plus d'intérêt. Quoique assez mal disposé envers la société de Jésus, il avait à cœur de

sauver au moins les apparences. Le procès n'avait pas pour cause un incident obscur, il ne concernait pas des moines inconnus, un couvent ignoré, il s'attaquait au point central de la foi, aux hommes les plus éminents. Le désir de voir humilier un rival en puissance devait se taire devant la pensée d'une honte épouvantable pour tout le clergé.

Les débats commencèrent par l'audition de ceux des témoins qui avaient été en relations avec M. d'Ancier depuis son établissement à Rome. Ils se déclarèrent tous pour lui. La partie adverse en présenta un nombre égal qui nièrent l'identité avec plus ou moins de vivacité, de sorte que le pour et le contre se balançaient.

Après cette audition, qui dura plusieurs jours, les débats parlèrent de l'histoire des pommes empoisonnées, racontée au commencement de ce livre, laquelle avait incité M. d'Ancier à faire son testament et à se rendre chez MM. de Coucy et de La Barre.

Il s'entend de soi que l'avocat des Jésuites nia tous ces précédents, excepté la visite de M. d'Ancier à ces messieurs, pour les prier d'être ses témoins. — Il n'en avait fait mystère à personne, au contraire, l'avait racontée à tout le monde, de sorte qu'il était tout naturel que la partie adverse le sût et s'en servît.

Survinrent MM. de Coucy et de La Barre. Ils racontèrent l'un après l'autre la visite de M. d'Ancier chez eux, le 16 octobre. Ils exposèrent les divers sujets traités dans la conversation, et insistèrent sur l'inquiétude et l'agitation de leur visiteur, qui leur avait avoué que la crainte d'être poursuivi le faisait regarder souvent par la fenêtre et examiner la rue. Tous deux parlèrent avec une chaleur qui ne pouvait provenir que de la conviction de la vérité de leurs assertions, et ils terminèrent en déclarant que le vieillard qui était là était M. d'Ancier et qu'ils tiendraient pour un imposteur quiconque oserait s'arroger ce nom.

Ces témoignages firent une impression décisive sur l'auditoire.

L'avocat des Jésuites répondit qu'il tenait ces deux messieurs pour des hommes d'honneur, mais qu'il avait peu de foi en leur observation, si peu, que les juges devraient n'attacher qu'une importance médiocre à leur témoignage. S'ils reconnaissaient aujourd'hui M. d'Ancier, qu'est-ce qui les avait empêchés de voir un fourbe dans l'homme malade qui était au lit et dictait son testament? De quelle légèreté ne s'étaient-ils pas rendus coupables en apposant leurs signatures sous un document d'une telle importance, dicté par un imposteur! Selon toute apparence, ils n'auraient pas reconnu leur erreur si un intrigant rusé n'était venu leur ouvrir les yeux. Ils parlaient à présent d'une mystification et s'excusaient en disant que le malade avait été faiblement éclairé, que sa voix avait été singulièrement changée, et que l'acte se passant dans la chambre d'un homme succombant à une maladie contagieuse, leurs observations avaient été confuses et troubles. Cependant, la chambre

devait bien avoir été claire, puisqu'on y avait lu et écrit. La peur de la contagion pouvait-elle troubler ainsi, encore quand cette contagion avait été contestée par le père Cabano, le médecin ! Qu'est-ce qui nous répond que des gens qui se sont laissé abuser aussi grossièrement, ne soient pas abusés aujourd'hui encore ? Qui nous répond qu'ils ne renient un jour le plaignant, pour lequel ils parlent avec tant de chaleur, si un troisième M. d'Ancier vient se présenter et parvient à les gagner ? Qui nous répond qu'ils ne diraient pas plus tard encore du troisième : celui-ci n'est point encore le vrai M. d'Ancier ? J'ai la plus grande foi en l'intégrité des deux témoins, mais pas la moindre confiance en leur témoignage.

Ces paroles ne manquèrent pas leur effet ; elles firent naître le doute dans l'esprit des gens naïfs et non initiés ; ce doute, il est vrai, fut apaisé lorsque M. d'Ancier continua son récit. Un je ne sais quoi dans son air ingénu et dans son élocution simple prouvait l'honnête homme. Lorsqu'il eut raconté comment il était tombé dans les filets de Rezzoni, comment il avait été entraîné loin de Rome, puis ramené vers minuit, il arriva à ce point de son histoire où la voiture s'arrêta sur les bords du Tibre, où il fut déshabillé et où l'un des bandits sauta hors de la voiture avec les vêtements qu'il jeta dans un fossé voisin, probablement dans le dessein qu'on les y trouvât.

Savelli s'accrocha à ce point pour appuyer le dire de son client, ce qui était d'autant plus important qu'à partir de là tout témoignage manquait aux aventures de M. d'Ancier. Si l'on réussissait à prouver ce point, tout ce qui suivait devenait croyable et probable comme une conséquence naturelle, et l'issue du procès était heureuse.

Un paquet fut apporté dans la salle ; c'était celui que les sbires avaient pris dans le Ghetto à la pauvre femme qui, accroupie dans la hutte, avait assisté à la mystérieuse scène.

Cette femme était libre depuis longtemps et avait disparu ; on se contenta donc de lire ce qui était écrit dans le protocole et ce que le lecteur sait déjà.

Savelli parvint à établir que M. d'Ancier était le possesseur légitime de ces vêtements, et il le fit avec tant d'habileté que les sceptiques les plus acharnés firent mine de se rendre.

L'avocat des Jésuites avait une rude tâche, mais il ne perdit pas son sang-froid un seul instant.

Il dit :

« Je conviens que tout ce que nous venons d'entendre est fort entraînant, cependant je soutiens que c'est une invention ingénieuse, non une vérité. Ce ne sont pas les faits, mais leurs interprétations qui sont avantageuses à notre adversaire. Considérons les choses de mon point de vue, nous obtiendrons, je l'espère du moins, un résultat opposé. On a voulu nous prouver que les vêtements appartenaient au plaignant. Ceci

ne prouve pas que le plaignant soit M. d'Ancier. Ce gentilhomme, qui repose en Dieu, avait une belle garde-robe. Qui sait comment le plaignant s'est procuré ces habits ? Et d'ailleurs, personne n'a prouvé que le jour où M. d'Ancier s'est rendu chez MM. de Coucy et de La Barre, il portait ces habits ; ces messieurs, dont seul le témoignage pourrait être décisif, ont déclaré ne pas se le rappeler. Pour ce qui est de la scène dans la voiture, on en appelle à une femme du bas peuple, dont personne, ni au Barghello, ni au Buon-Governo, ne sait le nom, et qui a disparu. Qui sait si alors déjà on n'avait pas formé le projet de susciter un M. d'Ancier et si cette femme n'était pas dans le complot ? D'après le certificat que la police a donné à cette femme, cette supposition est admissible. Joignez à ces soupçons un fait qui complique encore les choses : dans cette même nuit, il a disparu à Rome un gentilhomme dont on n'a point encore retrouvé de traces. Qui nous dit que ce ne sont pas ses vêtements que nous avons sous les yeux, et que le faux M. d'Ancier s'est procurés, alors que personne ne les a connus siens, pour s'en servir comme d'une preuve ? Cette réfutation est de toute simplicité ; cependant, comme il se pourrait qu'on y voulût découvrir du sophisme, je veux n'avoir rien dit, car je vous réserve un dernier coup infaillible. »

Tandis que les juges et l'auditoire redoublaient d'attention, l'avocat se tourna vers M. d'Ancier et dit :

« Vous prétendez que ces vêtements vous appartiennent ?

— Oui ! répondit l'interlocuteur d'un ton ferme et sûr.

— En ce cas, reprit l'avocat, vous saurez mieux que personne ce qui manque ? Voyez-vous là tout ce que les bandits vous ont arraché ? »

M. d'Ancier s'approcha de la table, examina le paquet et répondit après un moment de réflexion :

« Il ne manque rien. Tout y est, même la chemise. — Peut-être seraient-ce les gants, mais je ne sais pas s'ils m'ont été ôtés ou si je les ai laissés, soit dans la voiture, soit dans la maison déserte.

— Si vous étiez M. d'Ancier, reprit l'avocat d'un ton railleur, ce gentilhomme si connu pour sa dévotion, ce ne seraient pas les gants auxquels vous auriez pensé, mais autre chose, — une amulette.

— Oui ! s'écria le gentilhomme en se frappant le front, mon amulette ! Elle n'y est point, on me l'avait arrachée aussi ; depuis des mois je la portais jour et nuit.

— Il est fâcheux qu'elle n'y soit point, reprit l'avocat ; vous pouvez objecter qu'elle a été perdue durant une nuit obscure, ramassée par un malhonnête homme, ou dérobée par cette femme, — tout cela serait possible et vraisemblable ; — mais alors M. d'Ancier, mort au couvent des Jésuites dix-sept jours après, ne devrait pas l'avoir portée jusqu'à sa dernière heure, mais alors cette amulette devrait, n'étant pas parmi les habits, se trouver ou chez un brocanteur juif ou au cou de quelque nouveau propriétaire, et non dans ma main ! »

Il tira de sa poche une amulette qui pendait à une chaîne en cheveux, et la tint suspendue.

Stupéfait, M. d'Ancier fixa l'amulette qu'il reconnut pour la sienne, tandis qu'une disposition hostile se manifestait contre lui dans la salle. Il recula presque effrayé ; à peine maître de ses sens, il retomba sur son siège. Pouvait-on en vouloir à ceux qui assistaient à cette scène de faiblesse, de la prendre pour une preuve de sa culpabilité ? Personne ne pouvait soupçonner le conflit secret qui agita son cœur oppressé et affaissé.

La stupéfaction de voir son amulette entre les mains de ses adversaires lui avait fait perdre contenance ; au moment même, il se dit que ce qui devait lui porter bonheur était l'instrument de sa perdition, et il fut accablé.

Après une longue interruption, les débats purent reprendre.

M. d'Ancier s'était remis en apparence, mais au fond son courage était brisé ; il commençait à perdre la foi en la justice qui ne lui était faite nulle part, et une indifférence confuse, idiote, apathique, la remplaçait.

La continuation de son récit fut pleine de fautes : manque de mémoire, répétitions, contradictions, en prolongèrent démesurément le cours ; ce ne fut qu'avec peine qu'il la termina en bégayant.

Savelli en reçut un contre-coup marquant ; son découragement provint du sentiment de n'avoir pas de preuves suffisantes pour venir au secours de son client. Il n'y avait pas moyen de compter sur l'employé de la police qui avait fait transporter M. d'Ancier de Fondi à Gaëte ; Rezzoni était mort, et il n'y avait rien à attendre des agents napolitains qui surveillaient leurs victimes en silence. Falconet, qui avait nommé M. d'Ancier par son nom lors de leur rencontre à Gaëte, avait avoué cela, mais en ajoutant qu'il avait à peine connu le gentilhomme.

L'avocat des Jésuites redoubla de hardiesse.

Il prouva que, pendant le temps que le faux M. d'Ancier prétendait avoir passé dans les cachots de Gaëte, le véritable, en parfait état physique et moral, avait fait avec son ami le père Ortiz une excursion à Monterone, petite ville sur la route de Civita-Vecchia à Rome.

Deux aubergistes de divers endroits furent appelés en témoignage. C'était gens simples de la campagne. Ils déclarèrent que, dans le temps indiqué, M. d'Ancier et le père Ortiz avaient séjourné chez eux. Tous deux avaient parlé français. Ils dirent que de leur vie ils n'avaient vu une ressemblance pareille à celle du gentilhomme et de l'accusé !...

D'accord avec ces dépositions, le livre du gardien de la porte Cavalleggeri montrait que le 29 octobre M. d'Ancier et le père Ortiz, revenant de Monterone, étaient rentrés à Rome.

Dans sa réplique, Savelli osa faire allusion à la possibilité d'une substitution de personnes, mais il fut terrassé par une quantité innombrable de témoins qui n'étaient pas des prêtres.

Tous ces gens prétendaient avoir vu M. d'Ancier à Rome, vers la fin d'octobre ou au commencement de novembre; en tout cas, longtemps après le 16 octobre, que le plaignant désignait pour le jour de son enlèvement. Et ce n'était point de faux témoins. Ils prenaient tous pour M. d'Ancier le fermier Denis Everard, qu'on avait à dessein montré autant que possible durant son court séjour à Rome.

L'avocat des Jésuites tourna en dérision les inventions malencontreuses de l'aventurier, et se mit à parler du séjour à Naples qui avait immédiatement précédé le procès. Il commença par dire que la chose regardait les tribunaux napolitains; cependant il l'exposait parce qu'elle était caractéristique. A Naples, l'accusé ou le plaignant avait d'abord tenté de passer pour M. d'Ancier.

Après avoir exposé tous les faits connus et les avoir qualifiés, d'après les actes de Gattini et les derniers aveux de Rezzoni, de mensonges et d'intrigues, il arriva à Villiers Gauthiot.

Celui-ci, en qualité d'héritier le plus proche de M. d'Ancier, était à coup sûr le plus intéressé à réclamer les biens considérables qui étaient revenus à l'Église par testament, si l'ombre d'une illégalité se manifestait. Cependant ce neveu ne se contentait pas de se taire. Non, il avait déclaré par écrit qu'il avait tout lieu de croire que son oncle était mort au collège des Jésuites.

Là-dessus, il pria le juge de lire une lettre datée de Castellamare. Le juge déplia la lettre et lut ce qui suit :

« Sur le point de quitter le service de S. A. le vice-roi de Naples et de retourner en Espagne, où me rappelle la mort de mon beau-père, je ne puis répondre qu'en hâte aux questions que vous m'adressez au sujet de M. d'Ancier. Je veux croire que M. d'Ancier est mort au couvent des Jésuites, et je n'ai rien à démêler avec l'individu qui s'intitule ainsi. Je ne proteste pas contre le testament daté du mois de novembre 1626, et j'ai donné au tronc des pauvres de Castellamare la somme qui me revenait en vertu de ce testament.

» VILLIERS GAUTHIOT. »

Ce témoignage était écrasant. C'était une renonciation de la part d'un homme qui avait tout à espérer en protestant contre le testament. Personne ne connaissait les motifs de cette lettre; et bien que le double sens de ces mots : « Je veux croire que M. d'Ancier est mort au couvent des Jésuites, » n'échappât point à Savelli et lui fit entrevoir le mystérieux état des choses, cependant le manque absolu de preuves ne permit que d'élever des conjectures. Les débats furent clos après plusieurs jours. M. d'Ancier avait perdu son procès, c'est-à-dire sa fortune, son nom, son honneur.

Évanoui, il fut transporté hors de la salle.

XXXVII

LE PÈRE ORTIZ

L'issue du procès, si heureuse pour les Jésuites, avait ému jusqu'à Vitelleschi. Depuis que M. d'Ancier avait reparu, il avait dû garder sa mine tranquille, parler hautement avec mépris de son adversaire, l'impudent aventurier, et paraître sûr de la victoire, mais le fond de son cœur avait été sans cesse agité. Maintes fois pendant la nuit, il s'était réveillé, baigné dans une sueur froide, tourmenté par des rêves épouvantables; un cauchemar presque incessant lui montrait l'admoniteur de son ordre, celui qui avait le droit de le blâmer, lui, le général tout-puissant, et qui, à l'aide d'un concile, pouvait même le déposer. Il l'entendait proclamer le scandale causé par Vitelleschi; il voyait toute l'assemblée tumultueuse se mouvoir et mugir autour de lui; la haine que celui-ci ou celui-là nourrissait depuis des années contre lui se faisait jour. Enfin, l'anathème retentissait, le concile demandait sa déposition, et l'on brisait la baguette au-dessus de sa tête.....

C'étaient des rêves affreux! En se réveillant, il disait d'une voix étouffée : « J'ajouterais dix millions de ma fortune au million de M. d'Ancier pour pouvoir empêcher ce qui a été..... »

Le soir de la dernière séance, Vitelleschi se promenait à pas lents dans le jardin du couvent, lorsque Ortiz s'approcha de lui et le salua humblement.

« Gagné ! dit Vitelleschi après une pause, et ce mot s'échappa de sa poitrine comme un soupir. Une lourde pierre me tombe du cœur. Il s'avança de quelques pas et demanda : Comment se porte Cabano ? N'était-il pas à la séance ?

— Cabano va mal, dit Ortiz. Il croit ne souffrir que d'un refroidissement ; pour moi, je crois que c'est plus grave.

— Il s'est refroidi en descendant l'escalier durant cette froide nuit, les pieds nus et à demi-vêtu. Mais ce n'est pas cela seulement, il a fait ce qui dépassait ses forces et sa nature. Cette scène était trop violente pour ses nerfs.

— C'est vrai, c'est vrai, dit Ortiz ; aussi bien il est fort désagréable à présent de dormir dans la même cellule. Ce n'est pas à cause de la toux seulement, mais ses cris en rêves sont effrayants.

— Aie soin de lui, dit Vitelleschi ; de tels malades sont vraiment dangereux. »

Les deux Jésuites se promenèrent quelque temps en silence.

« Maintenant, je comprends tout, reprit Vitelleschi, tout se décompose à mes yeux, et je saisis la suite des événements. Nous-mêmes nous avons été dans l'erreur. Villiers Gauthiot, de l'innocence ou de la complicité duquel nous ne pouvions être sûrs, pour qui les calculs de probabilité disaient ceci aujourd'hui, demain cela, Villiers Gauthiot est justifié. Rezzoni était un aventurier, un chevalier d'industrie auquel les ressources de la maison de jeu étaient venues à manquer. Il eut l'idée de mettre le vieillard à contribution. Comme celui-ci ne se laissa pas duper, et ne voulut pas reconnaître en lui son fils naturel, Rezzoni, effrayé de sa tentative, craignit la justice, et eut l'idée de livrer M. d'Ancier à la police de Naples. Il servit ainsi son complice Lagrâce, qui, découvert et poursuivi, était déjà à demi perdu. Ensuite, le bandit qui sauta hors de la voiture avec les habits, nous a rapporté l'amulette; il nous a rendu sans le savoir un grand service. Oui, c'est bien comme cela. Une seule circonstance est restée obscure : l'affaire des pommes ? De qui provenait ce présent, et que signifiait-il ?

— L'histoire des pommes, monseigneur, dit Ortiz en hésitant et en arrachant les feuilles à un rameau qu'il venait de cueillir, elle fut de mon invention.

— Ton invention ! s'écria Vitelleschi, qu'est-ce que cela signifie ? Les pommes étaient empoisonnées ?

— Non pas, dit Ortiz. La chimie douteuse du père Cabano y a trouvé du poison, mais les pommes n'étaient que préparées. C'est un de ces tours que sait faire n'importe quel jongleur de foire.

— Mais dans quel but ? demanda Vitelleschi presque irrité.

— Dans quel but ? répéta Ortiz. Je voulais effrayer le gentilhomme, le pousser à un acte qu'il remettait sans cesse avec une opiniâtreté insupportable ! Aussi ce présent eut-il une influence décisive. Vous savez, monseigneur, le lendemain même...

— Oui, oui ! dit Vitelleschi, le lendemain il alla chercher les témoins. »

Il recula de quelques pas, s'appuya contre le piédestal d'une statue, regarda son disciple d'un œil étincelant et lui dit :

« Qui es-tu, pour oser agir à mon insu, sans mon commandement ?

— Grâce, mon révérend père ! s'écria Ortiz. Cet acte était insignifiant, les suites lui ont donné de l'importance ; mon intention était bonne, je n'avais en vue que le bien de notre ordre.

— Cela est vrai, dit Vitelleschi gravement. Un anneau s'est joint à l'autre, jusqu'à ce que l'épouvantable chaîne fût formée. Je ne l'ai pas voulu — moi, ni personne !... — Ainsi, tu es chimiste ?

— Un peu ! balbutia Ortiz.

— Je n'aime pas les chimistes, accentua Vitelleschi, je n'en veux pas autour de moi. Il fit encore quelques pas, et dit :

— Tu partiras demain pour Besançon, et tu y dirigeras l'érection du collège, à la place de Cabano qui est malade, et qui s'y entendrait moins bien.

— Vous me bannissez, monseigneur, s'écria Ortiz en s'agenouillant. Vous connaissez mon dévouement absolu, vous savez que mon bonheur est de vivre auprès de vous. Je n'ai été poussé que par le désir de vous servir, vous et la congrégation. Grâce ! grâce !

— Je ne te bannis pas ! répliqua Vitelleschi tranquillement, je reconnais tes mérites et les récompense, tout en regrettant au fond de mon âme de te voir si méritant ! Oui, Ortiz, tu aurais dû rester à ton observatoire, à tes étoiles, à tes nombres ! Cependant tout a été parce que cela devait être. Tu es supérieur. Adieu !

XXXVIII

LE MENDIANT DE BESANÇON

M. d'Ancier avait par son procès perdu tout ce qui rend la vie souhaitable ; il devait encore perdre le peu qui lui restait, sa santé et sa raison.

Attaqué par une maladie dangereuse, il gisait dans son lit, tandis que Savelli faisait des efforts surhumains pour sauver en seconde instance la cause de son client.

Ce fut en vain. Vaincu de nouveau, les choses s'envenimèrent au point que l'avocat ne fut plus en sûreté à Rome. La haine du clergé, qui pesait depuis longtemps sur lui, était devenue implacable et persécutrice depuis ce dernier et scandaleux procès. Savelli songea à se mettre en sûreté, et pour échapper à la sainte Inquisition, se réfugia à Venise, qui alors encore offrait un asile à ceux que poursuivait la haine du clergé romain.

MM. de Coucy et de La Barre furent également induits à quitter la ville sainte.

On fit sortir M. d'Ancier de l'hospice où on l'avait retenu. On renonça à intenter un procès à un aliéné qui avait paru dangereux un moment, parce qu'on n'avait pas reconnu les symptômes de démence qui germaient en lui et qui maintenant se manifestaient ouvertement. Il pouvait aller et venir suivant sa fantaisie...

Cependant, sous la direction énergique du père Ortiz, l'église des Jésuites et le collège y attenant s'élevaient à Besançon. C'est le collège qu'on voit encore sur la place de la préfecture, monument imposant, construit tout en pierres de taille, traversé par de hauts corridors et

de longs couloirs. Celui qui le voyait s'élever dans sa hauteur et sa fierté était loin de se douter qu'un forfait en avait posé la base, et que l'imposture mettait pierre sur pierre ! Une fois encore, comme dans les vieilles légendes, le diable avait aidé à bâtir une église ! Des deux côtés du fronton, des statues de saints, les uns avec la crosse, les autres des livres sous le bras, étaient sculptés dans des niches. Au sommet était la statue de saint Ignace, tout enveloppée des pieds à la tête d'une auréole d'or qui reluisait au soleil ; suivant les règles de l'Église, cette distinction était réservée à Marie et au Christ ; mais les Jésuites la réclamaient pour leur fondateur. Cette auréole qui étincelait avec tant d'impudence, où avait-elle pris ces rayons effrontés ? Au-dessus du portail, se lisait cette inscription :

Ex munificentia Domini d'Ancier, Has ædes Erexit societas Jesu, ad majorem Dei gloriam.

Un jour que les maçons étaient occupés à démolir l'échafaudage, un vieux mendiant s'arrêta devant ce bâtiment. Ses cheveux étaient blancs, ses souliers étaient déchirés, sa main tenait un bâton comme s'il venait d'un long pèlerinage. Il regarda l'église, et lorsqu'il eut déchiffré l'inscription, il partit d'un éclat de rire prolongé. On s'attroupa autour de lui, et on lui demanda qui il était, d'où il venait. Là-dessus il se rengorgea et répondit d'un ton ferme : « Je suis M. d'Ancier, je fais bâtir cette église, mais je n'en suis pas content. » On comprit alors qu'il était fou.

Besançon vit toute une année ce pauvre vieil aliéné errer sans abri à travers ses rues. Cependant il ne s'arrêtait et ne mendiait nulle part, il vivait de ce que les passants bénévoles lui donnaient de leur propre mouvement, et l'on dit que rarement il en était réduit à coucher dans une cour ou dans la rue. Il était impossible d'avoir avec lui une conversation suivie. En général, il n'entendait pas quand on l'accostait, mais on remarqua que, dans ses courses égarées, il s'arrêtait soudain et parlait haut. Souvent, et sans raison apparente, il mêlait des blasphèmes aux prières et aux versets de la Bible qu'il murmurait. D'autres fois, il chantait une chanson qui raillait les Jésuites ; cependant il était si inoffensif et il excitait une si grande pitié, que la dévote population ne fut pas choquée par ses dires. En dépit de sa mine, dont ses vêtements misérables rehaussaient encore l'égarément, il touchait les cœurs par l'expression de ses yeux qui reflétait un malheur profond. Outre cela, il y avait en Franche-Comté un parti assez considérable qui, en dépit de l'anathème juridique, le tenait pour M. d'Ancier.

Il n'y avait qu'un homme qui le fuyait : c'était Denis Everard, le riche meunier de Montferrand. Quand de sa voiture il apercevait le mendiant aliéné, il fouettait ses chevaux et se sauvait au galop. Ce vilain homme s'était adonné à la boisson, et cherchait dans chaque cabaret des compa-

gnons de jeu et d'ivrognerie. Un jour qu'il revenait d'une orgie, le pied lui glissa, il tomba dans la rivière, et les roues de son moulin l'écrasèrent.

Un vendredi, que le couvent des Jésuites distribuait la soupe des pauvres, le mendiant aliéné s'y arrêta. Une foule compacte de vieillards, hommes et femmes, tenant leurs pots en main assiégeaient la porte ; un frère convers, armé d'une grande cuiller et d'une casserole de cuivre, distribuait les dons de lamiséricorde d'un air humble et bénin. Le vieux mendiant, poussé par la faim, se pressa aussi, ne se doutant pas qu'il venait à l'ennemi. Le Jésuite le remarqua, lui dit d'attendre, et lui rapporta bientôt une assiettée de soupe particulière, que le vieux dévora si gloutonnement qu'il fut raillé par son entourage affamé.

Mais à peine avait-il tourné le coin de la rue qu'il tomba à la renverse, et rendit l'esprit au milieu de crampes violentes ; il était mort en moins d'une heure.

Il est arrivé que des gens après avoir souffert de la faim trop longtemps, ont succombé à la première nourriture qu'ils ont prise. On admit que c'était le cas ici.

Mais il y eut beaucoup de gens qui n'y crurent pas, et qui, en apprenant la mort du mendiant, hochèrent de la tête et se dirent autre chose à l'oreille. Mais ces voix aussi s'éteignirent vite, lorsque la tombe sans nom et sans croix se fut fermée sur l'infortuné.

Villiers Gauthiot, qui avait épousé Juana de Lovis, vivait à Madrid depuis la mort de son beau-père, et s'était réconcilié avec la famille Lerma. Lorsqu'il apprit par hasard l'issue du procès de son oncle, et qu'il sut que sa lettre de Castellamare y avait contribué, sa colère fit place à d'amers remords. Il courut à Rome pour secourir l'infortuné. Il ne le trouva pas ; M. d'Ancier avait déjà commencé son pèlerinage mystérieux et avait disparu. Villiers revint sans résultat.

Cabano mourut dans l'année du procès, après une longue et douloureuse maladie.

Vitelleschi vécut encore de longues années. Sur son lit de mort, cet octogénaire déclara n'avoir jamais fait à quelqu'un de tort volontaire. Singulière obstination des puissants de ce monde, de continuer jusqu'au dernier soupir la comédie qu'ils ont jouée toute leur vie ! Vitelleschi avait combattu les hérétiques à outrance, et était la cause de la mort de milliers de gens. Il lutta pour un principe vermoulu avec cette énergie malade qui a quelque chose de tragique, et pour laquelle, en raison de l'inutilité de ses efforts gigantesques, on éprouve de la pitié au lieu de l'horreur qu'elle inspirerait naturellement. Oui, ce principe était vermoulu ! Au-dessus des toits altiers des collèges des jésuites, se levait l'aurore qui devait rajeunir un monde. La Hollande était l'asile de tous

les nobles esprits qui, dans la libre recherche, aspiraient à se débarrasser du joug de la société. Déjà Descartes (qui, par une coïncidence étrange, avait porté l'épée contre les protestants de la Bohême) songeait à un système qui déduisait tout l'être de la puissance de la pensée ; Spinoza apporta à ce temps la doctrine de son éthique ; Bayle lançait, en riant, aux hypocrites, les flèches de son ironie dans la personne de Guillaume d'Orange. La liberté politique était assurée en Angleterre, et l'esprit germanique protestant déployait hardiment la bannière de la tolérance, de la libre recherche ! *A la plus grande gloire de l'esprit humain*, telle fut la devise du phénix qui s'échappa du bûcher enflammé, déploya ses ailes et prit un vol de plus en plus haut !

Traduit de l'allemand de ALFRED MEISSNER.

POÉSIES

RÊVES DE FLOTTE

SONNETS IMITÉS DE L'ALLEMAND DE F. FREILIGRATH¹

I

Un sapin se plaignait, aux bois de l'Allemagne :
« Je languis, solitaire, au sommet du coupeau ;
» Quand on m'abat, je porte un fleuron d'oripeau
» Et je meurs avili, comme mât de cocagne.

¹ Les six sonnets, dont nous reproduisons les idées fondamentales d'après M. Ferdinand Freiligrath, font partie d'une collection de poèmes publiés par lui en 1844, sous le titre : « *Une profession de foi*. » Composés à Saint-Goar, en juillet 1843, ils ne sont peut-être pas dénués d'intérêt, au moment où le patriotisme allemand s'abandonne de nouveau à ses rêves de flotte.

La *Profession de foi* mérite ce nom : c'est un véritable manifeste politique, par lequel le charmant poète se place énergiquement du côté de l'opposition. Il venait de renoncer à une petite pension que le roi de Prusse lui avait accordée pendant deux ans, et dès lors il arbora publiquement le drapeau du radicalisme.

Tous ceux qui ont suivi la carrière de M. Freiligrath lui rendront la justice de reconnaître que, depuis 1844 jusqu'en 1862, en dépit des persécutions et des épreuves d'un double exil, il a noblement persévéré dans la voie tracée en tête de son œuvre : « Ferme et inébranlable, je me range du parti de ceux qui opposent le front et la poitrine à la réaction. Il n'est plus de vie pour moi sans liberté ! quelles que soient les destinées de ce petit livre et les miennes, — tant que durera l'oppression sous laquelle je vois gémir ma patrie, mon cœur saignera et se révoltera, ma bouche et mon bras ne se fatigueront point à travailler dans la mesure de leurs forces, à la conquête de jours meilleurs. Mes yeux sont tournés vers l'avenir. »

- » Que ne m'est-il donné de quitter la montagne
 - » Pour être mâât de hune, arborant le drapeau?
 - » A mes pieds les marins lanceraient le harpeau ;
 - » Je verrais les conflits que la gloire accompagne.
-
- » Dans la mêlée alors quelque vaillant soldat,
 - » Qui meurt pour son pays, finirait sa carrière,
 - » S'appuyant contre moi dans son dernier combat.
-
- » Tandis que maintenant, au fond de la clairière,
 - » Souvent mon tronc rugueux se teint en incarnat
 - » Du sang d'un braconnier fusillé par derrière. »

II

Chaque mâât pavoisé porte sa banderole ;
 Les vents gonflent les plis du drapeau tricolor
 Aux rayons rouge et noir, que vient rehausser l'or :
 D'une Allemagne unie auguste et grand symbole.

La mer en resplendit comme d'une auréole.
 Si nos martyrs pouvaient saluer ton essor,
 Emblème d'union, que tous nos rois, d'accord,
 Avaient mis en lambeaux au nom d'un protocole!

Arborer tes couleurs se nommait trahison ;
 L'exil impitoyable et souvent la prison
 Faisaient justice, hélas ! du pauvre *idéologue*.

L'étendard prohibé nous précède aux combats ;
 L'escadre en est couverte, et tout change ici-bas :
 Jusqu'au vieil Océan qui se fait démagogue.

III

Vous voulez baptiser notre flotte future ? —
 Ce bâtiment guerrier, dont le câble se tord,
 Dont un canon braqué domine le sabord,
 Est « l'Arndt, » noble frégate à la fine voilure.

Puis « les Sept Électeurs » — nom de mauvais augure, —
Navire vermoulu, toujours virant de bord,
Amenant pavillon et s'écartant du port ; —
Et « la Hanse, » corvette à puissante envergure.

Le superbe trois-mâts, au sillage profond,
Est un corsaire heureux, « le Frédéric Second ; » —
La goëlette ailée est « la Reine Louise. »

Vos cœurs palpitent en suivant le cutter
Qui, prêt au branle-bas, n'a souci de la bise ;
Vous l'avez deviné : c'est le « Martin Luther. »

IV

Combien d'autres encore ont bravé la tempête !
Leur quille a sillonné les flots tumultueux,
Et leur proue effleura les rocs anfractueux :
C'est « l'Alexandre Humboldt » qui navigue à leur tête ;

Après lui « le Goëthe, » que nul reflux n'arrête,
Et que « le Schiller » suit d'un vol impétueux ;
Et « la Libre-Pensée, » au bord majestueux,
Qui lance des boulets du fond de sa retraite.

Je vois flotter aux vents d'innombrables pennons.
Qu'importe, ô vaste mer, le titre des trirèmes ?
Leurs parrains sont puissants et nous les devinons.

Nous n'avons pas besoin d'emprunter des emblèmes :
Nous avons des héros, des dates et des noms.
Donnez-nous des vaisseaux : nous ferons les baptêmes.

V

Je la vois arriver, cette heure qu'on retarde ;
C'est en vain que d'un peuple on retient le penchant :
Au rivage, où veillait quelque vaisseau marchand,
Toute une escadre est prête et fera bonne garde.

Mais voici l'ennemi qui vers nous se hasarde !
Toutes voiles dehors il cingle en s'approchant.
La fusée étincelle et s'envole au couchant,
Signal que dans les airs a lancé la bombe.

Feu !!! — le commandement sortit du porte-voix.
Les boulets ont brisé les mâts et les pavots ;
La fumée obscurcit le ciel comme un nuage.

L'Océan agité s'est couvert de débris. —
Attachez les grappins ! sautez à l'abordage ! —
Par de pareils combats les hommes sont mûris.

VI

Quand, enivrés de poudre, en dépit des rafales,
Nous aurons recueilli nos immortels lauriers ;
Lorsque la mer houleuse aura vu nos guerriers
Sortir victorieux des batailles navales, —

Alors n'oubliez pas les dépouilles royales.
Debout ! la hache en main, hardis aventuriers !
Coupez les éperons, faites-en des leviers :
Ils orneront un jour les colonnes rostrales.

Vous qui nous saluez de cris approbateurs,
Voici notre trophée, ô joyeux spectateurs !
Le plus grand que l'audace arrache à la fortune.

A l'œuvre, bannerets ! hissez le labarum.
Comme aux anciens Romains, donnez-nous le Forum :
Et nous saurons bientôt y dresser la tribune.

THÉODORE KARCHER.

CORRESPONDANCE LITTÉRAIRE D'ALLEMAGNE

Lectures sur l'homme, de VOGT. — *Les limites de l'homme*, de MOLESCHOTT. — *Le cerveau et l'esprit*, de PIEDERIT. — *Isis*. — *Morceaux choisis*, de FICHTE.

Depuis quelques années, le matérialisme a fait de très-grands progrès en Allemagne. Il inspire la plupart des nouveaux ouvrages de philosophie, et pour peu qu'il conserve encore quelque temps cette supériorité, il entraînera la littérature allemande dans une voie pernicieuse et fatale. Il substituera le réalisme à l'idéal, la grossièreté à l'élégance, le laisser-aller à la distinction. La poésie lyrique, cette fleur de la littérature allemande, transplantée sur ce sol aride, se flétrira bientôt et se verra abandonnée pour le drame échevelé ou pour le roman réaliste. Les Allemands, qui n'ont que du mépris pour la littérature française actuelle, n'auront plus alors aucune raison de se croire supérieurs à nous, et ils pourront se moquer d'eux-mêmes tout à leur aise. Voilà les suites inévitables du nouveau mouvement. Quant à son origine, il faut la voir dans la philosophie éternante de Hegel, qui avait dominé l'époque précédente. Elle avait tellement affaibli et faussé les esprits, qu'on éprouve à présent le besoin de se retremper dans la réalité, au risque de perdre le peu de force morale et d'énergie intellectuelle qu'on a conservé. Alors on était un panthéiste à tous crins; aujourd'hui, on est matérialiste renforcé : juste retour des choses d'ici-bas, où l'on voit toujours un excès appeler un autre excès.

Les chefs avoués et reconnus de l'école matérialiste allemande sont MM. Vogt et Moleschott. Tous deux compromis dans les événements politiques de 48, et envoyés en exil, ils ont trouvé à l'étranger, grâce à leur talent, un accueil sympathique et une position honorable : l'un est professeur à l'académie de Genève et l'autre à l'université de Turin. M. Vogt, doué d'un talent facile et actif, se livre aux travaux les plus variés avec la même aptitude et le même bonheur. Député au grand Conseil de Genève, il défend les intérêts de son pays d'adoption ; revêtu

d'une mission scientifique au nord de l'Europe, il recueille et met en ordre les observations les plus minutieuses et les plus importantes; enfin, chargé de faire dans les environs de Genève des lectures publiques sur quelques parties de l'histoire naturelle, qui est sa spécialité, il traite de l'homme, il lui assigne sa place et fixe son rôle dans la création. Encouragé par les applaudissements de ses auditeurs, il s'est décidé à publier son cours, qui paraîtra en quatre livraisons. La première seule a déjà paru, et fait vivement désirer les trois autres. Elle traite presque exclusivement du cerveau, de sa forme, de son organisation et de son activité. M. Vogt y est original et intéressant, même après les beaux travaux des savants français : il s'appuie beaucoup sur quelques récentes publications anglaises, et sur plusieurs expériences ou découvertes scientifiques personnelles. Son exposition lucide et attachante n'est gâtée par aucune allusion favorable au matérialisme, et appartient tout à fait à la science.

M. Moleschott n'a pas voulu ou n'a pas pu garder la même réserve dans le discours qu'il a prononcé sur les limites de l'homme, à la réouverture des cours de l'université de Turin, et il serait difficile de séparer dans ce petit opuscule le philosophe du savant. Les limites qu'il examine sont celles des sens dont elles restreignent la force et l'action. Chargés d'absorber la matière nécessaire à la vie, les sens ne peuvent en absorber qu'une certaine partie. Un homme, par exemple, jouissant d'une bonne santé, consommera chaque jour trois kilogrammes et demi d'aliments et de boisson, et pas un hectogramme de plus. S'il essayait d'augmenter cette consommation, il perdrait l'appétit et serait incapable d'une bonne digestion. Ce n'est pas tout : les sens, limités dans leur force d'absorption, ne le sont pas moins dans leurs rapports avec la matière. Que l'homme essaye de s'affranchir de cette dépendance, aussitôt il paiera de la vie sa témérité. Si, par exemple, il s'élève au-dessus de la couche atmosphérique, son cœur cesse de battre et il meurt.

Ainsi, selon M. Moleschott, nos organes, doués d'une merveilleuse pénétration, sont toujours bornés par leurs tissus. « Semblables, dit-il, à la machine à vapeur qui s'arrête faute d'eau, ils ne transmettent plus aucune impression, faute de sang. » L'homme se trouve de cette manière enfermé dans un cercle de Popilius qu'il ne peut franchir que sous peine de mort. Fils de la terre, il est soumis aux mêmes lois que cette mère féconde. Il prétend la dominer, mais c'est elle qui l'entraîne dans son mouvement; il se vante même, avec le poète, de régir les mondes étoilés qui l'entourent, et il ne s'aperçoit pas qu'il subit leur influence. En conséquence, il ne nous reste d'autres ressources que celles de perfectionner nos sens, si imparfaits et si impuissants. C'est ce que nous faisons dès que nous avons la conscience de notre faiblesse. Notre vue ne porte qu'à une certaine distance, nous imaginons le télescope; la force tractive de la voile ou du cheval nous semble insuffisante, et nous inventons la machine à vapeur. Ainsi du reste. « L'histoire de la civilisation, dit alors M. Moleschott, tourne en grande partie autour de l'histoire du développement des sens. » Toute découverte qui vient au secours des derniers fait faire un pas à la première, et, suivant ce principe, la civilisation est bien décidément du côté des canons rayés. Telles prémisses, telle

conclusion : l'homme n'étant qu'un agrégat d'atomes, les pas de la civilisation ne sont qu'une collection de brevets d'invention, avec la garantie du gouvernement.

Dans un semblable système, la psychologie est ramenée à la physiologie, et la pensée à une réaction de la moelle du cervelet. Tel est le sujet que développe M. le Dr Piederit, élève encore inconnu de MM. Vogt et Moleschott. Il prétend avec Hegel, que malgré tous les efforts des philosophes, la psychologie a fait bien peu de progrès depuis Aristote. Il attribue la cause de ce fait regrettable à l'impuissance des philosophes à s'entendre sur les forces fondamentales de l'esprit. Dans cette incapacité reconnue, ils doivent céder la place à d'autres explorateurs plus habiles et plus heureux, qui sont les physiologistes. M. Piederit n'expose pas d'une manière complète la nouvelle science psychologique, il se borne à en tracer les principaux linéaments. Il distingue d'abord entre l'âme et l'esprit : la première est la force plastique mystérieuse, qui, renfermée dans le germe vital, se manifeste dans le développement régulier de l'organisme. Elle est propre à tout être organique, à la plante aussi bien qu'à l'animal, et elle anime l'univers entier sous le nom d'âme universelle. L'esprit, au contraire, est la simple fonction d'un organe du cerveau. Il n'est ainsi que la force animique arrivée à sa complète manifestation. C'est cette propriété, commune seulement aux êtres doués d'un cerveau, qui fait l'objet de la psychologie ; quant à l'âme, individuelle ou universelle, c'est un mystère qu'il serait inutile de vouloir pénétrer.

L'esprit a son siège dans le cerveau, et jusqu'ici on a en vain essayé de déchirer le voile qui l'enveloppe. Psychologues et physiologistes ont échoué dans cette tâche ; les premiers, en suivant la voie de la spéculation ; les autres, en suivant celle de l'expérience. M. Piederit propose alors une troisième et nouvelle méthode qui est celle de l'analogie. Comparant le cerveau à la moelle épinière, il conclut de la ressemblance de leur structure à la ressemblance de leurs fonctions. La conclusion n'est pas fort rigoureuse ; mais, en attendant de posséder le vrai, dit-il, il faut se contenter du vraisemblable. Il examine donc l'activité psychologique de la substance blanche de la moelle, et il la trouve en partie sensible, réceptive, en partie mobile, expansive. L'ensemble des nerfs réceptifs est appelé par M. Piederit organe de la représentation ou intelligence ; et l'ensemble des nerfs expansifs, organe de la volition ou volonté. Ces deux centres d'activité sont mis en relation par la substance grise, qui joue le même rôle dans le cerveau que dans la moelle, où elle sert d'intermédiaire entre les deux parties de la substance blanche. Toute l'activité intellectuelle reviendrait ainsi à une action réciproque des deux organes l'un sur l'autre. Le premier, celui de l'intelligence, ne fait que recevoir et conserver les impressions qui se développent en représentations, formant la somme des propriétés d'un objet, saisies par les sens. Le second, celui de la volonté, sollicité par ces impressions, réagit contre elles, et leur donnant plus d'intensité et plus de durée, constitue proprement la pensée. De cette manière, on peut suivre le phénomène intellectuel dans toutes ses phases, depuis le moment où il est simple sensation, jusqu'à celui où il devient idée ou notion. On peut même calculer, montre en main, combien de temps il

faut pour élaborer dans le cerveau une idée nette. M. Moleschott prétend qu'il faut un huitième de seconde pour donner à une perception externe la valeur d'une idée claire, et que dans une heure, le cerveau peut s'occuper de douze cents pensées.

Il serait facile d'arrêter tout court M. Piederit et ses amis, en leur faisant observer que leurs travaux ne rentrent pas dans la psychologie et n'appartiennent pas même à la philosophie. Qu'est-ce que cette dernière, en effet? C'est la recherche des causes en général, et d'une cause unique en particulier. Or, ces messieurs, bien loin de se livrer à un travail de ce genre, se contentent de décrire le phénomène intellectuel, et leur tableau, quelque exact et original qu'il soit, ne sortira jamais des limites de la physiologie. Aussi longtemps qu'ils n'expliqueront pas comment la sensation devient idée, et de quelle manière l'une se distingue de l'autre, ils tourneront autour du vrai problème philosophique et ne feront faire aucun pas à la science psychologique. La philosophie doit attendre son salut d'un autre messie que d'un matérialiste. Elle ne l'obtiendra pas davantage de ces écrivains douteux, qui n'appartiennent ni au spiritualisme, ni au matérialisme, et qui louvoient entre ces deux bords pour aller se perdre sur l'écueil du mysticisme. L'auteur anonyme d'*Isis*, ou l'*Homme et le Monde*, semble appartenir à cette classe. Son ouvrage se composera de quatre volumes, dont le premier seul a paru. Il traite des idées et des notions, de Dieu dans l'histoire, de l'homme et du monde surnaturel, de l'esprit et de l'immortalité, du bien et du mal. On ne voit pas trop le lien logique qui resserre ces différentes parties; et ce qui est moins encourageant encore, c'est le but que l'auteur se propose d'atteindre, en prouvant que *l'homme est plus élevé qu'il ne pensait, plus vertueux qu'il ne croyait, et plus heureux qu'il ne supposait*. Il était vraiment bien nécessaire de consacrer quatre volumes à une thèse aussi absurde et aussi inutile. Tout le monde préférera à ces tentatives prétentieuses le modeste choix de morceaux tirés des œuvres philosophiques et des lettres intimes de Fichte. L'auteur de ce recueil est un descendant de l'illustre patriote, Édouard Fichte; il a fait précéder son œuvre d'une excellente notice biographique, et il a rangé ces citations sous les chefs suivants : *Dieu et l'immortalité, la morale, la pédagogie et l'esthétique, le christianisme et l'Église, l'État et la Constitution*. C'est un petit livre que liront tous ceux qui aiment la philosophie et qui n'ont pas le temps de parcourir les œuvres complètes du créateur de l'idéalisme transcendantal.

A. MAILLARD.

CORRESPONDANCE DE LONDRES

27 juillet 1863.

Mon cher Directeur,

Vous souvenez-vous que, peu de temps avant la guerre de Crimée, lord Clarendon peignant la situation de l'Europe, disait qu'elle était entraînée à la guerre, comme ces débris qu'emporte un puissant courant : *drifting into war* ; cette expression pittoresque, malheureusement presque intraduisible, est de nouveau sur toutes les lèvres. Tout le monde sent que l'Angleterre s'est mise, avec la France et l'Autriche, sur un radeau qui chemine encore paisiblement, mais qui bientôt arrivera à un Niagara quelconque. La réponse du prince Gortschakoff à lord Russell a arraché le bandeau de tous les yeux : il y a un mois, on était insouciant, le chancelier de l'Échiquier se promettait un large excédant de recettes, sir C. Wood faisait remarquer avec complaisance aux Chambres que le budget de l'empire indien, au lieu de se solder comme les années précédentes par un déficit, avait, cette année, été réglé par une balance de plus de trente millions de francs en faveur des recettes ; la Chambre jetait complaisamment à lord Palmerston des sommes immenses pour achever les fortifications de Plymouth, moins pour se garantir contre les fureurs aujourd'hui évanouies de l'invasion que pour donner au premier ministre une marque de confiance et de satisfaction ; s'il y avait un point noir dans l'horizon politique, c'était bien loin, de l'autre côté de l'Atlantique, sur ces rives fermées par le blocus et ensanglantées par la guerre civile. Mais là encore, on cherchait des motifs de contentement : on voyait une république rivale se dissoudre, on annonçait avec confiance que la séparation des États-Unis était définitive ; chacun, après M. Gladstone, se plaisait à dire que Jefferson Davis avait créé une armée, une marine, une nation ; on jetait des fleurs sur la route de Stonewall Jackson, qu'on comparait aux héros de l'armée de Cromwell : on faisait des souscriptions pour lui élever une statue et pour l'offrir à la Virginie.

Un [membre du Parlement, dans la discussion relative à la reconnaissance des États du Sud, soulevée par M. Roebuck, disait plaisamment qu'en mettant ensemble tous les amis du gouvernement de Washington, en Angleterre, on pourrait bien en remplir un omnibus. Si l'on obligeait M. Roebuck à retirer sa motion, c'était non pour donner une marque de sympathie à la cause fédérale, mais parce qu'on voulait continuer à se tenir dans la neutralité et assister de loin, les bras croisés, à la ruine de la grande démocratie américaine. On suppliait M. Roebuck de retirer lui-même son intempestive motion, parce que si la Chambre était obligée de la rejeter par un vote, ce vote pourrait être mal interprété par les confédérés et leur sembler trop hostile. Laroche foucauld avait bien raison de dire que le malheur de nos amis a toujours quelque chose qui nous chatouille agréablement; mais qu'est-ce quand il s'agit du malheur de nos ennemis? Oui, jusqu'à ces derniers jours, l'Angleterre (nivrée de sa propre grandeur, fière à bon droit de sa prospérité, heureuse de voir son empire lointain de l'Inde grandir en richesse et en puissance; satisfaite d'avoir donné hier un nouveau souverain à la Grèce et d'avoir assuré ainsi son influence en Orient pour de certaines éventualités; l'Angleterre voyait encore, avec une joie mal dissimulée, les États-Unis en proie à la guerre civile et déchirés par une redoutable révolution. Elle rêvait la ruine définitive de cet empire maritime qui, en moins de deux siècles, avait atteint un si grand développement. Les succès de Lee la consolait des victoires des Français au Mexique : la résistance de Vicksburg, de la chute de Puebla.

Le *Times* invitait les Français, avec une touchante bonhomie, à civiliser le Mexique, à lui rendre l'ordre et la prospérité. Mais depuis huit jours que de désillusions ! le général Lee en retraite derrière le Potomac, quand on le croyait déjà maître de Washington ! Vicksburg et Port Hudson tombés, c'est-à-dire le Mississipi tout entier aux mains des fédéraux, quand déjà on annonçait le retour prochain des confédérés à la Nouvelle-Orléans, enfin la note du prince Gortschakoff retentissant dans le ciel serein de l'Angleterre comme l'annonce d'une tempête prochaine : le fantôme de la guerre se montrant pour la première fois aux yeux de la nation ! Il n'est plus temps de regarder à l'Ouest, du côté de l'Atlantique : il faudra cesser un moment de suivre, sur la carte d'Amérique, la marche des armées dans ces provinces, dont tous les noms nous sont devenus familiers. C'est à l'Est qu'il faut regarder maintenant : il s'agit d'apprendre une géographie nouvelle. Savions-nous où était la Lithuanie, et Kiew, la ville sainte, et la Volhynie ? Il y a un mois, nous nous arrêtions à peine d'un œil distrait à ces télégrammes que chaque jour apportait de Cracovie ou de Varsovie : il faut bien maintenant s'y arrêter et épeler ces noms barbares.

Sera-ce la paix ! sera-ce la guerre ? On l'ignore encore, mais on est bien forcé de se faire cette question et d'analyser tous les éléments du problème. Ce sera la guerre, disent les premiers, que nous l'ayons ou non voulue. Nous avons lié notre action diplomatiquement à celle de la France et de l'Autriche, fait les mêmes demandes, réclamé comme elles les six points et l'armistice. Si la France se résout à la guerre, si l'Autriche consent à la suivre, pouvons-nous demeurer en arrière et regarder de loin les luttes engagées au nom des principes que nous

avons nous-mêmes défendus? et si la France, sans notre concours, rencontrait de grands obstacles, n'aurait-elle pas le droit de nous accuser de rendre sa tâche trop difficile? L'Angleterre, la France et l'Autriche réunies, que ne peuvent-elles entreprendre? N'est-ce pas le moment de relever dans une campagne facile le prestige de nos armes, qui a souffert quelque atteinte en Crimée? Nous serions prêts; notre armée a été réorganisée et n'a jamais été en meilleur état: nos vaisseaux blindés, nouveaux engins de destruction, peuvent aller braver désormais les plus redoutables fortifications. Nos canons Armstrong nous assurent la supériorité sur l'artillerie russe. Quel moment plus favorable pouvons-nous trouver pour rabaisser l'orgueil renaissant de l'empire du Nord, pour achever dans la Baltique ce que nous avons commencé dans la mer Noire?

Non, répondent les partisans de la paix, pourquoi irions-nous affaiblir encore le prestige déjà effacé de l'empire russe? Il nous suffit d'avoir frappé un grand coup à l'Orient, où il est nécessaire que notre influence soit prépondérante. Pourquoi irions-nous favoriser la formation d'un nouveau royaume, dont la tradition, la communauté de religion, feraient nécessairement l'allié naturel de la France? Pourquoi placerions-nous cet ennemi aux portes de l'Allemagne? La guerre européenne, entreprise aujourd'hui sur la Vistule, s'achèverait peut-être sur le Rhin. La France seule profiterait de ces luttes où nous apporterions nos flottes, nos armées et notre argent. Quel intérêt anglais est en jeu dans la question qu'on soulève aujourd'hui? Qu'avons-nous à gagner à une guerre qui nous imposerait de nouvelles charges, qui provoquerait sans doute une crise industrielle et commerciale? Nous avons sans doute des sympathies pour la malheureuse Pologne; mais les meetings où l'on fait retentir des protestations contre Mourawieff et ses soldats ne sont pas des manifestations qui puissent être prises comme l'expression de l'opinion publique. Pas un homme public de quelque importance n'y fait entendre sa voix. De quel droit d'ailleurs allons-nous dire à la Russie de déposer les armes devant la rébellion polonaise? Nous n'avons jamais demandé à M. Lincoln d'offrir un armistice à Jefferson Davis. Nous savons bien que, même aux heures les plus sombres de la guerre civile, quand l'armée confédérée menaçait Washington et Baltimore, une telle proposition eût été repoussée avec dédain. Si lord Russell a cru pouvoir obtenir de la Russie une telle concession, il est aujourd'hui détrompé, mais l'Angleterre n'est point prête à renoncer aux avantages de la paix, et à se jeter dans les aventures, parce qu'il a plu à l'un de ses ministres de demander à la Russie ce que nous ne permettrions jamais qu'on nous demandât, si nous avions nous-mêmes à étouffer une insurrection.

Voilà les discours qu'alternativement l'on entend: le *Times*, toujours fidèle écho de l'opinion publique, aujourd'hui souffle la guerre, le lendemain ne respire que la paix; l'opinion est inquiète et se cherche en quelque sorte elle-même. Dans la dernière séance du Parlement où la question polonaise a été discutée, tout le monde s'est renfermé dans ces termes vagues et indécis qui permettent toujours de changer subitement d'attitude. Le Parlement va se séparer, et la responsabilité de la situation retombe de tout son poids sur le ministère, et

surtout sur lord Palmerston, qui aujourd'hui représente en quelque sorte et personnifie le cabinet. On dit familièrement de lui qu'il rajeunit en vieillissant : en même temps qu'il rajeunit, il devient plus martial, et le journal qui passe pour recevoir ses inspirations, a certainement pris un ton extrêmement agressif contre la Russie.

Les esprits sont si préoccupés de la question américaine et de la question polonaise, qu'on n'a le temps de penser à rien d'autre. On trouve cependant le temps de lire la *Vie de Jésus*, de M. Renan. Trois éditeurs, m'assure-t-on, se disputent le droit de la traduire ; mais, en attendant, on lit l'original ; on le critique, on le commente, on se passionne pour le nouvel ouvrage, presque autant que s'il sortait de la plume de l'évêque Colenso. C'est surtout à Oxford que M. Renan fait des ravages : tous les fellows de l'Université veulent connaître le nouveau livre. Il est généralement lu avec sympathie par ceux mêmes qui n'en approuvent pas la doctrine. On croyait la France arrêtée au scepticisme voltairien ; on est étonné de trouver un accent religieux dans une œuvre de critique religieuse. C'est M. Bunsen qui a contribué à mettre à la mode en Angleterre les études d'exégèse ; mais qu'il y a loin de l'épaisse sentimentalité, de la pompe fatigante et monotone du savant prussien, à la grâce, à la finesse, à la délicatesse de nuances de l'écrivain français ; on comprend à peine que son œuvre puisse se traduire convenablement en anglais, tant elle a quelque chose de fuyant, d'insaisissable dans le tour de la pensée et dans les allures du style.

Dans quelques jours, Londres sera un désert ; c'est-à-dire qu'au lieu de trois millions d'habitants, il n'y en aura plus que deux millions neuf cent quatre-vingt-dix mille ; les dix mille fuyards sont ce qu'on appelle les *upper ten thousand*, c'est-à-dire l'élite de la société. Les membres de la Chambre des lords et des communes partent pour leurs terres ; les maisons du West-End se ferment, et les grands squares solitaires semblent plus tristes que d'habitude. Plus de voitures dans le parc, plus de promeneurs dans Rotten-Row, plus de blondes amazones suivies par des troupes de beaux cavaliers. Tous ceux qui le peuvent quittent la capitale et vont aux champs.

La vie de château commence ; les vieux manoirs se remplissent ; le comte va faire des discours à ses constituants ; les affaires de la paroisse et du comté, prennent la place des affaires d'État. Tel membre du Parlement qui consent à vivre trois mois à Londres dans une petite maison sombre, étroite et incommode, retourne avec bonheur dans sa grande habitation de campagne, entourée d'un parc immense ; il se retrouve au milieu de ses tenanciers, se montre dans les réunions du pays, remplit ses fonctions de magistrat, commande la milice ; dans son comté, il est comme un roi féodal. A Londres, il disparaît comme une unité dans un chiffre monstrueux.

La vie de campagne est la véritable vie anglaise : vie isolée, tranquille, remplie par les affaires, la chasse et les longs loisirs, vie de famille et de recueillement. Là se forme le caractère national, triste, réservé, prudent, rêveur et pourtant pratique, amoureux de la hiérarchie, de l'autorité, de la puissance. Les institu-

tions provinciales sont le véritable fondement des libertés anglaises. L'État n'est nulle part représenté hors de la capitale : le comté et la paroisse se gouvernent eux-mêmes : l'aristocratie territoriale est la seule dépositaire du pouvoir.

La force de cette organisation gît dans son antiquité même ; elle est acceptée par tous comme un héritage national, et personne ne songe à y rien changer. L'Angleterre, à certains égards, est encore en plein moyen âge : l'Océan la protège contre tous les changements et toutes les innovations. Il faut ajouter toutefois que la liberté absolue de la presse la protège contre les abus d'un système qui met une si grande force entre les mains d'une oligarchie. Le Parlement, d'ailleurs, est comme un tribunal suprême où la nation peut faire entendre ses griefs : si elle ne fait point dans ses lois une part plus large à l'action de l'État, c'est qu'apparemment elle est satisfaite de voir l'autorité morcelée en quelque sorte en mille mains diverses ; elle préfère la tyrannie des mœurs et de l'opinion, à la tyrannie anonyme de l'État : elle préfère la hiérarchie de la vie provinciale et municipale à l'égalité dans la servitude ; elle borne son horizon pour s'y sentir plus libre.

PHILIPPS.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE ET CRITIQUE

BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE

THÉOLOGIE

Histoire des Dogmes chrétiens, par M. EUGÈNE HAAG. 2^me édition, revue et augmentée. Paris, Joël Cherbuliez, 1862, 2 vol. grand in-8°.

Les dogmes chrétiens dérivent de l'enseignement de Jésus-Christ à des apôtres, mais ils ne sont pas cet enseignement lui-même ; ils n'en sont que des interprétations diverses. Ces interprétations ont varié selon les temps, les lieux, les points de vue différents auxquels on se plaçait pour considérer la personne et l'œuvre de Jésus-Christ, comme aussi selon le degré de culture et l'influence philosophique prédominante. D'un autre côté, elles ne se sont produites que successivement ; je veux dire que les différentes questions que soulève naturellement la religion chrétienne ne se sont posées que l'une après l'autre, pour la plupart à des siècles de distance. Le tableau de ce développement, depuis l'origine du christianisme jusqu'à nos jours, forme ce qu'on appelle l'histoire des dogmes chrétiens.

Ce n'est guère que depuis un siècle environ qu'on parle d'une histoire des dogmes. Semler, cet homme éminent chez lequel le bon sens et l'érudition s'élevèrent presque à la hauteur du génie, et dont le nom se retrouve au seuil de toutes les parties de la théologie véritablement scientifique, essaya le premier de déterminer sous quelles influences diverses se sont successivement formées les différentes doctrines qui constituent le fond commun de toutes les communions chrétiennes. Une fois ouvert, ce champ a été exploré par un grand nombre d'érudits allemands. En France, où les études religieuses ont disparu depuis deux siècles, avec Richard Simon et la célèbre école protestante de Saumur, nous n'avions encore aucun ouvrage qui pût donner quelque idée du mouvement de la doctrine chrétienne à travers les siècles. Cette lacune vient d'être comblée par un des plus infatigables travailleurs de notre époque et de notre pays. Tout

en recueillant les innombrables matériaux qu'il a mis en œuvre dans sa *France protestante*, vaste composition qui suffirait presque à remplir la vie d'un érudit, M. Eugène Haag a cherché un supplément, dirai-je ? ou un nouvel aliment à la prodigieuse activité de son esprit dans l'étude de l'histoire des dogmes. Ce travail, digne de la savante Allemagne, ne peut manquer d'attirer l'attention de tous les penseurs qui s'intéressent aux idées religieuses.

Il n'est pas d'écrit plus propre qu'une histoire des dogmes à dissiper les préjugés si nombreux parmi nous, sur les choses ecclésiastiques, et à ouvrir de grands horizons dans le champ immense de la religion. On y apprend que la religion ne consiste pas dans le dogme qui n'en est qu'une explication ; que cette explication est un besoin de la raison qui veut comprendre ce que l'on croit de sentiment ; mais que, dépendant de la culture générale du moment où elle prend naissance, des tendances qui y dominent, de l'état social qui lui est propre, de bien d'autres circonstances encore, elle peut ne pas se trouver en pleine harmonie avec l'esprit de la religion chrétienne, il est même possible qu'elle ne soit qu'un grossier contre-sens. Telles sont, bien certainement, toutes les doctrines qui matérialisent, si je puis ainsi dire, le christianisme et qui vont à l'encontre de l'idéal chrétien. C'est là encore qu'on se forme à la véritable tolérance, ou pour mieux dire, au respect des opinions religieuses, même quand elles s'égarent, parce qu'on y voit que ces opinions ne sont pas le résultat d'un esprit perversi, comme l'assurent sans raison les intolérants, mais qu'elles sont nées d'influences que leurs partisans ont subies, sans avoir été en état de s'en rendre bien compte, et même d'ordinaire sans pouvoir s'y soustraire. Ajoutons encore que l'histoire des dogmes nous met seule en état de faire une critique impartiale, sérieuse, je dirai presque infaillible, des doctrines ecclésiastiques, et de nous élever, par là, au-dessus du parti pris, des opinions préconçues, des préjugés et des intérêts de secte, à une vue historique du christianisme primitif.

Et ces enseignements, aussi importants au point de vue scientifique qu'au point de vue pratique, ont une autorité d'autant plus puissante, d'autant plus décisive, qu'ils ne dérivent pas de raisonnements ou de considérations abstraites, auxquels l'esprit résiste facilement et peut opposer des raisonnements et des considérations contraires, mais qu'ils s'appuient sur des faits manifestes, incontestables, accessibles à toutes les intelligences. Aussi on peut assurer qu'il n'est pas de branche des sciences théologiques qui joigne à un intérêt aussi considérable une utilité plus réelle et qui mérite d'être étudiée avec plus de soin. L'histoire des dogmes est la meilleure école à laquelle puisse se mettre celui qui veut pénétrer dans la véritable connaissance des choses religieuses.

Ces avantages et ces résultats ressortent d'autant mieux de l'œuvre de M. Haag, qu'elle est à la fois d'une clarté saisissante, d'une impartialité parfaite et d'un esprit scientifique irréprochable. Il n'y a pas ombre de parti pris ni de préoccupation d'aucune sorte. On sent à chaque page que l'amour seul de la vérité a guidé le savant historien. On désirerait peut-être que les causes diverses qui ont influé sur la formation des divers dogmes fussent exposées avec un peu plus de développement. Il en est dit cependant assez pour que la lumière se fasse dans

l'esprit de tout lecteur qui n'est pas tout à fait étranger à l'histoire et à la philosophie.

On comprend que des ouvrages de ce genre ne sont pas de ceux qui se prêtent à l'analyse et dont on peut condenser le fond en quelques lignes. L'*Histoire des Dogmes*, de M. Haag, n'est elle-même en quelque sorte qu'un résumé. Mais il n'est pas inutile d'en indiquer le contenu et l'étendue.

Le premier volume est consacré à la description de la marche générale des idées chrétiennes. Il s'agit ici d'indiquer la génération successive des différents dogmes, l'action que les premiers formés ont exercée sur la formation de ceux qui ne sont venus qu'après, les faits divers qui ont influé sur l'ensemble et les tendances de la pensée chrétienne, les causes qui à chaque époque ont fait prédominer tel système plutôt que tel autre. M. Haag divise l'ensemble de ce grand mouvement religieux en quatre périodes. Dans la première, qui s'étend depuis l'origine du christianisme jusqu'au concile de Nicée et qui est qualifiée de période de la libre spéculation, il nous montre Jésus-Christ fondant la religion nouvelle sur le judaïsme, qu'il spiritualise; les apôtres développant, chacun suivant son individualité, les germes féconds de l'enseignement de leur Maître; leurs successeurs immédiats, absorbés par le soin de la défense du christianisme contre les partisans des religions anciennes; puis au second siècle, l'irruption de la philosophie dans la religion chrétienne; la fermentation générale qui en fut la conséquence; la formation d'une science chrétienne spéculative; enfin, la naissance d'une église catholique qui se forme de la fusion des partis les moins exaltés, en opposition avec les partis extrêmes.

Dans la seconde période, qui s'étend du concile de Nicée jusqu'à la séparation des églises d'Orient et d'Occident, il nous fait assister au développement de plus en plus considérable de la hiérarchie ecclésiastique, qui resserre dans des limites toujours plus étroites l'esprit de recherche, s'habitue à prendre pour juge des controverses les décisions des conciles antérieurs et des Pères, qu'elle place à côté et même au-dessus des Livres saints, et se laisse envahir par le flot de la superstition, qui monte rapidement dans l'Occident à la suite des invasions des Barbares, tandis qu'en Orient la théologie se perd en d'arides spéculations, s'épuise en de vaines subtilités et meurt enfin d'épuisement.

Dans la troisième période, qui va du schisme d'Orient jusqu'à la réformation, la dogmatique passe de l'Église dans l'école; les scolastiques cherchent à la systématiser et construisent des systèmes d'une métaphysique transcendante, qui prouvent la subtilité de leur esprit, en même temps que leur ignorance de l'histoire et de la philologie, et la plus complète absence de sens critique. La voix de quelques libres penseurs est promptement étouffée; mais la scolastique, battue en brèche par le mysticisme, finit par s'écrouler sous les coups des écrivains de la Renaissance.

Enfin, dans la quatrième période, qui s'étend de la Réformation jusqu'à nos jours, la liberté d'examen est proclamée et la spéculation libre se réveille; mais la réforme ne tarde pas à comprimer l'esprit de recherches qu'elle avait elle-même provoqué. Tout développement s'arrête sous le despotisme des formules

théologiques ; la polémique entre les diverses communions chrétiennes occupe seule les théologiens. Après des luttes acharnées et d'inutiles tentatives de conciliation, les partis cèdent enfin à la lassitude, les idées de tolérance et de liberté, prêchées par les Arméniens, gagnent de proche en proche et triomphent enfin dans quelques pays. Aux efforts des sectes dissidentes se joignent l'influence de la philosophie, les redoutables attaques des déistes, l'étude plus approfondie de la philologie et de l'histoire. Les chaînes dont on avait garrotté la liberté de l'enseignement sont brisées en Allemagne. Un esprit nouveau, dit M. Haag, pénètre dès lors dans la théologie ; la raison soumet à sa critique tous les dogmes et pousse la hardiesse jusqu'à s'attaquer à la Bible elle-même, dont elle nie l'inspiration.

Le second volume contient l'histoire spéciale de chaque dogme considéré à part. Il s'agit ici de faire connaître sous quelles influences chacune des grandes doctrines chrétiennes s'est formée et d'en dépeindre les modifications et les variations dans le cours des siècles. M. Haag raconte successivement l'histoire : 1^o de la théologie proprement dite, qui comprend les dogmes de Dieu et de ses attributs, de la trinité, de la création et de la providence, et, comme appendice, l'anthropogonie, l'angélologie et la démonologie ; 2^o de l'anthropologie théologique ou des théories de l'état d'innocence primitive, de la chute et du péché originel ; 3^o de la christologie et de la sotériologie, c'est-à-dire des dogmes qui se rattachent à la personne et à l'œuvre du Sauveur ; 4^o de la charitologie ou de la théorie de l'Église et des moyens de salut ou des sacrements ; 5^o enfin, de l'eschatologie, c'est-à-dire de la mort et de l'immortalité, du purgatoire, de la résurrection, du jugement dernier, du paradis et de l'enfer, et de la fin du monde.

Cette simple indication, qui n'est qu'une table des matières, suffit cependant pour donner une idée de l'importance, de l'étendue, de l'intérêt et de l'utilité de ces recherches.

MICHEL NICOLAS.

Manuel d'Instruction religieuse, par A. RÉVILLE, docteur en théologie, pasteur de l'Église réformée wa lonue de Rotterdam. (1 vol. chez Cherbuliez. Paris). — *Le Royaume de Dieu, l'Esprit de la Réformation, sermons* par ERNEST FONTANÈS, pasteur de l'Église réformée, au Havre.

Il y a dans le protestantisme des hommes courageux qui ne craignent pas d'interpréter le christianisme dans un large esprit qui le fait voisin de la philosophie. Ces hommes ont fait passer dans le protestantisme français le grand courant qui traverse le protestantisme allemand, et qui l'a partagé en orthodoxes et en hétérodoxes, en interprètes par la lettre, en interprètes par l'esprit et la liberté. On reproche à ces hommes, dont la position n'est pas facile, mais qui tiennent ferme contre des attaques de tout genre, de ramener le christianisme en face de l'histoire, de la raison et de la conscience. Nous leur en faisons, au contraire, notre

sincère compliment. Le vieil appui du miracle est en ruines, et si le christianisme doit vivre et subsister, ce ne sera plus qu'à l'abri de la conscience et du libre examen. Les hommes dont nous parlons lui font plus d'honneur que ceux qui le voudraient irresponsable à l'ombre du merveilleux, sacré, intangible, derrière le rempart des formules et d'une tradition cristallisée. Ceux qui le défendent ainsi le mettent en suspicion, car ils ne le croient pas assez fort de sa propre existence morale pour oser le livrer à la critique. De pareils défenseurs de l'Évangile n'ont qu'un parti à prendre : qu'ils ne restent pas à mi-chemin, qu'ils proclament leur catholicisme et rentrent au sein de l'Église, car ils sont, au fond, des catholiques.

L'esprit de la réforme n'est pas avec eux, cet esprit dépasse toutes les confessions, qu'elles soient de la Rochelle ou bien d'Augsbourg. Les haltes de l'histoire de la Réforme ne sont pas la Réforme même. Celle-ci va plus loin : poussée jusqu'au bout, elle n'est pas autre que la liberté morale et religieuse, la conscience affranchie, réintégrée dans ses droits, c'est-à-dire dans son omnipotence. La liberté politique est limitée par la justice ; cette limite est de son essence ; la liberté morale ne peut reconnaître de limite hors d'elle-même sans contester sa propre existence. Si elle adhère à la tradition, ce n'est pas qu'elle la subisse ; c'est parce qu'elle l'accepte, et cette acceptation est un acte de souveraineté. A l'égard de toute croyance, pour savoir si elle appartient à l'esprit de la réforme ou bien à celui du moyen âge, il faut moins l'examiner en elle-même que dans le principe d'où elle est sortie. Si elle est sortie de la libre conscience, elle appartient à la civilisation moderne, parce qu'elle proclame, n'importe sa forme, ce qui est la civilisation moderne dans l'ordre religieux : la liberté de croyance et de culte.

Nous l'avons dit ici mainte et mainte fois, et nous croirons toujours opportun de le répéter. Il n'y a plus, à vrai dire, dans le monde religieux et moral, que des catholiques et des philosophes, des partisans de l'Église autoritaire, infaillible, orthodoxe, et des partisans de la communauté morale et religieuse formée du libre concours et de la libre adhésion des consciences individuelles. Que si ceux-ci en venaient à croire les mêmes choses que ceux-là, ils ne leur ressembleraient pas néanmoins et resteraient des protestants, fidèles à l'esprit de la réforme en proclamant, comme supérieur à leur croyance même, ce qui l'a constituée, la conscience indépendante. C'est par la porte de la libre conscience qu'ils sont entrés dans la foi, et cette porte doit rester ouverte pour la sortie aussi bien que pour l'entrée. Le protestantisme ne peut connaître d'orthodoxie, parce qu'il ne se connaît pas d'infailibilité. Il ne peut user d'intolérance, même en paroles, parce qu'il ne peut user d'exclusion. Ce qu'il veut pour l'un, il le veut pour tous : la faculté de croire à sa manière, de s'associer à sa manière, de former ou de dissoudre des communions religieuses sans que, dans ce travail, intervienne autre chose que la volonté, l'intelligence, le sentiment de chacun. L'Évangile, au point de vue protestant, n'est qu'une autorité pour ceux qui l'acceptent ; il ne s'impose pas, il se propose à leur liberté. Hors de là, il n'y a pas de responsabilité, il n'y a par conséquent nulle moralité religieuse. Un vrai protestant ne

peut se donner le droit ou le plaisir de damner personne, ni dans ce monde, ni dans aucun autre : il se déjugerait aussitôt. Pour lui, chacun est responsable vis-à-vis de soi ; ce qu'il croit être la vérité, ce qu'il croit être le christianisme, ce qu'il croit être la religion, il le dit et l'affirme librement devant des âmes également libres. S'il les renvoie à l'union de croyance, ce ne peut être que par le libre examen.

Tel est l'esprit de la réformation. On trouvera cet esprit largement compris et largement répandu dans les deux discours de M. Ernest Fontanès, pasteur et président du Consistoire au Havre.

M. Fontanès est un des vaillants dans la cause du protestantisme ; de tous ses discours et de tous ses écrits s'exhale le respect de la liberté religieuse : « Que chacun, dit-il, sache pourquoi il croit ce qui est nécessaire à sa vie religieuse ; que chacun éprouve sa foi ; que personne ne prête les mains à ces proscriptions et à ces anathèmes, qui, pour sauver la lettre de la Bible, imposent silence à des Galilées démontrant la rotation de la terre. » — M. Fontanès ne croit pas que l'Évangile soit comme le hibou, et qu'il ne puisse affronter le grand jour. Il l'expose au foyer même de notre siècle, et l'on peut dire que si l'Évangile sort victorieux de cette épreuve décisive, il aura mieux fait que de relater des miracles.

M. Albert Réville n'est pas moins courageux. Il n'est pas besoin de recommander ses écrits aux lecteurs de la *Revue*. Ils connaissent la haute impartialité qui fait la trempe philosophique de ce noble esprit, la solidité et la portée de son érudition critique, le sentiment profondément religieux qui l'anime. Le *Manuel d'Instruction religieuse* se partage en deux moitiés : la partie historique, la partie dogmatique. Dans la première, l'auteur nous fait en traits sommaires et précis l'histoire de l'idée chrétienne, nous initiant à toutes les luttes et controverses qui surgissent autour d'elle. Dans la seconde, il interprète la vérité chrétienne en la dégageant autant que possible de tout alliage de surnaturel et de superstition, il la fait comparaitre, — comme M. Pécault dans un remarquable ouvrage (*le Christ et la Conscience*), au jour de la révélation intérieure, de cette lumière que, selon l'Apôtre, tout homme qui vient au monde porte en soi. Il s'agit de savoir, en effet, si la conscience humaine, dans sa forme présente, correspond aux lignes générales de l'Évangile. M. Réville en est convaincu, et cette conviction il cherche à nous la faire partager en scrutant notre âme dans ses profondeurs ; en appelant au secours de l'Écriture, non pas la puérile assistance du surnaturel, mais le besoin intime, indestructible, essentiellement humain d'un ordre moral dans l'univers.

Nous recommandons beaucoup ce *Manuel*, qui fait pendant à celui que l'auteur a déjà publié, en collaboration avec un ami, sur l'histoire de la Philosophie. De pareils livres, faits par de pareils hommes, au courant de toutes les investigations et de tous les travaux modernes, constituent des œuvres vraiment utiles. Par leur forme, ils se plient à toutes les intelligences ; par le fond, ils répondent à maint égard aux exigences les plus rigoureuses de la critique moderne. Ils ont en eux ce dont nul ne saurait se passer : la valeur de l'opportunité,

Beaucoup de personnes blâment ces efforts qui visent à mettre la philosophie dans le christianisme. A quoi bon s'opposer à ces tentatives qui sont inévitables désormais ? Il faut aujourd'hui que le christianisme tombe, ou qu'il se relève sous une figure agrandie, en se justifiant au regard de l'intelligence et des instincts permanents de l'homme. S'il réussit, les hommes dont nous parlons auront avancé l'heure du triomphe ; s'il échoue, ils auront encore fait preuve de progrès et servi la vérité. En ce qui nous concerne, nous croyons que le christianisme a quitté son enveloppe légendaire, que rien ne pourra la lui faire reprendre, et que, placé en face de l'homme moderne, il sera reconnu comme la conscience dramatisée, comme une allégorie véhémement de cet idéal suprême que l'humanité se propose, et qui est, non pas Dieu lui-même, l'Éternel, l'Infini, l'Inaccessible et l'Inexprimable, mais la manière dont l'infini vivant se propose à notre âme, la manière dont il la meut, agit et fermente en elle pour la stimuler dans la voie de son perfectionnement et de sa destinée.

CHARLES DOLLFUS.

HISTOIRE

Histoire des ducs de Bourbon et des comtes de Forez, par JEAN-MARIE DE LA MURE, publiée pour la première fois d'après un manuscrit de la bibliothèque de Montbrison ¹.

Jean-Marie de La Mure est né dans la ville de Roanne, en l'année 1616. Sur cet homme, déjà célèbre dans sa province, et qui va le devenir encore davantage, les plus scrupuleuses recherches n'ont découvert aucun document antérieur à l'année 1633. Il est alors prêtre, sacristain et chanoine de N.-D. d'Espérance, en la ville de Montbrison. Le reste de sa vie n'est pas moins obscur. Il mourut en 1675, suivant un de ses contemporains, Le Laboureur, qui a, du moins, pris soin de consigner ce fait dans ses *Mazures de l'Île Barbe* ; mais on ne sait pas même en quel lieu. Ainsi vivent et meurent, dans tous les temps, les érudits plus zélés pour leurs études que pour leur gloire. C'est la postérité qui les cite et les loue.

Je crois me représenter exactement cet honnête et laborieux chanoine, Jean-Marie de La Mure, vénérable antécédent des Bénédictins de Saint-Maur, confiné dans un cabinet riche d'antiquités et profanes et sacrées, employant toutes ses heures dans cette docte retraite à compulser des diplômes inédits, à comparer des textes de toute provenance, recueillant et classant des notes, souriant avec un doux contentement quand deux notes bien classées viennent lui révéler un personnage nouveau, une date inconnue, ou bien, inclinant avec tristesse son front inquiet, quand, au bas d'une charte authentique, apparaît le nom d'un témoin inattendu, dont la présence bouleverse tout un système généalogique. Ce sont là ses joies,

¹ Paris, Potier, premier volume, in-4. Imprimé par Louis Perrin, à Lyon.

ce sont là ses peines. Pour lui, puisqu'il a contracté l'obligation du célibat perpétuel, pas de bonheurs et pas de soucis domestiques : il est tout à lui-même, et s'est voué sans aucune réserve à l'étude, aux vieux livres. A-t-il du moins à cœur les affaires publiques, cet autre et grave tracas de notre âge ? Rien ne l'occupe si peu. « Je croyais, lui écrit Guichenon en 1659 ¹, que l'arrivée des deux cours » vous attireroit (à Lyon), et que j'aurois l'honneur de vous y voir pendant les six » semaines que j'y ai demeuré ; mais vous avez préféré la satisfaction de votre » cabinet à ces divertissements. » La présence des cours de France et de Savoie dans la ville de Lyon, le jeune et brillant Louis XIV, l'intéressante Marguerite, de nombreuses phalanges de courtisans magnifiquement vêtus suivant les modes française et savoisiennne, et les réceptions du jour, et les fêtes de la nuit, quel intérêt tout cela pouvait-il offrir au studieux solitaire de Monbrison ? Tandis que Mazarin signait le traité des Pyrénées, tandis que Louis XIV, Turenne et Condé unissaient à la France Armentières, Charleroi, Douai, Lille, Dôle et Besançon, La Mure, tout entier à d'autres entreprises, visitait, explorait les chartriers de Valbenotte, de la Chaize-Dieu, d'Ambierle, de Bénissons-Dieu, faisait silencieusement ses propres conquêtes dans les souterrains de l'histoire, et s'inquiétait à peine de celles des autres.

Il y a de meilleurs citoyens que les érudits. Cela est incontestable. Nous ne les justifions pas de cette indifférence aux succès, aux revers de leur pays. Il nous conviendrait plutôt de les en blâmer. Il faut pourtant le reconnaître, quel intérêt sauraient offrir des études comme celles de La Mure à des esprits d'ailleurs agités par la passion des affaires publiques ? L'éditeur de l'*Histoire des ducs de Bourbon*, M. de Chantelauze, a dressé le catalogue des œuvres de La Mure. Ce sont de grands, de petits livres, tous composés sur des registres de diplômes, offrant tous une série coordonnée de minutieuses découvertes, faites en des monceaux de contrats, de pièces judiciaires, d'accensements, de baux emphytéotiques, et autres papiers de même nature, qu'on ne peut déchiffrer sans la plus grande peine, lire sans le plus grand ennui. La patience extraordinaire qu'exigent de semblables travaux ne peut évidemment se rencontrer que chez des hommes fermés par la nature à tous les bruits du dehors. Il faut donc de tels hommes.

Des divers ouvrages laissés par La Mure, quelques-uns ont été imprimés, quelques autres sont restés inédits. L'*Histoire des ducs de Bourbon et des comtes de Forez*, le plus important et le meilleur de ces ouvrages, avait eu jusqu'à ce jour la moins bonne fortune. A la mort de l'auteur, on en trouva le manuscrit sur ses tablettes. Un antiquaire lyonnais, nommé Pianelli de La Valette, le reçut alors du sieur de La Mure de Bienavant, héritier pompeux du modeste chanoine. Quatre générations de Pianelli le possédèrent. Cependant le troisième de ces Pianelli, qui se faisait appeler marquis de Maubec, ayant quitté Lyon pour aller habiter le château de Thorigny, près d'Auxerre, y transporta sa bibliothèque, et le quatrième

¹ L'éditeur de La Mure donne à cette lettre la date du 1^{er} janvier 1658 ; mais par erreur. C'est le 14 décembre 1658 qu'eut lieu l'entrevue de Lyon entre les deux cours de France et de Savoie.

ayant émigré durant les orageuses journées de l'année 1792, ses livres, mis sous le séquestre, furent partagés entre les bibliothèques de Paris et de Sens. Mais ici n'est pas achevée l'odyssée de l'*Histoire des ducs de Bourbon*. De la bibliothèque de Sens, où elle fut d'abord placée, on la transféra plus tard dans celle d'Auxerre; et elle y était encore en l'année 1834, inconnue à tous les savants, car les Auxerrois ont trop affaire d'étudier leurs annales pour s'employer à celles des Foréziens, quand M. Auguste Bernard, antiquaire zélé, la découvrit, et, par d'actives démarches, réussit à la faire attribuer, disons presque restituer, avec d'autres papiers de La Mure, à la bibliothèque publique de la ville de Montbrison. C'est de là qu'elle vient d'être tirée et mise en lumière, avec un luxe d'impression vraiment remarquable, par un jeune érudit, qui professe et pratique un dévouement chevaleresque à la gloire de sa province, M. Régis de Chantelauze.

C'est un livre considérable et d'un imposant aspect. M. Auguste Bernard le compare à une mine où il a puisé sans mesure; et il ajoute que cette mine est inépuisable. M. de Chantelauze nous atteste que l'exemple donné par M. Auguste Bernard a été suivi par d'autres. En effet, l'*Histoire des ducs de Bourbon et des comtes du Forez* présente, outre les fastes continus de la province, un riche assemblage de pièces littéralement transcrites ou fidèlement analysées, qui, nous le comprenons sans peine, doivent être utilement consultées par tous les curieux, en l'absence des documents originaux que La Mure a vus de ses yeux, documents qui, pour la plupart, sont aujourd'hui perdus ou dispersés. Ce livre est, pour le Forez, ce que sont pour Lyon et Genève ceux de Spon, ceux de Clifflet pour Besançon, et ceux de Guichenon pour la Savoie, le Bugey et la Bresse : manuels de toute science locale, qui ont été, sont et seront d'un constant usage aux antiquaires, aux historiographes, à tous les explorateurs, à tous les critiques des origines de ces provinces.

Il y a diverses manières d'écrire l'histoire. Sur la diversité de ces méthodes, Jean Bodin a écrit un gros volume, et cependant il ne les a pas toutes connues. Sous ce rapport, les modernes ont beaucoup innové. Cependant on peut réduire ces nombreuses méthodes à trois principales, qu'on a mêlées avec plus ou moins de bonheur.

La première est l'histoire anecdotique ou descriptive. Une phrase de Quintilien lui a servi de programme : *Scribitur ad narrandum, non ad probandum*. Assurément Quintilien, lecteur assidu de Thucydide, de Salluste, de Tite-Live, n'entendait pas condamner l'histoire qui prouve trop au profit de l'histoire qui ne prouve rien. Il exprimait simplement cette vérité, que le ton de l'historien ne doit pas être celui du critique proprement dit, du numismate ou de l'épigraphiste. Mais on l'a compris, ou peut-être on a feint de le comprendre d'une autre manière. De là tant d'histoires narratives, écrites en courant par des plumes habiles; récits vifs, pittoresques, intéressants, ou, pour mieux dire, amusants, qui devaient avoir beaucoup de lecteurs, qui les ont eus, mais dont le succès, il faut l'espérer, ne sera pas durable. A ces narrations qui ont tant et trop d'attraits, il manque d'abord la scrupuleuse exactitude, que ne remplaceront jamais avec avantage les plus ingénieux artifices de la mise en scène; il leur manque surtout cette

déduction logique des effets liés à leurs causes, qui, introduisant la philosophie dans l'histoire, en fait une des études les plus utiles au moraliste, au politique. « *Non modo casus eventusque rerum, sed ratio etiam causæque noscantur,* » dit Tacite.

Nous préférons sans hésiter la méthode de Montesquieu, de Mably, de Condorcet. Qu'ils aient commis plus d'une erreur, on ne le conteste pas. Quiconque pense en commet. Mais quel plus utile enseignement que celui des beaux ouvrages qu'ils nous ont laissés ! En nous montrant comment les empires s'élèvent, et comment ils se précipitent, ils nous indiquent la voie que nous devons pratiquer. En recherchant au delà des actions humaines les plus secrètes intentions des acteurs, ils discernent le bien du mal, pour nous faire en même temps aimer la vertu et détester le crime. En dégageant du chaos des vicissitudes humaines cette loi constante, unique, providentielle ou fatale (les mots ici ne sont rien), qui finalement règle tout, ordonne tout, la loi de l'incessant progrès, ils nous inspirent dans l'avenir, au milieu des plus cruelles épreuves, une confiance qui ne peut être trompée. Qui ne reconnaît pas les mérites d'une telle méthode a laissé altérer son jugement par un scepticisme frivole.

Mais il est certain que, malgré ses mérites, cette méthode ne satisfait pas seule à toutes les obligations, toutes les nécessités, tous les devoirs de la science. Elle couronne l'édifice de l'histoire, mais n'en pose pas les bases. Que de vulgaires déclamations ne doit-on pas reprocher à la mode, à l'abus des théories abstraites ! Les raisonnements même les plus justes dans la sphère de l'abstraction deviennent faux dans leur application à l'histoire, quand ils ne se fondent pas sur une exacte connaissance des choses accomplies. Il importe donc que les scrupuleux investigateurs des faits précèdent les hardis inventeurs de systèmes : il importe que la méthode empirique, pour l'appeler par son nom, ait été quelque temps, longtemps pratiquée dans le domaine des archives historiques, avant que les systèmes soient autorisés à se produire, avant que la parole soit à bon droit, c'est-à-dire à propos réclamée par les philosophes qui dogmatisent en concluant. Quand Montesquieu composait un si beau discours sur les variations de la fortune romaine, il venait après les érudits du xvi^e, du xvii^e siècle, qui lui avaient enseigné toutes les circonstances des événements particuliers dont la vieille Rome avait été le théâtre : il n'aurait pu rédiger qu'une vaine amplification sur nos origines nationales, qu'on ne connaissait pas encore de son temps. Ainsi, il y a une troisième méthode d'écrire l'histoire, qui ne peut être confondue ni avec celle des narrateurs ni avec celle des philosophes ; c'est à proprement parler celle des érudits.

C'est la méthode de La Mure. M. de Chantelauze remarque fort justement que l'érudition de La Mure ne se propose pas beaucoup de problèmes. Elle ne s'inquiète guère, en effet, que de chronologie et de généalogie, et c'est pour l'étude, même pour la simple étude des faits, un champ bien limité. Mais au temps de La Mure, on commençait l'enquête en hésitant. Il a vécu trop tôt pour connaître le vaste programme tracé par les Bénédictins de Saint-Maur. Samuel Guichenon est son maître. Ne le comparons qu'à ce modèle. Eh bien ! il l'a surpassé. Assurément l'*Histoire des ducs de Bourbon* est un ouvrage supérieur à ces annales confuses de la Bresse et du Bugey que Guichenon nous a laissées. La

lecture suivie de Guichenon est chose impossible. Ses deux gros volumes nous offrent un pêle-mêle de récits, de pièces, de digressions, qui trouble et fatigue bientôt l'attention la plus alerte. Ajoutons que toute recherche est déconcertée par cette confusion même. *L'Histoire des ducs de Bourbon* est, au contraire, un livre bien ordonné, qu'on lirait avec suite et même avec intérêt s'il était écrit dans une meilleure langue. Tel qu'il se présente à nous, avec ses lacunes, et même avec ses défauts, ce livre, œuvre d'un immense labeur, est, nous n'hésitons pas à le dire, un des meilleurs qu'ait produits au xvii^e siècle l'érudition appliquée à l'étude de nos antiquités françaises.

Ces lacunes, l'éditeur n'a pu songer à les combler toutes. Cependant il promet de nous donner dans les annexes du second volume, car le premier est encore seul entre nos mains, une série de pièces inconnues à La Mure, ou, du moins, que La Mure ne se proposait pas de publier. S'il nous est permis de conseiller sur ce point M. de Chantelaube, nous l'inviterons à se tenir en garde contre cette mode du temps, qui est de mettre au jour, sans discrétion, sans choix, toute chose inédite; nos aïeux étaient gens de goût, et ce qu'ils ont négligé de nous faire connaître est en général loin de valoir ce qu'ils ont pris le soin de publier. Il y a quelque temps déjà que l'on fatigue nos yeux en nous imposant la lecture de pièces nouvellement, dit-on, découvertes, mais qui n'enseignent rien à notre curiosité trompée. Il conviendrait de mettre un frein à cette passion pour l'inédit.

Quant aux défauts du livre, ils ont été pour la plupart corrigés par l'éditeur en des notes d'une juste étendue. La Mure avait peu de critique. La critique est sans doute un art ancien, mais ce n'était pas autrefois la règle de tout lui soumettre. Cette règle n'est en pleine vigueur que depuis un siècle. Reconnaissons même qu'il était bien difficile de s'y conformer, quand on ne possédait pas encore ces grammaires, ces lexiques, ces véritables sommes de toute critique, que nous devons au prodigieux labeur des Montfaucon, des Mabillon. M. de Chantelaube a donc rectifié plus d'une assertion de La Mure, avec le concours de plusieurs savants foréziens ou lyonnais, parmi lesquels il nous désigne M. Steyert, dessinateur et numismate habile, M. de La Tour-Varan, bibliothécaire de la ville de Saint-Étienne, M. André Barban, archiviste du département de la Loire, et quelques autres. Après avoir rendu, nous le croyons, justice au savoir de La Mure, nous devons particulièrement signaler la convenance et le mérite des rectifications jointes au texte par l'éditeur. Elles sont nombreuses et savantes, et presque toutes elles offrent un véritable intérêt.

B. HAURÉAU.

Les Confessions de l'abbesse de Chelles, fille du Régent, par M. DE LESCURE. Orné d'un joli portrait inédit. (1 vol. Dentu.)

Les confessions de l'abbesse de Chelles ne sont pas ses confessions. L'auteur s'est empressé de nous le *confesser* dans une piquante préface :

« Nous avons dans la tête et même un peu dans le cœur une abbesse de Chelles à la fois réelle et idéale, suffisamment historique, suffisamment romanesque, et nous nous exposons de bonne foi, et comme qui dirait de gâté de cœur, par fantaisie, par curiosité opiniâtre, par vanité, à poursuivre ce manuscrit de ses *Confessions authentiques*, d'autant plus introuvable qu'elle ne l'a probablement jamais écrit... »

L'auteur ayant dû renoncer, après mille recherches, aux *Confessions authentiques*, n'a pas su renoncer de même au plaisir de peindre son héroïne. Il a donc pris le parti de créer celle-ci — selon les présomptions. Ces présomptions seront-elles jugées, comme a dit le Code, *graves, précises et concordantes*, et pourront-elles de la sorte équivaloir à la preuve positive? Tout lecteur prononcera là-dessus pour lui-même; mais s'il est tenté de condamner l'audacieuse entreprise de M. de Lescure, nous espérons qu'il ne le fera point sans adjuger à l'ingénieux écrivain le bénéfice des circonstances atténuantes, lesquelles il a pris soin d'invoquer lui-même en ces termes, dans une sorte d'acte de contrition :

« Je ne dirai donc point, ainsi que j'en eus un moment tentation, je le confesse, que j'ai trouvé les *Mémoires* de l'abbesse de Chelles. Je ne puis me flatter que de les avoir cherchés; mais ce que je puis, ce que je dois avouer timidement, c'est que j'ai, comme on dit, rempli cette lacune et satisfait à ce besoin qui se faisait vivement sentir. Je me suis mis à sa table de travail, je me suis figuré que j'étais elle, et je les ai écrits pour elle. Voici le vrai coupable.

» *Me, me, adsum qui feci, in me convertite ferrum.*

» Je dirai à ma décharge que je ne crains pas d'être désavoué par cette ombre muette; je n'ai rien fait pour abuser de mon impunité; au contraire, j'ai atténué ce que le délit a de téméraire, et l'ambition de déplacer, en m'identifiant, par une longue et laborieuse étude, avec le caractère et l'esprit de la princesse, ses sentiments et ses idées, tels qu'ils résultent de celles de ses lettres qui nous ont été conservées et de l'ensemble même de sa vie connue. Je ne crois ni l'avoir surfaite ni l'avoir calomniée, dans ce portrait où la mémoire a eu autant de part que l'imagination. Je ne lui ai rien fait dire ou faire qui soit indigne d'elle ou contraire à l'idée qu'on doit en avoir d'après les témoignages historiques. »

Quel dommage que la fille du Régent ne soit plus de ce monde pour nous dire, à son tour, son avis sur M. de Lescure et sur son livre! Mais qui se connaît bien soi-même? Il est donc possible que M. de Lescure en ait su plus long sur l'abbesse de Chelles que l'abbesse elle-même.

C. D.

Le Travail, son influence sur la santé, par A. BOUCHARDAT, professeur d'hygiène à la Faculté de médecine de Paris, etc. (Paris, Germer Baillière, éditeur. 1 vol.)

Ce petit volume renferme des conférences faites à la Faculté de médecine de Paris, les 8, et 15 juin 1862. Le savant auteur a bien voulu concourir à

l'œuvre de l'*association polytechnique pour l'enseignement gratuit des ouvriers*; il en est résulté le traité d'hygiène élémentaire que nous avons sous les yeux. On ne pouvait mieux approprier à l'auditoire et le sujet et la façon dont il a été traité. Nous félicitons M. Bouchardat d'avoir publié ces conférences, car elles sont destinées à tout le monde. Chacun de nous, n'importe la classe et la profession à laquelle il appartient, en peut faire son profit. Quant à nous, s'il nous fallait à notre tour résumer ce petit traité, qui vulgarise des notions d'hygiène d'un usage journalier, nous dirions que, pour les uns ou pour les autres, riches ou pauvres, le problème à résoudre est celui-ci : conserver ou rétablir l'équilibre entre les forces morales et les forces physiques. Mais que de circonstances indépendantes de la volonté, surtout pour de malheureux ouvriers, conspirent contre cet équilibre, qui est la santé, qui est la vie !

C. D.

Quelques esquisses de vies de femmes, traduit de l'allemand de M^{me} Otilie Wildermuth, par M^{me} DUSSAUD. (Librairie de Ch. Meyrueis et Co, Paris. 1 vol.)

Ces esquisses ne sauraient effaroucher la susceptibilité la plus ombrageuse. « La mère en permettra la lecture à sa fille. » Les lecteurs de la *Revue Germanique* connaissent déjà la manière de l'auteur, mélange de sentimentalité et de malice. C'est plus particulièrement à la vie protestante que M^{me} Wildermuth s'est attachée; elle-même, elle est, par excellence, protestante germanique. Cependant une légère ironie court comme un *tremolo* à travers ses écrits : ironie qui ne va ni très-loin ni très-haut, mais qui n'est jamais malsaine non plus, parce qu'elle ne s'attaque à rien de ce qui est bon, de ce qui est beau. M^{me} Wildermuth ne rit que de ce qui est risible, elle ne connaît ni l'aigreur ni le fiel. Souvent aussi, quand elle s'émeut, les larmes « brillent à travers son sourire. » Ce qui ne signifie pas que ses récits rappellent en rien les grandes images du chantre de l'*Iliade*. Ses récits sont plutôt des épopées au rebours, des épopées bourgeoises.

M^{me} Dussaud a réussi dans sa tâche de traducteur, et nous ne pouvons que lui en faire notre compliment.

C. D.

VOYAGES

Notes sur l'île de la Réunion (Bourbon), par L. MAILLARD.

Il y a un certain nombre d'années, un jeune homme débarquait à l'île Bourbon. Intelligent et laborieux, il sut bientôt trouver une place honorable dans la société où le sort l'avait jeté. Après vingt-six ans de séjour, il revint en France.

Arrivé à une certaine période dans sa vie, l'homme comprend la nécessité de

résumer sa jeunesse. C'est cette pensée éminemment progressive qui a inspiré à M. Maillard une œuvre très-complète sur notre belle colonie de la mer des Indes.

L'auteur débute par une rapide introduction, et il entre vigoureusement en matière, en traçant à grandes dates l'histoire de l'île. Tout à son œuvre, il ne se préoccupe pas de l'aridité du sujet. Pourquoi séduire quand on veut convaincre ? Il aurait pu donner d'abord une description habile de ce beau pays, et présenter son livre sous son aspect harmonieux ? Non. Nous apercevons d'abord flotter dans l'Océan cet Éden inconnu. Personne n'a encore foulé son sol vierge, et la nature active règne seule en souveraine maîtresse.

Les Arabes, les grands aventuriers des siècles écoulés, déchirent les premiers le voile sacré qui dérobait aux hommes Bourbon, Maurice et Madagascar. Pedro de Mascarenhas, les Portugais, les Hollandais, les Anglais, abordent successivement les rivages de la petite Mascareigne. Enfin les Français y arborent leur pavillon. Dès ce moment, nous voyons se peupler ce délicieux pays jusqu'alors inhabité. Il devient essentiellement français, et en 1810, on se bat sur le rivage contre les Anglais, au nom de la mère-patrie. La civilisation a été rapide, le progrès presque spontané ; les hommes d'intelligence n'ont pas manqué. C'est maintenant, sous l'équateur, une petite France animée et sympathique.

M. Maillard est donc arrivé à son vrai sujet ; il a esquissé le passé, le présent est à lui.

Décrire le pays tel qu'il est aujourd'hui, c'était logique, aussi commence-t-il par la topographie. Les descriptions sont simples et exactes ; beaucoup de talent et de méthode. De temps en temps, un tableau synoptique résume rigoureusement les faits avancés : l'écrivain, le statisticien, l'ingénieur viennent donner à chaque instant une note juste dans ce morceau d'harmonie consciencieuse.

Les villes du littoral, coquettes et blanches, sont tour à tour caressées ou battues par une mer calme ou terrible. A la saison des pluies, les rivières descendent du sommet des pitons, creusent de profondes ravines, charrient impétueusement les galets et arrivent au grand réservoir où elles s'enfoncent en bouillonnant. On comprend la poésie de cette terre tourmentée. Les précipices aux profondes arêtes, l'immense piton des Neiges, les trois vastes cirques de Salazie, de Célaos et de la rivière des Galets (affaissements successifs dus à une époque de perturbations violentes), le volcan enfin, et son panache de fumée, sont autant de spectacles grandioses sur lesquels l'auteur arrête notre pensée en semblant nous dire tout simplement : Admirez.

A tous ces phénomènes plus ou moins stables de la nature, les créoles ont donné des noms naïfs comme eux. La plaine des Cafres, l'Étang salé, le repos de Laleu, le Grand-Brûlé, la ravine à Jacques, le chemin des Limites, le rempart du Bois-Blanc, sont autant d'appellations charmantes qui n'ont besoin d'aucun commentaire. N'est-ce pas, en effet, une méthode naturelle que de désigner les accidents ou les sites par les mots qui rappellent une configuration évidente ou un souvenir ?

A la topographie viennent s'adjoindre logiquement l'hydrographie et la météorologie. Ici, c'est l'homme de science qui parle, c'est l'observateur qui traduit fidèlement ce qu'il a vu et approfondi. La durée des nuits et des jours, le crépuscule des tropiques, les saisons, la pression atmosphérique, tous les phénomènes météorologiques enfin qui peuvent se produire dans un milieu aussi heureusement placé, rien ne lui a échappé. La science des *cyclones*, science toute moderne, va recevoir, grâce à lui, des modifications du plus haut intérêt. Les lois de tourbillonnement et de translation n'avaient pas encore été formulées aussi heureusement. Toute une théorie ingénieuse en découle, et l'on pourra désormais se soustraire facilement à ces dangers si funestes et si fréquents dans la mer des Indes. M. Maillard a pu relater et observer beaucoup de cyclones. Ce qu'il avance est mathématiquement exact. Comme pour varier les impressions du lecteur, le chapitre renferme le récit d'une aventure personnelle, dont les épisodes palpitants sont écrits de main de maître.

Pour ce qui est de la constitution géologique du sol, la révélation est *complète*. On savait vaguement que Bourbon reposait sur un volcan. Mais cette notion générale n'était ni précise ni affirmative. Voilà donc un document précieux pour l'histoire du globe sur lequel nous vivons. Un lien désormais existe entre Bourbon et Maurice. Toutes deux sortirent un jour du fond de l'Océan et reçurent en même temps le baptême du soleil. En effet, le sol de Maurice est le même que celui de Bourbon. Les deux îles sont donc bien sœurs de cœur et d'origine.

Un volcan en pleine activité, des phénomènes éruptifs très-bizarres, une stratification volcanique fort intéressante et une belle coulée d'*amphygénite*, tels sont les sujets qu'a dû traiter l'auteur.

Le maître de l'île, quoique capricieux et menaçant toujours, semble vouloir épargner la splendide nature qui l'entoure. Il a arrondi son domaine et va former un long cap à la mer. Parfois de gros nuages poudreux voyagent sur toute la colonie en la couvrant de cendres. D'autrefois ce sont des fils vitreux appelés naïvement *cheveux de volcan*, qui se répandent en aigrettes brillantes sur les habitations et les rivages.

M. Maillard a tout vu. Il s'est penché au-dessus du cratère redouté, a décrit avec bonheur un des plus beaux spectacles que puissent offrir à l'homme les entrailles de la terre. Il a scruté un à un les flancs de chaque montagne, de chaque ravine, pour leur arracher un mot et une date.

On peut constater sur ce théâtre restreint beaucoup de transformations qui échappent à l'observateur dans les grands continents. Là, tantôt c'est une ravine profonde qui, en quelques années, de ruisseau est devenue torrent, tantôt c'est une coulée de lave qui change brutalement l'aspect du pays; et toujours du fond de la mer montent à la surface de robustes baves madréporiques, qui enchâssent l'île de basalte dans une gangue calcaire. Toutes les forces de la nature se combinent pour bouleverser et régénérer en même temps ce sol sur lequel reposent de si tranquilles créatures. Le volcan ébranle la terre et marche dans la mer, la mer, à son tour, corrode les hautes falaises et stratifie les plages, le soleil enfin

tarit et féconde les sources de la vie. N'était-ce pas une belle récompense offerte par la nature à celui qui cherchait à la pénétrer et la comprendre, que de l'avoir laissé lire ainsi librement dans son mystérieux livre ?

Un sous-sol aussi brûlant modifie profondément les eaux qui s'en échappent. A Bourbon, les sources thermales sont donc très-nombreuses et de nature très-variées. Il y en a d'incrustantes, de ferrugineuses, sulfureuses, etc. En mai et octobre, les créoles gravissent les pentes souvent dangereuses, pour atteindre Célaos et Salazie. L'eau jaillit avec force du rocher et va alimenter les établissements de bains. Elle coule ensuite en donnant la vie à d'après paysages, qui offrent une grande analogie avec ceux de nos Alpes. Même température, même masses rocheuses, mêmes horizons. Mais si l'on descend les noirs gradins des montagnes, tout change; le soleil reprend son empire et modifie profondément l'aspect de la terre, qui reste cependant intimement la même.

Ces altitudes graduées ont constitué une flore bizarre. Les plantes se sont distribuées par zones. Chacune a pris sa place à sa convenance avec sa part de chaleur. Il y a là des phénomènes de géographie botanique très-mystérieux. — D'abord les cryptogames sont en majorité. La famille des fougères compte à elle seule deux cent quarante représentants et parmi les plus curieux.

Malheureusement, un déboisement complet dénude chaque jour les fertiles sommets de Bourbon. Les précieuses essences deviennent rares et disparaissent. La stérilité marche lentement, mais sûrement, en couvrant le sol des vieilles forêts détruites d'une couche de terre brûlante. L'homme oublie qu'il a eu pour premier berceau l'ombre de l'arbre, personnification mystérieuse et primitive de la vie sur le globe; il oublie que Dieu, en lui donnant pour abri les forêts profondes, ordonne en même temps de les respecter dans une juste mesure.

L'île paraît avoir été dépourvue anciennement d'animaux. Tous ou presque tous ont été introduits, dit M. Maillard, et le climat a singulièrement favorisé ces acclimations. Le moineau de France lui-même a pris hardiment possession des vieux murs, et pour ainsi dire, représente là-bas, dans le règne animal, notre esprit et nos mœurs. Madagascar surtout, à cause de sa proximité, a payé un large tribut d'importation à sa voisine. Le nombre des mammifères existant dans l'île à l'état sauvage est à peu près de quinze. Les oiseaux sont en plus grand nombre. Amenés par le vent de la mer ou par les voyageurs, ce sont eux qui peuplent et animent les rares solitudes. M. Maillard a eu le bonheur de rencontrer deux espèces nouvelles. Toutes les deux ont été décrites par M. Verreani : et l'une d'elles porte le nom de *Circus Maillardi*. Les races humaines, comme les animaux, ont des origines extrêmement variées. Trois chapitres spéciaux, ethnographie, immigration et esclavage apprennent au lecteur les faits qui peuvent l'intéresser et comme individu et comme membre de la Société. Nous pénétrons avec l'auteur dans la vie de cette population hétérogène où domine pourtant l'élément français. En examinant les tendances de l'agriculture, nous disons avec lui : malheur aux partisans du système exclusif dans l'exploitation du sol. Le *Borer*, le dessèchement, la diminution incessante de la couche végétale

entraînée par les eaux auront bientôt démontré qu'on ne rompt pas impunément l'équilibre naturel. Encore quelques années d'un pareil système et il ne restera plus qu'un sol épuisé qui, refusant aux hommes la vie qu'il n'a plus, rentrera dans le domaine de Dieu pour se régénérer.

Et pourtant, le café, le coton, la vanille, les céréales sont encore là épars et cachés prêts à changer l'aspect et les destinées de la colonie, si les créoles reconnaissent enfin leur erreur. Aujourd'hui, il n'y a qu'une seule industrie, qu'une seule exportation, c'est celle du sucre.

M. Maillard nous donne ensuite un aperçu précis de l'organisation gouvernementale et administrative de l'île Bourbon. Nous y retrouverons comme dans toutes nos colonies, un chef muni des pouvoirs les plus étendus, qui dirige tout, qui crée tout, organise tout à sa guise. Les finances, les budgets, l'instruction publique, les cultes et surtout les travaux publics donnent à cette partie de l'ouvrage un sérieux intérêt. On s'attache involontairement à ce pays où la civilisation est quasi nouvelle, où les éléments les plus divers se mélangent, se combinent parfois, pour former un ensemble étrange et charmant. Mais on demeure convaincu que certaines erreurs, certaines exagérations sont fatalement inhérentes à toute société qui se forme.

En qualité d'ingénieur colonial, M. Maillard pouvait mieux que personne nous entretenir des travaux publics.

Certes, Bourbon est un de ces pays où l'homme rencontre à chaque pas l'occasion de vaincre la nature ou de s'incliner devant elle. Les rivières qui s'élargissent chaque jour emportent en quelques années les ponts les plus hardis. La mer, galet par galet, comble les rades et les ports. Parfois une large coulée de lave intercepte tout à coup les routes tracées avec effort dans le basalte et un coup de vent furieux emporte dans son tourbillon, arbres, maisons et monuments. C'est alors que l'homme cherche à dompter les éléments et à éviter les causes de destruction.

M. Maillard, après vingt-six ans de lutttes et de travaux, propose la création d'un port à Saint-Pierre, de canaux pour faciliter la culture et les transports, de plusieurs ponts, etc. Le port est en cours d'exécution, les canaux seront percés plus tard.

Une belle statistique a coûté à l'auteur de longues journées de travail et de recherches arides. Mais aussi, il a doté le pays d'un monument, il lui a, pour ainsi dire, révélé son existence matérielle par des chiffres.

Les hommes illustres mêmes, enfants intelligents de sa patrie d'adoption, l'auteur les dépeint rapidement et résume la vie et les travaux de chacun d'eux. Joseph Hubert, Lépervanches-Mézières, Lilet Geoffroy, Nicole de la Serve, sont autant de savants et de défenseurs des libertés coloniales qui devaient figurer dans cette œuvre consacrée à leur pays natal. En lisant les quelques pages réservées à l'étude du langage, de la musique et du chant, nous nous sommes senti ému par cette naïveté involontaire. Il y a dans les deux manières d'exprimer la pensée (par la parole et par la musique), tant de nuances chez les différents

peuples, elles sont parfois si brutales qu'on est heureux de rencontrer une population chez laquelle l'harmonie est instinctive. La langue est un chant, le chant est une langue. Tout est intonation juste et douce. Point de bizarreries et de sons aigus, du calme, de la naïveté, mais pas de science. Nous remercions sincèrement M. Maillard d'avoir songé à donner comme spécimen du langage créole, une fable qui est un petit chef-d'œuvre.

Ici se termine le travail propre à l'auteur.

— Il avait recueilli dans ses explorations patientes de nombreuses et précieuses collections. Les objets d'histoire naturelle avaient été rapportés par lui en France et mis sous les yeux des savants. Ils ont pris aussitôt une très-grande importance. Bourbon, l'île fortunée, l'Eden d'autrefois apportait enfin sa belle part d'inconnu à la science, partout de nouvelles espèces et de nouveaux genres. La phanérogamie même compte maintenant un autre genre que M. Duchartre a rangé dans la famille des Artocarpées.

Mais que de richesses renferme encore dans son sein la mer qui bat les rivages de la petite île perdue dans l'Océan indien. Que de secrets encore enfouis sous ces eaux profondes, enfouis à jamais, peut-être, pour l'homme et pour sa science. Le nombre des êtres qui nous sont inconnus est immense sur la terre, mais il est encore bien plus immense dans le monde marin. Quand on réfléchit que Bourbon a donné tant en mollusques, en crabes, en poissons, en plantes marines, qu'en coléoptères, lépidoptères, etc., environ deux cents espèces nouvelles, on se demande si l'histoire naturelle *générale* peut exister avec d'aussi vastes lacunes. Parmi les travaux importants, nous citerons ceux de MM. Milne Edwards, sur la Faune carcinologique, Guichenot, sur la Faune ichthyologique. Nous insisterons spécialement aussi sur deux remarquables études de MM. Guenée et Deyrolle qui ont décrit plusieurs papillons et coléoptères nouveaux, en dressant en même temps un catalogue détaillé de toutes les espèces que renferme l'île Bourbon. L'ouvrage est terminé par une description éminemment intéressante des algues marines par MM. Montagnes et Millardet. Nous nous inclinons avec respect devant le premier de ces noms et nous reconnaissons à M. Millardet un talent et une habileté remarquables. L'expérience et le profond savoir alliés à la jeunesse et à la patience, ont donné une des plus curieuses annexes du livre.

La conchyliologie a pris entre les mains de M. Deshayes une telle importance qu'il a fallu renoncer à joindre ce travail à ceux déjà achevés. Un second volume sera consacré exclusivement à la description des mollusques nouveaux.

Voici donc une œuvre complète. Un pays inconnu s'est dessiné à nos yeux sous tous ses aspects. Nous y avons trouvé réunis les sujets les plus variés d'intérêt et d'étude. Cette île peut devenir extrêmement utile à la France pour la colonisation de Madagascar, et après le percement de l'isthme de Suez, une ère nouvelle s'ouvrira pour elle. C'est donc une question d'actualité qu'a traitée M. Maillard. Il a satisfait en même temps sa conscience d'homme et de citoyen, en faisant servir à l'humanité et à la France, vingt-six années de travaux et d'observations. Si tous les hommes étaient bien pénétrés de cette pensée, la lumière ne tarderait pas à dis-

siper l'obscurité navrante qui enveloppe encore certaines questions coloniales.

L'ouvrage est mis sous le patronage de George Sand qui aime tout ce qui est beau et encourage tout ce qui est bien.

LITTÉRATURE

Bibliothèque des chemins de fer. — Le gardien de la Camargue, scènes et souvenirs des Maremmes du Rhône, par M^{me} LOUIS FIGUIER, in-16, Paris, Hachette.

George Sand a mis à la mode les romans campagnards, ou si l'on veut pastoraux, et parmi les écrivains qui l'imitent avec succès, M^{me} L. Figuer se place aux premiers rangs. Le genre pastoral date de loin en France, et sans le faire remonter jusqu'à l'Astrée, on peut du moins en rattacher l'origine aux bergeries de Florian. Notre temps, réaliste alors même qu'il s'en doute le moins, a introduit une part de réalité dans cette littérature de convention, née dans la fausseté toute pure. Aujourd'hui le paysage, les costumes et les coutumes sont justes, et nos romans campagnards pourront à cet égard servir de mémoires aux historiens futurs. La vérité n'est en retard que pour les mœurs internes, pour les sentiments et le langage qui sont trop idéalisés en un certain sens. Non pas qu'il ne se rencontre à la campagne de bonnes pensées et de bonnes actions, des vertus et des dévouements comme à la ville (un peu moins cependant, car la culture de l'esprit est favorable à l'élévation des mœurs). Mais à la ville, j'entends dans les classes cultivées, le devoir et le bien se pratiquent avec volonté et réflexion ; aux champs, parmi les paysans, c'est l'instinct qui domine, et le bien se fait sans qu'on s'en rende compte ; la réflexion n'y dépasse guère les calculs de l'égoïsme. Il en résulte que les vertus s'y exercent grossièrement, sans délicatesse, et aussi sans se connaître, et que les bonnes et belles actions ne s'y traduisent que très-rarement en discours équivalents. De là, la difficulté où échouent presque tous les auteurs quand ils veulent faire parler les paysans, car ils tombent dans le faux dès qu'ils mettent dans leur bouche des analyses de sentiments dont le vrai campagnard n'a pas une conscience précise, et qui ne peuvent s'exprimer, quand par hasard ils montent jusqu'à ses lèvres, que par des traits indirects et voilés.

Le roman de M^{me} L. Figuer pourrait être cité en preuve de ce que nous avançons ici. Les sentiments et le langage prêtés aux personnages ne sont pas faux, mais vagues et sans couleur décidée et surtout trop délicatement exprimés pour des paysans. On sent bien que l'auteur ne sait pas assez exactement comment ces gens-là pensent, et qu'il n'a pas réalisé la condition difficile, mais absolument nécessaire à la réussite, et qui serait, si l'on peut s'exprimer ainsi, de penser dans leur cer-

veau. Mais en revanche, les paysages de ce pays singulier de la Camargue, si triste et si pittoresque, les aspects de cette nature désolée, les coutumes sauvages, violentes et fanatiques des habitants, récolte du sel, courses de taureaux, muselage et ferrade des veaux, pèlerinages aux Saintes-Maries, tout cela est parfaitement décrit, d'un style précis et coloré. Aigues-Mortes, la ville aux vieux murs perdue dans ce désert, est peinte avec un véritable talent.

Heureusement le roman, — les amours d'une saunière et d'un gardian de taureaux, — n'est qu'un prétexte et qu'un cadre pour les descriptions et les scènes, et malgré cela il ne manque pas d'intérêt. Quant à la partie descriptive, qui l'a lue a vu la Camargue au stéréoscope, et pour celui qui se préparerait à en faire le voyage, ce petit livre serait le meilleur guide à emporter.

F. BAUDRY.

Causeries artistiques, par FERDINAND DE LASTEYRIE, membre de l'Institut.
Paris, Hachette, gr. in-18.

Ce volume est une reproduction d'articles insérés au *Siècle*. Il passe en revue successivement l'état de nos Musées et la question des restaurations de tableaux qu'il juge avec calme et impartialité; les nouveaux bâtiments du Louvre et en général l'architecture de notre temps; la situation de l'art en province; l'enseignement de l'art industriel; la question des encouragements aux arts, aux lettres et aux sciences, sur laquelle il expose des idées justes, mais insuffisamment approfondies; la valeur à accorder aux jugements du public, à ceux des critiques de profession, etc., etc. Comme on le voit, beaucoup de questions intéressantes sont soulevées dans ce petit volume. Elles sont traitées avec un esprit clair et sensé, que soutient une sérieuse connaissance de son sujet. On sait que M. Ferdinand de Lasteyrie possède, en fait d'art, une érudition distinguée qui lui a ouvert les portes de l'Institut. Le bon sens exempt de prétention et d'enflure caractérise surtout ses jugements. Le seul écueil de ce procédé, c'est qu'il manque quelquefois un peu de largeur, et qu'il empêche de sentir comme il faut la fantaisie et l'imagination un peu déréglée, qui sont des défauts dans la vie pratique, mais non pas dans les beaux-arts. Aussi, M. de Lasteyrie nous a-t-il paru un peu sévère pour l'école de Watteau, Boucher et Lancret, qui représente si bien l'esprit français tel qu'il est par lui-même et sans influence étrangère.

En somme, les idées de M. de Lasteyrie sont justes et clairement exprimées, et l'on pourrait seulement désirer un peu plus de relief et de concentration au style qui les exprime.

F. BAUDRY.

Jean Rosier; Rose d'amour; Claude et Juliette; trois nouvelles par ALFRED ASSOLANT. — Paris, Hachette. (Bibliothèque des Chemins de fer.)

Une histoire de vieux soldat, une histoire d'étudiants, une histoire de village,

le tout raconté spirituellement et légèrement, trop légèrement à mon gré, car à force de précipitation il y manque absolument cette concentration qu'on appelle le style. Les dialogues surtout sont négligés; aucun personnage ne parle la langue de sa condition. Malgré cela, l'esprit de bon aloi qui court à travers ces contes en soutient la lecture. C'est un volume agréable à parcourir en chemin de fer, en regardant le paysage, ou bien à la campagne, dans un coin du grand salon, tandis que les dames jasant en faisant de la tapisserie. Mais s'il tient à sa réputation d'homme de lettres, M. Assolant doit faire quelque chose de plus travaillé.

F. B.

G. RONDIER. *Antiquité des races humaines, reconstitution de la chronologie et de l'histoire des peuples primitifs par l'examen des documents originaux et par l'astronomie.* — Paris, AMYOT, in-8.

Nous annonçons ce livre sans en rendre compte autrement que par un mot. Il s'agit d'une chronologie nouvelle de la haute antiquité, fondée sur des calculs astronomiques, qui ferait remonter l'histoire de l'Égypte à trente mille ans avant J.-C. (commencement de la période de Phtha), et, par une suite de synchronismes, ramènerait à la même mesure les chronologies des Grecs, des Chaldéens, des Indiens, des Hébreux, etc. Des conjectures sur l'histoire primitive découlent de ces hypothèses.

Nous n'entreprendrons pas, faute de temps et de place, de tirer à clair ce système et d'examiner ce qu'il offre de spécieux et ce qu'il contient d'excentrique et de contestable. Nous voulons seulement signaler à l'attention des savants ce vigoureux effort d'un esprit ingénieux et ardent, mais qui se ressent trop, à notre avis, d'un travail solitaire et sans communication suffisante avec les maîtres et les œuvres de la critique contemporaine.

F. B.

BIBLIOGRAPHIE ALLEMANDE

ETHNOGRAPHIE

Die Leleger. Eine ethnographische Abhandlung, von KARL WILHELM DEIMLING, Lehrer am Lyceum in Mannheim (Les Lélèges, mémoire ethnographique, par M. K. W. Deimling, professeur au collège de Mannheim.) Leipzig, 1862, in-8°, de XII-243 pages.

Sous un titre qui semble annoncer une simple monographie académique (elle n'avait été en effet originairement, mais sous une forme beaucoup plus restreinte,

qu'une thèse pour le doctorat), M. Deimling vient de nous donner un travail profondément étudié sur l'ensemble des origines helléniques. On sait de quels nuages est enveloppée l'ethnographie des temps anciens de la Grèce, dès qu'on essaye de remonter, même en s'éclairant des notions réunies par Hérodote et par Thucydide, au-dessus du premier siècle des Olympiades, et surtout au-dessus de la guerre de Troie. Avant que sur le continent et dans les îles de la Grèce il se soit formé, par le lent travail des siècles, une nation dont le nom d'Hellènes est devenu l'appellation commune, on voit figurer dans les légendes que les générations s'étaient transmises et que recueillièrent les premiers logographes, des noms de peuples ou de tribus dont il est difficile de suivre l'histoire et de déterminer les rapports. Habituellement on réunit sous la dénomination commune de *Pélasges* toutes les tribus anté-helléniques que l'histoire entrevoit au fond des traditions; les recherches de l'érudition germanique n'admettent plus cette unité d'appellation. Mais les savants varient entre eux sur la distribution et l'agroupement des tribus primitives que l'on distingue des Pélasges proprement dits. Un des archéologues les plus célèbres de l'Allemagne, M. Edouard Gerhard, dans un travail spécial sur les tribus et les dieux topiques de la Grèce (*Griechenlands Volkstämme und Stammgottheiten*, Berlin, 1854), établit une triple division dans ces populations primordiales, qu'il distingue en Helléno-Pélasges, Thraci-Phrygiens et Cari-Lélèges, réunissant ainsi, dans ces trois accouplements binaires, les deux principaux éléments de chaque groupe. Tout en admettant au fond cette division générale, M. Deimling y introduit dans le détail de notables modifications.

L'objet de son travail est également de distinguer, par une investigation méthodique des traditions historiques et religieuses de la Grèce primitive, l'élément pélasgique et les éléments non pélasgiques de ces temps obscurs. Les Lélèges, qui ont été l'occasion de ces recherches, jouent un grand rôle dans les traditions à côté des Pélasges et des Thraces, et ils ont eu, comme ceux-ci, une influence considérable sur le développement hellénique.

Il serait difficile d'analyser sommairement les détails infinis à travers lesquels nous conduit le savant professeur. Nous ferons mieux : nous allons traduire les deux ou trois pages où lui-même en résume les résultats essentiels.

« C'est une question depuis longtemps controversée, dit-il, de savoir si la Grèce reçut originairement sa population du Nord par terre, ou de l'Est et du Sud-Est par mer ¹. Les deux hypothèses ont eu leurs partisans, parce qu'elles peuvent s'appuyer l'une et l'autre de faits et de témoignages; et, selon qu'on incline vers l'une ou vers l'autre, le problème de l'extraction du peuple grec et de sa consanguinité avec telle ou telle autre des grandes races de l'Orient, peut trouver une solution différente, aussi bien que la question de savoir si les Pélasges et les Hellènes appartiennent ou non à la même race. La vérité me paraît être

¹ Pour le relevé des auteurs qui ont agité ces questions, voir K. Fr. Hermann, *Lehrbuch der Griechischen Antiquitäten*, I, § 4, n. 9; auquel on peut ajouter Kortüm, *Griech. Geschichte*, I, p. 9 et suiv.; Duncker, *Geschichte des Alterthums*, III, p. 9 et suiv.; Curtius, *Griech. Geschichte*, I, p. 26 et suiv.

partiellement des deux côtés. D'une part, il ne faut pas confondre les Pélasges et les Grecs ; et, d'autre part, la question du chemin que suivirent les Grecs pour arriver dans le pays qui a pris d'eux son nom, est tout à fait distincte de cette autre question : d'où les Pélasges sont-ils venus ? La Grèce, par sa situation même, est accessible de tant de côtés, tant de chemins faciles s'ouvrent vers ses rivages hospitaliers et ses contrées intérieures, particulièrement pour les peuples de l'Asie Mineure, que cela seul suffirait déjà pour rendre peu vraisemblable que la masse entière de la population grecque fût arrivée d'un seul côté et par les mêmes chemins.

» Que les Pélasges, et les Thraces, leurs plus proches parents, soient arrivés en Grèce par terre en traversant la Thrace, c'est ce qui est manifeste par ce fait seul que les îles de la mer Égée, à l'exception de celles qui touchent aux côtes de l'Asie Mineure, ne présentent pas la moindre trace pélasgique ; tandis, au contraire, que des restes disséminés de tribus pélasges se trouvent en grand nombre dans le nord de la Macédoine et dans le nord de la Thrace ¹, et que dans leurs diverses migrations comme Éoliens, Achéens et Doriens, les Pélasges-Hellènes se portent du nord au sud, vers le Péloponèse ².

» La première migration antérieure aux temps historiques est celle des Pélasges eux-mêmes. Qu'ils aient été les premiers habitants du pays, ou qu'ils en aient expulsé ou soumis des occupants antérieurs ³, c'est ce qu'il est difficile de nier ou d'affirmer, attendu qu'il ne s'est pas conservé la moindre trace des immigrations pélasges dans les traditions historiques des Hellènes. Ceci, d'ailleurs, n'aurait toujours qu'une importance secondaire pour l'histoire grecque, parce qu'on ne peut guère supposer que dans aucun cas, ces premiers occupants du sol hellénique, s'ils ont existé en effet, aient eu aucune influence sur les Pélasges. Tout indique, au contraire, que c'est à ceux-ci qu'il faut rapporter la plus ancienne civilisation que la Grèce ait reçue.

» Après leur immigration dans le Péloponèse, les Pélasges se partagèrent en plusieurs branches, Arcadiens, Argiens ou *Danai*, Ioniens ; en même temps que les tribus voisines de la mer, les *Danai* notamment et surtout les Ioniens, se développaient rapidement, et, par suite, se séparaient des Pélasges arcadiens de l'intérieur. De même, les Pélasges du nord de la Grèce, d'une culture plus avancée que le gros de la nation, se partageaient également en tribus, et ces tribus se portaient aussi vers le Péloponèse par une suite ininterrompue de migrations. Ce sont, en premier lieu, les nombreuses migrations de tribus et de chefs éoliens qui viennent se fixer dans cette grande péninsule. Après eux viennent les Achéens, qui s'étaient séparés des Éoliens ou Pélasges thessaliens, et qui, fondus avec les Hellènes originaires de Dodone, vinrent occuper une grande moitié du Péloponèse. Ce sont les premiers Hellènes qui s'y établirent, comme

¹ O. Abel, *Macedonien vor Philip.*, p. 25 à 41.

² Voir Curtius, *Ionier*, p. 9, 41 et suiv.

³ Voir Welcker, I, p. 10 et suiv. Une vue tout à fait particulière est celle qui présente les Hellènes comme la race aborigène, et les Pélasges comme une race immigrée (voir Kortüm, I, p. 16 et suiv.).

plus tard, au commencement des temps historiques, les derniers furent les Doriens, peuple parent et allié des Hellènes, et comme eux détaché des Pélasges de la Thessalie.

» Ces migrations des Pélasges du Nord se portant vers les terres du sud se firent donc non en bloc et d'une seule fois, mais successivement et par groupes. Après les Pélasges, viennent, à ce qu'il semble, les migrations thraces; car les vestiges que nous trouvons de ce peuple, soit parmi les tribus barbares du littoral même de la Thrace, soit dispersés dans toute la Grèce, indiquent une migration venue du Nord. C'est le déplacement de ces hordes barbares de la Thrace, des Phrygiens ou Bryges, des Illyriens, et plus tard des Thyniens, qui paraît avoir poussé vers le Sud les tribus helléno-pélasgiques, et avoir déterminé même la migration pélasge en Italie, laquelle fut certainement la suite d'une pression venue du Nord ¹. « Il est hors de doute, dit Mommsen ² que les plus anciennes migrations des peuples eurent toutes lieu par terre, notamment celles qui se portèrent vers l'Italie, où des marins expérimentés peuvent seuls aborder par mer; aussi les Grecs du temps d'Homère ne les connaissent-ils pas encore. Les premiers immigrants suivirent donc l'Apennin. De même que le géologue reconnaît la formation des montagnes à la disposition de leurs couches, nous pouvons conjecturer, dans nos investigations sur les origines italiques, que les tribus les plus méridionales de la Péninsule en sont aussi les plus anciennes. »

» Mais, d'un autre côté, les îles de la mer Égée présentent une route si facile, même dans l'enfance de la navigation, vers les rivages heureusement découpés du continent hellénique, que l'on concevrait difficilement, alors qu'une terre d'un si bel aspect invitait en quelque sorte les habitants des îles à en prendre possession, qu'outre les établissements isolés des navigateurs phéniciens, des tribus entières ne s'y fussent pas établies de bonne heure. Ces îles Égéennes, du centre desquelles on perçoit presque les côtes de l'Europe et de l'Asie, forment d'ailleurs un pont naturel entre la Carie et la Grèce; et il est hors de doute que les Lélèges arrivèrent par là aux côtes du Péloponèse. C'est ce qui résulte de la situation de leurs établissements, de même que l'époque où se firent ces déplacements porte à conclure que la migration lélège eut lieu lorsque le Péloponèse était déjà devenu la patrie des Pélasges...

» Les Lélèges, et avec eux les Caucons leurs frères, peuvent avoir quitté dans le même temps que les Pélasges, ou bientôt après ceux-ci, leur première patrie, l'Asie Mineure, où, comme les Pélasges, ils étaient répandus au milieu des tribus phrygiennes, en partie sur les côtes méridionales de la Troade, en partie dans la Carie et dans les îles avoisinantes, Samos, Chios, Cos, Syme, Nisyros et Calydna. De la Carie, à ce qu'il semble, ils passèrent aux Cyclades, où ils se répandirent et où il se peut qu'ils aient fait un long séjour. De là ils étendirent leur domination et leurs établissements sur les autres îles de la mer Égée; car nous avons

¹ Voir Hermann, I, § 15, n. 7.

² *Römische Geschichte*, I, p. 9.

cru les trouver dans la Crète, et des traces certaines de leur culte d'Artémis sont restées dans les îles du Nord, à Lemnos, notamment, et dans la Samothrace. Néanmoins, il se pourrait qu'ils y fussent venus directement de la Troade... De Lemnos, de même que des Cyclades, où ils sont désignés sous le nom de Cariens, ils arrivèrent aux côtes orientales du continent hellénique... Des traditions de Mégare, on peut conclure que les Cariens de l'Attique et de la Mégaride, d'Hermione et d'Epidaure, ne sont autres que les Lélèges de Trozène, c'est-à-dire des Lélèges-Cariens. Au nord de l'Europe, dans l'Eubée, la Béotie et la Phocide, nous ne trouvons plus de Cariens; les Lélèges qu'on trouve mentionnés dans ces parties paraîtraient plutôt être venus de Lemnos, et leur descente sur ces côtes du Nord pourrait se rattacher à la tradition légendaire des Amazones. Les rivages de l'Hellade auraient été ainsi atteints par les Lélèges de différents côtés. Leurs établissements sur la côte orientale ne furent du reste que passagers; on voit par les légendes athéniennes des Amazones, que dans leurs engagements avec les Pélasges indigènes sur différents points de la côte, à Brauron, à Munychie et ailleurs, ils furent repoussés. Que de là ils aient cherché à pénétrer dans l'intérieur et à y répandre leur culte d'Artémis, c'est ce qu'indiquent les combats de Thésée avec les Dioscures, près d'Aphidnæ... Les combats de Thésée contre les Dioscures, et les incursions des Amazones, appartiennent à un seul et même cycle de légendes. La race qui fonda le culte de Tauropole à Brauron et qui implanta le culte des Dioscures sur les côtes de l'Attique, est la même qui apporta la légende des Amazones en Grèce; et cette race est celle des Lélèges de Lemnos. »

VIVIEN DE SAINT-MARTIN.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Ab Jove principium. Commençons par Homère. Et d'abord, remercions M. Vidal qui nous a fait revoir avec lui les grandes scènes de l'*Iliade*¹. C'est toujours un bonheur quand on peut revenir, ne fût-ce qu'en passant et pour un rafraîchissement d'une heure, à cette antique poésie homérique. La poésie moderne, même la plus divinement inspirée, a toujours quelque chose de factice. Née en pleine civilisation, elle est le produit d'une longue culture ; c'est la fille du temps et du travail. Avec Homère, on rentre dans la primitivité de la nature ; on s'y baigne aux sources jaillissantes, et, comme Junon dans les flots de Canathos, il semble que l'esprit y repuisse jeunesse et virginité. Il en était des mœurs antiques comme des costumes qui déguisaient à peine la forme puissante des héros ; les caractères étaient aussi sans entraves ; les instincts, les passions se produisaient en liberté ; c'est le spectacle que nous offre Homère dans ses poèmes. Quant au style de l'aède primitif, c'est tout le contraire de la précision latine avec sa sèche élégance. Ici c'est une manière vive et large, une création et un mouvement continus d'idées et d'expressions, une fluidité plastique analogue aux métamorphoses du *vieux pasteur des troupeaux de Neptune*. Entre la poésie d'Homère et celle de Virgile, il y a la différence de la parole chantée à la parole écrite. Même sur la page morte, où nous la voyons aujourd'hui fixée, la poésie homérique a gardé son caractère d'improvisation : les mots y semblent vivre d'une vie propre, s'engendrer, se grouper d'eux-mêmes au sein d'un murmure harmonieux, comme en ce printemps de la muse où ils s'échappaient ailés d'une lèvres inspirée, ou lorsque leurs essaims s'en allaient par la Grèce, portés sur les rameaux de laurier des rhapsodes.

D'où vient cependant cette merveilleuse, incomparable poésie ? Est-ce la création d'un seul homme qui, à un certain moment, rassemblant les traditions populaires sur un événement fameux, en a fait le double monument national, historique et poétique, où la Grèce s'est réjouie à contempler son image ? Ou bien

¹ *Études littéraires et morales sur Homère*, par AUGUSTE VIDAL, première partie, l'*Iliade*, un vol. chez Hachette.

est-ce la Grèce primitive elle-même qui s'est chantée et enchantée avec l'*Iliade* et l'*Odyssée*, et qui, enivrée de sa propre gloire, a voulu s'adorer dans une personification suprême de son génie poétique? Cette dernière opinion, depuis Wolf et ses célèbres *Prolegomènes*, a eu, toute paradoxale qu'elle paraisse au premier abord, un grand nombre de partisans, surtout en Allemagne. Elle a aussi été soutenue en France par Fauriel et Dugas-Montbel; mais, en général, les critiques français tiennent pour la personnalité d'Homère; il n'entre pas dans leur esprit que ces grandes compositions d'une si vivante et si belle unité puissent être la création spontanée de l'imagination et du sentiment populaires. M. Vidal est, sur ce point, de l'avis de M. Pierron qui, dans son *Histoire de la littérature grecque*, a rompu une lance pour conserver au vieil Homère son existence et la paternité des œuvres qui portent son nom. En revanche, M. Artaud, à qui l'on doit également une *Histoire de la littérature grecque* ainsi qu'une étude sur Homère, qui viennent d'être réimprimées¹, penche tout au moins pour le système contraire, s'il ne s'y rallie tout à fait: « Comme il est toujours difficile, dit-il très-sensément, de se transporter dans un ordre de choses fort différent de celui avec lequel on est familiarisé, on ne se prête pas volontiers à croire qu'un poème tel que l'*Iliade* ou l'*Odyssée* n'ait pas été exécuté sur un plan conçu d'avance et profondément médité par l'auteur; on se refuse à admettre que chacun de ces poèmes ne soit qu'un recueil de fragments épars, restés longtemps détachés les uns des autres, et dont on s'est enfin avisé de composer un tout. L'esprit est d'abord révolté d'une telle supposition, elle semble même absurde; mais à un examen plus réfléchi, elle prend un grand caractère de probabilité. »

Pour moi, j'avoue que la formation spontanée et populaire des poèmes homériques, non-seulement me paraît un fait très-explicable pour qui se rend compte des procédés de l'esprit humain primitif, mais qu'elle peut seule m'expliquer la profonde différence qui existe entre ces poèmes, ou les autres œuvres de même nature, comme par exemple les *Nibelungen*, et les ouvrages qui sont le produit authentique d'un génie individuel, tels que l'*Énéide* ou les *Lusiades*. C'est cette impersonnalité de l'inspiration qui donne à l'épopée primitive son caractère à part entre les œuvres littéraires, comme au produit d'un instinct supérieur à l'art le plus savant, et qui la met hors de pair avec toutes les créations des plus hauts génies. Aussi fait-elle à mes yeux partie inhérente de la grandeur et de la beauté des épopées homériques, et j'ai peine à comprendre qu'on puisse, en les étudiant, leur appliquer la même mesure qu'aux autres poèmes dont l'auteur est une personne historique. Cela ne m'empêche pas de rendre justice au travail de M. Vidal, qui, tout en raisonnant sur l'*Iliade* comme il aurait fait sur l'*Énéide*, a su, dans ses commentaires, conserver la distance entre la naïveté grandiose d'Homère et l'art le plus parfait de ses illustres imitateurs. Je remarque cependant que le point de vue où il s'est placé lui fait commettre quelques méprises, par exemple lorsqu'il reproche à Homère, comme une faute, la fuite d'Hector devant Achille, au 22^e livre de l'*Iliade*. Suivant M. Vidal, cette fuite, admirée par Aristote, est une invraisemblance dont il faut rendre responsables le patriotisme d'Homère et sa partialité pour les Grecs. Je laisse de côté cette prétendue invraisemblance dont il est à peine besoin de dire que nous ne sommes pas juges;

¹ *Études sur la littérature depuis Homère jusqu'à l'école romantique*, recueillies par le fils de l'auteur, un vol. chez Plon.

mais je ne crains pas d'affirmer que, si M. Vidal eût bien compris la nature du poème qu'il analyse si ingénieusement, il ne lui serait pas venu à l'esprit d'accuser Homère d'injustice. Quand aurons-nous fini de voir Homère et la vieille Grèce du point de vue de nos idées modernes, à travers le verre trouble des lunettes classiques ?

M. Vidal, j'aime à le reconnaître, a franchi plus d'une fois avec bonheur les limites étroites et traditionnelles de la critique scolaire. Il ne s'est pas toujours borné à comparer, aux endroits fameux d'Homère, les morceaux correspondants de ses imitateurs classiques, comme on le fait de temps immémorial dans les chaires de littérature. Deux fois, il a rapproché d'un passage de l'*Iliade* un fragment des *Nibelungen* ; la douleur de Kriemhilt est opposée par lui à celle d'Andromaque, et les funérailles de Sifrit sont mises en regard de celles de Patrocle. A propos des scènes variées décrites par Homère comme représentées sur le bouclier d'Achille, le critique s'est souvenu des coutumes analogues des différents peuples, anciens et modernes, et en a fait le sujet de rapprochements curieux et instructifs qui rompent agréablement la monotonie des comparaisons purement littéraires. En suivant avec plaisir M. Vidal dans ces trop courtes excursions hors du domaine trop cultivé de la littérature et des études classiques, je regrettais qu'il n'eût pas étendu plus loin ses recherches. Aussi bien que les *Nibelungen*, les grandes épopées indiennes, le poème persan de *Firdousi*, et même nos poèmes de chevalerie, lui pouvaient offrir des points de rapport avec l'objet de son étude. J'aurais aussi voulu que, rappelant à chaque instant l'influence d'Homère sur la littérature grecque et sur celle de tous les peuples qui ont pris les Grecs pour modèles, il montrât plus souvent son influence sur l'art. M. Vidal n'a pas manqué de dire que Phidias avait emprunté à Homère l'idée de son Jupiter Olympien ; il n'a pas non plus oublié, ce qui est moins connu, que l'Agamemnon voilé du tableau de Timanthe, bien que l'artiste en eût probablement emprunté l'idée à Euripide ¹, avait son origine dans le Priam d'Homère pleurant Hector. Mais ces artistes, en y joignant encore Flaxman, comme le fait notre critique, sont loin d'être les seuls qu'Homère ait inspirés plus ou moins directement ². On trouverait les preuves de cette inspiration généreuse partout dans l'art aussi bien que dans la poésie de l'antiquité, sans parler des temps modernes. M. Vidal le sait bien, lui qui a tant relevé d'emprunts faits à la muse homérique, Homère est la grande source féconde à laquelle l'antiquité tout entière a puisé sans se lasser, idées, sentiments, images ; c'est comme un grand fleuve qui, du sommet élevé d'une montagne, se répandrait largement en autant de branches qu'il y a de cultures diverses au domaine de l'esprit. Aussi, dans les anciens bas-reliefs, Homère est-il représenté comme le centre ou le point de départ d'une vaste création, idée que notre grand peintre contemporain, M. Ingres, a développée avec le talent qui lui appartient, dans cette célèbre *Apothéose d'Homère* qui reste son plus beau titre de gloire ³.

¹ *Iphig. in Aul.*, 1549-50.

² RAUL-ROCHETTE (*Monum. inéd. d'ant. fig.*), a réuni sous les noms d'*Achilleïde* et d'*Odysseïde* un certain nombre de monuments relatifs à l'histoire d'Achille et d'Ulysse.

³ Comparez divers monuments antiques dans la *Galerie mythologique* de MILLIN. Voy. aussi RAUL-ROCHETTE, *Monum. inéd.*, p. 420, etc. Le plus célèbre de ces bas-reliefs antiques est l'*Apothéose d'Homère*, par ARCHELAUS DE PRÉNÈ.

M. Vidal m'a ramené à Homère, M. Mesnard me ramène à Eschyle. M. Mesnard, ce qui est rare, est à la fois poète et érudit. Je ne l'appellerai pas un *helléniste*, me souvenant que Courier a proscrit ce mot comme sentant trop le métier, dans la fameuse lettre à M. Renouard. Le fait est cependant que M. Mesnard sait beaucoup de grec et qu'il en fait le meilleur usage. La traduction qu'il vient de publier de l'*Orestie* d'Eschyle, avec introduction et notes, nous le montre comme critique, comme philologue et comme poète, et, à ce triple point de vue, il mérite de fixer l'attention. La tentative de M. Mesnard, pour n'être pas sans précédents, n'en était pas moins hardie. Le nouveau traducteur s'est tenu d'ailleurs plus près que ses devanciers, (MM. Puech, traducteur des *Choéphores*, Léon Halévy, traducteur des *Euménides*), du texte et du génie d'Eschyle. Dans la partie lyrique principalement, partie si importante du drame eschyléen qu'on peut dire, avec M. Mesnard, qu'elle en est l'*âme*, il s'est efforcé de donner une fidèle image de la puissance, du mouvement, et à la fois de la symétrie de cette poésie étonnante, si régulière dans ses formes, et si audacieuse, si abrupte, si inattendue dans ses idées et ses expressions.

On sait que l'*Orestie* est une trilogie composée d'*Agamemnon*, des *Choéphores* et des *Euménides*. Cette trilogie est la seule qui soit parvenue complète jusqu'à nous. On peut dire qu'elle est, après l'*Iliade* et l'*Odysseë*, le plus beau monument que nous possédions de la poésie grecque. Guillaume Schlegel en a parlé magnifiquement dans son *Cours de littérature dramatique*. C'est, peut-on dire, un chant sublime à la gloire d'Athènes, représentée dans cette tragédie ainsi que dans plusieurs autres pièces du théâtre grec¹ comme ayant été, dès la plus haute antiquité, une terre sacrée gouvernée par des dieux intelligents, l'*asile* des temps barbares de la Grèce, où, sous l'empire d'une législation rationnelle et clémentine, venait expirer le pouvoir des divinités aveugles et terribles. En effet, c'est à Athènes et par le jugement de l'Aréopage, qu'Oreste, réconcilié avec lui-même, est enfin délivré des Furies et recouvre la paix avec la raison.

Je citerai seulement deux strophes d'un chœur de l'*Agamemnon*, pour montrer comment M. Mesnard a su se tirer à son honneur d'une tâche qui pouvait sembler impossible.

STROPHE.

Hélène! ô nom qui prédis le malheur,
 Augure menaçant des querelles terribles,
 Funeste nom qui ne fut point menteur,
 Qui t'a choisi? Quelqu'un des êtres invisibles
 Dont l'avenir ne peut fuir le regard,
 Auxquels l'homme obéit quand il nomme au hasard.
 Des vaisseaux détruits, du carnage
 Ce nom portait le sinistre présage.
 Chargé des secrets du destin
 Il convenait à l'épouse fatale
 Qui, franchissant le seuil de la chambre royale,

¹ L'*OEdipe à Colone*, de SOPHOCLE, la *Médée*, d'EURIPIDE, etc.

Aux zéphirs confia son départ clandestin.
 Poussé par la voile furtive,
 Du Simois, fleuve aux ombrages verts,
 Le navire a gagné la rive;
 Mais sur la trace des pervers
 La mente belliqueuse a traversé les mers.
 La guerre, ivre de sang, persui tla fugoitive.u

ANTISTROPHE.

Contre Ilion la colère a poussé
 De nos vaillants guerriers la ligue meurtrière.
 Ils vengeront Jupiter offensé
 Et du palais des rois la table hospitalière
 Sur ces parents qu'un hymen odieux
 Dans sa fête entendit chanter l'hymne joyeux.
 Le jour vient où les fils de Troie
 Ont désappris les accents de la joie;
 Et de leur antique cité
 Qu'aujourd'hui frappe une main vengeresse
 Bientôt se change en deuil la bruyante allégresse;
 L'hymne de la douleur à son tour est chanté.
 Pergame a maudit dans les larmes
 Le lâche amour de ce vil ravisseur
 Qu'ont séduit de funestes charmes.
 Depuis ces noces de malheur,
 Combien de citoyens, que pleure ta douleur,
 O vieux peuple de Troie, ont teint de sang nos armes!

On peut faiblir quelquefois, cela est même inévitable, en s'efforçant de faire passer dans une langue étrangère l'énergie et la sublimité du style d'Eschyle; mais c'est un grand honneur que d'avoir, comme l'a fait M. Mesnard, soutenu la lutte avec un tel adversaire, dont le génie frappait Aristophane d'étonnement au point de lui faire entasser les images pour arriver à en exprimer la grandeur, la puissance et la majesté. Peut-être, enhardi par son succès, M. Mesnard voudra-t-il se remettre à l'ouvrage et nous donner la traduction entière du théâtre d'Eschyle. Il a déjà accompli presque la moitié de la tâche, puisque, sur sept pièces qui nous restent du prince des tragiques grecs, il en a traduit trois. On aimerait le voir tenter de reproduire les grandeurs mystérieuses du *Prométhée enchaîné* ou le lyrique gémissment des *Perses*, ce thrène tragique.

Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour dire quelques mots de la découverte d'un professeur français, M. Weil, relative à la construction symétrique des tragédies d'Eschyle. Pour la partie lyrique, cette symétrie est un fait connu; les strophes des chœurs se déploient deux à deux, en nombre pair, excepté quand l'épode vient succéder à la strophe et à l'antistrophe. Aristophane a fait allusion à cette régularité dans sa pièce des *Grenouilles*, où Euripide reproche à

Eschyle de faire marcher quatre par quatre ses tirades de vers lyriques ¹. Mais, d'après les remarques faites par M. Weil, précisément sur les trois pièces de l'*Orestie*, cette symétrie n'existerait pas seulement dans la partie lyrique de ces tragédies, on la retrouverait jusque dans le récitatif. De même que la strophe et l'antistrophe forment deux périodes qui renferment le même nombre de membres métriques disposés de la même manière, ainsi, une scène écrite en vers iambiques, se trouve divisée par le sens et la ponctuation en groupes de vers de même nombre et de disposition symétrique ². La démonstration matérielle de l'importante et curieuse découverte de M. Weil se trouve dans sa nouvelle édition de l'*Orestie* ³.

On s'est demandé comment l'oreille des spectateurs d'Eschyle pouvait saisir dans une simple récitation la correspondance métrique de deux groupes de vers très-éloignés parfois l'un de l'autre. En effet, dans les chœurs, les mouvements d'aller et de retour des choristes, auxquels répondaient la strophe et l'antistrophe, aussi bien que la musique, aidaient à percevoir la symétrie qui se présentait ainsi sous trois formes. Suivant M. Weil, quelque chose d'analogue devait avoir lieu pour le récitatif. Ainsi, les places occupées sur la scène par les acteurs, peut-être les sons d'une flûte accompagnant la déclamation, pouvaient fournir des secours pour apprécier dans toute son étendue un genre de beauté qui semble étrange à notre goût moderne. Ajoutons qu'il n'est point particulier aux seuls drames d'Eschyle, et qu'on en trouve des exemples dans les portions des tragédies de Sophocle appelées *Κομμοί*, où des morceaux lyriques sont mêlés à des iambes. Au reste, comme le fait très-bien remarquer M. Mesnard, les antithèses de pensées, d'images, de scènes, de tableaux, forment un des caractères saillants des compositions d'Eschyle. La tragédie grecque, à son origine, a dû emprunter à l'Orient le parallélisme qu'on retrouve en Grèce sur les plus anciens monuments de l'art, aussi bien que sur ceux de la littérature, comme le sceau du génie oriental. L'opposition des idées et des mots entre eux, poussée à un degré incroyable de raffinement, est une des beautés essentielles de la poésie chinoise, comme on peut le voir dans le travail sur la poésie et la prosodie chez les Chinois qui précède la traduction des *Poésies de l'époque des Thang*, par M. le marquis d'Hervey-Saint-Denys ⁴.

Je ne sais si je me trompe, mais il me paraît que la découverte de M. Weil ne doit pas avoir pour unique effet de nous fournir un moyen de reconnaître les interpolations, les lacunes ou les transpositions qui peuvent exister dans le texte d'Eschyle; elle doit, ce me semble, nous faire mieux comprendre le caractère grave et religieux de cette ancienne tragédie qui précède celle de Sophocle et d'Euripide. Sur la page morte où nous lisons aujourd'hui ces drames athéniens, cette symétrie du dialogue paraît bien froide. Transportée sur notre scène

¹ *Grenouilles*, vers 914.

² Voir les articles de M. Weil dans le *Journal de l'instruction publique*, 1860, n^{os} 24, 25, 26. Comparez deux articles de M. Thurot, dans la *Revue archéologique*, 1860, t. II, p. 351-58 et 1862, t. I, p. 228-34.

³ *Eschyli quæ supersunt tragœdiæ, Agamemno, 1858, Choephoræ, 1860, Eumenides, 1861*. Recensuit, adnotationem criticam et exegeticam adjecit Henricus Weil, in facultate litterarum vesontina professor. — GISSÆ. J. RICKER.

⁴ Voy. cette introduction, p. LXXIV et suiv.

moderne, entre nos décorations de carton peint, on la pourrait trouver ridicule. Mais, replacée sur le théâtre antique, dans son cadre de marbre sévère et grandiose; unie à la symétrie vivante des gestes et des attitudes; associée à la musique; alternant avec la symétrie de même nature, mais plus marquée des parties lyriques, cette disposition particulière du récitatif redevient naturelle et convenable, elle offre même une beauté de plus, car elle ajoute à la solennité de la représentation. Eschyle, tant était grande la gravité de sa muse, tirait même, c'est Aristophane qui nous l'apprend, des effets scéniques du silence et de l'immobilité de ses personnages. C'est ainsi qu'on nous peint sa Niobé, muette d'abord, enveloppée tout entière dans son vêtement comme le Priam d'Homère, pendant que le chœur déroule ses strophes, puis, à moitié de la tragédie, rompant le silence avec *douze* grandes paroles, empanachées et sourcilleuses, qui font frémir d'effroi le spectateur¹. N'est-il pas effrayant comme le génie qui l'a conçu, ce mystère profond de l'âme humaine se révélant, après un long silence en mots comptés, graves et terribles, altiers et frémissants, qui s'échappent avec une régularité harmonieuse et comme fatale, des lèvres d'une statue vivante sur laquelle s'est appesanti le bras d'airain de la destinée? — Cette Niobé, c'est la tragédie eschylienne.

D'Eschyle avec Platon la différence est grande. Le vieux poète irascible eût agité son épaisse chevelure et froncé son sourcil ténébreux², s'il eût rencontré devant lui le subtil discoureur des jardins de l'Académie. Pas plus qu'Aristophane, il n'eût applaudi, lui, l'élève de Cérès, *digne de ses mystères*, à cette philosophie nouvelle, dangereuse pour la religion et pour l'État, qui venait inaugurer le règne de l'esprit humain sur les débris des vieux cultes nationaux. Je n'ai pas à m'étendre ici sur Platon, à propos d'une édition nouvelle; je ne veux que recommander cette édition publiée par MM. E. Chauvet et A. Saisset dans la bibliothèque Charpentier³. Ce n'est pas une traduction nouvelle des œuvres de Platon, comme celle qu'a donnée M. Cousin. Quelques dialogues seulement ont été traduits à nouveau d'une manière excellente; le reste se compose d'anciennes traductions révisées. Aussi, l'avantage de cette publication est-il surtout dans la modicité du prix qui va mettre Platon à la portée de tout le monde.

Je dois aussi signaler une innovation heureuse dans l'ordre des œuvres. Il y a eu, dès l'antiquité, plusieurs systèmes pour la classification des dialogues de Platon; Diogène Laërce en compte quatre; l'un d'eux, dont on faisait remonter l'origine à Platon lui-même, divisait les dialogues en neuf tétralogies, à l'exemple de ce qui se passait dans les concours poétiques où l'on présentait quatre pièces réunies, trois tragédies et un drame satirique. Cet ordre de tétralogies a été adopté par Alde Manuce, dans la première édition de Platon (1513), et, depuis cette époque, il a été plus ou moins fidèlement suivi dans les diverses éditions ou traductions. Quoi qu'en dise l'auteur de la *Notice sur la vie et les œuvres de Platon*, placée en tête de la nouvelle publication, je ne suis point convaincu que Platon

¹ ARISTOPHANE, *Grenouilles*, vers 912-26. Ces *douze* paroles ne sont-elles pas une allusion à la forme symétrique du dialogue comme les *quatre séries* de vers lyriques en sont une à la forme symétrique des chœurs?

² ARISTOPHANE.

³ *Dialogues de Platon*, traductions anciennes révisées et traductions nouvelles, par E. CHAUVET et A. SAISSET, dix volumes.

n'ait été pour rien dans cette division en tétralogies, qui assimilait ses dialogues à des compositions dramatiques, faites pour être représentées aux Panathénées ou aux Dionysies. Loin d'être *puérile*, dans la manière de voir des Athéniens, une pareille idée avait quelque chose de poétique et de religieux; en dédiant aux divinités de l'art dramatique des compositions qui avaient emprunté au théâtre la forme dialoguée, elle consacrait la parenté de deux genres de littérature et plaçait la philosophie sous la protection de la religion. Néanmoins, ce n'est pas une raison pour conserver une classification en elle-même artificielle et qui ne dit rien à l'esprit moderne; il est, au contraire, bon de lui substituer un ordre rationnel qui nous aide à mieux comprendre le développement de l'esprit et de la philosophie de Platon. Cet ordre naturel, qui devrait remplacer toute classification plus ou moins arbitraire, ne serait autre que l'ordre même de la composition des dialogues s'il était possible de le restituer; c'est ce qu'a tenté Schleiermacher; mais on comprend qu'une telle entreprise, si on l'applique à chaque dialogue en particulier, ne peut aboutir qu'à des solutions plus ou moins vagues ou conjecturales. MM. Chauvet et Saissset se sont bornés à partager les écrits de Platon en trois grandes séries : 1^o *Dialogues socratiques*, œuvres de jeunesse et de première manière, composés avant la mort de Socrate et avant les voyages de l'auteur ; 2^o *Dialogues polémiques*, répondent à la phase des voyages, des recherches et des aventures dans la vie du philosophe ; enfin *Dialogues dogmatiques*, lesquels se rapportent à l'époque où l'ancien disciple de Socrate, entouré à son tour de disciples, enseigne à l'Académie, avec l'autorité qui désormais s'attache à son nom, le résultat de ses études et de ses méditations sur la nature, la divinité, l'éducation et le gouvernement. On a ainsi trois grandes époques de la vie et de la pensée de Platon, et l'on assiste, en le lisant, au développement de son génie de philosophe et d'écrivain.

Un peu plus de sept cents ans après la mort du philosophe d'Athènes, un jeune César, nourri de la philosophie grecque, alors occupé à guerroyer dans les Gaules, écrivait à deux de ses anciens condisciples de Constantinople ou d'Athènes : « Si quelqu'un vous a persuadé qu'il est pour l'homme un bonheur plus doux et plus solide que de philosopher à son aise et sans trouble, il s'est abusé en vous abusant. Mais si vous avez encore votre ancienne ardeur, et si elle ne s'est pas éteinte comme une flamme trop vive, je vous estime heureux. Quatre ans sont écoulés, et trois mois en plus, depuis que nous sommes séparés. Je verrais avec plaisir quels ont été vos progrès pendant cet intervalle. Pour ma part, c'est merveille que je parle grec, tant je me suis barbarisé dans ces contrées. Ne dédaignez point la littérature, ne négligez pas la rhétorique, et occupez-vous de poésie. Cependant étudiez surtout les sciences. Le grand travail c'est l'étude d'Aristote et de Platon : c'est l'œuvre par excellence; c'est la base, le fondement, l'édifice et la toiture. Le reste n'est que hors-d'œuvre. »

Ce passage est tiré des *Œuvres complètes de l'empereur Julien*, nouvellement traduites par M. Eugène Talbot ¹. M. Talbot, professeur de rhétorique au collège Rollin, est auteur de plusieurs traductions estimées. Cette traduction de Julien, accompagnée de notes, d'éclaircissements, d'une table analytique et d'un index bibliographique, est destinée à remplacer avantageusement celle de Tourlet, la

¹ Un vol. in-8, chez Henri Plon.

seule complète qui existât dans notre langue avant le travail de M. Talbot¹. La connaissance que le traducteur possède de la langue grecque nous assure que la traduction est fidèle, et il suffit d'en avoir parcouru quelques pages pour s'être convaincu que la lecture en est agréable. Je ne ferai qu'un reproche à M. Talbot, c'est d'avoir cru devoir mettre en vers les citations poétiques dont Julien aimait à orner ses écrits ; il est rare que ces essais de traductions en vers fassent plaisir au lecteur. S'agit-il d'un ou de deux vers enfermant une sentence ou quelque détail pittoresque, il en préférerait certainement l'interprétation exacte, en prose précise, à une version poétique qui risque toujours d'en altérer le caractère, sinon le sens. Est-ce d'un morceau plus étendu qu'il s'agit ? Il est presque impossible qu'on retrouve dans ces versions fragmentaires la grâce, le mouvement, en un mot, le charme poétique d'un original. D'ordinaire, ces traductions sont négligées, traînantes, banales, et déparent plutôt qu'elles n'ornent le texte au milieu duquel on les rencontre. Nous engageons vivement M. Talbot à maîtriser à l'avenir, en pareil cas, cette démanigaison inopportune de versification, et à remplacer sa poésie mal venue par de la simple et bonne prose.

On s'est fort occupé depuis quelque temps de l'empereur Julien. Le livre de M. de Broglie, *l'Église et l'Empire romain au IV^e siècle*, a donné lieu à des articles du *Journal des savants*², où le caractère et l'œuvre du neveu de Constantin sont appréciés par M. Littré avec la supériorité qui lui appartient. J'ai rendu compte ailleurs assez longuement du livre publié par M. Émile Lamé sur le même sujet, dont s'est également occupé M. L. Ménard dans ses études sur l'hellénisme. L'étude que publie M. Talbot, sur une des curieuses figures de l'histoire, est écrite avec fermeté et impartialité. Après avoir raconté la vie de l'empereur et sa tentative avortée de restauration impossible, M. Talbot analyse les œuvres de l'écrivain et résume ainsi son jugement sur Julien : « La trempe singulière, étrange même de son caractère, imprime à son style un cachet propre, une physionomie qui n'est qu'à lui. Ses lettres surtout ont une tournure, pour ainsi dire individuelle, qui donne raison à Libanius, quand il dit que Julien s'y montre supérieur à lui-même. Mais la mesure qui manque souvent à Julien dans sa conduite lui manque aussi dans ses écrits. »

Bien parler de la beauté et de la grâce n'est pas facile, et l'on pourrait souvent faire aux auteurs d'ouvrages d'esthétique le reproche que faisait autrefois Grimm à Thomas, à propos de son *Éloge des femmes*, de ne pas avoir une connaissance assez intime de son sujet. Ce reproche, on ne le fera pas certainement à M. Léon Dumont. Cet écrivain paraît avoir longuement et mûrement médité sur toutes les questions relatives à la science du beau. Entre autres ouvrages, il est auteur d'une traduction de *l'Introduction à l'esthétique* de Jean-Paul Richter, accompagnée de notes nombreuses et savantes. Son nouveau livre a pour sujet le *sentiment du gracieux*³. Il aurait pu lui donner, comme il en avait eu d'abord la pensée, le titre de *Esthétique du mouvement* ; car il ne prend pas ici le mot *grâce* dans son acception générale, qui est synonyme de *charme*, mais il traite de cette espèce particulière de grâce qu'on a appelée, par une définition précise, la *beauté de mouvement*. C'est elle qu'il prétend définir et analyser.

¹ L'abbé de La Bleterie n'a traduit que quelques ouvrages de Julien.

² Juin, juillet et décembre 1860. M. Talbot a sans doute ignoré ces articles dont il ne fait pas mention. — ³ Un vol. chez Auguste Durand.

Mais comment définir la grâce, cette chose fugace, et qui doit à sa fugacité même une partie de son prix ? Comment soumettre à une analyse philosophique ce charme insaisissable qui voltige autour de la beauté ? Pour exprimer cette idée de la grâce et son rapport avec la beauté, les Grecs ont eu recours à des indications pleines de délicatesse. Ils suspendent autour des flancs de Vénus la toute-puissante ceinture, comme pour indiquer que la grâce est une propriété de la beauté, mais non la beauté elle-même. En faisant danser les Grâces autour de Vénus immobile, ils nous font comprendre que la grâce naît du mouvement et qu'elle est, en quelque sorte, le déploiement et la célébration de la beauté. Ce sont là des images charmantes et d'une signification profonde. Cependant, l'esthétique moderne demandait quelque chose de plus. M. Dumont commence par faire la théorie psychologique du mouvement ; puis, passant à l'esthétique, il recherche quels sont les éléments de la grâce, et croit les trouver dans l'unité et la variété. « La variété dans l'unité de mouvement, » telle est, suivant M. Dumont, la définition de la grâce. Il ajoute : « Par la variété, elle se distingue de la monotonie, dont l'uniformité est l'essence et la fatigue le résultat ; par l'unité, elle se distingue du pittoresque. » On pourrait aussi l'appeler une musique plastique ; car elle parle aux yeux de la même manière que la musique parle à l'oreille, par une succession de parties que l'imagination seule peut embrasser dans une seule conception.

La grâce définie, il reste à en analyser les manifestations. Qui dira le charme et le pouvoir exercés sur notre sentiment par les rapides apparitions d'une beauté qui ne se montre que pour se dérober presque aussitôt ? Comment l'homme, de sa nature changeant et passager, ne sentirait-il pas au fond de son être une sorte d'inquiétude amoureuse à l'aspect de cette instabilité, de cette fugacité de la grâce ? Et, ici encore, nous trouvons le sentiment de l'antiquité devançant les méditations des philosophes. En rapprochant les Grâces des Heures, en les identifiant même, la mythologie grecque semble avoir eu en vue le charme mystérieux qui naît de ce changement continuel des choses que présente à nos yeux le spectacle du monde et l'aiguillon secret qu'il nous met au cœur. Le prodige admirable de l'art, ce qui surtout le fait divin, ce n'est pas seulement de rendre durable la beauté passagère, c'est encore de saisir au passage et de fixer les manifestations les plus fugitives de la grâce. Il arrête ainsi, en quelque sorte, la roue du Temps avec un clou d'or ; il arrache à la jalousie de l'aveugle Destin tout ce qu'il est possible de lui arracher.

C'est l'idée qu'on a tâché de rendre dans les vers suivants sur une danseuse de Pompéi :

Toi qui jadis, à ta poursuite,
Légère, entraînaï le désir,
Quel pouvoir, enchaînant ta fuite,
Fixe à jamais notre plaisir ?

C'est la peinture, art adorable,
Délices de tout œil mortel.
Par sa puissance secourable
Le fugitif est éternel.

L'ouvrage de M. Léon Dumont n'est pas seulement un bon traité de la matière, comme on pouvait l'attendre d'un homme qui a l'habitude de ces questions difficiles et périlleuses ; c'est de plus un livre agréable à lire, semé de citations heureuses en prose et en vers, et tout plein d'une érudition variée et piquante. M. Dumont décrit le domaine de la grâce en homme qui en connaît tous les détours. Il parle de la grâce dans les gestes, dans les altitudes, dans les draperies. A propos des femmes, il a des pensées et des pages de moraliste. « Nous jugeons les hommes avec notre raison et les femmes avec notre goût, » dit-il. Lui les juge avec son esprit et son cœur. Le dernier chapitre du livre, où il est question de *la grâce dans l'art*, n'est pas le moins intéressant. L'auteur y parle de la grâce dans la danse, dans les arts plastiques et dans la poésie. En traitant de la grâce dans les beaux-arts, M. Dumont ne pouvait manquer d'avoir à s'appuyer sur l'autorité des Grecs. Je regrette de ne pouvoir citer ici les réflexions par lesquelles il termine son livre, sur la manière dont les Grecs comprenaient l'art, comparée à la façon dont l'entendent nos modernes. Il est très-vrai que « des fins secondaires et accessoires ont remplacé la véritable fin » de l'art, et il est également juste de dire que « la complète imitation des Grecs serait de n'imiter personne. » Mais comment retrouver dans nos temps la libre et généreuse inspiration qui a fait de l'art antique, suivant l'expression de Goethe, « une seconde nature ? »

J'annonce seulement aujourd'hui, pour en parler plus tard à loisir, la nouvelle traduction des *Œuvres de Spinoza*, par M. Prat, dont le premier volume seulement a paru, ainsi que le livre de M. Corbon, intitulé *le Secret du peuple de Paris*¹, et le premier volume du *Génie de la Révolution* de M. Ch. L. Chassin². J'aurais aussi à m'occuper d'une *Lettre sur la morale*³, brochure publiée par M. Célestin de Blignièrès, en réponse à une attaque personnelle de M. l'évêque d'Orléans, si les questions qui y sont traitées ne devaient me mener trop loin de la littérature ; j'y ai trouvé des pages éloquentes et un accent marqué de sincérité et d'honneur. Mais je dois quelques mots de sympathie à la *Revue du Progrès*, dont j'ai lu avec intérêt les premières livraisons⁴. Son directeur, M. Louis-Xavier de Ricard, est un jeune esprit plein d'ardeur et de sève, qui ne craint pas le travail, et qui paraît impatient de répandre ses idées sous toutes les formes, roman, poésie, critique. Dans une série d'articles sur Népomucène Lemer cier, génie incomplet et rude, qui a eu de grandes idées, mais qui n'a su leur donner la forme et la beauté sans lesquelles il n'y a point d'œuvre, M. Ricard propose aux poètes qui viendront l'exemple de l'auteur de l'*Atlantiade* et préconise la *poésie scientifique*. Je comprends le peu de goût qu'inspire à une imagination généreuse une certaine poésie vide et maniérée qui a cours aujourd'hui, et je suis aussi d'avis qu'il y aurait dans la science, telle que l'ont faite les découvertes et les idées de notre siècle, une source merveilleuse d'inspiration pour un poète de génie ; mais je ne crois pas à une poésie systématiquement scientifique, pas plus qu'à une poésie dont le caractère exclusif serait d'être politique, ou tout autre chose. Comme tous les nobles sentiments, toutes les grandes idées ont droit de cité en poésie, quel que soit le domaine particulier où elles ont pris naissance, et, de son côté, la muse a le

¹ Un vol. Pagnerre.

² Pagnerre.

³ Brochure, chez G. Havard.

⁴ Rue du Faubourg-Montmartre, 40.

droit de choisir où il lui convient les éléments de son œuvre, à la seule condition de les transformer et de leur imprimer son sceau ; mais, pour exercer sa puissance créatrice, elle doit rester dans la région supérieure où le monde entier s'offre à elle comme tributaire ; elle ne doit pas échanger sa souveraineté contre un rôle subalterne, fût-ce au service de la science, ou de la philosophie, ou d'un système social. La poésie ne doit être que *poétique* ; sa beauté est d'être, comme l'art, sa fin à elle-même. A côté des noms jeunes qui se lisent dans la *Revue du Progrès*, on trouve avec plaisir ceux de MM. Émile et Antony Deschamps qui rappellent les beaux jours de la *Muse française* et qui représentent parmi nous le culte fidèle à une noble et charmante forme de la pensée, amour et gloire de leur jeunesse.

Pendant que je parlais poésie, philosophie, esthétique, le roman venait frapper à ma porte. Voici *l'Aîné de la famille*, par M. Alexandre de Lavergne ; *Trop heureux*, par Francis Wey ; *les Sensations d'une morte*, par la comtesse Marie Montemerli (pseudonyme, dit-on, d'une belle étrangère, qui jouit, sous son vrai nom, d'une réputation d'esprit). *Les Vieilles Lunes d'un avocat*, par M. Frédéric Thomas, ne sont pas un roman, mais des impressions d'audience entremêlées d'impressions de vacances. Tous ces volumes font partie de la Bibliothèque des chemins de fer à laquelle M. Hachette prodigue des soins paternels ; ils sont destinés à charmer les ennuis et les lenteurs du voyage, car l'imagination et le désir vont plus vite que la vapeur et le progrès... Et le chroniqueur aussi voyagera. Prompt comme la flèche, il traversera sous un panache de vapeur, au sifflement de la locomotive, forêts, prairies, villes et villages ; il verra passer devant ses yeux les jolies maisons de campagne, coquettes, ombragées, souriantes, qui lui promettent, s'il veut s'y arrêter, de lui révéler de charmants mystères..... les mystères des romans qu'on n'a pas le loisir de lire.

L. DE RONCHAUD.

CHRONIQUE POLITIQUE

28 juillet 1863.

C'est le 22 juillet que les réponses de la Russie aux notes des trois grandes puissances ont été officiellement connues à Paris, à Londres et à Vienne. Depuis un mois, on avait fait mille commentaires sur ce sujet, et chacun, suivant son tempérament, ses tendances et ses désirs, prêtait un langage différent au prince Gortschakoff. Comme les propositions de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche étaient résumées en six points principaux et que rien, sinon l'inutilité, n'en égalait la modération, on se sentait à l'aise pour prédire un dénouement pacifique. Plus on y réfléchissait, plus on reconnaissait combien on avait donné beau jeu au cabinet de Saint-Petersbourg, et il ne faisait doute pour personne, sauf pour quelques obstinés, que la réponse de la Russie ne fût tout miel et tout lait. Quant à la Pologne, on avouait que son rôle était sacrifié, et que l'insurrection présente, protestation contre le partage de 1772 et les traités de 1815, aurait le sort des précédentes rébellions. Pour les uns, le résultat n'avait rien d'attristant, pour les autres, quelques adoucissements apportés au sort des vaincus désintéressaient leur pitié. On se réjouissait déjà en songeant que, Mexico tombé sans combat dans les mains de notre armée, on allait, pour quelque temps, remettre le glorieux drapeau français dans son étui et songer sérieusement aux choses de la paix.

En effet, la Russie devait se déclarer satisfaite. Les puissances, scrupuleuses observatrices des égards qu'on se doit de gouvernement à gouvernement, avaient, dans un langage affectueux et poli, attiré l'attention du czar sur les dangers que présentaient pour la paix européenne les soulèvements périodiques de la Pologne. Avec une bonhomie un peu rude, lord Russell avait recommandé l'adoption de quelques réformes indispensables, sollicitées avec courtoisie par M. Drouyn de Lhuys et soulignées avec mesure par M. de Rechberg. C'était, en

résumé, un rappel aux traités de 1815 et à l'observation de la constitution promulguée alors par Alexandre I^{er}. Un armistice paraissait désirable aux grandes puissances et devait être le préliminaire d'une conférence dans laquelle on statuerait définitivement sur le sort de la Pologne.

En trois dépêches, le prince Gortschakoff a fait voir que le czar voulait être le maître chez lui, et châtier, à loisir, tous ses enfants prodigues. Ses trois réponses, qui resteront comme des modèles de style, de logique, d'ironie, d'insolence et d'audace, dénie à l'Europe occidentale tout droit d'immixtion dans les affaires intérieures de l'Empire, déclarent accomplies en partie, par la paternelle sollicitude du czar, les réformes recommandées, rejettent toute pensée d'armistice et consentent seulement à une conférence dans laquelle figureraient l'Autriche et la Prusse, c'est-à-dire les puissances copartageantes. C'est encore la Révolution qui est le bouc émissaire des événements de Pologne, selon le prince Gortschakoff, comme la Révolution, au dire du maréchal Forey, est seule responsable, au Mexique, des péchés d'Israël. La France, ajoute la Russie, ne doit pas l'ignorer, elle qui renferme et tolère ces foyers de pestilence, qui s'intitulent comités polonais, et d'où partent les hommes, les armes et l'argent qui alimentent l'insurrection.

En prenant connaissance de la réponse de la Russie à la France, M. le duc de Montebello n'a pas craint de déclarer au vice-chancelier russe que les ouvertures du cabinet de Saint-Petersbourg lui paraissaient presque insultantes et de nature à amener entre les deux pays une immédiate et définitive rupture. Lord Napier a été aussi explicite en ce qui concerne son gouvernement, et M. de Rechberg, en repoussant spontanément et avec indignation les propositions russes, a fait preuve d'une très-honorable susceptibilité.

La guerre n'est donc point impossible, et une terrible guerre, si l'une des grandes puissances prétend ne point considérer le débat comme clos. Soit. Les choses en sont arrivées à ce point que le *statu quo* est un mal pire que la guerre, et s'il est difficile de faire l'une, il est impossible d'observer l'autre. On peut manquer d'enthousiasme, et ne pas envisager cependant d'un œil calme cette redoutable éventualité.

La diplomatie française a-t-elle remporté cet avantage de faire de la question polonaise une question européenne ? et s'il n'a pas été en son pouvoir de conjurer la guerre, a-t-elle su s'assurer le concours d'alliés fidèles ? En invoquant les traités de 1815, la France de 89 a-t-elle donné aux conservateurs des gages suffisants ? Telles sont les questions auxquelles il importe de répondre sans passion, mais aussi sans faiblesse.

En étudiant l'histoire des dix dernières années, on est promptement amené à reconnaître que la France n'a, ni avec les peuples, ni avec les gouvernements, une seule alliance sur laquelle elle puisse faire un fonds absolu. Il serait injuste de ne pas constater que des tentatives sérieuses et habiles ont été essayées pour mettre fin à cet isolement, sinon de forme, au moins de fait, mais le succès n'a point couronné de si louables efforts, et la France, plus redoutée aujourd'hui,

n'est pas, plus que jadis, entrée dans la confiance de l'Europe. Sous peine de ne satisfaire personne, on ne peut contenter tout le monde et son père, dit le *Fablier*. Nous avons fait, à nos dépens, la preuve de cet aphorisme, et le traité de Zurich, élevé à la hauteur d'une politique, a irrité les uns sans rassurer les autres. Tour à tour, nous avons vu poindre à l'horizon l'alliance russe, l'alliance autrichienne, l'alliance italienne et, planant sur le tout, l'entente cordiale avec l'Angleterre, et les défenses de Cherbourg, sans omettre non plus les fortifications de Portsmouth. Après la campagne de Crimée, l'Angleterre fut profondément irritée de s'être laissée entraîner à une guerre que la modération de la France avait seule empêchée d'être ruineuse pour la Russie. Aussi, observa-t-elle la neutralité la plus malveillante pendant la campagne d'Italie, et faillit-elle rompre l'alliance après l'annexion de Nice et de la Savoie. La Prusse observe ce qui se passe sur les bords du Rhin, et l'Autriche, aujourd'hui avec nous, pour la Pologne et contre la Russie, ne fait peut-être que payer, de la sorte, la prime de garantie pour le maintien de sa domination dans les provinces vénètes. Enfin nous allons au Mexique, et nos flottes naviguent de conserve avec les escadres anglaise et espagnole. A la suite de la convention de la Soledad, nous restons seuls à la Vera-Cruz, et la promenade militaire prédite par les Almonte se change en une longue campagne, aussi coûteuse que fertile en glorieux trophées.

L'histoire d'hier est, s'il se peut, encore plus édifiante. La diplomatie française a entraîné dans son orbite sympathique Londres et Vienne, et le comte Russell écrit la note que chacun sait. Mais, tandis que Saint-Petersbourg délibère sur la réponse qu'il doit faire, le Foreign-Office, les lords, les membres de la chambre des Communes, la presse presque tout entière, déclarent à l'envi que l'Angleterre ne fera en aucun cas la guerre à la Russie et que cette puissance peut à son gré et sans risques jeter au panier les notes diplomatiques. Sans l'outrecuidance du prince Gortschakoff, qui blesse le sentiment national, l'Angleterre n'aurait dit mot et peut-être nous aurait faussé compagnie au premier arrêt des diplomates.

Qu'on lise avec attention les journaux anglais, qu'on écoute avec soin les discours prononcés à la Chambre haute ou à la Chambre basse; on n'y trouvera ni moins d'indignation contre les Mourawieff, ni moins de pitié pour les Polonais qu'en France, mais on y découvrira bien vite un sentiment de défiance profonde contre nous et contre la politique que nous poursuivons. L'Angleterre ne craint pas la guerre avec la Russie, guerre peu coûteuse pour elle et dont les avantages éventuels sont trop évidents pour qu'il soit besoin de les rappeler. Aussi, un journal autorisé n'a point hésité à tracer un plan de campagne maritime, dans lequel l'Angleterre aurait eu la tâche la plus rude; mais ce qu'elle redoute, c'est la guerre sur le continent, c'est la tentation pour la France, une fois au delà du Rhin, de ne pas revenir en deçà, c'est une lutte qui, comme la campagne de Crimée, n'amoindrirait pas la Russie et pourrait, de même que la campagne d'Italie, agrandir la France. Et c'est dans ces terreurs, fausses sans doute, et non ailleurs, qu'il faut chercher le mot de l'attitude de l'Angleterre.

Nous ne pouvons nous empêcher de constater, à ce propos, que toute faute en politique entraîne après soi son châtement. Parmi ceux qu'un généreux sentiment engage à défendre à tout prix la nationalité polonaise, combien ont contribué, par une intempestive revendication de nos frontières naturelles, à exciter des défiances dont profite aujourd'hui le cabinet de Saint-Petersbourg ?

Ce que nous disons, le gouvernement ne peut l'ignorer, et la conscience qu'il doit avoir de sa situation vis-à-vis de l'Europe peut expliquer jusqu'à un certain point ses ménagements et ses lenteurs. Mais alors, s'il n'était point décidé à frapper, mieux eût valu une abstention complète, et, s'il était résolu à agir, nous ne comprenons pas davantage pourquoi il ne demandait pas et simplement la restitution du royaume de Pologne. Nous tenons pour inutiles, quant à nous, les interminables logomachies sur les traités de Vienne et les dissertations sur le droit que peuvent avoir les puissances à interpréter lesdits traités. En vérité, nous sommes de l'avis de la *Presse* quand elle reconnaît que le prince Gortschakoff, sauf la forme, ne pouvait pas répondre autrement qu'il l'a fait. Admettre l'Angleterre et la France à une conférence ayant pour but le règlement des affaires de Pologne, n'était-ce point, en effet, enlever du coup aux insurgés leur titre de rebelles et les tenir pour belligérants ? L'armistice, sans danger au point de vue militaire, entraînait les mêmes conséquences, et quant à la formation d'une armée nationale, il était puéril d'imaginer que la Russie forgerait, de ses propres mains, des armes contre elle-même. Une seule chance restait à la diplomatie : c'était de ne pas s'aveugler sur les intentions du cabinet de Saint-Petersbourg et d'appuyer promptement ses démarches de quelques démonstrations plus significatives. L'honneur du corps était sauf, et le pays était libre de ne considérer les tentatives faites jusqu'à ce jour que comme une observation des lois de la civilité internationale. La diplomatie a cru, c'est son excuse, au succès de son œuvre.

Aigrie par la lutte, contestée, la Russie considère son honneur comme engagé vis-à-vis des puissances, et Dieu sait à quels excès peut se porter chez elle le fanatisme national ! Elle a dit que ni la France ni l'Angleterre ne prendraient part aux conférences, elle ne reviendra pas sur sa déclaration ; elle a subordonné tous pourparlers à la répression définitive de l'insurrection, elle fusillera et pendra tous les Polonais avant de vouloir rien entendre. On dit que les trois puissances ont rédigé une note unique, une sorte d'ultimatum ; la Russie est trop avancée aujourd'hui pour reculer.

Il est donc permis d'affirmer que, sauf deux cas impossibles à prévoir, celui où la France ne voudrait en aucun cas relever le gant que lui jette la Russie, ou cet autre où la Russie céderait à la menace, la guerre doit éclater ; mais combien plus sont défavorables les conditions dans lesquelles la lutte s'engagerait. Devant soi, un ennemi préparé à toutes les éventualités. Avec soi, l'Angleterre incertaine, l'Autriche traînant malgré elle à sa suite et comme un boulet la Gallicie et Cracovie ; la Pologne, enfin, qui combat depuis le mois de février, notablement affaiblie. Ajoutez l'hiver arrivant à grands pas, et le Gouvernement prussien ;

dupe et complice, tendant, sans doute, et quoi qu'on en dise, la main au czar.

Il est encore un autre point sur lequel nous voulons attirer l'attention de nos lecteurs. Que l'opinion publique n'invoque, pour aller au secours de la Pologne, que les imprescriptibles droits de l'humanité ou une ancienne dette de reconnaissance à payer, rien de mieux. C'est affaire au peuple de garder les traditions chevaleresques et les généreux élans qui sont le propre de sa race, mais un gouvernement ne peut pas faire du sentiment aux dépens du trésor public et de la vie des citoyens. Il faut qu'en entrant dans la lutte, il représente soit une idée, soit un intérêt. Nous ne voyons pas nettement qu'il en soit ainsi dans les circonstances présentes. La France, datant une action politique des traités de 1815, ne représente qu'un fait et, pour ne pas savoir être elle-même, c'est-à-dire la Révolution, elle est destinée à ne rien être. En 1859, en Italie, la France a représenté la Révolution jusqu'au traité de Villafranca; en 1863, en Pologne, et dans les termes où se pose la question, elle ne serait qu'une unité dans une triade composée de l'Angleterre et de l'Autriche.

Doit-on conclure, de tout ce qui précède, que nous verrions d'un mauvais œil une guerre entreprise en faveur de la Pologne ? Telle n'est point notre pensée.

Nous avons déjà, il y a trois mois, indiqué le caractère de notre intervention éventuelle. C'est celle d'un homme qui entend crier à l'assassin et qui répond à l'appel de la victime : cependant, nous ne pouvons nous empêcher de regretter que les immenses sacrifices que nous imposeraient une résolution énergique ne soient compensés par cette idée, que nous aurons, du même coup, travaillé à l'émancipation définitive d'un peuple et à l'expansion des idées qui nous sont chères. Car il faut ne pas l'oublier, la guerre avec la Russie, ce ne sont point seulement nos soldats engagés, c'est un renoncement, pour un temps plus ou moins long, à toutes les promesses libérales apportées par les élections de 1863, et la remise à un autre époque de nos projets de sage économie. Quoi qu'on en dise, on aurait mauvaise grâce, à la veille d'une bataille, d'où dépend peut-être le sort d'une armée, à raconter les méfaits électoraux d'un M. Grandjacquot quelconque. Bien que la guerre ne soit encore que menaçante, n'est-il pas remarquable de constater combien, depuis un mois, les préoccupations intérieures ont cédé la place aux préoccupations extérieures ? Le ministère du 24 juin n'a point encore donné signe de vie, à moins qu'on ne considère comme un acte important un décret sur la chasse et une circulaire engageant les fonctionnaires à hâter l'expédition des affaires. Comme M. de Persigny, M. Boudet a frappé d'un avertissement le *Siècle*, et nous avons vu renaître de ses cendres un moyen de répression administratif, dont nous espérions n'avoir plus à nous préoccuper.

Nous ne désespérons pas cependant du salut de la liberté ni de celui de la Pologne. Le triomphe d'une cause juste n'est qu'une affaire de temps, et les récents événements d'Amérique sont là pour prouver que nous avons raison d'avoir une inébranlable confiance dans la justice et la vérité. Le mois dernier, tout était fini. Lee entraînait en vainqueur dans la Virginie à la tête de 150,000 confédérés. Hooker, comme Mac-Clellan, donnait sa démission à la veille d'une

bataille et était remplacé par un général obscur, Meade, commandant un corps de l'armée du Potomac. Washington était menacé et le parti hostile à l'abolition demandait à grands cris la paix avec Richmond. En Europe, de dignes philanthropes versaient sur cette effroyable lutte des larmes feintes et reprenaient leur thème favori de la reconnaissance du Sud. Nous avions assisté, au Parlement anglais, aux burlesques communications de MM. Roebuck et Lindsay, et, nous rougissons de l'avouer, bon nombre de Français ne faisaient point mystère de leurs sympathies sudistes. On raillait volontiers ces héroïques gardes nationales du Nord qui expiant, par de nombreuses défaites, leur peu d'habileté dans le métier des armes, revenaient sans cesse à la charge et, se battant comme des conscrits, mouraient comme de vieilles bandes. Tout à coup, nous avons appris qu'à Gettysburg, Meade avait culbuté Lee, et que Wicksburg, ce Sebastopol américain, s'était rendu sans condition. Quelques jours après, c'était le tour de Port-Hudson à rentrer dans le sein de l'Union, et bientôt Beauregard et Johnson battaient en retraite devant les forces victorieuses de la république. Aujourd'hui le triomphe définitif du cabinet de Washington est assuré, et la colère de quelques coquins, qui ont tenté une insurrection à New-York, sera impuissante à diminuer l'effet produit par cette grande nouvelle, dont nul ne peut prévoir les conséquences. Peut-être regrettera-t-on un jour toutes les amertumes dont on a abreuvé le gouvernement d'Abraham Lincoln, et, nous le craignons, l'heure pourrait bien sonner où les Etats-Unis, en reconnaissance de l'intérêt trop direct que nous avons pris à leurs affaires, songeront à s'occuper un peu des nôtres transplantées au Mexique. L'exportation de la liberté a ses périls — quand on ne la possède pas chez soi.

HECTOR PESSARD.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TOME VINGT-SIXIÈME

Première Livraison.

1^{er} JUIN 1863.

L'Église libre du canton de Vaud, par <i>M. C.-J. Tissot</i>	8
Études critiques sur les Évangiles : l'Évangile de saint Jean, par <i>M. Michel Nicolas</i>	43
De la Physiologie appliquée à la Critique, ou Essai de critique naturelle (deuxième article), par <i>M. Émile Deschanel</i>	68
Vie et travaux de M. de Mirbel, d'après sa correspondance et des documents inédits, par <i>M. Étie Margollé</i>	85
Le roman de Célestin (suite), par <i>M. A. Arnould</i>	102
Ad majorem Dei gloriam, nouvelle traduite de l'allemand de Alfred Meissner (sixième partie).....	127
Correspondance de Londres, par <i>M. Phillips</i>	148
Courrier d'Allemagne, par <i>M. E. Seinguerlet</i>	153
Bulletin bibliographique et critique.....	159
Chronique littéraire, par <i>M. L. de Ronchaud</i>	176
Chronique politique, par <i>M. Hector Pessard</i>	186

Deuxième Livraison.

1^{er} JUILLET 1863.

Vingt-cinq ans de l'Histoire des Pays-Bas unis, 1584-1609 (premier article), par <i>Daniel Stern</i>	193
François d'Assise, d'après M. Karl Hase, par <i>M. Ch. Berthoud</i>	224
De la Physiologie appliquée à la Critique, ou Essai de critique naturelle (troisième article), par <i>M. Émile Deschanel</i>	263
Le roman de Célestin (suite), par <i>M. A. Arnould</i>	277
Vie et travaux de M. de Mirbel, d'après sa correspondance et des documents inédits (suite et fin), par <i>M. Étie Margollé</i>	294
Ad majorem Dei gloriam, nouvelle traduite de l'allemand de Alfred Meissner (septième partie).....	315
Impressions et aventures d'un Prince en voyage, par <i>M. Arnold Bonowitz</i>	333
Correspondance de Londres, par <i>M. Phillips</i>	339

Courrier d'Allemagne, par <i>M. E. Seinguerlet</i>	344
Courrier d'Italie, par <i>M. Marc-Monnier</i>	351
Bulletin bibliographique et critique.....	360
Chronique littéraire, par <i>M. L. de Ronchaud</i>	364
Chronique politique, par <i>M. Hector Pessard</i>	376

Troisième livraison.

1^{er} AOUT 1863.

Le Lycée et la Liberté d'enseignement, par <i>M. Charles Dollfus</i>	385
Vingt-cinq ans de l'Histoire des Pays-Bas unis, 1584-1609 (deuxième article), par <i>Daniel Stern</i>	408
De la Physiologie appliquée à la Critique, ou Essai de critique naturelle (quatrième article), par <i>M. Émile Deschanel</i>	437
Le roman de Célestin (suite), par <i>M. A. Arnould</i>	459
Télégraphie météorologique, par <i>M. Élie Margollé</i>	478
D'un ancien manuscrit de la Bible et du texte du Nouveau Testament, par <i>M. Stap.</i>	488
Ad maiorem Dei gloriam, nouvelle traduite de l'allemand de Alfred Meissner (huitième et dernière partie).....	498
Poésies : Rêves de flotte, Sonnets imités de l'allemand de F. Freiligrath, par <i>M. Théo- dore Karcher</i>	519
Correspondance littéraire d'Allemagne, par <i>M. A. Maillard</i>	523
Correspondance de Londres, par <i>M. Phillips</i>	527
Bulletin bibliographique et critique.....	532
Chronique littéraire, par <i>M. L. de Ronchaud</i>	557
Chronique politique, par <i>M. Hector Pessard</i>	569

CHARLES DOLLFUS,
Directeur, gérant responsable.

 IMP. DE L. TOINON ET C^o, A SAINT-GERMAIN.

148-C-1



